



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

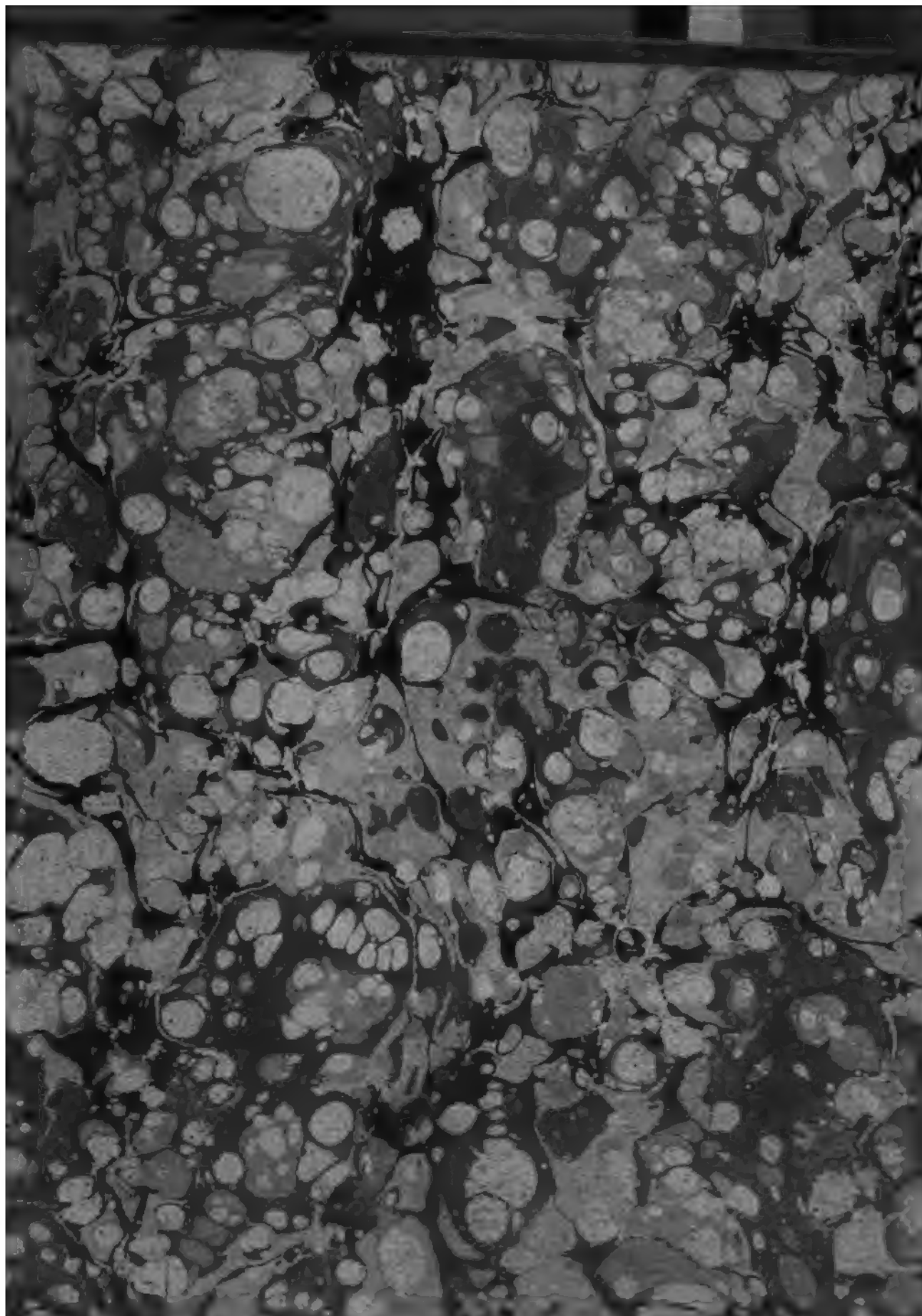
We also ask that you:

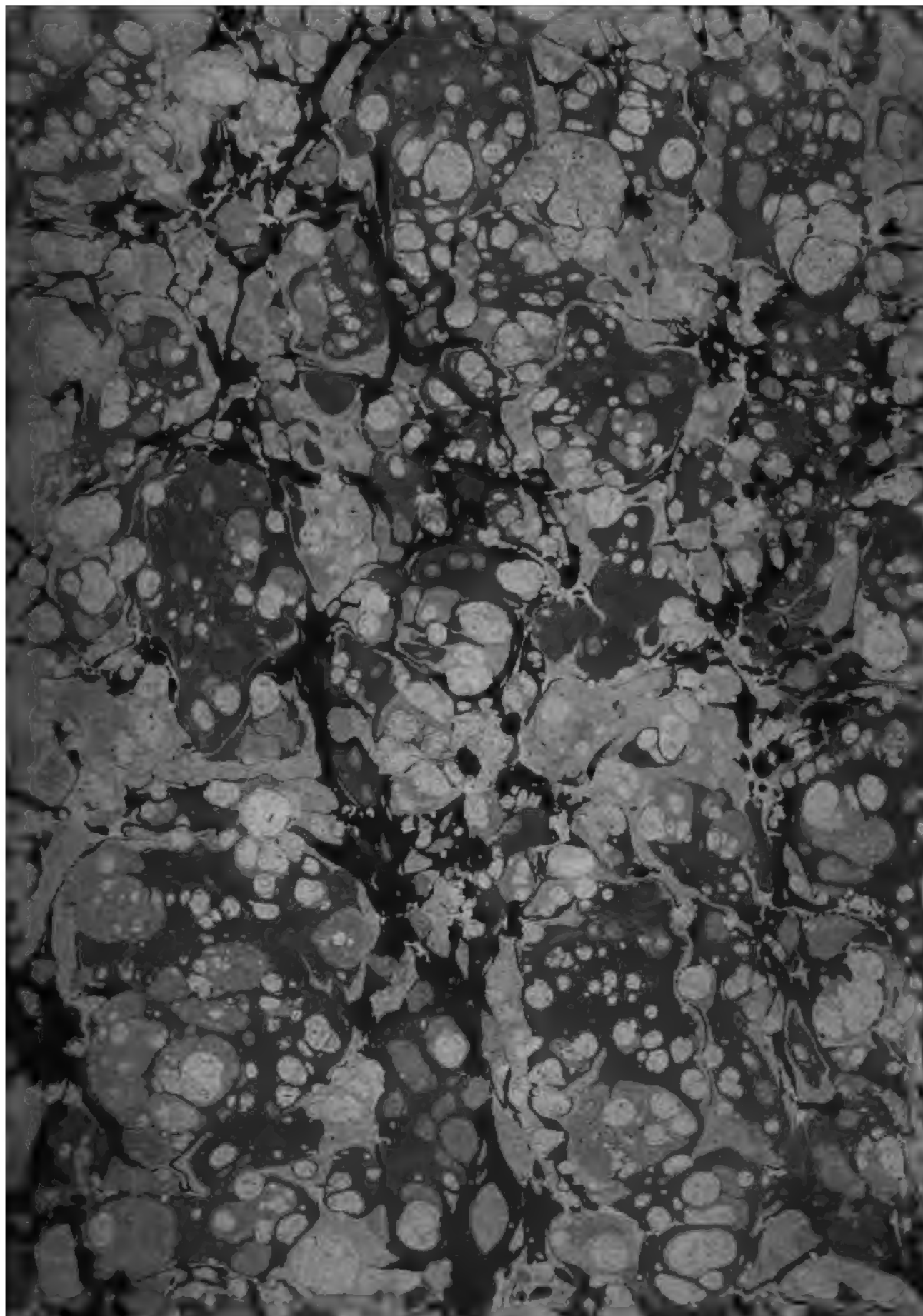
- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>







1. e. 27.

PRIVILEGES DE L'ORDRE DE CISTEAUX

RECUEILLIS ET COMPILEZ

DE L'AUTORITE' DU CHAPITRE GENERAL

ET PAR SON ORDRE EXPRES.

DIVISEZ EN DEUX PARTIES

*Contenant les Bulles des Papes & les Lettres Patentes des Rois
& leurs Reglemens.*



A PARIS,

Chez DENIS MARIETTE Libraire de l'Ordre de Cîteaux,
rue Saint Jacques à Saint Augustin & à l'Ecu de Venise.

M. DCCXIII.

AVEC PRIVILEGE.

L'ON a ajouté à ce Recueil de Privileges , une petite Instruction touchant la Charge de Procureur General de cet Ordre , la maniere de se pourvoir pour l'exécution & l'observation de ces Privileges & celle de proceder dans l'Ordre devant les Juges Reguliars : Comme aussi une Procedure qui fut faite és années 1701. & suivantes jusqu'en 1705. portée devant le Roy sous le nom collectif de Messieurs les Evêques & qui y est pendante & preste à juger , au sujet de la pretention qu'ils ont commencé d'avoir depuis peu , du droit de juger des Causes de sortie des Religieuses de leurs Monasteres & Clôture , & d'examiner leurs Novices avant la Profession , au préjudice des Privileges de l'Ordre & de son Exemption.

On trouvera encore à la fin trois Tables des principales choses contenuës en ce Recueil , deux Chronologiques pour les Bulles des Papes & les Lettres Patentes des Rois , & une troisième pour tout le reste.



MANDEMENT

DU R^{ME} ABBE' ET GENERAL DE CISTEAUX.

Nous Frere EDMÉ PERROT Abbé de Cisteaux, Docteur en Theologie, premier Conseiller né au Parlement de Bourgogne, Chef & Superieur General de tout l'Ordre de Cisteaux, ayant l'entier pouvoir du Chapitre General d'iceluy : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Nos Chapitres Generaux des années 1683. 1686. & 1699. ayant connu la necessité qu'il y avoit de faire une nouvelle Compilation des Privileges de nostre Ordre, soit parce qu'il ne se trouve plus d'Exemplaires des dernieres éditions, soit parce que plusieurs desdits Privileges n'y avoient pas esté compris, ils auroient chargé de ce soin nostre Reverend confrere Dom LOUIS MESCHET Abbé de la Charité nostre Procureur General en Cour de France, lequel s'en estant acquitté avec autant de zele que d'exaëtitude, & même obtenu de Sa Majesté la Confirmation desdits Privileges suivant ses Lettres Patentés du mois de Decembre 1711. Nous avons crû qu'il n'estoit pas moins de nostre devoir que de l'avantage de nostre Ordre de rendre public le Recueil qui a esté par luy fait desdits Privileges, sans lesquels il est impossible que nostre Ordre se soutienne avec honneur & utilité dans l'un & l'autre estat ; auquel effet nous l'Avons Approuvé & Approuvons par ces Presentes & en Ordonnons l'édition : mais parce que honorable Frederic Pierre Leonard Imprimeur ordinaire de nostre Ordre est decedé, Nous avons donné & donnons pouvoir à honorable DENIS MARIETTE Libraire à Paris de faire imprimer lesdits Privileges, conformément à nostre Mandement de ce jourd'huy par lequel nous l'avons choisi pour faire imprimer & debiter les Livres de nostre Ordre. Donné à Paris en nostre College de Saint Bernard sous nostre Seing manuel, celui de nostre Secretaire & l'apposition de nostre grand Sceau, le treizième jour du mois d'Aoust l'an de nostre Seigneur mil sept cens treize.

Fr. EDMÉ Abbé General de Cisteaux.

Par Ordonnance de Monseigneur nostre Reverendissime Abbé General de Cisteaux,

FR. NICOLAS DE REQUELEYNE Secretaire.

MANDEMENT

DU R^{ME} ABBE' ET GENERAL DE CISTEAUX.

Nous Frere EDMÉ PERROT Abbé de Cisteaux, Docteur en Theologie, premier Conseiller né au Parlement de Bourgogne, Chef & Superieur General de tout l'Ordre de Cisteaux & ayant

l'entier pouvoir du Chapitre General d'iceluy. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut en nostre Seigneur. Nous n'avons pas esté plustost élevez à la place que nous occupons par sa misericorde pour le gouvernement de cet Ordre, que nous avons crû d'abord devoir employer nos premiers soins à y procurer & avancer autant qu'il nous sera possible ce qui regarde le culte divin: & comme l'uniformité qui nous est si fort recommandée & dont l'obligation est née avec l'Ordre, y peut beaucoup contribuer, afin que nous puissions tous d'une égale ferveur unanimement glorifier Dieu & que nos actions soient faites dans le même esprit & sans aucune discorde, ce qu'il n'est pas possible de faire, qu'en se servant par tout des mêmes Livres & des mêmes Impressions; de sorte que nous voyant obligez d'en procurer de nouvelles à cause qu'il en reste peu des precedentes éditions, & que plus il s'en fera, elles seront toujourns d'autant plus correctes: outre qu'honorable homme Frederic-Pierre Leonard, cy-devant nostre Imprimeur, est decedé depuis peu, après s'estre acquitté dignement de cette Charge, il est de nostre devoir de pourvoir à ce qu'un autre remplisse cette place: A ces Causes nous avons choisi & nommé honorable homme DENIS MARIETTE Libraire à Paris auquel Nous Avons permis & accordé par ces Presentes de nostre autorité & celle de nostre Chapitre General, la faculté & le pouvoir de faire imprimer, vendre & debiter tous & chacun les Livres servant à l'usage dudit Ordre tant pour le Service Divin qu'autres; sçavoir les Breviaires grands & petits, les Diurnaux, Lectionnaires, Missels, Martyrologes, Antiphoniers, Graduels, Pseautiers, Processionaux, Heures de Nostre-Dame, Regles de S. Benoist, Rituels, Us, Ordinaires, Bullaires, Privileges, Directoires, & generalement tous les autres Livres qui sont particuliers & necessaires à nostredit Ordre, & ce pendant l'espace de quinze années à compter du jour de la date de ces Presentes, à condition cependant que ledit Mariette ne pourra ceder son droit de Privilege à aucun autre Imprimeur ni Libraire que de nostre consentement exprés ou par écrit. A ces causes mandons & défendons en vertu de sainte obéissance & sous peine d'encourir les Censures de nostre Ordre, à tous Religieux Profez & Religieuses Professes d'iceluy en quelque Royaume & Province qu'ils soient, Abbez ou Abbeses, Prieurs & Prieures, & autres personnes regulieres de l'un & l'autre sexe, de se servir d'autres Livres que de ceux qui ont esté imprimez ou qui doivent estre imprimez de nostre autorité ou de celle de nostre Chapitre General. Donné à Paris en nostre College de S. Bernard sous nostre Seing manuel, ce luy de nostre Secretaire & l'appension de nostre grand Sceau, le 13. d'Aoust 1713. Ainsi signé

Fr. EDMÉ Abbé General de Cîteaux.

Du Mandement dudit Reverendissime Abbé & General,

Fr. NICOLAS DE RIQUELME Secretaire.



PRIVILEGES DE L'ORDRE DE CISTEAUX,

RECUEILLIS ET COMPILEZ DE L'AUTORITE' DU CHAPITRE GENERAL
& par son ordre exprès.

PREMIERE PARTIE

Contenant les Bulles & les Brefs des Papes qui les ont donnez.

AVERTISSEMENT.



VANT que d'entrer dans le détail des Privileges que l'on va rapporter icy, l'on ne sçauroit se dispenser d'y donner au moins une idée generale de l'origine, institution & fondation de cet Ordre & de la maniere qu'il a commencé de s'établir à la fin du onzième siecle de l'Eglise en l'année 1098. Cette notion pouvant beaucoup contribuer à en procurer l'intelligence, puisque son regime qui leur sert de baze & de fondement, paroist dès ce commencement & en montre l'esprit, & que cela est d'autant plus facile à faire, même avec certitude, que ceux qui en ont esté les auteurs, nous en ont laissé l'histoire en deux Livres imprimez, que l'on peut voir au premier Tome de la Bibliothèque de Cîteaux.

L'Ordre de Cîteaux a commencé à s'établir en l'année 1098.

Le premier de ces deux Livres sous le Titre de Petit Exorde de l'Abbaye de Cîteaux, contient ce qui s'est passé à la fondation du Monastere qui l'a établi & luy a donné le nom, & en marque les principales circonstances pendant les vingt premières années & jusqu'en 1119. &

Nos Cistercienses primi hujus Ecclesie fundatores successoribus nostris filio presentis Notificamus quam Canonice, quam auctoritate, à quibus etiam personis, quibusve temporibus Ctenobium hoc & amor vite il-

A V E R T I S S E M E N T.

*Iorum exordium sum-
pserit Prologue du
petit Exorde de Ci-
steaux.*

le second sous le Titre de Grand Exorde de l'Ordre de Cisteaux, outre qu'il repete mot à mot tout ce qui est dit dans le petit qu'il continue, il raconte encore une bonne partie des faits qui l'ont précédé & y ont du rapport, & ceux qui ont suivi, les fondations des autres plus anciens Monasteres, quelques-unes des elections des Abbez notamment de ceux de l'Abbaye de Cisteaux; & en un mot, ce qui est arrivé de plus remarquable de cet Ordre, durant l'espace des 50. ou 60. premieres années: le tout d'une maniere édifiante & avec une simplicité qui en atteste la verité; ce sont les Instituteurs mêmes de l'Ordre qui parlent (la plupart Saints Canonisez) & ne disent que ce dont ils ont esté témoins, qu'ils ont fait & vu faire.

*Consulso rationis
judicio prudenter ad-
vertère loci vel Ordini
sui mutationem
alique sedis Aposto-
lice consensu se præ-
sumere nequaquam
dehere. Grand Exor-
de de Cisteaux, Ch. 11.*

Aux Chapitres 11. 12. 13. & 21^e de la 1. Distinction du Grand Exorde, ils assurent que les Religieux qui commencerent cet établissement, estoient de l'Ordre de Saint Benoist & Profes, de l'Abbaye de Moleme au Diocese de Langres, & qu'ils ne prirent la resolution de quitter ce Monastere au nombre de 21. avec Saint Robert leur Abbé, que dans le dessein de fonder un nouvel Ordre & de chercher un autre lieu où ils pussent avec plus d'exaëtitude s'acquitter des devoirs de leur profession suivant la Regle de S. Benoist & à la lettre.

*La Lettre de l'É-
vêque de Châlon &
la Bulle de Pascal
11. sont les 13. &
14^e Chapitres du
petit Exorde & ont
repetées dans le*

C'est dans cette pensée qu'ils s'adresserent au Légat du Pape qui residoit en France, ne croyant pas le pouvoir faire autrement selon les Regles; & ils en obtinrent de luy les permissions & consentemens necessaires; l'Evêque de Châlon-sur-Saone agreea le choix qu'ils firent de son Diocese pour s'y etablir & y bastir un Monastere dans la Forest de Cisteaux, qui fut dès lors de son con-

A V E R T I S S E M E N T.

sentement, libre & exempt de sa juridiction, & il fit luy-même confirmer cette liberté deux ans après par le Pape Paschal II. comme il paroist par la Lettre qu'il luy en écrivit à la fin de 1099. & par la Bulle même de ce Pape de 1100. ut locus ille Abbatia libera maneat.

L'Abbaye de Cîteaux fut ainsi établie d'autorité Apostolique sous l'immediation du Saint Siegé & exempte de la juridiction de l'Ordinaire qui y donna son consentement, & devint bien-tost après, Mere & Chef d'un grand Ordre dont l'un des premiers Reglemens qu'elle fit avant même que de fonder aucun Monastere, fut qu'il en seroit usé de la même maniere dans tous les établissemens, & qu'il n'en seroit fait aucun que préalablement l'Evêque du Diocese n'y eust pareillement consenti & qu'il n'eust agréé l'union de dépendance que le nouveau Monastere qui se fondoit, devoit avoir avec cette Mere commune, afin de prévenir & éviter par là (porte-t-il) toutes les contestations d'entre Messieurs les Evêques & les Religieux. On attribue ce Decret au temps de S. Robert sur la fin de 1098. ou au commencement de 1099. & il en est fait mention dans la Bulle d'Eugene III. de 1152. rapportée au Grand Bullaire Romain pour la premiere Constitution de ce Pape : On l'observe encore aujourd'huy dans les fondations & pour les translations des Monasteres.

Dieu donna à ces commencemens une telle benediction, qu'en peu de temps les Monasteres qui sortirent de Cîteaux immediatement & mediatement, se multiplierent en grand nombre & se répandirent dans presque toutes les Provinces de la Chrétienté par la voye de generation spirituelle qui estoit alors & dès long-temps usi-

grand : & de plus, la Bulle se voit au Grand Bullaire Romain pour la premiere Constitution de ce Pape.

Antequam Abbatiz Cistercienses florere inciperent, Dominus Stephanus & fratres sui Ordinaverunt ut nullomodo Abbatiz in alicujus Antistitis Diocesi fundarentur donec ipse Decretum inter Cisterciense Canobium & cetera ex eo nata exaratum, ratum haberet propter scandalum inter Pontificem & Monachos devitandum. Ce Decret sert de Prologue à la Carte de Charité & suit le petit Exorde dans la Bibliothèque de Cîteaux page 9. y ayant esté mis pour en servir aussi au devant des plus anciens Statuts de l'Ordre. Nomast. Cister. p. 482.

Reverendissimus Pater Stephanus cum Consilio fratrum suorum Decretum quod Carta Charitatis vocatur, Spiritu sancto inspiratus exaravit, in quo Docetur qualiter Canobia Ordinis nostri per diversas mundi partes propagata, diversis quoque linguis

A V E R T I S S E M E N T.

*diversa . mirabili
Charitatis connexio-
ne & honoris in invi-
sibili exhibitione con-
glutinata , una Ec-
clesia , unus Ordo ,
unum denique in
Christo Corpus effi-
ciuntur.*

tée , & tres-ordinaire & suivant laquelle les Eglises & Monasteres qui en fondoient d'autres en estoient reputez , les Meres , & s'y reservoient certains droits & qu'ils en dépendroient : ce qui fut aussi observé dans l'Ordre de Citeaux , tous les Monasteres qui en sortirent , ne faisant comme ils ne font encore avec cette Eglise matrice , qu'un Corps d'Ordre par l'union qu'ils ont toujours eu avec elle & leur subordination , dont le Decret qui porte le nom de Carte de Charité , fut fait d'abord & nous apprend que quelque diversité de Pays & de Langues qui les divise , ils ne font tous ensemble qu'une Eglise , & un Corps d'Ordre , ainsi que l'explique le 21. Chapitre de la premiere Distinction du Grand Exorde.

Ce Corps a & doit avoir un Chef qui ne peut estre autre que l'Abbé de l'Eglise matrice , Pere commun de tous les Monasteres qui en sont les membres & les filles , non seulement parce qu'ils sont sortis du sien comme l'on vient de dire , mais aussi parce qu'il a concouru à leur établissement en y donnant son consentement & les incorporant dans l'Ordre ; d'où vient que l'on voit dans les 18^e Chapitre du petit Exorde & 21^e du grand , que toutes les fondations faites jusqu'alors & qui comprennent des Monasteres de toutes les filiations , sont attribuez au sien & à luy-même & aux Religieux de sa Communauté , sous ces deux Titres , de Abbatiis quas extruxerunt , & quod Ecclesia Cisterciensis Cœnobia in diversis Episcopatibus Ordinavit ; l'explication qui les suit les comprend tous , inter illos qui de Cistercio specialiter sunt emissi , & cæteros qui ex iisdem sunt exorti , de maniere que les diverses filiations y sont renfermées toutes indistinctement.

A V E R T I S S E M E N T.

La Paternité generale del' Abbé de Cîteaux y est aussi reconnüe de même que dans la Carte de Charité où parlant de son Eglise, elle la declare Mere de toutes les autres, quia mater est omnium nostrum: & de plus on voit en deux Chapitres du Grand Exorde qui sont les 24. & 25^e qu'en parlant dès le premier siecle de l'Ordre en 1161. & 1166. des élections de deux Abbez, de l'Abbaye de Cîteaux (Fastrede & Alexandre) tous deux pris de celle de Clairvaux, le premier en estant Abbé & le second Religieux Profesz (dont l'historien qui les rapporte, & qui l'estoit aussi, dit qu'il estoit Officier) ils sont tous deux l'un après l'autre qualifiez Peres universels de tout l'Ordre: voicy ses propres termes à l'égard du premier.

L'Abbé de Cîteaux reconnu dans l'Ordre dès le commencement pour Pere universel. & Supérieur General.

Cùm Pastore dit-il en 1161. vacaret Cisterciensis Ecclesia quæ est mater omnium nostrum, Abbates & Monachi qui electioni intererant, bono odore ejus allecti pari voto & communi consilio, ipsum Cisterciensis Coenobii ac totius Ordinis Patrem universalem elegerunt.

Etpour le second, il repete encore la même chose en 1166. In Claravalle Monachus factus adeò in sanctitate profecit, ut postmodum fieret Cisterciensis Abbas Coenobii ac totius Ordinis Pater universalis. C'est ainsi qu'on pensoit & que l'on parloit en ce temps-là qui estoit le commencement de l'Ordre, & non seulement dans l'Ordre mais aussi au dehors, car on voit dans un autre historien contemporain, au 2^e Livre des Miracles d'Herbert Archevêque de Torre Chap. 22. qu'il s'est servi d'une pareille expression nommant l'Abbé de Cîteaux Pere & Patriarche de tout l'Ordre; & c'est delà que luy est dérivée la qualité de Supérieur General que les Papes & les Chapitres Generaux luy ont donnée depuis plus de trois sie-

Le nom de General n'estoit pas encore en usage dans les anciens Ordres reguliers, ce sont les Mendians qui l'ont inventé. celui de Chef y suppléait & s'a esté

A V E R T I S S E M E N T.

L'Abbé de Cîteaux à qui il a été donné le premier. voyez les Bulles & Brefs d'Eugene IV. & Innocent VII. de 1438. & 1480. & des autres Papes qui ont suivis jusqu'à présent pages 80 138. & suivantes.

La maternité est la source & le principe de la juridiction, des Paternités & des filiations.

Une filiation general: & trois à 400. particulieres composent tout l'Ordre.

cles entiers, & dans laquelle le Roy l'a maintenu par son Arrest du 19. Septembre 1681. on a parlé diversement selon les temps, mais on a toujours pensé de même; le nom de Chef dit & comprend tout le reste.

C'est sur de tels fondemens & sur la generation spirituelle que s'est formé le Regime de l'Ordre de Cîteaux, & que les Paternitez & les filiations ont commencé, sur le modele de l'Eglise & à l'exemple des autres Ordres reguliers qui estoient déjà établis; la maternité ou qualité de Meres Eglises dans les Monasteres qui en fondoient d'autres, estant le principe & la cause de leur juridiction: Deux sortes de filiations, une generale qui est celle du Chef & s'étend indistinctement sur tous les autres Monasteres, le sien en estant la mere suivant ces termes de la Carte de Charité qu'elle repete jusqu'à trois fois en differens endroits, quia mater est omnium nostrum; & un grand nombre de particulieres jusqu'à plus de trois à 400 de la Ferte, Morimond, Pontigny, Clairvaux, Prully, Savigny, de Trois-Fontaines &c. en un mot, autant qu'il y a eu de Monasteres qui en ont fondé d'autres.

Ces fondations furent faites dans les regles & suivant les Canons, sans qu'il y eust la moindre contradiction de la part de personne; les Religieux que Saint Estienne envoyoit pour les faire & dans lesquelles il les établissoit, obéissoient & regardoient ce Saint comme leur Superieur auquel ils avoient fait vœu d'obéissance jusqu'à la mort, comme dit S. Bernard en parlant de sa Mission pour établir Clairvaux; les Evêques y donnoient leurs consentemens & les favorisoient en tout, connoissant la droiture d'intention & le desinteressement du Legislatteur, qui dès le commencement & avant toutes choses, les

AVERTISSEMENT.

*affranchit contre l'usage des autres Ordres qui s'y re-
noient des droits & redevances pecuniaires, en declarant
que son intention n'étoit pas de se réserver autre chose que
la jurisdiction spirituelle Curam animarum, & encore
seulement pour leur servir de guide & aider à les remet- Articles 1. & 2.
tre dans le bon chemin supposé qu'ils s'en fussent écartez.* de la Carte de Cha-
rrié.

*Outre la voye de la generation spirituelle ou foundation
des Monasteres qui a esté la premiere & la plus ordi-
naire de la multiplication de l'Ordre, il y en a eu encore
une autre qui y a beaucoup contribué, & ç'a esté celle de
l'association, plusieurs Monasteres d'autres Ordres déjà
fondez, s'y estant associez & y ayant esté incorporez du
consentement de leurs Evêques, soit d'hommes ou de
Religieuses, en vertu de Commissions du Chapitre Ge-
neral & de l'Abbé de Cîteaux comme Chef de l'Ordre
usant du plein pouvoir du Chapitre General, & assi-
gnant à ces Monasteres des Visiteurs & Peres imme-
diats, ainsi qu'il arriva au Chapitre General de l'an
1148. où assistoit le Pape Eugene III. & où se presen-
terent les Abbez de Savigny, de Beaubec, d'Obazine
& quelques autres qui y furent reçus & agregez, le
premier dans la filiation de Clairvaux, & le second
dans la filiation speciale de Cîteaux, avec tous les autres
Monasteres qui en dépendoient & qui y furent aussi asso-
ciez: les Registres des Chapitres Generaux & ceux des
Abbez de Cîteaux son remplis de Commissions de cette
sorte, & l'usage s'en est conservé jusqu'à present.*

*Le desordre & le changement que la Commende a
apporté & causé dans l'ancien Regime de l'Ordre &
dans les jurisdictions, a aussi fait inventer une nou-
velle voye de suppléer au défaut des Paternitez & des*

Plusieurs Mona-
stères déjà fondez
ont esté agregez à
l'Ordre de Cîteaux
par Commission du
Chapitre General
& de l'Abbé de Cî-
teaux suivant la
permission qu'on en
avoit eu du Saint
Siege en l'an 1098.

La Commende a
causé du change-
ment dans la juris-
diction des Mona-
stères à l'égard des
Paternitez & des
filiations.

A V E R T I S S E M E N T.

L'Abbé de Cîteaux à qui il a été donné le premier. voyez les Bulles & Brefs d'Eugene IV. & Innocent VII. de 1438. & 1480. & des autres Papes qui ont suivis jusqu'à présent pages 80 138. & suivantes.

La maternité est la source & le principe de la juridiction, des Paternités & des filiations.

Une filiation generale & trois à 400. particulieres composent tout l'Ordre.

cles entiers, & dans laquelle le Roy l'a maintenu par son Arrest du 19. Septembre 1681. on a parlé diversement selon les temps, mais on a toujours pensé de même; le nom de Chef dit & comprend tout le reste.

C'est sur de tels fondemens & sur la generation spirituelle que s'est formé le Regime de l'Ordre de Cîteaux, & que les Paternitez & les filiations ont commencé, sur le modele de l'Eglise & à l'exemple des autres Ordres reguliers qui estoient déjà établis; la maternité ou qualité de Meres Eglises dans les Monasteres qui en fondoient d'autres, estant le principe & la cause de leur juridiction: Deux sortes de filiations, une generale qui est celle du Chef & s'étend indistinctement sur tous les autres Monasteres, le sien en estant la mere suivant ces termes de la Carte de Charité qu'elle repete jusqu'à trois fois en differens endroits, quia mater est omnium nostrum; & un grand nombre de particulieres jusqu'à plus de trois à 400 de la Ferte, Morimond, Pontigny, Clairvaux, Prully, Savigny, de Trois-Fontaines &c. en un mot, autant qu'il y a eu de Monasteres qui en ont fondé d'autres.

Ces fondations furent faites dans les regles & suivant les Canons, sans qu'il y eust la moindre contradiction de la part de personne; les Religieux que Saint Estienne envoyoit pour les faire & dans lesquelles il les établissoit, obéissoient & regardoient ce Saint comme leur Superieur auquel ils avoient fait vœu d'obéissance jusqu'à la mort, comme dit S. Bernard en parlant de sa Mission pour établir Clairvaux; les Evêques y donnoient leurs consentemens & les favorisoient en tout, connoissant la droiture d'intention & le desinteressement du Legislatteur, qui dès le commencement & avant toutes choses, les

A V E R T I S S E M E N T.

les Monasteres qui en sont sortis immédiatement & immédiatement sans passer par les Monasteres de ses quatre premieres filles la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, qui toutefois y sont les premiers ensermez & commencent la Ligne. La seconde est la Ligne de la Ferté qui contient tous les Monasteres qui sont sortis pareillement de cette Abbaye immédiatement & mediatement ou qui y ont esté soumis dans le temps de leur incorporation dans l'Ordre: & ainsi des trois autres, sans donner comme on a déjà dit, à celui qui est à la teste aucun fondement d'y rien pretendre qu'il n'ait d'ailleurs & sous un autre titre, n'y ayant encore une fois que la seule filiation soit generale soit particuliere, en un mot que la dépendance immediate qui puisse donner de la jurisdiction: Le Pape Eugene III. par une exception à la regle commune, la conserva à l'Abbé de Savigny lorsqu'en 1148. il fut incorporé à Cîteaux, parce qu'en ce temps-là il estoit Chef de l'Ordre de Savigny, cette prérogative estant l'appanage de tous ceux qui avoient cette qualité, quoiqu'il cessât de l'estre.

L'on sçait bien au surplus que dans ces derniers temps-cy quelques personnes dans des Faëtums, Memoires & Ecrits de cette nature, se sont étudiiez à rendre douteuse l'Epoque que nous avons donnée icy & ailleurs à l'origine de l'Ordre, en soutenant qu'il n'a commencé qu'en 1117. ou 1118. au lieu de 1098. comme nous l'avons supposé, par l'union, disent-ils, qui fut faite alors des 12. ou 13. premiers & plus anciens Monasteres suivant un Traité ou Contrat solennel dans lequel les Abbez & les Religieux de ces Monasteres jusqu'en ce temps-là indépendans les uns des autres convinrent

A V E R T I S S E M E N T.

ajoutent-ils, avec leurs Evêques Diocesains conjointement (après avoir dépendu d'eux durant quelques années) des principaux Points du gouvernement de l'Ordre qu'ils vouloient établir; & ils soutiennent que ce Contrat ou Traité est ce que nous appellons aujourd'hui la Carte de Charité.

Preuves de l'Epoque que l'on donne à l'origine de l'Ordre en 1098. & avant 1119.

Mais ce sentiment repugne si fort à la vérité & à toute Vray-semblance, & est si opposé à tout ce qui en a esté dit, & écrit avant eux, outre qu'ils n'en donnent aucune preuve ni par l'histoire ni par aucun monument; (au lieu qu'il y en a une infinité qui convainquent du contraire) qu'on n'en scauroit douter: telles sont les Histoires originales composées, & écrites il y a six cents ans par les Instituteurs mêmes de l'Ordre & les premiers Religieux qui l'établirent en fondant & bâtissant le premier Monastere en 1098. La Bulle du Pape Paschal II. de 1100. confirmative de son Exemption de la juridiction de l'Ordinaire, inserée au Grand Bullaire de Rome; les Titres des fondations qu'ils firent un peu après des plus anciens Monasteres, de la Ferté en 1113. de Pontigny en 1114. de Clairvaux & de Marimond en 1115, & de quelques autres ensuite, toutes par les soins & de l'autorité de S. Estienne qui y est marquée, en présence des Evêques Diocesains qui pour toutes fonctions en benissoient les Chapelles & les Cimetieres, & donnoient ainsi leur consentement en conformité du Decret qui avoit esté arrêté dès auparavant en 1099. par S. Robert, de ne faire aucun établissement que l'Evêque du Diocèse ne l'eût agréé en consentant à l'union qu'il devoit avoir avec l'Abbaye de Cîteaux: enfin l'attribution d'un Chapitre General en 1126. suivant que l'a

A V E R T I S S E M E N T.

marqué l'Auteur de la Vie de S. Bernard qui vivoit en ce temps-là, coràm pauculis Abbatibus qui ad Capitulum Generale convenerant, & de trois autres qui furent assemblez les années suivantes 1117. 1118. & 1119. ainsi que le marque le Pere Mabillon au 5. Tome de ses Annales Benedictines sur l'année 1116.

Livre 1. Chap. 7.
& 8.

La Carte de Charité peut aussi elle-même encore servir d'une tres-forte preuve de cette verité, en ce que l'on voit par-là que les Reglemens qu'elle contient estoient déjà observez, & qu'on les montrait aux Evêques des Diocèses pour avoir leur consentement dans les fondations qui se faisoient. On l'a mise la premiere en ce Recueil à la teste de tous les Privileges comme en estant l'occasion & le motif, la baze & le principal fondement, afin qu'on la voye & que chacun puisse l'examiner & juger si c'est un Contrat, un Traité & une Transaction entre personnes indépendantes, sans les nommer, sans parler de leur vûe & du dessein que l'on dit qu'elles avoient d'instituer un nouvel Ordre, sans rien déferer au bon plaisir du Saint Siege, ni faire aucune mention de leurs Evêques sous la conduite desquels on suppose pourtant qu'ils estoient alors, sans y mettre de date & sans y parler d'aucune Convention: Ou bien si ce n'est pas plutôt un Reglement & une Ordonnance de Police faite de l'autorité d'un Supérieur déjà reconnu, & à la teste d'un Ordre, qui forme son Regime & qui est dans l'exercice de la jurisdiction sur cet Ordre déjà établi, ainsi que le dénotent ces termes qu'on y lit, Disponimus, Retinemus Curam animarum, Præcipimus, nobis opportunum videtur & hoc etiam volumus &c.

La Carte de Charité n'est pas un Traité, un Compact & une Convention entre personnes indépendantes, mais une Constitution & une Ordonnance faite par un Supérieur.

Il est vray qu'elle ne fut confirmée par le Saint Siege qu'au mois de Decembre 1119. par une Bulle du Pape

A V E R T I S S E M E N T.

Calixte II. mais cette confirmation est encore une preuve de tout ce que nous avons dit, elle fut différée jusqu'à cette année par un effet de la sagesse & prudence du Législateur Abbé de l'Eglise matrice, qui ne crut pas devoir luy donner cette dernière forme qu'après qu'on l'auroit éprouvée & pratiquée durant quelques années : Les termes de cette Bulle qui suit en ce Recueil la Carte de Charité, son adresse à l'Abbé de Cîteaux & à ses Religieux qu'il reconnoist pour en estre les auteurs, & sa maniere de statuer sont décisifs & pourront encore ajouter à ce que nous en disons, un grand éclaircissement. Stephano Venerabili Cisterciensis Monasterii Abbati & ejus fratribus. Quædam quæ Ordini vestro & loco necessaria videbantur, Capitula Statuistis quæ ad majorem Monasterii quietem & Religionis observantiam petitis Confirmari : Nos ergo Capitula illa & Constitutionem autoritate Apostolicâ Confirmamus &c. *Le Pape n'obmet rien dans sa Bulle jusqu'à y marquer le consentement que les Evêques Diocésains avoient donné à la fondation des Monasteres, & la soumission avec laquelle les Abbez & les Religieux qu'il y avoit établis, avoient accepté ses Reglemens.*

La demande faite au Pape par l'Abbé & les Religieux de l'Abbaye de Cîteaux, estoit de confirmer des Reglemens qui paroissent nécessaires pour la sûreté & le repos de leur Monastere, & le Pape les confirme sous le nom de Statuts & de Constitution.

Quelques-uns voudront peut-estre dire que de la maniere que nous parlons, nous paroissions partialistes & trop donner au sentiment & à la pretention de M. l'Abbé de Cîteaux : mais il est de nôtre devoir de nous conformer au langage & au sentiment des Papes dans leurs Bulles, des Chapitres Generaux, des premiers & plus anciens monumens de l'Ordre, des Arrests & des Lettres Patentes des Rois ; en un mot à celui de toute l'antiquité ; & nous croyons même qu'il n'est pas permis de parler autrement & d'avoir un autre sentiment : Enfin nous rapportons des preuves authentiques & incontestables de ce que nous disons, & l'on n'en donne ni sçauroit donner aucune du contraire : il s'agit de faits, il faut pour les détruire autre chose que des raisonnemens, des suppositions de possibilité & des imaginations.

P R E F A C E



PREFACE HISTORIQUE

SUR LE NOUVEAU RECUEIL

DES PRIVILEGES DE L'ORDRE DE CISTEAUX.



N ne peut pas nier que de tous les Ordres reguliers qui ont esté établis en l'Eglise, celui de Cisteaux ne soit l'un des plus privilegiez ; & que si on en veut rechercher la cause & les motifs, il ne soit facile d'en trouver plusieurs qui luy seront tres-honorables.

Outre son ancienneté au-delà de six siècles, & qu'il a commencé dans un temps où la piété des fideles s'attachoit beaucoup à procurer aux Monasteres qu'ils fondoient, tous les avantages & les honneurs qu'ils s'imaginoient en pouvoir relever la dignité, contribuer à leur repos & écarter les empêchemens capables de troubler leur regularité : il est certain que la vie sainte & édifiante que menaient les Instituteurs & premiers Peres de cet Ordre, les services qu'ils ont rendus à l'Eglise, & le grand nombre des Personnes illustres que l'on y recevoit & que l'on en tiroit de toutes parts pour remplir les principaux Sieges, luy ont merité ces marques d'estime & de distinction.

C'est ainsi que les Papes qui les ont données, s'en sont eux-mêmes expliquez par les Bulles qui les contiennent : *Praeclara Religionis vestrae favor exposcis*, disoit Alexandre IV. dans l'une des siennes de l'an 1255. qu'il adressa aux Abbez & Religieux de tout l'Ordre, *Et sincerae devotionis quam sedulo erga nos & Romanam Ecclesiam geritis, merita nos inducunt ut vos speciali prerogativa gratiae prosequentes, vestris precibus quantum cum Domino possumus, favorabiliter Annuamus.*

Urbain IV. en 1262. en donna aussi une de mesme par un pareil motif, *Sacrae vestrae Religionis inducti meritis, votis vestris libenter Annuimus eaque vobis Concedimus per quae materiâ submotâ gravaminis, status vestri tranquillitas procuretur.* Et quoiqu'il semble que Boniface VIII. n'eust pas lieu d'estre satisfait de quelques-uns des premiers Superieurs de cet Ordre à cause des differends qu'il avoit avec la France, il ne laissa

L'Ordre de Cisteaux a esté établi l'an de N. S. 1098.

Le P. Mabillon dans ses Actes des Saints & les Annales, pretend que l'Ordre de Cisteaux est proprement le premier & le plus ancien de tous les Ordres reguliers.

Voyez Chrysostome Henriquez. Historiographie Espagnole, au commencement de son Menologio & dans ses Privileges imprimés, à Anvers in fol. de 1670 page 67.

ibidem page 71.

pas de marquer les sentimens avantageux qu'il conservoit pour luy, dans plusieurs de ses Bulles, comme il paroist dans une de 1301. *In Ecclesie firmamento vester Ordo nitore claro coruscans, universalem Gregis Domini Aulam illuminat, & currentibus in stadio rectum iter insinuat quo ad salutis bravium facilius pervenitur : Nos quidem ob hoc & propter magnæ devotionis affectum quem ad Nos & Apostolicam Sedem habetis, Ordinem ipsum ac vos & alios ejusdem Ordinis Professores intimâ charitate prosequimur, ac sinceris affectibus excitamur ad vestra & illorum commoda in quibus honestè possumus promovenda ; ideoque Præmissorum intuitu, &c.*

La reputation de ces bons Religieux fut bien-tost repandue par tout, & devint si generale, que l'on peut dire qu'elle remplit toute la terre, & que nonobstant le grand soin qu'ils prenoient de se cacher au monde pour n'estre connus que de Dieu seul, ils eurent presque par tout beaucoup de part dans le gouvernement, soit de l'Eglise, soit de plusieurs Etats ; de sorte que l'on y choisissoit les Papes, les Cardinaux, les Archevêques & les Evêques ; & il y a des Historiens qui ont remarqué en general, que de leur temps les Eglises particulieres s'estimoient & se disoient heureuses, lorsqu'elles avoient des Prelats qui avoient esté élevez en cet Ordre.

Les autres Ordres reguliers tenoient à honneur d'en imiter le Regime & se reformoient sur son modele, de maniere que ses Constitutions leur tenoient lieu de Regles, jusques-là que le Concile IV. de Latran tenu en 1215. sous le Pape Innocent III. voulant qu'à son exemple les Superieurs des Monasteres dans tous les Royaumes & toutes les Provinces de la Chrestienté fissent entre eux des Assemblées & tinssent de fois à autre des Chapitres Generaux, ordonna que dans les commencemens ils y appelleroient deux Abbez de cet Ordre pour y presider & leur apprendre la maniere de s'y comporter, comme en estant parfaitement instruits : Aussi voit-on dans les Statuts de plusieurs Ordres, que parlant de leurs Chapitres, il est toujours fait mention de celui de Cîteaux ; *Omnia in sinceritate procedant & ad instar Cisterciensis Ordinis celebrentur*, ou bien, *Semel in anno more Cisterciensium, tempore determinato conveniens Generale Capitulum celebraturi.*

Le Chapitre General de Cîteaux se tenoit tous les ans, & il y assistoit toujours un grand nombre de personnes tres-distinguées, plusieurs Evêques, Archevêques, Cardinaux : Le

In singulis Regnis sive Provinciis stat de triennio in triennium commune Abbatum atque Priorum Capitulum : Ad vocent autem in hujusmodi novitatis primordiis charitative duos Cisterciensis Ordinis Abbates vicinos ad præiandum sibi consilium & auxilium. eum sint in hujusmodi Capitulis celebrandis plenius informati qui præsent Capitulo universo &c.
Concile IV. de Latran en 1215.

* Cluny, Prémontré, Grandmont, Savigny, Le Val des Ecoliers, Le Val des Choux &c.

Pape Eugene III. qui avoit esté Religieux & Abbé de l'Ordre, présida en personne à celui de l'année 1148. & Matthieu Paris Anglois & Auteur contemporain, marque qu'en 1244. le Roy S. Louis y estoit avec toute sa Cour, & que le Pape y avoit un Nonce, & l'Empereur son Ambassadeur. Les Grands Seigneurs, les Princes & les Rois y venoient ainsi eux-mêmes demander des Lettres de Confraternité & d'estre associez à leurs prieres, tant estoit grande la confiance qu'ils y avoient; & on leur accordoit aussi assez souvent des Religieux Convers qui estoient préposés pour regler leurs maisons & prendre soin de leurs familles.

Dans le temps des guerres saintes & des Croizades, c'estoit à qui pourroit y obtenir quelques Religieux pour les accompagner, comme on voit qu'il en fut demandé au Chapitre General de 1201. & qu'à la recommandation du Pape, le Marquis de Montfort & les Comtes de Flandre & de Blois qui s'y estoient rendus avec plusieurs autres Princes, obtinrent pour aller avec eux, quatre Abbez qui furent ceux des Vaux de Cernay, de Perseigne, de Loz & de Cercanceau.

Ces Princes conservoient une telle correspondance avec le Chapitre General, qu'ils prenoient soin eux-mêmes de l'informer des principaux evenemens, ainsi qu'il résulte de la Lettre que luy écrivit l'Empereur Baudouin I. après son couronnement en l'an 1204. luy marquant toutes les particularitez du Siege & de la prise de Constantinople sur l'Empereur Grec, & comment ce Prince vaincu avoit pris la fuite & abandonné ses armes & l'Etendart Imperial avec une Statuë ou Image miraculeuse de Nostre-Dame qu'on avoit coutume de faire porter devant luy dans les occasions importantes & dangereuses, & que l'Armée victorieuse avoit consacrée & dédiée à l'Ordre de Cîteaux: *Chypeum abjicit, arma deponit, & nostris vexillum Imperiale dimittit, nobilemque quam sibi præferri faciebat Iconem, quam Ordini vestro Cisterciensi nostri dedicavere victores.*

Ces sortes de Consécrations & de Dedicaces qui se faisoient à l'Ordre de Cîteaux, estoient frequentes en ces temps-là heureux, pour témoigner l'estime qu'on en avoit.

En l'année 1142. Alphonse I. Roy de Portugal luy rendit feudataire son Royaume; la Charte en est encore aujourd'huy conservée en original dans l'Abbaye d'Alcobace, & est rapportée & transcrite par divers auteurs; on continuë même de

Ad Mandatum Summi Pontificis & ad preces Marchionis de Monteforti & Flandrensis & Blesensis Comitum, conceditur ut de Sarnano, de Perfenia, de Loz & de Sacra Cella Abbates proficiantur cum Cruce signatis.

Chap. Gen. de Cist. de l'an 1201.

Cette Lettre est rapportée toute entiere par tant d'Historiens même contemporains, qu'on n'en scauroit douter, par Arnoldus Abbé de Lubek continuateur d'Helmodus, par le Religieux anonyme de S. Guilaïn dans sa Flandria Generosa, par d'Outreman, Aubert le Myre &c. avec cette adresse: *Baiduinus Dei gratiâ fidelis Constantinopolitanus Imperator, Deo & hominibus amabilibus viris semper in Christo dilectis & merito diligendis, Abbati Cistercii & universis Abbatibus & fratribus ejusdem Martyrii Theaurisantibus rosas terrena despicere, & amare caelestia.* Il en écrivit aussi une de même à toutes les Personnes qualifiées de la Chrétienté.

De consensu Vassallorum meorum, me ipsum, Regnum meum, gentem meam & Successores meos sub B. M. de Clara valle quæ est Cisterciensis Ordinis, tutelam, protectionem, defensionem & patrocinium Constituo & constituta fore decerno, Ordinando & mandando omnibus successoribus meis huius Regni ut singulis annis eribuant in modum feudi & vassalitiæ &c. Caramuel, Philippus Prudenti, pag. 218 & de Senso dans sa Lusitania liberata, p. 138.

payer à l'Abbaye de Clairvaux les 50. Morabitins d'Or qui luy furent assignez tous les ans, évaluez à 275. liv.

Et en 1201. la Reine d'Arragon luy voua son fils unique heritier du Royaume, & le Pape écrivit au Chapitre General pour luy permettre d'entrer dans l'Abbaye de Poplet en Catalogne, le jour que se feroit la cérémonie de la Consécration; tant estoit grande & exacte en ce temps-là la Régularité en l'Ordre de Cîteaux.

Nous ne finirions jamais si nous voulions rapporter tous les titres d'honneur & toutes les marques d'estime que les Grands de la terre ont donné à l'Ordre de Cîteaux & qui sont la source & la véritable cause de ses Privileges: ils venoient eux-mêmes, ainsi qu'on a déjà dit, les offrir au Chapitre General, en luy demandant ses suffrages, ou bien ils y envoyoient des Ambassadeurs, comme le prouve la Lettre qu'on voit encore de l'Empereur Frederic I. de 1152. peu de jours après son couronnement: & même plusieurs Princes & Princesses s'y engageoient par des vœux solennels; & l'on y a vû souvent dans l'habit de simples Convers, des fils, des freres & des neveux d'Empereurs, de Rois & d'autres Princes.

Enfin les Saints en ce temps-là de benediction, y estoient si communs, que vers l'an 1255. sur la proposition qui fut faite au Chapitre General, de permettre de poursuivre à Rome la Canonisation de quelques-uns dont les miracles faisoient un grand éclat, non seulement le Chapitre ne l'accorda pas, mais il le défendit tres-expressement, de peur, dit-il, qu'à cause de la multitude, les Saints vinssent à s'avilir dans l'Ordre, *ne præ multitudine Sancti vilescerent in Ordine* *: l'Eglise n'a pas laissé d'en admettre plusieurs dont les noms se trouvent dans nos Menologes & Calandriers, entre lesquels il y en a beaucoup du premier rang, des Reines & des Princesses filles ou sœurs de Rois, qui estoient Abbeßes ou Religieuses en divers Monasteres & y sont mortes en odeur de sainteté; celui de *las Huelgas* près de Burgos en Castille, pourroit seul en produire plus de douze ou quinze de cette qualité.

Un tres-grand nombre de personnes illustres militoient sous ses Estendarts, en portant l'habit & professant les Regles & les Constitutions que le Chapitre General leur donnoit, engagez dans les Milices & Chevaleries que les Rois instituoiient; comme le fut en Castille l'an 1158. celle de Calatrave, en Portugal celle d'Avis en 1162, & plusieurs autres en divers

Reginæ Arragonensi propter reverentiam summi Pontificis qui super hoc scripsit Capitulo Generali, & ob ipsius devotionem quam singulariter habet ad Ordinem, Conceditur ut eâ die tantum quâ filium suum quem vovit Ordini, voluerit offerre Domino, domum Populeti possit introire.
Chap. Gen. de Cist. de 1201.

Credimus, imò verò scimus quòd tanta est sanctitas hujus reverendi Ordinis, tamque est placens orationum vestrarum holocaustum quod Domino quotidie offertis, quòd omne id quod petendum duxeritis, obtinebitis: Cùm igitur hoc firmissimè credamus Nos qui in peccati pondere recognoscimus Nos esse, omni humilitate, omni devotione ab universis vobis & singulis qui in nomine Christi hic convenistis, Petimus & obsecramus omnium precum instantiâ, quatenus in fraternitatem vestram Nos recipientes & in consortium sanctissimum orationum vestrarum Nos Colligentes, speciales Creatori nostro preces effundere dignemini: Ut sic sub Nobis regatur Imperium & disponatur ad laudem & gloriam nominis sui &c. *Lettre de l'Empereur Frederic I. de l'an 1152.*

Annales de Normandie tom. 2. pag. 478. sous le Generalat de Guy 111. 24. Abbé de Cîteaux.

* C'estoit encore le même esprit qui cent ans auparavant avoit déjà inspiré, comme le porte la vie de S. Bernard, au B. Goswin & Abbé de Cîteaux, de défendre à ce Saint de plus faire de miracles à son Tombeau, pour conserver à ses Religieux un plus grand Recueillement & leur ôter les occasions de se disperser. Admirable desintéressement!

Vehementer timere cepit ne si crederentur ibi signis tam intolerabilis illuc populorum turba concurreret, disciplina periret Ordinis; quapropter reverenter accedens per virtutem obedientie ne signa ulterius faceret inhibuit &c. *Gr. ind. Exord. de Cist. Dial. 2. Chap. 20. p. 571.*

endroits de la Chrestienté , d'Alcantara , de Monteze , de Christ , de Alâ , de S. Maurice &c. dont les Grands Maistres nouvellement élus ne commençoient à les gouverner , qu'après avoir juré & promis fidelité au Pape , à leur Souverain & à l'Abbé de Cisteaux : Et leur regle portoit en teste ces termes , *Vivant sub obedientia Abbatis Cistercii.*

Rien n'égale la déference que l'on avoit par tout pour les décisions du Chapitre General , lesquelles ont souvent servi à faire des Regles pour toute l'Eglise sur les points & difficultez qui s'agitoient , & dans les occasions de Schismes elles ont beaucoup contribué à luy rendre le calme & luy donner la paix , ainsi qu'il arriva du temps de S. Bernard sous Innocent II. & plusieurs autres fois ; & la Chronique d'Helmodus Auteur Esclavon contemporain qui écrivoit ce qu'il voyoit en 1163. touchant celui du Pape Alexandre III. rend cet illustre témoignage , qu'étant extrêmement échauffé à cause que l'Empereur soutenoit vivement le parti de l'Antipape , ce Chapitre s'estant assemblé à son ordinaire , composé , dit-il , d'un grand nombre de Personnes de merite , se declara pour Alexandre , & entraîna ainsi dans son sentiment presque tout le reste de la Chrestienté.

Ce Pape en écrivit au Chapitre General de l'année suivante une Lettre de remerciement , avouant qu'après Dieu il luy devoit le bon succès qu'il avoit eu , & que c'estoit véritablement l'effet de leurs prieres. Il en conserva tant de reconnoissance , qu'estant à Paris peu de temps après , où l'Abbé de Cisteaux estoit venu pour les affaires de son Ordre , cet Abbé tombant malade à l'extrémité , le Pape voulut luy administrer luy-même les derniers Sacremens : ce qu'il fit en presence du Roy & de toutes les deux Cours.

Et le Pape Innocent III. s'estant aussi trouvé dans des occasions pressantes & dangereuses qui luy faisoient craindre d'estre accablé , s'adressa pareillement au Chapitre General , & luy demanda de l'aider de leurs prieres , par une Lettre tres-éloquente datée de la 9^e année de son Pontificat.

Cette consideration qu'on avoit pour le Chapitre General , alla si loin , que plusieurs Monarques de diverses nations s'obligerent & voulurent faire la dépense de ses Assemblées ; elles duroient ordinairement pendant 5. jours. Richard I. Roy d'Angleterre donna pour les trois premiers à cet effet , les revenus qui luy appartoient de l'Eglise de Schardeburg , & sa Charte qu'on a encore en original de l'an 1191. soucrite & consentie par l'Archevêque d'Iork , fut confirmée par les Papes Clement II. & Celestin III.

A iij

Interim Cisterciensis Ordo universus accesserat , in quo sunt Archiepiscopi & Episcopi quamplures & Abbates amplius quam septingenti , & Monachorum inestimabilis numerus : hi singulis annis celebrant Concilium apud Cistercium , & decernunt ea quae utilia sunt ; horum invincibilis sententia vel maximas vires addidit Alexandro , &c.

Chronica Slavorum ad annum 1163. cap. 91. lib. 1. Idem, Sigonius.

Debitorum ergo pro tam multiplici charitatis vestrae munere constituti , vos & sacrum Ordinem quem servatis , omni qua possumus affectione diligimus , & ejusdem Ordinis profectibus & augmentis amplissimo studio promptum sollicitudinis aspiramus &c.

Lettre du Pape Alexandre III. en 1164. Huic decedenti tota Romana Curia dignitas assistit , ita ut ipse quoque D. Pape propriis illum manibus inungens , magno pietatis affectu morienti comparetur & morituro congratularetur &c. Gr. Ex. de Cist. Dist. 1. Chap. 24. pag. 39. Et Annal. de Manrique tom. 1. p. 478. & tom. 2. p. 371.

Cum igitur inter tot & tanta pericula constituti , vestris indigeamus meritis & orationibus adjuvari , Rogamus & obsecramus vos quatenus nobis in maris altitudine fluctuantibus , charitatis vestrae suffragium impendatis , & remis orationum vestrarum Piscatorem & Naviculam sublevantes , illum qui mari & ventis imperat , exoretis ut per suam misericordiam infinitam super nos illuminans vultum suum , interiorum & exteriorum tempestatem serenet &c.

Lettre du Pape Innocent III.

Alexandre II. Roy d'Ecosse donnoit vingt livres sterlin chaque année, pour subvenir aux frais du 4^e jour, & l'Evêque de S. André & le Pape Honoré III. approuverent en 1220. sa donation. Et enfin, Bela IV. Roy de Hongrie, de Croatie, de Dalmatie, Servie &c. affigna pour le 5^e jour, tous les ans cent Marcs d'Argent sur son Domaine de la Ville de Strigonie; chacun s'empressant ainsi de donner au Chapitre General des marques effectives de son affection & de son estime.

Il ne faut pas s'imaginer que les Rois de France ne l'ayent fait pareillement, ils en ont donné tant de preuves dans tous les temps, qu'on ne peut pas en douter; Parmi les Lettres de S. Bernard on en trouve une qui est la 45^e qui fait foy que Louis le Gros s'estoit venu faire associer à l'Ordre & avoit obtenu des Lettres de Confraternité en 1127. comme firent ensuite la plupart de ceux qui luy succederent; & l'on voit encore leurs Lettres Patentes au sujet des fondations qu'ils firent & approuverent avec de grands éloges en 1123. 1145. 1188. & dans tous les siècles suivans. S. Louis fit divers voyages à Cîteaux & assista à plusieurs Chapitres Generaux de différentes années: il y estoit, comme on l'a déjà dit, en 1244. avec la Reine, la Reine Mere, ses Freres & toute sa Cour; & Mathieu Paris Historien Anglois, marque sur l'année 1255. que ce Saint ne manquoit point d'occasion de se declarer hautement le Protecteur & le défenseur de l'Ordre, *Ordinis Cisterciensis Protector & zelator*, en soutenant & défendant ses Privileges à Rome & ailleurs, de toute son autorité; les Lettres Patentes qui les ont confirmez de fois à autres, notamment dans les deux derniers siècles, & que le Roy rappelle dans les siennes qu'il vient de donner tout récemment au mois de Decembre dernier sur nostre tres-humble supplication, d'une maniere si honorable, pour obliger leurs Officiers de Justice de tenir la main & de prendre soin qu'ils soient observez & executez, sont des conviCTIONS évidentes de cette Protection & qui ne permettent pas d'en douter.

Si tous les Grands de la terre ont eu de tels égards & tant d'attention pour les Privileges de l'Ordre de Cîteaux, dans tous les temps jusqu'à present, que ne doivent pas faire pour y marquer leur déference & la vénération qui y est dûë, les Personnes qui y sont engagées par leur profession, pour s'y maintenir & conserver un heritage si pretieux, & ce deposit sacré que leurs Peres leur ont si saintement acquis & si soigneuse-

Rogantes & monentes vos per illum amicitiam nostram & fraternitatem cui vos satis dignanter sociastis &c.

Lettre du Chap. Gen. de Cist. en 1127.
au Roy Louis le Gros.

Lettres Patentes de François I. Henry II. François II. Charles IX. Henry III. Henry IV. & Louis XIII.

ment laissez ? Ils ne peuvent ni en honneur ni en conscience les negliger , puisque l'on peut dire que leur salut y est interessé , ne leur ayant esté donnez que pour leur faciliter la voye de se sauver plus aisément , & de pouvoir pratiquer plus exactement les Regles qu'ils en ont établies , & de l'exécution desquelles tout dépend , nous obligeant de nous y soumettre sous de grandes peines , pour nous en faire comprendre l'importance , dans le temps de leur plus grande simplicité & sainteté.

C'est dans tous leurs Statuts qu'ils en ont parlé , notamment dans leurs plus anciennes Compilations où ils ont eu soin d'expliquer ces Privileges & de les rapporter , après la Carte de Charité qui en contient le premier & principal esprit , en 1202. 1256. 1289. & 1316. sous les Titres d'Institutions du Chapitre General & de plus anciennes définitions : ils se trouvent placez sous celui-cy immédiatement , *Libertates cum Privilegiis & Indulgentiis à Sede Apostolica nobis concessæ inviolabiliter observentur* , où ils sont détaillez ; Puis ils ajoutent , *Supradictam Cartam Charitatis omnes Personæ Ordinis cum affectu summe devotionis amplecti & ferventi studio & sedulâ meditatione in his contenta Privilegia tam à summis Pontificibus quàm à Regibus & Principibus Ordini prædicto concessa , universi & singuli illius Professores & maxime Abbates inviolabiliter observent & faciant observari ; & contra impetentes & impedièntes libertates ejusdem , secundum formam præscriptam , efficacis defensionis præsidio procedere teneantur*. Et afin qu'on ne pût pas en prétendre cause d'ignorance & de l'obligation qu'on a de les observer , il est expressément ordonné qu'on les aura transcrits dans tous les Monasteres , & que tous les ans la lecture en sera faite publiquement.

Romæst. Cisterc. pag. 291. 484. 485. & 528.

Obligation tres-étroite à toutes les Personnes de l'Ordre , d'observer les Privileges , de s'y conformer & d'y déférer , & même de les défendre & soutenir.

Il y a de plus un Chapitre entier sous le Titre *De modo seu formâ defendendi prædictas immunitates* , qui prescrit la maniere dont cette défense doit se faire , & marque les peines dont doivent estre punis ceux qui y sont negligens , tant spirituelles que corporelles , entre lesquelles la suspension à divinis & l'excommunication ne sont pas oubliées.

Au reste , il y a long-temps que le Recueil de ces Privileges auroit dû estre fait ; plusieurs Chapitres Generaux l'ayant ordonné depuis bien des années , en reconnoissant l'utilité & la necessité , & il n'y en a eu encore depuis long-temps que quelques essais tres-impairfaits , qui ont esté donnez au Public ; ce qui obligea les trois derniers Chapitres Generaux tenus és années 1683. 1686.

& 1699. de s'y appliquer plus particulièrement & d'en renouveler l'Ordonnance , & même ils nous firent l'honneur tous trois de nous charger de ce soin , & de nous commettre à cet effet : à quoy nous n'aurions pas manqué de satisfaire dès ce temps-là, si les Mémoires qui avoient esté promis nous avoient esté envoyez ; nous les attendons encore : mais comme il n'y a pas d'apparence qu'ils viennent si-tost , & que la necessité presse plus que jamais , ne se trouvant plus depuis tres-long-temps rien des anciennes Editions ; nous avons crû en nous servant du pouvoir que nous ont donné ces trois derniers Chapitres Generaux , devoir pour celle-cy prendre l'occasion des Lettres Patentes que le Roy vient de nous accorder au mois de Decembre dernier 1711. en attendant que nous puissions nous acquitter pleinement de nostre Commission par une Compilation generale & complete.

Et afin de rendre cette nouvelle Edition plus utile que les précédentes , & plus intelligible à toutes sortes de Personnes , notamment aux Religieuses , outre que nostre dessein est d'y ajouter beaucoup de choses qui y ont esté obmises & qui y sont absolument necessaires ; nous avons estimé qu'il estoit à propos de mettre à la teste & au devant de chaque Privilege de petits Sommaires en langue vulgaire , qui en expliqueront succinctement le contenu , & en marges de petites notes pour en marquer l'essentiel & les endroits décisifs.

Et enfin , nous ajoûterons en ce Recueil , s'il est possible , par maniere d'Appendice , quelques Extraits encore d'autres Privileges qui ne sont pas rapportez en leur entier , dont la connoissance neanmoins peut estre utile , & la mémoire doit estre conservée : L'on pourra même les faire suivre de quelques Arrests qui doivent servir de Reglement , autant pour contribuer à terminer les Procés , que pour les éviter , par la connoissance qu'ils donneront de ce qui a esté jugé en pareilles occasions. Le tout soit pour la plus grande gloire de Dieu , & pour l'avantage & l'honneur de l'Ordre de Cîteaux.



*LETTRES PATENTES DU ROY
en confirmation des Privileges de l'Ordre
de Cîteaux.*

Avec attribution de juridiction au Grand Conseil.

Du mois de Decembre 1711.

L OUIS PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE
ET DE NAVARRE : A tous presens & à venir, SALUT.
Nostre cher & bien amé Dom Louis Meschet Abbé de la Charité,
Religieux Profès & Procureur General de l'Ordre de Cîteaux,
Nous a tres-humblement fait représenter que les Privileges de
cet Ordre, qui luy ont esté accordez ou confirmez par différentes
Bulles des Papes Innocent IV. Alexandre IV. Martin V. Pie II.
Sixté IV. Innocent VIII. Alexandre VII. & de plusieurs au-
tres, tant pour le spirituel que pour le temporel, & notamment les
Privileges concernant l'exemption de la Jurisdiction des Ordinaires,
la conduite & le gouvernement des Monasteres d'hommes & de fil-
les qui le composent, le droit de les visiter & celui de pouvoir y
administrer les Sacremens aux personnes qui en sont les Fermiers &
les Domestiques, l'exemption de payer toutes sortes de Dixmes
sur les Terres qui sont de ses Domaines, & la faculté de perce-
voir les Novalles sur celles où les anciennes Dixmes luy appar-
tiennent : enfin la reformation de l'Ordre & la partition Cano-
nique des Biens de ses Monasteres entre les Abbez Commenda-
taires & les Communautéz, ont esté de tout temps regardez com-
me quelque chose non seulement de tres-considerable & de tres-
précieux pour ledit Ordre de Cîteaux en general, mais encore de
tres-important pour la France ; sur tout en ce que cet Ordre dont
le Chef & les principales & plus anciennes Abbayes ainsi que plu-
sieurs autres de ses Monasteres, sont situez dans le Royaume, se
trouvant d'ailleurs répandu dans une infinité d'endroits de l'Euro-
pe Chrétienne, la communication qui se fait de ces mêmes Pri-
vileges à toutes les Maisons de l'un & de l'autre sexe qui en dépen-
dent, quoique dans des Etats de Dominations étrangères, sert à en-

tretenir une liaison & une relation qui s'est souvent trouvée tres-utile & tres-avantageuse ; de maniere que plusieurs Rois nos predecesseurs , entre autres François Premier , Henry & François Seconds , Charles IX. Henry III. Henry IV. & Louis XIII. ont crû devoir par ces considerations , favoriser ledit Ordre d'une protection singuliere , & ont toujours témoigné avoir à cœur de le conserver dans la possession & jouissance de ses Privileges , luy en ayant même accordé des Lettres de Confirmation toutes les fois qu'ils en ont esté requis ; jusques-là que le Roy Louis XIII. portant son attention plus loin , auroit estimé à propos que dans celles qu'il octroya au mois de May 1620. l'Adresse fust faite au Grand Conseil , privativement à tous autres Juges , afin d'empêcher la difference & la varieté des Jugemens qui seroient rendus sur les contestations qui pourroient arriver dans la suite : Et en effet , ledit Ordre a depuis lescdites Lettres Patentes toujours jouy de ses Privileges sous l'autorité du Grand Conseil , auquel Sa Majesté a le plus souvent par differens Arrests de ses Conseils d'Etat & Privé , renvoyé les contestations qui y ont esté portées sur les confits de Jurisdictions survenus à ce sujet. Mais dautant que ces mêmes Lettres Patentes confirmatives desdites Bulles & des Privileges qu'elles contiennent , ne sont point censées avoir esté renouvelées de nostre Regne , quoique nous les ayons approuvées dans differentes occasions qui se sont présentées , & particulierement par Arrest de nostre Conseil & nos Lettres Patentes sur iceluy , confirmatives dudit Bref d'Alexandre VII. & autres , portant attribution au Grand Conseil , en sorte que ce pretendu défaut de confirmation de nostre part , qui a souvent servi de pretexte à des personnes mal intentionnées , de troubler ledit Ordre dans la jouissance de ses Privileges , pourroit encore donner lieu dans la suite , à d'autres troubles & à de nouvelles difficultez ; ledit Exposant pour prévenir tout inconvenient à cet égard , a esté conseillé d'avoir recours à Nous pour y estre pourvû par nos Lettres Patentes sur ce necessaires , qu'il Nous a fait tres-humblement supplier de vouloir luy accorder. **A CES CAUSES** & autres à ce Nous mouvans , desirant à l'exemple des Rois nos predecesseurs dont nous honorons la memoire , donner audit Ordre de Cistaux des marques particulieres de nostre protection speciale , & contribuer autant qu'il est en nous , non seulement à le maintenir dans sa splendeur , & à luy conserver l'honneur de ses

Prérogatives & tous les autres avantages, mais encore à entretenir dans les Maisons qui en dépendent, une discipline exacte & reguliere par l'uniformité de son gouvernement : De l'avis de nostre Conseil qui a vû les susdites Bulles d'Innocent IV. Alexandre IV. Martin V. Pie II. Sixte IV. & Innocent VIII. des années 1249. 1257. 1423. 1459. 1475. 1486. 1487. & 1489. avec les Lettres des Rois Henry IV. & Louis XIII. des mois de Mars 1596. & May 1620. qui confirment lesdites Bulles, & où il est fait mention de celles des autres Rois qui les avoient aussi precedemment confirmées, ensemble ledit Bref d'Alexandre IV. du 19. Avril 1666. l'Arrest de nostre Conseil d'Etat qui l'autorise du 14. Juillet suivant, & nos Lettres Patentes sur iceluy de la même année, avec plusieurs Arrests de nosdits Conseils d'Etat & Privé, concernant l'attribution ou le renvoy à nostre Grand Conseil, de la connoissance desdits Privileges, & autres Lettres Patentes ; les Copies collationnées ou imprimées de tout ce que dessus estant cy-attachées sous le Contrescel de nostre Chancellerie : De Nostre grace speciale, pleine puissance & autorité Royale, NOUS AVONS Approuvé, Autorisé & Confirmé, & par ces Presentes signées de nostre main, Approuvons, Autorisons & Confirmons lesdites Bulles & Lettres Patentes ; Voulons qu'elles soient executées selon leur forme & teneur, & qu'en consequence ledit Ordre de Cîteaux, les Abbayes, Prieurez & autres Monasteres, tant de l'un que de l'autre sexe, & même les personnes qui en dépendent, jouissent en general & en particulier, des Privileges qui y sont plus amplement mentionnez, en la maniere & tout ainsi qu'ils en ont bien & dûement jouy ou dû jouir jusqu'à present. SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nostre Grand Conseil, que ces Presentes ils ayent à enregistrer, & de leur contenu faire jouir & user ledit Ordre de Cîteaux pleinement, paisiblement & perpetuellement, faisant cesser tous troubles, difficultez, oppositions ou empêchemens, dont si aucuns interviennent, Nous luy avons Renvoyé & Attribué, Renvoyons & Attribuons par ces mêmes Presentes la connoissance, icelle interdite à toutes nos Cours & autres Juges, à peine de nullité de tout ce qui pourra estre fait au contraire ; Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, Nous avons fait mettre nostre Scel à cesdites Pre-

sentes. Donné à Versailles au mois de Decembre l'an de grace mil sept cens onze , & de nostre Regne le soixante-neuvième. Signé, LOUIS. Et sur le repli : Par le Roy, PHELYPEAUX. Et scellé du grand Sceau de cire verte sur lacs de soye rouge & verte, & contrescellé. Et sur le même repli est écrit : Visa, signé, PHELYPEAUX. pour confirmation des Privileges de Cîteaux, signé, PHELYPEAUX.

Arrest d'Enregistrement des Lettres Patentes au Grand Conseil.

Du 3. Mars 1712.

Extrait des Registres du Grand Conseil du Roy.

VEU par le Conseil les Lettres Patentes du Roy accordées à Dom Louis Meschet Abbé de la Charité, Religieux Profès & Procureur General de l'Ordre de Cîteaux, par lesquelles Sa Majesté de l'avis de son Conseil qui a vû les Bulles d'Innocent IV. Alexandre IV. Martin V. Pie II. Sixte IV. & Innocent VIII. des années 1249. 1257. 1423. 1459. 1475. 1486. 1487. & 1489. avec les Lettres des Rois Henry IV. & Louis XIII. des mois de Mars 1596. & May 1620. qui confirment lesdites Bulles, & où il est fait mention de celles des autres Rois qui les avoient aussi précédemment confirmées, ensemble ledit Bref d'Alexandre VII. du 19. Avril 1666. l'Arrest du Conseil d'Etat qui l'autorise du 14. Juillet suivant & les Lettres Patentes du Roy sur iceluy de la même année, avec plusieurs Arrests des Conseils d'Etat & Privé concernant l'attribution ou le renvoy au Grand Conseil de la connoissance desdits Privileges & autres Lettres Patentes : les Copies collationnées ou imprimées de tout ce que dessus estant attachées sous le Contrescel desdites Lettres : Sa dite Majesté Confirme, Approuve, Autorise & Confirme lesdites Bulles & Lettres Patentes, Veut qu'elles soient executées selon leur forme & teneur, & qu'en conséquence ledit Ordre de Cîteaux, les Abbayes, Prieurez & autres Monasteres tant de l'un que de l'autre sexe, & même les personnes qui en dépendent, jouissent en general & en particulier, des Privileges qui y sont plus amplement mentionnez en la maniere & tout ainsi qu'ils en ont

bien & dûement jouy ou dû jouir jusqu'à présent ; lesdites Lettres adressées au Conseil pour y estre registrées, & de leur contenu faire jouir & user ledit Ordre de Cisteaux pleinement, paisiblement & perpetuellement, faisant cesser tous troubles, difficultez, oppositions ou empêchemens, dont si aucuns interviennent, Sa Majesté Renvoye & Attribué audit Conseil la connoissance, icelle interdite à toutes Cours & autres Juges, à peine de nullité de ce qui sera fait à ce contraire, données à Versailles au mois de Decembre mil sept cens onze, signées LOUIS. Et sur le reply : Par le Roy, PHELYPEAUX. Et scellées du grand Sceau de cire verte. Lesdites Bulles, Brefs, Lettres Patentes & Arrests du Conseil d'Etat & Privé du Roy, énoncées & datées dans lesdites Lettres Patentes, & cy-dessus attachées sous le Contrescel d'icelles. Requeste présentée au Conseil par ledit Dom Louis Meschet Abbé de la Charité & Procureur General de l'Ordre de Cisteaux, à ce qu'il soit ordonné que lesdites Lettres Patentes du mois de Decembre 1711. en confirmation des Privileges dudit Ordre seront enregistrées és Registres du Conseil, ensemble les Bulles & Brefs y mentionnées, si fait n'a esté, pour estre executées, gardées & observées, & jouir par ledit Ordre de l'effet & contenu esdites Lettres selon leur forme & teneur : Conclusions du Procureur General du Roy ; Le Conseil a Ordonné & Ordonne que lesdites Lettres Patentes du mois de Decembre 1711. seront enregistrées és Registres du Conseil, ensemble lesdites Bulles & Brefs y mentionnez, si fait n'a esté, pour estre executées, gardées & observées, & jouir par ledit Ordre de l'effet & contenu en icelles selon leur forme & teneur. Fait audit Conseil à Paris le troisieme Mars mil sept cens douze. Collationné. Signé DE HODENCO.



CARTE DE CHARITE

o v

STATUT PRIMORDIAL ET FONDAMENTAL DE L'ORDRE DE CISTEAUX,

Ainsi qu'il se trouve dans tous les Livres de l'Ordre imprimez & manuscrits, & dans le Grand Bullaire Romain imprimé à Rome & à Lyon, en suite de la Bulle du Pape Eugene III.

SOMMAIRE.

Voyez la Bibliothèque de Cist. Tom. 1. pag. 6.

Et au grand Bullaire Romain la Bulle de Paschal II. qui en est la première Constitution.

Ce Privilege qui est le premier de l'Ordre après l'Exemption accordée à l'Abbaye de Cîteaux dans son établissement en l'année 1098. & confirmée en 1100. par Bulle du Pape Paschal II. est divisé en 30. Articles réduits à cinq Chapitres qui renferment tout ce qui peut estre nécessaire pour le bon gouvernement d'un Ordre, sous l'autorité immédiate du Saint Siege & la conduite des Superieurs reguliers : On l'a attribué à saint Estienne troisième Abbé de Cîteaux avec le Conseil de ses Religieux.



PREMIER CHAPITRE.

De la maniere de vivre & d'agir uniformément dans tous les Monasteres de l'Ordre.

L'Abbé de Cîteaux & sa Communauté dans l'Institution de l'Ordre, renoncent à tous les droits qu'ils auroient pu se réserver sur le temporel des Monasteres qui y seront fondez, & s'y réservent seulement la juridiction spirituelle.

I. **Q**UIA unius veri Regis, Domini & Magistri Nos omnes servos licet inutiles, esse Cognoscimus, idcirco Abbatibus & Confratribus nostris Monachis, quos per diversa loca Dei pietas per Nos miserrimos hominum sub regulari disciplina ordinaverit, nullam terrenæ commoditatis seu rerum temporalium exactionem Imponimus : prodesse enim illis omnibusque sanctæ Ecclesiæ Filiis Cupientes, nihil quod eos gravet, nihil quod eorum substantiam minuat, erga eos agere Disponimus ; ne dum Nos abundantes de eorum paupertate esse Cupimus, avaritiæ malum quod secundum

PRIVILEGES DE L'ORDRE DE CIST. 15

Apostolum Idolorum servitus comprobatur, evitare non possumus.

2. Curam tamen animarum illorum, gratiâ Charitatis, retinere Volumus, ut si quando à proposito & observantia sanctæ Regulæ, quod absit, declinare tentaverint, per nostram sollicitudinem ad rectitudinem vitæ redire possint.

3. Nunc ergo Volumus illisque Præcipimus ut Regulam beati Benedicti per omnia observent sicut in novo Monasterio observatur; non alium inducant sensum in lectionem sanctæ Regulæ, sed sicut Antecessores nostri sancti Patres, Monachi videlicet Novi Monasterii, intellexerunt & tenuerunt, & Nos hodie intelligimus & tenemus, ita & isti intelligant & teneant.

Obligation à tous les Monasteres de l'Ordre, de se conformer aux Usages & Pratiques de l'Abbaye de Cîteaux, sans pouvoir s'en dispenser par aucun Privilege.

4. Et quia omnes Monachos ipsorum ad nos venientes in Claustro nostro recipimus, & ipsi similiter nostros in Claustis suis recipiunt: Ideo Nobis opportunum videtur, & hoc etiam Volumus, ut mores & cantum & libros omnes ad omnes Horas diurnas & nocturnas & ad Missas necessarios, secundum formam morum & librorum Novi Monasterii possideant; quatenus in actibus nostris nulla sit discordia, sed unâ charitate, unâ Regulâ, similibusque vivamus moribus.

Novum Monasterium est le premier nom qu'a porté l'Abbaye de Cîteaux par rapport à celle de Marlesme.

5. Nec aliqua Ecclesia vel persona Ordinis nostri, adversus communia ipsius Ordinis Instituta, privilegium à quolibet postulare audeat, vel obtentum modo quolibet retinere.

Nulle Maison ni personne de l'Ordre ne peut s'aider d'aucun Privilege contraire à son Institut, & qui n'y soit reçu & approuvé.

CHAPITRE II.

Du pouvoir & de la maniere de faire les visites dans les Monasteres.

6. CUM verò Abbas Novi Monasterii ad aliquod horum Coenobiorum visitandi gratiâ venerit, Abbas illius loci, ut Ecclesiam Novi Monasterii suæ Ecclesiæ Matrem esse recognoscat, cedat ei in omnibus locis sui Monasterii, & ipse Abbas adveniens Locum illius Abbatis, quandiu ibi manserit, teneat.

L'Abbé de Cîteaux a droit de visiter indistinctement tous les Monasteres de l'Ordre, qui doivent reconnaître le sien comme leur Mere & le Chef de tous les autres.

7. Excepto quòd non in Hospitio sed in Refectorio cum Fratribus, propter disciplinam servandam, comedat, nisi Abbas loci illius defuerit: Similiter & omnes supervenientes nostri Ordinis Abbates faciant; quòd si plures supervenerint, & Abbas illius loci

defuerit , prior illorum in Hospitio comedat. Et hoc excipitur ; quòd Abbas illius loci , etiam in præsentia Majoris Abbatis , suos Novitios post regularem probationem benedicet.

* *Cistercii.*

L'Abbé qui vifite ne peut difpofer du temporel du lieu qu'il vifite , mais il doit reformer & corriger les abus & infractions faites aux Regles , & cela charitablement.

8. Abbas quoque Novi Monasterii * caveat ne quicquam præsumat tractare aut ordinare aut contingere de rebus illius loci ad quem venerit , contra Abbatis vel Fratrum voluntatem.

9. Si autem Præcepta Regulæ vel nostri Ordinis Instituta intellexerit in eodem loco prævaricari , cum confilio præsentis Abbatis charitativè studeat Fratres corrigere ; si verò Abbas loci non affuerit , nihilominus corrigat quod finiftrum invenerit.

Le Pere immediat peut & doit tous les ans vifiter fes Filles.

10. Semel per annum vifitet Abbas Majoris Ecclesiæ per fe vel per aliquem de Coabbatibus fuis , omnia Cœnobia quæ ipfe fundaverit : & si Fratres ampliùs vifitaverit , inde magis gaudeant.

Et les 4. premiers Abbez doivent auffi tous les ans vifiter Cifteaux de la maniere prefrite au 19. Article.

11. Domum autem Cifterciensem semel per feipfos vifitent quatuor primi Abbates de Firmitate , de Pontigniaco , de Clarravalle & de Morimundo , die quâ inter fe constituerint , præter annum Capitulum Generale , nifi fortè aliquem eorum gravis ægritudo detineat.

12. Cùm autem aliquis Abbas nostri Ordinis ad Novum Monasterium venerit , reverentia Abbati congrua ei exhibeatur : stallum Abbatis loci illius teneat & in Hospitio comedat , si tamen Abbas defuerit ; si verò præfens fuerit , nihil horum agat , sed in Refectorio comedat : Prior autem negotia Domûs difponat.

L'ordre que doivent tenir entre eux les Abbez furvenans en quelque Monastere.

13. Inter Abbatis illas quæ fe alterutras non genuerint , ifta lex erit. Omnis Abbas in omnibus locis fui Monasterii Coabbati fuo cedat advenienti , ut impleatur illud quod fcriptum eft , *honore invicem prævenientes* : si duo aut eo ampliùs convenerint , qui prior erit de advenientibus , locum fuperiorem tenebit ; omnes tamen præter Abbatem loci illius in Refectorio comedent , ut fuprà diximus : aliàs autem ubicumque convenerint , fecundùm tempus Abbatiarum fuarum , ordinem fuum tenebunt , ut cujus Ecclesiæ fuerit antiquior , ille fit prior ; ubicumque verò confederint , humilient fibi mutuò.

Les Peres immediats en vifitant leurs Filles , doivent fuivre ce qui eft reglé pour l'Abbé de Cifteaux lorsqu'il fait fes vifites.

14. Cùm verò aliqua Ecclefiarum noftrarum Dei gratiâ adeo creverit , ut aliud Cœnobiũ conftituere poffit , illam Definitionem , quam Nos inter Fratres noftros tenemus , & ipfi inter fe teneant , excepto quòd inter fe annum Capitulum non habebunt.

CHAPITRE III.

Du lieu & de la maniere de tenir le Chapitre General.

15. **S**ED omnes Abbates de Ordine nostro singulis annis ad Cisterciense Capitulum Generale omni postpositâ occasione convenient, illis solis exceptis quos corporis infirmitas retinuerit, qui tamen idoneum Nuntium delegare debebunt, per quem necessitas remotionis eorum valeat Capitulo nuntiari: & illis item exceptis qui in remotioribus partibus habitantes, eo termino venient qui eis fuerit à Capitulo constitutus: quòd si quis aliâ quacumque de causâ quandoque remanere à nostro Generali Capitulo præsumperit, in sequentis anni Capitulo pro culpâ veniam petat, nec sine gravi animadversione pertranseat.

Le Chapitre General ne peut se tenir qu'en l'Abbaye de Cîteaux.

Tous les Abbes doivent s'y trouver.

16. In quo quidem Capitulo Generali de salute animarum suarum tractent, & in observatione sanctæ Regulæ & Ordinis si quid emendandum fuerit vel agendum, ordinent; bonum pacis & charitatis inter se confirmant.

Ce qui doit se faire dans le Chapitre General.

17. Si quis verò Abbas minùs in Regulâ studiosus, vel rebus sæcularibus nimis intentus, vel in aliquibus vitiosus repertus fuerit, ibi charitativè clametur, clamatus veniam petat, & pœnitentiam sibi pro culpâ indictam adimpleat: hanc verò clamationem non nisi Abbates faciant.

La Charité doit estre l'ame & la regle des Corrections qui se font par le Chapitre General.

18. Si verò aliqua controversia inter aliquos Abbates emerferit, vel de aliquo eorum tam gravis culpa propalata fuerit, ut suspensionem aut depositionem mereatur; quidquid inde à Capitulo fuerit definitum, sine retractatione observetur.

19. Si fortè pro diversitate sententiarum in discordiam causa devenerit, illud inde irrefragabiliter teneatur quod Abbas Cistercii & hi qui sanioris consilii & magis idonei apparuerint, judicabunt; hoc observato, quòd nemo eorum ad quos specialiter causa respererit, definitioni debeat interesse.

20. Si aliqua Ecclesia pauperiem intolerabilem incurrerit, Abbas loci illius coram omni Capitulo hanc causam intimare studeat; & tunc singuli Abbates maximo charitatis igne succensi, illius Ec-

clesiæ penuriam de rebus à Deo sibi collatis prout habuerint, sustentare festinent.

CHAPITRE IV.

De la maniere d'élire les Abbez.

Reglement general
pour les élections des
Abbez.

21. **S**I qua Domus Ordinis nostri Abbate proprio fuerit destituta, Major Abbas de cujus Domo illa exivit, omnem curam habeat ordinationis illius, donec Abbas alius eligatur in eâ ; & præfixâ die Electionis, etiam ex Abbatibus si quos Domus illa genuerit, advocentur, & consilio & voluntate Patris Abbatis, Abbates & Monachi Domûs illius Abbatem eligant.

Reglement particu-
lier pour l'élection de
l'Abbé de Cîteaux.

22. Domui autem Cistercii, quia Mater est omnium nostrum, dum proprio Abbate caruerit, quatuor primi Abbates scilicet de Firmitate, de Pontigniaco, de Claravalle & de Morimundo, provideant ; & super eos sit cura Domûs illius, donec Abbas in eâ electus fuerit & statutus.

23. Ad Electionem autem Cisterciensis Abbatis, præfixâ & prænotatâ die ad minus per quindecim dies, convocentur ex Abbatibus quorum Domus de Cistercio exierunt, & ex aliis quos prædicti Abbates & Fratres Cistercienses idoneos noverint : & congregari in nomine Domini Abbates & Monachi Cistercienses, eligant Abbatem.

L'on ne peut choisir
que dans l'Ordre
des Supérieurs.

24. Liceat autem cuique Matri Ecclesiæ Ordinis nostri non solum de Monachis Filiarum suarum Ecclesiarum, sed de ipsis quoque Abbatibus earum, liberè sibi, si necesse fuerit, assumere Abbatem : personam verò de alio Ordine, nulla de nostris Ecclesiis sibi eligat in Abbatem, sicut necstrarum aliquem licet Monasteriis aliis quæ non sint de Ordine nostro, dari.

CHAPITRE V.

*De la maniere de recevoir les cessions & démissions
des Abbez, & de les déposer.*

25. **S**I quis Abbas pro inutilitate seu pusillanimitate sua, à Patre suo Abbate Domûs illius de quâ sua exivit, postulaverit ut ab onere Abbatiae suae relaxetur, caveat ille ne facile & sine causa rationabili & multum necessariâ acquiescat : sed etsi fuerit tanta necessitas, nihil per se inde faciat, sed convocatis aliquibus aliis Abbatibus nostri Ordinis, eorum consilio agat quod pariter noverint oportere.

*Reglement general
touchant la cession
& la déposition de
tous les Abbez, à l'ex-
ception de celui de
Cistaux.*

26. Si quis verò Abbatum contemptor sanctae Regulæ aut Ordinis prævaricator, vel commissorum sibi Fratrum vitiis consentiens innotuerit ; Abbas Majoris Ecclesiae per seipsum vel per Priorem suum, aut quomodo opportuniùs potuerit, de emendatione eum admoneat usque quater : quòd si nec ita correctus fuerit, nec sponte cedere voluerit ; congregato aliquanto numero Abbatum nostrae Congregationis, transgressorem sanctae Regulæ ab officio suo amoveant ; ac deinceps alter qui dignus sit, consilio & voluntate Majoris Abbatis, à Monachis illius Ecclesiae simul & ab Abbatibus, si qui ad eam pertinent, sicut suprà dictum est, eligatur.

*Reglement general
pour déposer tous les
Abbez sans distinc-
tion que de celui de
Cistaux, & pour re-
cevoir leur démission.*

27. Si autem is qui deponitur & Monachi ejus, quod Deus avertat, contumaces & rebelles esse voluerint, vel sententiis minimè acquiescant, ab ipso Abbate Majoris Ecclesiae & à cæteris Coabbatibus ejus excommunicationi subdantur, ac deinceps ab eo coërceantur, prout fieri potuerit & cognoverint expedire.

28. Ex hoc sanè, si quis illorum ad se reversus de morte animae suae resurgere & ad Matrem suam redire voluerit, tanquam Filius poenitens recipiatur : nam sine hac causa multo semper studio devitandâ, nullus Abbas Monachum cujuscumque alterius Abbatis Ordinis nostri, sine ejus assensu retineat, nullus in Domum alterius cujuscumque, sine ejus voluntate suos ad inhabitandum Monachos introducat.

Reglement particulier pour la déposition de l'Abbé de Cîteaux, & pour recevoir sa démission, où les quatre premiers Abbez agissent au nom de tous les autres.

29. Eodem etiam modo, si fortè (quod absit) Abbates nostri Ordinis Matrem nostram Cisterciensem Ecclesiam in sancto proposito languescere, & ab observatione sanctæ Regulæ vel Ordinis exorbitare cognoverint; Abbatem ejusdem loci per quatuor primos Abbates, scilicet de Firmitate, de Pontigniac, de Claramvalle & de Morimundo, sub cæterorum Abbatum nomine, usque quater, ut corrigatur ipse & alios corrigere curet, admonent, & cætera quæ de aliis dicta sunt Abbatibus, si incorrigibiles apparuerint, circa eum studiosè adimpleant; excepto quòd si sponte cedere noluerit, nec ipsum deponere, nec contumaci anathema dicere poterunt, donec aut in Generali Capitulo, aut si illud fortè visum fuerit expectari non posse, in Conventu alio convocatis Abbatibus qui de Cistercio exierunt, & aliquibus aliorum, virum inutilem ab officio suo deponant, & tam ipsi quàm Monachi Cistercienses idoneum Abbatem eligere studeant: quòd si Abbas ille vel Monachi Cistercienses contumaciter recalcitrare voluerint, gladio excommunicationis eos ferire minimè vereantur.

30. Postea autem, si quis horum prævaricatorum tandem resipiscens & animam suam salvare cupiens, ad quamlibet quatuor nostrarum Ecclesiarum, sive ad Firmitatem, sive ad Pontigniacum, sive ad Claramvallem, sive ad Morimundum confugerit, sicut Domesticus & Cohæres Ecclesiæ cum regulari satisfactione recipiatur, quoadusque propriæ Ecclesiæ, sicut justum fuerit, reconciliatus quandoque reddatur. Interim autem annum Abbatum Capitulum non apud Cistercium, sed ubi à quatuor supranominatis Abbatibus provisum fuerit, celebretur.

F I N.



PREMIERE CONFIRMATION de la Carte de Charité en 1119. par Bulle du Pape Calixte II.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape adresse sa Bulle à saint-Estienne & à ses Religieux qu'il dit estre auteurs de la Carte de Charité, & qui en ont demandé la confirmation qu'il accorde pour estre observée à perpetuité.*
2. *Il fait mention du consentement qu'ont donné les Evêques Diocézains à cette Constitution pour l'établissement de l'Ordre, lors de la fondation de chaque Monastere; comme aussi de l'acceptation qui en a esté faite par les Abbez & les Religieux qui y ont esté établis.*
3. *Il défend de recevoir & retenir aucun Religieux & Frere Convers après leur Profession, sans la permission de leur Abbé.*

CALIXTUS Episcopus servus servorum Dei. Charissimis in Christo Filiis Stephano Venerabili Cisterciensis Monasterii Abbati & ejus Fratribus salutem & Apostolicam benedictionem. Ad hoc in Apostolicæ sedis regimen, Domino disponente, promoti conspicimur, ut ipso præstante, Religionem augere & quæ rectè atque ad salutem animarum statuta sunt, nostri debeamus autoritate officii stabilire: Idcirco, filii in Christo charissimi, petitioni vestræ charitate debitâ Impertimur assensum, & Religioni vestræ paterno congratulantes affectu, Dei operi quod cœpistis, manum nostræ Confirmationis Apponimus.

La Bulle est adressée à l'Abbé & à la Communauté de Cîteaux.

Siquidem consensu & deliberatione communi Abbatum & Fratrum Monasteriorum vestrorum & Episcoporum in quorum Parochiis eadem Monasteria continentur, quædam de observatione Regulæ beati Benedicti, & de aliis nonnullis quæ Ordini vestro & Loco necessaria videbantur, Capitula statuistis quæ nimirum ad majorem Monasterii quietem & Religionis observantiam auctoritate Sedis Apostolicæ petitis Confirmari.

Le Pape fait mention des consentemens donnez pour l'exécution & l'observation de la Carte de Charité, par les Evêques Diocézains lors de la fondation de chaque Monastere & de l'acceptation qu'en ont faite les Abbez & les Religieux qui y ont esté établis.

Il confirme la Carte de Charité sous le nom de Constitution, & les Reglemens qu'elle contient, pour estre observés à perpétuité.

Nos ergo vestro in Domino profectui congaudentes, Capitula illa & Constitutionem autoritate Apostolicâ Confirmamus, & omnia in perpetuum rata permanere Decernimus; illud nominatim omnimodis prohibentes, ne Abbatum aliquis Monachos vestros sine regulari Commendatione suscipiat.

Si qua igitur Ecclesiastica sæcularive persona nostræ Confirmationi huic, & Constitutioni vestræ, temeritate aliquâ obviare præsumperit, tanquam Religionis & quietis Monastiæ perturbatrix, autoritate beatorum Petri & Pauli & nostrâ donec satisfaciat, excommunicationis gladio feriat: Qui verò conservator extiterit, omnipotentis Dei & Apostolorum ejus benedictionem & gratiam consequatur.

Interdicimus autem ne quis Conversos Laïcos vel Professos vestros ad habitandum suscipiat. Ego Calixtus Catholicæ Ecclesiæ Episcopus Confirmavi & Subscripsi. Datum Sede loci per manum Chrisogoni sanctæ Romanæ Ecclesiæ Diaconi Cardinalis ac Bibliothecarii, decimo Kalendas Januarii, Indictione decimâ tertiâ, Incarnationis Dominicæ M. C. X. I. X. Pontificatus autem Domini Calixti Papæ anno primo.

Plusieurs autres Papes ont pareillement confirmé la Carte de Charité, & ont adressé leurs Bulles à tous les Abbez & Religieux de l'Ordre, notamment Eugene III. en 1152. Anastase IV. en 1154. Adrien IV. en 1159. Alexandre III. en 1165. & plusieurs autres jusqu'à Pie II. en 1459. ces Bulles sont à peu près dans la même forme, si ce n'est que celle d'Alexandre III.

Monasticon. Cist.
148. 83.

contient cette clause particuliere : Quoniam autem Cisterciensis Ecclesia mater est omnium vestrum & alium Patrem Abbatem super se non habet, sicut ad Cautelam & Ordinis Custodiam Statuistis, per primos Abbates annua ibidem visitatio fiat, & ad suggestionem eorum secundum Ordinem vestrum corrigatur si quid invenerint corrigendum.

Tout l'Ordre l'a aussi toujours reçûe avec applaudissement & soumission, comme il paroist au commencement des premieres Compilations qui furent faites des plus anciennes Définitions ou Ordonnances & Reglemens que firent les Chapitres Generaux qui suivirent la Carte de Charité, l'ayant marqué à la teste par maniere de Prologue en ces termes qui luy en servent encore : Antequam Abbatia Cisterciensis florere inciperent, Dominus Stephanus & Fratres sui Ordinaverunt ut nullæ Abbatia in alicujus Anti-

*Ibidem. pag. 482.
La Bulle de Calixte II. appelle la Carte de Charité Constitution, & icy elle est nommée Decret d'entre l'Abbaye de Cîteaux & tout l'Ordre.*

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 23

stitis Dioecesi fundarentur, antequam ipse Decretum inter Cisterciense Coenobium & cætera ex eo nata exaratum & confirmatum, ratum haberet, propter scandalum inter Pontificem & Monachos devitandum.

C'est donc cette Constitution qui en assujettissant dès l'origine de l'Ordre tous les Monasteres à leurs Superieurs reguliers, avec le consentement des Evêques Diocezains, leur a acquis & procuré par la loy même de la fondation, l'exemption de leur jurisdiction, de laquelle il y a eu depuis, encore plusieurs autres Confirmations generales, comme l'on verra par les Bulles de divers Papes, & entre autres par celles d'Innocent VIII. qui seront rapportées cy-après.

BULLE DU PAPE INNOCENT II.

Du 10. Fevrier 1132.

SOMMAIRE.

1. Ce Pape confirme à l'Abbaye de Cîteaux les biens qu'elle possède & possèdera à l'avenir.
2. Il ne veut pas que les Abbez de l'Ordre puissent estre contraincts de se trouver dans les Synodes & Conciles Provinciaux, si ce n'est pour raison de la foy.
3. Il accorde par un privilege special à l'Abbaye de Cîteaux, comme estans le Chef & la source de tout l'Ordre, la liberté de se choisir pour Abbé tel autre Abbé de l'Ordre qu'elle voudra : aux autres meres Eglises, de s'en choisir d'entre ceux de leurs filiations ou dépendances ; & à l'égard des Monasteres dont aucun autre ne dépend, le Pape leur permet de l'élire d'entre tous les Religieux de l'Ordre, de l'avis néanmoins & avec le consentement de l'Abbé de Cîteaux & de leurs Peres immediats.
4. Le Pape declare les Freres Conuers après leur Profession, indépendans des Evêques Diocezains.
5. Il declare tous les Monasteres de l'Ordre exempts de payer les Dîmes grosses & menuës sur les terres de leurs domaines qu'ils cultiveront par leurs mains ou feront cultiver par d'autres à leurs frais.

INNOCENTIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilecto Filio Stephano Cisterciensi Abbati ejusque successoribus regulariter

substituendis in perpetuum. Habitantes in Domo Domini in sinceritate charitatis conservant unitatem spiritus in vinculo pacis : puræ namque mentis Religio indissolubili divini amoris glutino confirmata, vultum clementissimi Creatoris ut terrena cœlestibus jungantur & ima superis socientur, mundis orationibus incessanter profusis inclinatur : Quia igitur Fratres Cisterciensis Monasterii à cura sæculari liberos & divinis servitiis mancipatos piè vivere ac religiosè cognovimus, idcirco dilecte in Domino Fili Stephane Abbas, tuis justis petitionibus duximus annuendum.

Confirmation des biens appartenans à l'Abbaye de Cîteaux.

1. Statuimus enim ut quæcumque possessiones aut bona ad eundem locum impræsentiarum justè & Canonice pertinere noscuntur, aut in futurum concessione Pontificum, liberalitate Regum & Principum, oblatione fidelium, seu aliis justis modis auxiliante Domino, ei conferri contigerit, firma tibi tuisque successoribus & illibata permaneant.

On ne peut pas obliger les Abbez de l'Ordre d'aller aux Synodes Diocésains & aux Conciles Provinciaux.

2. Et quoniam ubi spiritus Domini ibi libertas, ut liberiùs divinis famulatibus valeatis insistere & purgata mentis acie sincerius contemplationi vacare, Prohibemus ne aliquis Archiepiscopus aut Episcopus te vel successores tuos, seu aliquem Abbatem Cisterciensis Ordinis nisi pro fide, ad Concilium vel Synodum venire compellat.

Privilege pour les élections des Abbez de trois sortes.

1. A l'égard de l'Abbaye de Cîteaux.
2. Des autres qui ont des filiations.
3. De celles dont aucune autre ne dépend.

3. Quia verò Cisterciense Monasterium hujus Religionis origo est atque principium, nostrâ concessione hâc prærogativâ non immeritò gaudeat, ut si quando fuerit pastore proprio viduatum, quemlibet Abbatem de omnibus Abbatibus vestri Ordinis vel Monachum, salvâ nimirum Sedis Apostolicæ reverentiâ, sibi liberè præficiendum eligat & absque aliquâ contradictione obtineat.

Cæteris verò vestri Ordinis Abbatiis quæ unam vel plures Abbacias habent sibi subditas & de sui corporis fructiferâ copiâ derivatas, Abbate suo rebus humanis exempto, eligendi quemcunque maluerint de sibi subjectis Abbatibus vel quemlibet Monachum de omnibus Congregationibus Cisterciensibus liberam Concedimus facultatem.

Illa autem Abbacia quæ nullam habet sibi subditam, quemlibet Monachum de omnibus præfatæ Religionis Congregationibus, cum consilio & deliberatione Cisterciensis Abbatis & illius qui eidem fratri eligendo præfuerit, liberè sibi in Abbatem eligat & habeat.

Les Freres Convers ne sont nullement sujets à la juridiction des Evêques.

4. Porrò Conversos vestros qui Monachi non sunt, post factam in vestris Coenobiis professionem, nullus Archiepiscoporum vel Abbatum

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 25

Abbatum sine vestra grata licentia suscipere aut susceptum retinere præsumat.

Verum quoniam sicut beato Gregorio Augustinum Anglorum Episcopum instruente, didicimus communi vitâ viventibus tam de faciendis portionibus vel exhibendâ hospitalitate & adimplendâ misericordiâ Nobis quid erit dicendum, cum omne quod superest in causis piis ac religiosis erogandum est, Domino Magistro omnium docente: Quod superest date eleemosinam, & ecce omnia munda sunt vobis?

5. Statuimus ut de laboribus quos vos & totius vestræ Congregationis Fratres propriis manibus & sumptibus colitis & de animalibus vestris, vobis decimas expetere vel recipere nemo præsumat.

Exemption de Dîmes grosses & menues.

Nulli ergo hominum liceat vestrum Monasterium temerè perturbare aut ejus possessiones auferre vel ablatas retinere, minuere aut aliquibus molestiis fatigare, sed omnia integra conserventur vestris & aliorum Christi usibus profutura: si quæ igitur in posterum Ecclesiastica sæcularisve persona hanc nostræ Constitutionis paginam sciens contra eam temerè venire tentaverit, secundo tertiove commonita si non satisfactione congruâ emendaverit, potestatis honorisque sui periculum pariat, & à sacratissimo corpore & sanguine Domini nostri Jesu Christi aliena fiat, etiam & in extremo examine districtæ ultioni subiaceat; Conservantibus verò eidem loco quæ sua sunt, sit pax Domini nostri Jesu Christi, quatenus & hîc fructum bonæ actionis percipiant, & apud districtum judicem præmia æternæ pacis inveniant. Amen, amen, amen.

Ego Innocentius Ecclesiæ Catholicæ Episcopus. Ego Joannes tituli S. Grisogoni Presbyter Card. Ego Romanus Diaconus Cardinalis S. Mariæ in Portion. Ego Gregorius Diaconus Cardinalis SS. Sergii & Bacchi. Datum Cluniaci per manum Americi S. R. Diaconi Card. & Cancellarii iv. Idus Febr. Indict. x. Incarnationis Dom. anno m. c. xxxii. Pontificatus verò Domini Innocentii Papæ II. anno secundo.

BULLE DU PAPE ALEXANDRE III.

de l'an 1164.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape prend sous sa protection l'Abbaye de Cîteaux & toutes ses appartenances.*
2. *Et pareillement les quatre premiers Monasteres & plusieurs autres y dénommez comme en dépendans.*
3. *La Bulle est adressée à l'Abbé de Cîteaux & à ses Religieux.*

ALEXANDER Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Gilliberto Abbati Cisterciensis Monasterii ejusque Fratribus tam præsentibus quàm futuris regularem vitam professis in perpetuum. Religiosam vitam eligentibus Apostolicum convenit adesse præsidium, ne fortè alicujus temeritatis incursum eos aut à proposito revocet aut robur quod absit, sacre Religionis infringat : Ea propter dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus clementer Annuimus & præfatum Monasterium in quo divino mancipati estis obsequio, sub beati Petri & nostrâ protectione suscipimus & præsentis scripti privilegio Communimus, Statuentes ut quascumque possessiones, quæcumque bona idem Monasterium in præsentiarum legitime possidet, aut in futurum concessione Pontificum, largitione Regum vel Principum, oblatione fidelium seu aliis justis modis Deo propitio poterit adipisci, firma vobis vestrisque successoribus & illibata permaneant ; In quibus hæc propriis diximus exprimenda vocabulis : Locum ipsum de Cistercio cum terris, pratis, aquis, silvis, pascuis & omnibus pertinentiis suis : Abbatiam de Firmitate, Abbatiam de Pontigniaco, Abbatiam de Claravalle, Abbatiam de Morimundo, Abbatiam de Pruliaco, Abbatiam de Curiâ Dei, Abbatiam de Bonavalle, Abbatiam de Eleemosina, Abbatiam de Oratorio, Abbatiam de Buxeria, Abbatiam de Miratorio, Abbatiam de sancto Andrea, Abbatiam de Valantiis, Abbatiam de Personia, Abbatiam de Erivado, Abbatiam de Obazina ; ex dono Othonis Ducis Burgundiæ in Forestâ ejus plenaria usufructuaria in omnibus præter exartationem, & in tota

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 27

terra sua libera usufructuaria ubicumque terram habet, Grangiam de Saleis cum adjacentibus terris, pratis, aquis, silvis, pascuis, decimâ & in omnibus pertinentiis suis ex Abbatis & Capituli sancti Benigni Divionis, & Aimonis Domini de Tilecastro, Guidonis de Claro-monte & aliorum hæredum.

Deinde prosequitur & enumerat alias Cistercii grangias & possessiones in particulari quas illo tempore habebat, & cum XIII. Cardinalibus signat.

Datum Senonis per manum Hermannii sanctæ Romanæ Ecclesiæ Subdiaconi & Notarii IV. Non. Febr. Indictione XII. Incarnationis Dominicæ millesimo centesimo sexagesimo quarto, Pontificatus verò Domini Alexandri Papæ tertii anno sexto.

II^E BULLE DU PAPE ALEXANDRE III.

SOMMAIRE.

Le Pape adresse sa Bulle à tous les Abbez de l'Ordre & donne à chacun d'eux, le pouvoir d'absoudre les Religieux de son Monastere, & même ceux qui y viennent du siècle pour y estre Religieux, des excommunications qu'ils auroient encourues.

ALEXANDER Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbatibus Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Cum sitis arctius divinis obsequiis dediti, vestræ Religionis consideratione compellimur paternâ quieti vestræ charitate prospicere & gratiam nostram specialiter indulgere : Ea propter dilecti in Domino filii, piis postulationibus vestris inducti præsentibus vobis litteris Indulgemus ut unusquisque vestrum fratres Monasterii sui & siqui cum ad conversionem ejus accedunt vel postea confessi fuerint quod pro appositione ignis aut pro violenta manuum injectione in Clericum vel aliam religiosam personam, vinculo teneantur excommunicationis adstricti, vel quod excommunicatis communicaverint, de autoritate nostra facultatem habeat absolvendi, & poenitentiam injungendi quam videritis salutarem. Datum Tusculariensi Nonas Martii.

BULLE DU PAPE LUCE III.
de l'an 1183.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape adresse sa Bulle à tous les Abbez de l'Ordre.*
2. *Il défend à tous les Evêques Diocésains & autres Prélats de prononcer aucune Censure contre les Abbez & les Monasteres de l'Ordre.*
3. *Il ne veut pas qu'aucun Abbé lors de sa Benediction, promette à l'Evêque autre chose, & fasse sa Profession autrement qu'elle a esté réglée & pratiquée au commencement de l'Ordre.*

1. **L**UCIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercienſi & uniſerſis Coabbatibus ejus ſub eodem Ordine Domino ſervientibus Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Monastiſcæ ſinceritas diſciplinæ quam in puritate Ordinis quem tenetis æterni Conditoris providentia reſtauravit, illam ſemper invenit in Apoſtolica Sede clementiam qua & vobis in Domino accreſceret propoſitum virtutis, & aliorum devotio veſtris provocaretur exemplis ut per cœleſtium ſemitam mandatorum ad propoſitum feliciter bravium feſtinaret : Inter cætera verò licet Ordo veſter ea ſe ſervaverit Episcopis humilitate ſubjectum ut ſalvis originalibus inſtitutis, eorum ſemper vellet magiſterio ſubjacere, illud tamen hætenus de favore & protectione Apoſtolicæ Sedis obtinuit, ut nullus in Monasteria vel Abbates Ordinis memorati, quamlibet Eccleſiaſticam ſententiam promeret, vel perſonas in eodem Ordine conſtitutas excommunicationis vel ſuſpenſionis ſeu interdicti promulgatione gravaret : Quia verò reſrigeſcente charitate, multorum uſque adeò malitia noſcitur abundaſſe, ut nonnulli eorum qui Eccleſiis Dei modernis temporibus ſunt prælati, tranſgrediantur terminos ab antiquioribus conſtitutos, & in veſtrum ſpecialiter Ordinem indebitam exercere non dubitent ultionem.

2. Præſentium Litterarum inſcriptione Statuimus ut nulli omnino liceat in vos vel Monasteria veſtra ſeu Fratres inibi conſtitutos,

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 29

contra id quod ab origine Ordinis noscitur observatum, excommunicationis vel suspensionis seu interdicti sententiam promere; quam si deprompta fuerit, autoritate Apostolica Decernimus non tenere.

3. Adjicientes quoque Decernimus ut Archiepiscopi & Episcopi in recipiendis professionibus quæ à benedictis vel benedictendis Abbatibus exhibentur, ea sint forma & expressione contenti quæ ab origine Ordinis noscitur instituta, scilicet ut Abbates ipsi *salvo Ordine suo* profiteri debeant & contra Instituta Ordinis nullam professionem facere compellantur. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ Constitutionis & Confirmationis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumperit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Veronensi x i. Kal. Decembris.

BULLE DU PAPE HONORE' III. de l'an 1219.

S O M M A I R E.

Le Pape défend expressément à ses Legats & Nonces de prononcer aucune Sentence contre les Abbez, Religieux & Monastères de l'Ordre, sans en avoir eu de luy un ordre exprès.

HONORIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cisterciensi & universis Coabbatibus ejus & Fratribus sub eodem Ordine Deo servantibus, Salutem & Apostolicam Benedictionem. Cum Ordinis vestri generosa plantatio multos religionis & honestatis flores & fructus protulerit effuso longè latèque laudabilis conversationis odore, Apostolicæ Sedis auctoritas considerans per Marthæ sollicitudinem providendum esse Mariæ quieti, ut orantis Mariæ suffragiis satagentis Marthæ sollicitudo ministerii juvaretur, ne alicujus temeritatis incurfus sanctæ Conversationis otium perturbaret, Ordinem ipsum & Privilegiis & nonnullis Indulgentiis specialis gratiæ prærogativâ munivit: Nos autem qui salutifera commoda vestra benigno favore prosequimur, tan quillitati vestræ libenter prout possumus, providemus autori-

D iij

tate præsentium Inhibentes ne Legati Sedis Apostolicæ sine speciali mandato nostro, in vos excommunicationis vel suspensionis, & in Monasteria vestra interdicti sententias contra ea quæ vobis sunt ab Apostolica Sede concessa, promulgent. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ inhibitionis infringere, vel ei ausu temerario contraire : Siquis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Viterbii 1v. Non. Decembris, Pontificatûs nostri anno quarto.

SECONDE BULLE DU PAPE HONORE' III. de l'an 1224.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape après avoir expliqué ce qui s'est passé au Concile sous Innocent III. son prédécesseur, touchant l'exemption de Dixmes de l'Ordre de Cisteaux, & aussi ce qui s'en est ensuiivi : il ordonne à tous les Archevêques, Evêques &c.*
2. *De faire jouir les Monasteres de l'Ordre de Cisteaux, de leur privilege consistant dans l'exemption de ne payer aucune Dixme sur les terres de leurs domaines acquises avant le temps du Concile, non plus que des Novales qu'ils cultiveront par leurs mains ou feront cultiver par d'autres à leurs frais.*
3. *Ni pareillement aucunes menuës Dixmes.*

Cette Bulle est rapportée dans le Grand Bullaire Romain pour la sixième Constitution de ce Pape.

HONORIUS Episcopus servus servorum Dei. Venerabilibus Fratribus Archiepiscopis, Episcopis, & dilectis filiis Abbatibus, Prioribus, Decanis, Archidiaconis, Officialibus & aliis Ecclesiarum Prælati ad quos litteræ istæ pervenerint, Salutem & Apostolicam Benedictionem.

1. Cùm Abbates Cisterciensis Ordinis tempore Concilii Generalis ad commonitionem felicitis memoriæ Innocentii Papæ prædecessoris nostri statuerint, ut de cætero Fratres ipsius Ordinis, ne occasione privilegiorum suorum Ecclesiæ ulterius gravarentur, de alienis terris & ab eo tempore acquirendis, si eas propriis manibus aut sumptibus colerent, Decimas persolverent Ecclesiis qui-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 31

bus ratione prædiorum antea solvebantur, nisi cum eisdem Ecclesiis aliter ducerent componendum; idem prædecessor noster quia sperabat, ut Ecclesiarum Prælati proniores & efficaciores existerent ad exhibendum eis de suis malefactoribus Justitiæ complementum, & eorum privilegia diligentius & perfectius observarent, Statutum hujusmodi ratum habens & gratum, hoc ipsum ad alios Regulares qui gaudent similibus privilegiis extendi voluit & Mandavit: Sed quod dolentes referimus, in contrarium res est versa, quia sicut ex inculcata querela Abbatum ipsius Ordinis frequenter audivimus, nonnulli Ecclesiarum Prælati & alii Clerici eorum privilegia temerè contemnentes, & contendentes malitiosè ipsorum pervertere intellectum, eos multipliciter inquietant.

2. Nam cùm sit ipsis indultum ut de Novalibus quæ propriis manibus aut sumptibus excolunt, sive de hortis, virgultis & piscationibus suis, vel de suorum animalium nutrimentis, nullus ab eis Decimas exigere vel extorquere præsumat, quidam perverso intellectu confecto dicentes quod non possunt nec debent intelligi nisi de his quæ sunt ante dictum Concilium acquisita, ipsos super his multiplici exactione fatigant.

3. Nos igitur eorum quieti paterna sollicitudine providere volentes, universitati vestræ per Apostolica scripta Mandamus quatenus Abbates & Fratres ejusdem Ordinis à præstatione Decimarum, tam de possessionibus habitis ante Concilium memoratum & de Novalibus sive ante, sive post idem Concilium acquisitis, quæ propriis manibus ac sumptibus excolunt, quàm de hortis, virgultis, piscationibus suis, ac de suorum animalium nutrimentis, singuli vestrum omninò servetis immunes. Datum Lateranensi v. Idus Novembris, Pontificatus nostri anno nono. (1224.)

TROISIÈME BULLE DU MESME PAPE

Honoré III. de l'an 1224.

SOMMAIRE.

Le Pape exempté l'Ordre de Cîteaux de payer Dixme sur les terres qui après avoir esté aliénées de ses domaines, y seroient rentrées & retournées.

HONORIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbatibus & Fratribus Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Cùm aliquando cogente necessitate vel utilitate propria requirente, terras vestras ante Generale Concilium acquisitas concesseritis aliis excolendas, ne pro eo quod de possessionibus post idem Concilium acquisitis Decimas solvitis, si ad manus vestras taliter concessæ redierint, à quoquam vexari possitis; Ut nullus à vobis de hujusmodi terris quæ ad vos taliter redierint, si eas manibus propriis aut sumptibus colitis, occasione Concilii memorati Decimas exigere vel extorquere præsumat, auctoritate præsentium Inhibemus. Nulli ergo omninò hominum liceat hanc paginam nostræ inhibitionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumperit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Lateranensi VII. Kalend. Decembris, Pontificatus nostri anno nono. (1224.)

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 33

BULLE DU PAPE GREGOIRE IX.

de l'an 1228.

SOMMAIRE.

Le Pape ne veut pas qu'en vertu des Lettres que l'on obtient du Saint Siege, à moins qu'elles ne fassent mention expresse de l'Ordre de Cisteaux, aucune personne puisse agir & proceder contre les Abbez & Religieux qui en sont.

GREGORIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cisterciensi & universis Coabbaribus & Monachis Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam benedictionem. Cum Cisterciensis Ordinis Titulus per Dei gratiam adeò sit insignis, quod vix credatur ab his qui contra vos litteras impetrant, sine malitia obtineri; Nos & illorum fraudibus obviare ac innocentiam vestram volentes favorabiliter confovere, autoritate vobis Præsentium Indulgemus ut nequeatis per Litteras Apostolicas conveniri quæ de Cisterciensi Ordine non fecerint mentionem. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire: Si quis autem hoc attemptare præsumperit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Lateranensi tertio Idus Januarii, Pontificatus nostri anno primo. (1228.)

II^E BULLE DU PAPE GREGOIRE IX.

de l'an 1234.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape défend à toutes sortes de personnes de rien exiger des Monasteres de l'Ordre de Cisteaux, sous pretexte des droits qu'ils y prétendent avoir, de Patronage, Garde gardienne & autres.*
2. *Il défend pareillement l'entrée des femmes dans les Monasteres d'hommes, comme chose déjà défendue par l'Institut de l'Ordre.*

GREGORIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii & universis Coabbaribus ejus Cisterciensis

Cette Bulle est
portée au gra
Bullaire Romai

pour la septième
Constitution de ce
Pape.

- Ordinis Salutem & Apostolicam benedictionem. Quia refrigerante charitate multorum adeò iniquitas abundavit, ut quorundam succensa velut ignis impietas contra Ecclesias & Personas Ecclesiasticas tantò validiùs inflammetur, quantò rariores qui eas tucantur contra pravòrum incurfus, invenit objectores : Nos quibus ipsarum cura & sollicitudo incumbit, ibi fortiùs insurgère cogimur, ubi persecutorum immanitas periculosiùs exardescit : Sicut enim nobis ex parte vestrà gravis est oblata querela, nonnulli Principes ac Nobiles occasione Jurispatronatùs, Advocatiæ seu
1. Custodiæ quam in Monasteriis, Grangiis, Cellariis vel Domibus vestris se habere proponunt, ac interdum etiam pro suæ libito voluntatis; & quidam Ecclesiarum Prælati à quibus deberetis non gravamen sed solamen potiùs expectare, bladum, vinum, evectiones, animalia & res alias pro ædificatione ac munitione Castrorum & Villarum, necnon pro tyrociniis, torneamentis, expeditionibus, & aliis usibus eorundem à vobis exigunt & extorquent, aliàs vos taliis & exactionibus indebitis multipliciter aggravando : Præterea quidam ex ipsis & alii carnes comedere in vestris Domi-
 2. bus, ac mulieres etiam easdem Domos ingredi contra instituta vestri Ordinis non verentur, propter quod & quies Monastici Ordinis perturbatur, & grave commissis vobis Monasteriis imminet detrimentum : Quare nobis humiliter supplicastis ut super his paterina providere sollicitudine dignaremur. Nos igitur & vestræ providere quieti & molestantium malitiis obviare volentes, auctoritate Præsentium districtiùs Inhibemus, ne quis à vobis præmissa exigere vel extorquere, aut in vestris Domibus uti carnibus, seu mulier aliqua eas intrare præsumat contra Ordinis Instituta. Nulli ergo omninò hominum liceat hanc paginam nostræ inhibitionis infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Lateranensi x. Kal. Februarii, Pontificatùs nostri anno septimo. (1234.)

III^e BULLE DU PAPE GREGOIRE IX.
de l'an 1234.

SOMMAIRE.

1. Le Pape défend à tous Archevêques & Evêques de se mesler & entremettre des élections & dépositions des Abbez de l'Ordre de Cîteaux.
2. Il permet aux Abbez élus de se faire benir par d'autres Evêques que les Diocesains.
3. Il leur défend & à leurs Chapitres de faire aucune perquisition ou information des vie, mœurs & capacitez des Abbez élus, & d'entreprendre de les confirmer.
4. Et pareillement aux Archidiaques de se mesler des installations des Abbez & Abbeses.
5. Enfin il declare nulles toutes les Censures & Sentences qui pourroient estre prononcées au préjudice de toutes ces défenses.

GREGORIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii & universis Coabbatibus ejus Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam benedictionem. Ex parte vestra nobis est oblata querela quod cum auctoritate Apostolica sit inhibitum ne ullus Episcopus vel quælibet alia persona regularem electionem Abbatis Ordinis vestri impediatur, aut de instituendo vel removendo eo qui pro tempore fuerit, contra instituta Cisterciensis Ordinis se aliquatenus intromittat; ac vobis à Sede Apostolica fit indultum ut si Archiepiscopi vel Episcopi in quorum Diæcesibus Domus vestra fundata sunt, cum humilitate ac devotione debitâ requisiti, substitutos Abbates benedicere fortè renuerint, liceat eisdem Abbatibus ab alio Episcopo percipere quæ à suo fuerint indebitè denegata; quidam Archiepiscopi & Episcopi cum in vestris Monasteriis in Abbates aliqui eliguntur, de modo electionis inquirere & examinare personas de vita, litteratura & moribus, & electionem confirmare prædictam pro viribus elaborant; Capitula quoque ipsorum eisdem sibi præsentari quærunt electos, & approbandi eos usurpare sibi nituntur temerè potestatem; Archidiaconi etiam installandi electos ipsos vendicare sibi jus injuriosè

contendunt contra Indulta Sedis Apostolicæ non modica venientes. Volentes itaque quieri vestræ consulere, ac vestris gravaminibus in hac parte paternâ sollicitudine providere, ne talia præsumantur de cætero, & ne ab instituendis vel institutis Abbatibus benedictionis prætextu, aliquid penitus exigatur, autoritate Præsentium districtius Inhibemus, eâdem autoritate nihilominus Decernentes, ut si contra prædictam inhibitionem nostram à quocumque fuerit propriâ temeritate præsumptum, sit irritum & inane; & si aliquæ sententiæ latæ fuerint, nullum robur obtineant firmitatis. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ inhibitionis & concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire: Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Lateranensi decimo Kalendas Februarii, Pontificatus nostri anno septimo. (1234.)

IV^E BULLE DU PAPE GREGOIRE IX. de l'an 1234.

SOMMAIRE.

Le Pape donne pouvoir à tous les Abbez de l'Ordre de commettre leurs Prieurs pour absoudre en leur absence, les Religieux & les Convers de leurs Monasteres, des excommunications qu'ils auroient encourûes.

GREGORIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbatibus Cistercii & universis Coabbatibus suis Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam benedictionem. Cum Monachos & Conversos Monasteriorum vestrorum ab excommunicatione quam injiciendo manus violentas invicem in seipsos frequenter incurrunt, ex officio vestro absolvere valeatis; autoritate vobis Præsentium Indulgemus ut absolvendi eos ab excommunicatione hujusmodi Prioribus vestris, cum vos abesse contigerit, possitis committere vices vestras. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 37

Te noverit incursum. Datum Lateranensi decimo Kalendas Februarii, Pontificatus nostri anno septimo. (1234.)

BULLE DU PAPE INNOCENT IV. de l'an 1245.

S O M M A I R E.

Le Pape défend aux Evêques & Juges ordinaires d'appeller par-devant eux les Abbez & Religieux de l'Ordre de Cîteaux, pour quelque faute & raison que ce soit, sinon pour la foy; & déclare nulles les Censures & Sentences qu'ils pourroient prononcer contre eux pour raison de ce.

INNOCENTIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii ejusque Coabbatibus & Conventibus universis Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam benedictionem. Cum à nobis petitur quod justum est & honestum, tam vigor æquitatis quàm ordo exigit rationis ut id per sollicitudinem officii nostri ad debitum perducatur effectum: Ex parte siquidem vestra fuit propositum coram Nobis quod licet Ordini vestro per Privilegia Sedis Apostolicæ sit indultum, ut nullus Episcopus seu alia persona ad Synodos vel forenses Conventus nisi pro fide vos ire compellat, aut in vos vel Monasteria seu etiam personas dicti Ordinis excommunicationis, suspensionis aut interdicti sententias promulgare præsumat; quæ si promulgatæ fuerint, tanquam contra Sedis Apostolicæ indulta prolata decernuntur per eadem Privilegia irritæ ac inanes: nihilominus tamen plerique Prælati & Judices ordinarii & alii Ecclesiarum Rectores eadem Privilegia quibus muniti estis, evacuare superstitiosis adinventionibus molientes, asserunt vos pro quavis offensâ ratione delicti existere fori sui, sicque vocantes vos ad placita, Capitula & poenitentiale forum sicut alios Clericos sæculares, vos super hoc multiplici vexatione fatigant, quanquam excessus vestri tam per Generale quàm etiam quotidiana Capitula quæ fiunt in singulis Monasteriis vestri Ordinis congruâ poenitentia puniantur: Quare nobis humiliter supplicastis ut præsumptionem talium cohibere paternâ sollicitudine

curaremus. Nos igitur attendentes quòd etsi suscepti cura Regiminis de universis sanctæ Marris Ecclesiæ filiis curam & sollicitudinem gerere teneamur, de illis tamen specialius cogitare nos convenit, qui postpositis vanitatibus sæculi, jugem impendunt Domino famulatum; ac volentes quieti vestræ super præmissis paternâ in posterum sollicitudine providere, Ut nullus vos seu Monasteriorum vestrorum personas ad Synodos vel forenses Conventus nisi pro fide dumtaxat vel hujusmodi placita seu Capitula vel forum pœnitentiale, absque Mandato Sedis Apostolicæ speciali evocare etiam delicti ratione præsumat, maximè cum vos filii Abbates punire excessus quoslibet secundum Statuta vestri Ordinis parati sitis, auctoritate Præsentium districtius Inhibemus, Decernentes eâdem auctoritate Sententias, si quas hac occasione per præsumptionem cuiuspiam promulgari contigerit, irritas & inanes, salvo in omnibus Apostolicæ Sedis Mandato. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ Inhibitionis infringere vel ei ausu temerario contraire: Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Lugduni iv. Kal. Maii, Pontificatus nostri anno secundo. (1245.)

SECONDE BULLE DU PAPE INNOCENT IV. de l'an 1245.

S O M M A I R E.

1. *Le Pape commence sa Bulle par faire l'éloge de l'Ordre de Cîteaux.*
2. *Il reconnoist & declare que ses Monasteres n'ont jamais esté & ne doivent estre visitez par d'autres que par leurs Superieurs reguliers suivant ses Statuts.*
3. *Il declare nulles les Sentences rendues au préjudice de leur liberté, & aussi les Commissions qui pourroient estre obtenues du Saint Siege au contraire.*

INNOCENTIUS Episcopus servus Servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii ejusque Coabbatibus & Conventibus uni-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 39

versis Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam benedictionem. 1.
Thesauro virtutum sic præclara vestra Religio suum semper astrinxit affectum, quod habetur & in conspectu Regis æterni placita & in oculis hominum gratiosa; ipsa quidem ut columba mitis & humilis & electa Domini specialis, pulchra per totum adspicitur, omnem à se rugam enormitatis abiciens & maculam deformitatis excludens, vigilantibus illis qui paternæ sollicitudinis in eâ gerunt officium, quod ibidem nullæ possint vitiorum spinæ succrescere, sed ipsa florum honoris & fructuum honestatis immarcescibili polleat ubertate; propter hunc etenim sanctæ operationis effectum, nunquam Ordo vester officio alienæ visitationis vel correctionis indiguit, sed de ipso aliquibus aliis reformationis 2. beneficium ex providentiâ Sedis Apostolicæ jam provenit. Cum itaque Nos qui ex hujusmodi virtuosis actibus spiritu in Domino exultamus, claris agnoscamus indiciis dictum Ordinem esse aliis vitæ speculum & salutiferæ conversationis exemplum, Quod ipse sicut olim sic & in posterum ab ejusdem dumtaxat Abbatibus ac Monachis idoneis, quos vos filii Abbates ad hoc provideritis deputandos, & à nullo alio visitari possit aut corrigi, auctoritate Præsentium Duximus statuendum; eâdem auctoritate nihilominus Decernentes ut si aliquid contra Statutum hujusmodi à quoquam propriâ extiterit temeritate præsumptum, sit irritum 3. & inane: Et si fortè aliquæ sententiæ in vos occasione hujusmodi prolatae fuerint, nullum robur obtineant firmitatis, Mandato Sedis Apostolicæ semper salvo. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ Constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraire: Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Lugduni sexto Nonas Maii, Pontificatus nostri anno secundo. (1245.)

III^E BULLE DU PAPE INNOCENT IV. de l'an 1249.

S O M M A I R E.

Le Pape accorde aux Monasteres de l'Ordre de Cîteaux le privilege de percevoir les Dixmes Novalles à proportion des anciennes qu'ils ont droit de lever dans les Paroisses.

INNOCENTIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii ejusque Coabbatibus & Conventibus universis Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam benedictionem. Justis petentium desideriis dignum est nos facilem præbere consensum, & vota quæ à rationis tramite non discordant, effectu prosequente complere : Ea propter dilecti in Domino filii, vestris justis precibus inclinati autoritate vobis præsentium Indulgemus ut in Parochiis illis in quibus vobis veteres Decimæ sunt concessæ, Novalium quoque de quibus aliquis hætenus non percepit, proportionem quâ veteres vos contingunt, percipere valeatis. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ Concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Lugduni tertio Nonas Maii, Pontificatus nostri anno sexto. (1249.)

Plusieurs autres Papes ont confirmé le même Privilege par des Bulles en pareille forme, comme Alexandre IV. Urbain IV. Boniface VIII. & la Decretale Statuto perpetuo, in Sexto, Chapitre 2. du Livre 3. au Titre 13. De Decimis, l'autorise.

IV^E BULLE DU PAPE INNOCENT IV.
de l'an 1251.

SOMMAIRE.

Le Pape declare que la Constitution par luy faite peu de temps auparavant contre les Religieux exempts, pour les soumettre aux Ordinaires des lieux, ne regarde pas l'Ordre de Cisteaux & ne doit point préjudicier à ses Privileges & Immunitéz,

INNOCENTIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii ejusque Coabbatibus & Conventibus universis Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Cum nuper duxerimus statuendum ut exempti quantumque gaudeant libertate, nihilominus tamen ratione delicti seu contractus aut rei de quâ contra ipsos agitur, ritè possint coram locorum Ordinariis conveniri, & illi quoad hæc suam in ipsos jurisdictionem prout Jus exigit, exercere; Vos dubitantes ne per Constitutionem hujusmodi libertatibus & immunitatibus Vobis & Ordini vestro per Privilegia & Indulgentias ab Apostolicâ Sede concessis præjudicari valeat; Nobis humiliter supplicastis ut provideri super hoc indemnitati vestræ paternâ sollicitudine curaremus: Quia verò ejusdem Ordinis sacra Religio sic vos apud Nos dignos favore constituit, ut nobis votivum existat vos ab omnibus per quæ vobis possent provenire dispendia, immunes libenti animo præservare; autoritate Vobis Præsentium Indulgemus, ut occasione Constitutionis hujusmodi nullum eisdem libertatibus ac immunitatibus in posterum præjudicium generetur. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ Concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumperit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Lugduni quarto Nonas Maii, Pontificatus nostri anno octavo. (1251.)

VE BULLE DU PAPE INNOCENT IV.
de l'an 1252.

SOMMAIRE.

Le Pape donne le pouvoir de retrancher du Corps de l'Ordre, les Religieuses qui luy seront rebelles & ne voudront pas se soumettre à ses pratiques & décisions, en les privant de jouir des Privileges qui luy sont accordez.

INNOCENTIUS. Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii ejusque Coabbatibus universis Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Sic Ordinis vestri fragrantia nos delectat, ut libenter illa vobis & liberaliter Concedamus, quæ fructus dulcedinis & flores suavitatis vobis proferant & odoris : Cum igitur sicut nobis exponere curavistis, nonnullæ vestri Ordinis Moniales ad superbiam & rebellionem obfirmato calcaneo, suadente perditionis autore, obedientiæ ruptis habenis, per campum discurrant lasciviæ ac propriæ voluntatis, rejectâ modestiâ monachali in suarum dispendium animarum & infamiam & scandalum Ordinis memorati : Nos volentes morbo hujusmodi congrui remedii medicamine subvenire, Præsentium Vobis auctoritate Concedimus ut liceat vobis Moniales hujusmodi, si quas tales de cætero in Corpore vestri Ordinis contigerit reperiri, rescindere à vestri Ordinis unitate, ne membra forsan inficiant saniora, Privilegiorum & Indulgentiarum prædicto Ordini concessarum commodis perpetuò carituras. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ Concessionis infringere vel ei ausu temerario conträre : Si quis autem hoc attentare præsumperit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Mediolanensi Idibus Augusti, Pontificatus nostri anno nono. (1252.)

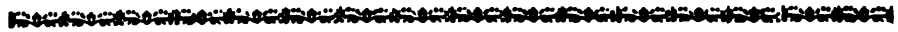
I^{RE} BULLE DU PAPE ALEXANDRE IV.
de l'an 1254.

S O M M A I R E.

Le Pape donne pouvoir à tous les Abbez de l'Ordre, d'absoudre leurs Religieux des excommunications qu'ils pourroient avoir encouruës & de dispenser avec eux sur les irregularitez.

ALEXANDER Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbatibus Cistercii ejusque Coabbatibus universis Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Licet ad hoc Fratrum vestri Ordinis pia desudet intentio, ut ab iis in his quæ faciunt, prudenter & providè procedatur secundum Deum & Ordinis honestatem, aliquando tamen ex conditionis humanæ fragilitate contingit, quòd quidam ex ipsis excedunt in casibus in quibus excommunicationis sententiam & notam irregularitatis incurrunt: Quare à nobis supplicatione humili postulatis, ut cum viri contemplationi dediti, sint in Religionis favorem à discursibus cohibendi, ac propter viarum pericula eisdem Fratribus ad nostram præsentiam impediatur accessus, super hoc providere de benignitate solita curaremus. Nos itaque piè volentes quòd vestra devotio in his quæ dignè possumus, Sedem Apostolicam reperisse gaudeat gratiosam; Ut singuli vestrum in Conventibus sibi commissis, prædictis Fratribus constitutis ibidem absolutione ac dispensatione indigentibus, sive priusquam Ordinem intraverint, sive postea in casibus exceßerint memoratis, de consilio discretorum Fratrum vestrorum qui litterati sint & Deum timentes, impertiri valeatis absolutionis beneficium, & dispensare cum eis Vobis auctoritate Præsentium Concedimus facultatem, nisi adeò fuerit gravis & enormis excessus, quòd meritò sint ad Sedem Apostolicam destinandi: Cæterum licitum esse Volumus, ut tu fili Abbas Cistercii cæteris Coabbatibus tui Ordinis, ac unus eorum quem elegeris, tibi super præmissis juxta formam eandem beneficium absolutionis & dispensationis hujusmodi, si necesse fuerit, largiatur. Verùm ne Vobis filii Abbates ex causa moræ seu difficultatis

aliquod posset imminere discrimen, singulis Dioecesanis vestris Præsentium autoritate Concedimus, ut absolutio & dispensatio hujusmodi ab eis obtineri valeat, cum vobis vel alicui vestrum fuerit opportunum. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ inhibitionis & constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraire: Si quis autem hoc attentare præsumperit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Anagninæ Kalendis Octobris, Pontificatus nostri anno primo. (1254.)



II^{ME} BULLE DU PAPE ALEXANDRE IV. de l'an 1254.

S O M M A I R E.

Le Pape declare que les Monasteres de l'Ordre de Cisteaux n'estant & ne pouvant estre visitez que par des Visiteurs de l'Ordre, ils sont exemptis de payer à aucun autre, sous quelque pretexte que ce soit, des droits de Visite, de Procuration &c.

ALEXANDER Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii ejusque Coabbatibus & Conventibus universis Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Sedes Apostolica duxit vobis providè concedendum ut à nullo alio nisi à Patribus Abbatibus seu vestri Ordinis Monachis à dictis Abbatibus super hoc deputatis, visitari vel corrigi valeatis; quia verò sic sunt procuraciones visitationi annexæ, ut Prælati non sint, nisi visitent, exhibendæ: autoritate Præsentium ne quisquam Dioecesanus aut Prælatus alius, à vobis procuraciones hujusmodi exigere vel extorquere præsumat, nec Vos eas exhibeatis, eisdem districtiùs Inhibemus; Decernentes eadem autoritate irritum & inane si quid contra inhibitionem hujusmodi à quoquam propria fuerit temeritate præsumptum; ac sententias, si quæ in vos hujusmodi occasione prolatae fuerint, non tenere. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ inhibitionis & constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraire: Si quis autem hoc attentare præsumperit, indignationem

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 45

omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Neapoli xv. Kal. Maii, Pontificatus nostri anno primo. (1254.)

III^{ME} BULLE DU PAPE ALEXANDRE IV. de l'an 1255.

SOMMAIRE.

Le Pape donne le pouvoir aux Abbez de l'Ordre de Cisteaux, de commettre de leurs Religieux les plus capables, pour absoudre de l'excommunication les Religieux & Religieuses de leur dépendance.

ALEXANDER Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii ejusque Coabbatibus universis Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Cum ex parte vestra fuit propositum coram nobis quod Monachos vestros & religiosas personas vobis subjectas ab excommunicatione quam pro violenta injectione manuum in seipsos incurrunt, absolvere valeatis, ac Prioribus vestris super hoc committere vices vestras vobis à Sede Apostolica sit indultum, & sæpe contingat propter vestram & Priorum ipsorum absentiam, illos qui in hujusmodi sententiam incidunt, diutius in ipsa non sine animarum suarum periculo remanere : Nos vestris in hac parte supplicationibus inclinati, quod super his vices ipsas etiam aliis discretis & litteratis vestri Ordinis Sacerdotibus (absentibus vobis) committere prout expedire videritis valeatis, Vobis autoritate Præsentium plenam Concedimus facultatem. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ Concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Neapoli Kal. Februarii, Pontificatus nostri anno primo. (1255.)

IV^{ME} BULLE DU PAPE ALEXANDRE IV.
de l'an 1255.

S O M M A I R E.

*Le Pape accorde aux Abbez & Religieux de l'Ordre de Cîteaux ,
d'avoir des Chapelles dans leurs Granges & Mestairies , &
d'y faire faire le Service Divin.*

ALEXANDER Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii ejusque Coabbatibus & Conventibus universis Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Devotionis vestræ precibus benignum impartientes assensum, Præsentium Vobis autoritate Concedimus ut in grangiis & locis vestris quæ adeò distant ab Ecclesiis Parochialibus, quod ad eas pro audiendis divinis officiis non possitis commodè habere recursum, liceat vobis dummodò Parochiani earundem Ecclesiarum non intersint, divina eadem celebrare sine juris præjudicio alieni. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ Concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Neopoli Kal. Februarii, Pontificatus nostri anno primo. (1255.)

V^{ME} BULLE DU PAPE ALEXANDRE IV.
de l'an 1255.

SOMMAIRE.

Le Pape exempte les Monastères de l'Ordre de Cisteaux, de payer aucun subside ni aucune taxe quand même elle seroit imposée de l'autorité du Saint Siege ou de ses Nonces & Legats, déclarant nulles les Censures qui seroient employées pour les y contraindre.

ALEXANDER Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii ejusque Coabbatibus & Conventibus universis Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Religionis vestræ meretur honestas ut vos speciali diligentes in Domino charitate, prosequamur gratiâ Sedis Apostolicæ ac favore : sanè tenuitatem vestrorum reddituum & proveniuntum sollicitè attendentes, ac per hoc volentes alicujus relevationis solatio vos gaudere, Vobis autoritate Præsentium Indulgemus ut ad præstationem aliquarum collectarum, subsidiorum & aliarum exactionum imponendarum vobis & Domibus vestris à Sede Apostolica seu Legatis ejusdem aut ipsorum autoritate ac mandato, non teneamini per Litteras ipsius Sedis ac Legatorum ejus, quæ plenam & expressam de indulgentiâ hujusmodi & Ordine vestro non fecerint mentionem, etiamsi contineatur in eisdem litteris, quod id quod per eas mandatur fiat, aliquâ indulgentiâ non obstante : Nos enim excommunicationis, suspensionis & interdicti sententias, si quas occasione prædictorum in vos communiter vel aliquos vestrum ab aliquo promulgari contigerit, Decernimus non tenere. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ Concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Anagninæ Nonis Octobris, Pontificatus nostri anno primo. (1255.)

VI^{ME} BULLE DU PAPE ALEXANDRE IV.

de l'an 1257.

S O M M A I R E.

1. *Le Pape défend de prononcer des Censures contre les Personnes & les Monasteres de l'Ordre de Cisteaux au préjudice de leurs Privileges à eux accordez par le Saint Siege & les declare nulles.*
2. *Il leur donne le pouvoir d'administrer les Sacremens dans leurs Eglises & Chapelles, à leurs Domestiques, Fermiers &c. avec plusieurs autres choses qui sont expliquées dans la Bulle.*

ALEXANDER Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii ejusque Coabbatibus & Conventibus universis Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Ex parte si quidem vestra fuit propositum coram nobis, quod nonnulli Ecclesiarum Prælati vestris libertatibus invidentes, cum eis non liceat ex Apostolicæ sedis indulto, in vos excommunicationis vel interdicti sententias promulgare, in tenentes, seu firmarios ad annuum redditum terrarum vestrarum, extraneos & eas proprio nomine excolentes vel aliàs vobis communicantes, sententias proferunt memoratas, non vim aut potestatem privilegiorum vestrorum attendentes, vos quodammodo excommunicant, dum vobis alios communicare non sinunt, & de hoc judicari videmini judicio Judæorum; & illud evenit inconveniens quod majorem excommunicationem incurrant quam alii fuerant incursuri. Quia verò nullæ litteræ firmitatem habent aliquam, quas tacito nomine Cisterciensis Ordinis, contra tenorem Apostolicorum privilegiorum constiterit impetrari, Nobis humiliter supplicastis, ut provideri quieti vestræ super hoc paterna sollicitudine curaremus: Nos verò supplicationibus vestris inclinati, ne quis Prælatorum hujusmodi sententias in fraudem privilegiorum Apostolicæ Sedis de cætero promulgare præsumat, autoritate Præsentium Decernimus eas non tenere. Insuper vobis & Ordini vestro Concedimus quod firmarii, tenentes seu servientes in terris

- 1.
2. vestris situati, à jurisdictione cujuscumque Judicis ordinarii Ecclesiastici

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 49

clesiastici sint quieti; & liceat vobis de cætero in Capitulo vestro, in adulteriis & aliis fornicationibus, coràm vobis seu Commissariis vestris, eos corrigere, & etiam divina audire in Capellis vestris, & Ecclesiastica Sacramenta recipere, ac eisdem firmariis, tenentibus seu servientibus, in Capellis vestris Ecclesiastica Sacramenta ministrare, tam extrà quàm intrà Monasteriorum vestrorum septa situatis; & nihilominus cùm dicti tenentes, firmarii, servientes obierint, liceat vobis testamenta sua in Capitulo vestro coràm vobis vel Commissariis vestris approbare, ac etiam pueros eorundem in Capellis vestris baptizare. Sanè si quis Archiepiscopus, Episcopus, Decanus aut aliquis eorum Officialis propter hoc in vos vel in Monasteria, Ecclesias seu Capellas vestras, tenentes, firmarios aut servientes vestros in terris vestris situatos, vel in Sacerdotes vestros nomine vestro in Ecclesiis seu Capellis vestris ministrantes aut Ecclesiarum Ministros, aliquam sententiam protulerint, illam omninò non valere Censemus. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire: Si quis autem hoc attentare præsumperit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Viterbii Idibus Novembris, Pontificatus nostri anno tertio. (1257.)

VII^E BULLE DU PAPE ALEXANDRE IV. de l'an 1258.

S O M M A I R E.

Le Pape exempte tous les Monasteres de l'Ordre, de tous droits de Procuration & autres envers les Legats, Nonces, Archevêques, Evêques & autres Prélats, auxquels il défend sous peine de nullité, de prononcer aucunes Censures pour raison de ce.

ALEXANDER Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii ejusque Coabbatibus & Conventibus universis Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Circà sacrum & famosum Ordinem vestrum illius sinceri-

tatis affectum gerimus, quòd semper ipsius iusta desideria liberrimè procuramus, & sumus ad ea solliciti per quæ virtutum Domino possitis devotius & quietius famulari : sanè lecta coràm nobis vestra petitio continebat quòd licèt Legati & Nuntii Apostolicæ Sedis ac etiam Diocesani locorum, Archiepiscopi & Episcopi, necnon & alii Ecclesiarum Prælati, quoties ad Monasteria & Domos Ordinis vestri divertunt, honestè admittantur in eis & charitativè tractentur, quandoque tamen iidem Diocesani ac Prælati autoritate propriâ, interdum verò dicti Legati ac Nuntii prætextu Litterarum præfatæ Sedis in quibus aliquando continentur quod ab Exemptis & non Exemptis, non obstante aliqua indulgentiâ Cisterciensibus vel aliis quibuscumque concessâ, in procuratione pecuniariâ provideatur eisdem, procurationem huiusmodi & alia plura contrà Indulta quæ prædicta Sedes concessit vobis communiter vel divisim, à vobis & prædictis Monasteriis ac Domibus exigere & extorquere, ac aliàs vos & Monasteria ipsa seu Domos multipliciter molestare præsumunt in ea interdicti & in personas eorum suspensionis & excommunicationis sententias proferendo, in vestrum præjudicium & ipsius Ordinis detrimentum : Cùm itaque dilectus filius noster J. tituli S. Laurentii in Lucinensi Presbyter Cardinalis, qui semper ad hoc intentus esse dignoscitur ut Ordo vester prosperitatis affluentiam consequatur, à nobis affectuosè petiverit ut super præmissis providere paternâ diligentiam curaremus : Nos ejusdem Cardinalis & vestris precibus annuentes, quod eisdem Legatis & Nuntiis per supradictas seu quascumque alias Apostolicæ Sedis litteras, ac etiam prædictis Archiepiscopis & Episcopis seu Prælati in procuratione pecuniariâ non teneamini providere, Vobis autoritate Præsentium Indulgemus, decernentes quod huiusmodi sententiæ, si quas in vos vel aliquem vestrùm taliter contigerit de cætero promulgari, sint irritæ penitus & inanes. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ Concessionis & Constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præsumperit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Viterbiæ Nonis Julii, Pontificatûs nostri anno quarto. (1258.)

VIII^E BULLE DU PAPE ALEXANDRE IV.
de l'an 1259.

SOMMAIRE.

Le Pape declare que toutes les contestations qui surviennent dans l'Ordre de Cîteaux, y doivent estre terminées & décidées par les Superieurs, & défend de les porter à d'autres Tribunaux hors de l'Ordre.

ALEXANDER Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii ejusque Coabbatibus & Conventibus universis Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Virtutum meritis rutilans & sanctitatis odore fragrans in Ecclesie Corpore membrum nobilissimum Ordo vester, sic à sua plantatione per semitam mandatorum Domini ambulavit & unitatem servavit & pacem, quod gratia gubernante divina nunquam visitationis vel correctionis alienae officio indiguit, vel in eo nasci potuit turpem sibi maculam superducens alicujus dissensionis rimula vel scissura; propter quod Sedes Apostolica eidem Ordini quaestiones inter personas emergentes ipsius per Patres Abbates ejusdem terminari debere & à nullo nisi ab eisdem Abbatibus vel deputandis ab ipsis ad hoc idoneis Monachis, dictum Ordinem visitari posse vel corrigi noscitur indulgisse: Nos igitur eundem Ordinem quem inter alios suorum praecellentia meritorum, praecipua prosequimur charitate, in sua cupientes pace servare, ac ei ne unitatis ipsius disrumpi possit vinculum, salubriter praecavere; Universis & singulis personis ejusdem Ordinis in virtute obedientiae districtius Inhibemus ne aliqua ex personis ipsis, praetextu alicujus quaestionis vel difficultatis in eodem Ordine emergentis, extra ipsum Ordinem appellare praesumat: Decernentes eos qui secus egerint, siue sint Abbates siue Monachi vel Conversi, rigori saepe dicti Ordinis contra tales inibi introducto, debere non obstante appellatione hujusmodi subiacere. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostrae inhibitionis & Constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraire: Si quis

autem hoc attentare præsumperit , indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Anagninæ Idibus Junii , Pontificatus nostri anno sexto. (1259.)

BULLE DU PAPE URBAIN IV.

de l'an 1262.

SOMMAIRE.

Le Pape adresse sa Bulle à tous les Archevêques, Evêques & autres qui ont juridiction en l'Eglise, & les exhorte & leur commande de tenir la main pour faire observer & garder les Privilèges accordez à l'Ordre de Cîteaux par le Saint Siege.

URBANUS Episcopus servus servorum Dei. Venerabilibus fratribus Archiepiscopis & Episcopis, & dilectis filiis Abbatibus, Prioribus, Decanis, Archidiaconis & Ecclesiarum Prælati ad quos Litteræ istæ pervenerint, Salutem & Apostolicam Benedictionem. Dilecti filii Abbas Cistercii ejusque Coabbates & Conventus universi Cisterciensis Ordinis suam ad Nos querimoniam destinarunt, quod licet eis à Sede Apostolicâ sit indultum ut à forensibus Conventibus sint immunes, nullique liceat in eos vel eorum Monasteria seu Confratres inibi commorantes, excommunicationis, suspensionis aut interdicti contrâ id quod ab origine Ordinis observatum fuisse dignoscitur, sententias promulgare, quæ si promulgatæ fuerint, decernuntur per hujusmodi indulgentiam irritæ & inanes : Vos tamen eorum quieti & libertatibus (de quo miramur non modicum) invidentes ac molientes infringere indulgentiam supradictam, in eos contrâ indultum hujusmodi de facto prædictas sententias promulgatis ; Quos ut fatigetis laboribus & expensis, interdum ad forenses Conventus accedere & quandoque sententiarum vestrarum executiones (quacunque sint autoritate prolata) suscipere invitos compellit pro vestræ arbitrio voluntatis, quanquam ex generali quod suscepisse dicimur, Apostolicæ Sedis mandato teneamini eosdem in suis libertatibus & privilegiis contrâ pravorum pressuras

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 33

& molestias defendere ; sicque fit ut indulgentia concessa eis causa solatii & quietis, sit ipsis (vobis contra ipsam quasi conspirantibus) causa dispendij & laboris : Cum igitur sicut in Lege dicitur, parum sit in Civitate Jus esse, nisi qui illud teneatur servare existat, dignumque ac conveniens videatur ut indulgentiæ ac Privilegia quæ devotis & bene meritis indulgentur, contra præsumptorum audaciam, cum expedit, defendantur : Universitatem vestram Rogamus, Monemus & Hortamur attentè, per Apostolica vobis scripta in virtute obediendiæ districtè præcipiendo Mandantes, quatenus Privilegia, Indulgentias & Libertates eisdem ab Apostolicâ Sede concessa ac eorum consuetudines rationabiles & antiquas, firma & illibata eis de cætero pro Apostolicæ Sedis & nostrâ reverentiâ observantes, ab eorum super præmissis coactione ac molestiâ penitus quiescatis, ita quod ipsi concessa eis valeant tranquillitate gaudere, ac super hoc per Sedem eandem non oporteat aliter provideri. Datum Viterbiæ tertio Nonas Maii, Pontificatus nostri anno primo. (1262.)

SECONDE BULLE DU PAPE URBAIN IV.

de l'an 1262.

S O M M A I R E.

Le Pape accorde aux Abbeses & Religieuses de l'Ordre de Cisterciens, de jouir & se servir des Privileges qui luy sont donnez par le Saint Siege & qui leur conviennent.

URBANUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis in Christo filiabus Abbatissis & Conventibus Monialium universis Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Meritis sacræ vestræ Religionis inducimur ut favoris benigni gratiâ vos jugiter prosequentes, paci & tranquillitati vestræ ne jurgiorum concutiat procellis in posterum, consulamus : Hinc est quod Nos vestris supplicationibus inclinati, ut Privilegiis & Indulgentiis generaliter Ordini vestro ab Apostolicâ Sede concessis in his quæ vobis competunt, uti liberè valeatis, autoritate vobis Præsentium Indulgemus. Nulli ergò omnino hominum liceat hanc paginam nostræ concessionis infringere vel ei ausu temerario

contraire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit , indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Viterbii Idibus Maii, Pontificatus nostri anno primo. (1262.)

III^E BULLE DU PAPE URBAIN IV. de l'an 1262.

SOMMAIRE.

Le Pape accorde aux Monasteres de l'Ordre de Cisteaux , le privilege de pouvoir continuer à l'ordinaire le Service dans leurs Eglises au temps d'un Interdit general.

URBANUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii ejusque Coabbatibus & Conventibus universis Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Devotionis augmentum vobis (Deo propitio) provenire confidimus, si super his quæ piè cupitis, Nos benignos ad gratiam habeatis : Cum igitur sicut ex tenore vestræ petitionis accepimus , Vobis & Ordini vestro à primâ sui fundatione à Sede Apostolica sit concessum, ut tempore generalis interdicti possitis, excommunicatis & interdictis exclusis, divina Officia in vestris Monasteriis celebrare ; Vosque autoritate concessionis hujusmodi divina eadem altâ voce apertis januis & pulsatis campanis, excommunicatis tamen & interdictis exclusis, duxeritis hætenus solemniter celebranda ; Nos vestris supplicationibus inclinati, Ut in Monasteriis vestris quæ à sæcularium habitationibus remota sunt, divina prædicta celebrare quemadmodum hætenus rationaliter fecisse noscimini, tempore ipsius interdicti liberè valeatis, Vobis autoritate Præsentium Indulgemus. Nulli ergò omnino hominum liceat hanc paginam nostræ concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Viterbii v. Idus Junii, Pontificatus nostri anno primo. (1262.)

IV^E BULLE DU PAPE URBAIN IV.
de l'an 1262.

SOMMAIRE.

Le Pape exempt les Monasteres de l'Ordre de Cisteaux, de payer la dixme sur les terres de leurs anciens domaines & pareillement les menues dixmes.

URBANUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii ejusque Coabbatibus & Conventibus universis Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Devotionis augmentum vobis Deo propitio provenire confidimus, si super his quæ piè cupitis nos benignos ad gratiam habeatis : Sanè petitio vestra nobis exhibita continebat quòd licèt vobis à Sede Apostolicâ sit indultum ut de terris ante Generale Concilium acquisitis, quas propriis manibus aut sumptibus colitis seu de hortis & virgultis vestris aut vestrorum animalium nutrimentis nulli decimas teneamini exhibere ; nonnulli tamen vestris libertatibus invidentes, de terris, hortis & virgultis prædictis primitias, necnon de Molendinis vestris decimas exigunt in vestrum non modicum detrimentum : Quare Nobis humiliter supplicastis ut super hoc providere vobis paternâ sollicitudine curaremus. Vestris itaque supplicationibus inclinati, Ut hujusmodi primitias & decimas illis contra quos de eis non solvendis legitimâ estis præscriptione muniti, nullatenusolvere teneamini, Vobis autoritate præsentium Indulgemus. Nulli ergò omnino hominum liceat hanc paginam nostræ concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Viterbiæ v. Idus Maii, Pontificatus nostri anno primo. (1262.)

BULLE DU PAPE CLEMENT IV. de l'an 1265.

SOMMAIRE.

- Cette Bulle est l'une des principales Constitutions de l'Ordre de Cîteaux & qui luy sert de Regles & de décisions sur plusieurs points qui furent contestez devant le Pape & qu'il jugea, concernant le sens & l'interpretation que quelques Abbez donnoient à la Carte de Charité, touchant les Elections, les dépositions & les démissions des Abbez ; l'administration des Monasteres pendant la vacance ; l'Assemblée & l'ordre du Chapitre General & les Visites : mais comme tout cela regarde les Loix de l'Ordre & ses Constitutions que l'on peut voir dans les Compilations qui en sont faites & où elles sont rapportées, & non pas ses Privileges, il n'en sera pas fait de mention icy que par Extrait, & seulement du Privilege que ce Pape jugea en même temps devoir appartenir à l'Abbé de Cîteaux aussi-tost qu'il est élu, (pournu que son éléction soit faite en concorde & qu'il n'y ait pas d'opposition) d'administrer & gouverner au spirituel & au temporel, comme si son éléction avoit esté confirmée par le S. Siege ; de sorte que l'on ne rapporte icy qu'un Extrait de cette Bulle :
1. Le Pape fait l'Eloge de l'Ordre de Cîteaux dans son Institution & son progres.
 2. Il reconnoist l'usage pratiqué dès ce temps-là & dès le commencement, dans l'éléction de l'Abbé de Cîteaux, lequel si elle est faite en concorde, peut exercer de ce moment-là sa juridiction au spirituel & au temporel ; & le Pape ne le declare pas seulement, mais il le juge & décide contradictoirement & en fait une Regle & un Statut pour estre observé & executé à perpetuité.
 3. Il dispense les Monasteres de l'Ordre, de l'observation rigoureuse des formalitez prescrites par le 4^e Concile de Latran.
 4. Il autorise la voye du Compromis dans les élections des Abbez.

1. CLEMENS Episcopus servus servorum Dei ad perpetuam rei memoriam. Parvus fons qui crevit in fluvium & in lucem

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 57

lucem solemque conversus in aquas plurimas redundavit , Cisterciensis est Ordo prælucidus qui à sui ortûs exordio parvus & humilis abjectione habitûs , tenuitate substantiæ , humilitatis professione ac numero Professorum , sub fontis metaphorâ non indignè describitur , cui diversarum illi proprietatum conformitate conformis non immeritò comparatur : Hic est enim fons hortorum irriguus cæteras rigans Religiones & Ordines, ac in ipsos exemplis salutaribus scaturizans ; Hic est fons amoenus varietate virtutum , præclarus munditiæ puritate , pietate patens , indeficiens sanctitate ; horum merito sic excrefcere meruit , ut fontis nomen excedens fluvius censeatur , cujus processus laudabilis de virtute in virtutem ut Deum Deorum in Sion videat , gradientis universalis Ecclesiæ lætificat unitatem , in qua per meritorum evidentiam claræ lucis splendorem adeptus , quasi stella matutina resplendet in medio nebulæ mundi hujus , & in ea splendidos emittens radios , instar solis velut aquæductus de Paradiso progrediens , in aquas redundat plurimas.

2. Cæterum quia circâ electionem Abbatis prædicti Monasterii Cisterciensis fuit ab aliquibus dubitatum an possit ex usu aliquo tolerari , quod circâ Cisterciensem Electum retroactis temporibus est obtentum , videlicet ut Cisterciensis Electus si ejus electio fuerit in Concordiâ celebrata , administrare valeat etiam à nemine confirmatus & sine confirmatione aliquâ curam habeat animarum : Nos ad hujusmodi dubitationem in perpetuum amovendam Statuimus ut in Monasterio Cisterciensi celebratâ electione concordî secundum morem hætenùs observatum , Electus prædicto modo concorditer , eo ipso verus sit Abbas Cistercii & administrandi licentiam curamque animarum habeat ac in omnibus pro vero Abbate perindè habeatur , ac si à Sede Apostolicâ confirmationis beneficium habuisset , à quâ ipsum intelligi Volumus & Statuimus confirmatum : licèt autem idem Abbas Cistercii prædicto modo auctoritate Apostolicâ confirmetur , nihil tamen depereat per hoc ejusdem Ordinis libertati quam circâ cessionem & amotionem Abbatis ipsius idem Ordo dignoscitur habuisse quamque ipsi Ordini manere Volumus illibatam.

3. Et quia præfatus Ordo in multâ simplicitatis puritate fundatus profecit laudabiliter in eâdem , Nos circâ electiones in Monasteriis ejusdem Ordinis faciendas , sic personas ipsius Ordinis procedere Toleramus sicut hætenùs processerunt , necessitatem

servandi solemnitates seu formas contentas in Generali Concilio eis de gratiâ remittentes.

4. Ordinamus autem quod in majoribus Abbatibus generationem habentibus cum vacaverint, quindecim dies ad minus ad eligendum terminus assignetur, & Prior, Supprior ac Cellarius vacantis Monasterii conveniant de Electoribus quos idem Prior postquam de ipsis convenerint, in Capitulo nominabit: Patres vero Abbates vel Visitatores nullum nominent Electorem, neque Electoribus prædicto modo creatis, simul vel sigillatim aliquod dent præceptum, nisi quod in publico eis injungant arctius ut secundum conscientias suas provideant vacanti Monasterio bonâ fide: nec alicujus vacantis Monasterii Pater Abbas Sibi nominari postulet Electores antequam in Capitulo nominentur, nec aliquem ex congregatis ad eligendum Electoribus ad se vocet, nec verbo vel scripto aut signo eis vel eorum alicui suam insinuet voluntatem, nec Electori clam vel palam impedimentum aliquod inferat per quod Electorum impediat libertatem: Electam quoque personam si sufficiens & idonea vacanti Monasterio fuerit, non refutet; & qui contrâ fecerit, graviter puniatur; nec aliquam personam amoveat ab Officio vel de Monasterio ejiciat ipsius vacatione durante. (9. Juin 1265.)

~~~~~

## II<sup>E</sup> BULLE DU PAPE CLEMENT IV.

de l'an 1265.

### S O M M A I R E.

*Le Pape declare nuls tous les Privileges qui peuvent avoir esté & seront obtenus par quelques Personnes que ce soit, soit du Saint Siege ou d'autres, contre la commune Institution de l'Ordre.*

CLEMENS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis Filiis Abbatibus & Conventui Cistercii Cabilonensis Diocesis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Ne propter insolentias aliquorum quærentium quæ sua sunt non quæ Dei, turbari contingat sanctæ contemplationis otium cui vos specialiter devovistis, Nos

## DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 59

ex hoc paci vestræ ac Ordinis vestri tranquillo statui paternâ sollicitudine consulentes, indulgentias omnes & litteras per quascumque personas ejusdem Ordinis contrâ communia statuta ipsius à Sede Apostolicâ vel ejus Legatis, sub quacumque formâ vel expressione verborum de cætero impetrandas, irritas & inanes præsentium auctoritate Decernimus ac nullius omninò existere firmitatis. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ Constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Perusii v. Idus Julii, Pontificatûs nostri anno primo. ( 11. Juillet 1265. )

## 1<sup>E</sup> BULLE DU PAPE NICOLAS IV. de l'an 1290.

### S O M M A I R E.

*Le Pape donne le pouvoir aux Abbez de l'Ordre de deputer des Religieux de leurs Monasteres pour absoudre les pauvres malades qui s'y trouveroient, & de leur administrer les Sacramens.*

NICOLAUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Cistercii & aliorum Monasteriorum Abbatibus Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Honestis desideriis vestris præsertim quæ salutem continent animarum, quantum cum Deo possumus libenter assensum benevolum impartimur. Præsentata siquidem nobis vestra petitio continebat quod ad Hospitalia infra septa Monasteriorum vestrorum ad charitatis opera deputata, pauperum infirmorum confluit multitudo ; quare nobis humiliter supplicastis ut singuli vestrum in singulis Hospitalibus Monasteriorum vestrorum quibus præstis, deputandi aliquem vel aliquos idoneos de Monachis Monasteriorum ipsorum in Sacerdotio constitutos qui confessiones pauperum in eisdem Hospitalibus commorantium audiant & eis injungant penitentiam salutarem ac ministrent Ecclesiastica Sacramenta, licen-

tiam largiremur : Nos itaque attendentes hujusmodi vestram petitionem favore Apostolico non indignam, vestris supplicationibus inclinati Vobis licentiam hujusmodi sine juris præjudicio alieni, autoritate præsentium Concedimus postularam. Datum Romæ apud sanctam Mariam Majorem Kal. Martii, Pontificatus nostri anno secundo. ( 1. Mars 1290. )

## II<sup>E</sup> BULLE DU PAPE NICOLAS IV. de l'an 1291.

### S O M M A I R E.

1. *Le Pape fait l'Eloge de l'Ordre de Cîteaux.*
2. *Il prend sous sa protection speciale tous les Monasteres qui en dépendent & tout ce qui leur appartient & leur en confirme la possession.*
3. *Il défend à toutes les personnes qui en sont, de le quitter pour entrer en un autre Ordre, & de rien changer de leur Observance ni de rien faire qui puisse luy préjudicier.*
4. *Il declare nul tout ce qui sera fait au contraire.*

**N**ICOLAUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii ejusque Coabbatibus Monasteriorum Cisterciensis Ordinis eorumque Conventibus Salutem & Apostolicam Benedictionem. Plantatus in agro Domini Ordo vester sic à suis primordiis divinâ cooperante clementiâ pullulavit, sic laudabilibus incrementis profecit fructus assidue proferens copiosos, quod inter alia germinantia dicti agri tanquam sidereo nitore refulgens plenis donis virtutum spiritualiter & temporaliter noscitur abundare : Ea propter dilecti in Domino filii vestris justis postulationibus grato concurrentes assensu, personas vestras & Monasteria in quibus divinis estis obsequiis mancipati, cum omnibus bonis quæ in præsentiarum rationabiliter possident aut in futurum justis modis, præstante Domino, poterunt adipisci, sub beati Petri & nostrâ protectione suscipimus, specialiter autem Ecclesias, gratias, domos, possessiones & alia bona vestra sicut ea omnia pacifice possidetis, vobis & per vos Monasteriis vestris autoritate Apo-

## DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 61

stolicâ Confirmamus, districtius Inhibentes ut nec vobis nec alicui 3.  
 vestrum liceat ad alium Ordinem se transferre ac ipsius habitum  
 & instituta suscipere, neque se & Monasteria vestra ipsius Ordinis  
 Cisterciensis, Monasteriis & locis alterius Ordinis & professionis  
 ac observantiæ seu quibuscumque Ecclesiis & locis aliis aut Re-  
 ligioni subicere vel unire aut associare, sive circa statum eorum-  
 dem Monasteriorum & Ordinis Cisterciensis aliquid immutare vel  
 innovare per quod vobis & dicto Ordini præjudicium generetur,  
 quodque nemo cujuscumque conditionis existat, contra hujusmo-  
 di nostræ prohibitionis tenorem vos & Monasteria prædicta reci-  
 pere vel tenere aut aliquid attentare quoquomodo præsumat abs-  
 que Apostolicæ Sedis licentiâ & mandato : Nos enim si secus actum  
 fuerit, irritum Decernimus & inane. Cæterum ubi persona vestra 4.  
 professionis ad Ordinem alium adspiraret se transferre, nihil de an-  
 tiquâ juris observantiâ intendimus immutare. Nulli ergo omnino  
 hominum liceat hanc paginam nostræ confirmationis & inhibiti-  
 nis infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc  
 attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beato-  
 rum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Da-  
 tum apud Urbem veterem v. Idus Decembris, Pontificatus no-  
 stri anno tertio. ( 9. Decembre 1291. )

## 1<sup>E</sup> BULLE DU PAPE BONIFACE VIII. de l'an 1294.

### S O M M A I R E.

*Le Pape declare que les offrandes qui sont faites dans les Eglises  
 des Monasteres de l'Ordre de Cisteaux dans le temps que quel-  
 que Prelat que ce soit y officie, appartiennent aux Religieux de  
 ces Monasteres-là, & ne doivent estre prises par aucune autre  
 personne.*

**B**ONIFACIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis  
 Abbati Monasterii Cisterciensis ejusque Coabbatibus & Con-  
 ventibus universis Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam  
 Benedictionem. Series oblata Nobis vestra petitionis habebat,  
 H iij

quod licet ea quæ in Ecclesiis Monasteriorum vestri Ordinis piæ devotionis affectu à Christi fidelibus in Missarum solemniis offeruntur, Fratrum Monasteriorum ipsorum usibus ex speciali privilegio Sedis Apostolicæ debeant deputari, nonnulli tamen Ecclesiarum Prælati ducti avaritiæ spiritu, cum in eisdem Monasteriorum prædictorum Ecclesiis prædicta solemnia celebrant, oblationes quæ ad manus eorum hujusmodi celebrationis tempore fieri dignoscuntur, ad se pertinere indebitè asserentes, prædictas oblationes à Monasteriis ipsis asportare præsumunt in ipsorum Monasteriorum & personarum deservientium in eisdem non modicum præjudicium & gravamen, super quo petistis humiliter per Apostolicæ Sedis clementiam provideri: Nos itaque ad vestrum & Monasteriorum ac personarum in ipsis degentium statum foelicem & prosperum piis studiis intendentes, auctoritate Apostolicâ districtè Inhibemus ne aliqui Prælati, cum ipsos eisdem Ecclesiis Monasteriorum prædictorum solemnia celebrare configerit, prælibatas oblationes tunc provenientes ibidem sibi quomodolibet vendicare præsumant, sed eis in Monasteriis ipsis seu locis eorum omninò dimittant Fratrum Monasteriorum vel locorum ipsorum usibus profuturas. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ inhibitionis infringere vel ei ausu temerario contraire: Si quis autem hoc attentare præsumperit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Anagninæ v. Idus Septembris, Pontificatus nostri anno primo.  
( 9. Septembre 1294. )

II<sup>E</sup> BULLE DU PAPE BONIFACE VIII.  
de l'an 1296.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape dispense les Superieurs des Monasteres de Religieux de l'Ordre de Cisteaux, dans les Corrections qu'ils y font, de l'obligation de suivre à la rigueur toutes les regles prescrites par le Droit, leur ordonnant seulement de s'attacher à bien observer les Statuts de l'Ordre.*
2. *Il défend à ces Religieux contre lesquels il aura esté ainsi procédé, d'interjetter appel de la correction qui leur aura esté faite, pour en empêcher l'exécution.*

BONIFACIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii ejusque Coabbatibus Monasteriorum Cisterciensis Ordinis & eorum Conventibus universis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Ad augmentum continuum Religionum & Ordinum quos Romana suscepit & approbavit Ecclesia, paternis studiis intendentes & considerantes attentius quod non intermissa sedulitas Disciplinæ Religiones & Ordines supradictos statusque regulares salubriter dirigit & conservat, quodque si eam perire vel remitti contingeret, Ordo quilibet collabi necessario cogeretur: Pensantes etiam quod si regularium personarum correctio rimas juris & apices sequeretur, hujusmodi rigor lentesceret ac multiplici laxatione torperet: Nos horum consideratione ac precibus dilecti filii nostri Roberti tituli sanctæ Potentianæ Presbyteri Cardinalis super hoc nobis supplicantis inducti, Vobis autoritate Apostolicâ Indulgemus ut ad correctiones & punitiones Fratrum & Conversorum ejusdem Ordinis delinquentium infligendas, Prælati Ordinis supradicti ad quos eadem spectare noscuntur, rimulis & apicibus ipsis postpositis liberè procedere valeant secundum consuetudines approbatas & generalia facta & etiam facienda ipsius Ordinis instituta: Nec volumus eisdem licere Fratribus & Conversis ab eisdem correctionibus & punitionibus aliquatenus appellare, præviâ in hoc deliberatione ac



maturitate debitâ observatis. Nulli ergò omnino hominum liceat hanc paginam nostræ Concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum Idibus Februarii, Pontificatus nostri anno tertio. ( 13. Février 1296. )

### III<sup>E</sup> BULLE DU PAPE BONIFACE VIII. de l'an 1296.

#### S O M M A I R E.

1. *Le Pape dispense les Superieurs des Monasteres de l'Ordre de Cîteaux , dans les Corrections qu'ils y font à l'égard des Religieuses , de l'obligation de suivre à la rigueur toutes les regles prescrites par le Droit , leur ordonnant seulement de s'attacher à bien observer les Statuts de l'Ordre.*
2. *Il défend à ces Religieuses contre lesquelles il aura esté ainsi procédé , d'interjetter appel de la Correction que leur feront leurs Superieurs , pour en empêcher l'exécution.*

**B**ONIFACIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis in Christo filiabus Abbatissis Monasteriorum Cisterciensis Ordinis & eorum Conventibus universis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Ad augmentum continuum Religionum & Ordinum quos Romana suscepit & approbavit Ecclesia, paternis studiis intendentes ac considerantes attentius quod non intermissa sedulitas disciplinæ Religiones & Ordines supradictos statusque regulares salubriter dirigit & conservat, quodque si eam perire vel remitti contingeret, Ordo quilibet collabi necessario cogeretur; Pensantes etiam quod si regularium personarum correctio rimas juris & apices sequeretur, hujusmodi rigor lentesceret ac multiplici laxatione torperet: Nos horum consideratione ac precibus dilecti filii nostri Roberti tituli sanctæ Potentianæ Præbyteri Cardinalis super hoc nobis supplicantis inducti, vobis autoritate Apostolicâ Indulgemus ut ad correctiones & punitiones Monialium & Sororum

## DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 65

Sororum ejusdem Ordinis delinquentium infligendas, Prælati Ordinis supradicti ad quos eadem spectare noscuntur, rimulis & apicibus ipsis postpositis liberè procedere valeant secundum consuetudines approbatas & generalia facta & etiam facienda ipsius Ordinis instituta; Nec volumus eisdem licere Monialibus & Sororibus ab eisdem correctionibus & punitionibus aliquatenus appellare, præviâ in hoc deliberatione ac maturitate debitâ observatis. Nulli ergò omnino hominum liceat hanc paginam nostræ concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire: Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud sanctum Petrum Idibus Februarii, Pontificatus nostri anno tertio. (13. Fevrier 1296.) 22

## IV<sup>E</sup> BULLE DU MESME PAPE Boniface VIII. de l'an 1301.

### S O M M A I R E.

1. *Le Pape fait l'Eloge de l'Ordre de Cisteaux en termes très-honorables.*
2. *Il exempté les terres des Domaines de ses Monasteres que les Religieux cultiveront ou feront cultiver par d'autres, de payer aucunes Dixmes anciennes ni novales.*

**B**ONIFACIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Universis Abbatibus, Abbatissis & Conventibus Ordinis Cisterciensis tam præsentibus quàm futuris Salutem & Apostolicam Benedictionem. In Ecclesiæ firmamento vester Ordo nitore clario coruscans universalem gregis Dominici aulam illuminat & currentibus in stadio rectum iter insinuat quo ad salutis bravium facilius pervenitur: Nos quidem ob hoc & propter magnæ devotionis affectum quem ad Nos & Apostolicam Sedem habetis, Ordinem ipsum ac vos & alios ejusdem Ordinis professores intimâ charitate prosequimur, ac sinceris affectibus excitamur ad vestra & illorum commoda in quibus honestè possumus promovenda; Ideoque præmissorum intuitu & obtentu dilecti filii nostri

- Roberti tituli sanctæ Potentianæ Presbyteri Cardinalis qui tanquam præfati Ordinis quem professus extitit, Promotor assiduus necessitates vestras & dicti Ordinis Nobis reverenter exposuit & super illis nostræ provisionis auxilium imploravit, Vobis autoritate
2. præsentium Indulgemus ut de terris vestris cultis & incultis ad Ordinem vestrum spectantibus quas aliis concessistis vel concedetis in posterum excolendas, de quibus tamen aliquis decimas seu primitias non percepit, nullus à vobis seu cultoribus terrarum ipsarum aut quibuscumque aliis decimas seu primitias exigere vel extorquere præsumat ; Nos enim nihilominus irritum Decernimus & inane quidquid contra tenorem hujusmodi indulgentiæ fuerit attentatum. Nulli ergò omnino hominum liceat hanc paginam nostræ concessionis & Constitutions infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Lateranensi x v. Kal. Januarii, Pontificatus nostri anno octavo. ( 18. Decemb. 1301. )

BULLE DU PAPE JEAN XXII.  
de l'an 1319.

S O M M A I R E.

1. *Le Pape fait l'Eloge de l'Ordre de Cisteaux.*
2. *Il declare que les Abbez qui sont pourvûs par le Saint Siege, demeurent toujours attachez & soumis à l'obéissance de leurs Superieurs reguliers comme les autres, sans pouvoir se dispenser de la leur rendre.*

- JOANNES Episcopus servus servorum Dei. Dilecto filio Ab-  
bati Monasterii Cisterciensis Cabilonensis Diocesis Salutem &
1. Apostolicam Benedictionem. Ad Cisterciensem Ordinem ex quo velut agro pleno cui Dominus benedixit, fragrantia spiritualium filiorum redundare dignoscitur suavitatem spirans odoris Ecclesiæ sanctæ Dei specialem gerentes devotionis affectum, ad ipsius Ordinis tranquillitatem & pacem gratis desideriiis aspiramus : Cum itaque sicut exhibita nobis pro parte tuâ petitio

## DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 67

continebat , quidam ex Abbatibus dicti Ordinis eo prætextu quod per Nos promoti fuerunt ad regimina quorundam Monasteriorum Ordinis memorati , à debitâ tuâ & Capituli Generalis ipsius Ordinis obedientiâ se subtrahere moliantur contrâ statuta ejusdem Ordinis per Sedem Apostolicam confirmata , in gravem diffensionem & scandalum Ordinis memorati ; Nos volentes præfato Ordini nè quod absit , per subtractionem hujusmodi in suis membris diminutionem seu scissuræ periculum patiatur de opportuno remedio providere , tuis supplicationibus inclinati autoritate præsentium Declaramus quod non est intentionis nostræ quod dicti promoti tali prætextu se subtrahere valeant ab obedientiâ Ordinis consuetâ. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ declarationis infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præsumperit , indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Avinioni III. Kal. Decembris , Pontificatûs nostri anno quarto. ( 29. Nov. 1319. ) 2.

## BULLE DU PAPE BENOIST XII.

de l'an 1334.

### SOMMAIRE.

*Le Pape défend de recevoir à profession & stabilité dans aucun Monastere de l'Ordre de Cisteaux , des Religieux de quelque Ordre mendiant que ce soit , sans une permission expresse du Saint Siege.*

## BENEDICTUS SERVUS SERVORUM DEI.

AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

**R**EGULAREM vitam professis sic expedit subtrahi omnem inquietudinis & turbationis materiam , quod in contemplationis suavitatem quiescere valeant & tranquillum Domino reddere famulatum : Cum igitur ex eo quod professores Ordinum mendicantium ad Monachorum nigrorum & Cisterciensium Ordines consueverunt plerumque transire , multas in dictis Ordinibus turbationes , infestationes , molestias , damna & scandala provenisse experientia doceat manifestè ; Nos his ex de-

bito pastoralis officii pro futuro tempore occurrere cupientes, de consilio Fratrum nostrorum Decernimus ne quis cujusvis Ordinis mendicantium professor ad aliquem dictorum duorum Ordinum quoquomodo transire valeat sine Romani Pontificis licentiâ speciali plenam & expressam faciente de Constitutione hujusmodi mentionem ; Non obstantibus Privilegiis Apostolicis quibuscumque concessis in contrarium dictis Ordinibus mendicantium seu eorum Prælati aut aliquibus eorumdem, quæ quoad hoc nullius ex nunc fore Decernimus firmitatis. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ Constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Avinioni III. Nonas Julii, Pontificatûs nostri anno primo. ( 5. Juillet 1334. )

~~~~~

BULLE DU PAPE URBAIN V. de l'an 1363.

S O M M A I R E.

Le Pape permet aux Abbez & Religieux de l'Ordre de Cîteaux lorsqu'ils sont obligez à cause des Guerres, de quitter leurs Monasteres & de se retirer pour leur sûreté, dans des Chasteaux & lieux forts du voisinage, d'y avoir des Autels portatifs & des Chapelles pour y dire la Messe & celebrer l'Office Divin à voix haute.

URBANUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati & Conventui Monasterii Cisterciensis Cabilonensis Dioecesis cæterisque Abbatibus & Conventibus Cisterciensis Ordinis ubilibet constitutis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Sacræ vestræ Religionis in quâ devotum Deo redditus famulatum, promeretur honestas ut petitionibus vestris in his præsertim quæ ad consolationem animarum vestrarum cedere valeant, favorabiliter annuamus : Cum itaque sicut exhibita nobis pro parte vestrà petitio continebat, frequenter contingat quod

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 69

vos propter guerrarum discrimina quæ in Monasteriorum vestrorum partibus frequenter ingruunt, tutè residere in ipsis Monasteriis non valentes, ad castra & fortalitia ipsis Monasteriis vestris vicina recurrere & in eis ad tempus morari oportet; Nos vestris in hac parte supplicationibus inclinati, Ut liceat vobis in singulis castris & fortalitiis ipsis (in locis tamen ad hoc congruis & honestis) erigere altare portatile super quo quamdiu ibidem occasione prædictâ moram traxeritis, singuli vestrum qui fuerint in Sacerdotio constituti, Missas & alia divina Officia etiam altâ voce celebrare cum debitâ reverentiâ & honore (jure Parochialium Ecclesiarum & cujuslibet alterius in omnibus semper salvo) liberè valeatis, devotioni vestræ autoritate Apostolicâ de speciali gratiâ Indulgemus. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ Concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire: Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Avinioni v. Idus Octobris, Pontificatûs nostri anno secundo. (11. Oct. 1363.)

PREMIERE BULLE DU PAPE JEAN XXIII. de l'an 1415.

SOMMAIRE.

1. Le Pape fait l'Eloge de l'Ordre de Cîteaux.
2. Il declare que tous les Religieux qui en sont Profès, quelques Titres & Charges qu'ils ayent d'ailleurs de Chapelains & familiers d'honneur du Saint Siege ou des Cardinaux, ne peuvent s'exempter de la soumission & obéissance qu'ils doivent rendre à leurs Supérieurs & au Chapitre General dudit Ordre.
3. Il declare nul tout ce qui a esté & sera fait à l'avenir là-dessus au contraire.

JOANNES EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI.
AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

DUM uberes fructus quos Ordo Cisterciensis in agro militantis Ecclesiæ uberrimè in exaltatione Statûs præfatæ Ecclesiæ & Religionis propagationem produxit hætenûs & produ-

70 PRIVILEGES

cit assidue, paternâ diligentia contemplamur, saluberrimum fore
 dignoscimus ut illa pro cultu divini nominis & observantia regu-
 lari in præfato Ordine decernamus per quæ Ordo ipse salutaribus
 proficere valeat incrementis, & si qui ab observantia hujusmodi
 se quoquomodo, laxatis obedientiæ habenis salutaribus, quomo-
 dolibet sequestrarent, ad cultum ipsum disciplinæ fræno (prout
 pro eorum salute congruit) reducantur : Hinc est quod Nos præ-
 2. missorum intuitu & ex certis aliis rationabilibus causis animum
 nostrum moventibus, & dilectorum filiorum Abbatis Cistercii &
 Coabbatum ejus dicti Ordinis in hac parte supplicationibus incli-
 nati, Volumus & hac præsentis & perpetuè duraturâ Constitutio-
 ne Decernimus statuentes quod omnes & singuli dicti Ordinis
 Professores præsentis & posterius cujusque statûs, gradûs seu condi-
 tionis existant, in Capellanos honoris Sedis Apostolicæ seu alicu-
 jus ex venerabilibus Fratribus nostris sanctæ Romanæ Ecclesiæ Car-
 dinalibus, aut familiares cujuscumque ex præmissis vel aliorum re-
 cepti vel assumpti ac de cætero tam Apostolicâ quam aliâ quavis
 autoritate quomodolibet assumendi, non possint vel debeant quo-
 quomodo & sub quacumque verborum conceptione, à jurisdic-
 tione, correctione, superioritate, majoritate seu obedientia sui Su-
 perioris & dilectorum filiorum Capituli Generalis præfati Ordi-
 nis eximi virtute cujusvis gratiæ alicui præmissorum jam concess-
 æ seu in posterum concedendæ per Apostolicas seu alias litteras
 aut processus super illis forsan habitos vel habendos, quo minùs
 superioribus suis & Capitulo præfatis in omnibus & quoad omnia
 secundum Constitutiones & Consuetudines ipsius Ordinis plenè
 subsint & parere debeant & ad præmissorum observantiam distrin-
 gi queant, præmissis & aliis contrariis non obstantibus quibuscum-
 que, irritum & inane Decernentes ex nunc quidquid super his
 scienter vel ignoranter quavis autoritate attentatum forsan est ha-
 ctenus vel in posterum contigerit quomodolibet attentari. Nulli
 ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ voluntatis,
 Constitutionis & Statuti infringere vel ei ausu temerario contraire ;
 Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omni-
 potentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se nover-
 rit incursurum. Datum Constantiæ VII. Kal. Februarii, Pontifi-
 catûs nostri anno quinto. (26. Janvier 1415.)

SECONDE BULLE DU PAPE JEAN XXIII.

de l'an 1415.

S O M M A I R E.

Le Pape donne le pouvoir & Privilège au Chapitre General de l'Ordre de Cîteaux, d'en supprimer les Monasteres d'hommes & de filles qui se trouveront n'avoir pas des revenus suffisans pour y entretenir un nombre de personnes capable d'y faire le Service suivant les Statuts, & d'en unir les fonds & les revenus à d'autres Monasteres.

JOANNES Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbatibus Monasterii Cistercii Cabilonensis Diocesis ejusque Coabbatibus universis in eorum Generali Capitulo quancumque congregandis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Sacre Religionis sub quâ mundanis calcatis illecebris, devotum & sedulum in humilitatis spiritu exhibetis Altissimo famulatum, merita promerentur ut ea quæ vestræ Religionis & Ordinis commoditatem respiciunt, favore vobis benevolo concedamus: Hinc est quod Nos volentes vestræ paci & tranquillitati consulere, vestris in hac parte supplicationibus inclinati, Ut quæcumque Monasteria dicti Ordinis tam Monachorum quàm etiam Monialium, & quorum facultates, fructus, redditus & proventus non sufficiunt ad sustentationem tot Regularium Personarum in eisdem Monasteriis pro tempore degentium, quot in eis pro augmento divini Cultûs ac Missis & aliis divinis Officiis celebrandis secundum ejusdem Ordinis Statuta & præmissorum ac regularium cærimoniarum observantiam requiruntur, aliis Monasteriis Religionis & Ordinis prædictorum pro commodiori sustentatione degentium in eisdem, & quando pro statu & quiete hujusmodi personarum id noveritis expedire, super quibus vestras conscientias Oneramus, cum omnibus juribus & pertinentiis suis, unum videlicet alteri Monachorum & aliud alteri Monialium Monasteriis ejusdem Ordinis Monasteria, cujuscumque taxæ seu annui valoris fuerint, & quæ cum eorum juribus & pertinentiis suis universis præsentibus haberi volumus

pro expressis, autoritate Apostolicâ annectere & unire: Ità quod cedentibus vel decedentibus hujusmodi Monasteriorum Abbatibus vel Abbatissis seu Prioribus vel Priorissis, (si Monasteria ipsa per Priores aut Priorissas fuerint solita gubernari) aut ea quomodolibet dimittentibus, liceat aliis Abbatibus & Abbatissis ac Priorissis quorum Monasteriis alia sic vacantia venient unienda, corporalem possessionem hujusmodi vacantium Monasteriorum juriumque & pertinentiarum prædictorum, autoritate propriâ apprehendere & perpetuò retinere, ac fructus, redditus & proventus dictorum Monasteriorum uniendorum in suos usus ac pro sustentatione hujusmodi personarum degentium in eisdem liberè convertere, Dioecesani loci aut cujuscumque alterius super hoc licentiâ minimè requisitâ, liberè & licitè valeatis, devotioni vestræ de specialis dono gratiæ Concedimus per præsentem; Non obstantibus quibuscumque reservationibus generalibus vel specialibus de hujusmodi vel aliis Monasteriis Ordinum quorumcumque per Nos aut Sedem Apostolicam hætenus forsâ factis, necnon Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis atque nostris ac stabilimentis, Statutis & Consuetudinibus Monasteriorum & Ordinis prædictorum, etiam juramento, confirmatione Apostolicâ vel quacumque firmitate aliâ roboratis cæterisque contrariis quibuscumque. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ voluntatis & Concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire: Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Constantiæ vii. Kal. Februarii, Pontificatus nostri anno quinto. (26. Janvier 1415.)

I^{RE} BULLE DU PAPE MARTIN V.
de l'an 1417.

SOMMAIRE.

1. Le Pape décrit sommairement & en general, les inconveniens qui arrivent de la sortie de l'Ordre que font les Religieux après y avoir fait profession, pour entrer dans un autre Ordre.
2. Il rapporte & explique la plainte qui luy en a esté faite par les Abbez & les Communautéz de l'Ordre de Cisteaux.
3. Il défend tres-expressément à tous les Religieux d'en sortir, quand même ils en auroient obtenu le pouvoir du Saint Siege ou de ses Legats sous quelque pretexte que ce soit, sans la permission expresse & le consentement du Chapitre General & de l'Abbé de Cisteaux, si ce n'est pour entrer en l'Ordre des Chartreux.
4. Il declare enfin les Contrevenans & les transgresseurs de cette défense, inhabiles à toutes sortes de Benefices & Offices Ecclesiastiques, & les Superieurs & Communautéz des Monasteres où ils auront esté reçûs, à restituer ce qu'ils leur auront apporté en y entrant, avec dépens, dommages & interets.

MARTINUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI.
AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

EXPERIENTIA ipsa docet quod qui cum eâ vocatione quâ sunt vocati non contenti, priore vocatione derelictâ, se in vocationes recipiunt alienas, nunquam vel rarò fructum bonum afferunt, quin potiùs tam his quos reliquerunt, quàm illis quibus ultimò adhæserunt, multiplices causas magni scandali & opprobrii subministrant; & propterea ac affectione & devotione præcipuis quas ad Ordinem Cisterciensem gerimus, meritò inducimur ut quieti dilectorum filiorum Cisterciensis Cabilonensis Dioecesis & aliorum ejusdem Ordinis Monasteriorum Abbatum & Conventuum consulamus, & scandalis tam eorum quàm alio-

- rum Religiosorum quantum cum Deo possumus occurramus ; Sanè
2. ficut nuper ex relatione pro parte dictorum Abbatum & Conventuum coràm nobis deductà cum non parvâ mentis displicentiâ accepimus, nonnulli dicti Ordinis Professores vel ut sic debiti obedienciæ jugum evadant vel laxius vivere valeant, frugis vitæ melioris aut aliis facie honestis apparentibus causis prætentis, de dicto Ordine etiam prætextu literarum Sedis Apostolicæ seu Legatorum ejus super hoc impetratarum aut aliàs temerè prout hoc cautelosiùs colorare possunt, ad alios Ordines se transferunt & plerumque in hujusmodi aliis Ordinibus parochialium Ecclesiarum aut aliorum Beneficiorum Ecclesiasticorum magis pinguium quàm in ipso Cisterciensi Ordine habere possunt, regimina procurant ; interdùm verò bona mobilia Monasteriorum à quibus recedunt, secum furtim asportant, & ut plurimum vitam ducunt dissolutam in grave animarum suarum periculum, Divinæ Majestatis offensam & hujusmodi Ordinum opprobrium necnon damnum & scandalum plurimorum : Nos igitur pro debito Officii Pastoralis Nobis divinitus injuncti, super his salubriter providere Volentes, Autoritate Apostolicâ præsentì perpetuâ & irrefragabili Constitutione Prohibemus nè aliquis dicti Cisterciensis Ordinis Professor, etiam prætextu quarumcumque Litterarum prædictæ Sedis seu Legatorum ejus aut aliàs quovis quæsito colore, ad aliquem alium Ordinem, (Fratrum Carthusiensium Ordine dumtaxat excepto) sine speciali Generalis Capituli dicti Ordinis vel Abbatis Cisterciensis pro tempore existentis licentiâ & consensu, nisi ex legitimâ & justâ causâ coràm ipso Abbate vel Generali Procuratore dicti Ordinis in Romanâ Curiâ pro tempore existentis sufficienter probatâ ac legitimâ & justâ repertâ,
 4. transire quoquomodo præsumat ; Transgressores enim prohibitionis hujusmodi ad quæcumque Officia & Beneficia Ecclesiastica tam prædicti Cisterciensis quàm alterius Ordinis ad quem se transtulerint, inhabiles esse, Prælatosque & Conventus Monasteriorum & aliorum locorum ad quos Professores ipsi se transtulerint & recepti fuerint, ad restitutionem & satisfactionem omnium damnorum & interesse quæ dictus Ordo Cisterciensis ex transitu professorum hujusmodi ad alios Ordines incurrerit, obligatos ac adstrictos esse Volumus & Decernimus per præsentès, Constitutionibus Apostolicis ac Statutis & Consuetudinibus Monasteriorum & Ordinis prædictorum & aliis contrariis non obstantibus qui-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 75

buscumque. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ prohibitionis, voluntatis & Constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Constantiæ Idibus Januarii, Pontificatus nostri anno primo. (13. Janvier 1417.)

II^E BULLE DU PAPE MARTIN V. de l'an 1417.

SOMMAIRE.

Le Pape par un Privilege particulier défend à toutes Personnes possédant quelque Benefice que ce soit dans l'Ordre de Cisteaux, de s'en démettre ou de le quitter pour quelque cause que ce soit, sans l'aveu & la permission du Chapitre General & des autres Supérieurs de l'Ordre ou du Saint Siegé, faisant mention expresse de ce Privilege.

MARTINUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii Cabilonensis Diocesis cæterorumque Ordinis Cisterciensis Monasteriorum Abbatibus & Conventibus Salutem & Apostolicam Benedictionem. Sacræ Religionis sub quâ devotum & sedulum exhibetis Domino famulatum, promeretur honestas ut illa vobis favorabiliter concedamus per quæ statui & commodo vestri Ordinis salubriter consulatur : Hinc est quod Nos vestris in hac parte supplicationibus inclinati, Ut nulli quicumque Monasteriis aut quibusvis aliis locis Conventualibus dicti Ordinis nunc vel pro tempore præsidentes vel illa obtinentes, Monasteria vel loca hujusmodi ut ipsi indè aliis Monasteriis vel locis dicti vel alterius Ordinis præfiantur, vel de locis ipsis eis provideatur simpliciter vel ex causâ permutationis, dimittere & aliis præfici vel ea obtinere valeant nisi super hoc per eos primitus petita & obtenta à Capitulo Generali & aliis secundum Statuta & Ordinationes dicti Ordinis vel Sede Apostolicâ de presentibus faciente specialem & expressam de verbo ad verbum

mentionem, licentiâ speciali, quovis modo valeant; Vobis auctoritate Apostolicâ de speciali gratiâ tenore præsentium Indulgemus, Decernentes ex nunc irritum & inane si secùs super his à quoquam quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari. Nulli ergò omnino hominum liceat hanc paginam nostræ Concessionis & Constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraire: Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Constantiæ v. Idus Decembris, Pontificatus nostri anno primo. (9. Decembre 1417.)

II^{ME} BULLE DU PAPE MARTIN V. de l'an 1423.

S O M M A I R E.

1. *Le Pape fait un narré de ce qui s'est passé au 4^e Concile de Latran en 1215. au sujet de l'exemption des Dixmes pour l'Ordre de Cîteaux.*
2. *Sur la priere & requisition de plusieurs Rois & Princes, il luy en confirme le Privilege, & oblige tous les Archevêques, Evêques & autres Prélats de l'Eglise d'en faire jouir tous les Monasteres de l'Ordre.*

Cette Bulle est rapportée dans le Grand Bullaire Romain pour la huitième constitution de ce Pape.

MA R T I N U S Episcopus servus servorum Dei. Archiepiscopis, Episcopis ac dilectis filiis Abbatibus, Prioribus, Decanis, Archidiaconis, Præpositis & aliis Ecclesiarum Prælati: ad quos præsentis litteræ pervenerint, Salutem & Apostolicam Benedictionem. Militanti Ecclesiæ licet immeriti (disponente Domino) præsidentes, circa curam Ecclesiarum ac Monasteriorum omnium solertiâ reddimus indefessâ solliciti, ut juxta debitum pastoralis officii eorum occurramus dispendiis & profectibus (divinâ cooperante clementiâ) salubriter intendamus: Cum Abbates Cisterciensis Ordinis ad commonitionem felicitis recordationis Innocentii Papæ prædecessoris nostri statuerint ut de cætero fratres ipsius Ordinis nè occasione privilegiorum suorum gravarentur, de alienis terris & ab eo tempore acquirendis si eas pro-

priis manibus aut sumptibus colerent, Decimas persolverent Ecclesiis quibus ratione prædiorum antea solvebantur, nisi cum eisdem Ecclesiis aliter ducerent componendum: dictus Prædecessor noster quia sperabat ut Ecclesiarum Prælati proniores & efficaciores existerent ad exhibendum de suis malefactoribus justitiæ complementum & eorum privilegia diligentius & perfectius observarent, Statutum hujusmodi gratum habentes & ratum, hoc ad alios Regulares qui similibus gaudent privilegiis extendi voluit & mandavit: sed quod dolentes referimus, res in contrarium est versa, sicut ex gravi querelâ dilecti in Christo filii Joannis Abbatis Cisterciensis necnon aliorum Abbatum, Priorum & Abbatissarum, Nobis innotuit; nonnulli Ecclesiarum Prælati Archiepiscopi & Episcopi & alii Clerici eorum privilegia temerare cupientes & contententes malitiosè ipsorum pervertere intellectum, ipsos & ipsas ac Conventus & Monasteria Grangiasque inquietant multipliciter; nam cum sit ipsis & præfato Ordini indultum ut de Novalibus quæ propriis sumptibus excolunt, sive de hortis, virgultis & piscationibus suis vel de suorum animalium nutrimentis, nullus ab eis Decimas exigere vel extorquere præsumat; quidam perverso intellectu confecto, dicentes quod hæc non possunt nec debent intelligi nisi de his quæ sunt ante Generale Concilium acquisita, ipsos & dictum Ordinem ac Monasteria dicti Ordinis Grangiasque in genere & in specie super his multiplici vexatione fatigant: Nos enim propagationem Ordinis & tranquillitatem præfatorum Abbatum, Priorum, Abbatissarum & Conventuum dicti Ordinis intentis desideriis affectantes, præfatis & pluribus aliis favoribus prosequi volentes gratiæ amplioris, eorum supplicationibus inclinati, de speciali gratiâ necnon ex consideratione nonnullorum Regum & Principum qui nobis suas destinaverunt litteras, Universitati vestræ per Apostolica scripta Mandamus quatenus dictum Abbatem & omnes & singulos Abbates, Priores, Abbatissas & omnia & singula Monasteria & singulares personas dicti Ordinis, præsentia & futura ubicumque pro tempore consistentia à præstatione Decimarum tam de possessionibus habitis antè & post Concilium memoratum quàm de cætero habendis, & tam de Novalibus sive ante sive post Concilium hujusmodi acquisitis & acquirendis, quæ propriis sumptibus excolunt seu excolunt, quàm aliàs quomodocumque vel qualitercumque excoluntur, & etiam de illis possessionibus de quibus aliquis hætenus

percepit, necnon de hortis, virgultis & piscationibus suis & de suorum animalium nutrimentis, singuli vestrum omninò servetis immunes; Contradictores per censuram Ecclesiasticam (appellatione postpositâ) compescendo, invocato ad hoc si opus fuerit, auxilio brachii sæcularis: quibuscumque Constitutionibus, Apostolorum Ordinationibus & aliis in contrarium editis etiã juramento, Confirmatione Apostolicâ vel quacumque firmitate aliâ roboratis nonobstantibus. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ voluntatis & Concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire: Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud sanctam Mariam Majorem nono Kalendas Octobris, Pontificatus nostri anno septimo. (23. Septembre 1423.)

BULLE DU CONCILE DE BASLE de l'an 1435.

S O M M A I R E.

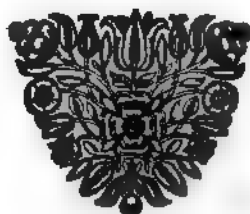
Le Concile confirme à l'Ordre de Cisteaux & à tous les Monastères qui en dépendent, tous leurs Privileges, les Droits, Immunités, Libertés & Prérogatives qui leur ont esté accordez par le Saint Siege, les Empereurs, Rois, Princes & autres, & de plus le Concile les renouvelle.

SACROSANCTA Generalis Synodus Basiliensis in Spiritu sancto legitimè congregata Universalem Ecclesiam repræsentans. Dilectis Ecclesiæ filiis Abbati Cistercii ejusque Coabbatibus & Conventibus ac Monasteriis Universis Ordinis Cisterciensis Salutem & omnipotentis Dei Benedictionem.

Cùm à nobis petitur quod justum est & honestum, tam vigor æquitatis quam ordo exigit rationis ut id per ministerium nostrum quo universali Ecclesiæ afficimur, ad debitum perducatur effectum: Sanè pro parte vestrà Nobis humiliter supplicatum fuit quatenus vobis & Ecclesiis ac Monasteriis vestris super privilegiis, indulgentiis, bonis, libertatibus, immunitatibus, consuetu-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 79

dinibus honestis & præscriptis dudum vobis concessis, ut illibata permaneant robur nostræ confirmationis & renovationis adjicere de benignitate nostrâ dignaremur : Nos igitur qui pro tuitione & defensione Ecclesiarum, bonorum & consuetudinum præscriptarum ac personarum Ecclesiasticarum ferventer laboramus, hujusmodi supplicationibus inclinati, omnes libertates, gratias, immunitates, prærogativas, consuetudines laudabiles & præscriptas, indulgentias, bona, privilegia & indulta à Romanis Pontificibus per Apostolicas aut alias quascumque litteras Vobis & Ecclesiis ac Monasteriis vestris prædictis concessas & concessa, necnon libertates & consuetudines laudabiles, exemptiones & salvaguardias sæcularium exactio-num à quibuscumque divis Imperatoribus, Regibus, Principibus vel aliis Christi fidelibus, vobis & eisdem vestris Ecclesiis ac Monasteriis indultas, datas & concessas, tenores omnium habentes præsentibus pro expressis, sicut ea justè & pacificè possidetis; Vobis & eisdem vestris Ecclesiis ac Monasteriis autoritate nostrâ Confirmamus illasque & ea Renovamus & præsentis scripti patrocínio Communimus. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ confirmationis, renovationis & communitionis infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & universalis Ecclesiæ se noverit incursum. Datum Basileæ x. Kal. Martii anno à Nativitate Domini M. cccc. xxxv. (20. Fevrier 1435.)



I^{RE} BULLE DU PAPE EUGENE IV.
de l'an 1438.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape rapporte la plainte qui luy a esté faite de ce que plusieurs Abbez sous pretexte de ce qu'ils ont esté promûs à cette dignité par le Saint Siege, ou que leur élection en a esté confirmée, prétendent estre exempts d'obéir aux Reglemens & Statuts de l'Ordre, & refusent de s'y soumettre & à l'Abbé de Cisteaux qui en est le General, & aux autres Superieurs & Visiteurs dudit Ordre.*
2. *La Sainteté desirant que toutes les personnes qui en sont, se joignent & s'unissent avec eux par le lien de charité & d'obéissance en se conformant à ces Ordonnances & Statuts :*
3. *Declare que tous les Abbez dudit Ordre presens & à venir, de quelque autorité qu'ils soient promûs & confirmez même par le Saint Siege, ne peuvent & ne doivent pretendre estre exempts de se soumettre & de rendre obéissance audit Abbé General & aux autres Superieurs & Visiteurs dudit Ordre.*
4. *Et de plus, que ce pretexte ne les excuse pas d'estre coupables de revolte & de rebellion & d'encourir l'excommunication, notwithstanding toutes choses contraires.*

EUGENIUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI.
AD FUTURAM REI MEMORIAM.

Cette Bulle est rapportée au Grand Bulfaire Romain pour la quatorzième Constitution de ce Pape.

- A**D universalis Ecclesiæ regimen licet insufficientibus meritis a divinâ disponente clementiâ deputati, non possumus non turbari cum Monasteria & alia loca regularia sentimus in aliqua parte lædi, sed tunc profectò acerbiorè dolori confodimur, cum ubi speciosiora esse solent, enormiùs deformantur : Sanè pro parte dilecti filii Joannis Abbatis Monasterii Cistercii Cabilonensis
1. Diæcesis exhibita nobis nuper petitio continebat quod nonnulli Cisterciensis Ordinis Abbates, alii videlicet se Abbatiales dignitates quas obtinent per Apostolicam Sedem promotos, alii verò electiones

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 81

electiones de eis ad dignitates similes factas & per Sedem fuisse confirmatas eandem asserentes, & eo prætextu se fore exemptos ad Capitula Generalia dicti Ordinis accedere, Visitatoribus quoque & Reformatoribus Ordinis ejusdem parere negligunt & recusant, prædictum Abbatem Generalem, Visitatores & Reformatores hujusmodi contemnentes in ipsorum vilipendium ac scandalum totius Ordinis non modicum & jacturam : Quare pro parte dicti Abbatis Nobis fuit humiliter supplicatum ut super his opportunè providere de benignitate Apostolicâ dignaremur. Nos itaque qui Ordinum & Monasteriorum quorumlibet curam gerimus generalem, quorumque interest super talibus providere, Cupientes quòd Ordo ipse & illius personæ præsertim in Dignitatibus constitutæ 2. in charitatis & obedientiæ vinculo cum Abbate præfato & aliis eorum Superioribus se conforment, eisque juxta Statuta & Ordinationes ac laudabiles Consuetudines dicti Ordinis pareant & intendant, autoritate Apostolicâ tenore præsentium Declaramus quoscumque Ordinis præfati Abbates Apostolicâ vel aliâ quavis autoritate promotos, illorum etiam quorum electiones ad Abbatiales dignitates sunt eâdem Apostolicâ vel autoritate aliâ confirmatæ, nullatenus propter promotiones vel confirmationes hujusmodi, ab Abbate Ordinis, Visitatoribus & Reformatoribus hujusmodi fuisse vel esse exemptos ; Decernentes eos & quoscumque alios Apostolicâ vel aliâ quavis autoritate hujusmodi de cætero promovendos, ac etiam illos quorum electiones confirmari in futurum contigerit ut præfertur, eisdem Abbati, Ordini, Visitatoribus & Reformatoribus illorumque Correctionibus prout antè erant subditi, subjacere & omninò subesse : Nos enim omnes & singulos qui 4. prætextu Promotionis seu Confirmationis de se factæ hujusmodi præsumpserint, rebellionis, contemptionis, vilipensionis aut inobedientiæ contrà Patrem Abbatem, Ordinem, Visitatores, Reformatores hujusmodi pro tempore existentes, cornua elevare, excommunicationis sententiæ Decernimus subjacere, Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis & Monasterii & Ordinis prædictorum juramento, confirmatione Apostolicâ vel quacumque firmitate aliâ roboratis, Statutis & Consuetudinibus contrariis non obstantibus quibuscumque, seu si promotis & confirmatis seu forsan promovendis & confirmandis hujusmodi vel quibusvis aliis communiter vel divisim à Sede Apostolicâ sit indultum quòd interdicti, suspendi vel excommunicari non possint per Litteras Apo-

stolicas non facientes plenam & expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujuscemodi mentionem : & insuper irritum Decernimus & inane si secùs super his à quoquam quavis autoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ voluntatis, Declarationis & Constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Ferrariæ anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo trigesimo octavo, Pontificatûs nostri anno octavo. (13. Decembre 1438.)

II^E BULLE DU PAPE EUGENE IV. de l'an 1439.

S O M M A I R E.

1. *Le Pape après avoir rapporté les pretextes des Religieux qui veulent changer d'Ordres & les inconveniens qui en arrivent :*
2. *Défend absolument de le faire à tous ceux de l'Ordre de Cîteaux, sous quelque couleur & pretexte que ce soit, & d'entrer dans aucun autre Ordre sinon en celui des Chartreux, à moins que d'en avoir la permission expresse de l'Abbé de Cîteaux.*
3. *Et enfin il declare que ceux qui le font sans cette permission, ne laissent pas de demeurer soumis audit Abbé de Cîteaux, & d'encourir aussi-bien que leurs Abbez & Superieurs qui le leur ont permis, ipso facto l'excommunication.*

EUGENIUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI.
AD FUTURAM REI MEMORIAM.

I. Cette Bulle est rapportée au Grand Bulfaire Romain pour la seizième Constitution de ce Pape.

REGULAREM vitam professis sic decet omnem vagandi materiam omnemque inquietudinis causam amputare, quod in eorum vocatione persistant ac sedulum & devotum Altissimo exhibeant famulatum : Sane pro parte dilectorum filiorum Patris Abbatis Monasterii Cisterciensis (Cabilonensis Diocesis) & alio-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 8;

rum Cisterciensis Ordinis Abbatum exhibita nobis nuper petitio continebat quod nonnulli Monachi dicti Ordinis, alii videlicet melioris frugis facto colore, alii verò ut jugum obedientiæ & salutis medicinam effugiant disciplinæ, ad alios Regulares Ordines se divertunt; & ut in illis remanere liberè possint, licentiam Apostolicæ Sedis inexactis coloribus aliis satagunt obtinere : Nos 2.
igitur quorum interest animarum providere saluti & hujusmodi salubre remedium adhibere, eorundem Patris & Abbatum supplicationibus inclinati, harum serie Decernimus & etiam Ordinamus quod nullus Ordinis præfati Professus ad alium quemcumque præterquam Carthusiensem Ordinem, etiam prætextu literarum Majoris Poenitentarii nostri (etiam si in illis plena & expressa de præsentibus mentio habeatur) absque ejusdem Patris Abbatis licentiâ speciali causam rationabilem & urgentem quare licentia hujusmodi concedi debeat, Nobis vel Successoribus nostris Romanis Pontificibus expressè & specificè allegatis, audeat vel præsumat quomodolibet se transferre : Decernentes nihilominus contrà facientes eosdem correctioni sui Abbatis & dicti Ordinis omninò subesse, eosque transeuntes & Abbates eorum ipsis ad alium præterquam dictum Ordinem Carthusiensem transeundi licentiam concedentes, ipso facto excommunicationis sententiæ subiacere ; Nonobstantibus quibuscumque Privilegiis ac Indultis quavis autoritate concessis vel concedendis, quæ quoad hoc nullius Decernimus existere firmitatis, & aliis contrariis quibuscumque. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ Constitutionis & Ordinationis infringere vel ei ausu temerario contraires : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Florentiæ anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo trigésimo nono xvi. Kal. Martii, Pontificatus nostri anno octavo. (14. Février 1439.) 3.

BULLE DU PAPE NICOLAS V.
de l'an 1454.

SOMMAIRE.

Le Pape rapporte mot à mot une autre Bulle du Pape Jean XXIII. qu'il renouvelle & confirme, par laquelle il est déclaré après un double Eloge qui y est fait de l'Ordre de Cîteaux, qu'aucune personne de quelque qualité qu'elle soit, si elle n'est dudit Ordre, ne peut y avoir ni présidence, ni administration ni prééminence, déclarant nul tout ce qui pourroit estre accordé au contraire de quelque autorité que ce puisse estre.

NICOLAUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI.
AD FUTURAM REI MEMORIAM.

INTER cæteras orbis Ecclesias, Monasteria & alia pia loca, Monasterium Cisterciense Cabilonensis Diocesis ac Cisterciensem Ordinem affectu benevolo prosequentes, illa personis eis præditi-
bus libenter concedimus quæ ipsarum ac Monasterii & Ordinis præ-
dictorum favorem & commoda respicere dignoscuntur : Dudum si-
quidem Baltasaris olim Episcopi Tusculanensis in suâ Obedientiâ de
quâ partes tunc erant Joannis XXIII. nuncupati, in favorem dicti
Monasterii ac illius Abbatis necnon Coabbatum & Abbatissarum di-
cti Ordinis pro tempore existentium, emanarunt litteræ tenoris sub-
sequentis. Joannes Episcopus servus servorum Dei. Ad perpetuam
rei memoriam. Ad salutare regimen ac incrementa proficua dilecto-
rum filiorum Ordinis Cisterciensis qui in agro plantatus Dominico
uberes fructus ad laudem divini nominis & odorem suavitatis
producit assidue, in ultimos orbis fines paternæ considerationis
dirigentes intuitus & cupientes ut eò vigilantius atque devotius
Altissimo impendere valeant jugiter famulatum, quo majori quie-
tutine in contemplatione sedulâ divinorum salubriter perfruen-
tur, ac devotis supplicationibus dilectorum Filiorum Abbatis &
Conventus Monasterii Cisterciensis Cabilonensis Diocesis necnon
Coabbatum & Abbatissarum dicti Ordinis Cisterciensis hac in

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 85

parte favorabiliter annuentes , hac præfenti Constitutione perpetuò duraturâ & autoritate Apostolicâ Decernimus statuentes quod de cætero in præfato Ordine Cisterciensi aut ejus membris nullus qui de dicto Ordine non existat , cujuscumque alterius Religionis , Ordinis , statûs , dignitatis aut præminentia fuerit , etiam si Cardinalatûs dignitate fulgeret , Apostolicâ vel aliâ quavis autoritate possit vel debeat præfidentiam , gubernationem , administrationem aut præminentiam aliquas per se vel alios directè vel indirectè aut quovis quæsito colore quomodolibet impetrare , obtinere , regere , administrare vel gubernare quomodocumque aut qualitercumque ; Decernentes ex nunc irritum & inane si secùs super his à quoquam & quavis autoritate scienter vel ignoranter contigerit in posterum attentari : Per prædicta verò nullum præjudicium afferri volumus alicui ex venerabilibus Fratribus nostris sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus in præfentiarum in præfato Ordine Cisterciensi gubernationem , commendam , administrationem seu præfidentiam aliquas obtineri quo minùs illas gerere valeat & tenere juxtâ formam litterarum Apostolicarum eidem desuper hætenùs concessarum. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ Constitutionis & voluntatis infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit , indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Constantiæ vii. Kal. Februarii , Pontificatûs nostri anno quinto. Nos igitur Abbati & Monasterio necnon Coabbatibus & Abbatissis prædictis ampliori desuper adminiculo providere Cupientes ac litteras & tenorem antedictos ratos habentes & gratos , illos autoritate Apostolicâ & ex certâ scientiâ harum serie Innovamus ac vim & vigorem habere Decernimus , necnon Decreta , Statuta ac omnia alia & singula in dictis Litteris contenta & quæcumque indè secuta eisdem autoritate & scientiâ Confirmamus & Approbamus ac præfentis scripti patrocinio Communimus : Non obstantibus Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis necnon omnibus illis quæ dictus Baltassar Episcopus in præfatis Litteris suis non ob stare voluit , cæterisque contrariis quibuscumque. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ Innovationis , Constitutionis , Confirmationis , Approbationis & Communionis infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit , indigna-

tionem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo quinquagesimo quarto III. Non. Octobris, Pontificatûs nostri anno octavo. (5. Octobre 1454.)

PREMIERE BULLE DU PAPE PIE II. de l'an 1459.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape renouvelle deux Bulles des Papes Boniface VIII. & Clement V. ses predecesseurs des années 1301. & 1304.*
2. *Par la premiere, Boniface VIII. accorde à tout l'Ordre de Cisteaux l'exemption de ne payer aucunes Dixmes des terres qu'ils feront cultiver par d'autres & sur lesquelles personne n'aura encore pris ni Dixmes ni Prémices. Cette Bulle est déjà cy-devant rapportée en particulier page 65.*
3. *Par la seconde Bulle qui est du Pape Clement V. le pouvoir est donné aux Prieurs des Monasteres d'en absoudre les Abbez qui auroient encouru quelques Censures en contrevenant à certains Reglemens faits par le Pape Benoist XII. touchant l'administration du temporel, & de dispenser sur l'irregularité.*

PIUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI.
AD FUTURAM REI MEMORIAM.

1. **E**X Apostolicæ Sedis provisione ac personarum præsertim sub Regulari habitu virtutum Domino famulantium devotione pervenire dignoscitur, ut Romanus Pontifex quandoque prædecessorum suorum Romanorum Pontificum gesta innovet & innovatione restauret ac autoritate Apostolicâ fulciat innovata : hinc est quòd Nos ad dilectorum filiorum Abbatis & totius Generalis Capituli Ordinis Cisterciensis instantiam quasdam foelicis recordationis Bonifacii VIII. & quasdam alias Clementis V. prædecessorum nostrorum Romanorum Pontificum litteras inspicere
2. *examinarique diligenter & earum cùm incipiant vetustate consu-*

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 87

mi, tenores præsentibus inferi fecimus, qui tales sunt. Bonifacius Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis universis Abbatibus, Abbatissis & Conventibus Ordinis Cisterciensis tam præsentibus quàm futuris Salutem & Apostolicam Benedictionem. In Ecclesiæ firmamento vester Ordo nitore claro coruscans. (*Et le reste comme dans la Bulle déjà cy-devant imprimée page 65.*)

CLEMENS Episcopus servus servorum Dei. Ad perpetuam rei memoriam. Apostolicæ Sedis providentia circumspecta gesta etiam Summorum Pontificum attentè prospiciens & considerans diligenter, nonnunquam illa commutat in melius & quandoque summovet vel suspendit, cùm causa rationabilis id exposcit. Dudum siquidem fœlicis recordationis Benedictus Papa XII. prædecessor noster in Ordinationibus & Constitutionibus quas pro utilitate Cisterciensis Ordinis edidit, inter cætera statuit & etiam ordinavit quòd Abbates Monasteriorum vel aliorum locorum Conventualium dicti Ordinis regiminibus præsidentes, si dùm extrà Monasteria & loca ipsorum consisterent, de proveni-
tibus Monasteriorum & locorum ipsorum vel aliundè, pecunias aliquas eos recipere fortè contingeret, in ipsorum regressu ad Monasteria & loca prædicta dictas pecunias traderent Bursariis in Monasteriis & locis hujusmodi deputatis, si qua de pecuniis ipsis expendissent computatis; Abbates verò seu alii regiminis præ-
sidentes si secùs attentare vel sibi talia retinere præsumerent, ab ingressu Ecclesiæ ac divinis Officiis post lapsum duorum mensium à die regressus hujusmodi computandum, tandiù suspensi existerent donec ea traderent Bursariis memoratis: Cùm autem nuper pro parte dilectorum filiorum Joannis Abbatis Cisterciensis ac cæterorum Coabbatum suorum pridem in proximo Generali Capitulo congregatorum Cistercii, suo & omnium aliorum Abbatum Cisterciensis Ordinis nomine fuerit nobis humiliter supplicatum ut cùm præmissa eisdem Abbatibus & Præsidentibus qui virtute suæ regulæ plenam administrationem habere noscuntur & juxtà Regulam ipsam debent de omnibus ordinare, gravia valdè reddantur & exindè videatur vilescere autoritas officii Pastoralis ac subditi se quoad hoc Superioribus majores suspicantes in pluribus non obsequuntur Superiorum nutibus sicut priùs, in animarum suarum salutis dispendium & contemptum obedientiæ regularis, super hoc de opportuno remedio providere salubriter dignaremur. Nos considerantes attentius,

quod in tranquillitate cordis Autori pacis acceptius deservitur; ex his & aliis rationabilibus causis moventibus ad hoc animum nostrum inducti, & eorundem Abbatum devotis supplicationibus inclinati, poenam suspensionis hujusmodi autoritate Apostolicâ præsentium tenore suspendimus, quousque super hoc aliud duxerimus ordinandum: Volentes & autoritate eâdem Concedentes quòd si qui Abbates seu Præsidentes poenam hujusmodi incurrerunt, ab illâ per dilectos filios Priores Claustrales Monasteriorum & aliorum locorum suorum, quibus super hoc plenam Concedimus facultatem, absolvi valeant, & cum eis super irregularitate per eos indè contractâ forsitan dispensari. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ suspensionis, voluntatis & concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire: Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Avenionensi Nonis Octobris, Pontificatûs nostri anno primo. (7. Octobre 1459.)

4. Nos itaque dictorum Abbatis & Capituli in hac parte supplicationibus inclinati, litteras ac tenores hujusmodi, autoritate præfatâ præsentium serie Innovamus & præsentis scripti patrocinio Communimus: Per hoc autem nullum jus cuiquam de novo acquiri volumus, sed antiquum, si quod sit, tantummodò conservari. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ innovationis, communionis & voluntatis infringere vel ei ausu temerario contraire: Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Mantuæ anno Incarnationis Dominicæ M. cccc. lxx. septimo Kal. Augusti, Pontificatûs nostri anno primo. (26. Juillet 1459.)

SECONDE BULLE DU PAPE PIE II.
de l'an 1459.

SOMMAIRE.

Le Pape sur la plainte qui luy avoit esté faite par le Chapitre General de l'Ordre de Cisteaux, du refus que faisoient quelques Abbeses de payer les taxes & contributions imposées sur leurs Monasteres pour les besoins & affaires de l'Ordre, ordonne qu'elles y pourront estre contraintes par les Censures Ecclesiastiques & celles de l'Ordre.

PIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Cistercii, de Firmitate, de Pontigniaco, de Claravalle & de Morimundo Cisterciensis Ordinis, Cabilonensis, Antiffiodorensis & Lingonensis Dioecesium, Monasteriorum Abbatibus Salutem & Apostolicam Benedictionem. Justis & honestis petentium votis libenter Annuimus eaque favoribus prosequimur opportunis : Cum itaque sicut pro parte vestra fuit propositum coram nobis, licet vos & dilecti filii alii vestri Coabbates Monasteriorum & locorum Cisterciensis Ordinis certas Contributiones per dilectos filios Capitulum Generale ejusdem Ordinis ex certis rationabilibus causis pro tempore imponendas, juxta impositiones hujusmodi ut moris est, persolvere debeatis & persolvatis annuatim, tamen dilectæ in Christo filiæ Abbatissæ & Priorissæ diversorum aliorum Monasteriorum & locorum Monialium dicti Ordinis Contributiones ipsas persolvere differunt & recusant in ipsius Ordinis dispendium, pro parte vestra nobis fuit humiliter supplicatum ut super his opportunè providere de benignitate Apostolicâ dignaremur : Nos igitur de præmissis certam notitiam habentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, Vobis & cuilibet vestrum per vos vel alium seu alios, quasunque Abbatissas & Priorissas Monasteriorum & locorum hujusmodi pro tempore existentes ad solvendum annuatim Contributiones per Capitulum Generale imponendas hujusmodi secundum Statuta dicti Ordinis quoties fuerit opportunum, per censuram Ecclesiasticam appella-

tione postpositâ compellendi & astringendi plenam & liberam autoritate Apostolicâ tenore præsentium Concedimus facultatem ; non obstantibus Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis necnon Statutis & Consuetudinibus Monasteriorum, locorum & Ordinis prædictorum juramento, confirmatione Apostolicâ vel quacumque firmitate aliâ roboratis cæterisque contrariis quibuscumque aut si Abbatissis & Priorissis præfatis vel quibusvis aliis communiter vel divisim à Sede Apostolicâ indultum existat quòd interdicti, suspendi vel excommunicari non possint per litteras Apostolicas non facientes plenam & expressam ac de verbo ad verbum de Indulto hujusmodi mentionem. Datum Mantuæ anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo quinquagesimo nono, septimo Kalendas Augusti, Pontificatûs nostri anno primo. (26. Juillet 1459.)

TROISIE'ME BULLE DU PAPE PIE II. de l'an 1459.

SOMMAIRE.

Le Pape donne aux Abbez de Cisteaux, de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, le pouvoir de reconcilier les Eglises & Monastères de l'Ordre qui se trouveroient avoir esté polluës.

PIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Cisterciensi, de Firmitate, de Pontigniaco, de Claravalle & de Morimundo Cisterciensis Ordinis Cabilonensis, Antissiodorensis & Lingonensis Diœcesum, Monasteriorum Abbatibus præsentibus & futuris Salutem & Apostolicam Benedictionem. Vestrarum devotionum precibus benignum impartientes assensum, libenter ea vobis Concedimus gratiosè quæ commodum vestrum respicere dignoscuntur : Cùm itaque sicut pro parte vestrâ fuit propositum coram nobis, sæpè contingat Ecclesias & Monasteria vestri Cisterciensis Ordinis per effusionem sanguinis vel seminis violari, nobis humiliter supplicastis ut providere vobis super hoc de opportuno remedio ac de benignitate Apostolicâ dignaremur ; Nos igitur vestris in hac parte supplicationibus inclinati, Vobis & cuilibet

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 91

vestrūm ut quæcumque Ecclesias & Monasteria vestri Ordinis regularia hujusmodi quoties fuerit opportunum, dummodo ex homicidio illa polluta non fuerint, reconciliare valeatis aquâ prius per aliquem Antistitem ut moris est benedictâ, autoritate præsentium Concedimus facultatem : Per hoc autem Constitutioni quæ id præcipit per Episcopos tantūm fieri, nullum volumus in posterūm præjudicium generari; præsentibus perpetuò duraturis. Datum Mantuæ anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo quinquagesimo nono, VII. Kal. Augusti Pontificatūs nostri anno primo. (26. Juillet 1459.)

QUATRIÈME BULLE DU PAPE PIE II. de l'an 1459.

S O M M A I R E.

Le Pape donne à l'Ordre de Cisteaux une ample Confirmation de tous les Privilèges qui luy ont esté accordez par les Papes ses Prédecesseurs dont il rapporte les noms, & par les Empereurs, les Rois & les autres Personnes constituées en dignité Ecclesiastique & Seculiere, priant, avertissant & obligeant jusqu'aux Magistrats des Villes & même leur commandant sous des Censures, de les en faire jouir paisiblement.

PIUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI. AD FUTURAM REI MEMORIAM

ETSI quibuslibet personis Ecclesiasticis ac Religiosis præsertim illis qui mundi contemnentes illecebras, in humilitatis habitu Regi cunctorum Principum in abstinentiâ & divinis Officiis suas animas devoverunt, ex paternæ pietatis officio teneamur assistere, professores tamen Cisterciensis Ordinis utriusque sexūs eò ferventiori charitate complectimur, quò ipsum Ordinem in Dei Ecclesiâ conspicuum & insignem uberiori dilectione prosequimur; Undè si quandò Privilegia, gratiæ & indulta pro exaltatione & incremento ejusdem Ordinis ac pace & tranquillitate in eo virtutum Domino militantium, per Romanos Pontifices.

prædecessores nostros aut Imperatores & Reges concessa & indulta comperimus, ut perpetuam firmitatem obtineant ea merentur Apostolici roboris clypeo communiri : Sanè petitio dilectorum filiorum Abbatis Cisterciensis Monasterii Cabilonensis Diocesis ejusque Coabbatum, Abbatissarum & Conventuum Ordinis ejusdem nobis nuper exhibita continebat quod olim nonnulla Privilegia, immunitates, exemptiones, libertates, gratiæ conservatoriæ & Indulta per fel. rec. Innocentium IV. Alexandrum IV. Urbanum III. Gregorium VIII. Honorium III. Clementem V. & quàm plures alios Romanos Pontifices prædecessores nostros seu pro Romanis Pontificibus in eorum obedientiis habitos, ac etiam per recolendæ memoriæ Prælatos, Pontifices, Imperatores ac Romanos & alios Reges pro augmento divini cultûs & saluberrimo statu & incremento Ordinis prælibati concessa fuerint pariter & indulta ; Verùm sicut eadem petitio subjungebat, cùm contingat interdum dicti Ordinis professores contrà hujusmodi Privilegia & Indulta per locorum Ordinarios ac Prælatos & alios qui nomen Domini in vanum recipere non formidant, indebitè molestari, pro parte dictorum Abbatis Cistercii, Coabbatum ejus, Abbatissarum & Conventuum Ordinis prælibati nobis fuit humiliter supplicatum ut hujusmodi Privilegiis, gratiis & Indultis ac Litteris Prædecessorum, Prælatorum, Pontificum, Imperatorum & Regum præfatorum robur Apostolicæ confirmationis adjicere & aliàs ad eorum perpetuum robur obtinendum partes Apostolicæ provisionis interponere de benignitate Apostolicâ dignaremur : Nos igitur eorundem Prædecessorum vestigiis inhærentes, ac Cupientes tranquillitati & paci Abbatum, Abbatissarum & Conventuum ac Professorum hujusmodi (quantumcum Deo possumus) providere ; hujusmodi supplicationibus inclinati, Privilegia, Immunitates, Libertates, Exemptiones, Conservatorias gratias & Indulta per quoscunque Romanos Pontifices prædecessores nostros seu pro Romanis Pontificibus in eorum obedientiis habitos, Abbatibus dicti Monasterii Cistercii, ejus Coabbatibus, Abbatissis & Conventibus Ordinis ejusdem conjunctim vel divisim (ut præfertur) concessas & concessa ; necnon Prælatorum, Pontificum, Imperatorum, Regum ac Dominorum temporalium Litteras hujusmodi & omnia & singula in eis contenta, prout ritè & justè ac rationabiliter processerunt ac præfato Ordini fuerunt servata, quorum omnium & singulorum

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 93

tenores de verbo ad verbum præsentibus haberi volumus pro
 sufficienter expressis, ex nunc in perpetuum autoritate Apostolicâ
 tenore præsentium Approbamus ac etiam Confirmamus & præ-
 sentis scripti patrocinio Communitimus : Universos & singulos
 Ecclesiæ Prælatos, Patriarchas, Primate, Archiepiscopos, Epi-
 scopos, Abbates, Priores, Decanos, Archidiaconos, Præpositos,
 Archipresbyteros, Officiales ac alios in dignitate constitutos,
 necnon Principes Christianos quacumque dignitate fulgentes &
 eorum Officiarios, Civitatum quoque, Villarum seu Communi-
 tatum Rectores & Majores, Rogantes, monentes & hortantes at-
 tentè eisque per Apostolica scripta in virtute sanctæ obedientiæ &
 sub excommunicationis pœnâ districtè Præcipiendo Mandantes
 quatenus prædictos Abbates, Abbatissas, Conventus & personas
 Ordinis prænominati præactis Privilegio, Immunitatibus, Exem-
 ptionibus, libertatibus, gratiis Conservatoriis & Indultis (prout usi
 sunt) gaudere permittant pacificè & quietè; Contradictores per
 Censuras Ecclesiasticas & alia juris remedia (appellatione post-
 positâ) compescendo, invocato ad hoc si opus fuerit, auxilio
 brachii sæcularis; Decernentes ea fore ubicumque & quando-
 cumque exhibita fuerint vel ostensa in judicio & extrâ in perpe-
 tuum observanda ac ex nunc irritum & inane quidquid imposte-
 rùm contrâ approbationem, confirmationem, communionem &
 decretum nostra hujusmodi à quoquam quavis autoritate scien-
 ter vel ignoranter contigerit quomodolibet attentari. Nulli ergo
 omninò hominum liceat hanc paginam nostræ approbationis, con-
 firmationis, communionis, rogationis, monitionis, hortationis,
 Mandati & Constitutionis infringere vel ei ausu temerario con-
 traire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignatio-
 nem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum
 ejus se noverit incursum. Datum Mantuæ anno Incarnationis
 Dominicæ millesimo quadringentesimo quinquagesimo nono,
 pridie Nonas Augusti, Pontificatus nostri anno primo. (4. Aoust
 1459.)

CINQUIE'ME BULLE DU PAPE PIE II.
de l'an 1459.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape fait l'Eloge de l'Ordre de Cîteaux.*
2. *Il declare que tous les biens des Monasteres de l'Ordre doivent estre possédez en commun, & que les Abbez Commendataires n'en peuvent aliener aucunes choses, ni meubles ni immeubles.*
3. *Il établit les Visiteurs de ces Monasteres executeurs de ses Reglemens.*
4. *Il défend aux Abbez Commendataires de se mesler de la visite de ces Monasteres, declarant que le droit de la faire appartient uniquement à leurs Superieurs reguliers, à l'Abbé de Cîteaux & aux autres chacun en ses dépendances.*
5. *Il veut que les Officiers des Commendataires, s'ils sont Religieux, soient soumis à l'obéissance & à la correction desdits Abbez & Visiteurs.*
6. *Il ordonne & veut que l'Abbé de Cîteaux & ces autres Superieurs obligent les Abbez Commendataires & leurs Officiers d'entretenir, réédifier & réparer les bâtimens & fournissent aux frais necessaires pour cela & pour la nourriture & l'entretien des Communautéz : & de plus, que les Commendataires avant que de prendre possession des Monasteres, jurent & prestent serment qu'ils n'en alieneront ni n'engageront pas les biens.*
7. *Comme aussi qu'il n'y ait que les Superieurs reguliers qui établissent les Officiers des Communautéz dont les Monasteres sont en Commende.*

PIUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI.
AD FUTURAM REI MEMORIAM.

- I. **S**UPER gregem Dominicum Nobis licèt immeritis desuper creditum extendentes vigilis speculatoris officium, in decore ac felici statu sacre Religionis Cisterciensis ingenti mentis exultatione reficimur, prospicientes potissimè quòd Monachi dicti

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 95

Ordinis per bonorum operum exercitium & præclara sanctitatis merita procedentes, cæteros ad divinæ majestatis obsequium retrahunt per exemplum vitam ducendo piissimam divinisque laudibus, ex quibus gloria extollitur Altissimi accuratiùs insistendo, undè dignè ducimur ejusdem Ordinis ac illius personarum obviare dispendiis & nostræ provisionis ope ità salubriter providere, quòd Ordo ipse illiusque personæ, Monasteria & loca optatæ felicitatis in spiritualibus & temporalibus proficiant incrementis.

Hinc est quòd Nos dilectorum filiorum Joannis Abbatis Cistercii ac Generalis Capituli Ordinis Cisterciensis in hac parte supplicationibus inclinati, hoc perpetuæ Constitutionis Edicto, autoritate Apostolicâ & ex certâ scientiâ Statuimus, Decernimus & Declaramus quòd omnia bona Monasteriorum & aliorum locorum dicti Ordinis sint communia, & quòd vasa argentea & clenodia & alia quæcumque bona ad decorem & ornamentum Abbatis & Conventûs cujuslibet Monasteriorum eorundem, maneant & conserventur in quolibet Monasterio Ordinis antedicti, quodque vasa, clenodia & bona prædicta per Commendarios ipsorum Monasteriorum vel eorum Officiarios vendi vel alienari non possint seu debeant quoquomodo.

Sed Visitatores ejusdem Ordinis Officiarios prædictos ad observationem statuti, decreti & declarationis hujusmodi per censuras Ecclesiasticas & alia opportuna juris remedia, sublato cujuscvis appellationis obstaculo, Apostolicâ autoritate compellere valeant & teneantur.

Visitatio quoque Monasteriorum & locorum eorundem ac eis subjectorum quæ in Commendam tenentur & pro tempore obtineri contigerit, ad Abbatem Cisterciensem & quatuor primos cuilibet in suâ Generatione juxtà formam antiquorum Privilegiorum eidem Ordini concessorum pertineat, ac Monachi ipsorum Monasteriorum Commendatorum Abbatem Cisterciensem pro tempore & quatuor primos hujusmodi dumtaxat ad eandem visitationem recipere & in eorum manibus professionem emittere debeant & sint astricti; ipsique Abbas & quatuor primi eosdem Monachos visitare, corrigere & punire juxtà criminum & excessuum exigentiam debeant & teneantur.

Officiales verò dictorum Commendatorum Monasteriorum qui ejusdem Ordinis Religiosi fuerint vel existent, correctioni, punitioni & emendationi Patrum Abbatum & aliorum Visitato-

rum dicti Ordinis sint subiecti ; Et si debitam ipsis Monasteriis & illorum Conventibus seu Monachis non præstiterint obedientiam , per Visitatores dicti Ordinis puniantur & coerceantur.

6. Ac Abbas Cisterciensis & quatuor primi necnon quilibet ipsorum gubernatores & conservatores ipsorum Monasteriorum Commendarum , ad reedificandum illorum ædificia necessaria & in bono statu manutenendum , ac etiam ad providendum debite & honeste Conventibus Monasteriorum eorumdem , & alia faciendum quæ Abbates ibidem facere tenerentur si Monasteriis Commendaris huiusmodi præsiderent , similiter compellere valeant ; quodque omnes & singuli Commendatarii Monasteriorum eorumdem antequam illorum possessionem regiminis & administrationis bonorum assequantur , solitum iuramentum videlicet quod bona immobilia ad suum Monasterium pertinentia non vendent nec alienabunt aut impignorabunt seu de novo infeudabunt & aliàs in formâ solitâ , prout veri Abbates ipsorum Monasteriorum præstare consueverunt , & quod etiam Conventualibus panem , vinum , pitantiam per aliquem de Fratribus dicti Ordinis , & non per sæculares personas cærimonias vel alias dicti Ordinis honestates ignorantes , ministrabunt seu ministrari facient , præstare debeant & teneantur.

7. Item Declaramus sufficere quod quandiu Monasteria vel loca ipsa in Commendam tenebuntur , illorum Monachi annualem dumtaxat faciant confessionem & suum proprium eorum Patri Visitatori aut alicui ex quatuor primis revelent seu tradant ; Quodque Prior & Supprior in eisdem Commendis seu Commendandis Monasteriis , Officiales spirituales & temporales ac Cellarius qui claves chartarum librariæ & aliorum locorum Monasterii habent prædicti Ordinis professi & non Officiales sæculares (existentibus Religiosis Ordinis) per Commendatarios etiam si sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales fuerint , non instituuntur ; Sacrista verò , Infirmarius & Portarius alique Officiales intra Monasteria huiusmodi commorantes coram Conventibus eorumdem Monasteriorum , quo illorum bona temporalia recolligent , tuebuntur & defendent & bene colligi facient ac ipsa exponant juxta statuta Apostolica de præmissis expressam mentionem facientia , iuramentum præstare debeant & teneantur : Decernentes irritum & inane si secus super his à quoque quavis autoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari. Nulli ergo

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 97

ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostrorum statuti, decreti, declarationis & constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præsumperit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Mantuæ anno Incarnationis Dominicæ M. CCCC. LIX. pridie Nonas Augusti, Pontificatûs nostrî anno primo. (4. Aoust 1459.)

SIXIÈME BULLE DU PAPE PIE II. de l'an 1459.

S O M M A I R E.

Sur la plainte faite à ce Pape de la part du Chapitre General de l'Ordre de Cisteaux contre les Abbez & les autres Officiers qui ne se trouvent pas en l'Assemblée dudit Chapitre & n'envoyent pas de leurs Religieux pour étudier dans les Colleges de l'Ordre suivant les Statuts ; & pareillement contre les Abb sses qui font difficulté de payer les Contributions & Taxes imposées sur leurs Monasteres pour les necessitez de l'Ordre ; Le Pape donne pouvoir de declarer tous ces défaillans avoir encouru les Censures dudit Ordre & de les employer encore tout de nouveau contre eux.

PIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Monasterii Cistercii Cabilonensis Diocesis & quatuor primis principalibus Ordinis Cisterciensis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Ad ea ex Pastoralis officii debito libenter intendimus per quæ Monasteria & alia loca vestri Ordinis in spiritualibus & temporalibus valeant foeliciter gubernari : Cum itaque sicut exhibita nobis nuper pro parte dilectorum filiorum Generalis Capituli prædicti Ordinis vestri Cisterciensis petitio continebat, sint quàm plures Abbates & Abbatissæ ac alii Officiarii dicti Ordinis qui per se vel alios non visitant anno quolibet Capitulum Generale, ac etiam Contributiones & subsidia pro communi utilitate Ordinis sibi & suis Monasteriis impositas seu imposita non solvunt, nec studentes in Universitatibus tenent : Nos igitur ad

quos pertinet salubre remedium adhibere, Capituli hujusmodi supplicationibus inclinati, Vobis & Cuilibet vestrum in præmissis defectuosos antea adimplere non curantes, poenas in Statutis Apostolicis & Regularibus ejusdem Ordinis contentas ipso facto incurere & incurrisse declarandi ac palam & publicè denuntiandi nec non poenas ipsas in eos infligendi & ipsos ad satisfaciendum Ordini, prout in eisdem Statutis continetur, compellendi plenam & liberam tenore præsentium Concedimus facultatem: non obstante quacumque consuetudine, compositione seu contradictione aut aliâ quavis causâ quæ in contrarium allegari possint, Statutis ipsis dumtaxat benè pensatis cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Mantuæ anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo quinquagesimo nono, VII. Idus Augusti, Pontificatûs nostri anno primo. (7. Août 1459.)



SEPTIÈME BULLE DU PAPE PIE II.
de l'an 1461.

SOMMAIRE.

1. Le Pape fait l'Eloge de l'Ordre de Cîteaux.
2. Il rapporte la plainte qui luy est faite de la part de l'Ordre sur la confusion qui est causée dans les Monasteres par la Commende depuis qu'elle y a esté introduite, & par les Officiers des Abbez Commendataires.
3. Il fait des Ordonnances & Reglemens pour remedier à ces desordres, voulant que les Visiteurs dudit Ordre (qui sont les Peres Abbez &c.) visitent & reforment tous les Monasteres qui sont en Commende, & y fassent generalement tout ce qui y sera à faire, en transportant les Religieux suivant qu'ils le jugeront à propos, & en mettant d'autres en leurs places jusqu'à un nombre competent, sans en demander à personne la permission & le consentement.
4. Et il leur permet d'y lever & faire payer les Contributions & de poursuivre & obliger à cet effet les Commendataires & leurs Officiers, leur donnant pouvoir d'y contraindre ceux qui refuseront, par toutes voyes & même d'y employer les Censures Ecclesiastiques.

PIUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI,
AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

INTER ceteros Ordines in universali Ecclesiâ stabilitos quibus nos prætulit clementia Salvatoris, Cisterciensem præcipuis affectionibus prosequentes pro singulorum ipsius Ordinis Monasteriorum conservatione, ut in eis majestas Altissimi collaudetur jugiter in benedictionibus gratiarum sui que gloriosi nominis cultus & sacra Religionis observantiâ vigeant, aciem attentæ considerationis extendimus ac circa ea per quæ felicibus ipsorum successibus consulatur, quantum nobis ex alto permittitur, partes nostræ sollicitudinis favorabiliter adhibemus.

2. Sanè pro parte dilectorum filiorum Guidi Cisterciensis necnon cæterorum Cisterciensis Ordinis Monasteriorum Abbatum nobis nuper exhibita petitio continebat quod licèt ex regularibus Institutis dicti Ordinis autoritate Apostolicâ approbatis, necnon de antiquâ & approbatâ hætenusque ac tanto tempore pacificè observatâ consuetudine, quod in contrarium memoria non existit, Visitatores ipsius Ordinis ad visitandum illius Monasteria pro tempore deputati, tam pro directione personarum in eis Altissimo famulantium, quàm ipsorum Monasteriorum reformatione, statutis temporibus singula Monasteria prædicta eisque præsidentes & in illis sub regulari habitu degentes personas, tam in capite quàm in membris visitare & reformare; necnon in eis quæcumque ad plenum visitationis officium pertinere ac ipsarum personarum directionem concernere dignoscuntur, secundum Deum & instituta huiusmodi peragere consueverint; ipsique Visitatores juxta commissi eis officii debitum, quampkura ex Monasteriis prædictis quæ per diversas etiam in dignitatibus Ecclesiasticis constitutas personas in administrationem vel Commendam obtinentur, visitare & reformare; necnon eorundem personarum correctioni & emendationi intendere voluerint & pro posse tentaverint: Quia tamen Administratores & Commendatarii prædicti sive eorum Vicarii vel Officiales, eos ad visitationem & reformationem huiusmodi quibus ipsa Monasteria & personæ plurimum indigere noscuntur faciendas recipere & admittere, necnon Contributiones ad quas ratione Monasteriorum eorundem ex concessione & ordinatione Apostolicâ dicto Ordini efficaciter obligantur, & quas eorum prædecessores dictorum Monasteriorum Abbates qui fuerunt pro tempore persolverunt, contra iustitiam solvere recusarunt hætenus & recusant; ipsa Monasteria in spiritualibus & temporalibus multipliciter deformata remanserunt, ac in eis non solum regularis observantia & Monastica disciplina extincta sunt, verum etiam in eorum aliquibus licèt opulentissimis pauci resident Monachi, & in plerisque diversorum Ordinum personæ labe apostasiæ & aliis respersti criminibus, sine lege & timore Domini viventes commorantur in divinæ Majestatis offensam, Religionis opprobrium, perniciosum exemplum fidelium & scandalum plurimorum: Quare pro parte Abbatum prædictorum nobis fuit humiliter supplicatum ut Ordinis & Monasteriorum eorundem indemnitatibus, nè ad totalem ruinam deformationesque deveniant, opportunè providere de benignitate Apostolicâ dignaremur.

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 101

Nos igitur qui ex officii Pastoralis ministerio nobis licet immeritis 3.
supernâ dispositione commissi, Ecclesiarum & Monasteriorum omnium dispendiis occurrere & profectibus intendere jure tenemur, hujusmodi supplicationibus inclinati, Autoritate Apostolicâ hâc perpetuò valiturâ Constitutione Statuimus & Ordinamus quòd ipsius Ordinis Visitatores qui pro tempore erunt, autoritate præsentium absque alicujus licentiâ vel consensu, quoties opportunum fuerit, omnia & singula ipsius Ordinis Monasteria, etiam si illa quibusvis personis Ecclesiasticis Pontificali vel quavis aliâ Ecclesiasticâ dignitate præditis commendata aut in administrationem concessa seu commissa fuerint, juxta sacrorum Canonum & Instituta prædicta visitare & reformare ac illorum personas corrigere, & si id eis expediens videatur, personas ipsas ad alia ejusdem Ordinis Monasteria transferre atque alias idoneas eorum loco usque ad sufficientem numerum substituere & subrogare & Contributiones quoque prædictas 4.
autoritate propriâ exigere, eosdemque Administratores & Commendatarios sive eorum negotiorum gestores, quemadmodum eorum prædecessores ipsorum Monasteriorum Abbates, qui pro tempore fuerunt, ad id compellere necnon quæcumque alia facere, statuere & ordinare liberè & licitè valeant quæ ad plenum visitationis & correctionis officium pertinere noscuntur & prout secundum Deum reformationi, directioni ac prospero statui Monasteriorum & personarum hujusmodi cognoverint expedire. Contradictores quoslibet & rebelles per censuram Ecclesiasticam & alia opportuna juris remedia compescendo, invocato ad hoc si opus fuerit, auxilio brachii sæcularis : Non obstantibus quibuscumque privilegiis, exemptionibus, libertatibus, indultis & gratiis tam Commendatariis & Administratoribus quàm aliis personis prædictis per Nos vel Sedem Apostolicam sub quavis formâ vel expressione verborum concessis, etiamsi de illis eorumque totis tenoribus habenda esset in præsentibus mentio specialis; quibus omnibus in quantum per ea Visitorum eorumdem officium impediri aut retardari posset, derogari Volumus & Derogamus expressè (ipsis aliàs in suo plenario robore duraturis) cæterisque contrariis quibuscumque. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ Constitutionis, Ordinationis, voluntatis & derogationis infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit

incursurum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ M. cccc. lxi. quarto Idus Aprilis, Pontificatus nostri anno quarto. (10. Avril 1461.)

PREMIERE BULLE DU PAPE SIXTE IV. de l'an 1475.

S O M M A I R E.

1. *Le Pape cite deux Bulles dans la sienne, de Pie II. & de Nicolas IV. ses prédécesseurs qui en confirment une autre de Jean XXIII. qui y est insérée toute entière, par laquelle il déclare inhabiles à posséder aucune présidence & supériorité dans l'Ordre de Cîteaux, toutes personnes qui n'y ont pas fait Profession & n'en portent pas l'habit ; & il n'en excepte que certains Cardinaux auxquels il avoit pour lors accordé ces sortes de graces ; de manière que ces Papes confirmant cette Bulle comme le fait aussi Sixte IV. Ce Règlement doit estre censé fait par quatre Papes.*
2. *Il confirme encore une autre Bulle qu'il rapporte en son entier de Calixte III. déjà aussi renouvelée par Pie II. par laquelle il avoit annulé & révoqué toutes les facultez qui avoient esté données précédemment au préjudice du même Ordre de Cîteaux, en faveur des Commendes, des réserves & des expectatives sur les Monasteres qui en dépendent.*
3. *Le même Pape Sixte IV. confirme aussi & renouvelle toutes ces Bulles de ses Prédécesseurs, & veut qu'elles soient observées à l'égard de tous les Monasteres de l'Ordre.*
4. *Et enfin il ajoute toutes les clauses nécessaires afin qu'elles soient exécutées selon leur forme & teneur.*

SIXTUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI,
AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

REGIMINI universalis Ecclesiæ quamvis immeriti (disponente Domino) præsidentes, curis perurgemur assiduis ut juxta traditæ nobis desuper dispensationis officium, quieti subdi-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 103

torum quorumlibet præsertim sub regulari observantiâ studio piæ vitæ vacantium , in quorum utique prosperitate reficimur , jugi quantum nobis ex alto conceditur , sollicitudinis studio intendamus , & his quæ pro Religionis incremento ac personarum regularium statu pacifico & tranquillo providè facta conspiciamus , ut perpetuò illibata persistant libenter nostri muniminis adjicimus firmitatem. Dudùm siquidem à felicitis recordationis Pio Papa II. Prædecessore nostro diversæ Litteræ in quibus nonnullæ aliæ inseruntur , emanarunt tenorum subsequen- tium. Pius Episcopus servus servorum Dei , ad futuram rei memoriam. Apostolicæ Sedis nobis injunctum desuper servitutis officium mentem nostram excitat & inducit ut circa ea quæ pro statu prospero Monasteriorum Cisterciensis Ordinis & in illis piæ vitæ deditarum personarum profutura conspiciamus , operosis studiis intendamus , & his quæ propterea facta fuisse comperimus , ut illibata persistant , Apostolici muniminis adjiciamus firmitatem & ea concedamus quæ desuper sunt opportuna : Dudùm siquidem à fel. rec. Nicolao Papa V. Prædecessore nostro Litteræ in quibus bonæ memoriæ Balthassaris Episcopi Tusculanensis tunc Joannis XXIII. in suâ obedientiâ de quâ partes illæ erant nuncupati inseruntur , emanarunt tenoris subsequen- tis. Nicolaus Episcopus servus servorum Dei , ad perpetuam rei memoriam. Inter cæteras orbis Ecclesias , Monasteria & alia pia loca Monasterii Cisterciensis Cabilonen- sis Dioecesis ac Cisterciensem Ordinem affectu benevolo prosequen- tes , illa personis eis præfidentibus libenter concedimus quæ ipsarum ac Monasterii & Ordinis prædictorum favorem & commoda respicere dignoscuntur : Dudùm siquidem Balthassaris olim Episcopi Tusculanensis in suâ obedientiâ de qua partes illæ tunc erant , Joannis XXIII. nuncupati , in favorem dicti Monasterii ac illius Abbatis necnon Coabbatum & Abbatissarum dicti Ordinis pro tempore existentium emanarunt Litteræ tenoris subsequen- tis.

Joannes Episcopus servus servorum Dei , ad perpetuam rei me- moriam. Ad salutare regimen ac incrementa proficua dilectorum filiorum Ordinis Cisterciensis qui in agro plantatus Dominico ube- res fructus ad laudem divini nominis odorem suavitatis producit assiduè , in ultimos orbis fines paternæ considerationis dirigentes intuitus , & cupientes ut eo vigilantius atque devotius Altissimo impendere valeant jugiter famulatum , quò majori quietudine in

contemplatione sedulâ divinorum salubriter perfuerunt ; ac devotis supplicationibus dilectorum filiorum Abbatis & Conventus Monasterii Cisterciensis Cabilonensis Dioecesis necnon Coabbatum & Abbatissarum dicti Ordinis Cisterciensis in hâc parte favorabiliter annuentes, hac præsentî Constitutione perpetuò duraturâ Apostolicâ autoritate Decernimus statuantes quod de cætero in præfato Ordine Cisterciensi aut ejus membris, nullus qui de dicto Ordine non existat, cujuscumque alterius Religionis, Ordinis, Statûs, dignitatis aut præminentia fuerit, etiam si Cardinalatus dignitate fulgeret, Apostolicâ vel aliâ quavis autoritate possit vel debeat præsidentiam, gubernationem, administrationem aut præminentiam aliquam per se vel per alios, directè vel indirectè aut quovis quæsito colore quomodolibet impetrare, obtinere, regere, administrare vel gubernare quomodocumque aut qualitercumque, Decernentes ex nunc irritum & inane si secùs super his à quoquam quavis autoritate scienter vel ignoranter contigerit in posterum attentari. Per prædicta verò nullum præjudicium afferri volumus alicui ex venerabilibus fratribus nostris sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus impræsentiarum in præfato Ordine Cisterciensi gubernationem, commendam, administrationem seu præsidentiam aliquas obtinenti, quominus illas gerere valeat & tenere juxta formam Litterarum Apostolicarum eidem desuper hætenus concessarum. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ Constitutionis & voluntatis infringere vel ei ausu temerario contraires : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Constantiæ VII. Kal. Februarii, Pontificatus nostri anno quinto. (26. Fevrier 1415.)

Nos igitur Abbati & Monasterio necnon Coabbatibus & Abbatissis prædictis ampliori desuper adminiculo providere Cupientes, ac Litteras & tenorem antedictos ratos habentes & gratos, illos autoritate Apostolicâ & ex certâ scientiâ harum serie Innovamus ac vim & vigorem habere Decernimus, necnon Statuta, Decreta ac omnia alia & singula in dictis litteris contenta & quæcumque indè secuta eisdem autoritate & scientiâ Confirmamus, Approbamus & præsentis scripti patrocinio Communimus : Non obstantibus Confirmationibus & Ordinationibus Apostolicis necnon omnibus illis quæ dictus Balthassar Episcopus in præfatis Litteris suis non ob stare voluit, cæterisque contrariis quibuscumque.

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 105

que. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ Innovationis, Constitutionis, Confirmationis, Approbationis & Communionis infringere vel ei ausu temerario contrāire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Romæ apud sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo quinquagesimo quarto, III. Nonas Octobris, Pontificatûs nostri anno octavo. (5. Octobre.)

Nos igitur pariformiter ex certâ scientiâ nostrâ singulas prædictas Litteras ratas & gratas habentes, illas & in eis contenta & indè secuta quæcumque autoritate Apostolicâ harum serie Innovamus ac vim & vigorem habere foreque subnixas Decernimus ac Confirmamus & Approbamus præsentisque scripti patrocinio Communimus, Decernentes quod præsentium transumpto alicujus Episcopalis vel superioris Curie Ecclesiasticæ sigillo munito & signo & subscriptione Notarii publici signato, in judicio & extrâ ipsis tanquam præinsertis & præsentibus litteris si exhiberentur, plena fides adhibeatur & perindè stetur ac si ipsæ præsentis & præinsertæ Litteræ forent exhibitæ vel ostensæ, nec desuper alterius probationis adminiculum requiratur. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ Innovationis, Constitutionis, Confirmationis, Approbationis, Communionis & Decreti infringere vel ei ausu temerario contrāire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Mantuæ Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo quinquagesimo nono, VII. Kal. Augusti, Pontificatûs nostri anno primo. (26. Juillet 1459.)

Pius Episcopus servus servorum Dei, ad futuram rei memoriam. Licet ea quæ per Prædecessores nostros Romanos Pontifices providè facta fuerunt & ab eis ritè processerunt plenam obtineant firmitatem, Nos tamen illis interdum Apostolici muniminis robur adjicimus ut eò firmiùs illibata persistant, quò magis sunt nostro præsidio communita. Dudum siquidem fœl. rec. Calixtus Papa III. prædecessor noster ex certis rationabilibus causis, nonnulla Statutum, Declarationem, cassationem & irritationem pro utilitate & conservatione Monasteriorum & locorum ac Religiosorum Cisterciensis Ordinis motu proprio & ex certâ scientiâ & de plenitudine Apostolicæ potestatis fecit & concessit, prout ipsius Præ-

Confirmation de
la Bulle de Jean
XXIII. par Pie I.

decessoris Litteris quas diligenter in Cancellariâ Apostolicâ inspici & examinari fecimus, quarum tenor inferiùs est insertus, plenius continetur: Nos igitur motu, scientiâ & potestate similibus, non ad alicujus instantiam, sed de nostrâ merâ liberalitate Statutum, declarationem, cassationem & irrationem prædicta rata & grata habentes, illa & quæcumque indè secuta autoritate Apostolicâ Confirmamus & præsentis scripti patrocínio Communis supplendo omnes defectus, si qui forsân intervenerint in eisdem, necnon Litteras ipsas vim & vigorem habere ac viribus subsistere Decernimus per præsentis, Non obstantibus Constitutionibus Apostolicis ac omnibus illis quæ dictus Prædecessor in eisdem Litteris non obstare voluit, cæterisque contrariis quibuscumque. Tenor verò ipsarum Litterarum de verbo ad verbum sequitur & est talis.

2. *Bulle de Calixte III.* Calixtus Episcopus servus servorum Dei, ad futuram rei memoriam. Ad fructus uberes quos Cisterciensis Ordo in agro militantis Ecclesiæ plantatus dextera Domini velut arbor bona produxit hætenùs & producit, considerationis nostræ oculos extendentes Apostolici favoris præsidium sibi libenter impartimur & in his quæ solidationem statûs necnon perpetuam pacem & tranquillitatem ejusdem concernunt, Nos gratiosos & favorabiles exhibemus: Cum itaque sicut ad Apostolarûs nostri pervenit auditum, Ordini Cisterciensi præfato atque illius Monasteriis, personis atque locis magna periculosa desolationis dispendia imminere noscatur ex eo quia nonnulli prætextu quarundam Litterarum Apostolicarum etiam ad vacatura se extendentium, in dictis Monasteriis atque locis præfici & præesse præsumunt; Nos ne per hoc nostræ conscientie serenitas remaneat intranquilla, taliumurbationum materias ab eodem Ordine propellere præmissisque scandalis & inconvenientiis quantum nobis ex alto permittitur, obviare necnon circa hoc salubre remedium adhibere Cupientes, motu proprio non ad alicujus nobis super hoc oblata petitionis instantiam, sed ex nostrâ certâ scientiâ & Apostolicæ potestatis plenitudine Statuimus nostræque intentionis fuisse & esse. Declaramus necnon harum serie Concedimus quod nulla per Nos aut Sedem Apostolicam seu nostrâ vel ipsius aut aliâ quavis autoritate in genere vel in specie sub quibusvis formis aut verborum expressionibus & cum quibuscumque etiam individualium & aliarum derogatoriarum clausularum & etiam talium quod illis per

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 107

quævis alia Apostolica, Litteras, Privilegia & Indulta ipsis etiam signanter, specificè & expressè derogantia minimè derogatum fuisset vel esse censeatur seu derogari non possit, vim & effectum habentibus cæterisque effectui præsentium præjudicialibus clausulis & decretis irritantibus quibuscumque personis cujuscumque statûs, gradûs, dignitatis, ordinis vel conditionis etiam si sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales aut Sedis Apostolicæ Officiales seu Episcopi aut alterius Ordinis Abbates, etiam motu & scientiâ similibus seu ad Regum, Principum vel Prælatorum quorumlibet supplicationem vel aliquorum resignatorum beneficiorum juris cessionem vel recompensationis aut alio quovis intuitu seu in earum favorem concessa hætenus vel in posterum concedenda, expectativæ, Commendæ aut aliæ quævis litteræ, facultates, nominationes & mandata necnon prærogativæ, antelationes, declarationes, exceptiones, privilegia & indulta ac factæ & forsan faciendæ etiam de primo vacaturis Monasteriis, Prælaturis, Dignitatibus & locis dicti Ordinis speciales reservationes, quorum omnium tenores ac si de verbo ad verbum inserti forent præsentibus, haberi volumus pro expressis & quæ suum nondum sortita sunt effectum, quorumque vigore in ipsis Monasteriis aut eorum aliquo non est alicui jus quæsitum, ad Monasteria, Prælaturas Abbatiales & alias dicti Ordinis dignitates & loca etiam utriusque sexûs Ordinis hujusmodi aliqualiter se extendant aut quomodolibet se extendere possint sive debeant, nec Monasteriorum & locorum hujusmodi Conventus, religiosæ personæ aut vassalli etiam utriusque sexûs, ad receptionem etiam alicujus autoritate talium litterarum & processuum exindè habitorum, teneantur nec propterea interdici, suspendi vel excommunicari possint, cassantes & irritantes ac pro infectis & nullis habentes illa omnia & singula talia, expectativas, gratias, facultates, litteras, nominationes, reservationes, nominandi, reservandi, uniendi & alia mandata Apostolica suum effectum nondum sortita & alia per quæ effectus præsentium quomodolibet impediri posset vel differri, ac decernentes illis nullam in judicio vel extrâ fidem adhibendam fore, nec Conventus & personas eorundem Monasteriorum ad receptionem eorundem prætextu litterarum ipsarum teneri, necnon prout est, irritum & inane si quid secus super his à quoquam quavis autoritate scienter vel ignoranter in posterum contigerit attentari : Non obstantibus si in facultatibus & Litteris seu Mandatis hujusmodi,

Revocation des
Commendes des Re-
serves, Expectatives
&c.

tales appositæ fuerint clausulæ scilicet aut si locorum Ordinariis seu Abbatibus, Abbatissis vel Conventibus dicti Ordinis vel quibuscumque aliis communiter vel divisim ab eadem Sede indultum sit quod ad receptionem vel provisionem alicujus minime teneantur & ad id compelli aut quod interdici, suspendi vel excommunicari non possint per Litteras Apostolicas non facientes plenam & expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem, per quam quidem clausulam aut cujusvis alterius similis vel efficacioris clausulæ adjectionem vel appositionem Decernimus præsentibus non fuisse sufficienter derogatum ac Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis, Privilegiis quoque ac Statutis & Consuetudinibus Ordinis & Monasteriorum juramento, Confirmatione Apostolicâ vel quacumque firmitate aliâ roboratis cæterisque contrariis quibuscumque. Nulli ergò omnino hominum liceat hanc paginam nostrorum Statuti, declarationis, concessionis, cassationis & irritationis infringere vel ei ausu temerario contraire: Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo quinquagesimo octavo, III. Kal. Maii, Pontificatus nostri anno quarto. (29. Avril.)

Cæterum quia difficile foret præinsertas & præsentis litteras ad singula in quibus de iis fides forsan facienda fuerit loca deferre, volumus & Apostolicâ autoritate supradictâ Decernimus quod ipsarum transumpto alicujus Episcopalis vel superioris curiæ Ecclesiasticæ sigillo munito ac signo & subscriptione Notarii publici signato & legalis in judicio & extrâ tanquam ipsis præinsertis & præsentibus litteris si exhiberentur plena fides adhibeatur ac perinde stetur ac si ipsæ præinsertæ & præsentis litteræ forent exhibitæ vel ostensæ. Nulli ergò omnino hominum liceat hanc paginam nostrorum Confirmationis, communionis, suppletionis, voluntatis & decreti infringere vel ei ausu temerario contraire: Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Mantuæ anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo quinquagesimo nono, VII. Kal. Augusti, Pontificatus nostri anno primo. (26. Juillet 1459.)

3. Cum autem sicut accepimus, nonnulli contra tenorem prædictarum litterarum Monasteriis ipsius Cisterciensis Ordinis quandoque

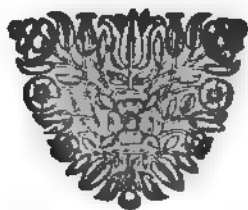
DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 109

præficiantur aut eis Monasteria ipsa committantur sive in Commendam concedantur, & propterea Monasteria hujusmodi tam in spiritualibus quàm temporalibus non modica passa fuerint & patiantur detrimenta : Nos ipsorum Monasteriorum & dicti Ordinis statum prosperum & tranquillum paterno zelantes affectu, motu proprio non ad alicujus super hoc nobis oblata petitionis instantiam sed de nostrâ merâ liberalitate, Statuta, declarationes, cassationes, irritationes & decreta prædicta tam per ipsum Pium ac bonæ memoriæ Nicolaum V. & Calixtum III. Romanos Pontifices Prædecessores nostros quàm Balthassarum Episcopum Tusculanensem Joannem XXIII. in suâ obedientiâ nuncupatum (ut in præinsertis eorum Litteris continetur) facta & concessa, rata & grata habentes, illa ac omnia & singula in eisdem singulis litteris contenta necnon indè secuta quæcumque, autoritate Apostolicâ ex certâ scientiâ & de plenitudine Sedis Apostolicæ potestatis tenore præsentium pro Nobis & successoribus nostris Romanis Pontificibus, de fratrum nostrorum consilio Confirmamus & Approbamus ac præsentis scripti patrocinio Communimus, suppletes omnes & singulos defectus si qui forsan intervenerint in eisdem, ipsasque singulas litteras Innovamus vimque & vigorem perpetuò habere & viribus subsistere Decernimus : Non obstantibus omnibus quæ Nicolaus, Calixtus & Pius Prædecessores nostri & Balthassar præfati in prædictis eorum Litteris voluerunt non obstare : necnon quibusvis specialibus & generalibus reservationibus, Litteris, Commendis, Provisionibus, Regulis & Concessionibus aliisque Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis (ex quacumque causâ processerint ac procedent in futurum) quorum omnium tenores ac si de verbo ad verbum præsentibus pro sufficienter expressis haberi volumus, & quibus earumque effectui, vi, robori & executioni quatenus prædictis & Litteris earumque effectui adversarentur, præjudicarent, nocerent vel obviarent, seu præjudicari, adversari, nocere vel obviare possent quomodolibet in futurum, motu & scientiâ similibus specialiter & expressè Derogamus necnon Monasteriorum & Ordinis prædictorum juramento, confirmatione Apostolicâ vel quavis firmitate aliâ roboratis Statutis & Consuetudinibus contrariis quibuscumque. Volumus autem quod pro tempore Ordinis autoritate in Abbates ipsorum Monasteriorum promoti & aliorum beneficiorum provisi, infra quatuor menses à die promotionum

Confirmation des
Bulles de Jean XXIII.
Nicolas V. Calixte
III. & Pie II. par
Sixte IV.

4.

sive provisionum suarum, ad curiam pro illarum Confirmatione impetrandâ venire aut mittere & annatam sive medios fructus primi anni ipsorum Monasteriorum secundum taxam in libris Camerae Apostolicæ positam solvere, aut de aliis juribus consuetis eidem Camerae satisfacere teneantur, alioquin promotiones seu provisiones illorum qui secus fecerint, nullius sint roboris vel momenti, liceatque ex tunc Nobis & dictis successoribus nostris de personis idoneis eisdem Monasteriis & beneficiis pro quibus ut præfertur factum non fuerit, providere. Cæterum quia difficile foret præsentis litteras ad singula loca in quibus illæ forent necessariae transferre, etiam volumus & dictâ autoritate Decernimus quod earum transumptis manu Notarii publici subscriptis & sigillo alicujus Archiepiscopi & Episcopi vel alterius Prælati munitis prorsus in judicio & extrâ plenaria fides adhibeatur ac illis stetur in omnibus & per omnia sicuti Originalibus Litteris adhiberetur & eis staretur si forent exhibitæ vel ostensæ. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ confirmationis, approbationis, communionis, suppletionis & innovationis, constitutionis, derogationis, voluntatis & decreti infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Romæ apud sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo septuagesimo quinto, v. l. Idus Martij, Pontificatus nostri anno quinto. (19. Mars 1475.)



SECONDE BULLE DU PAPE SIXTE IV.
de l'an 1475.

SOMMAIRE.

1. Le Pape rapporte les inconveniens & les malheurs que les Commendes causent & ont causez à l'Ordre de Cisteaux & aux Monasteres qui en dépendent.
2. Il en atteste la verité & declare qu'il veut en arrester le cours & pourvoir au rétablissement desdits Monasteres.
3. Il ordonne sous les Censures Ecclesiastiques à tous ceux qui les tiennent en Commende, de suivre à cet effet les ordres de ceux qui en sont les Peres Abbez & des Commissaires députez par le Chapitre General, pour y mettre le nombre des Religieux qui doit y estre à proportion de leurs revenus & facultez, leur fournissant ce qui sera par eux jugé necessaire pour cela & pour la celebration du Service Divin qui sera réglé par lesdites Peres Abbez & Commissaires du Chapitre General.
4. Il ordonne aussi que lesdits Peres Abbez & Commissaires obligeront les Commendataires à construire les bâtimens & lieux necessaires dans lesdits Monasteres, & tiendront la main à les faire reparer & mettre en bon état.
5. Pareillement les obligeront à prendre soin de conserver les droits, biens, revenus, meubles & ornemens qui appartiennent ausdits Monasteres, & même de retirer les biens & autres choses qui pourroient en avoir esté usurpez & alienez.
6. Le Pape ordonne ausdits Commendataires de payer aux Commissaires de l'Ordre, les Subsidies & les Contributions ausquelles les Monasteres seront taxez, & de leur obéir en cela & en toutes autres choses, sous diverses peines & Censures à encourir de fait.
7. Il défend sous les mêmes peines & Censures ausdits Commendataires de rien aliener, vendre ou engager, meubles ni immeubles; & en cas qu'ils refusent d'observer ponctuellement tous ces Reglemens, il les excommunie & prive de toutes sortes de Benefices & les declare inhabiles à en avoir d'autres.

8. *Le Pape ordonne encore que ceux qui à l'avenir seront nommez à quelques Monasteres en Commende, avant que d'en entrer en possession, seront tenus de jurer & prester serment de n'en rien vendre, aliener ni engager contre les Statuts de l'Ordre, & qu'il sera dressé un Inventaire de tous les biens en leur presence par les Peres Abbez dont ils pourront avoir un double.*
9. *Il ordonne aussi que tous les Religieux des Monasteres qui sont en Commende seront tenus de se confesser une fois tous les ans à leurs Peres Abbez & de leur donner un memoire de ce qu'ils ont en particulier à leur usage : Lesquels Peres Abbez ont aussi le pouvoir d'entendre en confession toutes les autres personnes qui demeurent dans lesdits Monasteres, & c'est à eux à recevoir les Novices à profession.*
10. *Il déroge à toutes choses contraires.*
11. *Et enfin, il declare que les Abbez Commendataires presens & à venir n'ont & n'auront aucune jurisdiction dans les Monasteres qu'ils tiendront en Commende, & qu'elle appartient & sera dévolue au Pere Abbé, declarant nul tout ce qui a esté ou sera fait au contraire.*
12. *Il conclut par les clauses ordinaires.*

SIXTUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI.
AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

- C**URA nostra in variis rebus quotidie emergentibus agitata Circà hoc potissimè versatur, ut Pastorale Officium in sacræ Religionis Cisterciensis statu foelici extendentes, ità ope nostræ provisionis salubriter provideamus quòd Ordo ipse illiusque Monasteria & loca & personæ in spiritualibus & temporalibus detrimenta non sustineant, sed optimæ foelicitatis proficiant incrementis. Sanè licet Monasteria & loca ejusdem Ordinis ab eorum primævâ foundatione honorificè constructa ac fructibus, redditibus & proventibus pro sustentatione Abbatum, Monachorum, Ministrorum & aliarum personarum inibi divinis laudibus insistentium competenter dotata, librisque, calicibus & aliis ornamentis divino cultui necessariis munita, ac in verâ obedientiâ suorum Superiorum persistentes, numero sufficienti Monachi quibus honestè in victu & vestitu providebatur, instituti fuerint; tamen ab aliquibus temporibus citrà (sicuti veridicâ relatione accepimus)
- Monasteria

In conveniens causez par les Commendes dans les Monasteres.

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. II;

Monasteria & loca ejusdem Ordinis quæ nonnullæ personæ Ecclesiasticæ Sæculares & Regulares, ex concessione & dispensatione Sedis Apostolicæ in Commendam obtinent, in eorum structuris & ædificiis ruunt, illorumque bona mobilia & immobilia, necnon fructus, redditus & proventus dissipantur, regularis observantia in illis sicut deceret, non observatur, Officium divinum decenter non solvitur, Monachi instituti numero non sunt sufficienti, & existentes victum & vestitum non habentes ut deceret pro dolor! ab obedientiâ suorum Superiorum retrahuntur; Ordo, Monasteria & loca hujusmodi confunduntur & non modica patiuntur detrimenta in ipsius Ordinis illusionem, divinæ Majestatis offensam ac perniciosum exemplum & scandalum plurimorum.

Hinc est quòd Nos attendentes præmissa adeo esse notoria quòd nullâ possunt tergiversatione celari, quodque si super eisdem non provideatur, Monasteria & loca ipsa penitus desolata manebunt, ac illa necnon Ordo ipse irreparabilia patientur damna; ac Cupientes prout nostro incumbit officio, præmissis ac scandalis quæ propterea exoriri possunt, congruentibus remediis obviare ac indemnitatibus Ordinis, Monasteriorum, locorum, Monachorum, Ministrorum & personarum eorundem, quantum cum Deo possumus, opportunitè providere: motu proprio non ad aliquorum instantiam, sed de nostrâ merâ libertate & ex certâ scientiâ, Omnes & singulas personas Sæculares & quorumcumque Ordinum Regulares præsentis & futuras, cujuscumque dignitatis, statûs, gradûs, ordinis, nobilitatis, excellentiæ, præminentiæ & conditionis fuerint, quæ Monasteria & loca ejusdem Ordinis seu eorum aliquod in Commendam obtinent impræsentiarum & forsitan obtinebunt impostèrùm ubique locorum, etiam in Romanâ Curiâ commorantes, etiam si Archiepiscopali, Episcopali vel aliquâ aliâ Ecclesiasticâ vel mundanâ dignitate fungantur, aut nostri & Sedis prædictæ seu prædecessorum aut successorum nostrorum Romanorum Pontificum Notarii, Subdiaconi, Acolyti, Capellani, Cubicularii seu aliàs Officiales vel familiares aut fructuum, reddituum & proventuum Camera Apostolicæ debitorum Collectores Subcollectoresve existant, & quocumque exemptionis privilegio etiam ratione personarum & Beneficiorum suorum gaudeant & muniantur; eorumque in ipsiis Monasteriis & locis, Vicarios, Officiarios, Sæculares & Regulares, Monachos, Receptores, Servitores & Oeconomos ac eorum quemlibet, illorum & cujuslibet

ipsorum nomina & cognomina ac qualitates præsentibus pro expressis habentes, autoritate Apostolicâ tenore præsentium :

3. Monemus primò, secundò, tertio & peremptoriè communiter ac divisim ac eis & eorum cuilibet in virtute sanctæ obedientiæ ac sub poenis, sententiis & censuris infra scriptis quas ferimus in his scriptis & quas ac earum quamlibet contrâ facientes eorumque complices, fautores & adhærentes ac eorum quemlibet eo ipso incurrere Volumus, distriçtè præcipiendo Mandantes, motu & scientia similibus ; quatenùs (omni appellatione sublatâ & remotâ) infrâ terminum eisdem personis seu Commendatariis ut præfertur, Monasteria & loca hujusmodi in Commendam pro tempore obtinentibus, per Patrem Abbatem cujuslibet ipsorum Monasteriorum & locorum seu illius aut Capituli Generalis dicti Ordinis ad hoc Commissarium super præmissis & infra scriptis ac eorum quolibet (qualitate negotii pro tempore occurrentis pensatâ) statuendum & præfigendum, & quem exnunc prout extunc & è converso, eisdem & earum cuilibet pro tertio & peremptorio termino ac monitione canonicâ statuimus, præfigimus & assignamus, in Monasteriis & locis hujusmodi pro tempore Commendatis numerum Monachorum per Patrem Abbatem aut Commissarium præfatos, (facultatibus ipsorum Monasteriorum & locorum etiâ pensatis) instituendum, taxandum & moderandum habeant, sustineant, foveant & conservent ; necnon Monachis, Noviciis, Ministris & aliis ipsorum Monasteriorum & locorum personis sufficienter & honestè de victu & vestitu, in Dormitorio, Refectorio & ubique, secundum laudabilem ipsius Ordinis consuetudinem & prout fit & fieri consuevit in aliis Monasteriis dicti Ordinis non Commendatis, dictum numerum Monachorum, Ministrorum, Novitiorum prædictorum ut præfertur, moderandum, instituendum & taxandum, directè vel indirectè nullo unquam tempore (quovis quæsito colore) minuendo, provideant ac sollicitè & debitè in eisdem Monasteriis & locis ut præfertur Commendatis, divinum Officium tam in Horis Canonicis quàm Beatæ Mariæ & Defunctorum morosè, devotè & integrè, ejusdem Ordinis cæremoniis servatis, competentibus & debitis horis persolvere, Missas ejusdem Ordinis & fundatas necnon Anniversaria ac quæcumque ordinata Suffragia recitare & dicere ac secundum arbitrium & judicium Patris Abbatis seu Commissarii prædictorum :

Et Pape veut que le Pere Abbé de chaque Monastere qui est en Commende, & le Commissaire du Chapitre General en ait toute la conduite, sur le nombre des Religieux qui doit y estre, leur nourriture & entretien & la celebration de l'Office Divin.

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 115

Ædificia tam in Monasteriis & locis sicut præfertur Commendatis, quàm extrà necessaria construere, ædificata constructa & ruinosà quatenùs indigebunt reparare, restaurare ac in cooperturâ & aliis necessariis omnibus & singulis in bono & condecienti statu manutenerè :

Jura, libertates, possessiones, census, fructus, redditus, proventus, clenodia, calices, cruces, Reliquiaria, pontificalia, jocalia, vestes sacras, ornamenta Ecclesiastica, libros, chartas, vasa argentea & cujusvis alterius metalli, supellectilia & quæcumque alia bona mobilia & immobilia ad Monasteria seu loca hujusmodi Commendata seu aliquod ipsorum spectantia & pertinentia alienata vel distracta seu transportata, ad jus & proprietatem ipsorum Monasteriorum & locorum reducere & reponere; ac omnia illa & singula alia contrà omnem personam (suadente Justitiâ) per se vel alios cum omni diligentia defendere, tueri & prosequi faciant & cum effectu procurent.

Necnon Patri Abbati seu Commissario præfatis omnia & singula caritativa subsidia & Contributiones per Generale Capitulum ejusdem Ordinis præfato Ordini aut Abbatibus ejusdem pro tempore imponenda, plenariè & integrè secundum portionem eis juxta ipsius Ordinis institutiones taxatam vel taxandam exhibeant & persolvant, eisque Patri Abbati & Commissario in omnibus & per omnia pareant efficaciter & obediant; ac omnia & singula per Patrem Abbatem & Commissarium præfatos circà præmissa aut aliquot eorumdem vel alia ejusdem Ordinis pro qualitate temporis explicanda & ordinanda negotia illa omnia & singula ac si de verbo ad verbum etiam præsentibus infererentur, pro expressis habentes & haberi volentes, realiter & cum effectu faciant & adimplere procurent, prout & quemadmodum prædictorum Commendatorum & aliorum ejusdem Ordinis Monasteriorum Abbates hætenùs fecerunt & facere consueverunt & debuerunt ac pro tempore existentes faciunt.

Inhibentes nihilominùs eisdem personis sive Commendatariis sæcularibus & regularibus Monasteria & loca hujusmodi in Commendam pro tempore obtinentibus præsentibus & futuris, sub eisdem sententiis & poenis, nè bona mobilia aut immobilia hujusmodi seu aliqua alia ad prædicta Monasteria seu loca Commendata hujusmodi spectantia quovis modo alienare aut de novo infeudare seu extrà manus Deputatorum seu pro tempore per Conventus ipsorum Monasteriorum deputandorum manus ponere præsumant. Et si quod absit, mandatis, monitionibus &

4. C'est aussi au Père Abbé & au Commissaire du Chapitre General de faire construire & reparer les bâtimens aux frais des Abbez Commendataires, & de les obliger de conserver & défendre les biens & les droits des Monasteres qu'ils tiennent en Commende,

6.

Comme aussi de payer les Taxes & Contributions de l'Ordre.

7.

Le Pape défend aux Commendataires de rien aliéner de leurs Monasteres & excommunie ipso facto ceux qui n'obéiront pas aux ordres des Pères Abbez & des Commissaires du Chapitre General.

inhibitionibus hujusmodi non paruerint seu præmissa & infra-scripta vel aliquid eorum non observaverint, & in quantum eos tangunt & concernunt seu concernere & tangere poterunt, quomodolibet in futurum fecerint non observari, exnunc prout extunc & extunc prout exnunc, personas seu Commendatarios præfatos eorum Officiarios, Procuratores, fautores, adhærentes, Monachos, Receptores, Oeconomos, Vicarios & Administratores omnesque alios & singulos in præmissis culpabiles & rebelles ac eorum quemlibet Excommunicamus & Anathematizamus, ac prædictorum & aliorum Monasteriorum & locorum regimine & administratione necnon omnibus & singulis aliis Ecclesiasticis secularibus & regularibus Beneficiis, Canonicatibus, Præbendis, dignitatibus, personatibus, administrationibus & officiis cum curâ & sine curâ, necnon annuis pensionibus eis & eorum cuilibet super quorumcumque Monasteriorum aut locorum seu mensarum vel Beneficiorum Ecclesiasticorum fructibus, redditibus & proventibus pro tempore assignatis quæ in quibuscvis Ecclesiis sive locis obtinent & percipiunt respectivè, motu, scientiâ & autoritate similibus Privamus & ad illa & quæcumque alia similia vel diffimilia Monasteria, loca, officia & Beneficia obtinenda perpetuò Inhabilitamus, ipsosque omnes & singulos excommunicationis & anathematis sententias ac privationis & inhabilitationis pœnas hujusmodi incurrisse & incidisse, necnon excommunicatos, anathematizatos ac Monasteriis, locis illorumque regimine & administratione, officiis & beneficiis ac pensionibus prædictis privatos, & ad illa ac alia imposterum obtinenda inhabiles fuisse ac esse Declaramus & Decernimus.

*SUITE ET CONTINUATION DE LA II^E BULLE
du Pape Sixte IV. de l'an 1475.*

3. ET insuper volumus & perpetuo observandæ Constitutionis Edicto autoritate, motu & scientiâ similibus Statuimus & Ordinamus quòd si contingat aliquod Monasterium ejusdem Ordinis de novo alicui Archiepiscopo vel Espiscopo seu cuicumque alteri etiam dignitate prædito quavis autoritate commendari, per illius Patrem Abbatem seu ipsius vel ejusdem Ordinis Commissarium, præsentem ipsius Monasterii Commendatario aut ejus legitimo Procuratore, de bonis ipsius Monasterii fiat inventarium,

Il sera dressé par le
Pere Abbé en chaque
Monastere un inven-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 117

ejus duplum unum teneat ipse Commendatarius & aliud apud Conventum ejusdem Monasterii maneat, ipseque Commendatarius antequam possessionem regiminis & administrationis bonorum dicti Monasterii recipiat, juramento solemni bona ipsa fideliter tractare, administrare, conservare & defendere juret, & juramentum solem- niter ab Abbatibus ipsius Ordinis in eorum assumptione præstari solitum videlicet quod bona mobilia aut immobilia dicti Monasterii contra statuta dicti Ordinis non vendet, non alienabit aut impigno- rabit seu de novo infeudabit per se vel per alium quocumque titulo vel colore, sub pœnis & sententiis prædictis & infrascriptis præstet.

taire de tout ce qui
luy appartient, &
l'Abbé Commenda-
taire prestera ser-
ment avant que de
prendre possession.

Et insuper quod Monachi, Novicii, Conversi & Donati cu- juslibet ipsorum Monasteriorum & locorum ejusdem Ordinis Commendatorum ut præfertur, semel in anno Patri Abbati seu Commissariis prædictis, de omnibus peccatis & excessibus per eos & eorum quemlibet ab ultimâ confessione Patri Ab- bati seu Commissario præfatis factâ, commissis & perpetratis confiteri integrè, & tunc sine fraude in scriptis omnium bo- norum apud eos & in eorum usum pro tempore existentium qualitatem & quantitatem dare; Novicii que ipsi Ordinem ipsum profiteri volentes, in manibus Patris Abbatis seu Commissarii ipsius professionem expressè emittere debeant & teneantur, ab ipsis Patre Abbate seu ejus Commissario benedictionem in talibus secundum instituta ejusdem Ordinis concedi solitam humiliter recipiendo: Patri Abbati verò & Commissario præfatis, ut eos- dem pro tempore eis confitentes de his quæ eis confessi fuerint, nisi talia existant propter quæ meritò Sedes Apostolica fuerit con- sulenda, sicut Monachos proprios absolvere & pœnitentiam salu- tarem injungere, ac etiam in dictis Monasteriis seu locis Commen- datis commorantium confessiones audiant, & similem vel limita- tam potestatem absolvendi habeant, perpetuò deputare possint, licentiam Concedimus pariter & facultatem.

Præterea dilectis filiis universis prædictorum Monasteriorum & lo- corum pro tempore Commendatorum Patribus Abbatibus per Apo- stolica scripta motu simili Mandamus quatenus ipsi seu quilibet ipso- rum in Monasteriis & locis prædictis eis subditis, per se vel alium seu alios præsentis litteras ac omnia & singula in eis contenta ubi, quando & quoties expedire viderint, solemniter publicantes fa- ciant sub sententiis, censuris & pœnis prædictis ut præfertur per nos latis, omnia & singula in præsentibus litteris contenta &

eorum quodlibet autoritate prædictâ inviolabiliter adimpleri & observari ; necnon omnes & singulos quos eis summarie constituerit in præmissis & circa ea seu aliquod ipsorum culpabiles ac excommunicationis & alias poenas prædictas incurrisse , excommunicatos & anathematizatos ac Beneficiis , Monasteriis , officiis & pensionibus prædictis privatos & ad illa ac alia imposterum obtinenda inhabiles , publicè & etiam specificè & nominatim denuntient & faciant ab aliis denuntiari ac ab omnibus Christi fidelibus arctius evitari , donec mandatis & monitionibus ac aliis præmissis per Patrem Abbatem seu Commissarium præfatos ordinandis plenariè & integrè paruerint , ac ab eisdem sententiis & poenis absolutionis beneficium meruerint obtinere. Contradictores in præmissis quoslibet & rebelles cujuscumque dignitatis , status , gradus , ordinis , dignitatis , præeminentiæ , nobilitatis , excellentiæ aut conditionis ut præfertur , fuerint , per excommunicationis , suspensionis & interdicti ac prædictas necnon alias etiam formidabiliores de quibus eis videbitur sententias , censuras & poenas eâdem autoritate , appellatione etiam postpositâ compescendo , & etiam legitimis super his per eos habendis servatis processibus , omnes & singulos prædictos sic excommunicatos necnon sententias hujusmodi , quoties opus fuerit , dictâ autoritate aggravare & reaggravare procurent , ac omnia & singula alia faciant & exequantur summarie & de plano sine strepitu & figurâ judicii , nullis terminis substantialibus observatis quæ eis & eorum cuilibet circa præmissa vel aliquod ipsorum videbuntur exequenda & facienda.

- II. Non obstantibus tam foelicis recordationis Bonifacii VIII. quæ incipit Statutum quàm Clementis V. Romanorum Pontificum prædecessorum nostrorum ac in Concilio Generali de duabus Diætiis editâ aliisque Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis , statutis quoque & consuetudinibus Monasteriorum , locorum & Ordinis hujusmodi , confirmatione Apostolicâ vel quavis firmitate aliâ roboratis contrariis quibuscumque ; aut si eisdem personis seu Commendatariis prædictis eorumque Officiariis vel quibusve aliis communiter vel divisim ab eadem sit Sede indultum aut indulgeri contingat quod interdicti , suspendi vel excommunicari aut beneficiis suis privari seu extrâ vel ultrâ certa loca ad judicium evocari non possint , per litteras Apostolicas non facientes plenam & expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem & quibusvis aliis privilegiis , indulgen-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 119

tiis, exemptionibus, indultis, concessionibus & litteris Apostolicis generalibus vel specialibus eisdem personis seu Commendatariis aut eorum Officiariis, Procuratoribus, Receptoribus, Monachis & Oeconomis in genere vel in specie quovis modo concessis & concedendis quorumcumque tenorum existant, per quæ præsentibus non expressa vel totaliter non inserta effectus præsentium aut jurisdictio Patrum Abbatum prædictorum impediri vel aliàs quomodolibet differri possit, & quæ illis specialiter & expressè derogando quoad hæc Nolumus aliquibus suffragari. Nos enim eisdem Patribus Abbatibus præfatis & eorum cuilibet ac Commissario prædictis, præfatas personas & Monasteria & loca hujusmodi in Commendam pro tempore obtinentes eorumque Vicarios, Procuratores, Receptores ac Officiarios prædictos & eorum quemlibet qui præfatas nostras sententias aut earum aliquam incurrerint sive incurrerit quoquomodo, postquam devotè & humiliter mandatis & monitionibus hujusmodi paruerint seu paruerit, si hoc humiliter petierint, ab eisdem sententiis injunctis eis pro modo culpæ poenitentiis salutaribus & aliis quæ de jure fuerint injungenda, autoritate prædictâ per se vel alium seu alios absolvendi ac ad beneficia tunc obtenta & obtinenda rehabilitandi & restituendi, necnon secum seu super irregularitate si quam Missas & alia divina Officia celebrando vel illis se immiscendo contraxerint; dispensandi omnemque inhabilitatis & infamiæ maculam sive notam per eos seu alterum ipsorum, præmissorum occasione quomodolibet contractam, penitus abolendi ejusdem autoritate & tenore Concedimus facultatem.

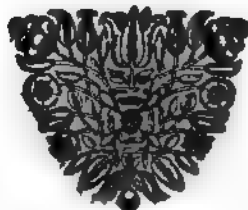
Le Pape donne pouvoir aux Ieres Abbez & aux Commissaires du Chapitre General d'absoudre & de réhabiliter les Commendataires qui seroient tombez en quelque Censure pour avoir contrevenu à ses Reglemens.

Et insuper quia difficile foret præsentibus litteras Apostolicas ad quæcumque loca in quibus illæ forent necessariae transferri, Volumus & autoritate prædictâ Decernimus quòd earum transumptis manu alicujus Notarii publici subscriptis & sigillo alicujus Archiepiscopi, Episcopi aut alterius Prælati munitis, prorsus in judicio & extrâ fides plenaria adhibeatur & illis stetur in omnibus & per omnia sicut originalibus litteris adhiberetur & staretur si forent exhibitæ vel ostensæ, quodque eadem præsentibus litteræ ac transumpta ut præfertur de eisdem facienda, necnon monitiones, intimationes, publicationes & executiones per Patres Abbates seu Commissarium præfatos & eorum quemlibet super præmissis seu eorundem pro tempore factæ, valvis seu portis Monasteriorum quorum occasione illas fieri con-

126 PRIVILEGES

Les Abbés Commendataires n'ont aucune juridiction dans les Monastères, mais elle appartient & est dévolue aux Eves Abbés.

tigerit affigantur & easdem personas sive Commendatarios ac alios omnes & singulos prædictos extunc & postea perinde ligent & ardent (omni appellatione ut præfertur remotâ) ac si eisdem & eorum cuilibet personaliter intimatæ & lectæ fuissent : Et si aliquod Monasterium ejusdem Ordinis Patris Abbatis , aliqui personæ etiam Archiepiscopali vel Episcopali aut quavis aliâ quâ aliâ dignitate præditæ quovis modo & quavis autoritate sit forsan commendatum vel imposterum commendari contingat, quod eidem personæ seu Commendatario, nulla in præmissis seu aliquo præmissorum sit attributa facultas seu potestas vel jurisdic-
tio seu executio, sed illæ extunc prout exnunc & econtra, ad immediatum ipsius Monasterii Patrem Abbatem devolutæ sint & esse censeantur. Caterum exnunc irritum Decernimus & inane si secus super his seu aliqua ipsorum à quoquam quavis autoritate, scienter vel ignoranter contigerit attentari. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostrorum monitionis, mandati, statuti, præfixionis, assignationis, inhibitionis, excommunicationis, anathematizationis, privationis, inhabilitationis, declarationis, constitutionis, voluntatis, ordinationis, concessionis, derogationis & decreti infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo septuagesimo quinto, quarto Idus Martii, Pontificatus nostri anno quinto. (12. Mars 1475.)



TROISIEME BULLE DU PAPE SIXTE IV.
de l'an 1475.

S O M M A I R E.

Le Pape explique & interprete par cette Bulle ce que son Prédécesseur Benoist X I I. a entendu dans l'une des siennes par la couleur brune dont il a ordonné que seroient les habits des Religieux de l'Ordre de Cisteaux, en déclarant que l'on doit entendre le noir, & qu'il ne leur est pas permis de se servir d'autre couleur que du noir & du blanc, ordonnant au surplus que ceux qui y contreviendront, y seront contrainsts par les Censures Ecclesiastiques.

SIXTUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI.
AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

ETSI cunctis Ecclesiastici status personis ex assuetæ pietatis Officio assistere teneamur, illis tamen sub regulari observantiâ Altissimo famulantibus (præcipuè Cisterciensibus) eò magis adesse nos convenit, quò sublatis quibuscvis dubietatibus majori quietudine reddere valeant vota sua : Dudùm siquidem foelicis recordationis Benedictus Papa XII. Prædecessor noster ad statum Cisterciensis Ordinis attendens prosperum, per quasdam suas litteras inter alia Statuit & Ordinavit quòd omnes Abbates & Monachi ejusdem Ordinis pannis bruni vel albi coloris dumtaxat uterentur, prout in eisdem litteris plenius continetur : Cum autem sicut exhibita nobis nuper pro parte dilecti filii Hymberti Abbatis Monasterii Cisterciensis Cabilonensis Dioecesis petitio continebat, à nonnullis etiam ipsius Ordinis Abbatibus & Monachis revocetur in dubium an appellatione bruni coloris niger color veniat vel griseus ; & sicut eadem petitio subungebat, aliqui Abbates & Monachi ac Moniales ipsius Ordinis panno nigro ; aliqui verò griseo utantur & diversitas habitûs inter ejusdem Ordinis Professores esse videtur ; pro parte ejusdem Hymberti Abbatis nobis fuit humiliter supplicatum ut sibi ac Ordini, Monachis & Monialibus præfatis earumque statui super præmissis providere

Cette Bulle est rapportée au Grand Bul-laire Romain pour la neuvième Constitution de ce Pape

de benignitate Apostolicâ dignaremur. Nos igitur ad quos spectat super his adhibere vigilantia nostrâ curam ut omnis dubietatis scrupulus de medio tollatur, & habitus ipsorum se invicem conforment quacumque disparitate sublata; Litterarum ac Concessionis & statuti hujusmodi tenores ac si de verbo ad verbum infererentur præsentibus pro expressis habentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, verba prædicta *bruni coloris* interpretantes, quod appellatione illorum *niger* tantum *color* veniat & intelligatur, autoritate Apostolicâ tenore præsentium ex certâ scientiâ Declaramus: Et insuper pro potioris cautelæ suffragio, Volumus ac eisdem autoritate & tenore etiam Statuimus & Ordinamus quod de cætero perpetuis futuris temporibus omnes Abbates, Monachi & Moniales ejusdem Ordinis præsentibus & futuri, ad usum personarum suarum pannis *nigri vel albi coloris* solum & dumtaxat utantur, Mandantes per Apostolica scripta & eadem autoritate Committentes dilectis filiis universis Patribus Abbatibus ejusdem Ordinis præsentibus & futuris, quatenus ipsi & quilibet ipsorum postquam præsentibus nostræ Litteræ ad eorum notitiam pervenerint, Declarationem, Statutum & Concessionem nostra hujusmodi observent & per se vel alios etiam à quolibet ipsorum, necnon aliis Abbatibus & Monachis ac Monialibus ejusdem Ordinis perpetuò faciant inviolabiliter observari, non permittentes eosdem Abbates, Monachos & Moniales pannos ad usum personarum suarum alterius quàm *nigri vel albi coloris* deferre vel illis quomodolibet uti; Contradictores per Censuram Ecclesiasticam appellatione postpositâ compescendo; Non obstantibus Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis ac Monasteriorum & Ordinis prædictorum juramento, Confirmatione Apostolicâ vel quavis firmitate aliâ roboratis, necnon omnibus illis quæ idem Benedictus Prædecessor in suis Litteris voluit non obstare cæterisque contrariis quibuscumque: Cæterum quia difficile foret præsentibus Litteras ad quæcumque loca in quibus illæ essent necessariæ transferri, Volumus & autoritate prædictâ Decernimus quod earum transumptis manu Notarii publici subscriptis & sigillo alicujus Archiepiscopi vel Episcopi aut alterius Prælati vel personæ in dignitate Ecclesiasticâ constitutæ munitis, prorsus in judicio & extrâ fides plénaria adhibeatur & illis stetur, ipsique Patres Abbates ad illarum executionem procedere possint & debeant in omnibus & per omnia sicuti originalibus Litteris hujus-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 123

modi adhiberetur & eis staretur ac ipsi Patres Abbates procedere possent & deberent si forent exhibitæ vel ostensæ. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostrorum declarationis, interpretationis, Statuti, Ordinationis, Mandati, voluntatis & Constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo septuagesimo quinto, Idibus Decembris, Pontificatus nostri, anno quinto. (9. Decembre 1475.)

QUATRIEME BULLE DU PAPE SIXTE IV.

de l'an 1475.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape fait l'Eloge de l'Ordre de Cisteaux.*
2. *Et en consideration de ses merites, il luy accorde à perpetuité une fois en la vie le Jubilé & une Indulgence plenièrre à l'article de la mort pour tous les Abbez, Abbeses, Religieux & Religieuses, Novices, Donnez, Economes, Domestiques, Commençaux, Pensionnaires &c. de tous les pechez confessez, à condition que le Confesseur sera Religieux de l'Ordre.*

SIXTUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis universis Abbatibus, Abbatissis, Prioribus, Monachis, Militibus, Monialibus, Novitiis, Conversis, Donatis, familiaribus, continuis Commensalibus, Oeconomis, Procuratoribus & aliis utriusque sexus Cisterciensis Ordinis presentibus & futuris Salutem & Apostolicam Benedictionem. Sacrosanctæ Religionis vestræ puritas, vitæ sanctimonia, fervor devotionis ac in Domini agri culturâ labor assiduus quibus ad supernum bravium feliciter comprehendendum cæterisque fidelibus impetrandum totis insudatis viribus, Nos provocant ut antiqui hostis jacula quibus vos cæterosque spiritualis vitæ sectatores impetere atque impedire nititur, scuto nostræ protectionis tanto propellamus diligentius, quanto de

- vestri profectus frustratione, si fortè quod absit, callidi hostis decepti versutiis in vanum curreretis, amplius doleremus: Hinc est quod Nos saluti animarum vestrarum consulere Cupientes & dilecti filii Hymberti Abbatis Cistercii devotis supplicationibus
2. inclinati, Ut Confessor idoneus *de Ordine vestro* quem quilibet vestrum ad hoc duxerit eligendum, *Confessionibus vestris diligenter auditis*, ab omnibus & singulis excommunicationis, suspensionis & interdicti aliisque Ecclesiasticis sententiis, censuris & pœnis à Jure vel ab homine quomodolibet latis, quibus quomodolibet ligati fueritis seu alter vestrum legatus fuerit; necnon pro commissis per vos & quemlibet vestrum criminibus, excessibus, delictis & peccatis quibuscumque quantumcumque enormibus, etiamsi talia fuerint propter quæ Sedes Apostolica meritò foret consulenda, *semel in mortis articulo* debitam vobis & cuilibet vestrum absolutionem impendere ac pœnitentiam salutarem injungere, necnon omnium peccatorum vestrorum de quibus corde contriti & ore confessi fueritis, plenariam remissionem necnon sanctissimum Jubilæum, sive omnes & singulas indulgentias ac plenariam omnium peccatorum vestrorum remissionem per Nos & Prædecessores nostros Romanos Pontifices Christi fidelibus personaliter anno Jubilæi Romam venientibus & Ecclesias ad hoc statutas & deputatas verè contriti & confessi visitantibus quovis modo concessas & quas consequuntur ac consequi possunt, ac si personaliter veniretis & easdem Ecclesias per tempus ad hoc statutum visitaretis, ac omnia & singula per Nos & Prædecessores nostros pro Jubilæo sive indulgentiis & remissionibus hujusmodi consequendis ordinata adimpleretis, consequeremini & haberetis seu consequi & habere possetis, vobis in sinceritate fidei, unitate sanctæ Romanæ Ecclesiæ ac obedientiæ & devotione nostrâ ac successorum nostrorum Romanorum Pontificum canonicè intrantium persistentibus, autoritate Apostolicâ concedere valeat, ità tamen quod si vobis vel alteri vestrum in aliquâ infirmitate gravi remissio & Jubilæum sive indulgentiæ hujusmodi concedantur & mors inde non sequatur, nihilominus absoluti maneat & quilibet vestrum maneat ut præfertur, ac plenaria remissio & Jubilæum seu Indulgentiæ hujusmodi *in vero mortis articulo iterum impendi possint* & vobis ac vestrum cuilibet ac si alia non præcessisset suffragari, devotioni vestræ tenore præsentium Indulgemus; sic tamen quod idem Confessor

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 125

de his de quibus fuerit alteri satisfactio impendenda, eam vobis & alteri vestrum ad quem spectabit, per vos & dictum alterum vestrum si supervixeritis aut supervixerit, vel per alios si fortè tunc transiveritis aut transiverit, faciendam injungat quam vos seu dictus alter vestrum aut illi facere teneamini ut præfertur : Et nè quod absit, propter hujusmodi gratiam procliviores reddamini ad illicita in posterum committenda, Volumus quod si ex confidentiâ remissionis hujusmodi aliqua fortè alter vestrum committeret, quoad illa prædicta remissio & Jubilæum sive indulgentiæ hujusmodi illi nullatenus suffragentur, præsentibus perpetuis futuris temporibus duraturis. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ concessionis & voluntatis infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attemptare præsumperit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Romæ apud sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo septuagesimo quinto, Idibus Decembris, Pontificatus nostri anno quinto. (13. Decembre 1475.)

CINQUIÈME BULLE DU PAPE SIXTE IV. de l'an 1482.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape explique deux Bulles des Papes ses prédécesseurs Honoré III. & Martin V. qui ont esté cy-devant transcrites pages 32. & 76. pour l'exemption de payer des Dixmes ni grosses ni menues ni novales en faveur de l'Ordre de Cîteaux, & il les confirme.*
2. *Et de plus, il veut que tous les Monasteres de l'Ordre jouissent de cette exemption.*

SIXTUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI.
AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

DISPOSITIONE divinâ gregi Dominico quavis immeriti præsidentes, dum præclara dilectorum filiorum Abbatum

Q. iij

Cisterciensis ejusque Coabbatum & Priorum ac dilectarum in Christo filiarum Abbatissarum & aliarum personarum Cisterciensis Ordinis, honestatem & merita Deo grata & hominibus accepta, intra nostræ mentis arcana recensemus, & ad commendabiles fructus quibus operosis eorum ministeriis erga ipsum Deum & homines hujusmodi indefinenter exuberant, nostros diffundimus cogitatus, vota illa ad exauditionis gratiam favorabiliter admittimus per quæ ipsorum statui & indemnitatibus consulitur, & quæ in illorum profectum emanasse comperimus, præsidio muniminis Apostolici libenter solidamus, illa etiam pro potiori cautelâ de

I. novo eis concedendo. Sanè pro parte Abbatis, Coabbatum, Priorum, Abbatissarum & personarum prædictorum Nobis nuper exhibita petitio continebat quòd olim foelicis recordationis Honorius Papa III. prædecessor noster, ut nullus ab eis de terris suis ante Generale Concilium acquisitis, etiam de illis quas aliis concefferant excolendas & ad eos redierant, si eas manibus propriis aut sumptibus colerent, Decimas exigere aut extorquere præsumeret, inter alia inhibuit; & deindè piæ memoriæ Martinus Papa V. etiam prædecessor noster Venerabilibus fratribus nostris Archiepiscopis & dilectis filiis Abbatibus, Prioribus, Decanis, Archidiaconis, Præpositis & aliis Ecclesiarum Prælati ad quos suæ super hoc confectæ litteræ pervenirent, expressè mandavit ut Abbatem Cisterciensem ac omnes & singulos Abbates, Priores, Abbatissas ac omnia & singula Monasteria necnon singulares personas dicti Ordinis, præsentia & futura ubicumque pro tempore consistentia, à præstatione Decimarum tam de possessionibus habitis ante & post Concilium antedictum, quàm de cætero habendis, & tam de novalibus sive ante sive post hujusmodi Concilium acquisitis & acquirendis quæ propriis sumptibus excolebant seu excolerent, quàm alias quomodocumque & qualitercumque excolerentur, & etiam de illis possessionibus de quibus aliquis hætenus percepisset, necnon de hortis, virgultis & piscationibus suis ac de suorum animalium nutrimentis, singuli ipsorum omninò servarent immunes; Contradictores per censuram Ecclesiasticam appellatione postpositâ compescendo, invocato ad hoc etiam si opus foret, auxilio brachii sæcularis, prout in ipsorum prædecessorum litteris desuper confectis plenius continetur. Cùm autem sicut eadem petitio subjungebat, litteræ ipsæ incipiant vetustate consumi, & propterea de illis ac contentis in eisdem successu

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 127

temporis ab aliquibus hæsitari posset, pro parte Abbatis Cisterciensis, Coabbatum, Priorum, Abbatissarum & personarum prædictorum Nobis fuit humiliter supplicatum, ut Litteras prædictas ac omnia & singula in eis contenta pro illorum subsistentiâ firmiori confirmare & approbare, ac alias ipsis in præmissis opportunè providere, de benignitate Apostolicâ dignaremur. Nos ^{2.} tranquillitatem & utilitatem ipsius Ordinis ac singularum personarum ejusdem supremis desiderantes affectibus, Litteras tam Honorii quàm Martini prædecessorum hujusmodi quarum tenores præsentibus haberi Volumus pro expressis, ratas & gratas habentes illas cum omnibus in eis contentis clausulis, Apostolicâ auctoritate præsentium tenore Confirmamus & approbamus ac juxta omnimodas earum continencias & formas, in sui roboris firmitate perpetuò subsistere Decernimus, supplentes omnes & singulos defectus si qui forsan intervenirent in eisdem. Et nihilominus pro potiori cautelâ Abbatem Cisterciensem ac omnes & singulos Abbates, Priores, Abbatissas necnon omnia & singula Monasteria præsentia & futura ubilibet existentia singularesque personas dicti Ordinis à præstatione decimarum tam de possessionibus habitis ante & post Concilium prædictum quàm de cætero habendis, & tam de Novalibus sive ante sive post Concilium hujusmodi acquisitis & acquirendis quæ propriis sumptibus excolunt & excolunt, quàm alias quomodocumque & qualitercumque excolantur, & etiam de illis possessionibus de quibus aliquis hætenus percepit, necnon de hortis, virgultis & piscationibus suis & de nutrimentis suorum animalium, auctoritate prædictâ de speciali gratiâ penitus Eximimus, & exempta fore perpetuò Decernimus per præsentis, dicti Concilii & quibuscumque aliis constitutionibus & ordinationibus Apostolicis ceterisque in contrarium editis etiam juramento, confirmatione Apostolicâ vel quacumque firmitate aliâ roboratis nonobstantibus quibuscumque. Verùm quia difficile foret præsentis originales Litteras ad singula in quibus de eis fides forsan facienda foret loca deferre, Volumus ac dictâ auctoritate Decernimus ipsarum transumptis alicujus Episcopalis aut superioris Ecclesiasticæ Curie seu Prælati vel personæ in dignitate Ecclesiæ constitutæ aut Metropolitanæ vel Cathedralis Ecclesiæ Canonici sigillo & manu ac subscriptione alicujus Notarii publici munitis, tanquam præsentibus Litteris si exhiberentur in iudicio & extrâ, plenariam fidem ubilibet adhiberi perindè ac si eadem

præsentēs litteræ exhibitæ forent vel ostensæ. Nulli ergò omnino hominum liceat hanc paginam nostræ Confirmationis, Approbationis, Suppletionis, Constitutionis, Exemptionis, Decreti, Statuti & voluntatis infringere vel ei ausu temerario contraires : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo octuagesimo secundo, sexto Kalendas Octobris, Pontificatus nostri anno duodecimo. (26. Septembre 1482.)

1^{RE} BULLE DU PAPE INNOCENT VIII.
de l'an 1487.

S O M M A I R E.

1. *Le Pape rapporte une autre Bulle du Pape Jean XXIII. qui avoit déjà donné au Chapitre General de Cîteaux le pouvoir en supprimant les Monasteres d'Hommes & de Religieuses qui n'ont pas de revenus pour subsister & y entretenir un nombre suffisant de Sujets suivant les Statuts de l'Ordre, de les unir à d'autres sans en demander la permission à l'Evêque Diocésain, comme il paroist par la Bulle même de ce Pape & devant insérée page 71. & 72.*
2. *Il confirme cette Bulle, la renouvelle & accorde de nouveau le même Privilege.*
3. *Et veut de plus, que l'Abbé de Cîteaux comme ayant en soy véritablement tout le pouvoir du Chapitre General hors le temps qu'il est assemblé, puisse aussi faire seul la même chose & pareillement les Députés & Commissaires dudit Chapitre.*

INNOCENTIUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI.
AD PERPETUAM REI MEMORIAM,

LICET ea quæ per Sedem Apostolicam in favorem præferim personarum sub suavi Religionis jugo Altissimo famularum providè concessa fuerunt, inviolabili debeant observatione vigere,

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 129

vigere, nonnunquam tamen Romanus Pontifex ne successu temporis impugnationi subjaceant, illa cum ab eo petitur libenter de novo approbare & confirmare consuevit, ut eò firmitus illibata persistant quò magis suo fuerint præsidio communita, illa etiam innovando & de novo concedendo prout in Domino conspicit salubriter expedire. Dudum siquidem foelic. rec. Joannes Papa XXIII. Prædecessor noster volens consulere paci, tranquillitati & utilitati Abbatum & Monachorum Cisterciensis Ordinis, dilectis filiis Abbati Monasterii Cistercii Cabilonensis Diocesis Sedi prædictæ immediatè subjecti, ejusque Coabbatibus universis in eorum Generali Capitulo, quandocumque congregandis, ut quæcumque Monasteria dicti Ordinis tam Monachorum quàm etiam Monialium & quorum facultates, fructus, redditus & proventus non sufficerent ad sustentationem tot regularium personarum in eisdem Monasteriis pro tempore degentium, quot in eis pro augmento divini cultus ac Missis & aliis divinis Officiis celebrandis secundum ejusdem Ordinis instituta, & præmissorum & regularium cæremoniarum observantiam requirerentur, aliis Monasteriis Ordinis prædicti commodiori sustentatione degentium in eisdem & quando pro statu & quiete hujusmodi personarum id novissent expedire, cum omnibus juribus & pertinentiis suis, unum videlicet alteri Monachorum & aliud alteri Monialium Monasteriis cujuscumque taxæ seu annui valoris illorum fructus, redditus & proventus forent, unire, annectere & incorporare, ità quod cedentibus vel decedentibus hujusmodi Monasteriorum Abbatibus vel Abbatissis seu Prioribus vel Priorissis si Monasteria ipsa per Priores aut Priorissas forent solita gubernari, aut ea quomodolibet dimittentibus, liceret aliis Abbatibus & Abbatissis ac Priorissis quorum Monasteriis alia sic vacantia venirent unienda, corporalem possessionem hujusmodi vacantium Monasteriorum uniendorum juriumque & pertinentiarum prædictorum autoritate propriâ apprehendere & perpetuò retinere, ac fructus, redditus & proventus in dictorum Monasteriorum usus & utilitatem convertere, Diocesani loci & cujusvis alterius licentiâ minimè requisitâ, per litteras suas concessit facultatem prout in illis quarum tenores ac si de verbo ad verbum præsentibus infererentur haberi volumus pro sufficienter expressis, plenius continetur: Quare pro parte Abbatis Cistercii & Conventus prædictorum nobis fuit humiliter supplicatum ut facultatem & litteras prædictas pro

- illarum subsistentiâ firmiori approbare aliasque in præmissis oportune providere de benignitate Apostolicâ dignaremur ; Nos igitur qui dudum inter alia voluimus quod petentes beneficia Ecclesiastica aliis uniri, tenerentur exprimere verum valorem secundum communem æstimationem tam beneficii uniendi quàm illius cui uniri peteretur, alioquin unio non valeret, & semper in unionibus commissio fieret ad partes vocatis quorum interest, quique Monasteriorum & aliorum Religiosorum locorum ac personarum in illis sub suavi Religionis jugo degentium & præsertim dicti Ordinis quem ob personarum illius bonos & exemplares mores ac uberes fructus quos hactenus in agro militantis Ecclesiæ attulerunt & in dies asferre non cessant, præ cæteris in visceribus gerimus charitatis, statum in melius dirigi nostris potissimè temporibus, supremis desideramus affectibus, præfatos Abbatem Monasterii Cistercii & Conventum eorumque singulos à quibuscumque excommunicationis, suspensionis & interdicti aliisque Ecclesiasticis sententiis, censuris & poenis à jure vel ab homine quavis occasione vel causâ latis si quibus quomodolibet innodati existunt, ad effectum præsentium dumtaxat consequendum harum serie absolventes & absolutos fore censentes, facultatem & litteras prædictas ac prout illas concernunt, omnia & singula in eis contenta & inde secuta quæcumque, autoritate Apostolicâ & ex certâ nostrâ scientiâ tenore præsentium Approbamus & Confirmamus ac plenum & perpetuæ firmitatis robur obtinere debere Decernimus, supplentes omnes & singulos tam juris quàm facti defectus si qui forsân intervenerint in eisdem ; Proque potiõris cautelæ suffragio facultatem & litteras prædictas Innovamus & in omnibus & per omnia modo & formâ præmissis autoritate & scientiâ præfatis de novo Concedimus : Ac
3. etiam Volumus & Ordinamus quod Abbas Monasterii Cistercii pro tempore existens, cessante Capitulo Generali (cum penes eum omnis autoritas hujusmodi Capituli remaneat) ac etiam ab ipso Capitulo deputandi, præmissa omnia & singula facere & exequi possint, nonobstantibus voluntate nostrâ prædictâ ac aliis Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis, necnon quibusvis de Monasteriis prædictis per nos & Sedem prædictam pro tempore factis generalibus vel specialibus reservationibus ac revocationibus similium facultatum forsân hactenus à Sede prædictâ sub quibusvis verborum formis & clausulis etiam derogantibus

L'Abbé de Cîteaux
à toute l'autorité du
Chapitre, le Chapitre
ne tenant pas.

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 131

toriarum derogatoriis emanatis & emanandis in posterum, statutis quoque & consuetudinibus Monasteriorum & Ordinis prædictorum juramento, confirmatione Apostolicâ vel quavis firmiare aliâ roboratis ac omnibus illis quæ idem Joannes Prædecessor in litteris prædictis voluit non obstare cæterisque contrariis quibuscumque. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ absolutionis, approbationis, confirmationis, constitutionis, suppletionis, innovationis, concessionis, voluntatis & ordinationis infringere vel ei ausu temerario contraire: Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo octuagesimo septimo, iv. Idus Augusti, Pontificatus nostri anno tertio. (10. Aoust 1487.)

II^E BULLE DU PAPE INNOCENT VIII. de l'an 1487.

SOMMAIRE.

1. *Tous les Monasteres & toutes les personnes de l'Ordre de Cisteaux sont depuis l'origine & la fondation de l'Ordre sous la juridiction immediate du Saint Siege, avec une exemption entiere de celle des Evêques Diocesains & autres Ordinaires.*
2. *Le Pape confirme cette exemption totale & la donne de nouveau dans des termes generaux sans aucune exception, & qu'il explique même en détail.*
3. *Il declare nul tout ce qui pourroit estre fait & entrepris au contraire.*

INNOCENTIUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI.
AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

AD Romani Pontificis spectat Officium suorum prædecessorum inhærendo vestigiis, illa quæ per ipsos prædecessores laudabiliter ac providâ ratione pro statu & quiete personarum sub

R ij

Cette Bulle est rapportée au grand Bullaire Romain pour la neuvième Constitution de ce Pape.

regulari observantiâ assidue studio piæ vitæ vacantium gesta sunt, ut majorem obtineant roboris firmitatem quo sæpius fuerint Apostolico præsidio communita, sui præsidii munimine roborare ac illa etiam de novo concedere, prout rationabiles causæ suadent & id in Domino conspicit salubriter expedire.

1. Sanè pro parte dilectorum filiorum Joannis Cistercii Cabilonensis Diocesis aliorumque Cisterciensis Ordinis Monasteriorum Abbatum & Conventuum eorumdem nobis nuper exhibita petitio continebat, quod licet ipsi eorumque ac dicti Ordinis Monasteria tam virorum quàm mulierum & alia religiosa loca & membra ac Monachi, Moniales, vassalli, subditi & eis servientes, bonaque omnia jamdudum per plures Romanos Pontifices prædecessores nostros sub ipsorum Pontificum & Apostolicæ Sedis protectione recepti & recepta ac Sedi prædictæ immediate subiecti & subiecta, necnon ab omni jurisdictione ordinariâ exempti & exempta fuerint, eisque concessum extiterit ut ad præstationem aliquarum collectarum seu subsidiorum aut procuratorum & aliarum exactionum per Sedem prædictam seu ejus Legatos aut ipsorum autoritate & mandato seu per locorum Ordinarios vel alios pro tempore impositorum non tenerentur, tamen desiderant pro majori eorum quiete præmissis receptioni, subjectioni & aliis prædictis etiam nostræ approbationis robur adjici, illaque omnia etiam per nos eis de novo concedi. Quare pro parte Abbatum & Conventuum prædictorum nobis fuit humiliter supplicatum ut receptioni, exemptioni & subjectioni prædictis ac singulis desuper confectis litteris, pro illorum subsistentiâ firmiori robur nostræ approbationis adicere ac eos necnon Monasteria, loca, membra, Monachos, Moniales, vassallos, subditos, servientes & bona omnia hujusmodi, de novo sub nostrâ & Sedis prædictæ protectione suscipere ac ab hujusmodi jurisdictione perpetuò eximere & totaliter liberare aliàsque in præmissis opportunè providere de benignitate Apostolicâ dignaremur.
2. Nos igitur qui in singulorum sub regulari observantiâ piæ vitæ studio vacantium quiete reficimur, Cupientes ut Religiosi dicti Ordinis quos præ cæteris propter uberes fructus quos in militanti Ecclesiâ continuè bonis eorum operibus afferunt, in visceribus gerimus charitatis, eò liberius divinis beneplacitis insistere possint, quò à Sede prædictâ majori libertatis privilegio noverint se communitos, hujusmodi supplicationibus inclinati: Recepio-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 133

nem, exemptionem, subjectionem ac singulas desuper confectas litteras cum omnibus & singulis in eis contentis clausulis, autoritate Apostolicâ & ex certâ scientiâ tenore præsentium Approbamus ac perpetuæ & inviolabilis firmitatis robur obtinere Decernimus, suppletes omnes & singulos defectus si qui forsan inter-
venerint in eisdem.

Et nihilominus pro potioris cautelæ suffragio, Monasteria, loca, membra, bona omnia prædicta præsentia & futura, Abbates, Abbatissas, Monachos, Moniales, vassallos, subditos & servientes præfatos nunc & pro tempore existentes, autoritate & scientiâ præfatis sub beati Petri & Sedis prædictæ atque nostrâ protectione suscipimus ac ab omni jurisdictione, superioritate, correctione, visitatione, dominio & potestate Archiepiscoporum, Episcoporum & aliorum Judicum ordinariorum eorumque Vicariorum & Officialium quorumcumque; Necnon à solutione subsidiorum etiam charitativorum, procurationum, collectarum & aliarum exactio-
num hujusmodi pro tempore imponendarum, autoritate & scientiâ præfatis perpetuò prorsus Eximimus & totaliter Liberamus, ac Nobis & Sedi prædictæ immediatè Subjicimus, ita quòd Archiepiscopi, Episcopi, Ordinarii, Vicarii, Judices & Officiales prædicti, etiam ratione delicti aut contractûs vel rei de qua ageretur ubicumque committatur delictum, iniatur contractus aut res ipsa consistat, nullam in eos & eorum aliquem aut Monasteria, membra & bona prædicta tanquam prorsus exemptos & exempta, jurisdictionem, correctionem, superioritatem, dominium vel potestatem exercere aut excommunicationis, suspensionis vel interdicti aut qualvis alias sententias, censuras & poenas Ecclesiasticas promulgare præsumant seu possint aut debeant quomodo: Nec ipsi sic exempti coràm illis aut ipsius Sedis delegatis vel subdelegatis, nisi in litteris eis pro tempore directis, de præsentibus specialis, specifica & expressa ac de verbo ad verbum mentio fiat, ad judicium evocari aut quovis modo directè vel indirectè molestari possint.

Decernentes omnes & singulos processus, sententias, censuras & poenas, quos & quas per Archiepiscopos, Episcopos, Ordinarios, Judices, Vicarios & Officiales prædictos seu eorum aliquem, contrà Abbates & alios exemptos necnon Monasteria & loca hujusmodi etiam exempta ut præfertur, haberi vel promulgari necnon quicquid secus super his ab eis & alio quoquam

Explication de l'exemption de l'Ordre de Cîteaux de la jurisdiction des Ordinaires & de toutes taxes qu'ils voudroient imposer, le Pape l'approuve & la donne de nouveau.

quavis autoritate, scienter vel ignoranter contigerit attentari; irrita & inania nulliusque roboris vel momenti. Nonobstantibus foelicis recordationis Innocentii Papæ IV. etiam prædecessoris nostri, quæ incipit Volentes & aliis Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis Statutis quoque & Consuetudinibus Monasteriorum & Ordinis prædictorum, juramento, confirmatione Apostolicâ vel quavis firmitate aliâ roboratis, necnon omnibus illis quæ in singulis litteris prædictis concessum est non ob stare cæterisque contrariis quibuscumque. Verùm quia difficile foret præsentibus litteras ad singula quæque loca in quibus expediens foret deferre, Volumus & præfatâ autoritate Decernimus quod illarum transumptis manu publici Notarii indè rogati subscriptis & sigillo alicujus Curie Ecclesiasticæ aut personæ in dignitate Ecclesiasticâ constitutæ munitis, ea prorsus in Judicio & extrâ, & alias ubilibet fides adhibeatur quæ præsentibus adhiberetur, si essent exhibitæ vel ostensæ. Nulli ergo omninò hominum liceat hanc paginam nostræ approbationis, decreti, suppletionis, suspensionis, exemptionis, liberationis, subjectionis, Constitutionis & voluntatis infringere vel ei ausu temerario contraire: Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominicæ M. CCCC. LXXXVII. tertio Kalend. Septembris, Pontificatus nostri anno tertio. (30. Août 1487.)



III^{ME} BULLE DU PAPE INNOOCENT VIII.
de l'an 1489.

SOMMAIRE.

1. *Suivant d'anciens Privileges accordez par les Papes à l'Ordre de Cisteaux, l'Abbé de Cisteaux & les Abbez de ses quatre premieres Filles sont dans l'usage & la possession de conférer les quatre Mineurs aux Religieux de l'Ordre, de benir toutes sortes d'Ornemens d'Eglise, d'officier en habits Pontificaux & de donner solennellement la benediction dans les Eglises des Monasteres & aux autres qui en dépendent, & de reconcilier celles qui auroient esté polluës.*
2. *Le Pape leur confirme cet usage & leur donne le pouvoir de benir dans les Monasteres de l'Ordre ces Ornemens & même de consacrer les Calices, même ceux qui leur seront apportez d'ailleurs, comme aussi les Autels ériger de nouveau, & de donner la benediction solennelle dans toutes les Eglises des Monasteres & Maisons dudit Ordre.*
3. *De plus il leur accorde le pouvoir & donne le privilege de conférer aux Religieux de l'Ordre le Soudiaconat & le Diaconat, avec cette difference que ce pouvoir à l'égard de l'Abbé de Cisteaux, s'étend à tous les Religieux de l'Ordre, & qu'il est restreint pour les autres aux Religieux Profes de leurs quatre Monasteres.*
4. *Il leur permet aussi de dire ou faire dire la Messe avant le jour devant eux en cas de quelque besoin pressant.*
5. *Et enfin il donne à l'Abbé de Cisteaux seul le pouvoir de conférer la benediction abbatiale à tous les Abbez & Abbeffes de l'Ordre : ce pouvoir a esté depuis étendu à ses Deleguez & Vicaires, comme on le verra dans la suite.*

INNOCENTIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilecto filio Joanni Abbati Monasterii Cistercii Cabilonensis Dioecesis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Exposcit tuæ devotionis sinceritas & Religionis promeretur honestas ut tam te quem

speciali dilectione prosequimur, quàm tuum & alia quatuor principalia tui Cisterciensis Ordinis Monasteria post & per dictum Monasterium tuum immediatè fundata (primas quatuor illius filias nuncupata) condignis honoribus attollamus ac specialibus favoribus & gratiis prosequamur : Cum itaque sicut exhibita nobis nuper pro parte tuâ petitio continebat, ex Privilegiis & Indultis Apostolicis Tibi & aliorum quatuor Monasteriorum præ-

1. dictorum Abbatibus pro tempore existentibus, Ut omnes Ordines minores personis Ordinis ejusdem intrà Monasteria prædicta conferre, ac pallas altaris & omnia ornamenta Ecclesiastica benedicere, ac mitrâ & annulo & aliis Pontificalibus insigniis uti, necnon in ipsis & aliis Monasteriis & Prioratibus illis subjectis ac Parochialibus & aliis Ecclesiis ad eos communiter vel divisim pertinentibus quamvis eis pleno jure non subessent, benedictionem solemnem post Missarum, Vesperarum & Matutinarum solemniam, dummodò in benedictione hujusmodi aliquis Antistes vel Apostolicæ Sedis Legatus præsens non foret, elargiri, ac Ecclesias & Monasteria dicti Ordinis quoties foret opportunum, dummodò ex homicidio illa polluta non fuerint reconciliare (aquâ prius per aliquem catholicum Antistitem ut moris est benedictâ) obrenta valerent diversis vicibus ac partibus quandòque sigillatim quandoque simul, prout ipsa privilegia edocent concessum fuerit, & ab aliquibus hæsitetur an Tu & dicti Abbates pallas & alia ornamenta hujusmodi extrà ipsius Ordinis Monasteria & etiam illa quæ ad Monasteria & loca dicti Ordinis non spectarent, & an possint in quibuslibet aliis Monasteriis & locis dicti Ordinis utriusque sexus benedicere, licèt Abbates Prædecessores & tanto tempore citrà cujus contrarii hominum memoria non extitit, præmissa omnia seu majorem partem facere consueverint.

2. Nos qui Ordinem ipsum præ cæteris in visceribus gerimus charitatis & illum intendimus non minoribus gratiis & privilegiis quàm Prædecessores nostri fecerint decorare, Tuis in hac parte supplicationibus inclinati : Tibi & successoribus tuis ac dictis Abbatibus aliorum quatuor Monasteriorum prædictorum nunc & pro tempore existentibus, Ut de cætero perpetuis futuris temporibus prædicta & quæcumque alia vestimenta ac ornamenta Ecclesiastica (corporalibus vasculisque ad reponendum sacram Eucharistiam ac imaginibus quibuslibet comprehensis) in locis & Domibus dicti Ordinis benedicere & calices consecrare

Permission de conférer les quatre moindres, de bénir les Ornaments & d'officier Pontificalement &c.

Confirmation de cet usage & possession.

ran

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 137

ram de dicto Ordine quàm si ad vos aliundè nonnunquam deferantur, altaria de novo constructa seu translata, restaurata aut mutata in quibuscumque locis dicti Ordinis (Chrismate sacro priùs ab aliquo Catholico Antistite recepto) consecrare & etiam benedictionem solemnem post Missarum, Vesperarum & Matutinarum solemnias in quibuscumque Monasteriis, Domibus atque locis dicti Ordinis utriusque sexus, servatis gradibus superioritatis inter vos elargiri.

Ac ne Monachi dicti Ordinis pro suscipiendis Subdiaconatùs & Diaconatùs Ordinibus extrà claustrum hinc indè discurrere cogantur, Tibi & successoribus tuis ut quibuscumque dicti Ordinis Monachis, aliis verò quatuor Abbatibus præfatis ac eorum successoribus, ut suorum Monasteriorum prædictorum Religiosis quos ad id idoneos repereritis, Subdiaconatùs & Diaconatùs Ordines hujusmodi aliàs ritè conferre; ac cùm negotiorum qualitas pro tempore ingruentium id exegerit, anteaquam illucescat dies circà tamen diurnam lucem, ità quod id nec vobis nec Sacerdoti taliter in præsentia vestrà celebranti ad culpam valeat imputari, Missam in vestrà & cujuslibet vestrum ac familiarium vestrorum vobiscum præsentia per vosmetipsos celebrare & per alium Sacerdotem idoneum facere celebrari. Et quia interdum propter munus benedictionis quod per Episcopos Abbatibus & Abbatissis dicti Ordinis impenditur, contentiones ac privilegiorum Ordinis vestri læsiones oriuntur sub eo prætextu quod Episcopi præfati ex impensione muneris hujusmodi prætendunt aliquam postmodum in eos & eorum Monasteria jurisdictionem & superioritatem contrà dicti Ordinis vestri privilegia habere, Tibi & successoribus tuis prædictis dumtaxat, ut munus benedictionis hujusmodi quibuscumque dicti Ordinis Abbatibus & Abbatissis impendere ac Abbatibus & Abbatissis prædictis ut dictum munus à Te & successoribus tuis præfatis recipere liberè ac licitè possitis & possint, Apostolicà & ex certà scientià tenore præsentium de speciali dono gratiæ Indulgemus, Non obstantibus Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis necnon omnibus illis quæ in litteris privilegiorum & indultorum hujusmodi concessum est non obstare cæterisque contrariis quibuscumque: Provisò quod hujusmodi concessione antè diem celebrandi seu celebrari faciendi, parcè utamini quia cùm in altaris officio imoletur Dominus noster Dei filius Jesus Christus qui candor est Lucis æternæ, congruit hoc

Pouvoir de consacrer les Ordres de Diaconat & Soudiaconat,

Pouvoir à l'Abbé de Cîteaux de benir les Abbez & Abbesse dans tout l'Ordre.

non noctis tenebris fieri sed in luce. Verùm quia difficile foret præsentēs Litteras ad singula quæque loca in quibus expediens fuerit deferre, Volumus & præfatâ autoritate Decernimus quod illarum transumptis manu publici Notarii indè rogati subscriptis & sigillo tuo aut alicujus Curie Ecclesiasticæ seu personæ in Ecclesiasticâ dignitate constitutæ munitis, ea prorsus fides indubie adhibeatur quæ præsentibus adhiberetur si essent exhibitæ vel ostensæ. Nulli ergo omninò hominum liceat hanc paginam nostræ concessionis, voluntatis & Constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraires : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo octuagesimo nono, v. Idus Aprilis, Pontificatûs nostri anno quinto. (9. Avril 1489.)

IV^E BULLE OU BREF DU PAPE Innocent VIII. de l'an 1489.

SOMMAIRE.

Le Pape adresse sa Bulle à tous les Abbez, Abbeses, Prieurs & autres personnes de l'Ordre de Cisteaux, même aux Abbez Commendataires, pour leur donner avis que l'Abbé de Cisteaux s'estant chargé à la priere du Chapitre General, de visiter les Monasteres de l'Ordre en plusieurs Provinces, il leur ordonne tres-expresément de le recevoir tous pretextes cessans & d'obéir aux Reglemens qu'il fera, en le reconnoissant pour leur Pere Abbé & leur veritable Superieur General, de la maniere qu'il convient à un General ; & pareillement de recevoir ses Commissaires & Députez, sous peine d'excommunication & d'encourir les peines & censures mentionnées dans les Statuts de l'Ordre.

INNOCENTIUS Papa VIII. universis & singulis Abbatibus, Abbatissis, Prioribus, Commendatariis ac quibuscumque Regularibus personis Monasteriorum Ordinis Cisterciensis salutem &

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 139

Apostolicam Benedictionem. Aliàs percipientes quod Monasteria vestri Ordinis Cisterciensis utriusque sexûs præsertim citrà montes reformatione & correctione non modicâ indigebant, Nos qui ab ineunte ætate Ordinem ipsum non mediocriter dileximus & diligimus, per alias nostras litteras dilectis filiis Capitulo Generali ejusdem Ordinis sub certis Censuris dedimus in mandatis quatenûs unum notabilem ex Abbatibus dicti Ordinis ad partes ipsas citrà montes mitterent qui Monasteria & loca utriusque sexûs ejusdem Ordinis visitaret & ea quæ reformanda forent juxtà statuta, privilegia, diffinitiones & morem dicti Ordinis reformaret prout in dictis Litteris plenius continetur : Quibus quidem Litteris Capitulo prædicto præsentatis, Capitulum ipsum & illius Diffinitores statuerunt & ordinarunt ut dilectus filius Joannes Abbas Cisterciensis, etiam attento quod nonnulli Conventus dictorum Monasteriorum citrà montes existentium ab obedientiâ Capituli Generalis & à statutis, consuetudinibus, privilegiis & observantiâ dicti Ordinis se subtrahere nitebantur, ad partes istas citrà montes personaliter se transferret & Monasteria & loca dicti Ordinis illorumque Abbates & fratres visitaret & ea quæ reformanda & corrigenda reperiret, reformaret & corrigeret; & ad hunc finem dictus Abbas Cisterciensis nostro se conspectui præsentavit multas ipsius Ordinis necessitates & jacturas tam spirituales quàm temporales nobis exponens & remedia quærens opportuna : Quare Nos attendentes hujusmodi visitationis & reformationis opus summè esse necessarium & utile, Vobis & cuilibet vestrum in virtute sanctæ obedientiæ & sub excommunicationis latæ sententiæ poenâ, quam si contrà feceritis, eo ipso vos & quemlibet vestrum incurrere Volumus, districtè præcipiendo Mandamus quatenûs receptis præsentibus Litteris (cessantibus quibuscumque exceptionibus, dilationibus & subterfugiis) ipsum Joannem Abbatem tanquam Caput dicti Ordinis & Patrem Abbatem vestrum ac totius Ordinis vestri Generalem recipiatis, & uti decet Abbatem Generalem cum debitis honore & reverentiâ tractetis, & ab ipso ac ab ejus Commissariis vos & Monasteria vestra visitari, corrigi & reformari juxtà dicti Ordinis statuta, privilegia & diffinitiones benignè suscipientes, ipsis in omnibus obediatis; Contradictores autem & rebelles seu inobedientes aut differentes sive impediens & quemlibet ipsorum excommunicationis sententiam & alias poenas & censuras in statutis, privilegiis & ordinationibus Ordinis & Capituli

Ordre du Pape de
recevoir l'Abbè de
Cisteaux comme Père,
Chef & General de
l'Ordre, & de luy
obéir en tout.

Generalis prædictorum contentas eo ipso incurrere volumus : Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis ac quibuscumque Indultis & Privilegiis autoritate Apostolicâ in contrarium forsan factis cæterisque contrariis non obstantibus quibuscumque , invocato si opus fuerit , ad id auxilio , consilio & favore brachii sæcularis. Datum Romæ apud sanctum Petrum sub annulo Piscatoris, die x x i i . Aprilis anno millesimo quadringentesimo octuagesimo nono , Pontificatûs nostri anno quinto. Ja. Picherier.

V^E BULLE DU PAPE INNOCENT VIII. de l'an 1489.

S O M M A I R E.

1. *Le Pape fait l'éloge de l'Ordre de Cîteaux.*
2. *Il louë principalement & décrit la maniere de tenir en l'Abbaye de Cîteaux qui en est l'origine & le principe, l'Assemblée du Chapitre General dans lequel l'Abbé de Cîteaux assiste comme en estant le Chef, & tous les autres Abbez qui y viennent de toutes les Provinces de la Chrestienté, en sont comme les membres.*
3. *Il entre dans le détail de ce qui s'y fait pour tout ce qui concerne le bon & heureux gouvernement de l'Ordre, & explique les reglemens qui s'y font, les affaires qui s'y traitent & qui s'y terminent, les corrections qu'il fait jusqu'à y déposer des Abbez & des Abbeses qui l'ont merité, & les Commissions qu'il donne soit pour visiter soit pour juger des affaires concernant toutes sortes de nations.*
4. *Le Pape déplore le miserable état de l'Ordre causé par les Commendes qui s'y sont introduites, & par les appellations que l'on commence d'interjetter au Saint Siege, des Ordonnances des Supérieurs : à quoy desirant pourvoir par la consideration particuliere qu'il a pour ledit Ordre.*
5. *Il défend tres-expresément sous peine de nullité & d'excommunication à toutes les personnes de l'Ordre, d'appeller hors d'iceluy non pas même au Saint Siege, des Ordonnances & Reglemens faits par l'Abbé de Cîteaux, ses députez & les autres Supérieurs, declarant nulles & frivoles leurs appellations.*

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 141

6. *Et deplus, il défend à tous les Officiers de la Chambre Apostolique, de rien faire ni expedier au préjudice de cette Bulle.*

INNOCENTIUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI.
AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

ET si pro cunctorum sub regulari observantiâ assiduè studio
piæ vitæ Domino famulantium statu prosperè & salubriter di-
rigendo ex commissio Nobis desuper Apostolicæ servitutis officio
paternis teneamur curis intendere, ad Religiosos tamen Cister- 1.
ciensis Ordinis quos præ cæteris ob eorum bonos & exemplares
mores ac uberes fructus quos in agro militantis Ecclesiæ hætenus
afferre non cessarunt prout in dies non cessant, in visceribus ge-
rimus charitatis, dirigimus oculos nostræ mentis & ad ea per
quæ Religiosorum eorundem ac Monasteriorum & locorum dicti
Ordinis indemnitatibus consulitur, ac quæ ex eis reformatione
pro tempore indigere noscuntur, sublati quibusvis obstaculis &
subterfugiis debite per eorum superiores juxta regularia dicti Or-
dinis instituta ac privilegia tam per nos quàm alios Romanos Pon-
tifices Prædecessores nostros desuper providâ deliberatione con-
cessa reformari possint, libenter interponimus sollicitudinis nostræ
partes ac opportunæ provisionis remedia favorabiliter adhibemus
prout id in Domino conspiciamus salubriter expedire.

Sanè dudum pro conservatione & augmento Cisterciensis Or- 2.
dinis qui à sui primævâ institutione plurimum inter cæteros Or-
dines observantiæ regularis floruit ac suos palmites in agro mili-
tantis Ecclesiæ per diversas orbis partes ob Religiosorum dicti
Ordinis doctrinam, vitæ sanctimoniam ac bonos & exemplares
mores longè latèque disseminavit, ex Privilegiis & Ordinationi-
bus Apostolicis ac etiam regularibus dicti Ordinis Institutis provi-
dè Statutum & Ordinatum fuit ut singulis annis in Monasterio
Cisterciensi Cabilonensis Diocesis (quod dicti Ordinis Cister-
ciensis caput, origo & fundamentum existit) Capitulum ipsius
Cisterciensis Ordinis Generale celebretur, ad quod Abbas dicti
Monasterii Cistercii pro tempore existens ut Caput, & alii ipsius
Cisterciensis Ordinis Abbates de omnibus ferè Mundi partibus
ut membra conveniunt; in quo diversa Ordinis prædicti negotia 3.
statum & directionem illius ac personarum dicti Cisterciensis

*Reglement de l'Or-
dre pour la tenue du
Chapitre General,
avec ce qui doit s'y
faire.*

Ordinis concernentia per Diffinitores dicti Capituli tractantur, diffiniuntur, ordinantur & terminantur, errores corriguntur & quæ reformatione indigent, reformantur & ad statum debitum reducuntur, ac Visitatores de Ordine ipso Cisterciensi ad visitandum Monasteria tam virorum quàm Monialium ejusdem Cisterciensis Ordinis in diversis mundi partibus constituta deputantur etiam cum plenissimâ facultate & potestate reformandi, corrigendi, puniendi & si demerita id exegerint, Abbates Abbatiali & Abbatissas Abbatissali dignitatibus, ac alias administrationes & officia in dictis Monasteriis obtinentes officiis & administrationibus eorum privandi & eis de aliis personis idoneis juxta ipsius Cisterciensis Ordinis instituta regularia providendi.

4. Le Pape reconnoît que de porter les affaires hors de l'Ordre, c'est la véritable ruine.

Verum quia à certis temporibus citrà, quamplura ex dicti Cisterciensis Ordinis Monasteriis atque locis diversis personis Ecclesiasticis Sæcularibus & Regularibus commendata fuerunt, & propterea in ipsis Monasteriis atque locis pro majori parte regularis observantia & pristina vivendi norma defecerunt, ac in monasteriis atque locis prædictis Religiosi secundum ipsius Ordinis Cisterciensis Observantiam regularem viventes non habentur, & Commendatarii prædicti ac etiam diversorum aliorum dicti Cisterciensis Ordinis Monasteriorum Abbates & Abbatissæ ac Priores & Monachi illorum normam & diffinitiones ejusdem Ordinis Cisterciensis minimè observantes, dum per dictos Visitatores visitantur, visitationem, correctionem & punitionem ipsorum Visitorum cupientes evitare, ad impediendum Visitationem hujusmodi sæpe numero ab hujusmodi visitationibus, correctionibus, depositionibus & aliis per dictos Visitatores pro tempore factis ad Sedem Apostolicam appellationes interponunt, & hujusmodi appellationum causas per Sedem prædictam diversis judicibus delegatis tam in Romanâ Curiâ quàm extrâ eam committi ac Visitoribus præfatis inhiberi procurant, ex visitationibus hujusmodi quæ occasione dictarum appellationum impediuntur, effectus debitus succedere non potest; sicque delicta remanent impunita, Monasteria & regularia loca dicti Cisterciensis Ordinis non reformantur, & impunitas aliis præbet incentivum delinquendi; cum Abbas dicti Monasterii Cistercii pro tempore existens ac dicti Ordinis Cisterciensis Visitatores tot diversis litigiorum anfractibus fatigati, hujusmodi appellationum causas prosequi non possint; ex quo nedum majoribus sed unicuique etiam cujuscumque inferioris condi-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 143

tionis tribuitur in dies audacia appellandi & dictum Cisterciensem Ordinem diversis litigiorum anfractibus & expensis involvendi, non sine magno ipsius Cisterciensis Ordinis præjudicio & detrimento & pernicioso exemplo & scandalo plurimorum; & nisi provideatur quod in dicto Ordine Cisterciensi sit vera unio & obedientia debita Superioribus exhibeatur, ac visitationes & reformationes hujusmodi juxtà sanctorum Patrum decreta ac privilegia Apostolica & regularia dicti Cisterciensis Ordinis instituta (sublatis quibuscumque impedimentis) debite fieri possent, verisimiliter brevi de totali dicti Cisterciensis Ordinis ruinâ & desolatione est formidandum.

Nos igitur qui dictum ordinem Cisterciensem præ cæteris semper in visceribus gessimus & gerimus charitatis, & illum nedum conservari sed in melius dirigi nostris potissimè temporibus supremis desideramus affectibus, in præmissis de opportuno remedio prout tenemur, providere Volentes aliorum Prædecessorum nostrorum Romanorum Pontificum qui providè per dicti Ordinis Cisterciensis personas extrà ipsum Ordinem Cisterciensem sub amissionis juris rei super quâ contenderetur ac aliis poenis tunc expressis appellari non posse voluerunt, vestigiis inhærentes motu proprio non ad alicujus nobis super hoc oblata petitionis instantiam, sed de nostrâ merâ liberalitate & deliberatione maturâ ac ex certâ scientiâ & de Apostolicæ potestatis plenitudine, hujus perpetuæ & irrefragabilis Constitutionis Edicto autoritate Apostolicâ tenore præsentium, Statuimus, Decernimus & Ordinamus quod deinceps perpetuis futuris temporibus ab Abbate dicti Monasterii Cistercii pro tempore existente aut Visitatoribus per ipsum Abbatem aut Capitulum Generale dicti Cisterciensis Ordinis pro tempore deputatis, & ab eorum reformationibus, correctionibus, privationibus & depositionibus pro tempore factis nullatenus extrà dictum Cisterciensem Ordinem, etiam ad Sedem prædictam nisi à dicto Capitulo Generali ac pro notoriâ & manifestâ injuriâ & in eventu denegatæ justitiæ secundum formam & tenorem Privilegiorum & Statutorum ipsius Cisterciensis Ordinis, liceat Abbatibus, Abbatissis, Prioribus, Priorissis, Monachis & aliis personis dicti Cisterciensis Ordinis ac Commendatariis quibuscumque Monasteriorum & locorum Cisterciensis Ordinis ejusdem quovis modo appellare, Decernentes appellationes per eos sic pro tempore etiam ad Sedem prædictam inter-

Le Pape défend d'appeller hors de l'Ordre même au Saint Siege, des Ordonnances, Corrections, & Reglemens qui sont faits par les Supérieurs, & aux Officiers de la Cour Romaine de recevoir les appellations.

positas frivolas, irritas & inanes, ac eos amissionis juris quod eis in Monasteriis, Prioratibus & locis sic visitatis vel ad alia quomodolibet competierit, poenam & si Pontificali vel aliâ Superiori dignitate prædicti, suspensionis à divinis, si verò aliis ab eis inferiores fuerint, excommunicationis à quâ nonnisi à Romano Pontifice præterquam in mortis articulo constituti absolvi possint, sententiam eo ipso incurrere : Et si nihilominus venerabili fratri nostro Roderico Episcopo Protuensi moderno & pro tempore existenti sanctæ Romanæ Ecclesiæ Vicecancellario ac dilectis filiis Correctori & de Majori Præfidentiâ Abbreviatoribus Litterarum Apostolicarum audientiæ contradicтарum Procuratoribus cæterisque Officialibus tam Cancellariæ Apostolicæ quàm Camera Secretariisque nostris ac omnibus ad quos quoquomodo spectat & spectare poterit quomodolibet in futurum, nè litteras aliquas etiam in formâ Brevis sive Commissionis super hujusmodi appellationibus etiam si supplicationes desuper per Nos seu de Mandato nostro etiam motu & scientiâ similibus & aliis per Sedem eandem signatæ forent etiam cum præsentis Constitutionis speciali, specificâ & expressâ derogatione expedire, ac Legatis & Nuntiis nostris & dictæ Sedis nunc & pro tempore existentibus nec causas appellationum hujusmodi etiam quarumcumque specialium facultatum eis pro tempore concessarum vigore committere & de illis se intromittere quoquomodo præsumant, districtius Inhibemus, Decernentes ex nunc irritum & inane si secus super his à quoquam quavis autoritate etiam per Nos scienter vel ignoranter contigerit attentari, ac præsentibus per quascumque Litteras Apostolicas etiam similibus motu & scientiâ ac de Apostolicæ potestatis plenitudine pro tempore concessas ac quascumque clausulas etiam derogatorias derogatorias & insolitas in se continentes derogari non posse nisi de venerabilium fratrum nostrorum sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium consilio de quo etiam clarè constet, fuerit specialiter & expressè derogatum & hujusmodi derogatio per trinas Litteras nostras aut successorum nostrorum Romanorum Pontificum Canonice intrantium Abbati Monasterii Cistercii, Visitatoribus ac Capitulo Generali hujusmodi diversis temporibus successivè præsentatas, fuerit prius intimata : sicque per quoscumque Judices & Commissarios etiam causarum Palatii Apostolicæ Auditores & ejusdem sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales in quacumque instan-
tiâ,

DE L'ORDRE DE CISTEAUX.

tiâ, (sublatâ eis & cuilibet eorum quavis etiam aliâ interpretandi facultate) sententiarî, diffiniri & judicari debere; Non obstantibus præmissis ac Constitutionibus & Ordinationibus ac quibuscumque aliis Privilegiis, Indulgentiis & Litteris Apostolicis generalibus vel specialibus quorumcumque tenorum existant, per quæ præsentibus non expressa vel totaliter non inserta effectus earum impediri valeat quomolibet vel differri, & de quibus quorumque totis tenoribus de verbo ad verbum habenda sit in nostris litteris mentio specialis quæ quoad præmissa Nolumus cuique ullatenus suffragari, necnon omnibus illis quæ in Litteris privilegiorum hujusmodi concessa sunt non obstare cæterisque contrariis quibuscumque. Verùm quia difficile foret præsentibus Litteras ad singula quæque loca in quibus expediens fuerit deferre, Volumus & eadem auctoritate Decernimus quod illarum transumptis manu publici Notarii indè rogati subscriptis & sigillo Abbatis Monasterii Cistercii vel Visitatorum prædictorum aut alterius Prælati seu personæ in dignitate Ecclesiasticâ constitutæ aut Curie Ecclesiasticæ munitis, ea prorsus in iudicio & extrâ & aliâs ubilibet fides adhibeatur quæ præsentibus adhiberetur si essent exhibitæ vel ostensæ. Nulli ergo omninò hominum liceat hanc paginam nostrorum Statuti, Constitutionis, Ordinationis, Inhibitionis, Decreti & voluntatis infringere vel ei ausu temerario contraire: Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo octuagesimo nono, 111. Kalend. Mali, Pontificatus nostri anno quinto, (29. Avril 1280.)



PRIVILEGES

V^{ME} BULLE DU PAPE INNOCENT VIII. de l'an 1489.

SOMMAIRE.

Le Pape ordonne tres-expressement à tous les Abbez & Religieux de l'Ordre sous peine de desobéissance & d'encourir de fait l'excommunication, de porter toujours l'habit regulier de l'Ordre, sans jamais le quitter ni au dedans ni au dehors des Monasteres, & défend de le changer sous quelque pretexte que ce soit.

INNOCENTIUS Papa VIII. dilectis filiis Cistercii Cabilonensis Diocesis ac universis aliis Monasteriorum aliorum & locorum quorumlibet Cisterciensis Ordinis Abbatibus, Prioribus, Monachis & Conversis præsentibus & futuris Salutem & Apostolicam Benedictionem. Cum sicut accepimus nonnulli ex vobis aliquandò habitum, licèt in ipso Ordine vestro permaneat, mutare procurent contrà Constitutiones & Instituta regularia dicti Ordinis, non sine magno illius præjudicio & detrimento ac etiam scandalo plurimorum : Nos attendentes non esse æquum quod dum in dicto Ordine permanetis alium habitum assumatis, vobis per præsentem in virtute sanctæ obedientiæ & sub excommunicationis lætæ sententiæ poenâ quam quilibet vestrûm contrà faciens eo ipso incurrat, & à quâ non nisi à Romano Pontifice præterquam in huius articulo constitutus absolvi possit, districtè præcipiendo Mandamus ut de cætero perpetuis futuris temporibus, semper habitum dicti Ordinis tam in Monasteriis & locis Ordinis ejusdem quàm extrà deferre, & illum nullatenus etiam prætextu quorumcumque Privilegiorum & Indultorum vobis per Nos & Sedem Apostolicam aut Legatos ejusdem, sub quibuscumque verborum formis & clausulis etiam derogatoriis derogatoriis & insolitis concessorum quæ harum serie Revocamus & Annullamus ac pro nullis & infectis haberi volumus, quovis modo mutare præsumatis ; Decernentes ex nunc irritum & inane si secùs super his à quoquam quavis autoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari ; non obstantibus præmissis ac Constitutionibus &

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 147

Ordinationibus Apostolicis cæterisque contrariis quibuscumque.
Datum Romæ apud Sanctum Petrum sub annulo Piscatoris die
viii. Augusti, anno millesimo quadringentesimo octuagesimo no-
no, Pontificatus nostri anno quinto. (8. Aoust 1489.)

VII^E BULLE DU PAPE INNOCENT VIII. de l'an 1489.

SOMMAIRE .

1. *Le Pape adresse sa Bulle à l'Evêque de Chalon auquel il expose l'état de l'Ordre de Cisteaux & comment plusieurs Pré-lats ont surpris du Saint Siege, des pouvoirs d'en visiter divers Monasteres contre l'usage pratiqué jusqu'à lors & les Statuts qui le confirment.*
2. *Il en fait l'éloge en rapportant les grands services qu'il a rendus à l'Eglise.*
3. *Il declare nuls & revoque tous les pouvoirs qui peuvent avoir esté donnez par le Saint Siege pour ces sortes de Visites à quelques Evêques & Prélats que ce soit, & défend d'en donner de pareils à l'avenir.*
4. *Il fait tres-expresses défenses à tous ceux qui ne sont pas Reli-gieux de l'Ordre, d'en executer aucune, sous diverses Censures.*
5. *Il commet l'Evêque de Chalon & toutes personnes constituées en dignité Ecclesiastique, notamment les Chanoines des Eglises Cathedrales qui en seront requis, de faire executer cette Bulle par toutes sortes de voyes.*

INNOCENTIUS Episcopus servus servorum Dei. Venerabili
Fratri Episcopo Cabilonensi Salutem & Apostolicam Benedi-
ctionem. Fide dignorum relatione accepimus quòd licèt Mona-
steria & alia religiosa loca Cisterciensis Ordinis tam virorum quàm
mulierum illorumque personæ dudùm Sedis Apostolicæ per di-
versos Romanos Pontifices prædecessores nostros subjecta illisque
& Ordini prædicto diversa privilegia & immunitates providè per
Sedem prædictam concessa fuerint, ac Patres Abbates aut Com-
missarii à Generali Capitulo dicti Ordinis seu Abbate Cistercij

Cabilonenſis Dioceſis pro tempore exiſtente, pro tempore deputati, certis temporibus Monaſteria & loca huiusmodi juxta eorum regularia inſtituta haſtenùs laudabiliter obſervata viſitare conſueverint; tamen nonnulli Archiepiſcopi, Epifcopi & alii ſæculares Prælati aſferentes ſe ad id à Nobis & Sede prædictâ ſpecialem per noſtras & ejuſdem Sedis litteras, etiam cum derogatione privilegiorum, exemptionum ac immunitatum huiusmodi habere facultatem, Monaſteria, loca & perſonas huiusmodi in dies viſitare velle ac jura viſitationum ordinaria necnon charitativa ſubſidia petere & exigere conantur in non modicum Ordinis & perſonarum prædictarum præjudiciũ & detrimentum & eis conſeſſorum privilegiorum læſionem.

2. Nos igitur qui Ordinem præſatum illiusque perſonas propter uberes fructus quos continuè in agro militantis Eccleſiæ aſſerunt, præ cæteris in viſceribus gerimus charitatis, Nobis perſuadentes quòd Monaſteria & loca ac perſonæ dicti Ordinis aliâ viſitatione non indigent, quàm illâ quæ per Patres Abbates ſeu Commiſſarios ac alios per ſuos Superiores ad id pro tempore deputatos fieri conſuevit, qui optimè de his quæ pro viſitatione Monaſteriorum, locorum & perſonarum prædictarum neceſſaria exiſtunt, inſtructi habentur & propterea non intendentes quòd per alios quàm præſatos & aliàs, juxta dicti Ordinis Regularia Inſtituta viſitentur.

3. Motu proprio non ad alicujus Nobis ſuper hoc oblata petitionis inſtantiam, ſed de noſtrâ merâ deliberatione & ex certâ ſcientiâ, autoritate Apoſtolicâ tenore præſentium Declaramus omnes & ſingulas litteras à Nobis haſtenùs quovis modo etiam motu & ſcientiâ ſimilibus conceſſas, ſuper viſitationibus Monaſteriorum & locorum prædictorum per alios quàm dictos præſidentes, ac alios prædictos & juxta eorundem Ordinum Regularia Inſtituta aut generalia vel ſpecialia Privilegia faciendis, quaſcumque clauſulas etiam derogatorias derogatorias, ac Privilegiis prædictis omninò derogantes in ſe continentes, motu & ſcientiâ ſimilibus Revocamus, Caſſamus, Irritamus & Annulamus, ac viribus omninò vacuumus, dictumque Ordinem in ſuum priſtinum & cum ſtatum in quo antequam illæ emanarent quomodolibet exiſtebat Reſtituimus, Reponimus & plenariè Redintegramus, Statuentes & Decernentes paribus motu & ſcientiâ, quod de cætero perpetuis futuris temporibus Monaſteria & loca prædicta prætextu qua-

Le Pape revoke toutes les Commiſſions données juſqu'à lors à toutes perſonnes qui ne ſont pas de l'Ordre, d'en viſiter les Monaſteres, & défend d'en donner à l'avenir les déclarant de nul effet.

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 149

rumcumque aliarum Litterarum Apostolicarum per nos & Sedem prædictam in posterum etiam motu & scientiâ similibus, & ex quibuscumque causis ac cum quibuscumque clausulis etiam derogatoriis derogatoriis efficacissimis & insolentibus, etiam præsentibus expressè derogantibus, & etiam si illæ in eis de verbo ad verbum insertæ forent in posterum, etiam ad instantiam Imperatoris, Regum, Ducum, Principum & aliarum personarum quarumcumque, cujuscumque dignitatis, status, gradus, ordinis & conditionis concedendarum, visitari non possint.

Districtiùs in virtute sanctæ obedientiæ & sub censuris Ecclesiasticis Inhibentes quibuscumque Visitatoribus suprâ nominatis, exceptis hætenus & pro tempore deputatis, etiam si Patriarchali, Archiepiscopali, Episcopali aut quavis aliâ Ecclesiasticâ dignitate fulgerent, nè prætextu quarumcumque facultatum & commissionum in genere vel in specie visitandi eis concessarum, & factarum se de Monasteriis, locis, personis & Ordine prædictis intromittere quomodolibet præsumant: Ac Decernentes exnunc irritum & inane si secus super his à quoquam quavis autoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari.

Quocirca fraternitati tuæ ac quibuscumque Cathedralium etiam Metropolitanarum Ecclesiarum Canonicis ac in dignitate Ecclesiasticâ constitutis personis, quos seu quas Abbates, Priores & aliæ personæ locorum & Monasteriorum prædictorum pro tempore existentes, & quilibet ipsorum duxerint requirendos; motu & scientiâ similibus Mandamus quatenus ipsi vel duo, aut plures seu unus eorum per se vel alium seu alios, ipsis in præmissis efficacis defensionis præsidio assistentes non permittant Monasteria & loca prædicta illorumque personas quomodolibet aliàs quàm ut præmittitur, quomodolibet visitari, seu ab illis quæcumque etiam charitativa subsidia exigi aut occasione alicujus visitationis vel aliàs contrà præsentium tenorem molestari: Molestatores necnon contradictores quoslibet & rebelles per censuras Ecclesiasticas & alia juris opportuna remedia cum illarum aggravatione & reaggravatione, quoties opus fuerit, appellatione postpositâ compellendo; invocato etiam ad hoc si opus fuerit, auxilio brachii sæcularis: Non obstantibus præmissis ac foelicis recordationis Bonifacii Papæ VIII. prædecessoris nostri quibus cavetur nè quis extrâ suam civitatem vel Dioecesim nisi in certis exceptis casibus & in illis ultrâ unam diætam à fine suæ Dioecesis ad iudicium

evocetur, seu nè Judices à Sede deputari prædictâ, extrâ civitatem vel Dioecesim in quibus deputati fuerint, contrâ quoscumque procedere aut alii vel aliis vices suas committere præsumant, & de duabus diæti in Concilio Generali editâ ac aliis constitutionibus & ordinationibus Apostolicis contrariis quibuscumque; aut si aliquibus communiter vel divisim ab eadem sit Sede indultum quod interdici, suspendi vel excommunicari aut extrâ vel ultrâ certa loca ad Judicium evocari non possint, per Litteras Apostolicas non facientes plenam & expressâ ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem, & quibuslibet aliis Privilegiis, Indulgentiis & Litteris Apostolicis generalibus vel specialibus quorumcumque tenorum existant per quæ præsentibus non expressâ vel totaliter non inserta effectus earum impediri valeat quomodolibet vel differri, & de quibus quorumcumque totis tenoribus de verbo ad verbum habenda sit in nostris litteris mentio specialis quæ quoad præmissa nolumus eis ullatenus suffragari. Verùm quia difficile foret præsentibus Litteras ad singula quæque loca in quibus expediens fuerit deferre, Volumus quod illarum transumptis manu publici Notarii subscriptis & sigillo Prælatorum dicti Ordinis vel alicujus eorum aut alterius in Ecclesiasticâ dignitate constitutæ personæ seu cujusvis Curie Ecclesiasticæ munitis ea prorsus in judicio & extrâ & aliâs ubilibet fides adhibeatur quæ præsentibus adhiberetur si forent exhibitæ vel ostensæ. Datum Romæ apud Sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo octuagesimo nono, Idibus Augusti, Pontificatus nostri anno quinto. (13. Aoust 1489.)

BULLE DU PAPE PIE IV.

de l'an 1563.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape rapporte la remontrance qui luy a esté faite sur l'état ou se trouvoit pour lors l'Ordre de Cîteaux à cause des Commendes qui s'y sont introduites & qui l'ont tout défiguré.*
2. *Et desirant remedier à tous les malheurs dont il est menacé, fait à cet effet plusieurs Reglemens qui luy paroissent tres-*

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 151

nécessaires : il revoke toutes les Commissions qu'il avoit données à divers Prélats, Evêques & autres pour en visiter les Monasteres, comme aussi les exemptions qui en soustrahoiént plusieurs, ordonnant que ce sera l'Abbé de Cisteaux General de l'Ordre, ses Vicaires & Députés & les autres Superieurs qui y feront les Visites, avec ordre exprés à tous les Monasteres de les recevoir & leur obéir sous peine de desobéissance & diverses Censures, & défenses aux Evêques & autres de s'en entremettre & de les en empêcher.

3. Il confirme & renouvelle tous les Privileges jusqu'alors accordés audit Ordre par les Papes depuis son origine, notamment ceux qui concernent les Commendes, ensemble tous les Statuts & Reglemens faits par le Chapitre General ; avec declaration expresse que les Commendataires n'ont aucune juridiction dans les Monasteres dont ils sont pourvus.
4. Il ordonne que dans les Monasteres qui sont en Commende, il y aura une Menſe pour la Communauté séparée de celle de l'Abbé, avec des revenus suffisans pour l'entretenir & faire les autres charges, reparer les bâtimens, faire les aumônes, payer les contributions &c.
5. Enfin, le Pape défend de supprimer & unir aucun Monastere de l'Ordre en faveur de quelqu'autre Ordre que ce soit, & de recevoir aucune Religieuse qui n'en soit pas, autrement que par le ministère du Pere Abbé du Monastere aux conditions prescrites.
6. Cette Bulle ne peut estre accusée ni soupçonnée de subreption ni d'aucun autre vice & se termine par les clauses ordinaires.

PIUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI.
AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

IN eminenti Apostolicæ dignitatis speculâ meritis licet imparibus divinâ dispositione Vocati, ad ea libenter intendimus per quæ singuli Religionum Ordines abusibus & incommodis quæ in eos tractu temporis diversimodè irreperunt, eliminatis non solum antiquis suis prærogativis & dignitati restituantur, sed etiam regularia earum instituta ad divinæ Majestatis laudem & gloriam in posterum stabiliantur ; & ut id votivè succedat, his quæ per Ro-

Cette Bulle est rapportée toute entière au Grand Bullaire Romain pour la soixante-dixième Constitution de ce Pape.

manos Pontifices prædecessores nostros prudenter concessa ordinataque fuerunt, ut firma perpetuò & illibata persistant, libenter cum à nobis petitur, Apostolici roboris firmitatem adjicimus, illaque nonnunquam innovamus & ampliamus ac aliàs super his disponimus prout personarum temporumque conditione pensatâ conspiciamus in Domino salubriter expedire.

- I. Sanè exhibita nobis nuper pro parte dilecti filii Ludovici Abbatis Cistercii Cabilonensis Diocesis petitio continebat quoddam licet Ordo Cisterciensis in summâ puritatis & devotionis perfectione per multa retroactorum annorum sæcula, ac tamdiu exemplari Religiosorum suorum vita atque sanctimonia non solum in Regno Franciæ ubi supremum ejus Caput videlicet Cistercii prædictum cum aliis quatuor illius præcipuis nempe Firmiratis, Pontiniaci, Clarævallis & Morimundi, Cabilonensis prædictæ ac Autissiodorensis & Lingonensis Diocesum, respectivè Monasteriis quæ Filix Cistercii nuncupantur, sed etiam per alia ferè universa Christiani orbis climata cum bonæ famæ & virtutum odore eximioque Religionis decore ad ædificationem militantis Ecclesiæ, quamdiu juxta sanctorum Patrum institutiones & regularia illius instituta præfatis aliisque Monasteriis de Monachorum dicti Ordinis personis provisum, ejusque laudabilia instituta, ritus, consuetudines & privilegia firmiter observata fuerunt (Domino cooperante) floruerit: Nihilominus à pluribus annis citrà, præsertim postquam pleraque Monasteriorum & Prioratuum suorum aliis quàm dicti Ordinis personis commendari, à Superioris obedientiâ, per exemptionum, unionum aliasque diversas vias, tanquam membra à suo corpore divelli, abstrahi & dismembrari cœperunt, specioso illo regularis disciplinæ candore paulatim offuscato, universus Ordinis status in miserabilem dispersionem & desolationem prolapsus est. Cum autem sicut eadem petitio subjungebat, tantis hujus olim Deo mortalibusque gratæ Religionis incommodis, aliter quàm per antiquorum statutorum, consuetudinum, rituum & privilegiorum prædictorum undiquè convulsum & diversimodè oppressorum restitutionem incedere non posse videatur; pro parte ejusdem Ludovici Abbatis afferentis se Roman his periculosis temporibus, opis super hoc à Nobis implorandæ gratiâ personaliter accessisse, Nobis fuit humiliter supplicatum quatenus afflictis ejusdem Ordinis rebus succurrentes, exemptiones ab ipsius Ordinis Superioribus per ejus personas

L'Ordre de Cîteaux
a beaucoup paru &
édifié l'Eglise, tant
que ses Monasteres
ont esté gouvernez
par des Superieurs
Reguliers,

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 153

personas aliaque privilegia contrà illum per quosvis ab Apostolicâ Sede obtenta , moderari , ac præfatis statutis , consuetudinibus , ritibus & privilegiis pro illorum firmiori subsistentiâ , robur Apostolicæ confirmationis adjicere illaque renôvare ac aliàs in præmissis opportunè , providere de benignitate Apostolicâ dignamur.

Nos igitur qui Ordinis prædicti Nobis & dictæ Sedi imprimis devoti , decus & integritatem sui que pristini candoris restitutionem sincero desideramus affectu , ipsum Ludovicum Abbatem à quibusvis excommunicationis , suspensionis & interdicti aliisque Ecclesiasticis sententiis , censuris & pœnis à jure vel ab homine quavis occasione vel causâ latis , si quibus quomodolibet innodatus existit , ad effectum præsentium dumtaxat consequendum harum serie absolventes & absolutum fore censentes , necnon omnium & singulorum infrascriptorum , immunitatum , libertatum , exemptionum , indulgentiarum etiam plenariarum , conservatoriarum facultatum , ordinationum , statutorum , privilegiorum ; indultorum & aliarum gratiarum ac literarum desuper expeditarum tenores præsentibus pro sufficienter expressis habentes , hujusmodi supplicationibus inclinati , omnes & singulas ab Abbate Cistercii aliisque Superioribus & Capitulo Generali Ordinis hujusmodi ejusque Deputatis , immunitates , libertates & exemptiones quibusvis tam virorum quàm Sanctæ Catharinæ Caietanæ & Sanctæ Mariæ de Coelestia nuncupatæ Venetiarum , aliisque Monialium Monasteriis ac Prioratibus & aliis regularibus locis dicti Ordinis , ac dilectis filiis Abbatibus & Prioribus dilectisque in Christo filiabus Abbatissis & Priorissis , necnon Conventibus , Capitulis & personis eorundem tam in Galliâ , Italiâ , Hispaniâ , Portugaliâ , Germaniâ , Angliâ & Scotiâ , quàm alibi ubilibet consistentibus : Ità quod immunitatibus , libertatibus & exemptionibus hujusmodi non obstantibus , pro tempore existentes Abbas Generalis nuncupatus & alii Superiores dicti Ordinis eorumque Vicarii , juxta ipsius Ordinis instituta , Monasteria , Prioratus & loca prædicta ac illorum personas , tam in capitibus quàm in membris visitare liberè & licitè valeant. Ac quæcumque privilegia & indulta Apostolica visitandi Monasteria tam virorum quàm mulierum Ordinis hujusmodi quibusvis Venerabilibus Fratribus nostris Patriarchis , Archiepiscopis , Episcopis ac dilectis filiis aliis locorum Ordinariis , Ab-

Le Pape prend le dessein de travailler efficacement à son rétablissement par le renouvellement de ses privilèges.

Revocation des exemptions données au préjudice de l'Ordre.

Confirmation du pouvoir à l'Abbé de Cîteaux General de l'Ordre de visiter , & aux autres Supérieurs , dans tous les Monastères.

Revocation des pouvoirs accordés pour visiter au préjudice de l'Ordre , aux Ordinaires.

batibus & aliis quàm Generali Cisterciensi prædicto ac aliis quatuor primis nuncupatis quatuor Monasteriorum filiarum Cistercii nuncupatorum prædictorum Abbatibus, cæterisque Superioribus ejusdem Ordinis ad id ab ipso Generali Capitulo deputatis, personis cujuscumque statûs, gradûs, Ordinis & præminentiae existentibus, per quoscumque Romanos Pontifices prædecessores nostros ac Nos & Sedem prædictam, etiam ad quorumvis etiam Imperatorum, Regum, Reginarum, Ducum & aliorum Principum instantiam, vel etiam motu proprio & ex certâ scientiâ etiam consistorialiter & cum causæ cognitione, sub quibuscumque tenoribus & formis ac cum quibuscumque etiam derogatoriis derogatoriis clausulis irritantibusque ac aliis decretis hætenus quomodolibet concessa, ac etiam iteratis vicibus approbata & Apostolicas ac alias litteras desuper confectas & inde secuta quæcumque ad hoc dumtaxat ut Abbati Generali & aliis Superioribus Ordinis eorumque Vicariis, Monasteria hujusmodi ut supra dictum est visitare liceat, autoritate Apostolicâ tenore præsentium Moderamus & Limitamus.

Défenses très-expresses à tous Evêques & Ordinaires, d'empêcher l'Abbé Général & les autres Supérieurs de l'Ordre de visiter etc.

Inhibentes Patriarchis, Archiepiscopis, Episcopis & aliis Superioribus Prælati, videlicet sub interdicti ingressûs Ecclesiæ ac suspensionis à divinis, Abbatibus verò & aliis inferioribus præfatis cæterisque quibuscumque personis, sub excommunicationis latæ sententiæ poenis, ne Abbatem Generalem & alios Superiores Ordinis eorumque Vicarios præfatos quominus visitationes juxta regularia Ordinis instituta hujusmodi liberè facere possint per se vel interpositas personas directè vel indirectè aut alias quomodo impedire audeant vel præsumant.

Commandement à tous les Religieux & Religieuses de recevoir l'Abbé Général & les autres Supérieurs en leurs Visites & de leur obéir, sous peine de désobéissance & d'excommunication.

Ipsis autem Monasteriorum & aliorum locorum prædictorum Abbatibus, Abbatissis, Prioribus, Conventibus, Monachis, Monialibus & personis, ut Generalem aliosque Abbates, Superiores & Vicarios præfatos (ut præfertur) visitare volentes, benignè recipiant, eisque & eorum mandatis in concernentibus eorum visitandi officium hujusmodi pareant & humiliter obediant, in virtute sanctæ obedientiæ & sub similis excommunicationis poenâ districte præcipiendo Mandamus.

Le Pape confirme tous les Privileges accordés par les Papes depuis le commencement de l'Ordre.

3. Et insuper universa & singula privilegia, prærogativas, immunitates, exemptiones, libertates & indulgentias plenarias quatenus sunt in usu, conservatorias facultates, indulta & alias gratias Cistercii & quatuor filiabus nuncupatis Monasteriis & Ordini ejusque Ca-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 155

pitulo Generali, Deffinitoribus & aliis Superioribus præfatis, per piæ memoriæ Paschalem II. Calistum etiam II. Eugenium III. Alexandrum etiam III. Lucium similiter III. Honorium etiam III. Gregorium IX. Innocentium IV. Sixtum pariter IV. præsertim Commendas & Commendatarios Monasteriorum & aliorum locorum Ordinis hujusmodi concernentia, & quod Commendatarii pro tempore existentis, nullam in Monasteria dicti Ordinis sibi commendata & eorum Monachos jurisdictionem exerçant, ac etiam super privilegiorum aliarumque gratiarum ipsi Ordini concessarum confirmatione sub quarto & sexto Idus Martii, quinto Nonas, & quarto Idus Martii, quinto & sexto Idus Martii, sexto anno Pontificatus sui datarum respectivè, & quoscumque alios Romanos Pontifices prædecessores nostros ac Nos & Sedem prædictam hætenus quomodolibet concessa.

Necnon ordinationes & statuta ab exordio foundationis ejusdem Ordinis usque in præsentem diem in dicto Generali Capitulo concorditer etiam si in usu esse desierint dummodò infra lapsum temporis immemorabilis videlicet centum annorum in desuetudinem non abierint; ac prætereà super contributionibus per omnia & singula ejusdem Ordinis Monasteria Abbati Cistercii seu Capitulo Generali prædictis faciendis & solvendis, ità quod omnes etiam Commendatarii ad illarum solutionem etiam sub similis excommunicationis latæ sententiæ poenâ teneantur & ad id etiam (quibuscumque privilegiis etiam ab ipso sæpè obtentis non obstantibus) compelli possint; ac prout illa concernunt, omnia & singula alia in litteris Apostolicis aliisque documentis desuper confectis contenta & inde secuta quæcumque, licita tamen & honesta, iisdem autoritate & tenore ex certâ scientiâ Confirmamus & Approbamus ac illis perpetuæ & inviolabilis firmitatis robur Adjicimus, omnesque & singulos juris & facti defectus si qui forsan intervenerint in eisdem, Supplemus. Ac potiori pro cautelâ eadem omnia & singula privilegia, prærogativas & facultates, exemptiones, indulgentias, conservatorias, indulta & alias gratias eisdem modo & formâ, quæ Ordini ejusdemque Abbatibus, Capitulo Generali & Superioribus præfatis, per dictos prædecessores nostros concessa sunt, illis de novo autoritate & tenore præsentium Concedimus & Innovamus.

Les Commendataires n'ont aucune jurisdiction sur & dans les Monasteres qu'ils tiennent en Commende.

Le Pape confirme aussi tous les Statuts & Reglemens faits par le Chapitre General.

Et oblige tous les Monasteres même les Abbez Commendataires à payer les Contributions dões au Chapitre General tous les ans.

*SUITE ET CONTINUATION DE LA BULLE
du Pape Pie IV. de l'an 1563.*

4. ET prætereà quod in Monasteriis dicti Ordinis quæ diversis personis etiam si Episcopi, Archiepiscopi, Patriarchæ & S. R. E. Cardinales existant, de præsentì commendata esse reperiuntur & in futurum commendari seu aliàs quoquo modo aliis quàm Ordinis ipsius personis concedi continget, ubi non fuerit instituta mensa Conventualis ab Abbatiali mensâ distincta & separata cum annuis fructibus, redditibus & proventibus juxtâ Monasteriorum ipsorum facultates competentibus & honestis pro sufficienti Conventus & Monachorum aliorumque Religiosorum ejusdem Ordinis, numero in unoquoque ex ipsis Monasteriis per ipsos Generalem & cæteros Ordinis ipsius Superiores aut eorum Vicarios ordinando; ad quam mensam instituendam congruosque redditus assignandos ipsi Commendatarii omninò teneantur, & ad id etiam per censuras Ecclesiasticas, fructuum, reddituum & proventuum sequestrationes & alia oportuna juris remedia cogi possint. & debeant. Et quia sicut accepimus, in multis dicti Ordinis tam virorum quàm mulierum Monasteriis quamplures Mendicantium & aliorum Ordinum Religiosi utriusque sexûs ab immemorabili tempore citrà se intruserunt & persæpè se intrudere præsumunt, quod illi vel indè realiter & cum effectu ejiciantur vel saltem habitum infra annum suscipiant ac Professionem regularem ejusdem Cisterciensis Ordinis expressè emittant, debitamque obedientiam & reverentiam illius Abbati Generali & reliquis Superioribus præfatis præstent, ac divinum secundùm ipsius Ordinis morem celebrent Offitium seque regularibus ejus institutis omninò conforment.

Etablissement d'une
Mense Conventuelle
séparée de celle de
l'Abbé Commenda-
taire.

Défense de retenir
dans les Monastères
aucun Religieux men-
diant à moins qu'ils
n'y fassent Profession.

5. Uniones autem, annexiones & incorporationes & suppressiones & extinctiones Monasteriorum & Prioratuum ejusdem Ordinis, aut fructuum, reddituum & proventuum illorum dismembrationes & locis aliis quantumlibet piis applicationes & aliæ quævis perpetuæ illorum alienationes cuicumque alteri loco, ex quavis causâ quantumcumque honestâ urgenti & necessariâ, absque speciali & expresso ejusdem Abbatis Generalis pro tempore existentis consensu in scriptis, causâque prius à Capitulo præfatis vel aliàs ritè cognitâ etiam per Nos & Sedem prædictam, etiam

Le Pape défend les
suppressions des Bene-
fices de l'Ordre en
tout ou en partie pour
les unir à d'autres,
sans le consentement
de l'Abbé General de
Cîteaux & du Chapi-
tre General.

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 157

de Fratrum consilio ac ad quorumvis etiam Imperatoris, Regum, Reginarum, Ducum & aliorum Principum instantiam, deinceps nullatenus fieri possint & si aliter fiant, nullius omnino sint roboris, neque Ordo ejusque Superiores & personæ præfatis litteris desuper conficiendis obedire debeant: In his verò quæ hætenus unita, annexa & incorporata fuerunt, servetur præcisè forma singularum litterarum super his unionibus, incorporationibus seu applicationibus aut aliis quibuscumque dispositionibus expeditarum; Ità tamen ut Monachi in singulis Monasteriis hujusmodi degentes sint & remaneant sub obedientiâ & correctione Abbatis Generalis aliorumque Superiorum Ordinis Cisterciensis prædictorum & suorum Vicariorum in omnibus & per omnia perindè ac si uniones, annexiones & incorporationes hujusmodi non emanassent, etiam si in illis aliter caveretur, & usus non tamen à tempore immemorabili ut præfertur, contrarium obtineat, quæ contrà præsentis statuti tenorem nemini suffragentur.

Postremò, quod nullæ alterius Ordinis Moniales in Abbatissas Monasteriorum Monialium dicti Ordinis assumi vel si assumantur in eisdem Monasteriis recipi possint nisi illorum immediato Patre Superiore præsentem qui illis habitum exhibeat & ab eis tria substantialia vota necnon juramenta observandi statuta dicti Ordinis & secundum ea vivendi recipiat; quodque omnia & singula Monasteria Ordinis hujusmodi tam virorum quàm mulierum ubicumque existentia seu eorum Abbates vel Priores etiam Commendatarii Abbatissæque vel Priorissæ in signum obedientiæ & superioritatis solita regalia videlicet Contributiones solitas etiam Abbati Cistercii & Capitulo Generali præfatis (omnibus exceptione, recusatione, præscriptione & aliâ excusatione penitus cessantibus) annuatim solvere teneantur & ad id compelli possint sub excommunicationis lætæ sententiæ poenâ, eisdem sententia, autoritate & tenore perpetuò Statuimus & Ordinamus. Ac limitationem, moderationem, inhibitionem, præceptum, mandatum, approbationem, confirmationem, adjectionem, suppletionem, concessionem, innovationem, statuta & ordinationes aliaque præmissa ac præsentem litteras de subreptionis vel obreptionis aut nullitatis vitio seu intentionis nostræ defectu, quovis prætextu quæsitoque colore aut ingenio nullatenus notari, argui vel impugnari posse, neminemque illa quavis de causâ

Aucune Religieuse d'un autre Ordre ne peut estre reçûe Abbesse dans celuy de Cisteaux que par le Pere immediat: toutes seront teneues de payer les Contributions dûes au Chapitre General.

6.

Ce Privilege ne peut estre soupçonné & accusé de surreption & se termine par les clauses ordinaires.

etiam justissimâ impugnantem in Judicio vel extrâ audiendum esse, nec illa sub quibusvis similibus vel dissimilibus concessionum gratiarumque revocationibus, suspensionibus, modificationibus, limitationibus vel derogationibus etiam per Nos & successores nostros ac Sedem prædictam, etiam Imperatoris, Regum, Reginarum, Ducum & aliorum Principum intuitu & contemplatione aut in eorum aut etiam in nullius favorem, sub quibuscumque tenoribus & formis ac cum quibusvis clausulis ac etiam in vim contractûs aut legis seu statuti perpetui inducentibus decretis & aliâs quomodolibet concessis & concedendis, ac quibusvis constitutionibus & ordinationibus Apostolicis desuper quomodolibet editis & edendis aliquatenus comprehendi, neque illis ullo unquam tempore etiam per Sedem prædictam derogari posse nec derogatum censi, nisi de toto tenore & datâ præsentium expressa mentio habita & derogatio, suspensio, limitatio, revocatio aliaque prædicta de Cistercii aliorumque quatuor primorum nuncupatorum Abbatum prædictorum expresso consensu facta fuerint, ut si aliter derogari, suspendi, revocari, limitari, corrigi aut emendari contigerit, hujusmodi derogationem, suspensionem, revocationem, limitationem, correctionem & emendationem nullius esse rōboris vel momenti, & quoties illæ vel illa emanabunt, toties in pristinum & validissimum statum restituta & de novo etiam sub quacumque datâ per ipsum Abbatem Cistercii pro tempore existentem eligendâ, concessa esse & censi.

Et itâ per quoscumque Judices & Commissarios quavis autoritate fungentes etiam S. R. E. Cardinales ac causarum Palatii Apostolici Auditores, sublatâ eis & eorum cuilibet quavis aliter iudicandi & interpretandi autoritate & facultate, iudicari, definiri & interpretari debere; & quidquid secus à quoquam quavis autoritate scienter vel ignoranter attentari contigerit, irritum & inane Decernimus. Non obstantibus præmissis, ac nostrâ de non tollendo jus quæsitum & aliis quibusvis Apostolicis necnon in Provincialibus & Synodalibus Conciliis editis, generalibus vel specialibus constitutionibus vel ordinationibus ac quibuslibet etiam juramento, confirmatione Apostolicâ vel quavis firmitate roboratis statutis & consuetudinibus, declarationibus & decretis, privilegiis quoque, indultis & litteris Apostolicis præfatis aliisque Congregationibus, Præsulibus, Abbatibus, Ecclesiis, Monasteriis, Capitulis, Conventibus, Provinciis ac personis, sub quibuscum-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 159

que tenoribus & formis ac sub quibusvis etiam derogatarum derogatoriis aliisque efficacioribus & insolitis clausulis irritantibusque & aliis decretis in genere vel in specie etiam motu simili aut etiam consistorialiter ac aliàs quomodolibet concessis & etiam iteratis vicibus approbatis & innovatis, quibus omnibus & singulis etiam si pro illorum sufficienti derogatione de illis eorumque totis tenoribus specialis, specifica, expressa & individua, non autem per clausulas generales idem importantes mentio seu quævis alia expressio habenda aut aliqua alia exquisita forma ad hoc servanda foret, illorum veriores tenores, formas & decreta in eis apposita ac si de verbo ad verbum, infererentur præsentibus pro sufficienter expressis & insertis habentes, illis aliàs ex suo robore permanfuris, hac vice dumtaxat specialiter & expressè Derogamus & sufficienter Derogatum esse Decernimus cæterisque contrariis quibuscumque. Et quia difficile foret easdem præsentibus ad diversa loca Provincialisque circumferre, Volumus & dictâ autoritate Decernimus quod illarum transumptis seu exemplis etiam formis impressis, manu alicujus publici Notarii subscriptis & Sigillo Abbatis Generalis aut alicujus ex aliis Superioribus Ordinis hujusmodi munitis, plena & indubia ac ea prorsus fides ubique etiam in judicio adhibeatur quæ ipsis originalibus Litteris adhiberetur, si forent exhibitæ vel ostensæ. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ Constitutionis & voluntatis infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Romæ apud sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ millesimo quingentesimo sexagesimo tertio, Kal. Octobris, Pontificatus nostri anno quarto. (6. Octobre 1563.)



PREMIERE BULLE DU PAPE PIE V.

de l'an 1567.

SOMMAIRE.

1. Cette Bulle est un jugement contradictoire que rend le Pape sur une contestation portée devant Sa Sainteté entre un Abbé Commendataire & la Communauté d'un Monastere de l'Ordre de Cîteaux, au sujet de la Cotte-morte & déponille laissée par le Prieur de ce Monastere à son deceds, & qui estoit prétendue par ce Commendataire & les Officiers de la Chambre Apostolique d'une part ; & de l'autre, par la Communauté des Religieux.
2. Le Pape voulant se conformer à ce qui a esté déjà réglé cy-devant en pareille occasion par ses Prédécesseurs touchant les Cottes-mortes ainsi délaissées par les Religieux de l'Ordre à leur mort, il en fait un Reglement general ; & decide & declare tant contre lesdits Officiers que contre les Commendataires, qu'aucuns d'eux ne peuvent & ne doivent prétendre ni s'approprier ces sortes de Cottes-mortes à l'égard d'aucun Religieux de l'Ordre, ce qui est conforme à l'usage & aux Statuts.
3. Il établit des Juges à cet effet & pour maintenir l'Ordre dans la jouissance de ce privilege, avec ordre de l'en faire jouir, sous peine d'excommunication ; & tout le reste des clauses ordinaires.

PIUS PAPA V.

AD FUTURAM REI MEMORIAM.

Cette Bulle est rapportée au grand Bullaire Romain pour la quarante-sixième Constitution de ce Pape.

DE C E T Romanum Pontificem justitiæ supremum assertorem ad ea libenter intendere per quæ gratiæ à Sede apostolicâ in favorem quarumcumque præsertim Religiosarum personarum pro tempore emanatæ suum ut par est consequantur effectum, & ut id facilius subsequi possit, dubiis & difficultatibus quæ superindè pro tempore oriuntur, aliquando per declarationes, quandoque verò per alia remedia providere.

1. Sanè cùm sicut dilecto filio Hieronymo de la Souchiere Abbate Generali

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 161

Generali vel pro eo dilecto filio Dionysio Laceronis Procuratore & Vicario etiam Generali Cisterciensis Ordinis referente, accepimus in Statutis & Consuetudinibus etiam juramento, Confirmatione Apostolicâ vel aliâ firmitate roboratis dicti Ordinis, Privilegiis quoque, Indultis & Litteris Apostolicis eidem Ordini concessis, ac per foel. rec. Pium Papam IV. Prædecessorem nostrum & Sedem Apostolicam confirmatis, inter alia disponatur quod in spoliis, rebus & bonis Monachorum Ordinem ipsum professorum in quibuscumque locis & Monasteriis pro tempore decedentium, eorum Abbates & Priores Commendatarii pro tempore existentes se intromittere nequeant, sed illa Monasterii seu Prioratus aut loci in quo dictum Ordinem expressè professi fuerint, & seu eos decedere contigerit, Conventuali Mensæ applicari & incorporari debeant; defuncto tamen superioribus diebus in Monasterio de Casamari ejusdem Ordinis Verulanensis Diocesis, quod dilectus filius Fulvius Philonardus Clericus in Commendam ex Concessione seu Dispensatione Apostolicâ obtinet, quondam Antonio Pollutio ipsius Monasterii Priore, præfatus Fulvius & quidam Cameræ Apostolicæ Procurator aut Commissarius ipsius Antonii bonæ ut ipsa forsitan in proprios usus convertere possint, apprehendere & sibi appropriare contendant, in gravem ipsius Monasterii Conventualis Mensæ jacturam, præjudicium & gravamen.

Chose déjà jugée et
régulée pour l'Ordre de
Cîteaux par le Saint
Siege.

Occasion du Prædict

Nos Cupientes ut ea quæ per Prædecessores nostros & Sedem 2.
præfatam roborata dicuntur, firmiter observentur, ac finem hujusmodi contentioni imponere, futuris autem quantum cum Deo possumus obviare volentes, eisdemque Hieronymum Abbatem & Dionysium ac singulos Monachos Ordinis hujusmodi à quibuscumque excommunicationis, suspensionis & interdicti aliisque Ecclesiasticis sententiis, censuris & poenis à jure vel ab homine quavis occasione vel causâ latis si quibus quomodolibet innodati existunt, ad effectum præsentium dumtaxat consequendum harum serie absolventes & absolutos fore censentes; Motu proprio non ad ipsorum seu alicujus alterius pro eis nobis super hoc oblata petitionis instantiam, sed de nostrâ merâ liberalitate, quod de cætero tam præfatus Fulvius quàm quicumque alii Commendatarii quorumcumque Monasteriorum & Prioratuum vel aliorum locorum dicti Ordinis tam citrà quam ultrà montes & in quibuscumque mundi partibus consistentium, & quicumque nostri & Cameræ præfatæ Commissarii & Procuratores quomodocumque spoliis, bonis & rebus quæcumque

Règlement general
pour les Cotes-mor-
tes des Religieux en
faveur des Commu-
nautés,

sint tam præfati Antonii quàm aliorum quorumcumque Monachorum dicti Ordinis in ipsorum Commendatariorum Monasteriis, Prioratibus, locis & Jurisdictionibus pro tempore decedentium se intromittere non possunt, sed illa ad Monachos Monasteriorum seu Prioratum vel locorum hujusmodi seu eorum Conventualem mensam conjunctim vel divisim pleno Jure spectare & pertinere ac eorumdem Monachorum seu mensæ fore & esse, eorumque possessionem realem & actualem adipisci & continuare, ipsosque Monachos desuper per quoscumque Commendatarios etiam prætextu cujusvis Indulti seu Concessionis sibi desuper facti aut Consuetudinis antiquitus observatæ & seu præfatum Commissarium seu quosvis alios quavis autoritate fungentes molestari, perturbari vel inquietari non posse neque debere autoritate Apostolicâ per præsentis Decernimus & Declaramus, illaque quatenus opus sit, eisdem Monachis Concedimus & Assignamus. Necnon tam Fulvio quàm quibusvis aliis Commendatariis & Commissariis præfatis nec in spoliis, rebus & bonis pro tempore decedentium Monachorum hujusmodi, directè vel indirectè quovis quæsito colore vel ingenio se de cætero intromittere audeant vel præsumant, sub excommunicationis majoris latæ sententiæ & aliis Ecclesiasticis sententiis, censuris & poenis etiam pecuniariis arbitrio infrascriptorum Judicum infligendis & moderandis districtius inhibemus.

3. Juges établis pour
maintenir l'Ordre
dans la jouissance de
ce Privilège.

Ac tam venerabili fratri Episcopo Soranensi & dilecto filio Curie causarum Camere præfatæ Auditori Generali aliis quàm quibusvis Judicibus quavis autoritate fungentibus per quos in præmissis ut præfertur & non aliàs sublatâ eis & eorum cuilibet quavis aliter judicandi facultate, judicari debere Volumus per præsentis ; motu simili Mandamus quatenus ipsi & eorum quilibet per se vel alium seu alios præsentis Litteras & in eis contenta quæcumque ubi & quando opus fuerit ac quoties pro parte Hieronymi & pro tempore existentis ejusdem Ordinis Abbatibus seu Dionysii & Monachorum hujusmodi fuerint requisiti, solemniter publicantes eisque in præmissis ac tam dicti Antonii defuncti quàm quorumcumque Monachorum dicti Ordinis decedentium, spoliis & bonis eorumque, (cùm Monachi ipsi decesserint) possessione adipiscendâ efficacia defensionis præsidio assistentes, faciant Abbatem & Monachos ipsos Statutis, Privilegiis & Indultis quoad dicta spolia, res & bona necnon decreto, declara-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 163

tionē, concessione & assignatione ac inhibitione præfatis pacificè frui & gaudere, non permittentes eos desuper per quoscumque quomodolibet indebitè molestari; Contradictores quoslibet & rebelles per sententias, censuras & poenas Ecclesiasticas præfatas aliaque opportuna Juris & facti remedia (appellatione postpositâ) (compescendo, & nihilominus legitimis super his habendis servatis processibus sententias, censuras & poenas ipsas etiam iteratis vicibus aggravando, invocato etiam ad hoc si opus fuerit auxilio brachii sæcularis; Non obstantibus piæ memoriæ Bonifacii Papæ VIII. etiam Prædecessoris nostri de unâ & Concilii Generalis de duabus dictis dummodo ultrâ tres quis vigore præsentium ad iudicium non trahatur, & aliis Apostolicis necnon Provincialibus & Synodalibus Constitutionibus & Ordinationibus ac quibusvis etiam juramento, confirmatione Apostolicâ vel quavis firmitate aliâ roboratis Statutis & Consuetudinibus, Privilegiis quoque, Indultis & Litteris Apostolicis tam Ordini & Commendatariis præfatis eorumque superioribus & personis, quàm Cameræ præfatæ ac quibusvis illius Commissariis & Procuratoribus sub quibuscumque tenoribus & formis ac cum quibusvis clausulis & decretis in genere vel in specie etiam consistorialiter concessis, confirmatis, approbatis & innovatis, Quibus omnibus etiam si de illis eorumque totis tenoribus specialis, specifica & expressa mentio seu quævis alia expressio habenda aut aliqua alia exquisita forma ad hoc servanda foret, tenores hujusmodi ac si de verbo ad verbum nihil penitus omisso & formâ in illis traditâ observatâ inserti forent, præsentibus pro expressis habentes, illis alias in suo robore permanens hac vice dumtaxat specialiter & expressè Derogamus cæterisque contrariis quibuscumque, aut si aliquibus communiter vel divisim ab Apostolicâ sit Sede indultum quod interdicti, suspendi & excommunicari non possint per Litteras Apostolicas non facientes plenam & expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. Datum Romæ apud Sanctum Petrum sub annulo Piscatoris, die xxiii, Octobris, anno millesimo quingentesimo sexagesimo septimo, Pontificatus nostri anno secundo. (23. Octobre 1567.)

SECONDE BULLE DU PAPE PIE V. de l'an 1570.

SOMMAIRE.

1. Le Pape expose le malheureux état où il a trouvé estre l'Ordre de Cisteaux depuis que les Commendes se sont introduites dans ses Monasteres, après s'en estre exactement informé, nonobstant tous les soins qu'y ont pris l'Abbé de Cisteaux & le Chapitre General, aidez & fortifiez par les Bulles & Privileges que leur ont accordez les Papes ses prédecesseurs ; ce qui l'oblige d'y donner aussi les siens avec d'autant plus de raison, que le mal vient de ce que les Abbez Commendataires n'observent pas les regles & les conditions qui leur ont esté prescrites par le Concile de Latran & par leurs Bulles particulieres, au grand danger de leur salut.
2. Le Pape veut absolument que ces Reglemens soient executez & y en ajoute encore de nouveaux ; ordonnant en premier lieu de reparer, & mettre en bon estat tous ces Monasteres ; d'y établir un nombre competent de Religieux à proportion de leurs revenus. D'entretenir les Eglises & tous les autres lieux reguliers & officines, d'ornemens & de meubles necessaires, pour y faire le service, & y avoir une mense Conventuelle suffisante pour acquister en chaque Monastere toutes les charges, la nourriture des Religieux, leur entretien ; faire les aumosnes & avoir des livres de pieté dans les Bibliothèques & satisfaire aux frais.
3. Les Novices qui seront reçus, seront instruits dans les Monasteres choisis à cet effet ; & tous les lieux reguliers seront fermez avec grand soin & ne pourront estre habitez ni servir à d'autres qu'aux personnes qui sont de la Communauté, ni même leurs dépendances, comme greniers, caves, écuries &c. non pas même aux Abbez Commendataires ni à leurs gens ; & les femmes ne pourront y entrer, ni dans la maison affectée pour le logement de l'Abbé Commendataire, sous peine d'excommunication à encourir de fait, tant à l'égard des fem-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 165

mes qui y entreront, que de ceux qui les y feront entrer : il y aura aussi en chaque Monastere une prison pour punir les malfaiteurs.

4. L'on dressera en chaque Monastere un Inventaire de tous ses Droits, Titres & Papiers, & un Cartulaire de tous les Titres dont les Originaux ne seront jamais déplacés que dans un extrême besoin & avec grande précaution : ce qui s'observera aussi à l'égard des Monasteres qui sont exposez aux incursions des gens de guerre & aux voleurs, dont toutes choses seront mises en seureté.

5. Les Visites regulieres se feront suivant les Constitutions de l'Ordre, & les Abbez Commendataires seront tenus d'en payer les frais comme aussi les Contributions dûes tous les ans au Chapitre General, lesquels ne pourront occuper les Religieux, ni diminuer leur nombre ni les faire sortir du Monastere : mais s'ils ont des sujets de plaintes contre eux, ils les feront aux Superieurs reguliers qui les puniront s'ils meritent de l'estre.

6. La quatrième ou même la troisième partie des revenus de chaque Monastere sera mise en reserve dans les Monasteres où il y a des ruines considerables, & employée à les reparer : & de plus le Pape ordonne qu'il y aura en l'Abbaye de Cisteaux un lieu destiné à des Archives generales pour y conserver des Copies autentiques des Titres de tous les Monasteres avec des Inventaires exactes & aussi des Tables de leurs noms & du temps de leurs fondations.

7. Pour bannir absolument le vice de propriété de tous les Monasteres, le Pape révoque & abolit toutes les permissions qui pourroient estre données à quelque Religieux que ce soit, de posséder en propre quoy que ce soit, par le Saint Siege, ses Legats ou autres, & veut même que les Superieurs qui ne les puniront pas, soient eux-mêmes punis severement.

8. Il ordonne à tous les Superieurs de l'Ordre d'observer & de faire observer exactement tous ces Reglemens, & à ses Légats & Nonces d'y tenir la main quand ils en seront requis de leur part.

9. Enfin il leur enjoint de contraindre à les executer, les Abbez Commendataires sous les Censures Ecclesiastiques en recourant même s'il est besoin au bras seculier, & pareillement de faire des aumosnes aux pauvres dans leurs Monasteres : & il conclut avec les clauses ordinaires & les plus fortes.

PIUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI.
AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

Cette Bulle est rapportée toute entière au Grand Bullaire Romain pour la cent deuxième Constitution de ce Pape.

EX innumeris curis quibus sine intermissione vexamur, illa nobis durissima est quod tot sacrarum Religionum Conventus suis orbat iuribus passim intercidere conspiciuntur, neque sane quidquam inexpertum relinquimus quantum quidem fert difficillima presentis sæculi conditio, quod ad illorum restitutionem pertinere existimamus.

- I. Inter cæteros autem Ordo Cisterciensis longè latèque per orbem propagatus nobis frequentius obversatur, cujus tam multa Coenobia viris cum doctrinâ tum sanctitate claris olim florentissima, maligno temporum errore ad nihilum propemodum rediguntur; Quod cum aliundè ex toto orbe plus satis nobis jampridem innotuit tum maximè ex recenti vilitatione quam Commissarius & Procurator Capituli Generalis Cisterciensis in utrâque Sicilia id nobis quoque jubentibus confecit, permolestè intelligimus quamplurima ejus Regni Monasteria aut debitis officiis destituta aut Monachis ob non præstitam alimoniam deserta, aut omninò collapsa, resecta, reclusa, patentia & ut prophana habita quæ Religionis cultrix illa vetustas tantis impendiis evexit; sed his incommodis tamen Pater Abbas Monasterii Cistercii Cabilonensis Dioecesis & prædictum Capitulum Generale etiam per privilegia & indulgentia illis à Pio Secundo, Sixto Quarto, Pio etiam Quarto & diversis aliis Romanis Pontificibus concessa & innovata in universum occurrendi, & ipsos Commendatarios ad habendum & retinendum competentem Monachorum numerum cum Mensâ ad victum & vestitum idoneâ & etiam alia ad Monasticum cultum pertinentia, compellendi facultatem habeant, utile tamen & percommodum illis fore existimavimus nostras quoque huic rei partes adscribere, & certa quædam prædicto Ordini convenientia, illiusque moribus & statutis magis cohærentia speciarim proponere, quibus illi amplius suffulti possint supradicta Monasteria ad Conventum, disciplinam & bonam frugem faciliùs revocare; Neque enim sustinere possumus quod tam multi qui hujusmodi Monasteria in Commendam recipiunt, Commendæ condiciones à Concilio Lateranensi præscriptas, & easdem ac alias singulis Litteris Apostolicis de hujusmodi Commendis confectis ad specia-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 167

Item cuiusque significationem appositas, in animæ suæ periculum averſentur, quibus de cæteris fructibus Monasterii ſibi Commendati diſponere nemini priùs permiſſum eſt, quàm debitis & conſuetis ejuſdem ac Convēntus oneribus omninò ſupportatis, & quarta ubi Menſa Abbatialis ſeparata, ubi verò communis eſt ac etiam in Monasteriis, Convēntu & curâ orbis, tertia parte omnium fructuum eorundem in reſtaurationem fabricæ aut ornamentorum emptionem aut fulcimentum ſeu pauperum alimoniam, ubi major exegerit ſuaſeritque neceſſitas quotannis erogata; quin etiã in iſtis Monasteriis divinus cultus ſolitusque Monachorum numerus nullatenùs minuatur, nec aliàs illa in ſpiritualibus & temporalibus ulla ſubeant detrimenta.

Quare Nos ex iis quæ pro ſalubri dictæ Religionis ſtatu & 2.
ſœlici directione à prædictis prædeceſſoribus & aliàs quomodo-
cumque inſtituta hucusque reperientur, nec præſentibus contra-
ria nec effectum earum impediētia nihil omninò detrāhere ſed
illa prorsùs immota cuſtodiri volentes, de Apoſtolicæ poteſtatis
plenitudine Statuimus & Ordinamus ut omnia Monasteria & loca
dicti Ordinis tam in utrâque Sicilia quàm cæteris omnibus Orbis
partibus conſtituta, etiam commendata & unita ac etiam de jure
patronatùs Laïcorum quocumque modo exiſtentia quæ convulſa,
diruta & extenuata ſunt, reſciantur & ad debitam clauſuram re-
ducantur, ſtatutâ pecuniâ convenienti quæ quotannis in id opus
donec abſolutum fuerit, erogetur.

*Les Monasteres rui-
nez ſeront réparés
tant pour les bâti-
mens que pour le
nombre des Religieux
& les ornemens &
meubles neceſſaires.*

In eiſdem & cæteris locis ubi pro facultatum ratione idonea
erunt, competens Monachorum & Miniſtrorum numerus reſti-
tuatur: Ipſorum Eccleſiæ, Sacriſtiæ, Dormitoria, & Officinæ va-
ſis, veſtimentis, libris, ſacrâ & communi ſuppectile ac cæteris
omnibus ad divinum cultum & Monasticum uſum neceſſariis con-
venienter inſtruantur.

Miſſæ ſacrificium & alia omnia divina Officia diurna & noctur-
na quotidie in Choro pſallendo juxtà ritum dicti Ordinis ſine in-
miſſione celebretur.

Menſa Convēntualis ad communem victum & veſtitum necnon
eleemoſynas & viſitationes & alia onera ſubeunda conficiatur, in-
terciſa reparetur.

*Menſe Convēntuelle
ſeparée de celle de
l'Abbé Commenda-
taire.*

Ubi ſacra lectiō juxtà Concilii Tridentini diſpoſitionem haberi
non poterit, præter illos libros qui ad divini Officii & Chori
uſum neceſſarii ſunt, ſaltem Biblia & Catechiſmus ad Parochos

recens editus , item Opera sancti Bernardi & si qui alii ad honestam Monachorum occupationem poterunt , habeantur nisi de illis in assignatione Mensæ Conventualis jam prospectum repariatur. De his omnibus necnon vasis, vestimentis & cæterâ suppellectile prædictâ semel receptâ, Conventus omnes rationem reddere debeant.

3.
Reception & éducation des Novices dans des Noviciats communs.

Et ut Novitii quâ decet disciplinâ informentur , unum aut duo Monasteria in quâque Provinciâ ubi commodè fieri poterit, ordinentur in quibus Magistri etiam cæterorum Monasteriorum Novitios divini Officii rationem & regularis observantiæ instituta doceant itâ ut quodcumque Monasterium necessaria suis suppeditet, & si nullos habuerit, alii pro eo ejusque impensis recipiantur & instruantur,

• Les lieux réguliers soigneusement ferment, & tout usage contraire à leur destination, défendu.

Omnia ædificia Conventus quoquo versus claudantur, portæ non necessariae obstruantur, Clathri fenestris ubicumque opus erit, insigantur : Templâ, Sacristiæ, Capitula, Dormitoria, Refectoria, Infirmaria & omninò aliæ Claustrî partes nihil prophani patiantur ; Nec Conventus horreum, penu, præsepia nec prorsus ulla promercialia Abbatum Commendatariorum, Conductorum aut aliorum recipiant, nec à Commendatariis, Pensionariis aliisve de Claustris non existentibus occupentur, sed illis solùm proprii Claustrales utantur prout ad divini Officii celebrationem regularemque observantiam fuerunt constituta.

Défenses aux femmes d'entrer dans les Monastères sous peine d'excommunication.

Mulieribus omnibus cujuscumque qualitatibus, dignitatis & ætatis ingressus Claustrî ac aliorum locorum regularium, etiam ædium partis quæ ab Abbatibus Commendatariis, Prioribus aliisve Ministris etiam divisim possidentur, sit penitus interdictus ; Quod si secus factum erit, tam ingredienti quàm recipientes, excommunicationis sententiam incurrant. Carcer ad correctionem Monachorum, ubi non est, constituatur.

4.
Inventaire & Cartulaire en chaque Monastère.

In omnibus Monasteriis Inventarium omnium prædictorum necnon instrumentorum, foundationum, donationum, autoritatum, exemplarium omniumque monimentorum conscribatur & in formam authenticam redigatur, illudque & cætera omnia prædicta fideliter asserventur ; Sicuti verò horum quidquam producendum erit, exemplum ab Archetypo assumatur & transmittatur, nisi talis contigerit necessitas ut exemplar producendum sit, quod tunc in fidem alicujus probati deponatur qui idoneè caveat illud ipsum quamprimum reportaturum,

Ille

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 169

Illa Monasteria locis patentibus constituta quæ propter Turcarum seu prædonum vel hæreticorum incursiones tutè servari non poterunt, factò de ipsorum juribus, litteris, autoritatibus, tabulis, monumentis, atque omni prorsus supellectile, mobilibusque bonis, jocalibus & rebus fidei inventario, & si opus erit, earum omnium depositio apud personam fidei & facultatibus idoneam, ita ut nihil omninò indè sine consensu expressò & speciali mandato Conventus moveri valeat, in civitates opidave vicina transferantur.

SUITE ET CONTINUATION DE LA BULLE du Pape Pie V. de l'an 1570.

CÆTERUM ad restituendam Monasticam disciplinam & re-
stitutam conservandam, Cistercii & cæteri Patres Abbates in
Capitulo Generali provideant diligenter ut omnes visitationes sol-
licitè & prudenter ac cum pietate fiant, salutem animarum, Re-
ligionis zelum, perpetuum cultum divinum; clausuram, obe-
dientiam & cætera omnia quæ ad mores, correctionem & Reli-
giosorum ædificationem pertinent, procurando: Quibus in rebus
ubicumque non sunt Mensæ Conventuali assignati redditus qui
hoc onus ferre possint, Abbates & Commendatarii ac alii qui-
cumque administrationem spiritualium & temporalium visitando-
rum Monasteriorum habentes, necessaria omnia ministrare ac
Contributiones & sumptus pro gerendis aliis communibus ne-
gotiis Apostolicæ Sedis autoritate impositas ac etiam ad brachii
sæcularis adhibitionem præstare, Visitatores ac solitos & necessa-
rios ipsorum famulos & jumenta, debitâ hospitalitate recipere &
eisdem in omnibus auxiliari omninò debeant & ad id etiam Cen-
suris & pœnis Ecclesiasticis per Capitulum ac etiam per ipsos Vi-
sitatores compellantur.

Ne porrò deferendi Monasterii occasio Monachis præbeatur,
quod ex vagandi libertate illis à Commendatariis oblata ut ex-
pensis parcant, plerumque evenit: Præcipimus & Interdicimus ne
ulli omninò Commendatarii quidquam vel minimum de Mensâ &
aliis necessariis detrahant neque ullo modo numerum diminuant
aut quempiam etiam propter delictum ejiciant; sed quotiescum-
que Monachi aliquid admiserint quod quidem animadversione
dignum sit, id quamprimum Priori Claustrali, vel si gravius Sit

5.
Visites régulières
aux frais des Abbés
Commendataires avec
les Contributions de
l'Ordre.

Les Abbés Commenda-
taires ne peuvent
rien au regard des
Religieux.

delictum, Visitatori significant qui correctionem juxta Ecclesiæ & Ordinis prædicti statuta faciat; Quod si ulterius ultrà sex menses distulerit, eo ipso sit ab eo officio depositus & ad illud cæteraque omnia Ordinis officia triennio inhabilis censeatur, statimque Præsidentes correctionem hujusmodi aliis committere teneantur.

6. Prædicta autem tertia vel quarta pars reddituum omnis Monasterii in Commendam concessi & concedendi, ex ipsamet proprietate prædictorum Superiorum curâ & solitudine exigatur, & ex eis prædicta pecunia conficiatur eaque quoad ædificia omnia resecta erunt, in id opus impendatur; Eo verò perfectò ipsa tertia vel quarta pars juxta Concilii dispositionem & litterarum prædictarum tenorem, annis singulis eadem curâ convertatur.

Reparations des
ruines considerables
dans les bastimens.

Archives generales
dans l'Abbaye de Ci-
seaux pour sous l'Or-
dre.

Postremò Volumus & Mandamus ut apud Monasterium Cistercii constituatur constitutumque restituatur Archivium in quo Index ordine compositus omnium aliorum Monasteriorum, Prioratuum, Ecclesiarum & Beneficiorum dicti Ordinis in omni parte orbis constitutorum etiam in Commendam obtentorum vel unitorum habeatur; & item distinctum cujusque Inventarium sive repertorium bonorum, proprietatum, rerum, jurium & actionum omnium, necnon exemplum authenticum instrumentorum, privilegiorum, foundationum, donationum, litterarum, autoritatum & monimentorum quorumcumque conficiatur confectumque fideliter asservetur.

7. Toutes permissions
favorisant la pro-
priété revocables.

Quia verò proprietas omnium malorum radix ubicumque gliscit, omne bonum in regulâ quamvis bene institutâ pervertit, idèò ne hoc quoque sicubi habetur, ad perfectionem prædictorum obstare possit, Revocamus & Abolemus omnia & quæcumque privilegia, autoritates, licentias, dispensationes & indulta cujusque privati rerum & bonorum usus, proprietatis, possessionis & dominii, omnibus cujuscumque gradûs & dignitatis Monachis dicti Ordinis per quoscumque Romanos Pontifices prædecessores nostros, per Nos & Sedem prædictam ejusve Legatos, ex quibuscumque causis etiam motu proprio & ex certâ scientiâ concessa, confirmata & innovata, quibuscumque concepta formulis ac clausulis & decretis suffulta, quorum omnium tenores præsentibus habemus pro expressis, ac volumus illa omnia vires & effectum de cætero non habere, quin etiam Visitatores & cæteros omnes qui in hujusmodi proprietarios severè non

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 171

animadverterint, ad hujusmodi officia ac alia ipsius Ordinis ministeria perpetuò inhabiles esse.

Quocirca Cisterciensi & cæteris omnibus Patribus Abbatibus & Visitoribus dicti Ordinis Edicimus ut pro se quisque omnia prædicta studeant adimplere; Omnibus autem nostris & prædictæ Sedis Legatis & Nuntiis ubicumque existentibus necnon Ordinis prædicti Conservatoribus ab ipsa Sede constitutis & constituendis, ipsorum singulis per Apostolica scripta Mandamus ut præsentēs Litteras ubi & quando opus fuerit ac quotiescumque pro parte Abbatum, Definitorum, Visitorum & aliorum prædictorum seu alicujus eorum desuper fuerint requisiti, solemni-ter publicantes ipsiusque efficacis defensionis præsidio assisten-tes, prædicta omnia in omnibus Regnis & Provinciis sedulò exequantur, & quæcumque alia quæ ad Religionis incremen-tum ipsis utilia vel necessaria videbuntur, ubique locorum sta-tuant.

Et prætereà, Abbates & Commendatarios cujuscumque di-gnitatis, gradûs & conditionis fuerint, ad prædictorum omnium præstationem etiam per subtractionem proventuum ac Censuras & poenas præfatas cæteraque oportuna juris & facti remedia, omni & quacumque appellatione postpositâ compellant, invoca-to etiam ad hoc si opus fuerit, auxilio brachii sæcularis.

Cæterum ut vicina plebs egena pro Religionis consuetudine & instituto confoveri possit ac cæteri piam & fidelem rerum ad-ministrationem collaudare possint, prædictis Commendatariis Præ-cipimus ut in suis Monasteriis pauperes eleemosynis pro modo facultatum prosequantur. Decernentes prædicta omnia inviolata & immutabilia perpetuò consistere, necnon irritum & inane si secus per præfatos aut quoscumque alios quavis autoritate fun-gentes scienter vel ignoranter contigerit attentari. Non obstan-tibus piæ memoriæ Bonifacii Octavi de unâ & in Concilio Gene-rali editâ de duabus diæris aliisque Constitutionibus & Ordina-tionibus Apostolicis ac dicti Ordinis juramento, confirmatione Apostolicâ vel quavis firmitate aliâ roboratis statutis & consue-tudinibus, quodque aliquibus communiter vel divisim ab ea-dem sit Sede indultum quod ad præstationem prædictorum mi-nimè teneantur & ad id compelli aut quod interdicti, suspendi vel excommunicari non possint per litteras Apostolicas non fa-cientes plenam & expressam ac de verbo ad verbum de indulto

8.

Obligation
perieurs de fa
servir ces Regl
& ordre aux
du Saint Siege
Nonces, d'y
& tenir la m

9.

Obligation:
bez Commend
de les execute
faire les aum
aux pauvres
leurs Monast

Clauses ord
res.

hujusmodi mentionem & quibuscumque aliis Privilegiis, Conservatoriis, Exemptionibus, Indulgentiis & Litteris Apostolicis sub quibuscumque tenoribus ac formis ac quibusvis etiam derogatoriis derogatoriis aliisque efficacioribus & insolitis clausulis irritantibusque & aliis decretis in genere vel in specie etiam motu proprio aut etiam consistorialiter ac etiam iteratis vicibus approbatis & innovatis necnon concordis, conventionibus, pactis & aliis obligationibus etiam ut prædictum est, roboratis per quæ præsentibus non expressa aut omnino inserta effectus earum impediri valeat quomodolibet vel differri, & de quibus quorumcumque totis tenoribus ad verbum habenda sit in nostris litteris mentio specialis, quæ omnia ad effectum omnium superscriptorum penitus Abrogamus, cæterisque contrariis quibuscumque : Quia verò difficile nimis esset præsentibus quocumque opus illis erit perferre, Volumus ut illarum exempla etiam impressa Notarii publici vel Secretarii dicti Abbatis Cistercii manu & ejusdem Abbatis vel Capituli alteriusve Prælati Ecclesiastici aut ejus Curie sigillo obsignata, eandem illam prorsus fidem in Judicio & extra illud ubique locorum faciant, quam ipsæ præsentibus facerent si essent exhibitæ vel ostensæ. Nulli ergo &c. Datum Romæ apud Sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ millesimo quingentesimo septuagesimo, octavo Idus Martii, Pontificatus nostri anno quinto. (8. Mars 1570.)

BULLE DU PAPE GREGOIRE XIII. de l'an 1574.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape à l'exemple de ses Prédecesseurs Pie IV. & Pie V. faisant attention sur l'état où la misère des temps & sur tout, l'introduction des Commendes ont réduit l'Ordre de Cisteaux, prend le dessein de travailler efficacement à son rétablissement, & commence par révoquer tout ce qu'il avoit accordé contre les droits de l'Ordre & confirme tous ses Privileges qu'il veut & entend estre observez dans tous les Monasteres qui en sont, situés dans tout le monde Chrétien.*

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 173

2. Il ordonne que l'Abbé de Cîteaux General de l'Ordre & les autres Superieurs visiteront ces Monasteres & y seront reçus sans difficulté ; & il confirme les pouvoirs qui leur sont donnez par les Statuts , approuvant tout ce qui a esté fait & réglé depuis le commencement de l'Ordre tant par les Papes que par l'Ordre même.
3. Il veut que dans les Monasteres qui sont en Commende, il y ait une Menſe particuliere & ſeparée de celle de l'Abbé pour la Communauté , c'eſt-à-dire un partage des revenus entre l'Abbé Commendataire & les Religieux ; & que dans ce partage outre leur nourriture & entretien , l'Abbé Commendataire leur fournisse des revenus ſuffiſans pour la reparation des lieux reguliers & de l'Enclos à quoy ils pourront le contraindre. Et que tous ceux qui y demeurent , ſoient ſous l'obéiſſance de l'Abbé General & de leurs autres Superieurs & leur ſoient entierement ſoumis.
4. Le Pape ne veut pas qu'aucune Religieuſe d'autre Ordre que de celui de Cîteaux y ſoit reçüe pour Abbeſſe , que par le Pere immediat de ce Monastere , entre les mains duquel elle ſera tenuë de faire une nouvelle profeſſion & promeſſe de vivre ſuivant les Conſtitutions de l'Ordre.
5. Tous les Monasteres dudit Ordre payeront exactement les Contributions & taxes qui leur ſont & ſeront impoſées par le Chapitre General pour les affaires & neceſſitez communes & pourront y eſtre contraints.
6. Les Monasteres qui ſe trouvent ruinez & détruits en pluſieurs Provinces par les guerres & autres malheurs des temps , ſeront rétablis le pluſtoſt & le mieux qu'il ſera poſſible.
7. Le Pape ordonne que les Eglies des Monasteres , les Sacriſties , Dortoirs & autres lieux & officines ſoient pourvûës de tout ce qui peut eſtre neceſſaire , de Vaſes , d'Ornemens , de Livres pour la Biblioteque & pour l'Office , & autres meubles , en ſorte que rien n'y manque & que le Divin Service y ſoit fait ponctuellement ſuivant l'uſage & la pratique de l'Ordre.
8. Il veut que l'on faſſe élever en commun les Novices dans les Monasteres à ce faire choiſis dans chaque Province , afin de les y inſtruire plus exactement de leurs devoirs.
9. Il ordonne que la Cloture des Monasteres ſoit exactement faite principalement des lieux reguliers ſans qu'on y ſouffre rien de

prophane, & sans qu'on en puisse laisser la jouissance d'aucun aux Abbez Commendataires ni à d'autres, non pas même en les luy affermant, ni grenier, ni cave, ni écurie, personne n'y pouvant & devant habiter que les Religieux, leurs domestiques & ceux qui sont pour leur service & commodité.

10. Pareillement il y défend tres-expressément l'entrée des femmes, non pas même dans le logis de l'Abbé Commendataire, s'il est dans la clôture ou Enclos, sous peine d'excommunication contre celles qui y entreront & ceux qui les y feront entrer.
11. On fera des Cartulaires & des Inventaires des Titres en chaque Monastere, & les Originaux ne sortiront point des Archives : & il y aura à Cisteaux une Archive generale de tous les Titres de l'Ordre.
12. Les Visites se feront exactement & les Abbez Commendataires en acquitteront les frais.
13. Le Pape défend à ses Nonces & aux Légats du Saint Siege de prendre aucune connoissance des affaires de l'Ordre, d'entreprendre d'en visiter les Monasteres, ni de recevoir & juger les appellations interjettées des Sentences & Ordonnances des Supérieurs ; & leur enjoint & aux Ordinaires des lieux, de donner aide & secours à ceux qui leur en demanderont.

GREGORIUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI.
AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

Cette Bulle est insérée toute entière dans le Grand Bullaire Romain pour la dix-huitième Constitution de ce Pape.

SUPERNA dispositione cujus inscrutabili providentiâ ordinationem suscipiunt universa, in supereminenti Apostolicæ dignitatis speculâ meritis licet imparibus constituti, ad ea per quæ sacræ Religionis Cisterciensis Ordinis Nobis & Sedi Apostolicæ immediatè subjecti, status feliciter dirigatur & regularis vitæ institutio jamdiù à sanctis Viris tam piè & religiosè tradita & constituta conservetur, & si quid deperire incœperit (Domino concedente) reformationem suscipiat & in suum pristinum statum reflorescat, ac denique personæ sub suavi religionis hujusmodi jugo Domino secundum Regulæ suæ puritatem famulantes, suæ in pacis & quietis suavitate vota reddere & fructus in Dei Ecclesiâ uberiores proferre valeant, libenter Intendimus, & his quæ per Romanos Pontifices prædecessores nostros propterea concessa & ordinata fuisse reperiuntur, etiam nostræ approbationis robur

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 175

Adjicimus ac aliàs desuper Statuimus , Ordinamus , Moderamus & Reformamus prout in Domino conspiciamus salubriter expedire.

Dudùm siquidem foelicis recordationis Pio Papæ IV. prædecessori nostro pro parte bonæ memoriæ Ludovici olim Abbatis Monasterii Cistercii Cabilonensis Dioecesis exposito quod licet sacer Cisterciensis Ordo in summâ puritatis & devotionis perfectione per multa retroactorum annorum sæcula ac tamdiù exemplari Religiosorum suorum vitâ atque sanctimoniâ non solum in Regno Franciæ ubi supremum ejus Caput videlicet Cistercii præfatum cum aliis quatuor illius præcipuis nempè Firmitatis , Pontigniaci , Clarævallis & Morimundi , Cabilonensis prædictæ & Antissiodorensis ac Lingonensis respectivè Dioecesum Monasteriis (Filiabus Cistercii nuncupatis) sed etiam per alia ferè universa Christiani Orbis climata , cum bonæ famæ & virtutum odore eximioque Religionis decore , ad ædificationem militantis Ecclesiæ , quamdiù juxta sanctorum Patrum institutiones & regularia illius instituta , præfatis aliisque Monasteriis de Monachorum dicti Ordinis personis provisum ejusque laudabilia instituta , ritus , consuetudines & privilegia firmiter observata fuerant (Domino cooperante) florisset ; nihilominus tunc à pluribus annis citrà præsertim postquam pleraque Monasteriorum ac Prioratuum suorum aliis quàm dicti Ordinis personis commendari , ac ab eorum Superioris obedientiâ per exemptionum , unionum aliasque diversas vias tanquam membra à suo corpore divelli , abstrahi & dismembrari cœperant , specioso illo regularis disciplinæ candore paulatim offuscato , universi Ordinis Status in miserabilem dispersionem & desolationem prolapsus erat : & in eâdem Expositione subjuncto quod tantis hujus olim Deo mortalibusque gratiæ Religionis incommodis aliter quàm per antiquorum statutorum , consuetudinum , rituum & privilegiorum prædictorum undiquè convulsum & diversimodè oppressorum restitutionem mederi non posse videbatur ; præfatus prædecessor supplicationibus ipsius Ludovici Abbatis in câ parte tunc inclinatus , antiqua privilegia per quoscumque Romanos Pontifices prædecessores suos eidem Cisterciensi Ordini & ejus Capitulo Generali indulta & concessa , per suas Litteras approbavit , confirmavit & innovavit , & alia desuper statuit & ordinavit.

L'Ordre de Cîteaux
a fleuri tant que les
Monastères ont eu des
Abbez reguliers.

Et deindè piæ memoriæ Pius Papa V. etiam prædecessor noster

1. eodem ergà præfati Cisterciensis Ordinis bonum statum & reformationem zelo & omni propensione affectus, antiqua illa eidem Ordini ut præfertur, concessa Privilegia & Indulta per suas Litteras etiã approbavit & confirmavit, ac Litteras Pii IV. Prædecessoris ejusmodi etiã suæ approbationis robur adjecit, necnon nonnulla alia opportuna pro temporis conditione præfati Cisterciensis Ordinis reformationem concernentia de novo eidem Ordini & Capitulo Generali concessit & indulisit prout in singulis litteris præfatis plenius continetur.

2. Cùm autem firmiora sint ea quibus Sedis prædictæ sæpius intercedit autoritas, Nos Cupientes ut illa quæ pro dicti Ordinis cujus decus & integritatem ac pristini candoris restitutionem non minori quàm prædicti prædecessores nostri zelo affectamus, salubri directione tam piè ac sanctè statuta sunt, inconcussa perpetuò remaneant, omnium & singulorum Immunitatum, Libertatum, Exemptionum, conservationum, facultatum, Ordinationum, Statutorum, Privilegiorum, Indultorum & aliarum gratiarum, necnon Litterarum Pii IV. & Pii V. prædecessorum hujusmodi tenores præsentibus pro sufficienter expressis & insertis habentes, motu proprio non ad Abbatis Generalis & Superiorum Ordinis hujusmodi vel quorumvis aliorum instantiam, sed de nostrâ merâ liberalitate & ex certâ scientiâ, omnes & singulas ab Abbate Monasterii Cistercii aliisque Superioribus & Capitulo Generali Ordinis hujusmodi ejusque Deputatis, Immunitates, Libertates & Exemptiones quibusvis tam Virorum quàm Sanctæ Catherinæ Cajetanæ & Sanctæ Mariæ de Coelestia nuncupatæ Venetiarum aliisque Monialium Monasteriis ac Prioratibus & aliis regularibus locis dicti Ordinis, ac dilectis filiis Abbatibus & Prioribus dilectisque in Christo filiabus Abbatissis & Priorissis, necnon Conventibus, Capitulis & personis eorundem, tam in Galliâ, Italiâ, Hispaniâ, Portugalliâ, Germaniâ, Angliâ & Scotiâ quàm alibi ubilibet consistentibus.

Revocation des
exemptions données
contre les droits de
l'Ordre.

Pouvoir à l'Abbé
General & aux autres
Superieurs de visiter
privativement aux
Evêques &c.

Ità quod Immunitatibus, Libertatibus & Exemptionibus hujusmodi non obstantibus, pro tempore existentes Abbas Generalis nuncupatus & alii Superiores dicti Ordinis & eorum Vicarii, juxtà ipsius Ordinis instituta, Monasteria, Prioratus & loca prædicta ac illorum personas tam in capitibus quàm in membris visitare liberè & licitè valeant, ac quæcumque Privilegia & Indulta Apostolica visitandi Monasteria tam virorum quàm mulierum

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 177

lierum Ordinis hujusmodi quibuscumque venerabilibus Fratribus nostris Patriarchis, Archiepiscopis & Episcopis, ac dilectis filiis aliis locorum Ordinariis, Abbatibus & aliis quàm Generali Cisterciensi prædicto ac aliis quatuor primis nuncupatis quatuor Monasteriorum filiarum Cistercii nuncupatorum præfatorum Abbatibus cæterisque Superioribus ejusdem Ordinis ad id ab ipso Generali Capitulo deputatis personis cujuscumque statûs, gradûs, ordinis & præeminentiæ existentibus, per quoscumque Romanos Pontifices Prædecessores nostros ac Nos & dictam sedem etiam ad quorumvis Imperatorum, Regum, Reginarum, Ducum & aliorum Principum instantiam, vel etiam motu proprio & ex certâ scientiâ etiam consistorialiter & cum causæ cognitione sub quibuscumque tenoribus & formis, ac cum quibuscumque etiam derogatoriis clausulis irritantibusque & aliis decretis hætenûs quomodolibet concessa & etiam iteratis vicibus approbata & Apostolicas & alias Litteras desuper confectas & inde secuta quæcumque, ad hoc dumtaxat ut Abbati Generali & aliis Superioribus Ordinis eorumque Vicariis, Monasteria hujusmodi ut præfertur visitare liceat, Apostolicâ autoritate tenore præsentium Moderamus & Limitamus. Inhibentes Patriarchis, Archiepiscopis, Episcopis & aliis Superioribus Prælatibus videlicet sub interdicto ingressus Ecclesiæ ac suspensionis à divinis, Abbatibus verò & aliis inferioribus Prælatibus cæterisque quibuscumque personis sub excommunicationis latæ Sententiæ poenis, nè Abbatem Generalem & alios Superiores Ordinis eorumque Vicarios præfatos quominus visitationes juxtâ regularia Ordinis Instituta hujusmodi, liberè facere possint per se vel per interpositas personas, directè vel indirectè aut aliàs quocumque modo impedire audeant vel præsumant.

Ipsis autem Monasteriorum & aliorum locorum prædictorum Abbatibus, Abbatissis, Prioribus, Conventibus, Monachis, Monialibus & personis, ut Generalem aliosque Abbates, Superiores & Vicarios præfatos ut præfertur visitare Volentes, benignè recipiant eisque & eorum mandatis in concernentibus eorum visitandi officium hujusmodi pareant & humiliter obediant, in virtute sanctæ obedientiæ & sub similis excommunicationis poenâ districtè Præcipiendo Mandamus.

Et insuper universa & singula Privilegia, Prærogativas, Immunitates, Exemptiones, Libertates, Conservatorias Facultates, Indulta & alias gratias Cistercio & quatuor Filiabus nuncupatis,

Ordre à tous les Monastères de recevoir l'Abbé General & les autres Supérieurs & d: leur obéir dans leurs Visites, en vertu de sainte obéissance & sous peine d'excommunication à encourir de fait.

Confirmation & renouvellement de tous les Privileges accordés à l'Ordre depuis son commencement,

& pareillement de ses
Statuts & Reglemens
faits par les Chapitres
Generaux.

Les Abbez Com-
mendataires n'ont
aucune jurisdiction
sur les Monasteres.

Monasteriis ac Ordini ejusque Capitulo Generali, Definitoribus & aliis Superioribus præfatis per piæ mem. Paschalem II. Calixtum etiam II. Eugenium III. Alexandrum etiam III. Lucium similiter III. Honorium pariter III. Gregorium IX. Innocentium IV. Sixtum etiam IV. præsertim Commendas & Commendatarios Monasteriorum & aliorum locorum Ordinis hujusmodi concernentia, & quod Commendatarii pro tempore existentes nullam in Monasteria dicti Ordinis sibi commendata & eorum Monachos jurisdictionem exerçant, & quoscumque alios Romanos Pontifices prædecessores nostros & Sedem hujusmodi hætenus quomodolibet concessa.

Necnon Ordinationes & Statuta ab exordio foundationis ejusdem Ordinis usque in præsentem diem in dicto Capitulo concorditer edita, etiam si in usu esse desierint, dummodo per lapsum temporis immemorabilis, videlicet centum annorum in desuetudinem non abierint; ac præterea super Contributionibus per omnia & singula ejusdem Ordinis Monasteria Abbati Cistercii seu Capitulo Generali prædictis faciendis & solvendis, ac prout illa concernunt omnia & singula alia in Litteris Apostolicis aliisque documentis desuper confectis contenta & inde secuta quæcumque (licita tamen & honesta ac decretis Concilii Tridentini non adversantia) eisdem autoritate & tenore ex certâ scientiâ Confirmamus & Approbamus ac illis perpetuæ & inviolabilis firmitatis & nostræ approbationis robur Adjicimus, omnesque & singulos juris & facti defectus (si qui forsân intervenerint in eisdem) Supplemus, necnon potiori pro cautelâ eadem omnia & singula Privilegia, Prærogativas, Facultates, Exemptiones quatenus sint in usu, Conservatorias, Indulta & alias gratias eisdem modo & formâ quibus Ordini ejusque Abbatibus, Capitulo Generali & Superioribus prædictis per dictos Prædecessores concessa sunt, illis de novo autoritate & tenore prædictis Concedimus & Innovamus.

3.
Etablissement d'une
Mense Conventuelle
dans les Monasteres
qui sont en Commende
avec des revenus
separez.

Et præterea quod in Monasteriis dicti Ordinis quæ diversis personis etiam si Episcopi, Archiepiscopi, Patriarchæ & S. R. E. Cardinales existant, de præsentî Commendata etiam reperiuntur & in futurum commendari seu aliàs quoquo modo aliis quàm Ordinis ipsius personis concedi continget, Ubi non fuerit, instituaturs Mensa Conventualis ab Abbatiali Mensâ distincta & separata cum annuis fructibus, redditibus & proventibus juxta Mona-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 179

steriorum ipsorum facultates competentibus & honestis, pro sufficienti Conventus & Monachorum aliorumque Religiosorum ejusdem Ordinis, numero in uno quoque ex ipsis Monasteriis per ipsos Generalem & cæteros Ordinis ipsius Superiores aut eorum Vicarios ordinando; quam quidem Mensam quia etiam ædificiorum & locorum ad disciplinæ Monasticæ observationem pertinentium scilicet Templorum, Ornamentorum, Jocalium, Librorum Ecclesiasticorum, Dormitorii, Refectorii aliorumque locorum regularium, necnon Monasteriorum Clausuræ necessariis & ordinariis reparationibus faciendis obligatam & obstrictam esse Volumus, ut in cā instituendā expensarum annuarum ad hæc necessariarum ratio habeatur, Statuimus & Mandamus, ac ad eandem Mensam sic instituendam congruosque redditus assignandos ipsi Commendatarii omninò teneantur & ad id etiam per Censuras Ecclesiasticas, fructuum, reddituum & proventuum sequestrationes & alia opportuna juris remedia cogi possint & debeant.

Obligation des Abbez Commendataires de reparer les lieux réguliers.

Et quia sicut accepimus, in multis dicti Ordinis tam virorum quàm mulierum Monasteriis quàm plures mendicantium aliorum Ordinum Religiosi utriusque sexûs ab immemorabili tempore citrà se intruserunt & persæpe intrudere præsumunt, quod illi vel indè realiter & cum effectu ejiciantur vel saltem habitum infrà annum suscipiant ac professionem regularem ejusdem Cisterciensis Ordinis expressè emittant, debitamque obedientiam & reverentiam illius Abbati Generali & reliquis Superioribus prædictis præstent ac divinum Officium secundum ipsius Ordinis morem celebrent seque regularibus ejus institutis omninò conforment; quodque Monachi in Monasteriis & Prioratibus ejusdem Ordinis & aliis piis locis pro tempore unitis, annexis & incorporatis degentes, sint & remaneant sub obedientiâ & correctione Abbatis Generalis aliorumque superiorum Ordinis Cisterciensis præfatorum & suorum Vicariorum in omnibus & per omnia perindè ac si uniones, annexiones & incorporaciones hujusmodi non emanassent, etiam si in illis aliter caveretur & usus non tamen à tempore immemorabili ut præfertur, contrarium obtineat, quæ contra Statuti hujusmodi tenorem nemini suffragentur.

Quòd nullæ alterius Ordinis Moniales nisi causâ legitimâ subfistente, in Abbatissas Monasteriorum Monialium dicti Ordinis assumi vel si assumantur, in eisdem Monasteriis recipi possint, nisi immediato Patre Superiore præsentè qui habitum illis exhibeat

4. Nulle Religieuse d'un autre Ordre ne sera reçue par le Père du Monastère, sans donner l'habit.

& ab eis tria substantialia vota necnon juramenta observandi Statuta dicti Ordinis ac secundum ea vivendi recipiat.

5. *Tous les Monastres même les Abbez Commendataires doivent payer les Contributions du Chapitre General.* Quodque omnia & singula Monasteria Ordinis hujusmodi tam virorum quam mulierum ubicumque existentium seu eorum Abbates vel Priores (etiam Commendatarii) Abbatissæque vel Priorissæ in signum obedientiæ & superioritatis solita regalia, videlicet Contributiones solitas Abbati Monasterii Cistercii & Capitulo Generali prædictis (omnibus exceptione, recusatione, præscriptione & aliâ excusatione penitus cessantibus) annuatim solvere teneantur & ad id compelli possint sub Excommunicationis latæ sententiæ poenâ, eâdem autoritate Statuimus, & Ordinamus.

6. *Les Monastres ruinés seront rétablis même ceux qui sont en Commende.* Et insuper ut Monasteria Cisterciensis Ordinis hujusmodi quorum quàmplurima ut accepimus, præsertim in utrâque Siciliâ consistentia, aut debitis officiis destituta aut Monachis ob non præstitam alimoniam deserta aut omninò collapsa, resecta, reclusa, patentia reperiuntur & ut prophana habentur, ad Conventum, disciplinam & bonam frugem revocentur, de Apostolicæ potestatis plenitudine etiam Statuimus & Ordinamus ut omnia Monasteria & loca dicti Ordinis tam in utrâque Siciliâ quàm cæteris omnibus Orbis partibus constituta, (etiam Commendata) ac etiam de jure patronatûs Laïcorum quocumque modo existentia quæ convulsa, diruta & extenuata existunt, reficiantur & ad debitam clausuram reducantur ac pro faciliiori præmissorum executione conveniens pecunia statuatur & quotannis in id opus donec absolutum fuerit erogetur, ac in eisdem & cæteris locis quemadmodum eorum facultates ad id fuerint sufficientes, competens Monachorum & Ministrorum numerus restituatur.

SUITE ET CONTINUATION DE LA BULLE du Pape Gregoire XIII. de l'an 1574.

7. *Tous les lieux réguliers doivent être garnis de meubles convenables.* IPSORUM quoque Ecclesiæ, Sacristiæ, Dormitoria & Officinæ vasis, vestimentis, libris, sacrâ & communi suppellectile ac cæteris omnibus ad divinum cultum & Monasticum usum necessariis convenienter instruantur : Missæ prætereà sacrificium & alia divina Officia nocturna & diurna quotidie in Choro psallendo juxta ritum dicti Ordinis sine intermissione celebrentur ; insuper ubi sacra lectio juxta Concilii Tridentini dispositionem haberi non poterit, præter eos libros qui ad divini Officii & Chori usum ne-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 181

cessarii sunt, saltem Biblia & Catechismus ad Parochos ante aliquot annos editus, item opera sancti Bernardi & si qui alii ad honestam Monachorum occupationem haberi poterunt, habeantur, nisi de illis in assignatione Mensæ Conventualis jam prospectum reperiatur, ità tamen ut de his omnibus necnon vasis, vestimentis & cæterâ suppellectile præfatâ semel receptis, omnes Conventus rationem reddere debeant.

Et ut Novitii eâ quæ decet disciplinâ informentur, unum aut duo Monasteria in quacumque provinciâ ubi commodè fieri poterit ordinentur, in quibus magistri etiam cæterorum Monasteriorum Novitios divini Officii rationem & regularis observantiæ instituta doceant, ità ut quodlibet Monasterium suis necessaria suppediret, & si nullos habuerit, alii pro eo ejusque impensis recipiantur & instruantur.

Omnia ædificia Conventus quoquo versùs claudantur, portæ non necessariæ obstruantur, clathri fenestris ubicumque opus fuerit infigantur, Templâ, Sacristiæ, Capitula, Dormitoria, Refectoria, Infirmariæ & omninò aliæ Claustrî partes nihil profani patiantur; nec Conventus horreum, penu, præsepia, nec prorsus ulla promercalia Abbatum Commendatariorum, Conductorum aut aliorum recipiant, nec illa à Commendatariis, Pensionariis aliisve de Claustrò non existentibus occupentur, sed illis solùm proprii Claustrales utantur, prout ad divini Officii celebrationem regularemque observantiam fuerunt constituta.

Mulieribus omnibus cujuscumque qualitatis, dignitatis & ætatis ingressus claustrî & aliorum locorum regularium etiam ædium partis quæ ab Abbatibus Commendatariis, Prioribus aliisve Ministris etiam divisim possidentur, sit penitùs interdictus, & si secùs factum erit, tam ingredientiès quàm recipientes excommunicationis sententiam incurrant; carcer quoque ad correctionem Monachorum ubi non est, constituatur.

Et in omnibus Monasteriis Inventarium omnium præfactorum, necnon instrumentorum foundationum, dotationum, autoritatum, exemplarium omniumque monimentorum conscribatur & in formam authenticam redigatur, illudque & cætera omnia præfata fideliter asserventur; sic ubi verò locorum quidquam producendum erit, exemplum ab Archetypo desumatur & transmittatur, nisi talis contigerit necessitas ut ipsum exemplar producendum sit, quod tunc in fidem alicujus pro-

8.

Les Novices doivent être instruits soigneusement dans la Régularité.

9.

Les portes du Convent bien fermées sans rien de profane, & sans qu'aucun lieu comme grenier, cave & écurie puisse être occupé ni même tenu à loyer par l'Abbé Commendataire ni par qui que ce soit que par les Religieux.

10.

Les femmes ne doivent pas entrer dans les Cloîtres ni dans les autres lieux réguliers ni même dans la partie qui sert de maison à l'Abbé régulier, sous peine d'encourir l'excommunication par les femmes qui y entreront & par ceux qui les recevront.

11.

Inventaire des Titres en chaque Monastère.

bati deponatur qui idoneè caveat illud ipsum quàm primùm reportandum.

Illà quoque Monasteria locis patentibus constituta quæ propter Turcarum seu prædonum vel hæreticorum incursiones tutè servari non poterunt, factò de ipsorum juribus, litteris, autoritatibus, tabulis, monimentis atque omni prorsùs suppellectile mobilibusque bonis, jocalibus & rebus fidei Inventario & si opus erit, eorum omnium depositio fiat apud personam fide & facultatibus idoneam, ità ut nihil omninò indè sine consensu expresso & speciali mandato Conventùs moveri valeat, in Civitates oppidave vicina transferantur.

12.

Visites regulieres
exactement faites dont
les Commendataires
payeront les frais en
celle dont ils sont
pourvus & les Contributions ordinaires.

Cæterùm ad restituendam Monasticam disciplinam & restitutam conservandam, Cistercii & cæteri patres Abbates in Capitulo Generali provideant diligenter ut omnes visitationes sollicitè & prudenter ac cum pietate fiant, salutem animarum, religionis zelum, perpetuum cultum divinum, clausuram, obedientiam & cætera omnia quæ ad mores, correctionem & Religiosorum ædificationem pertinent, procurando; quibus in rebus ubicumque non sunt Mensæ Conventuali assignati redditus qui hoc onus ferre possint, Abbates & Commendatarii ac alii quicumque administrationem spiritualium & temporalium visitandorum Monasteriorum habentes, necessaria omnia ministrare ac Contributiones & sumptus pro gerendis aliis communibus negotiis dictæ Sedis autoritate impositas ac etiam ad brachii sæcularis adhibitionem præstare, Visitatores ac solitos & necessarios ipsorum famulos & jumenta debitâ hospitalitate recipere & eisdem in omnibus auxiliari omninò debeant & ad id etiam censuris & pœnis Ecclesiasticis per Capitulum ac etiam per ipsos Visitatores compellantur.

Ne porrò deferendi Monasterii occasio Monachis præbeatur, quod ex vagandi libertate illis à Commendatariis oblatâ ut expensis parcant plerùmque evenit, Præcipimus & Interdicimus nè ulli omninò Commendatarii quidquam vel minimùm de Mensâ & aliis necessariis detrahant neque ullo modo diminuunt, aut quempiam etiam propter delictum ejiciant, sed quotiescunque Monachi quid admiserint quod quidem animadversione dignum sit, id quàm primùm Priori Claustrali vel si gravius sit delictum, Visitatori significant qui correctionem juxta Ecclesiæ & dicti Ordinis Statuta faciat, qui si ultrà sex menses distulerit, eo ipso sit

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 183

ab Officio depositus & ad illud cæteraque omnia Ordinis ejusdem Officia triennio inhabilis cenſeatur, ſtatimque præſidentes correptionem hujusmodi aliis committere teneantur.

Ad hæc Volumus & Mandamus ut apud dictum Monasterium Cistercii conſtituatur conſtitutumve reſtituatur Archivium in quo Index ordine compoſitus omnium aliorum Monasteriorum, Prioratum, Eccleſiarum & Beneficiorum dicti Ordinis in omni parte Orbis conſtitutorum etiam in Commendam obtentorum vel unitorum habeatur, & item diſtinctum cujuſque inventarium ſive repertorium bonorum, proprietatum, rerum, jurium & actionum, omnium, necnon exemplum authenticum instrumentorum, privilegiorum, fundationum, donationum, literarum, autoritatum & monumentorum quorumcumque conficiatur conſectumque fideliter aſſervetur.

Archive generale à
Cîteaux de tous les
Titres de l'Ordre.

Revocamus quoque & Abolemus omnia & quæcumque privilegia, autoritates, licentias, diſpenſationes & indulta cujuſque privati rerum & bonorum uſus, proprietatis, poſſeſſionis & domini, omnibus cujuſcumque gradûs & dignitatis Monachis dicti Ordinis per quoscumque Romanos Pontifices prædeceſſores noſtros ac Nos & dictam Sedem ejuſque Legatos ex quibuſcumque cauſis etiam motu proprio & ex certâ ſcientiâ conceſſa, confirmata & innovata, quibuſcumque concepta formulis ac clauſulis & decretis ſuffulta, quorum omnium tenores præſentibus haberi Volumus pro expreſſis; ac Volumus illa omnia vires & effectum de cætero non habere; quin etiam Viſitatores & cæteros omnes qui in hujusmodi proprietarios ſeverè non animadverſerint, ad officia hujusmodi & alia ipſius Ordinis miniſteria perpetuò inhabiles eſſe.

Revocation de toutes
permissions données à tous Religieux
particuliers de rien
poſſeder en propre.

Ceterum ut vicina plebs egena pro Religionis conſuetudine & inſtituto conſoveri, ac cæteri piam & fidelem rerum adminiſtrationem collaudare poſſint, eiſdem Commendatariis Præcipimus ut in ſuis Monasteriis pauperes eleemoſynis pro modo facultatum proſequantur.

Aumôſnes à faire
dans les Monasteres
aux dépens des Commendataires,

Quia verò nihil æquè diſſolutè & indiſciplinatè vivendi licentiam aſſert quam impunitatis ſpes, eamque non ita pridem tam nonnulla ejusdem Ordinis Monasteria quàm illorum perſonæ ex eo nanciſci cœperint, quod à ſententiis & decretis per ipſius Ordinis Generalem aut ejus Vicarios in Provinciis deputatos contrà ſe latis, ad noſtros & dictæ Sedis Legatos & Nuncios provocando,

13.

Le Pape défend à
tous ſes Nonces & Légats & aux Ordinaires de recevoir aucune
appellation des ſentences & Ordonnances rendues par l'Abbé General, les Vicaires

res & députez & autres
Superieurs de l'Ordre,
ni de les juger, non
plus que d'entrepen-
dre de faire la Visite
dans aucun Monaste-
re.

poenas in se constitutas eludere satagunt, in antiquorum Statuto-
rum, consuetudinum, rituum & privilegiorum præfatorum præ-
judicium & ipsius Ordinis Superiorum contemptum; ideo ne
abusus & incommoda hujusmodi tractu temporis altius irrepant
providere Volentes, motu, scientiâ & potestate similibus Statui-
mus & Ordinamus ac districtè Præcipimus & Interdicimus nè
ulli omninò dictæ Sedis Legati vel Nuncii appellationes à senten-
tiis & decretis per Abbatem Generalem vel ejus Vicarios aut
Superiores præfatos latis vel promulgatis ut præfertur pro tem-
pore interpositas ullo modo recipiant aut admittant neque de illis
cognoscant, seu illarum vel quocumque alio prætextu Monaste-
ria, Prioratus aut alia loca ejusdem Ordinis visitent, sed quoties-
cumque ad illos aliquis in Monachos aut personas hujusmodi anim-
adversione dignum deferri contigerit, juxtà formam Commenda-
tariis circa delicta Monachorum & personarum earumdem per
Nos ut præfertur præscriptam, Vicarium ipsius Ordinis in illâ
Provinciâ institutum monendum curent qui delinquentes sub
poenâ superiùs ad id constitutâ exemplariter corrigere & punire
teneatur: Decernentes appellationes, provocationes aut quas-
cumque alias reclamaciones à Monachis & personis hujusmodi ad
dictos Legatos seu Nuncios vel locorum Ordinarios ut præfertur
pro tempore interpositas vel interponendas, ac processus desuper
habitos vel habendos necnon indè secuta vel sequenda quæcum-
que, nullius fore roboris vel momenti, ac Generalem Abbatem
& Vicarios necnon Superiores præfatos ad correctionem & puni-
tionem delinquentium Monachorum & personarum Ordinis hu-
jusmodi, appellationibus, provocationibus & reclamacionibus hu-
jusmodi nequaquam obstantibus procedere posse & debere.

Tous ces Reglemens
cy-dessus ainsi faits ne
peuvent être accusez
d'aucun vice de nulli-
té, subreption &c.

Præsentes quoque Litteras de subreptionis vel obreptionis aut
nullitatis vicio seu intentionis nostræ defectu, quovis prætextu
quæsitive colore vel ingenio nullatenùs notari, argui vel impugnari
posse, neminemque illas quavis de causâ etiam justissimâ impugnan-
tem in judicio vel extrà audiendum esse, nec illas sub quibusvis simi-
lium vel dissimilium concessionum gratiarumque revocationibus,
suspensionibus, limitationibus, modificationibus, derogationibus
aut aliis contrariis dispositionibus etiam per Nos & successores nostros
Romanos Pontifices ac Sedem prædictam, etiam Imperatoris,
Regum, Reginarum, Ducum & aliorum Principum intuitu & con-
templatione aut in eorum vel etiam nullius favorem sub quibus-
cumque

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 185

cumque tenoribus & formis ac cum quibuscvis clausulis ac etiam vim contractûs aut legis seu statuti perpetui inducentibus decretis & aliâs quomodolibet concessis & concedendis, ac quibuscvis Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis desuper quomodolibet editis & edendis aliquatenus comprehendi, neque illis aliquo unquam tempore etiam per Sedem præfatam derogari posse nec derogatum censi, nisi de toto tenore & datæ præsentium expressa mentio habita & derogatio, suspensio, revocatio, limitatio, modificatio aliaque præmissa de Cistercii aliorumque quatuor primorum nuncupatorum Abbatum prædictorum expresso consensu facta fuerint; & si aliter derogari, revocari, suspendi, limitari aut emendari contigerit, hujusmodi derogationem, revocationem, suspensionem, limitationem, correctionem & emendationem nullius esse roboris vel momenti, & quoties illæ vel illa emanabunt, toties in pristinum & validissimum statum restituta, & de novo etiam sub quacumque datâ per ipsum Abbatem Monasterii Cistercii pro tempore existentem eligenda concessa esse & censi.

Sicque per quoscumque Judices & Commissarios quavis autoritate fungentes etiam S. R. E. Cardinales aut causarum Palatii Apostolici Auditores, sublatâ eis & eorum cuilibet quavis aliter judicandi & interpretandi facultate & autoritate, judicari & definiri debere, irritum quoque & inane si secus super his à quocumque quavis autoritate scienter, vel ignoranter contigerit attentari.

Et nihilominus omnibus nostris & dictæ Sedis Legatis & Nunciis ubicumque existentibus ac locorum Ordinariis necnon Ordinibus præfati Conservatoribus ipsorumque singulis per Apostolica scripta Mandamus quatenus præsentis litteras, & in eis contenta quæcumque ubi & quando opus fuerit, ac quoties pro parte Abbatum, Vicariorum, Visitatorum & aliorum præfatorum seu aliqujus eorum desuper fuerint requisiti, solemniter publicandi ipsique efficacis defensionis præsidio assistendi, faciant autoritate nostrâ Abbates, Vicarios, Visitatores & alios præfatos, confirmatione, approbatione, adjunctione, suppletionem, concessione, statuto, ordinatione, innovatione, præcepto, interdicto, renovatione, abolitione ac sui Generalis voluntatis mandatis, decretis nostris aliisque præmissis pacificè frui & gaudere, ac præsentis Litteras ab omnibus quos illæ concernunt, inviolabiliter & inconcussè observari, non permittentes Abbates, Vicarios, Superiores Visitatores, ac alios,

18.

Ordre du Pape à tous ses Légats & Nonces & aux Ordinaires des lieux de donner aide pour l'exécution de tous ces Reglemens : & le reste des clauses usitées.

præfatos defuper contrà earundem præsentium tenorem quomodolibet indebitè moleſtari; Contradiçtores quoslibet & rebelles per præfatas ac alias ſententias, cenſuras & pœnas aliaque opportuna juris & facti remedia (apellatione poſtpoſitâ) compellendo, ac legitimis ſuper his habendis ſervatis proceſſibus ſententias, cenſuras & pœnas ipſas etiam iteratis vicibus aggravando, invocato etiam ad hoc ſi opus fuerit, auxilio brachiũ ſæcularis.

Nonobſtantibus præmiſſis & ſanctæ memoriæ Bonifacii Papæ VIII. pariter prædeceſſoris noſtri de unâ & in Concilio Generali editâ de duabus dietis, aliisq; Apoſtolicis ac in Provincialibus & Synodalibus Conciliis editis generalibus vel ſpecialibus conſtitutionibus & ordinationibus, necnon quibuſlibet etiam iuramento, confirmatione Apoſtolicâ vel quavis firmitate aliâ roboratis ſtatutis & conſuetudinibus, declarationibus, inhibitionibus & decretis, privilegiis quoque, indultis & litteris Apoſtolicis, Legatis, Nunciis & Ordinariis præfatis ac aliis quibuſvis perſonis, ſub quibuſcumque tenoribus & formis ac cum quibuſvis etiam derogatoriis derogatoriis aliisq; efficacioribus & inſolitis clauſulis irritantibuſque & aliis decretis, in genere vel in ſpecie, etiam motu ſimili etiam conſiſtorialiter aut aliâs quomodolibet conceſſis ac etiam iteratis vicibus approbatis & innovatis; quibus omnibus etiam ſi pro illorum ſufficienti derogatione, de illis eorumque totis tenoribus ſpecialis, ſpecifica, expreſſa, individua ac de verbo ad verbum non autem per clauſulas generales idem importantes mentio ſeu quævis alia expreſſio habenda aut alia aliqua exquisita forma ad hoc ſervanda foret, illorum veriores tenores, formas, datas & decreta in eis appoſita ac ſi de verbo ad verbum nihil penitus omiſſo & forma in illis tradita obſervata inſerti forent, præſentibus pro ſufficienter expreſſis habentes, illis aliâs in ſuo robore permanſuris, ac vice dumtaxat ſpecialiter & expreſſè Derogamus & ſufficienter derogatum eſſe Decernimus, necnon omnibus illis quæ in litteris Pii IV. & Pii V. ac aliorum prædeceſſorum præfatorum expreſſum fuit non obſtare contrariis quibuſcumque, aut ſi aliquibus communiter vel diviſim ab eadem ſit Sede indultum quod interdici, ſuſpendi vel excommunicari non poſſint per Litteras Apoſtolicas non facientes plenam & expreſſam ac de verbo ad verbum de indulto huiusmodi mentionem.

Cæterum quia difficile foret eaſdem præſentes ad diverſa loca

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 187

provincialque circumferre, Volumus & dictâ autoritate Decernimus quòd illarum transsumptis seu exemplis etiam formis impressis manu alicujus publici Notarii subscriptis & sigillo Abbatis Generalis aut alicujus ex aliis Superioribus Ordinis hujusmodi munitis, plena & indubia ac ea prorsus fides ubique etiam in judicio adhibeatur, quæ ipsis originalibus adhiberetur si forent exhibitæ vel ostensæ. Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo Piscatoris, die 12. Julii 1574. Pontificatûs nostri anno tertio.

BULLE DU PAPE SIXTE V. de l'an 1586.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape fait un dénombrement des Papes ses prédécesseurs qui ont accordé à l'Ordre de Cisteaux divers Privileges dont il specifie une partie, comme en ce qui concerne la liberté dans les élections qui se font des Abbez ; l'exemption de tous les Monasteres de la jurisdiction des Ordinaires ; la défense faite aux Abbez Commendataires de s'entremettre de ce qui regarde le gouvernement spirituel qui est laissé aux Peres Abbez ; ni d'occuper aucun des lieux reguliers & autres qui sont & doivent estre à l'usage de la Communauté, ni d'y introduire des femmes ; ni de pretendre rien aux dépouilles des Religieux qui decedent soit au dedans soit au dehors des Monasteres.*
2. *Le Pape confirme tous ces Privileges, & nommément les Bulles de ses prédécesseurs Gregoire IX. Sixte IV. Innocent VIII. Pie IV. Pie V. & Gregoire XIII. de l'execution desquelles dépend dit-il, le salut de l'Ordre, & cela de la meilleure & de la plus forte maniere qu'il est possible.*
3. *Il ordonne aux Legats, Nonces & autres Officiers du Saint Siege & de la Chambre Apostolique, de donner aide & secours pour l'execution pleine & entiere de sa Bulle quand ils en seront requis, à l'Abbé de Cisteaux General de l'Ordre, aux quatre premiers Abbez communément appelez ses quatre premieres Filles, & à tous les autres Superieurs.*

SIXTUS PAPA V.

AD FUTURAM REI MEMORIAM.

Cette Bulle est rapportée toute entière au Grand Bullaire Romain pour la trentième quatrième Constitution de ce Pape.

PONTIFEX Romanus-primarias Christi Dei & Domini nostri in terris gerens vices, sicut totius Dominici gregis pascendi curam & onus sustinere dignoscitur, ita in eos quos gravius laborare & suo præcipuo auxilio indigere perspexerit, propensius & favorabilius incumbere debet; Cum primis verò Religiosorum Monachorum qui mundanis abjectis illecebris, in spiritu humilitatis Altissimo famulantur, paternam curam gerere nutantemque illorum statum (quantum ex alto conceditur) celeri ac salubri munimine fulcire.

Sanè sicut pro parte dilecti filii Edmundi à Cruce Abbatis Monasterii Cistercii Cabilonensis Dioecesis totius Ordinis Cisterciensis Generalis necnon dicti Ordinis Capituli Generalis Nobis fuit expositum quòd Cisterciensium Monachorum Ordo à Divo Roberto institutus & à Divo Bernardo illustratus cæterisque eorum successoribus propagatus, multorum virorum sanctimoniâ præcellens tam à prædecessoribus nostris Romanis Pontificibus quàm etiam ab Imperatoribus, Regibus, Ducibus & aliis Principibus tot & tantis privilegiis, gratiis & favoribus meruit decorari, ut nullo quovis temerario ausu nullâque temporis diuturnitate privilegia, exemptiones & gratias hujusmodi à quoquam violari aut

I. modo aliquo infringi posse viderentur : Sed tamen ea est quorundam hominum improbitas talisque rerum humanarum conditio, ut nisi sæpius eadem iterentur & legum pœnis fulciantur, hujusmodi hominum audaciâ & temporum injuriâ optimæ leges & privilegia conculcentur ; quo factum est ut quemadmodum eadem expositio subjungebat, multi piæ memoriæ prædecessores nostri præcipuè verò Paschalis II. Calixtus etiam II. Eugenius III. Alexander III. Lucius similiter III. Honorius etiam III. Gregorius IX. Innocentius IV. Alexander etiam IV. Urbanus IV. Clemens IV. Gregorius X. Nicolaus IV. Bonifacius VIII. Clemens V. Joannes XXII. Benedictus XII. Clemens VI. Urbanus V. Joannes XXIII. Martinus V. Eugenius IV. Nicolaus V. Calixtus III. Pius II. Sixtus IV. Innocentius VIII. Leo X. Pius IV. Pius V. & Gregorius XIII. Romani Pontifices, privilegia, prærogativas, immunitates, exemptiones, libertates,

Denombrement de la plus grande partie des Papes qui ont confirmé les Privileges de l'Ordre depuis son origine.

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 189

Indulgentias, conservatorias facultates & alias gratias Monasterio seu Abbati Cistercii, necnon Firmitatis, Pontigniaci, Claravallis & Morimundi Cabilonenfis, Autissiodorensis & Lingonensis respectivè Diocesum (quatuor ipsius Monasterii Cistercii Filiabus appellatis) totique Ordini Cisterciensi & Capitulo Generali ejusdem Concesserint & Indulserint. Inter cætera verò Gregorius IX. ne ullus Episcopus aut quælibet alia persona cujuscumque dignitatis & præminentiae existat, regularem electionem Abbatum ipsius Ordinis impedire aut in ea se quomodolibet ingerere; Innocentius IV. eisdem Episcopis ne Monachos & Abbates Religionis ejusdem, etiam ratione cujuscumque delicti (causâ fidei duntaxat exceptâ) ad sua Judicia & Tribunalia trahere: Sixtus IV. Commendatariis Monachorum numeri taxationem & Novitiorum receptionem & benedictionem in Monasteriis Commendatis prohibuit atque ejus rei curam penes Abbates aliosque Ordinis Superiores remanere voluit; Innocentius VIII. ne quisquam ex Abbatibus & Monachis ipsius Ordinis in hæc ritu & vivendi ritu longo usu passim recepto se ab aliis difformare præsumeret: Pius IV. Pius V. & Gregorius XIII. Commendatariis eisdem eorumque Ministris cæterisque personis sæcularibus quovis titulo ipsius Ordinis Monasteriorum fructus atque proventus percipientibus, nè Tempia & alia loca Regularia & ad Monachorum usum destinata Abbatiarum hujusmodi & Monasteriorum quomodolibet occuparent aut profanarent, nè in illis mulieres cujuscumque conditionis introducerent, nec se se in bonis per Monachos pro tempore decedentes relictis illorumve spoliis quomodolibet intritterent aut bona ipsa sibi appropriarent, respectivè statuerunt, mandarunt & districtiùs præcipiendo vetarunt; ac etiam alii Romani Pontifices prædecessores nostri aliàs & aliter in favorem Ordinis ejusdem statuerunt, ordinarunt, concesserunt, indulserunt, prohibuerunt & inhibuerunt, prout in singulis tam prædictorum quàm aliorum quorumcumque prædecessorum nostrorum litteris, sub quacumque formâ & datâ respectivè (quarum tenores præsentibus haberi volumus pro expressis) expeditis & emanatis latiùs dicitur contineri.

Défenses aux Abbez Commendataires d'occuper les lieux réguliers des Monastères dont ils sont pourvus, ni d'y introduire des femmes, ni de rien prétendre aux pecules laissés par les Religieux.

Quare ipsius Ordinis Cisterciensis afflictio statui paterno affectu 2. & ex Pastoralis officii nobis ex alto injuncti munere providere Volentes, motu proprio non ad Abbatis Cistercii ipsius Ordinis Generalis nec alterius cujuscumque pro eo sive toto Ordine ipso

Confirmation nouvelle de tous lesdits Privilèges.

PRIVILEGES

90

Nobis oblata petitionis instantiam, sed ex nostrâ merâ & spontaneâ voluntate & certâ scientiâ ac de Apostolicâ potestatis plenitudine, prædicta omnia & singula privilegia, prærogativas, immunitates, exemptiones, libertates, indulgentias, conservatorias facultates, indulta & alias gratias, Cistercii & quatuor Filiarum nuncupatorum præceptis Monasteriis & Ordini universo ejusque Capitulo Generali, Definitoribus & aliis Superioribus Pontifices præque per supradictos & alios quoscumque Romanos Pontifices prædecessores nostros concessa & innovata concessasque & innovatas, præferim verò ipsas litteras Gregorii IX. Sixti IV. Innocentii VIII. Pii IV. Pii V. & Gregorii XIII. per quarum ausu temerario contemptam à multis observationem ejusdem Ordinis convellitur immunitas, regularis status periclitatur, uniformitas decoloratur, Confirmamus, Roboramus & Approbamus illisque omnibus & singulis perpetuæ & inviolabilis firmitatis robur Adjicimus, & quatenus opus sit, Concedimus & Indulgemus, Vetamus, Prohibemus & Inhibemus, ac etiam solemniter etiam substantialium & quoscumque alios defectus, si qui in singulis privilegiis, indultis & litteris Apostolicis prædictis vel aliis quibuscumque quomodolibet intervenierint, motu & scientiâ similibus, eodem præsentium tenore Supplementum : Decernimus omnia & singula in ipsis privilegiis & indultis ac præsentibus nostris contenta & comprehensa, quatenus sint in usu & adferantur, perpetuò valida & efficacia & firma ac stabilia fore & esse suosque plenarios effectus sortiri & obtinere ac omnibus & singulis quos tangunt seu tangere poterunt quomodolibet, in futurum inviolabiliter observari debere ; Ac præsentibus nostris etiam ex quavis causâ de subreptionis vel obreptionis seu impugnari aut intentionis nostræ vel quovis alio defectu notari seu impugnari & aliâ quomodolibet infringi vel retractari nullatenus unquam posse, sed eas semper & perpetuò valere & tenere ac viribus subsistere, necnon eis quos vel quorum favorem concernunt & concernent, omnino suffragari : Sicque per quoscumque Judices, etiam causarum sacri nostri Palatii Apostolici Auditores ac S. R. E. Cardinales etiam Legatos de Latere & quacumque potestate & dignitate fulgentes, sublatâ eis & eorum cuilibet quavis aliter judicandi vel interpretandi facultate & autoritate, ubique judicari & definiri debere irritumque & inane si secus super his à quoquam quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari, Decernimus,

ouveau
que les
ont re-
s préten-
menda-

ne
pro
rali
qua
qua
tur
tur
len
fist
P
ci
ne
vo
cre
sen
&
Al
pe
pr
ti

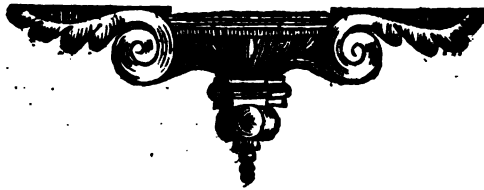
DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 191

Quocirca omnibus nostris & dictæ Sedis Legatis ac Nuntiis ubicumque existentibus ac quorumcumque locorum Ordinariis necnon Ordinis præfati Conservatoribus, ac dilecto filio moderno & pro tempore existenti Curiaë causarum Camera Apostolicæ generali Auditori, ipsorum singulis per Apostolica scripta Mandamus quatenus præsentès litteras & in eis contenta quæcumque ubi & quando opus fuerit ac quoties pro parte Patris Generalis, Abbatum, Procuratoris Generalis, Vicariorum, Visitatorum & aliorum præfatorum seu alicujus eorum desuper fuerint requisiti, solemniter publicantes ipsisque efficacis defensionis præsidio assistentes, faciant autoritate nostrâ Patrem Generalem, Abbates, Procuratorem Generalem, Vicarios, Visitatores & alios prædictos confirmatione, approbatione, adjectione, suppletione, concessione, statuto, ordinatione, innovatione, præcepto, interdicto, revocatione, abolitione ac sui Generalis voluntate, mandatis, decretis nostris aliisque præmissis pacificè frui & gaudere, ac præsentès litteras ab omnibus quos illæ concernunt, inviolabiliter & inconcussè observari, non permittentes Patrem Generalem, Abbates, Procuratorem Generalem, Vicarios, Visitatores, Superiores ac alios prædictos desuper contrà litterarum earundem præsentiumque tenorem quomodolibet indebitè molestari; Contradictores quoslibet & rebelles per prædictas ac alias sententias, censuras & poenas aliaque opportuna juris & facti remedia (appellatione postpositâ) compescendo, ac legitimis super his habendis servatis processibus, sententias, censuras, & poenas ipsas, etiam iteratis vicibus aggravanda, invocato etiam ad hoc si opus fuerit, auxilio brachii sæcularis. Nonobstantibus præmissis & sanctæ memoriæ Bonifacii Papæ VIII. pariter prædecessoris nostri, de unâ & in Concilio Generali editâ de duabus dietis, aliisque Apostolicis ac in Provincialibus & Synodalibus Conciliis editis generalibus vel specialibus constitutionibus necnon quibuslibet etiam juramento, confirmatione Apostolicâ vel quavis firmitate alia roboratis statutis & consuetudinibus, declarationibus, inhibitionibus, & decretis, privilegiis quoque, indulgentiis & litteris Apostolicis Legatis, Nuntiis & Ordinariis prædictis ac aliis quibuscumque personis sub quibuscumque tenoribus & formis ac cum quibuscumque etiam derogatoriis derogatoriis aliisque efficacioribus & insolitis clausulis irritantibusque & aliis decretis in genere vel in specie etiam motu simili etiam consisto-

3.

Ordre aux Legats Apostoliques & aux Nonces du Saint Siege, & tous autres Officiers de la Chambre & du Pape, de prêter la main pour l'exécution de la Bulle.

rialiter aut aliàs quomodolibet concessis & etiam iteratis vicibus approbatis & innovatis : Quibus omnibus & singulis etiam si pro illorum sufficienti derogatione, de illis eorumque totis tenoribus specialis, specifica, expressa, individua ac de verbo ad verbum non autem per clausulas generales idem importantes mentio seu quavis alia expressio habenda aut aliqua alia exquisita forma ad hoc servanda foret, illorum veriores tenores, formas, datas & decreta in eis apposita ac si de verbo ad verbum, nihil penitus omissio & forma in illis tradita observata, inserti forent præsentibus pro sufficienter expressis habentes, illis aliàs in suo robore permanfuris, hac vice dumtaxat specialiter & expressè dérogamus & sufficienter derogatum esse decernimus, necnon omnibus illis quæ in litteris Pii IV. Pii V. & Gregorii XIII. ac aliorum prædictorum expressum fuit, non ob stare cæterisquæ contrariis quibuscumque; aut si aliquibus communiter vel divisim ab eadem sit Sede indultum quod interdici, suspendi vel excommunicari non possint per litteras Apostolicas non facientes plenam & expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem : Ceterum quia difficile foret easdem præsentes ad diversa loca Provinciasque circumferre, Volumus & dicta auctoritate Decernimus quod illarum transsumptis seu exemplis etiam impressis manu alicujus publici Notarii subscriptis, & sigillo Abbatidis Generalis aut alicujus ex aliis Superioribus Ordinis hujusmodi munitis, plena & indubia ac ea prorsus fides ubique etiam in Judicio adhibeatur quæ ipsis originalibus adhiberetur si forent exhibitæ vel ostensæ. Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo Piscatoris, die 17. Maii anno Incarnationis Dominicæ 1586, Pontificatus nostri anno secundo,



I^R BREF DU PAPE CLEMENT VIII.
de l'an 1592.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape par ce Bref obtenu sur la requisition des Abbez & Religieux de l'Ordre de Cisteaux en Espagne, confirme un Decret rendu par la Congregation établie pour l'interpretation du Concile de Trente, & declare au sujet de ce qu'a défini & réglé en leur faveur ce Concile Sessão 23. Chapitre 10. touchant la Collation de la Tonsure & des quatre Moindres & les Dimissoires, que les Abbez benits peuvent conferer la Tonsure & les quatre Ordres Mineurs à leurs Religieux, suis subditis Regularibus, dans les Eglises & Chapelles de leurs Monasteres, & leur donner aussi des Lettres Testimoniales pour leur servir de Démissioires à aller prendre les Ordres sacrez des Evêques qui doivent les leur conferer, s'il n'y a pas d'autres empêchemens.*
2. *Il fait aussi en conformité du même Decret qu'il confirme, plusieurs Reglemens à l'égard des Eglises Paroissiales qui sont unies ausdits Monasteres & en dépendent, pour les Curez & Vicaires qui les desservent, soit reguliers ou seculiers, sur leur nomination, presentation, institution &c. dont il est bon de voir le Texte.*

CLEMENS PAPA VIII.

AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

UT ea quæ pro Ecclesiasticarum personarum quarumlibet præsertim Regularium, quiete & tranquillitate statuta & declarata sunt, debitæ executioni demandentur, ex injuncto Nobis Apostolicæ servitutis officio prout conspiciamus in Domino expedire, providere debemus : Sanè dilecti filii Generalis & Abbates I. Congregationis Regularis Observantiæ sancti Bernardi Cisterciensis Ordinis Regnorum Hispaniarum, nobis nuper exponi fecerunt quòd cum alias per Congregationem sanctæ Romanæ Ecclesiæ

Decret de la Congregation sur le pouvoir de conferer la Tonsure & les quatre Moindres par les Abbez à leurs Religieux, & des Dimissoires.

- Cardinalium Decretorum Concilii Tridentini Interpretum declaratum fuerit licere Abbatibus benedictis vel quibus à Sede Apostolicâ concessum sit privilegium ut possint omnia ea facere quæ possunt Abbates benedicti, Tonsuram minoresque Ordines suis subditis Regularibus tantùm conferre, aliaque Pontificalia hujusmodi Abbatibus competentia in sui Ordinis Monasteriorum Ecclesiis & limitibus exercere, taliterque ordinatos siquid aliud non obtiterit, legitimè posse à quibusvis Ordinariis ad ulteriores Ordines promoveri; necnon Monachos à Dioëcesanorum superioritate & jurisdictione exemptos absque illorum litteris dimissoriis, à quibusvis locorum Ordinariis cum testimonialibus litteris suorum superiorum tantùm, ad omnes etiam sacros & Presbyteratûs Ordines admitti debere; ac in Parochialibus Ecclesiis alicui Monasterio unitis quibus per sæculares Sacerdotes & Ministros deservitur (cùm examen per concursum minimè instituendum sit) in ipsis unitis Ecclesiis constitui oportere Vicarios idoneos perpetuò vel ad nutum amovibiles ab Episcopo approbandos, à Præfatis tamen Monasteriorum nominandos, ac in portione Vicariis in eisdem Ecclesiis constituendis assignandâ, observandam esse Constitutionem Pii Papæ V. Prædecessoris nostri de Vicariis perpetuis editam, nec ab ea recedendum: in illis verò Parochialibus Ecclesiis unitis quibus per regulares Monachos deservitur, Monachum eisdem Ecclesiis Vicarium pro tempore præficiendum, non aliter debere constitui quàm ad nutum suorum Superiorum amovibilem, ab Ordinario tamen prævio examine approbatum, cum portione arbitrio suorum Superiorum assignandâ, qui Monachus ibidem unâ cum alio Monacho dumtaxat habitare debeat: in illis autem Parochialibus Ecclesiis non unitis qui sunt juris patronatûs Ecclesiastici, examen utique per concursum esse peragendum, liberumque esse unicuique & à Patrono non nominato examini se subicere; & si institutio ad Episcopum pertineat, electio magis idonei ex approbatis ad Patronum Ecclesiasticum spectat; si verò institutio pertineat ad alium, electio tunc ad Episcopum pertinet: in simplicibus verò beneficiis seu præstimonialibus portionibus omninò patrono competit præsentare; & insuper nequaquàm Episcopis Ordinariis licere beneficia juris patronatûs & Ecclesiastici Seminariis unire, quinimò factas uniones irritas esse ac aliàs, prout in singulis Decretis & Ordinationibus desuper factis plenius continetur: Quare Generalis Reformatior & Abbates prædicti

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 195

nobis humiliter supplicare fecerunt quatenus supradicta prout decreta sunt, approbare eaque omnia ab omnibus inviolabiliter observare mandaremus. Nos igitur hujusmodi supplicationibus inclinati, Decreta & Ordinationes hujusmodi Apostolicâ autoritate tenore præsentium Approbamus, eaque per quoscumque Archiepiscopos, Episcopos & alios locorum Ordinarios inviolabiliter perpetuo observari debere Statuimus & Ordinamus, Decernentes sic & non aliter per eosdem & alios quoscumque Judices Ordinarios & Delegatos & sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales & causarum Palatii Apostolici Auditores, sublatâ eis & eorum cuilibet quavis aliter judicandi & interpretandi facultate & autoritate, judicari & diffiniri debere, irritum quoque & inane quidquid secus super his à quoquam quavis autoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari : Non obstantibus quibuscumque Apostolicis ac in Provincialibus & Synodalibus Conciliis editis Constitutionibus & Ordinationibus, quibus omnibus illorum omnium tenores præsentibus pro sufficienter expressis & insertis habentes, harum serie specialiter & expressè Derogamus cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ apud sanctum Petrum sub annulo Piscatoris die decimâ Martii, anno millesimo quingentesimo nonagesimo secundo, Pontificatus nostri anno primo. M. Vestrius Barbianus.

Confirmation du
Decret pour la Colla-
tion de la Tonsure,
des quatre Moindres
& le reste,

DECRET DU CONCILE DE TRENTE
touchant la collation de la Tonsure & des quatre
Moindres &c. par les Abbez à leurs Religieux, icy
rapporté au sujet du precedent Bref, Ch. 10. Sess. 23.

S O M M A I R E.

Le Concile défendant aux Abbez de donner la Tonsure, les quatre Moindres & des Lettres Dimissoires à d'autres qu'à leurs Religieux, reconnoît qu'ils ont droit de le faire & le leur confirme.

ABBATIBUS ac aliis quibuscumque quantumvis Exemptis non liceat in posterum intrâ fines alicujus Diœcesis consistentibus etiam si nullius Diœcesis vel Exempti esse dicantur, cuiquam qui

regularis subditus sibi non sit, Tonsuram vel minores Ordines conferre, nec ipsi Abbates & alii Exempti aut Collegia vel Capitula quæcunque etiam Ecclesiarum Cathedralium Litteras Dimissorias aliquibus Clericis sæcularibus ut ab aliis ordinentur concedant, sed horum omnium Ordinatio servatis omnibus quæ in hujus sanctæ Synodi decretis continentur, ad Episcopos intrâ quorum Diocesis fines existunt pertineat, non obstantibus quibuscvis privilegiis, præscriptionibus aut consuetudinibus etiam immemorabilibus.

II^E BREF DU PAPE CLEMENT VIII. de l'an 1595.

S O M M A I R E.

Ce Pape consulté par différentes personnes sur l'intention qu'avoit eu le Concile de Trente suivant ses Reglemens, au sujet du droit qu'il donne aux Evêques de visiter les Monasteres qui sont dans leurs Dioceses, pour sçavoir si ceux de l'Ordre de Cisteaux y sont compris ; declare que non & explique sa décision par le Concile même, en confirmant un Decret de la Congregation établie pour l'interpretation de ce Concile, & leve ainsi toute difficulté.

CLEMENS PAPA VIII.

AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

DECEt Romanum Pontificem Religiosorum Immunitates & Privilegia præservare ut ipsi Religiosi liberius ac majori cum quiete divinis Obsequiis vacare valeant : Sanè licèt Sacrosancti Concilii Tridentini Decreto Sessionis 24. Cap. 10. Ordinatum sit ut Episcopi in omnibus quæ ad visitationem & morum correctionem subditorum suorum pertinent, & tanquam Delegati Sedis Apostolicæ, exemptione aut inhibitione quacunque non obstante, ac in eos jus & omnimodam potestatem habeant ; alio tamen ejusdem Concilii Decreto Sessionis 25. Cap. 20. Ordinum Capitibus & Superioribus hujusmodi visitatio Committitur, idque alteri Decreto Sessionis 21. Cap. 8. ejusdem Concilii quod tum demùm Episcopis Monasteriorum visitatio permittitur, cum

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 197

Abbates & Superiores alii admoniti intra tres menses suo munere functi non fuerint. Nos Cupientes quieti Monasteriorum utriusque sexus Ordinis Cisterciensis opportunè consulere, illorumque Privilegia & Immunitates illævas conservare; ex sententiâ venerabilium fratrum nostrorum Cardinalium ejusdem Concilii Tridentini interpretum, per Præsentes Decernimus venerabilibus fratribus Patriarchis, Archiepiscopis, Episcopis & aliis locorum Ordinariis non licere dicta Monasteria utriusque sexus Ordinis Cisterciensis in eorum Civitatibus & Diœcesibus respectivè consistentia visitare nisi juxtâ præscriptum ultimum dicti Decreti Sess. 21. Cap. 8. sicque ab eis observare debere Præcipimus & Mandamus, & ita per quoscunque judices ordinarios & delegatos, sublatâ eis & eorum cuilibet quâvis aliter judicandi & interpretandi facultate & autoritate, judicari & definiri debere ac irritum & inane quidquid secus super his à quoquam quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari pariter Decernimus, non obstantibus præmissis ac aliis in contrarium facientibus quibuscunque; Volumus autem ut Præsentium transumptis & impressis manu alicujus Notarii publici subscriptis & sigillo personæ in Dignitate Ecclesiasticâ constitutæ munitis, eadem fides ubique adhibeatur quæ Præsentibus ipsis adhiberetur. Datum Romæ apud sanctum Marcum sub annulo Piscatoris, die 20. Junii 1595. Pontificatus nostri anno quarto. M. Vestrius Barbianus.



DECRET DU CONCILE DE TRENTE

Confirmatif des Privileges des Ordres reguliers
icy rapporté pour preuve de la décision qui vient
d'estre expliquée par le Bref transcrit en la prece-
dente page, Session 25. Chapitre 20.

ABBATES qui sunt Ordinum Capita ac cæteri prædictorum Ordinum Superiores Episcopis non subiecti quibus est in alia inferiora Monasteria Prioratusve legitima jurisdictio, eadem illa sibi subdita Monasteria & Prioratus suo quisque loco atque ordine ex officio visitent, etiamsi Commendata existant: Quæ cum

Le Concile autorise & confirme les dispositions contenues dans les Bulles cy-devant rapportées au sujet des Réglemens faits en faveur des Visiteurs réguliers au sujet des Monastères qui sont en Commende ; & en general tous les privilèges des Exempts.

Ordinum suorum Capitibus subsint , declarat sancta Synodus in iis quæ aliàs de visitatione Monasteriorum Commendatorum definita sunt , non esse comprehensa ; teneanturque quicumque prædictorum Ordinum Monasteriis præsent , prædictos Visitatores recipere & illorum Ordinationes exequi.

Ipsa quoque Monasteria quæ sunt Ordinum Capita juxta sanctæ Sedis Apostolicæ & cujusque Ordinis Constitutiones visitentur ; & quandiu durabunt hujusmodi Commendæ , Priores Claustrales aut in Prioratibus Conventum habentibus Subprieores qui correctiones & spirituale regimen exercent , à Capitulis Generalibus vel ipsorum Ordinum Visitoribus instituantur : In cæteris omnibus præfatorum Ordinum Privilegia & facultates quæ ipsorum personas , loca & jura concernunt , firma sint & illæsa.

III^E BREF DU PAPE CLEMENT VIII. de l'an 1595.

S O M M A I R E.

Le Pape ajoute au Privilege qu'avoit déjà l'Abbé de Cîteaux suivant la Bulle qu'on a vûë cy-devant transcrite page 137. du Pape Innocent VIII. de conférer à tous les Abbez & à toutes les Abbeses de l'Ordre , la Bénédiction Abbaticale , encore le pouvoir de commettre & subdeleguer en son lieu & place ses principaux Vicaires qui sont aussi Abbez , pour faire la même chose.

Dilecto filio Abbati Generali Ordinis Cisterciensis.

CLEMENS PAPA VIII.

DILECTE fili Salutem & Apostolicam Benedictionem. Commoditati Monasteriorum vestrorum utriusque sexûs tui Ordinis Cisterciensis quorum benedicente Domino maximus est numerus , quantum in Domino possumus consulere volentes , cùm sicut accepimus , Tu cui soli ex privilegio Apostolico munus benedictionis Abbatibus & Abbatissis tribuendi facultas competit , omnibus Abbatibus & Abbatissis hujusmodi benedictionis

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 199

munus impendere nequeas : Tibi ac pro tempore existenti Generali Abbati tui dicti Ordinis, quodcumque opus fuerit, principalibus Vicariis tuis qui Abbates existunt, munus benedictionis cæteris Abbatibus & Abbatissis impendendi facultatem subdelegandi autoritate Apostolicâ tenore præsentium perpetuam Concedimus potestatem, non obstantibus quibusvis Apostolicis ac in Provincialibus & Synodalibus Conciliis editis generalibus vel specialibus Constitutionibus, cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ apud sanctum Marcum sub annulo Piscatoris die vigesimâ quartâ Julii M. D X CV. Pontificatûs nostri anno quarto. M. Vestrius Barbianus.

IV^E BREF DU PAPE CLEMENT VIII. de l'an 1603.

SOMMAIRE.

1. *Ce Bref est un Jugement du Pape rendu sur pieces vûës au sujet d'une pretension qu'eurent en ce temps-là les Abbez & les Monasteres des Royaumes de Castille & des Espagnes, de n'estre pas dépendans de l'Abbé de Cisteaux & sujets à sa visite, pour en avoir esté (disoient-ils) exemptez par des Bulles que les précédens Papes leur avoient données en les érigeant en Congregations, se fondant aussi sur la prescription en ce que depuis ladite érection, il ne les avoit pas visitez ni en personne ni par ses députez : surquoy ils se pourvûrent ayant esté avertis qu'il se disposoit à le faire, à l'effet de le prévenir.*
2. *Le motif du Pape en ce Jugement est l'obligation qu'il croit avoir de rendre justice, de maintenir l'union dans l'Ordre par la subordination des membres au Chef & d'en ôter les sujets de division & de schisme ; de sorte que pour agir avec une entiere connoissance de cause, il commence par renvoyer l'affaire à examiner à la Congregation des Reguliers, dont le resultat fut que ces Abbez & Monasteres ne peuvent & ne doivent se soustraire de la juridiction de l'Abbé de Cisteaux.*
3. *Sur cet examen le Pape prononce & décide en confirmant le Decret de la Congregation & declarant la même chose, & que*

ces Abbez & Monasteres doivent reconnoître l'Abbé de Cîteaux pour leur Superieur General, & doivent luy estre soumis & luy obéir en toutes choses, ainsi que tous les autres Monasteres de l'Ordre, soit qu'ils soient unis en Congregation ou non ; & qu'il a droit de les visiter & d'exercer à leur égard tous actes de jurisdiction, lesquels même il specifie pour la pluspart, y corriger & reformer toutes choses conformément aux Statuts de l'Ordre, y faire même de nouveaux Reglemens s'il le juge à propos & necessaire, informer des vies & mœurs, proceder, juger & punir &c.

4. *Enfin, il declare que tous ces droits & pouvoirs appartiennent à l'Abbé de Cîteaux, de droit commun, par l'usage & la possession, & suivant les Privileges & les Statuts de l'Ordre, & la disposition des Conciles : & de plus, il les luy donne de nouveau & les confirme, en ordonnant à toutes les personnes de ces Monasteres Abbez, Abbeses, Religieux & Religieuses de le reconnoître & luy obéir comme à leur General en toutes choses sous peine de desobéissance & d'encourir les peines & les censures portées par les Statuts de l'Ordre & par les Bulles des Papes ses prédecesseurs, le contraire estant de mauvais exemple pour les autres Ordres reguliers :*

C L E M E N S P A P A V I I I .

A D P E R P E T U A M R E I M E M O R I A M .

I. **A**D Apostolicæ dignitatis apicem divinâ dispositione vocati, **A**lex susceptæ servitutis officio Unicuique quod suum est tribuere, auctoritatem Superiorum servare, unionem in Ordinibus tueri ac insuper schismata & dissensiones earumque causas & occasiones quantum nobis ex alto conceditur, tollere & extirpare satagimus, prout æquitas suadet atque in Domino salubriter conspiciamus expedire.

Morifs du Jugement
du Pape par ce Bref.

Sanè non sine animi nostri molestiâ nuper accepimus quòd cùm superioribus annis (vigentibus adhuc in Galliæ Regno novissimis tumultibus bellicis) Nos tunc certam temporis illius rationem habentes, in generali facultatis visitandi excitatione quam dilecto filio Edmundo à Cruce Ordinis Cisterciensis Abbati Generali transmisisimus, de Monasteriis ejusdem Ordinis Regnorum Hispaniarum & Portugalliæ mentionem non fecissemus, dilecti filii Abba-

tes,

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 201

tes, Conventus & aliæ personæ Regulares Congregationis S. Bernardi Regnorum Castellæ & Hispaniarum ejusdem Ordinis Cisterciensis eo prætextu sese à debito subjectionis jugo quo ergà prædictum Abbatem Generalem tenentur, subducere cogitarunt & ad eum finem porrecto nobis supplici libello exponi fecerunt quòd dicta Congregatio à centum septuaginta circiter annis à quibus dicitur erecta, per præfatum Abbatem Generalem Ordinis Cisterciensis visitata nunquam fuerat, atque ita ab ejusdem jurisdictione, obedientiâ ac superioritate exemptam se esse prætendebat, & nihilominus quatenus præfato Abbati Generali de jure subjiceretur, maximè conveniebat istis præsertim temporibus hujusmodi Congregationem ab ipsius Abbatis Generalis superioritate, visitatione ac autoritate eximi Nobis humiliter supplicantes ut exemptionis quam prætendebant, rationem habentes, eundem Abbatem Generalem ab obeundo ergà eos visitationis munere diverteremus.

Nos verò Cupientes ut nemini præjudicium inferretur, sed negotium (ut par est) debite discuteretur, illorum supplicem libellum & rationes ob quas ab eis petita concedi possent, Venerabilibus Fratribus nostris S. R. E. Cardinalibus negotiis Episcoporum & Regularium præpositis examinandas Remisimus, qui post diligentem rationum ab illis deductarum inspectionem & maturam deliberationem, in eâ etiam sententiâ persistenterunt ut præfatus Abbas Generalis ubique etiam Monasteria in Congregationes reducta visitaret.

Hinc igitur est quòd Nos nihil magis rationi consentaneum ac Decretis Concilii Tridentini necnon sanctorum Patrum sanctionibus conformius esse Censentes quàm ut omnes qui sub eodem albo Religionis nomen dederunt, ab uno Duce regantur ac gubernentur, filique omnes Patrem agnoscant; & è contrà rem mali esse exempli pro aliis Ordinibus ut præfata aut quævis alia Congregatio à sui Generalis Abbatis legitimâ autoritate resiliere nitatur; ac proinde Volentes ut Decretum Congregationis supradictorum Cardinalium suum (ut par est) sortiatur effectum, Motu proprio non ad supradicti Edmundi Abbatis Generalis aut alicujus alterius pro eo vel dicto Ordine Nobis super hoc oblata petitionis instantiam, sed ex certâ nostrâ scientiâ deque Apostolicæ potestatis plenitudine, dictum Decretum Apostolicâ autoritate tenore præsentium perpetuò Approbamus & Confirmamus, ra-

2.

Le Pape fait examiner les raisons des parties exactement dans la Congregation qui rend un Decret décisif en faveur de l'Abbé de Cîteaux absent.

C'est un mauvais exemple pour les autres Ordres réguliers, de voir en celui de Cîteaux un refus d'obéir à son General.

tumque & gratum habemus ac præsentis scripti patrocínio etiam perpetuò Communimus.

3. Le Pape confirme le Décret de la Congrégation, & déclare que l'Abbé de Cîteaux Général de l'Ordre peut & doit en visiter tous les Monastères sans exception, toutes fois & quantes & y exercer tous actes de juridiction, corriger, reformer, faire des informations & procédures &c.

Et nihilominus motu, scientiâ & potestatis plenitudine similibus easdem per præsentés Decernimus & Declaramus præfatum Edmundum ac pro tempore existentem Abbatem Generalem Monasterii & totius Ordinis Cisterciensis, quasunque Congregationes ubivis tam in præfatis Hispaniarum ac etiam Portugalliæ Regnis quàm alibi ubilibet institutas, & quæcumque illarum ejusdem Ordinis Monasteria tam Virorum quàm Mulierum in quibusvis Civitatibus, Terris, Oppidis & locis etiam dictorum Regnorum, prout in aliis totius Orbis Christiani partibus consistentia, sive prædicta Monasteria in hujusmodi Congregationibus redacta & sub illis comprehensa sint sive non, visitare ac tam in capite quàm in membris corrígere & reformare, ac omnia & singula quæ ad Congregationum ac Monasteriorum hujusmodi ipsorumque Abbatum, Abbatissarum aliorumque Superiorum necnon Monachorum & Monialium visitationem, correctionem & reformationem pertinebunt, facere, gerere, exequi & adimplere quandocumque & quotiescumque sibi pro tempore videbitur, libère & licité posse & debere.

4. Enumeration des pouvoirs qu'a l'Abbé de Cîteaux dans ses visites & des fonctions qu'il y peut faire.

Monemus autem prædictum Edmundum ac pro tempore existentem Abbatem Generalem ac in Domino hortamur, ut Congregationes supradictas Hispaniarum & Portugalliæ necnon Monasteria tam virorum quàm mulierum ejusdem Ordinis, tam in capite quàm in membris visitare, in singulorum Abbatum & aliorum Prælatorum necnon Abbatissarum, Monachorum & Monialium, cæterorumque Religiosorum & aliorum etiam servientium mores, vitam & instituta diligenter inquirere, ac quæcumque correctione, emendatione, reformatione aut etiam ex integro editione indigere pro tempore compererit, corrígere, emendare, reformare ac de novo condere, condita quoque si ita expedire cognoverit, mutare & alterare, eaque & quævis alia per præfatum Abbatem Generalem in visitatione ejusmodi facienda observari mandare, contradictores, inobedientes & rebelles quoscumque etiam per censuras & poenas Ecclesiasticas aliaque opportuna juris & facti remedia (omni & quacumque appellatione remotâ) cogere & compellere; delinquentes quoque & criminosos si quos repererit, prout Canonice requirunt sanctiones & juxta Regularia dicti Ordinis instituta punire & castigare, ac demùm omnia

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 203

& singula quæ ad visitationem, correctionem & reformationem hujusmodi, necnon prosperam directionem & salubre gubernium Congregationum, Monasteriorumque ac illorum Abbatum, Abbatissarum, Superiorum & subditorum quorumcumque, ac tam circa observantiam regularem & divinum cultum bonosque mores quàm etiam circa bonorum temporalium administrationem pertinere cognoverit, præstare, statuere & Ordinare, Capitula Generalia & Provincialia convocare, ad eademque omnes & singulos Abbates, Priores, Officiales & alias regulares personas ut accedant, hortari, monere ac præcipere; recusantes verò etiam per censuras & pœnas Ecclesiasticas & temporales sibi bene visas, aliaque remedia præfata, etiam ad id cogere & compellere curet.

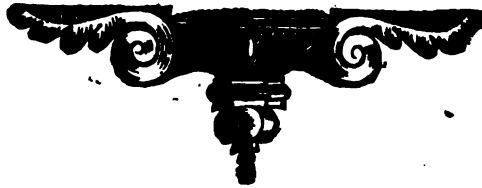
Nos enim ut præmissa omnia per dictum Abbatem Generalem utri convenit, adimpleri atque exequi possint, omnem jurisdictionem, superioritatem & auctoritatem, prout sibi tam de jure, usu, consuetudine & privilegio, quàm etiam decretorum dicti Concilii Tridentini, necnon etiam præsentium vigore ad hæc omnia competere dignoscitur, Excitamus ac quatenus opus sit, Innovamus & de novo Concedimus per præsentem.

5.
Toutes ces fonctions dans ses visites luy appartiennent de droit d'usage & par Privilege, & le Pape luy en donne de nouveau le pouvoir.

Mandantes propterea in virtute sanctæ obedientiæ omnibus & singulis prædicti Ordinis & quarumvis illius Congregationum Abbatibus, Prælatibus, Conventibus ac aliis Superioribus & personis, ut prædictum Edmundum ac pro tempore existentem Abbatem Generalem dicti Ordinis, hujusmodi visitationis munus apud eos quandocumque voluerit ac quotiescumque expedire judicaverit, liberè exercere permittant, alioquin sententiam sive pœnam quam ritè tulerit seu statuerit in rebelles, ratam habebimus & faciemus (autore Domino) usque ad satisfactionem condignam inviolabiliter observari.

Non obstantibus præmissis ac quibusvis Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis, necnon Congregationum & Monasteriorum quorumcumque erectionibus, institutionibus seu reductionibus, necnon etiam juramento, confirmatione Apostolicâ aut quavis aliâ firmitate roboratis statutis, consuetudinibus etiam immemorabilibus ac stabilimentis, usibus & naturis, exemptionibus quoque, immunitatibus, privilegiis, litteris Apostolicis & aliis gratiis quantumvis amplissimis etiam per Nos & Prædecessores nostros Romanos Pontifices Sedemque Apostolicam sub

quibuscumque tenoribus & formis ac cum quibuscumque etiam derogatoriis derogatoriis irritantibusque & aliis decretis etiam motu, scientiâ & potestate paribus, ac etiam Consistorialiter in genere vel in specie etiam pluries & iteratis vicibus, ac aliâs in contrarium quomodolibet concessis, confirmatis & approbatis ac in posterum concedendis: Quibus omnibus & singulis, etiam si pro illorum sufficienti derogatione aliâs de illis eorumque totis tenoribus specialis, specifica, individua & expressa, non autem per clausulas generales idem importantes mentio aut quævis alia expressio habenda, seu quævis alia exquisita forma ad hoc servanda foret, tenores hujusmodi ac si de verbo ad verbum nihil penitus omisso, & formâ in illis traditâ observatâ inserti forent, præsentibus pro plenè & sufficienter expressis habentes, illis aliâs in suo robore permanens, hac vice duntaxat specialiter & expressè eisdem motu, scientiâ & potestatis plenitudine Derogamus, & sufficienter derogatum esse ac fore & censi Decernimus, cæterisque contrariis quibuscumque; aut si Abbatibus, Prælatibus & aliis personis supradictarum Congregationum vel quibuscumque aliis communiter vel divisim ab eâdem sit sede indultum quod interdici, suspendi vel excommunicari non possint per litteras Apostolicas non facientes plenam & expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. Volumus autem quòd earumdem præsentium transumptis etiam impressis, manu & sigillo dicti Edmundi ac pro tempore Abbatis Generalis aut alicujus alterius personæ in dignitate Ecclesiasticâ constitutæ munitis, eadem quæ præsentibus ipsis fides ubique habeatur. Datum Romæ apud Sanctum Petrum sub annulo Piscatoris, die xv. Januarii M. DCIII. Pontificatus nostri anno undecimo. M. Vestrius Barbianus.



VE BREF DU PAPE CLEMENT VIII.
de l'an 1604.

SOMMAIRE.

Le Pape en confirmant à l'Abbé de Cisteaux le Privilege qu'Innocent VIII. son prédecesseur luy a accordé par une Bulle de l'année 1489. cy-devant rapportée toute entiere pages 135. &c. de pouvoir entre autres choses conferer la Benediction Abbatiale à tous les Abbez & à toutes les Abbeses de l'Ordre ; & depuis encore après luy avoir luy-même donné la faculté de pouvoir au même effet subdeleguer & commettre ses principaux Vicaires qui sont aussi Abbez, par un Bref que l'on vient de rapporter icy pages 198. &c. du 24. Juillet 1595. pour le troisieme Bref de ce Pape, il declare par celui-cy de 1604. que les Presidens des Congregations de l'Ordre qui sont en Espagne, Portugal, Italie & Allemagne, sont compris sous le nom & la qualité de Vicaires de l'Abbé de Cisteaux, & qu'ils auront aussi le même pouvoir s'il les subdelegue & commet au même effet.

CLEMENS PAPA VIII.

AD FUTURAM REI MEMORIAM.

ROMANUM decet Pontificem, dum super concessionibus quæ à Sede Apostolica emanarunt, aliqua dubia insurgunt, ea suæ declarationis adminiculo dilucidare.

Dudum siquidem sicut accepimus, felicitis recordationis Innocentius Papa VIII. prædecessor noster cum intellexisset interdum propter munus benedictionis quod per Episcopos Abbatibus & Abbatissis Ordinis Cisterciensis impendebatur, contentiones ac privilegiorum Ordinis prædicti læsiones oriri sub eo prætextu quod Episcopi prædicti ex impensione muneris hujusmodi, prætenderent aliquam postmodum in eos & in eorum Monasteria jurisdictionem & superioritatem contra prædicti Ordinis privilegia habere ; tunc & pro tempore existenti Abbati Cistercii, qui totius Ordinis prædicti Caput & Generalis existit, ut munus benedictionis hujus-

modi quibuscumque dicti Ordinis Abbatibus & Abbatissis impendere liberè & licitè posset autoritate Apostolicâ & ex certâ scientiâ indulsit.

Superioribus verò annis cùm ad nostram audientiam pervenisset dilectum filium Edmundum à Cruce modernum dicti Ordinis Abbatem Generalem omnibus Abbatibus & Abbatissis hujusmodi benedictionis munus solum impendere non posse ; Nos Commoditati illius ac Monasteriorum utriusque sexus prædicti Ordinis pro eo quem in illum gerimus paternæ charitatis affectu consuleré volentes, eidem Edmundo & Abbati Generali dicti Ordinis pro tempore existenti, ut quancumque opus esset, principalibus suis Vicariis qui etiam Abbates existunt, munus benedictionis aliis Abbatibus & Abbatissis impendendi facultatem subdelegare valeret, eadem autoritate Concessimus prout in nostris & prædicti Innocentii prædecessoris desuper confectis Litteris plenius continetur.

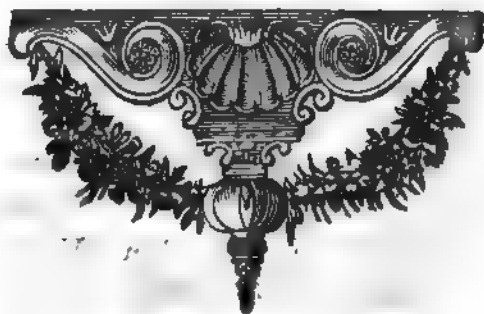
Cùm autem sicut Nobis nuper dictus Edmundus Generalis exponi fecit in diversis Provinciis ac Regnis nonnullæ Congregationes dicti Ordinis reperiantur quarum Superiores vulgò & communiter non Vicarii, sed nonnulli Reformatores, alii verò Præsidentes seu aliis nominibus appellantur, atque propterea ab aliquibus forsitan dubitari queat ex eo quod de Reformatoribus & Præsidentibus prædictis in dictis litteris mentio facta non fuerit, an idem Edmundus seu Abbas Generalis Ordinis prædicti pro tempore existens Abbates & Abbatissas benedicendi facultatem illis quoque subdelegare possit, & aliàs dicti Reformatores & Præsidentes hujusmodi indulto sub nomine Vicarii comprehensi censeantur ; Ideò pro parte ejusdem Edmundi nobis humiliter supplicatum fuit quatenus in præmissis de opportuno declarationis nostræ remedio aut aliàs providere de benignitate Apostolicâ dignaremur.

*Concession nouvelle
de ce même Privilege
pour les Præsidents des
Congregations comme
Vicaires de l'Abbé
de Cîteaux.*

Nos igitur attendentes Reformatores & Præsidentes præfatos licèt vulgò & communiter Vicarii nomine non consueverint appellari, in effectu tamen & re ipsâ ipsius Abbatis Generalis vices gerere, omnemque dubitationis materiam præscindere, atque rescare Volentes, dictarumque litterarum tenorem præsentibus pro expresso habentes, ac eundem Edmundum à quibuscumque excommunicationis, suspensionis & interdicti aliisque Ecclesiasticis sententiis, censuris & poenis à jure vel ab homine quavis occasione

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 107

vel causâ latis si quibus quomodolibet innodatus existit, ad effectum præsentium duntaxat consequendum harum serie absolventes, & absolutum fore Censentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, maturâ venerabilium fratrum nostrorum Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium negotiis Regularium præpositis consultatione prius habitâ, Reformatores & Præsidentes Congregationum hujusmodi dictis litteris sub nomine Vicarii comprehendendi comprehensosve fuisse & esse ac censi debere, & itâ mentis & intentionis nostræ fuisse & esse Apostolicâ autoritate tenore præsentium Declaramus & quatenûs opus sit, prædictum Indultum ad Reformatores & Præsidentes hujusmodi autoritate & tenore præmissis perpetuò Extendimus & Ampliamus ac prædictum Edmundum & pro tempore existentem dicti Ordinis Abbatem Generalem eisdem Reformatoribus ac Præsidentibus non secûs ac aliis suis Vicariis Generalibus, & perindè ac si de eis in dictis Litteris expressa, specifica & individua mentio facta fuisset, Abbates & Abbatissas benedicendi facultatem subdelegare posse, sicque ab omnibus & singulis censi, & itâ per quoscumque Judices ordinarios & delegatos quavis autoritate fungentes judicari & definiri debere, irritumque & inane Decernimus quidquid secûs super his à quocumque quavis autoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari; non obstantibus præmissis ac omnibus illis quæ in dictis Litteris volumus non obstare. Datum Romæ apud Sanctum Petrum sub annulo Piscatoris die x x x. Januarii M. D C I V. Pontificatûs nostri anno duodecimo. M. Vestrius Barbianus.



BREF DU PAPE PAUL V. de l'an 1608.

SOMMAIRE.

Ce Bref particulier rendu en forme de Jugement pour une Abbaye de l'Ordre de Cisteaux en Flandre, ne laisse pas de servir à tout l'Ordre, parce qu'il confirme l'interprétation donnée au Decret du Concile de Trente touchant la Collation des quatre Moindres &c. suivant le premier Bref du Pape Clement VIII. rapporté cy-devant de 1592. page 193. Voicy le sujet & l'occasion du Procès porté devant le Pape Paul V.

1. *L'Abbé de Los au Diocèse de Tournay s'estant plaint au Pape que l'Evêque de ce Diocèse avoit refusé & refusoit encore de conferer les Ordres sacrez à ses Religieux sous pretexte qu'ils avoient reçu de son prédécesseur Abbé, la Tonsure & les quatre Moindres, parce qu'il pretendoit que dans l'Indult qu'il avoit du Saint Siege, ce pouvoir-là n'estoit pas mentionné.*
2. *La Question fut renvoyée à examiner à la Congregation des Cardinaux établie pour l'interprétation des difficultez qui surviennent sur le Concile de Trente, laquelle rendit son Decret qui est inseré dans ce Bref, & declara que pourvu que l'Abbé qui avoit conferé la Tonsure & les quatre Moindres à ses Religieux, fust Prestre & beni, il avoit eu droit & pouvoir de le faire ; & par consequent que l'Evêque de Tournay n'avoit pas eu raison de refuser de les admettre aux Ordres sacrez.*
3. *Le Pape en confirmant ce Decret, declare que l'Evêque de Tournay est obligé de l'exécuter, & luy Commande de le faire. Ce qui est conforme à la disposition du Concile de Trente rapporté cy-devant page 195. & au Bref du Pape Clement VIII.*

PAULUS PAPA V.

AD FUTURAM REI MEMORIAM.

1. **E**XPONI nobis nuper fecit dilectus filius Vincentius Abbas Monasterii sanctæ Mariæ de Laude Ordinis Cisterciensis Tornacensis

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 209

Tornacensis Dioecesis, quod aliàs tunc existens Abbas dicti Monasterii solemniter benedictus & presbyter, habensque Indultum Apostolicum utendi mitrâ & baculo pastorali pro se suisque successoribus dicti Monasterii Abbatibus, primam Tonsuram & minores Ordines suis subditis Regularibus contulit, quos Episcopus Dioecesanus postmodum ordinavit ad Subdiaconatum : verum dicto Abbate vitâ functo, præfatus Vincentius illius immediatus successor misit eosdem Regulares ad præfatum Dioecesanum pro suscipiendis reliquis sacris Ordinibus, quos dictus Dioecesanus ordinare recusavit, sub prætextu quod primò dictus Abbas non habuisset facultatem eis minores Ordines conferendi, quia in Indulto Apostolico quo ei & Abbati dicti Monasterii pro tempore existenti conceditur usus mitræ & baculi, nulla sit mentio hujusmodi facultatis Ordines conferendi. Cùm autem sicut eadem expositio 2. subjungebat, Venerabiles Fratres nostri S. R. E. Cardinales Concilii Tridentini interpretes, negotio hujusmodi discussio, decretum desuper ediderint cujus tenor talis est : Sacra Congregatio Cardinalium Concilii Tridentini interpretum Censuit, si hujusmodi Abbas alique ejus successores pro tempore existentes fuerint solemniter benedicti & presbyteri, potuisse posseque conferre Regularibus suis subditis primam Tonsuram & Ordines minores, quamvis in Indulto Apostolico quo conceditur usus mitræ & baculi, nulla hujusmodi facultatis mentio habeatur, ideòque Episcopum Dioecesanum non debere recusare quin eos (nisi aliud obstiterit) ad sacros Ordines promoveat : Quare dictus Vincentius Abbas Nobis humiliter supplicari fecit ut decreto hujusmodi pro ejus firmiori observantiâ Apostolicæ confirmationis robur adjicere de Benignitate Apostolicâ dignaremur. Nos igitur dictum 3. Vincentium Abbatem specialibus favoribus & gratiis prosequi volentes, & à quibusvis excommunicationis, suspensionis & interdicti aliisque Ecclesiasticis Sententiis, censuris & pœnis à jure vel ab homine quavis occasione vel causâ latis, si quibus quomodolibet innodatus existit, ad effectum præsentium dumtaxat consequendum harum serie absolventes & absolutum fore Censentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, Decretum prædictum Apostolicâ autoritate tenore præsentium perpetuò Confirmamus illique perpetuæ & inviolabilis Apostolicæ firmitatis robur Adjicimus, ac ab Episcopo Dioecesano pro tempore existente inviolabiliter observari Mandamus ; non obstantibus Constitutioni-

bus & Ordinationibus Apostolicis cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ apud sanctum Marcum sub annulo Piscatoris, die 5. Julii 1608. Pontificatus nostri anno quarto. Scipio Cobellutius.

1^R BREF DU PAPE URBAIN VIII. de l'an 1632.

SOMMAIRE.

Le Pape Gregoire XV. ayant député par un Bref du 8. Avril 1622. à la priere & sollicitation du Roy Louis XIII. M. le Cardinal de la Rochefoucault pour de son autorité visiter & reformer les Monasteres des Ordres de S. Benoist, de S. Augustin, de Cisteaux & de Cluny pendant l'espace de six années, & estant mort l'année suivante sans qu'il eust esté executé; le Roy recommença ses instances auprès de son successeur qui fut Urbain VIII. lequel donna au même Député un nouveau Bref Commissorial avec un pareil pouvoir pendant trois années, daté du 10. Septembre 1632. qui est celuy qu'on examine icy & qui n'auroit pas place en ce Recueil des Privileges, si ce n'est que son execution a esté le fondement & le sujet de plusieurs procès & differends qui ont troublé l'Ordre pendant plus de quarante ans, & qui ont donné lieu de recourir diverses fois à Rome où l'on a obtenu des Brefs qui les ont enfin appeiséz & que l'on ne peut pas se dispenser de rapporter.

Il sera facile d'expliquer ces deux Brefs délégatoires dont le premier est inseré tout entier dans le second, & d'y voir les pouvoirs qui y estoient donnez & leur étendue aussi-bien que les restrictions & les conditions sous lesquelles ils avoient esté accordéz.

URBANUS PAPA VIII.

DILECTE fili noster, salutem & Apostolicam benedictionem. Aliàs à felicis recordationis Gregorio Papa XV. prædecesfore nostro emanarunt litteræ tenoris subsequæ, videlicet à tergo, dilecto filio nostro Francisco tituli sancti Callisti Presbytero

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 211

Cardinali de la Rochefoucault nuncupato; intùs verò, Gregorius Papa XV. Dilecte fili noster, salutem & Apostolicam benedictionem. Speculatores domùs Israel quæ est Ecclesia Dei viventis, mirabili ejusdem providentiâ Constituti admonemur ut ad ea sedulò intendamus, per quæ divinus cultus & Ecclesiastica regularisque disciplina in Monasteriis & locis regularibus quibuscumlibet conserventur majoraque in dies suscipiant incrementa; & si in aliquibus exciderint, modis quantum fieri in Domino potest, restituantur opportunis. Cupientes itaque ad animarum salutem & Christi Fidelium ædificationem Monasteria, domus & loca regularia sancti Benedicti, sancti Augustini, Cisterciensis & Cluniacensis Ordinum in Regno Franciæ existentia autoritate nostrâ visitari, ac de tuâ singulari fide, prudentiâ, integritate & Religionis zelo plurimum in Domino confisi, supplicationibus etiam charissimi in Christo filii nostri Ludovici Francorum Regis Christianissimi nobis super hoc humiliter porrectis inclinari, Tibi per præsentem Injungimus ut cum consilio & participatione Prælatorum & Religiosorum eorundem Ordinum quos ad id idoneos esse judicaveris, omnia & singula Ordinum prædictorum Monasteria, domus & alia loca regularia quocumque nomine nuncupata, etiam exempta ac nobis & Apostolicæ Sedi mediata vel immediata subjecta, eorumque Abbates, Priores, Monachos, Fratres & personas quascumque cujuscumque dignitatis, statûs gradûs, ordinis & conditionis existentes tam in capite quàm in membris autoritate nostrâ visites & reformes, ac in earundem personarum statum, vitam, mores, ritus & disciplinam tam conjunctim quàm divisim diligenter inquiras, necnon Evangelicæ & Apostolicæ doctrinæ sanctorumque Canonum & Generalium Conciliorum decretis & sanctorum Patrum traditionibus atque regularibus eorundem Ordinum institutis Apostolicâ autoritate confirmatis inhærendo, & prout occasio rerumque qualitas exegerit, quæcumque mutatione, correctione, emendatione, renovatione, revocatione ac etiam ex integro editione indigere cognoveris, corrigas, emendes, renoves ac etiam de novo condas, condita sacris Canonibus & Concilii Tridentini Decretis non repugnantia confirmes, abusus quoscumque tollas, Regulas, Constitutiones & Ecclesiasticam Regularemque disciplinam ac in primis divinum cultum, ubicumque illa exciderint, juxtâ primam eorundem Ordinum Regulam dictâ Apostolicâ autoritate confir-

matam modis congruis restituas & reintegres ; si aliquos in aliquo delinquentes reperiis , eos juxta Canonicas sanctiones punias & castiges , ipsasque personas etiam ut præmittitur exemptas , ad debitum & honestum vitæ modum ac ad statum sacris Canonibus & Concilio Tridentino prædictis conformem revoces , ac quicquid circa morum correctionem statueris & ordinaveris , absque dilatione & appellatione quæ executionem quoquomodo ullatenus impediat aut suspendat , neque nisi ad effectum devolutivum dumtaxat suffragetur , observari facias ; Monachorum & Fratrum Ordinum prædictorum Congregationes erigas & instituas , Monasteria à se invicem independentia quæ sine capite sunt , similiter in Congregationem redigas , inobedientes ac contradictores quoslibet & rebelles per sententias , censuras & poenas Ecclesiasticas aliaque opportuna juris & facti remedia cogas & compellas : Nos enim tibi præmissa & quæcumque alia circa visitationem & reformationem aliaque supra expressa hujusmodi necessaria & quomodolibet opportuna faciendi , dicendi , gerendi & exequendi , citrà tamen beneficiorum statûs mutationem , autoritate prædictâ tenore præsentium plenam , liberam & absolutam facultatem & autoritatem Concedimus & Impartimur : Si quæ autem graviora in hujusmodi visitatione reperiis , Volumus ut ea sub tuo sigillo clausa ad Nos quamprimum diligenter transmittas , ut id quod in illis statuendum sit , maturâ consultatione adhibita Decernamus. Mandantes propterea omnibus & singulis Abbatibus , Prioribus & Generalibus ac aliis Superioribus quocumque nomine nuncupatis aliisque personis prædictis , sub excommunicationis ac privationis suorum officiorum & aliis arbitrio nostro infligendis poenis , ut tibi in præmissis omnibus & singulis promptè pareant & obediant , tuæque salubria monita & mandata suscipiant humiliter & efficaciter adimplere procurent , alioquin sententiam sive poenam quam ritè tuleris seu statueris in rebelles , ratam habebimus & faciemus autore Domino usque ad satisfactionem condignam inviolabiliter observari ; non obstantibus Apostolicis ac in universalibus Provincialibusque & Synodalibus Conciliis editis generalibus vel specialibus Constitutionibus & Ordinationibus , ac Monasteriorum , domorum & aliorum locorum Regularium prædictorum & Ordinum quorum fuerint etiam juramento , confirmatione Apostolicâ vel quâvis firmitate aliâ roboratis statutis & consuetudinibus , privilegiis quo-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 213

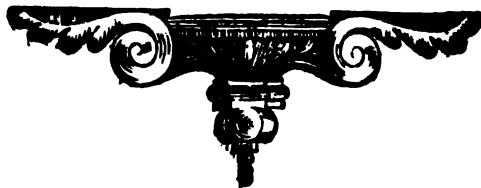
que, indultis & litteris Apostolicis, illis eorumque Superioribus hujusmodi & aliis personis prædictis sub quibuscumque tenoribus & formis, ac cum quibuscumque etiam derogatoriis derogatoriis aliisque efficacioribus & insolitis clausulis ac irritantibus & aliis Decretis in genere vel in specie etiam motu proprio vel consistorialiter ac aliàs in contrarium præmissorum quomodolibet concessis, confirmatis, innovatis, quibus omnibus & singulis etiam si pro sufficiente illorum derogatione, de illis eorumque totis tenoribus ipsis specifica individua ac de verbo ad verbum expressa mentio habenda aut aliqua exquisita forma ad hoc servanda foret, tenores hujusmodi pro plenè & sufficienter expressis & ad verbum insertis habentes, illis aliàs in suo robore permanentibus, hac vice dumtaxat specialiter & expressè Derogamus ceterisque contrariis quibuscumque, præsentibus ad sex annos à datâ præsentium computandos dumtaxat valituris. Datum Romæ apud sanctum Petrum, sub annulo Piscatoris, die octavâ Aprilis M. D C. X X I I. Pontificatûs nostri anno secundo.

Cùm autem sicut prædictus Ludovicus Rex Nobis nuper exponi fecit, ex visitatione & reformatione hujusmodi multa eorumdem Ordinum Monasteria, Domus & loca Regularia prædicta in quibus regularis disciplina laxata reperiatur, non mediocriter in spiritualibus & temporalibus susceperint incrementa, ipsæ verò visitatio & reformatio præsertim quoad Monasteria, domos & regularia loca S. Benedicti & Cisterciensis Ordinum prædictorum spatio dictorum sex annorum ad optatum finem perducere nequiverint, cupiatque propterea idem Ludovicus Rex per Nos desuper ulterius provideri; Nos piis ejusdem Ludovici Regis votis hujusmodi annuere felicitique Monasteriorum, domorum & regularium locorum prædictorum statui & directioni quamdiu cum Domino possumus, opportunè consultum esse Cupientes, supplicationibus ipsius Ludovici Regis Nobis super hoc humiliter porrectis inclinati, Tibi per præsentis Injungimus ut cum consilio & participatione Prælatorum & Religiosorum sancti Benedicti & Cisterciensium Ordinum prædictorum, quos ad id idoneos esse judicaveris, omnia & singula sancti Benedicti & Cisterciensis Ordinum hujusmodi Monasteria, domos & alia loca regularia prædicta eorumque Abbates, Priores, Monachos & personas quascumque cujusvis dignitatis, statûs, gradûs, ordinis & conditionis existentes tam in capite quàm in membris ac aliàs juxta

litterarum præinsertarum continentiam & tenorem autoritate nostrâ prædictâ visites atque reformes, aliaque in eisdem litteris contenta & expressa facias & exequaris cum facultate etiam Religiosos hujusmodi de uno ad alium locum transferendi. Nos enim tibi præmissa & quæcumque alia circa visitationem & reformationem aliaque suprâ expressa hujusmodi quomodolibet necessaria & opportuna faciendi, dicendi, gerendi & exequendi (citrà tamen beneficiorum statûs mutationem) dictâ autoritate tenore præsentium plenam, liberam & absolutam facultatem & auctoritatem Concedimus & Impartimur.

Si quæ autem graviora in hujusmodi visitatione repereris, volumus ut ea sub tuo sigillo clausa ad Nos quamprimum diligenter transmittas, ut quid in illis statuendum sit, maturâ consultatione adhiberâ Decernamus. Mandantes propterea omnibus & singulis Abbatibus, Prioribus & Generalibus aliisque Superioribus quocumque nomine nuncupatis cæterisque personis prædictis sub excommunicationis ac privationis suorum officiorum & aliis arbitrio nostro infligendis pœnis, ut tibi in præmissis omnibus & singulis promptè pareant & obediant tuaque salubria monita & mandata suscipiant humiliter & efficaciter adimplere procurent; alioquin sententiam sive pœnam quam ritè tuleris seu statueris in rebelles, ratam habebimus & faciemus autore Domino usque ad satisfactionem condignam inviolabiliter observari.

Non obstantibus omnibus illis quæ in eisdem præinsertis litteris volumus non obstare cæterisque contrariis quibuscumque, præsentibus ad triennium proximum tantùm valituris. Datum Romæ apud sanctam Mariam Majorem sub annulo Piscatoris, die 10. Septembris M. DC. XXXII. Pontificatûs nostri anno decimo. Signatum M. A. Maraldus,



II^E BREF DU PAPE URBAIN VIII.
de l'an 1635.

SOMMAIRE.

Le Commissaire député par le precedent Bref ayant rendu deux Sentences les 27. Juillet 1634. & 20. Aoust 1635. par lesquelles entre autres choses, il restraignoit beaucoup la jurisdiction de l'Abbé de Cisteaux & des autres Superieurs ordinaires de l'Ordre, & apportoit de grands changemens dans son regime & sa maniere de vivre pour les Eleétions des Abbez & l'établissement des Officiers, les Novitiats & autres choses tres-considerables, en faveur de quelques Abbez & Religieux qui depuis dix-huit à vingt ans avoient pris & professoient l'abstinence de chair en douze ou quinze Monasteres par la permission & sous l'autorité de l'Abbé de Cisteaux avec l'approbation du Chapitre General & des Lettres Patentes du Roy ; ausquels Religieux lesdites Sentences attribuoient le principal gouvernement, dont ils privoient ainsi les autres, de quoy il y avoit appel au Saint Siege & même des Instances portées & poursuivies depuis en divers Tribunaux même seculiers ; l'Abbé de Cisteaux s'estant pourvu devant le Pape, Sa Sainteté donna le Bref dont il est icy question, & qui fut présenté au Chapitre General tenu en 1651. où il fut lu, publié & reçu avec ordre de l'executer ponctuellement comme un Reglement qui devoit rétablir la paix dans l'Ordre & en bannir à jamais l'esprit de contention ; on le rapporte icy comme on l'a tiré du Registre du Chapitre General avec les deux Decrets de ce Chapitre qui le precedent & le suivent.

Premier Decret du Chapitre General de 1651.

Ne pretextus contentioni in posterum relinquatur, legi jussit Capitulum Generale Breve Apostolicum pro pace Collegii sancti Bernardi Parisiensis à fœlicis recordationis Urbano Papa octavo datum, cujus tenor sequitur & est talis.

URBANUS PAPA VIII.

AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

EXPONI nobis nuper fecit dilectus filius Abbas Generalis Cisterciensis Ordinis, Quòd nonnulli ejusdem Ordinis Monachi in Regno Franciæ sub prætextu introducendi in Collegium dicti Ordinis Civitatis Parisiensis & alia ipsius Ordinis regularia loca abstinentiam carniū (quarum usus eidem Ordini ab hac sanctâ Sede concessus est) & specie aliarum reformationum, præfati Collegii Superiores ab eodem Abbate Generali deputatos ex eodem Collegio ejecerunt & in ejusdem Collegii regimine sese ambitiosè intruserunt, in eoque continuant non obstante protestatione & appellatione ad eandem Sedem factis atque interpositis : Quare dictus Abbas Generalis Nobis humiliter supplicari fecit ut super præmissis opportunè providere de benignitate Apostolicâ dignaremur.

Nos igitur dictum Generalem Abbatem specialibus favoribus & gratiis prosequi volentes, & à quibuscvis Excommunicationis, Suspensionis & Interdicti aliisque Ecclesiasticis sententiis, censuris & pœnis à jure vel ab homine quâvis occasione vel causâ latis, si quibus quomodolibet innodatus existit, ad effectum præsentium dumtaxat consequendum harum serie absolventes & absolutum fore Censentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, de venerabilium Fratrum nostrorum S. R. E. Cardinalium negotiis Regularium præpositorum consilio, Monachis Ordinis hujusmodi ac præsertim in Collegio Parisiensi aliisque locis præfatis degentibus districtè Injungimus ut omninò eidem Abbati Generali pareant, nec in aliquo ejus superioritatem cui subsunt, sub quovis prætextu etiam introducendæ reformationis, quoquo modo turbare audeant, ipseque Abbas Generalis possit & debeat ut antea consueverat, in eodem Collegio & locis supradictis deputare Superiores quibus (ut par est) iidem Monachi obedire teneantur, neque contrà deputationem Superiorum hujusmodi aliquid attentare præsumant : Non obstantibus Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis ac dicti Ordinis etiam juramento, confirmatione apostolicâ vel quâvis firmitate aliâ roboratis statutis & consuetudinibus, privilegiis quoque, indultis & Litteris Apostolicis in contrarium quomodolibet concessis, confirmatis & innovatis, quibus

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 217

quibus omnibus & singulis, eorum tenores præsentibus pro sufficienter expressis habentes, illis aliàs in suo robore permanfuris, hâc vice dumtaxat specialiter & expressè Derogamus cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ apud Sanctum Petrum sub annulo Piscatoris die quinta Decembris anni millesimi sexcentissimi trigesimali quinti, Pontificatûs nostri anno decimo tertio. M. A. Maraldus.

Second Decret du Chapitre General de 1651.

Quod quidem Breve registrari post lectionem & cum debitâ reverentiâ & submissione ab omnibus recipi Decernit Capitulum Generale, & non obstantibus à Reverendo Abbate de Castellione allegatis, Statuit ut omnes illud admittant cum debitâ veneratione.

1^R BREF DU PAPE INNOCENT X. de l'an 1647.

SOMMAIRE.

Ce Bref fut encore accordé par le Pape Innocent X. devant lequel on s'estoit aussi pourvu après la mort de son prédecesseur Urbain VIII. & qui avoit déjà député des Commissaires in Partibus sur les differends & contestations que l'on a expliquez, dans le dessein d'apaiser les troubles qui continuoient de diviser l'Ordre de Cisteaux, après avoir fait derechef examiner les pretentions, raisons & pieces de toutes les Parties dans une Congregation députée extraordinairement à cet effet, dont il confirme par son Bref le Resultat en Ordonnant que les élections des Abbez & l'établissement des Officiers publics de l'Ordre, la Reception des Novices & ce qui regarde l'usage de viande en certains jours de la semaine suivant la dispense qui en avoit esté donnée par le Saint Siege & qui se pratiquoit dès l'an 1475.

se continueroient à l'ordinaire & comme auparavant les Sentences & Ordonnances de Monsieur le Cardinal de la Rochefoucault.

INNOCENTIUS PAPA X.

AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

SALVATORIS & Domini nostri Jesu Christi qui charitas est & Deus pacis, vices meritis licet imparibus gerentes in terris, sinceram animorum concordiam inter Christi fideles quolibet præsertim altissimo sub suavi Religionis jugo famulantes confovere studemus & quæ pro sopiendis litibus & controversiis inter eos ortis facta fuerunt, ne in recidivæ contentionis scrupulum relabantur, libenter Apostolicæ Confirmationis robore Communimus prout conspiciamus in Domino salubriter expedire.

Cùm itaque vertentibus aliàs inter dilectos filios Abbates & Monachos Antiquos seu Communis Observantiæ ex una, ac Vicarium Generalem & Abbates Monachosque strictæ Observantiæ seu Abstinentes nuncupatos Ordinis Cisterciensis partibus ex alterâ, quibusdam controversiis circâ reformationem dicti Ordinis, judices desuper à Sede Apostolicâ delegati per suam definitivam sententiam inter alia ut asseritur, prædictis Antiquis seu Communis Observantiæ Monachis vocem activam dumtaxat in electionibus Abbatum Cistercii Capitis ejusdem Ordinis Cabilonensis Diocesis competere decreverint, ac quædam circâ esum carniû in eodem Ordine à centum & amplius annis etiam ex Privilegio Apostolico receptum, ac etiam circâ receptionem Novitiorum immutaverint, & propterea prædictorum Antiquorum seu Communis Observantiæ Monachorum se indè gravatos prætendentium nomine, habito ad Nos recurso negotioque nonnullis S. R. E. Cardinalibus & Romanæ Curix Prælati per Nos commisso, tandem dilectus filius Attilius à Petrâ Sanctâ Abbas Monasterii sanctæ Crucis in Hierusalem de Urbe dicti Ordinis ab utrâque parte procurator specialiter pro componendo juxta mentem & voluntatem nostram negotio hujusmodi, acquieverit resolutioni seu determinationi per Cardinales prædictos in eodem negotio factæ : Videlicet quod circâ Electionem Abbatis Generalis aliorumque Abbatum & Officialium dicti Ordinis, ac esum carniû & Receptionem Novitiorum servetur prout antè senten-

Commissaires députez in partibus.

Appel au Saint Siège.

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 219

tiam per dictos Judices latam, juxta ejusdem Ordinis Constitutiones etiam Apostolicas servabatur.

Nos inviolabili resolutionis seu determinationis hujusmodi per dictum Attilium nomine ambarum partium acceptatæ firmitati (quantum cum Domino possumus) consulere volentes & singulares dictorum Monachorum personas à quibusvis Excommunicationis, Suspensionis & Interdicti aliisque Ecclesiasticis sententiis, censuris & poenis à jure vel ab homine quavis occasione vel causâ latis si quibus quomodolibet innodatæ existant, ad effectum præsentium dumtaxat consequendum harum serie absolventes & absolutas fore censentes, Supplicationibus dicti Attilii Nobis desuper humiliter porrectis inclinati; Resolutionem seu Determinationem prædictam Apostolicâ autoritate tenore præsentium perpetuò Approbamus & Confirmamus ac illi inviolabilis Apostolicæ firmitatis robur Adjicimus, omnesque & singulos tam juris quàm facti defectus, si qui desuper quomodolibet intervenerint, Supplemus ac ab utraque dictarum partium perpetuò inviolabiliter observari Mandamus; sicque & non aliter in præmissis per quoscumque judices ordinarios & delegatos, etiam causarum Palatii Apostolici Auditores ac ejusdem S. R. E. Cardinales & de latere Legatos judicari & deffiniri debere, irritumque & inane quidquid secus super his à quoquam quavis autoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari Decernimus. Non obstante quacumque litispendentiâ ac Apostolicis & in universalibus Provincialibusque & Synodalibus Conciliis editis generalibus vel specialibus Constitutionibus & Ordinationibus, necnon dicti Ordinis etiam juramento, confirmatione apostolicâ vel quavis firmitate aliâ roboratis statutis & consuetudinibus, privilegiis quoque, indultis & literis Apostolicis in contrarium præmissorum quomodolibet concessis, confirmatis & innovatis; Quibus omnibus & singulis illorum tenores præsentibus pro plenè & sufficienter expressis habentes, illis aliàs in suo robore permansuris, ad effectum præmissorum specialiter & expresse Derogamus cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo Piscatoris, die primâ Februarii M. DC. XLVII. Pontificatus nostri anno tertio. Sic signatum M. A. Maraldus.

II^E BREF DU PAPE INNOCENT X.

de l'an 1653.

S O M M A I R E.

Le Pape confirme tous les Privilèges qui ont été jusqu'alors accordés à l'Ordre de Cîteaux par ses prédécesseurs, & confirmez nommément par le Pape Gregoire XIII. cy-devant rapporté pages 172. & suivantes.

INNOCENTIUS PAPA X.

AD FUTURAM REI MEMORIAM.

Ce Bref est tout entier dans le Grand Bullaire Romain pour la cinquante quatrième Constitution de ce Pape.

EX P O N I nobis nuper fecit dilectus filius modernus Procurator Generalis Ordinis Cisterciensis quòd ipse privilegia, gratias & indulta à diversis Romanis Pontificibus prædecessoribus nostris dicto Ordini concessa & successivè ab illis, præsertim verò Gregorio Papa XIII. similiter Prædecessore nostro fel. rec. confirmata, quòd firmiora subsistant & ab omnibus arctius observentur, Apostolicæ nostræ confirmationis patrocinio communiri summo opere desiderans. Nos igitur eundem modernum Procuratorem specialibus favoribus & gratiis prosequi volentes, & à quibusvis excommunicationis, suspensionis & interdicti aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris & poenis à jure vel ab homine quavis occasione vel causâ latis, si quibus quomodolibet innodatus existit, ad effectum præsentium dumtaxat consequendum harum serie absolventes & absolutum fore censentes, supplicationibus illius nomine nobis super hoc humiliter porrectis inclinati; Omnia & singula privilegia, gratias & indulta per quoscumque Romanos Pontifices prædecessores nostros eidem Ordini quomodolibet concessa, dummodo in usu ac licita sint & honesta & non sint revocata neque sub aliquibus revocationibus comprehensa, sacrisque Canonibus & Concilii Tridentini Decretis ac Constitutionibus Apostolicis regularibusque dicti Ordinis Institutis non adversentur, Apostolicâ autoritate præsentium perpetuò Approbamus & Confirmamus illisque inviolabilis Apostolicæ firmitatis robur Adjicimus ac

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 221

omnes & singulos tam juris quàm facti defectus si qui desuper quomodolibet intervenerint, in eisdem Supplemus; Decernentes illa necnon ipsas præsentes litteras semper & perpetuò valida, firma & efficacia existere & fore suosque plenarios & integros effectus sortiri & obtinere & ab omnibus & singulis ad quos spectat & spectabit quomodolibet in futurum, inviolabiliter & inconcussè perpetuò observari; sicque per quoscumque Judices Ordinarios & Delegatos etiam causarum Palatii Apostolici Auditores judicari & definiri debere, ac irritum & inane si secùs super his à quoquam quavis autoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari, in contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque: Volumus autem ut præsentium transumptis etiam impressis, manu alicujus Notarii publici subscriptis & sigillo personæ in dignitate Ecclesiasticâ constitutæ munitis, eadem prorsus ubique fides adhibeatur quæ præsentibus ipsis adhiberetur si forent exhibitæ vel ostensæ. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo Piscatoris die 16. Junii 1653, Pontificatûs nostri anno nono.

III^E BREF DU PAPE INNOCENT X. de l'an 1654.

SOMMAIRE.

- I. Le Pape sur la plainte qui luy est faite de la part de l'Abbé General de l'Ordre de Cisteaux, qu'au préjudice des Privileges accordez à cet Ordre par ses prédecesseurs, par lesquels ils ont diverses fois jugé & déclaré que les Abbez qui tiennent en Commende quelques Monasteres dudit Ordre, n'y ont aucune jurisdiction en ce qui regarde les Religieux & le regime monastique; & que le drou de les visiter & d'y faire des Reglemens appartient à l'Abbé de Cisteaux & aux quatre premiers Abbez chatun en ceux de sa dépendance, à l'exclusion desdits Commendataires qui ne peuvent ni user de correction envers les Religieux, ni y établir les Officiers ni disposer d'aucun d'eux, tout cela appartenant à leurs Superieurs reguliers, ce qui est encore conforme au Concile de Trente, & au Resultat des Consultations.*
- Ee iij

tions qui ont esté faites dans les Congregations tenuës à cet effet & aux Ordonnances des Papes.

2. Neanmoins quelques-uns de ces Abbez Commendataires dans le Royaume de Pologne ont pretendu & pretendent plusieurs de ces droits sous pretexte des expressions qui se trouvent dans leurs Bulles, & troublent ainsi les Monasteres qui leur ont esté donnez en Commende.
3. De sorte que le Pape pour remedier à pareils inconveniens, decide & declare que ces Abbez Commendataires ne peuvent ni doivent s'ingerer au gouvernement de ces Monasteres sous pretexte des expressions qui se trouvent dans leurs Bulles, ni rien pretendre dans l'establissement des Prieurs, Soudrieurs & autres Officiers Claustraux, ni visiter lesdits Monasteres ni punir les Religieux, ni en un mot, se mesler en aucune maniere du regimẽ spirituel.
4. Il enjoint à ses Nonces par tout où il y en a & aux Ordinaires des lieux, quand ils en seront requis, de tenir la main à l'execution de ces Reglemens & de reprimer ceux qui voudront les enfreindre, par Censures & toutes autres voyes, même d'implorer à cet effet le bras seculier.

INNOCENTIUS PAPA X.

AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

Ce Bref est transcrit tout entier au Grand Tullaire Romain pour la soixante-deuxieme & dernière Constitution de ce Pape.

- P**ASTORALIS Officii Nobis divinitus commissi partes, esse Cognoscimus, ut Religiosorum virorum in humilitatis spiritu sub suavi Religionis jugo Altissimi obsequiis mancipatorum commodis & foelici directioni intendentes, illos à dispendiis quibuscumlibet (quantum nobis ex alto conceditur) asseramus.
- I. Sanè pro parte dilecti filii Claudii Abbatis Generalis Ordinis Cisterciensis per ejus Procuratorem Nobis nuper expositum fuit quòd licet peculiaria Ordinis prædicti privilegia à quamplurimis Summis Pontificibus & signanter à foelicis recordationis Pio I. I. Sixto IV. Innocentio VII. Pio IV. Pio V. & Gregorio XIII. prædecessoribus nostris concessa & confirmata respectivè disponant ac declarent quòd Commendatarii Monasteria dicti Ordinis in Commendam obtinentes, nullam in Monasteria sibi Commendata quoad eorum Monachos jurisdictionem exerçant, sed visitatio ad Abbatem Cistercii & quatuor Primores quemlibet in

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 223

fuâ Generatione juxtâ formam antiquorum privilegiorum pertineant, ac Monachi ipsorum Monasteriorum Commendatarum dictum Abbatem Cistercii & primos quatuor ac eorundem Commissarios ad eandem visitationem recipere & in eorum manibus professionem emittere debeant : Commendatarii verò ne quemquam propter delictum ejiciant, sed quotiescumque Monachi quid admiserint quod quidem animadversione dignum sit, id quamprimum Priori Claustrali vel Commissario significent qui correctionem juxtâ Ordinis prædicti statuta faciat ; ac demum Prior & Subprior in eisdem Commendatis seu Commendandis Monasteriis, Officiales spirituales & temporales dicti Ordinis professi & non sæculares per Commendatarios etiam si S. R. E. Cardinales fuerint, instituantur ; & præterea Concilii Tridentini decreto Sess. 25. cap. 20. statutum reperiatur ut Priores Claustrales aut in Prioratibus Conventum habentibus Subpriors qui correctiones & spirituale regimen exercent, à Capitulis Generalibus vel ipsorum Ordinum Visitatoribus instituantur : ac insuper à Congregatione Venerabilium fratrum nostrorum ejusdem S. R. E. Cardinalium negotiis & consultationibus Episcoporum & Regularium præpositâ Resolutiones præmissis ac Constitutionibus Apostolicis innixæ emanaverint die secundâ Augusti M. D C. XLVII. quibus tunc esistenti nostro & Sedis Apostolicæ in Regno Poloniæ Nuntio injunctum fuit ut seriò invigilaret nè Commendatarii hujusmodi & signanter dilectus pariter filius Alexander Denhoff Commendatarius Monasterii Andreoviensis, Ordinis prædicti Cracoviensis Diœcesis, circâ Officialium electiones vel circâ Monachorum vitam & mores cæteraque Institutum Regulare spectantia se ingererent.

Nihilominus iidem Commendatarii passim & in primis prædictus Alexander Denhoff in vim litterarum Apostolicarum super eorundem Monasteriorum Commendis expeditarum in quibus hujusmodi Monasteriorum cura, regimen & administratio tam in spiritualibus quàm temporalibus plenariè committitur, prætendunt jus instituendi ac destituendi Priores & Officiales Claustrales, visitandi, corrigendi, statuendi, ordinandi & exercendi ea quæ Institutum regulare contingunt ; eorundemque Commendatariorum nonnulli non contenti redditibus ac fructibus quorum majorem partem ex opulentioribus dicti Ordinis Monasteriis colligunt, in alienam insuper messem, veluti in electiones ac de-

2.
Prétexte de la Clause mise dans les Bulles des Abbez Commendataires.

positiones Priorum ac Subpriorum aliorumque Officialium ac etiam in visitationes & Monachorum correctiones falcem mittere præsumentes, prædicta Privilegia & Constitutiones Apostolicas contemptui habent in grave ejusdem Claudii Abbatis imò universi Ordinis prædicti jurium præjudicium : Quare idem Claudius Abbas Nobis humiliter supplicari fecit ut in præmissis opportunè providere de benignitate Apostolicâ dignaremur.

3.

Les Abbés Commendataires ne peuvent rien prétendre dans les Monastères dont ils ont pourvus, à l'égard des visites, corrections des Religieux, institutions & destitutions d'Officiers &c sous prétexte des Clauses mises dans leurs Bulles.

Nos igitur dictum Claudium Abbatem specialibus favoribus & gratiis prosequi volentes, & à quibusvis excommunicationis, suspensionis & interdicti aliisque Ecclesiasticis sententiis, censuris & poenis à jure vel ab homine quavis occasione vel causâ latis (si quibus quomodolibet innodatus existit) ad effectum præsentium dumtaxat consequendum, harum serie absolventes & absolutum fore censentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, de prædictorum Cardinalium consilio, Inhærentes præallegatorum Summorum Pontificum prædecessorum nostrorum privilegiis Ordini Cisterciensi hujusmodi concessis ac decreto ejusdem sacri Concilii Tridentini ac Resolutionibus aliàs desuper factis, Apostolicâ autoritate tenore præsentium Declaramus, Decernimus ac Statuimus non licere Commendatariis Priores, Subpriores aut Officiales Claustrales instituere ac destituere, visitare Monachos eisdemque corrigere, nec facultates eisdem in litteris Apostolicis concessas & expressas, prout supra ad ea quæ Institutum regulare concernunt ac tenore prælibatorum privilegiorum & sacri Concilii dispositione Monastico regimini relinquuntur, trahi posse ac debere.

4.

Idcirco dilectis filiis nostris & Sedis prædictæ Nuntiis sive etiam locorum Ordinariis vel dicti Ordinis Conservatoribus, per easdem præsentis Injungimus ut quotiescumque requisiti fuerint, ab hujusmodi vexationibus ac violentiis manifestis Commendatarios per censuras & alia juris remedia (implorato etiam si opus fuerit brachio sæculari) cohibeant & compescant, salvâ semper in præmissis autoritate Congregationis eorundem Cardinalium.

Decernentes præsentis litteras semper firmas, validas & efficaces existere & fore ac ab omnibus ad quos spectat & pro tempore spectabit, inviolabiliter observari ; sicque in iisdem præmissis per quoscumque Judices ordinarios & delegatos etiam causarum Palatii Apostolici Auditores, judicari ac definiri debere ac irritum &

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 225.

& inane quidquid secus super his à quoquam quavis autoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari : Non obstantibus præmissis ac recolendæ memoriæ Bonifacii Papæ VIII. de unâ & in Concilio Generali editâ de duabus dietis, dummodo ultrâ tres dies aliquis autoritate præsentium in Judicium non trahatur, aliisque Apostolicis ac universalibus Provincialibusque Conciliis editis generalibus vel specialibus Constitutionibus & Ordinationibus, necnon prædicti Ordinis etiam juramento, confirmatione Apostolicâ vel quavis firmitate aliâ roboratis statutis & consuetudinibus, privilegiis quoque, indultis & litteris Apostolicis in contrarium præmissorum quomodolibet concessis, confirmatis & innovatis ; Quibus omnibus & singulis illorum tenore præsentibus pro expressis habentes, illis aliâs in suo robore permanfuris, ad præmissorum effectum specialiter & expressè Derogamus cæterisque contrariis quibuscumque. Volumus autem quod præsentium transumptis etiam impressis, manu alicujus Notarii publici scriptis & sigillo personæ in Ecclesiasticâ dignitate constitutæ munitis, eadem prorsus fides in Judicio & extrâ adhibeatur, quæ præsentibus ipsis adhiberetur si forent exhibitæ vel ostensæ. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo Piscatoris die 25. Septembris 1654. Pontificatûs nostri anno decimo. G. GUALTERIUS.

1^R BREF DU PAPE ALEXANDRE VII. de l'an 1655.

S O M M A I R E.

Le Bref du Pape Innocent X. de l'année precedente ayant esté executé au Royaume de Pologne, & ce Pape estant mort peu de mois après, le Vicaire General du Royaume & les Abbez reguliers des Monasteres de l'Ordre qui y sont situez, se pourvurent à son Successeur qui fut Alexandre VII. pour obtenir la confirmation de son Reglement ; ce qui leur fut accordé par un nouveau Bref dans lequel fut inseré mot à mot & tout entier, celui d'Innocent X. sur lequel on peut faire les mêmes reflexions & donner les mêmes explications qu'on a fait au précédent. Le Pape outre qu'il supplée aux défauts qui pour-

roient s'estre gliffez dans le premier, en le confirmant décide & déclare encore de nouveau après l'avoir fait examiner dans la Congregation, que les Abbez Commendataires sous pretexte des Clauses qui se trouvent dans leurs Bulles, ne peuvent & ne doivent pretendre aucune jurisdiction, ni faire nulle fonction de superiorité & regularité dans les Monasteres dont ils sont pourvus.

A L E X A N D E R P A P A V I I .

A D P E R P E T U A M R E I M E M O R I A M .

Ce Bref est rapporté tout entier dans le Grand Bullaire Romain pour la sixième Constitution de ce Pape.

Repetition du Bref d'Innocent, X.

EX P O N I Nobis nuper fecerunt dilecti filii Nicolaus Duni Ordinis Cisterciensis in Regno Poloniæ Vicarius & Visitator Generalis cæterique Coabbates dictorum Ordinis & Regni per suum in Romanâ Curiâ Procuratorem, quod à foel. record. Innocentio Papa X. prædecessore nostro ad instantiam dilecti filii Claudii Abbatis Generalis ejusdem Ordinis de mense Septembris anni proximè præteriti 1654. emanarunt in simili formâ Brevis Litteræ tenoris sequentis videlicet : Innocentius Papa X. ad perpetuam rei memoriam. Pastoralis Officii Nobis divinitus commissi partes esse Cognoscimus ut Religiosorum virorum in humilitatis spiritu sub suavis Religionis jugo Altissimi obsequiis mancipatorum commodis & foelici directioni intendentes illos à dispendiis quibuscumque (quantum nobis ex alto conceditur) asseramus. *Et le reste comme au precedent Bref jusqu'à la fin.*

Cùm autem sicut eadem expositio subjungebat, ante completam præinsertarum Litterarum hujusmodi executionem, obitus ejusdem Innocentii prædecessoris supervenerit, proindèque cupiant iidem exponentes pro firmiori earundem præinsertarum Litterarum subsistentiâ illas autoritate nostrâ Apostolicâ confirmari; Idcirco Nos eosdem exponentes specialibus favoribus & gratiis prosequi volentes, & eorum singulares personas à quibusvis excommunicationis, suspensionis & interdicti aliisque Ecclesiasticis Sententiis, Censuris & poenis à jure vel ab homine quâvis occasione vel causâ latis, si quibus quomodolibet innodatæ existunt, ad effectum præsentium dumtaxat consequendum harum serie absolventes & absolutas fore censentes, supplicationibus eorum nomine Nobis super hoc humiliter porrectis inclinati : de Venerabilium Fratrum nostrorum S. R. E. Cardinalium negotiis &

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 227

Consultationibus Episcoporum & Regularium præpositorum consilio, præinsertas dicti Innocentii prædecessoris Litteras cum omnibus & singulis in eis contentis Apostolicâ autoritate tenore præsentium Confirmamus & Approbamus illisque inviolabilis Apostolicæ firmitatis robur Adjicimus, ac omnes & singulos tam juris quàm facti defectus si qui desuper quomodolibet intervenerint supplemus : Decernentes præsentis Litteras semper firmas, validas & efficaces existere & fore suosque plenarios & integros effectus sortiri & obtinere & ab omnibus & singulis ad quos spectat & pro tempore spectabit inviolabiliter observari; sicque per quoscumque Judices ordinarios & delegatos etiam causarum Palatii Apostolici Auditores judicari & definiri debere, ac irritum & inane si quid secùs super his à quoquam quâvis autoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari; Non obstantibus omnibus & singulis illis quæ idem Innocentius Prædecessor in dictis suis Litteris præinsertis voluit nonobstare cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo Piscatoris die 26. Augusti 1655. Pontificatûs nostri anno primo.

II^E BREF DU PAPE ALEXANDRE VII. de l'an 1657.

S O M M A I R E.

Sur la Remontrance faite au Pape par le Procureur General de l'Ordre de Cisteaux, de la continuation des differends dont on a parlé en expliquant les Brefs des Papes Gregoire XV. Urbain VIII. & Innocent X. des années 1622. 1632. 1635. & 1647. & du trouble de conscience que causoient ces contestations au sujet principalement de l'usage de viande introduit dans l'Ordre par des Bulles des Papes de 1475. & 1498. & deslors continué, depuis cent soixante-seize ans : Sa Sainteté ayant fait encore une fois examiner cette dispense dans la Congregation des Regulars, declare & décide que l'on peut la suivre & la continuer en sûreté de conscience, & de plus l'accorde tout de nouveau.

ALEXANDER PAPA VII.

AD FUTURAM REI MEMORIAM.

Ce Bref est inséré
au Grand Bullaire
Romain pour la qua-
rante-cinquième Con-
stitution de ce Pape.

IN supremi Apostolatûs fastigio meritis licet imparibus divinæ dispositione constituti, ad ea quibus Christi fidelium sub suavi Religionis jugo vota sua Deo reddere satagentium quieti & conscientiæ securitati consulitur, propensis studiis Intendimus ac de super creditæ Nobis cœlitûs dispensationis partes Interponimus prout in Domino Conspicimus salubriter expedire.

Les Papes Sixte IV.
& Alexandre VI. ont
dispensé de l'abstinen-
ce de chair certains
jours de la semaine
par leurs Bulles de
1475. & 1492.

Cùm itaque sicut dilectus filius Procurator Generalis Ordinis Cisterciensis Nobis nuper exponi fecit, licet dudum foel. rec. Sixtus Papa IV. Prædecessor noster per suas anno Incarnationis Dominicæ 1475. Idibus Decembris sub plumbo expeditas Litteras abstinentiam à carnibus de substantialibus Regulæ quam Monachi Ordinis hujusmodi profitentur, non esse declaraverit & Capitulo Generali illoque cessante, Abbati pro tempore existenti Monasterii Cistercii ejusdem Ordinis cum quibuscumque Abbatibus, Monachis & Monialibus ac aliis personis ipsius Ordinis tunc præsentibus & futuris secundum discretionis eorum arbitrium & conscientiæ judicium (super quo eorum conscientias oneravit) quandocumque & quotiescumque necesse eis seu alteri ipsorum videretur per se vel per alios dispensandi ac eis licentiam concedendi quod carnibus etiam extrâ Monasteriorum septa in quibuscumque locis absque alicujus poenæ incurso aut conscientiæ scrupulo vesci & uti possent plenam & liberam facultatem, licentiam, potestatem & auctoritatem concesserit & indulserit, Capitulumque Generale dicti Ordinis de anno 1481. celebratum, in vim & executionem Indulti hujusmodi in omnibus Monasteriis ejusdem Ordinis generaliter eum carnium permiserit ac certis diebus ad servandam uniformitatem cum omnibus Religiosis ipsius Ordinis dispensaverit, recolendæ quoque memoriæ Alexander Papa VI. etiam Prædecessor noster per suas pariter sub plumbo anno Incarnationis Dominicæ 1498. octavo Idus Novembris expeditas Litteras Cistercensibus Reformatis Hispaniæ ut carnibus juxta Ordinationem per Abbatem Cistercii & Capitulum Generale Ordinis hujusmodi factam liberè & licitè & absque aliquo conscientiæ scrupulo vesci valerent similiter concesserit, totiusque Ordo prædictus ubique diffusus in tali usu & consuetudine à centum septuaginta

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 229

sex vel circiter annis citrà existat ; Quidam nihilominùs Monachi memorati Ordinis in Galliâ Abstinenter nuncupati, super hoc puncto Regulæ sufficienter per præmissa dispensatum non esse nec generalem usum hujusmodi modo supradictò introductum licitum esse Contententes, multorum qui strictiorem observantiam (exceptâ solâ à carnibus abstinentiâ sicut præmittitur relaxatâ) juxtâ definitionem ultimi Capituli Generalis Cistercii de anno 1651. celebrati profitentur, conscientias turbent indèque dissensiones & lites non sine maximo Religionis dispendio oriantur & orituræ contentiones timeantur ; Nobis proptereâ idem Procurator Generalis humiliter supplicari fecit ut in præmissis opportunè providere & ut infra indulgere de benignitate Apostolicâ dignaremur.

Nos igitur ipsum Procuratorem Generalem specialibus favoribus & gratiis prosequi volentes & à quibuscvis excommunicationis, suspensionis & interdicti aliisque Ecclesiasticis Sententiis, Censuris & pœnis à jure vel ab homine quâvis occasione vel causâ latis si quibus quomodolibet innodatus existit, ad effectum præsentium dumtaxat consequendum harum serie absolventes & absolutum fore censentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, de Venerabilium Fratrum nostrorum S. R. E. Cardinalium negotiis & consultationibus Episcoporum & Regularium Præpositorum qui rem sæpiùs considerarunt matureque discusserunt consilio, Monachis Cisterciensibus prædictis tutâ conscientiâ licuisse & licere uti dispensatione prænarratâ super usu carnium per Capitulum Generale Ordinis hujusmodi Apostolicâ auctoritate concessâ tenore præsentium Declaramus, eandemque ad tranquillandas conscientias scrupulosque sedandos benignè Approbamus & quatenùs opus sit, denuò Concedimus & Indulgemus.

Non obstantibus in contrarium deductis ac Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis necnon dicti Ordinis ejusque Monasteriorum & aliis quibuscvis etiam juramento, confirmatione Apostolica vel quâvis firmitate aliâ roboratis Statutis & Consuetudinibus, Privilegiis quoque, Indultis & Litteris Apostolicis in contrarium præmissorum quomodolibet concessis, confirmatis & innovatis: Quibus omnibus & singulis illorum tenores præsentibus pro plenè & sufficienter expressis habentes, illis aliàs in suo robore permansuris hac vice dumtaxat specialiter & expressè Derogamus cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo Piscatoris, die 10. Novemb. 1657. Pontificatûs nostri anno tertio.

III^E BREF DU PAPE ALEXANDRE VII. de l'an 1661.

SOMMAIRE

Ce Bref a esté accordé à la requisition des Cantons Suisses sur la demande qui en fut faite de leur part à la priere des Abbez de l'Ordre de Cisteaux qui ont leurs Monasteres situez en ces Pays-là & qui se plaignoient de ce que voulant se mettre en chemin pour se rendre à Cisteaux au Chapitre General, ils en avoient esté détournés par les Procès qui empêcherent de tenir ledit Chapitre, & qui troubloient l'Ordre au sujet de certaines nouveautez causées par des Sentences d'un Commissaire Apostolique touchant les droits d' Election des Abbez & autres Officiers, les Novitiats & l'usage de viande, de quoy il a déjà esté parlé dans d'autres Brefs cy-devant rapportez. Le Pape en conformité de ce qui avoit déjà esté jugé par son Prédecesseur & par luy-même, declare derechef que l'on peut & doit continuer les usages qui estoient pratiqués dans l'Ordre avant lesdites Sentences qu'il casse. Ce Bref explique dans l'exposé une partie des motifs des plaintes que l'on faisoit contre ces Sentences & leur fondement.

ALEXANDER PAPA VII.

AD FUTURAM REI MEMORIAM.

Ce Bref est rapporté tout entier au Grand Bullaire Romain pour la cent quatorzième Constitution de ce Pape.

NUPER pro parte dilectorum filiorum Reipublicæ Helvetiorum Nobis expositum fuit quòd cùm dilecti filii Abbates Ordinis Cisterciensis in ejusdem Reipublicæ dititione existentes, Convocati ad Capitulum Generale Cistercii in Galliâ celebrandum sese accingerent & præpararent ad iter, occulto rumore perceperunt quosdam Religiosos Gallos ejusdem Ordinis dictos Abstinentes contrà antiqua ipsorum jura nunquam hactenùs controversa à Romanis Pontificibus Prædecessoribus nostris toti Ordini concessa, velle sese prævalere quibusdam sententiis à bon. mem. Francisco dum vixit sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinale de la Rochefoucault nuncupato emanatis, qui cùm à felicis recorda-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 231

tionis Gregorio Papa XV. & Urbano Papa VIII. Prædecessoribus pariter nostris Commissionem habuisset ad visitanda & juxta statuta ejusdem Ordinis à Romanis Pontificibus confirmata, reformanda Monasteria dicti Ordinis quæ in Galliâ indigerent reformatione, & tamen ea nullatenus visitasset, nihilominus dicti Abstinentes contra formam Litterarum Apostolicarum & Statuta Apostolica, duas sententias ab eo obtinuerunt quibus omnes Abbates & Religiosos communis Observantiæ qui scilicet utuntur dispensatione Apostolicâ, circa esum carnium ubique acceptatâ atque à Nobis per nostras in simili formâ Brevis Litteras die 10. Novembris 1657. expeditas approbatâ, inter alia signanter prætendunt esse privatos voce activâ & passivâ in electionibus Abbatis Generalis & quatuor primorum Abbatum, Vicariorum Provinciarum, Procuratoris Generalis in Curiâ & aliorum publicorum Officialium, administratione Collegii Parisiensis communis studii dicti Ordinis, receptione Novitiorum ad communem Observantiam aliisque jurebus pertinentibus ad Abbates & Capitulum Generale, & in vim dictarum sententiarum ipsos solos Abstinentes redditos capaces dignitatum & officiorum dicti Ordinis & independentes à jurisdictione ordinariâ Superiorum & Capituli Generalis esse præsumunt.

Cùm autem sicut eadem expositio subjungebat, licet hujusmodi sententiæ fuerint per judices delegatos cassatæ atque à rec. mem. Innocentio X. etiam Prædecessore nostro super prætensis jurebus Abstinentibus prædictis perpetuum impositum silentium, attamen iidem Abstinentes semper dictas sententias validas autument & pro earum observatione diversos recursus habuerint, propter quas præsumptiones prorogatum fuit Capitulum Generale dicti Ordinis donec Nos super hac vexatione fuisset consuliti: Idcirco Nos pro commissâ nobis cœlitus pastoralis Officii curâ, memorati Ordinis quieti quantum cum Domino possumus consulere Cupientes, ac causæ & causarum hujusmodi statum & merita nominaque & cognomina Judicum & Collitigantium & aliâ etiam speciali expressione digna præsentibus pro plenè & sufficienter expressis habentes necnon causam & causas prædictas à quocumque tribunali & judice ad Nos harum serie avocantes ac declarationem, approbationem & novam concessionem à nobis per prædictas Litteras die 10. Novembris 1657. emanatas circa esum carnium factas confirmantes habita relatione de præmissis.

Motu proprio ac ex certâ scientiâ & maturâ deliberatione nostris deque Apostolicæ potestatis plenitudine, tenore præsentium distriçtè Prohibemus ne Abbates & alii quicumque dicti Cisterciensis Ordinis communis Observantiæ Religiosi hujusmodi Apostolicâ dispensatione circà esum carnum utentes, super libertate vocis activæ & passivæ in electionibus Abbatis Cistercii Generalis aliorumve quatuor præcipuorum Abbatum, Vicariorum Provincialium, Procuratoris Generalis Curiae & aliorum publicorum Officialium in administratione & regimine Collegii Parisiensis communis studii dicti Ordinis, in Novitiorum ad communem Observantiam cum usu talis dispensationis circà esum carnum servatis servandis receptione eorumque educatione nec in omnimodâ jurisdictione quam ab initio ejusdem Ordinis habuerunt & quibuslibet aliis juribus quæ ex vi Regulæ & sæpè dicti Ordinis Constitutionum Apostolicâ autoritate confirmatarum illis & Capitulo Generali competunt ullatenùs perturbentur, prohibeantur vel molestantur prout non molestari, prohiberi seu perturbari Mandamus & Præcipimus, circumscriptis memoratis sententiis die 27. Julii 1634. & die Augusti 20. 1635. à præfato Apostolico Visitatore ut dicitur emanatis, necnon quorumlibet aliorum judicum qui circà præmissa quidquam secùs statuere vel decernere tentaverunt aut præsumpserunt cum omnibus indè secutis.

Decernentes easdem præsentis Litteras semper firmas, validas & efficaces existere & fore suosque plenarios & integros effectus sortiri & obtinere ac ab illis ad quos spectat & pro tempore spectabit inviolabiliter observari; sicque in præmissis, per quoscumque Judices ordinarios & delegatos etiam causarum Palatii Apostolici Auditores judicari & definiri debere ac irritum & inane si secùs super his à quoquam quavis autoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari,

Non obstantibus præmissis ac Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis necnon quatenùs opus sit, dicti Ordinis & ejus Monasteriorum quorumvis etiam juramento, confirmatione Apostolica vel quavis firmitate aliâ roboratis Statutis & Consuetudinibus, Privilegiis quoque, Indultis & Litteris Apostolicis in contrarium præmissorum quomodolibet concessis, confirmatis & innovatis: Quibus & omnibus & singulis illorum tenore præsentibus plenè & sufficienter expressis & de verbo ad verbum insertis habentes, illis aliàs in suo robore permanfuris ad præmissorum effectum

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 233

effectum hac vice dumtaxat specialiter & expresse Derogamus
cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ apud San-
ctam Mariam Majorem sub annulo Piscatoris die 2. Julii 1661.
Pontificatus nostri anno septimo.

IV^E BREF DU PAPE ALEXANDRE VII. de l'an 1666.

SOMMAIRE.

Ce Bref est celui qu'on appelle dans l'Ordre de Cisteaux communément & simplement Le Bref d'Alexandre VII. parce qu'il en fait l'une de ses principales & dernières Constitutions : il a déjà esté plusieurs fois imprimé même dans les précédentes & différentes Editions du Grand Bullaire Romain, à Rome & à Paris pour la cent soixante-treizième Constitution de ce Pape, & aussi dans des Cahiers particuliers séparément, même depuis peu en Latin & en François in 4° avec trois autres Brefs de ses successeurs qui servent d'interprétation à quelques articles sur lesquels on avoit voulu faire difficulté, concernant la célébration & la tenuë du Chapitre General.

C'est une compilation de divers Reglemens faits de l'autorité du Pape pour la reformation de tout l'Ordre, & un Jugement par luy rendu sur plusieurs differends qui estoient entre les deux Observances qui s'y pratiquent, la Commune & l'Etroite ; lesquels differends avoient esté renvoyez à juger au Saint Siege par plusieurs Arrests du Conseil d'Etat du Roy & qu'on a expliqués cy-devant dans les Sommaires sur les Brefs des Papes Gregoire XV. Urbain VIII. & Innocent X.

L'on n'en rapportera pas icy toutes les dispositions, parce qu'une bonne partie y seroit tout-à-fait inutile, par exemple celle qui regarde uniquement les mœurs & les ceremonies, le Service Divin & autres pareilles ; mais seulement ce qui peut avoir quelque rapport aux Privileges de l'Ordre & qui est susceptible de difficulté & pourroit causer des procès & des contestations ; par exemple les visites des Superieurs dans les Monasteres, la maniere d'assembler & de tenir le Chapitre General & l'Inter-

mediaire, l'établissement des Officiers publics & de ceux du College de Saint-Bernard de Paris, l'institution & la destitution des Prieurs dans les Monasteres qui sont en Commende, & des Confesseurs dans ceux des Moniales, l'uniformité dans les usages & pratiques regulieres, la maniere de punir les incorrigibles & de passer d'une Observance à l'autre, l'administration du Temporel, la reception des Novices, leur Profession & Profession, l'Élection des Abbez, la façon de proceder dans l'Ordre & la Clôture des Religieuses. On aura soin de marquer en marges par de petites notes ou apostilles, le précis de chaque article, & l'on rapportera dans leur lieu, les Lettres Patentes du Roy qui ont autorisé ce Bref.

ALEXANDER PAPA VII.

AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

I. Le Pape fait l'éloge de l'Ordre de Cîteaux & declare son intention, la cause & les motifs de son Bref.

IN supremâ Sedis Apostolicæ speculâ (dispositione divinâ Constituti) Dominicum gregem cœlitus nobis Commissum circumspectantes, mentis nostræ aciem Convertimus in sacrum Ordinem Cisterciensem, cujus odor sicut agri pleni suavitas cui Dominus benedixit, totam replevit Ecclesiam & veluti fons irriguus cæteras irrigavit Religiones & Ordines : Verum volventibus annis, non sine magno animi nostri mœrore Cognovimus Ordinem memoratum à primævæ Institutionis tramite ob temporum injuriam & calamitatem, non modicum deflexisse, & plurima passum esse in spiritualibus & temporalibus detrimenta. Quare Nos ex debito pastoralis Officii singulari zelantes affectu, ad tanti Ordinis institutionem ac reformationem, divino freti auxilio, nostræ sollicitudinis partes duximus impendendas ; ut Monastica disciplina ubi collapsa fuerit restituatur, & constantius ubi conservata est perseveret ; Unitas servetur in Ordine, & præcis dissentionibus ac dissidiis quæ in Regno Galliæ inter Communis & strictæ Observantiæ Monachos jamdudum exorta sunt, sincera pax & mutua charitatis officia, benedicente Domino redintegrentur.

Aliàs siquidem per nostras Litteras in formâ Brevis expeditas die 16. Januarii 1662. Pontificatus nostri anno 7. de voto particularis Congregationis à Nobis desuper deputatæ, quæ scripturas hinc inde datas vidit & examinavit, Causam ipsius reformationis in statu & terminis in quibus tunc temporis reperiatur, à

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 235

quocumque Tribunali ad Nos Avocavimus, ac dilecto Filio Claudio Vaussin Abbati Cistercii totius Ordinis Generali dedimus in Mandatis, ut advocaret seu moneret viros idoneos Ordinis sui, tam ex Galliâ quàm aliunde, ad exhibendum infrà tres menses dictæ Congregationi particulari deputatæ, Articulos concernentes dictam reformationem à Nobis institutam, & aliàs ut in memoratis Litteris plenius continetur.

Cùmque prædictus Claudius nostris parendo mandatis, reformationis Articulos ad Nos transmiserit idemque præstiterint dilecti Filii Abbates strictæ Observantiæ in Galliâ multis abhinc annis introductæ; Nos hujusmodi Articulos utrinque exhibitos, Congregationi nonnullorum Venerabilium Fratrum nostrorum S. R. E. Cardinalium ac dilectorum Filiorum Romanæ Curiae Prælatorum à Nobis desuper institutæ, sedulò ac maturè examinandos & expendendos Commisimus: quorum quidem Articulorum ad generalem reformationem Ordinis Cisterciensis conveniens restrictio & ad Capita sancti Benedicti Regulæ reductio talis est. Videlicet.

4. Cùm ad Monasticam disciplinam restaurandam & restitutam conservandam maximè visitationes regulares conducant, Capitulum Generale, Abbas Cistercii Ordinis Generalis & quatuor primi Abbates de Firmitate, de Pontigniaco, de Claravalle & de Morimundo provideant diligenter ut singulis annis *solicite, charitativè, prudenter & cum pietate fiant*, ad animarum salutem, cultum divinum, votorum essentialium observantiam & alia quæ ad morum correctionem & personarum regularium ædificationem necnon administrationem & statum temporalem pertinent: Caveant verò maximè Visitatores ab omni donorum receptione & etiam ne nimium numerofo comitatu aut familiâ gravioribus quàm expediat expensis Monasteria onerent, & manducant tempore visitationis in Refectorio cum fratribus propter disciplinam servandam.

5. Abbates regulares etiam perpetui Subjaceant visitationi & correctioni Visitorum etiam non Abbatum, & ab ipsis ad sufficientem numerum Monachorum debitè & religiosè nutriendum, ædificiorum reparaciones, annuas Ordinis Contributiones solvendas & communia Ordinis & Provinciarum onera sustinenda, jurisdictionis suspensione aliisque Ecclesiasticis pœnis & censuris (servato juris ordine) cogantur.

Le Chapitre General, l'Abbé de Cîteaux & les quatre premiers Abbez sont obligez à tenir la main que les Visites soient faites tous les ans de la maniere qu'elles doivent se faire, & regler le spirituel & le temporel des Monasteres.

Ceux qui visitent les Monasteres, en doivent obliger par toutes voyes les supérieurs, de satisfaire aux charges, d'y entretenir le nombre des Religieux qu'ils peuvent porter, d'en reparer les bastimens, & de payer les Contributions suivant leurs taxes, dont l'employ se doit faire aux besoins communs de l'Ordre & non pas des particuliers.

Les Abbez sont tenus de droit à résider dans leurs Monasteres & doivent uniquement s'appliquer à procurer le bien spirituel & temporel de l'Ordre.

Les revenus des Monasteres doivent être en commun, & les Supérieurs ne peuvent dispenser de cette loy en aucun cas qu'avec grande circonspection, leur conscience en étant chargée

Il est du devoir des Supérieurs d'obliger les Communautés de se procurer un partage des revenus entre elles & les Abbez commendataires, ainsi qu'il est ordonné par les Bulles cy-devant rapportées de Pie IV. Pie V. Gregoire XIII. & Sixte V.

L'obligation d'assister au Chapitre General est la même qu'autrefois & sous les mêmes peines portées par les Statuts: elle cesse à l'égard des Syndics, n'y en ayant plus.

Tous les Abbez au Chapitre General qui n'y sont pas Définiteurs, y ont voix consultative.

Personne que ceux qui ont droit ou qui sont appelés au Chapitre General, ne peut y aller sans permission expresse de l'Abbe de Cîteaux.

Il n'est pas nécessaire que l'Assemblée intermédiaire se tienne à Cîteaux, comme le Chapitre General, elle

6. Ad residentiam in suis propriis Monasteriis (prout de jure) teneantur ; nec in Castellis nec in Grangiis aut alibi extrà septa Monasteriorum suorum commorentur : Neque quarumcumque Monialium alterius Ordinis regimen & visitationem absque expressâ summi Pontificis licentiâ , sub poenâ privationis vocis activæ & passivæ ipso facto incurrendâ , suscipere audeant.

7. Inter Abbates regulares & Conventus aut Officiales Monasteriorum nulla fiat partitio bonorum, fructuum, reddituum & proventuum eorum, sed communibus ipsorum usibus deputentur juxta Statutum Benedicti Papæ XII. nisi pro meliori regimine & utilitate quorundam Monasteriorum ad impediendas dilapidationes à Capitulo Generali vel à Comitibus intermediis aliter judicaretur.

8. Procurent tamen Superiores & Visitatores Ordinis ut in Monasteriis Commendatis quantum fieri poterit, pensiones Religiosorum & famulantium in bonis stabilibus assignentur.

9. Capitula Generalia quolibet Triennio apud Cistercium celebrentur, eisque omnes Abbates nisi legitimè impediti aut ob justas causas excusati, simul & Abbates à Congregationibus deputati, Procuratores Generales, Visitatores & Syndici Provinciarum, Collegiorum Provisores seu Rectores adesse teneantur, de sibi commissis muneribus, actis & per se gestis rationem reddituri, & de agendis aut reformandis in posterum in timore Dei juxta regularia Ordinis Instituta & Constitutiones Apostolicas tractaturi.

10. Licet autem soli Diffinitores vocem decisivam in Definitionibus condendis habeant, tamen omnes Abbates & aliæ personæ idoneæ judicio Abbatis Generalis & quatuor primorum Abbatum designandæ & post electionem Diffinitorum nominandæ vocem Consultativam habebunt.

11. Serventur quoque Constitutiones circa numerum eorum quos Abbates dicti Ordinis venientes ad Capitulum secum ducere olim poterant, nullusque qui non habet jus interveniendi vel non fuerit vocatus, absque licentiâ petita & obtenta ab Abbate Generali ad dicta Capitula accedere audeat.

12. Et quia in dies multa emergunt negotia quæ maturâ deliberatione indigent, quolibet tempore intermedio inter duo Capitula, die & loco per Abbatem Cisterciensem designandis, ipse

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 237

Cisterciensis & quatuor primi Abbates convenient cum aliis ex Visitatoribus Provincialibus Monasteriorum utriusque Observantiæ, Præsidibus Congregationum, Procuratoribus Generalibus & Syndicis Provinciarum, *qui negotia magni momenti agenda habebunt.*

Et ut celebratio dicti Conventus sit omnibus nota, ipse Generalis Abbas eam more solito antè sex menses Præsidibus Congregationum, Visitatoribus Provinciarum, Procuratoribus Generalibus & Syndicis indicare tenebitur ut ad dictam Congregationem accedant vel mittant certiolemque faciant dictum Abbatem Generalem & quatuor primos de statu Congregationum suarum: præter quem Conventum nullus alius in toto Galliæ Regno fiat sub quocunque prætextu nisi à Capitulo Generali illis concedatur.

13. Visitatores Provinciarum Monasteriorum communis observantiæ à Capitulo Generali aut ipso cessante, ab Abbate Cisterciensi de consilio & consensu quatuor primorum Abbatum sicut alii publici Officiales instituantur non solum ex numero Religiosorum probatorum communis Observantiæ, sed etiam si ita expediens judicaverint, ex numero Religiosorum strictæ Observantiæ seu Abstinentiæ quorum consilio & operâ uti poterunt ad præsentem reformationem instituendam.

14. Item Provisor Collegii Parisiensis, Procurator, Doctores Regentes & alii Officiales secundùm Benedicti Papæ XII. Constitutionem per Capitulum Generale Ordinis aut eo cessante sicut consuetum est, ab Abbate Cisterciensi autoritate Capituli Generalis fungente instituantur & destituantur usque ad Capitulum Generale vel intermedium sive sint ex communi Observantiâ sive ex arctiori.

15. Similiter consultis Provinciarum Visitatoribus super merita vel demerita Religiosorum, instituantur & destituantur à dicto Abbate Generali vel quatuor primis Abbatibus & aliis filiationem habentibus respectivè Priores Clausuales & Confessores in Monasteriis Monialium ad nutum amovibiles, observato moderamine ut in Monasteriis Commendatis strictioris Observantiæ Virorum ac Monialium nullum instituere possint qui non profiteatur abstinentiam.

Et licèt omnes Ordinis Officiales & Monasteriorum Priores sint ad nutum amovibiles, attamen quolibet Triennio suorum

doit se tenir où l'Abbé de Cîteaux la convoquera. Comme elle n'est que pour les affaires des particuliers, il n'y a que ceux qui en ont de pressées qui peuvent & doivent s'y trouver, & les Contributions de l'Ordre ne doivent pas y estre employées, chacun y fait sa dépense.

Ceux même qui ont des affaires, peuvent sans faire le voyage, les faire par lettres & par écrit, s'il est possible, ou y envoyer.

Les Officiers publics peuvent estre pris & choisis d'entre les Abbez & les Religieux des deux Observances indifferemment.

Tous les Officiers du College de S. Bernard de Paris peuvent estre aussi choisis indifferemment d'entre les Religieux de l'une & de l'autre Observance: & doivent estre institués & excusés par le Chapitre General, ou à son défaut par l'Abbé de Cîteaux qui en a tout le pouvoir.

Pareillement les Prieurs dans les Monasteres qui sont en Commende, & les Confesseurs dans ceux de Moniales, seront institués & destitués par l'Abbé General & les Abbez qui en sont les Peres immediats à condition de ne mettre dans ceux de la Reforme que des Religieux qui en sont p

cession. Tous ces Officiers sont amovibles à la volonté des Supérieurs, & néanmoins doivent encore tous les trois ans faire leurs démissions entre les mains de ceux qui les ont établis & qui peuvent les continuer.

L'uniformité dans l'Office Divin, les Usages & Pratiques doit être exactement gardée dans tous les Monastères de l'Ordre, & prise de l'Abbaye de Cîteaux qui est la Mere & le Chef de toutes les autres, établie en cette qualité par la Loy fondamentale de l'Ordre.

Voyez dans ces Décrets les cas & la manière de punir les incorrigibles.

L'administration du temporel dans les Monastères où il y a un nombre suffisant de Religieux, doit se faire par des Officiers autant qu'il est possible, & l'argent doit être mis dans un coffre fermant à trois clefs.

Où ce nombre se trouve, le Supérieur doit avoir l'œil & l'intendance sur le temporel, & ne pas l'administrer par lui-même, mais conjointement avec la Communauté & par son Conseil en commettre la charge à trois Religieux.

Officiorum & Prioratum voluntariam demissionem in scriptis faciant Capitulo Generali, Abbati Cistercii, quatuor primis Abbatibus & aliis Superioribus à quibus respectivè fuerunt instituti, cum facultate tamen eos continuandi in Officiis & Prioratibus quandiu ipsos repererint & judicaverint idoneos.

17. Forma ista exactissimè observetur & materia ab Ecclesiæ usu ad Dei gloriam & proximi ædificationem sumatur prout hætenus consuevit Ecclesia Cisterciensis, cui tanquam Matri omnes aliæ Ecclesiæ dicti Ordinis ex Cartâ Charitatis, Eugenii III. & Pii V. definitionibus & præceptis conformari tenentur.

Ut autem hæc uniformitas in divino Officio persolvendo teneatur, in omnibus Monasteriis dicti Ordinis iisdem ritibus & cantu & libris omnibus ad divinas & nocturnas Horas & Missas necessariis secundum prædictam formam Cisterciensis Monasterii omnes utantur.

21. Observentur sanctæ Congregationis Decreta de Regularibus Apostatis & ejectis, & juxta illa dumtaxat incorrigibiles è Monasteriis & Ordine ejiciantur.

22. Administratio bonorum temporalium secundum Concilii Tridentini Decretum fiat per Officiales (prout scilicet eis injunxerit Abbas) ad nutum amovibiles, sic ut de omnibus receptis & expensis coràm Abbate seu Superiore & Senioribus domûs fidelem teneantur reddere rationem : Pecuniæ verò omnes ab uno Bursario per Abbatem aut Superiorem de consilio Seniorum stabiliendo, servantur in arcâ sub tribus clavibus, quarum una apud Abbatem aut Superiorem maneat, aliam custodiat Senior Domûs, tertiam verò ipse Bursarius.

Nullus ex Superioribus Locorum administrationem bonorum aut aliarum rerum, dispensationemque pecuniarum & reddituum sui Conventûs etiam nomine Conventûs, per seipsum habere aut exercere possit, sed universum id onus tribus fratribus ejusdem Conventûs à Generali ità demandetur, ut unus rerum & bonorum reddituumque colligendorum ac exigendorum curam habeat, alter tanquam Depositarius pecunias ac cætera ab illo collecta & exacta fideliter aservet, alius de pecuniis ac rebus à Depositario acceptis Superiori & fratribus ac Conventui universo de necessariis (Mandante tamen ipso Superiore) non secundum proprium affectum sed juxta Charitatis regulam veluti bonus dispensator provideat, officiorum hujusmodi confusione penitus interdictâ.

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 239

23. Observetur ubique vita communis juxta Concilii Tridentini, Benedicti Papæ XII. & Clementis VIII. Decreta; nec cuiquam Regularium tam virorum quàm mulierum dicti Ordinis liceat aliqua bona tanquam propria aut etiam nomine Conventus possidere vel tenere: nec fas sit Superioribus alicui Regulari concedere bona stabilia aut certi bladi, panis, vini vel pecuniæ pensiones dare, etiam prætextu Contractuum initorum vel ineundorum inter Monachos communis & strictioris Observantiæ, quos Dominus noster Alexander VII. Declaravit per suas in formâ Brevis Litteras de die 8. mensis Martii anni 1660. nullos, irritos, illicitos & paupertati religiosæ contrarios; sed omnia omnibus sint communia & dentur unicuique secundum cujusque Monasterii facultates & regionum qualitates, omnia necessaria tum ad victum tum ad vestitum, sive sano sive ægro, sive seni sive juveni, sine ullâ personarum acceptione & habitâ tantum ratione necessitatis.

Tous doivent vivre en commun sans qu'aucun Supérieur puisse en dispenser, & assigner des pensions en particulier à personne.

24. Qui abstinentiam à carnibus amplexi sunt aut in posterum amplectentur, illam exactè retineant; & nemini illorum liceat ad communem ipsius Ordinis Observantiam transire, nisi petitâ & obtentâ facultate à summo Pontifice pro tempore existente, aut saltem à Capitulo Generali vel eo cessante, ab Abbate Cisterciensi.

Nul Religieux qui a professé la Reforme, ne peut la quitter pour passer à la commune Observance, que par permission du Pape ou du Chapitre General ou de l'Abbé de Cîteaux.

Nulli etiam communis Observantiæ Professori propter pacis & charitatis custodiam, liceat ad dictam perpetuam abstinentiam transire non petitâ licentiâ à suo saltem Patre immediato: ad quam abstinentiam amplectendam Superiores nullum qui non fuerit in eâ educatus possint cogere, nec ullus licentiâ utendi carnibus autoritate Apostolicâ omnibus personis regularibus Ordinis etiam sanis & bene se habentibus datâ & ab eadem approbatâ & denuò concessâ frui possit nisi tribus diebus tantum in hebdomadâ extrâ tempus Adventûs, Septuagesimæ, Sexagesimæ & Quinquagesimæ, & aliud ab Ecclesiâ prohibitum.

Et nul aussi ne doit passer de la commune Observance à la Reforme sans en avoir demandé la permission à son Pere immediat.

Le Privilège de manger de la viande n'est que pour trois jours dans la semaine.

31. Circâ Noviciatus & Professoria designanda servabitur quod statuitur in Litteris sanctissimi Domini nostri.

Les personnes qui ne savent pas de latin, ne peuvent & ne doivent pas être reçues pour Novices.

Circâ receptionem & educationem servantur Regula & Constitutiones Apostolicæ, maximè Decreta sanctæ memoriæ Clementis VIII. & recipiantur Novitii sufficientis literaturæ, hoc est grammaticalibus & si fieri possit, Philosophicis instructi post aliqualem in habitu sæculari probationem in propriis domibus factam cum sufficienti passione à Visitatoribus aut aliis Superiori-

bus pro ratione locorum determinandâ & à Monasteriis pro quibus recipiuntur solvendâ & compensandâ.

On ne peut estre trop circonspect dans le choix & la reception des Novices dont leur Maître & le Visiteur sont chargez, sans en exclure le Pere immediat du Monastere qui doit y avoir l'œil & le principal soin.

Nul jeune Religieux ne doit estre dispensé du Professoire après son Noviciat, ni envoyé aux Ordres & aux Etudes, qu'il n'ait donné des preuves de son attachement & affection à la vie reguliere.

Le vœu de stabilité est subordonné à celui de l'obéissance qui est dûe aux Supérieurs, lesquels peuvent en dispenser pour le bien de l'Ordre & pour de fortes raisons suivant la Bulle du Pape Pie II. de 1461. cy devant rapportée page 29.

Les Religieux ont dans les Monasteres où ils sont transferez par les Supérieurs, sous les mêmes droits que les Profès des mêmes Monasteres, à l'exception seulement de celui d'en élire les Abbés.

La même obligation se trouve dans les Statuts de l'Ordre à

32. Recipiantur autem à Visitatore Provinciæ & à Novitiorum Magistro & ab ipsis examinati & idonei inventi vestiuntur & probentur, atque in hac communi Observantiâ ita educuntur, ut exceptâ solâ à carnibus abstinentiâ, ad omnia sanctæ Regulæ Capita prout sunt hîc denotata, sese toto vitæ decursu teneri intelligant.

33. Seminaria seu Professoria simili ratione ad pietatis & religionis excolendæ opus erigantur, in quibus noviter Professi cum pensionibus sufficienti aut compensatione maneant & ad perfectiorem sanctæ Regulæ & dicti Ordinis praxim acquirendam ita erudiantur ut nullus ex illis ad studia vel ad Ordines vel ad gradus assumatur, qui probatæ vitæ & sufficientiæ testimonia non dederit.

34. Quia aliqui dicti Ordinis Monachi sub prætextu stabilitatis promissæ dum solemnem votorum promissionem emisunt, in aliquo certo & determinato Monasterio, prætendent se etiam pro majori Monasteriorum ipsorum commodo, bonæ & utilitate Ordinis aut qualibet aliâ justâ & legitimâ ratione si ipsi renuant, in alia Monasteria transferri non posse nisi ob grave aliquod crimen quod in eodem loco facîle emendari non possit, unde experientiâ ita comprobante, multæ sæpè oriuntur dissensiones, inobedientiæ, rebelliones, lites & incommoda innumera : Renovatur Constitutio Pii II. de anno 1461. quâ facultas datur Visitoribus & Superioribus Ordinis pro tempore existentibus, ut si eis ita expediens videatur, personas ipsas ad alia ejusdem Ordinis Monasteria transferant & alias idoneas in earum locum usque ad sufficientem numerum substituant in beneficium Novitiatuum & Seminariorum communium & faciliorem præsentis Constitutionis & Reformationis executionem, ita ut qui in locis Novitiatuum & Seminariorum communium & in aliis reformandis Monasteriis noluerint in omnibus præsentis Reformationi se submittere, cogantur sub pœnâ carceris sese transferre ad alia Monasteria per Visitatorem Provinciale eis designanda ibique commorari : Quæ Monasteria tenebuntur illos recipere & eos tanquam filios & professos habere, solo excepto jure electionis Abbatum, sub pœnâ interdicti aliisq; censuris contrâ renuentes & huic Ordinationi sese opposantes.

31. Nullus in posterum eligatur in Abbatem Generale in Ordinis Cisterciensis qui eundem Ordinem non sit expressè professus, & electio

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 241

electio aliter facta sit ipso jure nulla ; & sic eligentes poenam privationis vocis activæ & passivæ in perpetuum eo ipso absque aliâ declaratione incurrant. Præterea eligendus iis dotibus & virtutibus sit instructus quas sanctus Benedictus in Cap. 2. & 64. Regulæ in Abbate requirit.

Vitentur autem in electionibus hujusmodi omnes inordinati ambitus & processus, & secundum Canones fiant per scrutinium, in quibus omnes dicti Ordinis utriusque Observantiæ Monachi voce passivâ respectivè gaudeant, nisi aliundè intercedat impedimentum.

38. Causæ merè regulares inter personas dicti Ordinis emergentes intra Ordinem terminentur juxta antiquas illius Constitutiones, nec liceat alicui extrâ Ordinem appellare sub poenis in ipsis contentis.

39. Omnia supradicta respectivè ad Moniales pertinere volumus, Præcipiendo Abbati Generali & quatuor primis & aliis Patribus Abbatibus ut omnes sibi subditas ad Clausuram à Bonifacio VIII. & à Concilio Tridentino ordinatam utique reducant & cogant.

40. Ut autem in posterum unâ Regulâ, unâc haritate similibusque moribus ubique vivatur & omnes utriusque sexûs Ordinis personæ sciant in quo strictior Observantia (exceptâ solâ à carnibus abstinentiâ) consistat ; fiat brevis & dilucida Compilatio & reductio omnium Constitutionum Apostolicarum & Statutorum quæ aut per usum contrarium aut per aliquam aliam rationem non sunt abrogata ; & per selectos ab Abbate Generali & quatuor primis Abbatibus viros in disciplinâ, juribus & privilegiis dicti Ordinis exercitatos distribuantur in certa capita à Capitulo Generali approbanda & promulganda & demùm typis mandanda & in vernaculam linguam pro Monialibus vertenda atque ad calcem Regulæ beati Benedicti apponenda, ut in Capitulis singulorum Monasteriorum post lectionem Regulæ, aliqua eorum Capita successivè legantur.

Le Pape après tous ces Reglemens les approuve & confirme comme conformes à l'Institut de l'Ordre contenu dans son Statut primordial communément appelé la Carte de Charité ; & ordonne qu'ils seront observez & executez dans tout l'Ordre de Cisteaux par les Abbez, Religieux & Religieuses des deux Observances respectivement sous les peines mentionnées dans les Statuts.

Ensuite de quoy il ordonna qu'en l'année suivante qui estoit 1667. Abbé General convoqueroit & tiendroît un Chapitre General en la

H h

L'égard des élections des autres Abbez. Voyez icy la Carte de Charité page 18. & la Bulle d'Innocent 11. page 24.

L'usage des deux autres voyes Canoniques, de l'Inspiration & du Compromis, n'est pas absolument défendu, & s'offre aux Electeurs avant que de proceder à l'élection qui peuvent la choisir. Les differends d'entre les Abbez & Religieux de l'Ordre doivent estre terminéz dans l'Ordre.

Tous ces Reglemens regardent également les Monasteres d'hommes & de Religieuses avec proportion.

Les deux Observances sont ainsi réunies par ce Bref, la commune & l'étroite, sans aucune autre difference que de la seule abstinence de chair dont l'usage est permis en certains temps & certains jours de la semaine aux premiers, & défendu aux autres hors les cas de maladie.

maniere accoutumée , où il seroit fait de concert avec tous les Capitulans , des Reglemens pour l'affermissement de la paix & la reunion des deux Observances & pour l'entiere reformation de l'Ordre ; & confirma la condamnation qu'il avoit faite des deux sentences du Commissaire Apostolique de 1634. & 1635. dont il a esté parlé cy-devant par les deux Brefs de Sa Sainteté de 1657. & 1661.

I^R BREF DU PAPE CLEMENT IX. de l'an 1668.

S O M M A I R E.

Le Pape sur la remontrance & demande du Procureur General' de l'Ordre de Cisteaux , Ordonne que conformément à ce qui est réglé par l'article 36^e du Bref du Pape Alexandre VII. de l'année 1666. pour l'élection de l'Abbé General du même Ordre , qu'elle ne doit & ne pourra se faire que d'un Religieux qui y ait fait profession , sous peine de nullité & de privation de voix active & passive à l'égard des Electeurs , toute la même chose sera regulierement observée & executée dans les Elections de quelque Abbé que ce soit sous les mêmes peines.

C L E M E N S P A P A I X.

A D F U T U R A M R E I M E M O R I A M.

IN sublimi Sedis Apostolicæ solio meritis licèt imparibus divinis dispositione Constituti, prospero foelicique Ordinum Monasticorum qui Dei Ecclesiam laudabilis conversationis aliisque multiplicibus meritis exornant, statui atque conservationi libenter Consulimus sicut in Domino salubriter expedire arbitramur.

Exponi siquidem Nobis nuper fecit dilectus filius Procurator Generalis Ordinis Cisterciensis quòd cùm foelicis recordationis Alexander Papa VII. prædecessor noster per quasdam suas in simili formâ Brevis die XIX. Aprilis M. DC. LXVI. super reformatione generali dicti Ordinis emanatas Litteras inter alia prohiberit ne ullus in posterum in Abbatem Generalem Ordinis præfati eligeretur qui eundem Ordinem non esset expressè professus

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 243

& aliter facta electio esset ipso jure nulla, & sic eligentes pœnam privationis vocis activæ & passivæ in perpetuum eo ipso absque aliâ declaratione incurrerent, dilecti filii Abbates dicti Ordinis in ultimo eorum Capitulo Generali Cistercii, die 1 x. Maii M. D c. l x v i i. & aliis diebus sequentibus celebrato congregati publico ejusdem Ordinis bono profuturam existimarunt prohibitionis, & pœnarum hujusmodi extensionem ad alios quoscunque Ordinis præfati Religiosos qui personas eundem Ordinem non professas in Abbates aliorum Monasteriorum ipsius Ordinis elegerint : Nobis propterea dictus Procurator Generalis humiliter supplicari fecit ut in præmissis opportunè providere & ut infra indulgere de benignitate Apostolicâ dignaremur.

Nos igitur ipsius Procuratoris Generalis desiderio hac in re favorabiliter annuere Volentes, eumque à quibuscunque excommunicationis, suspensionis & interdicti aliisque Ecclesiasticis censuris, sententiis & pœnis à jure vel ab homine quâvis occasione vel causâ satis si quibus quomodolibet innodatus existit, ad effectum præsentium tantum consequendum harum serie absolventes & absolutum fore censentes, hujusmodi supplicationibus inclinati de venerabilium fratrum nostrorum S. R. E. Cardinalium negotiis & consultationibus Episcoporum & Regularium præpositorum consilio, Nè ullus in posterum qui ordinem supradictum non sit expressè professus in Abbatem cujuscumque Monasterii ejusdem Ordinis eligatur, alioquin aliter facta electio sit ipso jure nulla, & sic eligentes pœnam privationis vocis activæ & passivæ in perpetuum eo ipso absque aliâ declaratione incurrant, autoritate Apostolicâ tenore præsentium Prohibemus pariter & Interdicimus ; Decernentes easdem præsentis Litteras semper firmas, validas & efficaces existere & fore suosque plenarios & integros effectus sortiri & obtinere ac ab illis ad quos spectat & quandocunque spectabit in futurum, inviolabiliter observari ; sicque in præmissis per quoscunque judices ordinarios & delegatos & causarum Palatii Apostolici Auditores judicari & definiri debere ac irritum & inane quicquam secus super his à quoquam quâvis autoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari ; non obstantibus Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis necnon quatenus opus sit, dicti Ordinis etiam juramento, confirmatione Apostolicâ vel quâvis firmitate aliâ roboratis statutis & consuetudinibus, privilegiis quoque, Indultis & Litteris Apostolicis in contrarium præmissorum

quomodolibet concessis, confirmatis & innovatis, quibus omnibus & singulis illorum tenores præsentibus pro plenè & sufficienter expressis & insertis habentes (illis aliàs in suo robore permanfuris) ad præmissorum effectum hâc vice dumtaxat specialiter & expresse Derogamus cæterisque contrariis quibuscumque : Volumus autem ut earumdem præsentium Litterarum transumptis seu exemplis etiam impressis & manu alicujus Notarii publici subscriptis & sigillo personæ in Ecclesiasticâ dignitate Constitutæ munitis, eadem ubique fides adhibeatur quæ præsentibus adhiberetur si forent exhibiræ vel ostensæ. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo Piscatoris die XII. Decembris M. DC. LXVIII. Ponticatus nostri anno secundo. Signatum J. G. SLUSIUS.

II^E BREF DU PAPE CLEMENT IX. de l'an 1669.

S O M M A I R E.

Le Pape confirme les Actes faits au Chapitre General de l'Ordre de Cisteaux tenu au mois de May de l'année 1667. en execution & en consequence du Bref du Pape Alexandre VII. de l'année precedente, dont il rapporte les principaux, & juge quelques protestations qui avoient esté faites en ce Chapitre General.

Les Reglemens qu'il rapporte & confirme en particulier, sont concernant. 1. La reception dudit Bref par tout l'Ordre. 2. Le choix des Officiers du Chapitre General dans le Chapitre même. 3. Le changement défendu à l'avenir dans le Breviaire de l'Ordre. 4. La détermination de l'heure de se lever pour Matines aux grandes Festes. 5. Quelles sont les Communautés qui doivent chanter en Nottes. 6. Le rang de ceux qui changent leur première stabilité. 7. Les Jeûnes d'Ordre pendant l'année. 8. Les Taxes pour les droits des Visiteurs. 9. Les degrez des appellations. 10. Les Commissions pour visiter & agir extraordinairement. 11. Les moyens de procurer & avancer la reforme. 12. La punition des absens du Chapitre General. Et enfin le jugement rendu sur les protestations de quelques Abbez particuliers.

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 245

CLEMENS PAPA IX.

AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

ECCLESIÆ Catholicæ Regimini meritis licet imparibus divinâ dispositione præsidentes, illa quæ pro salubri Ordinum Monasticorum multiplici virtutum decore fulgentium directione & progressu regularisque observantiæ conservatione & incremento in eorum Capitulis & Congregationibus Generalibus providè constituta atque definita esse noscuntur, ut firma semper atque illibata persistant, Apostolici muniminis patrocinio libenter Roboramus & aliter super eis disponimus prout rationi consentaneum esse in Domino arbitramur.

Exponi siquidem Nobis nuper fecit dilectus filius Procurator Generalis Ordinis Cisterciensis quod in Capitulo Generali dicti Ordinis IX. Maii M. DC. LXVII. & sequentibus diebus in executionem Litterarum fœl. record. Alexandri Papæ VII. prædecessoris nostri in simili formâ Brevis die XIX. Aprilis M. DC. LXVI. super Reformatione generali ejusdem Ordinis emanatarum celebrato factæ fuerunt nonnullæ definitiones tenoris qui sequitur, videlicet.

Requiritibus Promotoribus & ex parte summi Pontificis & Regis Christianissimi, lectum, publicatum & cum debitâ reverentiâ, genibus scilicet flexis, ore Reverendissimi Domini nostri & unanimi omnium consensu, susceptum fuit Breve Apostolicum à sanctissimo Domino nostro Alexandro divinâ providentiâ Papæ VII. emanatum die decimâ nonâ Aprilis, Pontificatûs autem ipsius anno duodecimo, quod incipit, In supremâ Sedis Apostolicæ.

Reception du Bref d'Alexandre VII. dans le Chapitre General.

Cum orta fuerit difficultas ex iteratâ protestatione factâ per Reverendum Dominum de Fulcardimonte contrâ Promotores causarum & alios Officiales præsentis Capituli Generalis non Abbates, quod prætenderet usitatum Ordinis morem convelli, si suppetente Abbatum numero alii non Abbates, quocumque alio fungantur munere, in Officiales Capituli Generalis eligantur : Capitulum Generale maturâ super hoc deliberatione habitâ, præcedentium Capitulorum Generalium vestigiis inhærendo, Definiit quascumque personas, de Ordine tamen bene meritas (etiam non Abbates) ad Capituli Generalis Officia posse promoveri.

Liberté de choisir des Officiers dans le Chapitre General.

Hh iij,

Défense de faire
plus de changement
dans le Breviaire.

Ut in Divino Officio persolvendo in omnibus Ordinis Monasteriis hoc vinculum uniformitatis teneatur, Capitulum Generale Statuit & Decrevit nullam de cætero in novo Breviario faciendam esse mutationem sed ipsius Ordinationi standum esse ex integro ab omnibus Ordinis professoribus.

Heures de se lever
pour Matines aux
jours de Fêtes.

Juxtâ facultatem per Breve jam sæpe dictum Capitulo Generali à sanctissimo Domino nostro datam quâ horâ diebus minorum solemnitarum surgendum sit determinandi, Statuit & Determinat Capitulum Generale diebus solemnioribus horâ secundâ, cæteris verò tertiâ ad Vigiliâs surgendum esse ; & Declarat intentionis suæ non esse per præsentem determinationem ut consuetudo si quæ in aliquibus vigeat Monasteriis maturiùs tam solemnioribus quàm aliis diebus surgendi, enervetur, sed potiùs per Superiores locorum & Visitatores foveatur.

Quelles sont les
Communautés qui
doivent chanter l'Of-
fice en Notes.

Cùm in quamplurimis Ordinis Monasteriis sufficiens non habeatur numerus Monachorum ut cum cantu Gregoriano Horas Canonicas persolvant, & ideò circâ hoc generalis definitio fieri non possit, Mandat & Præcipit Capitulum Generale omnibus Visitatoribus Provincialibus ut primâ Monasteriorum Provinciæ suæ factâ Visitatione, singuli illorum statum & specialiter numerum Monachorum in illis ordinariè residentium, ad Reverendissimum Dominum nostrum & admodum Reverendos quatuor primos Abbates quamprimùm transmittant, ut examinato numero Monachorum in singulis Monasteriis & situ loci, an sit minor vel major Congregatio, quæ ultima solum ex Regulâ obligatur ad cantum, judicare possint.

Rang des nouveaux
Stabilités.

Ad quæstionem propositam quem locum tenere debeat secundam faciens stabilitatem, an primæ suæ professionis an secundæ stabilitatis ; Respondit Capitulum Generale debere in omnibus locis secundæ suæ stabilitatis non primæ professionis locum obtinere.

Jeûnes de l'Ordre
pendant l'année.

Juxtâ Regulam & Constitutiones præscriptus numerus jejuniorum diebus Mercurii & Veneris à Pentecoste ad Exaltationem sanctæ Crucis, & inde ad Pascha singulis diebus quibus non vescimur carnibus in omnibus Ordinis Monasteriis communis Observantiæ inviolabiliter observetur.

Les Abbés ne doi-
vent pas enseigner &
regenter dans les Uni-
versités.

Ut autem provideatur residentiæ Abbatum nec ulla eis non-residendi ansa subministretur, omnibus Abbatibus Prohibet Capitulum Generale ne in Urbibus aut Academiis publicè suscipiant docendam Theologiam.

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 247

Ut autem caveatur ne variis & insolitis exactionibus tam pro Visitationibus quàm Professionibus Vicarii Monasteria onerent, Statuit Capitulum Generale ut pro omnibus tam expensis quàm juribus honorificis, in qualibet Visitatione à Monasteriis visitatis in adventu & reditu dandos esse Vicariis sexdecim francos & Syndicis octo; pro Professionibus autem extrà tempus Visitationis faciendis, prius computati ab illis sumptus itineris à Monasteriis exolventur: sumptus autem quos à Visitatoribus & Syndicis fieri contigerit ut eant ad Capitula Generalia vel intermedia, à propriis illorum domibus in quibus ordinariè resident exolventur.

Taxes pour les freres des Visiteurs.

Les Syndics estant supprimez, la taxe aussi demeure supprimée.

Ut inordinati processus in Appellationibus de cætero non fiant, Capitulum Generale statuit gradatim procedendum, ut à Visitatoribus ad Patrem immediatum, à Patre immediato ad Reverendissimum Dominum nostrum, à Reverendissimo ad Capitulum Generale debeat provocari, lisque ad illos per appellationis jus delata intrà tres menses terminari.

Règlement pour les Degrez d'Appellation.

Nec tam Patribus immediatis quàm Majoribus Ordinis Superioribus alios quoscumque Commissarios nisi Visitatore suspecto aut absente, liceat deputare.

Les Superieurs Majors ne doivent point deputer extraordinairement dans les Provinces d'autres pour agir qu'en cas de suspension & d'absence du Visiteur.

Capitulum Generale advertens ex nimia affinium multitudine in Monasteriis maximè in quibus viget electio, varia mala suboriri, Prohibet omnibus Monasteriorum illorum Superioribus, nisi major id est excedens numerum duodecim Congregatio fuerit, duos fratres aut sorores recipere.

La reception de deux Freres ou deux Sœurs défendue dans un même Monastere.

Ut omnis tollatur licentia extrà Monasteria ob curam animarum divagandi, Statuit Capitulum Generale ut illam de novo nullus suscipere audeat aut possit, quin prius à Visitatore de ejus capacitate cognitum fuerit.

Ceux qui sont chargez du soin des ames hors des Monasteres, doivent avoir une capacité reconnue après avoir esté examinez.

Cæterum post varia in executionem Brevis Apostolici præscripta, in vanum laborasse putaret Capitulum Generale si novæ studens Reformationi ad strictioris Observantiæ multis ab hinc annis introductæ & favente Deo in dies succrescentis, non conservationem tantum sed ejus etiam incrementum, officii sui partes sollicitè non impenderet; idèò triplici medio à Reverendo Domino de Precibus ad tam sanctum opus promovendum proposito; Primò ut inter se convenire possint strictioris Observantiæ Abbates; Secundò ut ipsorum Monasteria communis Observantiæ Monachis vacuentur & in alia diversæ Observantiæ transmittantur; Tertiò ut in Monasteria communis Observantiæ ubi major pars

Moyens proposez de procurer la Reforme dans l'Ordre.

Religiosorum ad illos etiam sine pensione convolat introducantur; ut v. g. in Monasterium de Chassagnia; hujusque petitionis seu propositionis à se factæ actum petiit.

Réponse du Chapitre Général aux trois moyens proposés.

Circà primum, Statuit Capitulum Generale singulos quoque strictioris Observantiæ Abbates seriò admonendos ut ad quodcumque Capitulum sive Generale sive intermedium de suæ Observantiæ negotiis tractaturi conveniant; ad secundum, cum hujusmodi Monachi in Monasteriis strictioris Observantiæ efficacius quàm in aliis possint in officio contineri, Statuit Capitulum Generale non ab illorum Monasteriis ad alia communis Observantiæ nisi ex causâ à Statutis præscriptâ esse transmittendos, illos tamen declarat ad omnimodam ergà strictioris Observantiæ Superiores obedientiam teneri, nec illis licere aliquid proprium habere; sed omnia eis à Superioribus domorum necessaria debere ministrari: Circà tertium (præviâ oppositione Reverendi Domini de Sancto Sulpitio) committitur Reverendo admodum Domino de Firmitate ut quo spiritu ducantur Religiosi de Chassagnia perpendat, ut si eos ferventiores factos ex animo ad strictiorem Observantiam profitendam repperit, eorum desiderio satisfaciât.

Petition des absens Au Chapitre Général sans s'excuser.

Et quia nullus comparuit ex parte Congregationis Lombardiæ & Tusciæ nec nominarunt Monasteria pro Novitiatu & Professorio, Capitulum Generale Patrem Damianum Lauthuadam Congregationis illius Vicepræsidentem, sicut ob eandem causam, Patrem Petrum Oviedo Vicarium vulgò dictum Reformatorem Generalem Congregationis Castellæ & Vicarium Generalem Congregationis Lusitaniæ, declarat Contumaces & privat voce activâ & passivâ.

Confirmation des Décrets du Chapitre Général.

Cum autem sicut eadem expositio subjungebat, prædictus Procurator Generalis definitiones hujusmodi, quò firmiùs subsistant & servantur exactiùs Apostolicæ Confirmationis nostræ robore communiri & super nonnullis protestationibus per quosdam Abbates dicti Ordinis in eodem Capitulo Generali factis opportunè à Nobis decerni plurimùm desideret, Nos prospero foelicique ejusdem Ordinis regimini & gubernio salubriter providere, ipsumque Procuratorem Generalem specialibus favoribus & gratiis prosequi volentes & à quibusvis excommunicationis, suspensionis & interdicti aliisque Ecclesiasticis censuris & poenis à jure vel ab homine quâvis occasione vel causâ latis, si quibus quomodolibet innodatus existit, ad effectum præsentium dumtaxat consequendum

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 249

sequendum harum serie absolventes & absolutum fore Censentes, supplicationibus ejus nomine Nobis super hoc humiliter porrectis inclinati, de nonnullorum Venerabilium Fratrum nostrorum S. R. E. Cardinalium & dilectorum filiorum Romanæ Curiae Prælatorum super Reformatione dicti Ordinis Cisterciensis deputatorum consilio, præinsertas Definitiones Capituli Generalis Ordinis hujusmodi ut præfertur celebrati, autoritate Apostolicâ tenore præsentium Confirmamus & Approbamus illisque inviolabilis Apostolicæ firmitatis robur Adjicimus, ac omnes & singulos juris & facti defectus si qui desuper quomodolibet intervenierint, Supplemus.

Et quantum spectat ad protestationes in dicto Capitulo factas ab Abbate Fulcardimontis & adhærentibus circa assumptionem Officialium dicti Capituli ex non Abbatibus, & Definitorum unius lineæ ex Abbatibus alterius; ab Abbate de Veterivillâ & adhærentibus, circa nominationem Abbatis de Altaripâ in Definitorum strictioris Observantiæ pro lineâ Pontigniaci, atque ab Abbate de Trappâ & adhærentibus, in acceptione prædictarum Alexandri prædecessoris in formâ Brevis Litterarum circa novum recursum ad hanc sanctam Sedem eò quod in dictis Litteris plura obscura, dubia, sanctæ Regulæ & antiquis Ordinis Statutis adversantia inserta fuisse asserit contrà ejusdem Alexandri prædecessoris mentem, cui de re ob valetudinem infirmam perpauca perlata fuerint, Illas de eorundem Cardinalium & Prælatorum consilio, Rejicimus & hanc ultimam temerariam Declaramus: Protestationes verò factas ab Abbate Claravallensi contrà formam indicationis Capituli & contrà quæcumque adversantia ipsius jurisdictioni; ab Abbatibus Lucellensi, Ebracensi & Cæsariensi contrà violationem jurium paternitatum; & à Germanis de recurrendo ad summum Pontificem pro dilucidatione quorundam punctorum difficultium dictarum Litterarum reformationis, eas de pari consilio Admittimus salvo hinc inde juribus.

Decernentes easdem præsentis Litteras semper firmas, validas & efficaces existere & fore suosque plenarios & integros effectus sortiri & obtinere ac illis ad quos spectat & pro tempore spectabit, plenissimè suffragari & ab eis respectivè inviolabiliter observari: sicque in præmissis per quoscumque Judices ordinarios & delegatos etiam causarum Palatii Apostolici Auditores judicari & definiri debere, ac irritum & inane si secùs super his à quoquam

quâvis autoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari : Non obstantibus Constitutionibus, & Ordinationibus Apostolicis, ac quatenus opus sit dicti Ordinis etiam juramento, Confirmatione Apostolicâ vel quâvis firmitate aliâ roboratis Statutis & Consuetudinibus, Privilegiis quoque indultis & Litteris Apostolicis in contrarium præmissorum quomodolibet concessis, confirmatis & innovatis ; Quibus omnibus & singulis, illorum tenores præsentibus pro plenè & sufficienter expressis & ad verbum insertis habentes, illis aliàs in suo robore permanens, ad præmissorum effectum hâc vice dumtaxat specialiter & expresse Derogamus cæterisque contrariis quibuscumque : Volumus autem ut earumdem præsentium Litterarum transumptis seu exemplis etiam impressis, manu alicujus Notarii publici subscriptis & sigillo personæ in Ecclesiasticâ dignitate constitutæ munitis, eadem prorsus fides in judicio & extrâ adhibeatur quæ adhiberetur ipsis præsentibus si forent exhibitæ vel ostensæ. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo Piscatoris, die XXVI. Januarii M. DC. LXIX. Pontificatus nostri anno secundo. Sic signatum, J. G. SLUSIUS.

I BREF DU PAPE CLEMENT X. de l'an 1670.

S O M M A I R E.

Le Pape sur la demande & supplication des Abbez d'Allemagne, de Pologne, de Suisse, de Flandre, de Liege & d'Espagne, au sujet d'un article du Bref du Pape Alexandre VII. pour le choix & la désignation des Novitiats & Professeurs communs en chaque Province ; Declare que cette disposition ne doit pas s'entendre à l'égard des Monasteres gouvernez par des Abbez, où l'on fait vœu de Stabilité & où la Communauté est assez grande pour que les Observances & les Regularitez y soient bien observées.

C L E M E N S P A P A X.

A D F U T U R A M R E I M E M O R I A M.

Ce Bref est dans le Grand Bullaire Romain inséré tout entier pour la dix-neuvième Constitution de ce Pape.

EX P O N I. Nobis nuper fecerunt dilecti filii Abbates Monasteriorum Germaniæ, Poloniæ, Helvetiæ, Belgii, Patriæ Leo-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 251

dienſis & Hiſpaniæ Ordinis Cifterciienſis, quòd aliàs poſtquam ſœl. rec. Alexander Papa VII. Prædeceſſor noſter per ſuas ſuper Reformatione Generali dicti Ordinis die decimo nono Aprilis 1666. in ſimili formâ Brevis expeditas Litteras, inter alia ſtatuerat & ordinaverat ut in ſingulis Provinciis univerſi Ordinis hujusmodi etiam extrâ Galliam, designarentur duo Monasteria communis Obſervantiæ, unum ſcilicet pro Novitiatu & alterum pro Profeſſorio ſeu ſecundo Novitiatu unâ cum Magiſtris pro educandis Novitiis & noviter Profeſſis & cum familiâ ſelectâ; recentis memoriæ Clemens Papa IX. etiam Prædeceſſor noſter per quasdam ſuas itidem in formâ Brevis die 20. Decembris 1667. emanatas Litteras, ipſis Abbatibus exponentibus conceſſit ut proprios Novitios educare poſſent illis dumtaxat Monasteriis in quibus viginti quinque Religioſi exiſterent: Cùm autem ſicut eadem expoſitio ſubjungebat, hæc diſpoſitio tam Abbates præfatos qui minorem Religioſorum numerum habent, quàm Novitios qui ſtabilitatem in illis minoribus Monasteriis ſervant multùm gravet, Abbates quidem quippè qui proprios quos per profeſſionem ſuis Monasteriis incorporare & cum quibus uſque ad mortem vivere debent probare, eorumque mores, inclinationes & defectus ſi alibi educarentur explorare nequirent; Novitios verò utpotè qui incommoda locorum, aeris & onerum perſonalium illorum parvorum Monasteriorum in quibus perpetuò ſtabilitates voto aſtricti abſque ſpe communicationis ſeu tranſlationis ad alia Monasteria permanere tenentur, experiri non poſſent; accedit quòd pleraque ex præfatis Monasteriis vel ex fundatione vel ob bellorum & temporum injurias nonniſi duodecim Religioſos ſuſtentare poſſunt, in quibus tamen juxtâ primævas Ordinis præfati Conſtitutiones & uſum tam in choro quàm extrâ chorum vigent Obſervantiæ, quibus ſatiſfieri ſine ſubſidio Novitiorum qui ab Ordinis primordio etiamſi familiæ numerum duodenarium non excederent in hujusmodi Monasteriis educari & probari ſoliti fuerunt; Nobis propterea Abbates prædicti humiliter ſupplicari fecerunt ut ſibi in præmiſſis opportunè providere & ut infrâ indulgere de benignitate Apoſtolicâ dignaremur.

Nos igitur ipſos Abbates ſpecialibus favoribus & gratiis proſequi volentes, & eorum ſingulares perſonas à quibuſvis excommunicationis, ſuſpenſionis & interdicti aliisque Eccleſiaſticis ſententiis, cenſuris & pœnis à jure vel ab homine quâvis occaſione

vel causâ latis si quibus quomodolibet innodatæ existunt, ad effectum præsentium dumtaxat consequendum harum serie absolventes & absolutas fore censentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, suprâ expressum statutum seu ordinationem dicti Alexandri Prædecessoris nostri non afficere nec obligare Monasteria Ordinis præfati in quibus Monachi perpetuam promittunt stabilitatem, autoritate Apostolicâ tenore præsentium Declaramus : Decernentes easdem præsentis Litteras semper firmas, validas & efficaces existere & fore suosque plenarios & integros effectus sortiri, obtinere ac illis ad quos spectat & pro tempore spectabit plenissimè suffragari : sicque in præmissis per quoscumque Judices ordinarios & delegatos etiam causarum Palatii Apostolici Auditores judicari & definiri debere, ac irritum & inane si secùs super his à quoquam quâvis autoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari : Non obstantibus præfati Alexandri & Clementis prædecessorum Litteris aliisque Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis cæterisque contrariis quibuscumque. Volumus autem ut ipsarum præsentium Litterarum transumptis seu exemplis etiam impressis manu alicujus Notarii publici subscriptis & sigillo personæ in Ecclesiasticâ dignitate constitutæ munitis eadem prorsus fides adhibeatur quæ ipsis præsentibus adhiberetur si forent exhibitæ vel ostensæ. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo Piscatoris, die 3. Octobris 1670. Pontificatûs nostri anno primo.

II^E BREF DU PAPE CLEMENT X. de l'an 1672.

S O M M A I R E.

Le Pape qui au temps que le Bref d'Alexandre VII. en avoit esté le Ponant ou Rapporteur de l'Affaire en 1666. estant monté au Pontificat en 1670. & consulté si la disposition de ce Bref en l'article 44. touchant ce qu'il estoit ordonné de faire dans le Chapitre General de 1667. estoit pour toujurs & devoit estre suivie & continuée dans tous les autres Chapitres Generaux qui se tiendroient à l'avenir, declare par ce Bref que cette disposition n'avoit esté que pour une fois & ne regardoit pas l'avenir.

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 253

CLEMENS PAPA X.

AD FUTURAM REI MEMORIAM.

EX P O N I Nobis nuper fecit dilectus filius Procurator Generalis Ordinis Cisterciensis, quod in Capitulo Generali dicti Ordinis nonâ & sequentibus diebus Maii 1667. Cistercii in executionem Litterarum foelicis recordationis Alexandri Papæ VII. prædecessoris nostri in simili forma Brevis super reformatione generali ejusdem Ordinis die decimâ nonâ Aprilis 1666. expeditarum celebrato, tunc existentes Abbates Germaniæ Ordinis præfati protestati sunt de recurrendo ad Summum Pontificem prodilucidatione quorundam punctorum difficultium in eisdem Litteris contentorum; eamque protestationem recentis memoriæ Clemens Papa IX. etiam prædecessor noster de nonnullorum S. R. E. Cardinalium & Romanæ Curiae Prælatorum super Reformatione generali Ordinis hujusmodi deputatorum consilio, per quasdam suas pariter in forma Brevis die 26^a Februarii 1669. emanatas Litteras admisit, & puncta proposita ad eosdem Prælatos & Cardinales discutienda atque decidenda remisit.

Cum autem, sicut eadem expositio subjungebat, inter puncta sic proposita unum fuerit quod in præfatis Alexandri prædecessoris Litteris dispositum reperiretur, ut Abbas Cistercii & quatuor primi Abbates in dicto Capitulo eligerent de more Generales Definidores, ita tamen ut unusquisque illorum eligere deberet saltem duos ex Abbatibus strictioris Observantiæ, adeo ut in Definitorio vocem decisivam haberent Abbates viginti quinque, videlicet Abbas Cistercii & quatuor primi Abbates, item Definidores decem ex communi, & totidem ex stricta Observantia; & hoc quidem in Capitulo supradicto factum fuerit: verum si ad futura subsequenda Capitula Generalia Ordinis præfati traheretur ejusmodi æqualitas Definitorum ex utraque Observantia assumendorum, id Abbatibus communis Observantiæ, quippe qui in longè majori sunt numero quàm Abbates strictæ Observantiæ hujusmodi, grave nimis esset. Nobis propterea dictus Procurator Generalis mox in Galliam ad Generale Capitulum dicti Ordinis profecturus, ut occurratur controversiis quæ super hoc inter Abbates communis & strictæ Observantiæ oriri possent, & ad pacem inter eos magis firmandam, humiliter supplicari fecit.

Au Chapitre General de l'année 1667. le nombre des Definiteurs choisis devoit estre égal pour les deux Observances suivant l'article 41. du Bref d'Alexandre VII.

ut in præmissis opportunè providere de benignitate Apostolicâ dignemur.

Cette égalité des
Definiteurs ne regar-
doit que le Chapitre
General de 1667.

Nos igitur ipsius Procuratoris Generalis votis hac in re favorabiliter annuere volentes, eumque à quibuscvis excommunicationis, suspensionis & interdicti, aliisque Ecclesiasticis Sententiis, censuris & poenis à jure vel ab homine quavis occasione vel causâ latis, si quibus quomodolibet innodatus existit, ad effectum Præsentium duntaxat consequendum harum serie absolventes & absolutum fore censentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, de memoratorum Cardinalium & Prælatorum consilio, prænarratam dispositionem supradictarum Alexandri prædecessoris Litterarum super æqualitate numeri Definitorum ex communi & stricta Observantia hujusmodi assumendorum, sat impletam fuisse unica vice in Capitulo ut præfertur celebrato nec afficere in futurum auctoritate Apostolica tenore Præsentium Declaramus. Decernentes easdem præsentis Litteras semper firmas &c. Datum Romæ apud sanctam Mariam Majorem sub annulo Piscatoris die 22. Aprilis 1672. Pontificatus nostri anno secundo. Signatum, J. G. SLUSIUS.

IR BREF DU PAPE INNOCENT XL de l'an 1683.

S O M M A I R E.

Estant survenus quelques differends dans l'Assemblée du Chapitre General de l'Ordre de Cisteaux tenuë en l'année 1672. au sujet de la maniere dont devoit se faire le choix & la nomination des Définites, & du Reglement qui devoit y estre observé ; l'affaire ayant esté portée au Pape afin de prévenir les inconveniens semblables à ceux qui estoient arrivez, Sa Sainteté décide que ce qui a esté réglé par une Bulle du Pape Clement IV. de l'an 1265. qui fait l'une des principales Constitutions de l'Ordre, doit estre observé ; ce qui fut fait au Chapitre General tenu en cette même année, aussi-bien qu'aux suivans de 1686. & 1699. L'on ajoûtera à la fin de ce Bref, un Extrait de cette Bulle concernant la tenuë du Chapitre General.

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 255

INNOCENTIUS PAPA XI.

AD FUTURAM REI MEMORIAM.

CUM sicut accepimus, Capitulum Generale Ordinis Cisterciensis propè diem (benedicente Domino) celebrandum sit, nonnullæ verò lites seu causæ inter dilectum filium Abbatem Generalem dicti Ordinis ex una, ac dilectos etiam filios quatuor primarios Abbates ejusdem Ordinis, ex altera partibus, in Romana Curia pendeant indecisæ, propter quas Capituli Generalis celebratio impediri vel perturbari, sive in illius progressu incommoda & controversiæ, non sine regularis Observantiæ religiosæque quietis & pacis (sine qua non bene colitur pacis autor) detrimento, forsan oriri possent. Hinc est quòd Nos pro commissis nobis divinitus pastoralis Officii sollicitudine, ut Capitulum Generale hujusmodi ad Dei gloriam totiusque Ordinis prædicti utilitatem, sublatis obstaculis, quietè atque pacificè celebretur, providere Cupientes ac litium seu causarum prædictarum statum & merita, nominaque & cognomina ac qualitates Judicum ac Contestigantium, & alia quæcunque etiam specificam & individuum mentionem & expressionem requirentia, Præsentibus pro plenè & sufficienter expressis ac specificatis habentes : de Venerabilium Fratrum nostrorum sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium negotiis & consultationibus Episcoporum & Regularium Præpositorum, qui Partes præfatas audiverunt consilio, in proximè futuro Capitulo Generali dicti Ordinis formam præscriptam in Constitutione fœlicis recordationis Clementis Papæ IV. prædecessoris nostri quæ incipit *Parvus fons*, servari debere, reservatis in reliquis juribus ambarum Partium, autoritate Apostolicâ tenore Præsentium Declaramus & Mandamus : Decernentes ipsas præsentis Litteras firmas, validas & efficaces existere & fore, suosque plenarios & integros effectus sortiri & obtinere, ac ab illis ad quos quoquomodo spectat & spectabit, in futurum inviolabiliter observari, sicque in præmissis per quoscunque Judices ordinarios & delegatos, etiam causarum Palatii Apostolici Auditores, judicari & definiri debere, ac irritum & inane si secùs super his à quocunque quavis autoritate, scienter vel ignoranter contigerit attentari, non obstantibus litium pendentia hujusmodi, aliisque præmissis ac Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis, necnon di-

La Bulle du Pape Clement IV, qui commence *Parvus fons*, doit estre observée en toute ce qu'elle prescrit pour le Chapitre General.

Et Ordinis aliisque quibuscumque etiam juramento, Confirmatione Apostolicâ vel quavis firmitate aliâ roboratis, Statutis & Consuetudinibus, Privilegiis quoque, Indultis & Litteris Apostolicis in contrarium præmissorum quomodolibet concessis, confirmatis & innovatis, quibus omnibus & singulis, illorum tenores præsentibus pro plenè & sufficienter expressis, ac de verbo ad verbum insertis habentes, illis aliâs in suo robore permanens, ad præmissorum effectum hac vice dumtaxat specialiter & expressè derogamus, cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ apud sanctum Petrum sub annulo Piscatoris, die 5. Maii 1683. Pontificatus nostri anno septimo. Sic signatum, J. G. SLUSIUS.

*Extrait de la Bulle du Pape Clement IV. de l'an
1265. commençant par ces mots Parvus fons.*

STATUIMUS & Ordinamus quòd in Ordine prædicto, juxta morem laudabilem hætenus observatum, annis singulis Generale Capitulum celebretur, in quo viginti quinque Definidores statuatur hoc modo. Abbas Cisterciensis tanquam Pater, primus nominet quatuor Definidores de Generatione sua speciali, quos idoneos esse crediderit ad Definitoris officium exercendum. Et exinde prædicti primi quatuor Abbates, scilicet quilibet eorum de Generatione sua, quinque dicto Abbati Cistercii seorsum vel coram aliis nominabit; ex quibus quinque Abbas Cistercii, uno prætermisso, quatuor eligat quos sufficientes esse crediderit: Et sic viginti Definidores erunt, suis quatuor cum cæteris nominatis, quos & prædictos quatuor primos Abbates idem Abbas Cistercii in Capitulo die secundâ Capituli nominabit & Definidores instituet, & ipse cum eis vigesimus quintus erit. Si quis verò ex prædictis primis quatuor Abbatibus tunc non fuerit in hujusmodi Capitulo, idem Abbas Cisterciensis de Generatione absentis assumet quatuor Definidores quos idoneos existimabit.

Ut autem prædicti Cisterciensis & quatuor primi Abbates (Deum habentes præ oculis) odio & amore ac personarum acceptione postpositis, bona fide procedant, eos qui nunc sunt & futuros in posterum ad hæc fideliter observanda, sub attestatione divini judicii & in virtute obedientiæ Apostolicæ Sedi debitæ Obligamus;

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 257

Obligamus : ordinantes & statuentes quòd litteræ missæ Capitulo Generali personæ infamiam continentes , legantur coram Definitoribus Ordinis supradicti ; & quòd iudices dati ab eodem Capitulo , non subdelegant aliis vices suas. Definitiones quoque Capituli non revocentur , præter voluntatem Definitorum in loco residentium consueto.

Statuta de cætero facienda non obligent nisi in sequentis anni Capitulo confirmentur , & per Definidores nihil definiatur priùs in Capitulo non notatum. Stetur sententiæ majoris partis eorum. Cumque ipsorum sententia in discordiam venerit , Abbas Cistercii pro duobus reputabitur.

Definidores verò nominati protestabuntur in Capitulo stando , per juramentum in verbo Sacerdotis quòd injunctum sibi ministerium ad honorem Dei & utilitatem dicti Ordinis fideliter exequentur. Hoc etiam ipse Abbas Cisterciensis sedendo facere teneatur. De notandis autem his , quæ contra memoratum Abbatem Cistercii dicta fuerint in Capitulo , ita fiat sicut in casu consimili de alio notaretur. Eleemosynæ verò quæ mittuntur Capitulo Generali , recipiantur per duos Abbates quorum unus per eundem Abbatem Cistercii , & alius per prædictos primos quatuor Abbates ponantur de cætero alternatim ; ita quòd quilibet de ipsis illum ponat secundum ordinem suum vice sua.

II^E BREF DU PAPE INNOCENT XL de l'an 1685.

S O M M A I R E.

Ces mêmes differends dont on a parlé au Bref precedent ayant recommencé & deplus y en estant encore survenus d'autres , & les Parties s'estant pourvûës derechef devant le Pape pour y soutenir leurs pretentions & éclaircir les doutes qu'elles avoient , Sa Sainteté décide les Points contestez , & suppléant aux défauts qui avoient pû intervenir dans les Chapitres precedens , confirme les Actes qui s'y sont faits & ordonne l'exécution des Reglemens y contenus , jusqu'au Chapitre General suivant , qui fut celuy de 1686. lequel les confirma.

Les contestations estoient au sujet de l'Indiction ou Convocation de l'Assemblée du Chapitre General ; de quelle maniere on doit y opiner & prendre les avis des Définiteurs ; Si & comment on doit suppléer à leur nombre. Ces Brefs comme plusieurs autres des precedens ont esté autorisez & revestus de Lettres Patentes du Roy registrées au Grand Conseil, qui seront cy-après rapportées suivant leurs dates en la seconde partie de ce Recueil.

I N N O C E N T I U S P A P A X I.

A D P E R P E T U A M R E I M E M O R I A M.

Etat des doutes & contestations.

CUM in causâ prætensæ nullitatis quorundam Capitulorum Generalium Ordinis Cisterciensis, inter dilectos filios Abbatem Cistercii totius Ordinis Generalem ex unâ, & Abbates Monasteriorum de Firmitate, de Pontigniaco, de Claravalle & de Morimundo ex alterâ partibus, vertente, proposita fuerint in Congregatione Venerabilium fratrum nostrorum sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium negotiis & consultationibus Episcoporum & Regularium præpositâ, nonnulla dubia ; nempe Primò, an sit servanda consuetudo quâ pro indicendo Capitulo Generali, Abbas Cistercii consuevit cum quatuor primariis Abbatibus deliberare ac de eorumdem consilio & assensu Capitulum indicare ? Secundò, an ad Capitulum ad hoc ut sit Generale, vocandi sint omnes Abbates Ordinis ? Tertiò, an in Capitulo Generali Ordinis Cisterciensis, Definitiones sumendæ sint per Filiationes & non per vota capitatim ? Quartò, an in Capitulo Generali dicti Ordinis omnino adhibendi sint viginti quinque Definidores, ita ut non existentibus tot Abbatibus, numerus integrandus sit ex aliis Religiosis bene meritis ? Quintò, an in illo pariter interesse debeant quatuor primarii Abbates, & iis non intervenientibus, substituendi sint in eorum loco ? Sextò, an Capitulum Generale anni 1672. fuerit nullum ? Septimò, an fuerit pariter nullum Capitulum anni 1683 ? Hinc est quòd Nos qui in supremo iustitiæ throno à Domino constituti sumus, lites & controversias quæ fraternæ inter viros Religiosos suave Christi jugum portantes, charitatis serenitatem obnubilare possent, tollere illisque in futurum anam præcidere ac dubia prædicta dirimere volentes : de memoratorum Cardinalium qui partes tam in voce quàm in scriptis informantes audierunt, remque maturè discussissent consilio.

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 259

In indicendo Capitulo Generali Ordinis prædicti, Abbatem Cistercii non teneri requirere neque consensum neque consilium quatuor primariorum Abbatum : Ad Capitulum verò Generale vocandos esse quoscunque qui de jure interesse debent : In Capitulis autem Generalibus ejusdem Ordinis, votandum esse viritè & non per Filiationes : Porro in deputatione Definitorum, non existente sufficienti numero Abbatum, posse suppleri ab Abbate ex aliis Religiosis magis dignis ejusdem Generationis, non tamen in casu voluntarii recessus : Et quoad effectum deputationis Definitorum, servandum esse solitum ; quo verò ad effectum suffragii Abbatis absentis, non esse locum subrogationi, autoritate Apostolicâ tenore Præsentium Decernimus & Declaramus. Denique omnes nullitates quatenus in præfatis Capitulis Generalibus anno 1672. & anno 1683. respectivè celebratis interverint, autoritate & tenore prædictis Sanamus, ac Definitiones & Ordinationes utriusque Capituli usque ad novum Capitulum Generale Ordinis prædicti, servari eadem autoritate harum serie Mandamus & Præcipimus. Decernentes easdem præsentis Litteras semper firmas, validas & efficaces existere & fore, suosque plenarios & integros effectus sortiri & obtinere, ac illis ad quos spectat & pro tempore spectabit, plenissimè suffragari & ab eis respectivè inviolabiliter observari ; sicque in præmissis per quoscunque Judices ordinarios & delegatos, etiam Causarum Palatii Apostolici Auditores, judicari & definiri debere ac irritum & inane si secus super his à quoquam quavis autoritate, scienter vel ignoranter contigerit attentari. Non obstantibus præmissis ac Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis, necnon quatenus opus sit, dicti Ordinis aliisve quibusvis etiam juramento, confirmatione Apostolicâ vel quavis firmitate aliâ roboratis Statutis & Consuetudinibus, Privilegiis quoque, Indultis & Litteris Apostolicis in contrarium præmissorum quomodolibet concessis, confirmatis & innovatis : quibus omnibus & singulis, illorum tenores Præsentibus pro plenè & sufficienter expressis & de verbo ad verbum insertis habentes, illis aliàs in suo robore permanentibus, ad præmissorum effectum hâc vice dumtaxat specialiter & expresse Derogamus cæterisque contrariis quibuscunque. Volumus autem ut earundem præsentium Litterarum transumptis seu exemplis etiam impressis, manu alicujus Notarii publicè subscriptis & sigillo Personæ in Ecclesiasticâ dignitate constitutæ mu-

1. L'Abbé de Cîteaux n'est pas obligé pour convoquer le Chapitre General, de prendre l'avis des quatre premiers Abbez, ni d'avoir leur consentement.

2. Il doit y appeler tous ceux qui ont droit d'y venir.

3. On doit y opiner par teste & non par Filiations.

4. Le nombre prescrit par les loix ne s'y trouvant pas, peut estre suppléé.

5. L'absence des quatre premiers Abbez ne doit pas se suppléer.

6. Les Decrets & Ordonnances des Chapitres de 1672. & 1683. doivent estre executez jusqu'au Chapitre suivant, dans lequel en 1686. ils ont esté confirmez.

nitis, eadem prorsus fides tam in iudicio quàm extrà illud hà-
beat, quæ ipsis Præsentibus haberetur si forent exhibitæ vel
ostensæ. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub an-
nulo Piscatoris, die 10. Maii 1685. Pontificatûs nostri anno
nono. Sic signatum, J. G. SLUSIUS. & sigillatum in cera
rubea.

*Les trois Brefs qui suivent & qui sont rappor-
tez hors de leur rang & de leur date, des Papes
Leon X. & Pie V. parce que nous ne les avions
pas alors, sont d'assez grande consequence pour
n'estre pas negligez; on la verra dans les Som-
maires & les Notes qu'on y joindra.*

I^R BREF DU PAPE LEON X.
de l'an 1517.

S O M M A I R E.

*Ce Bref fut adressé au Chapitre General de l'Ordre de Cisteaux
peu de temps après, comme on le voit par sa date, la publi-
cation du Concordat d'entre le Pape & le Roy François I. tou-
chant la Nomination aux Benefices: parce que ceux-là y ayant
esté exceptez de la Regle commune, qui avoient des Privilèges
du Saint Siege pour élire leurs Superieurs avec pleine liberté où
ils estoient maintenus, l'Ordre de Cisteaux qui avoit cette pre-
tention pour les Abbez de ses Monasteres, auxquels neanmoins
on la disputoit, se pourveut au Pape Leon X. même, lequel
ayant fait examiner diligemment l'affaire & les Titres sur
lesquels cette pretention estoit fondée, Declare par son Bref que
les Monasteres de l'Ordre de Cisteaux ont ce Privilège dont ils
ont justifié & qu'ils doivent en jouir.*

*Ce Bref paroist assez inutile au temps present, puisque le Roy
après la mort de Leon X. obtint de son successeur un nouveau
Bref d'Ampliation qui a étendu le droit de nomination sur*

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 261

tous les Monasteres indifferemment, même sur ceux qui avoient des Privileges, & il en est en possession.

Cependant nous pouvons dire qu'il ne laisse pas aussi d'avoir quelque utilité, non seulement parce qu'il est bon de sçavoir ce droit de l'Ordre de Cisteaux & d'en faire icy mention où il s'agit de faire valoir ses Privileges & la protection que le Saint Siege luy a donnée dans tous les temps ; mais aussi parce qu'il y a des occasions où il pourra servir, comme il arriva vers l'an 1675. que certains Prieurs Titulaires de l'Ordre, de la Joye, des Rosiers, de Clairmarest & quelques autres furent troublez & même dépossédez sur des surprises qu'on avoit faites à Sa Majesté, par des Brevets qu'elle avoit donnez de ces Prieurez en les supposant Abbayes & même une Bulle de ce même Pape & des Lettres Patentes de François I. à la découverte de quoy ne servit pas peu le Bref dont nous parlons qui fut produit dans le Procès pendant devant le Roy pour raison de ce, & à obtenir l'Arrest définitif qui intervint en son Conseil le 16. Aoust 1681. & qui ordonna le rapport de ces Brevets & la restitution des fruits par ces Abbez nommez, en faveur des Prieurs qui avoient esté dépossédez & qui furent rétablis.

DILECTIS FILIIS BLASIO DE AISEREYO,
ABBATI MONASTERII CISTERCII AC DIFFINITORIBUS
Capituli Generalis Cisterciensis Ordinis.

LEO PAPA X.

DI L E C T I filii, Salutem & Apostolicam Benedictionem.
Justis petentium Votis libenter Annuimus eaque favoribus prosequimur opportunis.

Nuper per quasdam nostras sub plúmbo confectas Litteras de Venerabilium Fratrum nostrorum S. R. E. Cardinalium consilio ex certis, justis & rationabilibus causis Statuimus & Ordinavimus quòd Metropolitanis & Cathedralibus Ecclesiis ac Monasteriis, necnon Prioratibus verè Electivis in Regno Franciæ ac Delphinatu & Comitatu Dienti & Valentiniensi nunc & pro tempore etiam per cessionem in manibus nostris & successorum nostrorum Romanorum Pontificum Canonicè intrantium spontè factam vacantibus, illarum Capitula & Conventus Monasteriorum & Prio-

ratuum ad electionem & postulationem inibi futuri Prælati procedere non possent, sed illorum occurrente vacatione charissimus in Christo filius noster Franciscus modernus & pro tempore existens Rex Franciæ unam personam tunc certo modo inibi expresso qualificatam Nobis & successoribus nostris Romanis Pontificibus seu Sedî prædictæ nominare & de personâ per Regem hujusmodi nominatâ per Nos & successores nostros seu sedem prædictam provideri posset & deberet, prout in eisdem Litteris nostris, in quibus quod per præmissa non intendebamus in aliquo præjudicare Capitulis Ecclesiarum & Conventibus Monasteriorum & Prioratuum hujusmodi privilegia à sede Apostolicâ proprium eligendi Prælaturum obtinentibus, quominus ad electionem Prælatorum juxtâ privilegia eis concessa liberè procedere possent, dummodò de privilegiis eis concessis hujusmodi per Litteras Apostolicas seu alias authenticas scripturas docerent, expressimus & specialiter declaravimus, plenius continetur.

Cùm autem sicut nuper pro parte vestrâ Nobis fuit expositum propter præmissam expressionem & declarationem in eisdem Litteris appositam, Monasteria & Prioratus Ordinis vestri Cisterciensis hujusmodi, cùm privilegia Apostolica proprios eligendi Prælatos Vos & Ordo prædictus habere dignoscimini, prout per Litteras Apostolicas & authenticas scripturas docere potestis, & propterea sub indulto & facultate dicto Regi concessis non comprehendantur nullamque nominandi Prælatos Monasteriorum & Prioratuum Ordinis vestri eundem Regem facultatem habere; tamen pro Ordinis ac statûs vestri tranquillitate Nobis humiliter supplicari fecistis, ut Conventibus Monasteriorum vestrorum, illorum occurrente vacatione, Abbatem seu Prælatum eligendi juxtâ privilegia Apostolica vestro Ordini concessa licentiam concedere de benignitate Apostolicâ dignaremur.

Nos itaque hujusmodi supplicationibus inclinati, quod occurrentibus vacationibus Monasteriorum & Prioratuum Ordinis vestri hujusmodi, ad electionem Prælatorum eorundem, cùm id Vobis per privilegia Apostolica de quibus per Litteras Apostolicas concessum fuisse apparet prout in Concordiâ præfato Francisco Regi per nos Concessâ continetur, & per Cardinales quibus id examinandum & Nobis referendum commisimus, relatum fuit, procedendi autoritate Apostolicâ tenore præsentium licentiam Concedimus; In contrarium facientibus non obstantibus quibus-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 263

cumque. Datum Romæ apud Sanctum Petrum sub annulo Piscatoris die secundâ Maii 1517. Pontificatûs nostri anno quinto. Signatum supra plicam, BENITUS.

II^E BREF DU PAPE LEON X. de l'an 1525.

SOMMAIRE.

Ce second Bref n'est pas une moindre preuve que le precedent de la bienveillance & protection du Saint Siege en faveur de l'Ordre de Cisteaux, puisque le Pape se declare ouvertement pour soutenir dans les Elections des Abbez & Abbeses de ses Monasteres, la liberte & que les choses s'y passent suivant les Regles & Statuts, en reprimant par les Censures Ecclesiastiques & les autres voyes dûës & raisonnables, tout ce qui peut choquer cette liberte & l'ambition des personnes qui pour estre élûës voudroient employer de mauvaises pratiques, soit en agissant par elles-mêmes, soit en se servant du credit & de la faveur des Seculiers soit Ecclesiastiques soit Laïques.

LEO EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI.

AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

PASTORALIS Officii debitum quo Ecclesiis & Monasteriis quibuscumque ac in eis sub suavi Religionis jugo Altissimo famulantibus utriusque sexûs personis astringimur, Nos admonet & inducit ut ad ea sollicitè intendamus per quæ eorundem Monasteriorum & personarum foeliciori successui ac ipsius Religionis incremento & conservationi, nostræ provisionis ministerio consuli valeat.

Sanè accepimus quod nonnulli sæculares Principes & alii locorum Domini temporales occurrentibus vacationibus Monasteriorum etiam Monialium Cisterciensis Ordinis in eorum dominiis consistentium seu etiam antequam vacent, Consiliarios & alios Ecclesiasticos viros vel seculares etiam nonnunquam cum armatorum catervâ ad dicta Monasteria pro electionibus de personis per eos nominandis

faciendis transmittere, ac Conventus Monasteriorum ipsorum ut personas per eos eis nominatas etiam minus idoneas eligant vel postulent, Litteris & precibus ac promissionibus inducere, seu cum eorum suggestionibus & minis flecti nequeunt, in electionibus aliarum personarum idonearum secundum Regularia dicti Ordinis Instituta ac Privilegia & Indulta eidem Ordini concessa, impedire & perturbare eosque ac personas secundum Regularia Instituta ac Privilegia & Indulta prædicta electas diversimodè molestare præsumunt: nonnullæ etiam Religiosæ & aliæ Ecclesiasticæ personæ damnosâ ambitione ductæ ad Monasteria prædicta improbè aspirantes, per se vel alium seu alios, preces & litteras dictorum Principum & Dominorum temporalium pro se sive etiam ad effectum ut postmodum Monasteria ipsa in favorem secularium & aliarum minus idonearum personarum cedere possint, provocare non verentur.

Nos igitur qui Ordinum & Monasteriorum singulorum curam gerimus generalem quorumque interest talibus obviare, motu proprio non ad alicujus Nobis super hoc oblata petitionis instantiam, sed de merâ nostrâ deliberatione & ex certâ scientiâ, ad tollendum hujusmodi vitium & evellendum ambitionis radicem, omnibus & singulis Principibus quâcumque etiam Imperiali, Regali, Reginali, Ducali vel aliâ autoritate & excellentiâ fungentibus, ac aliis etiam Dominis temporalibus locorum quorumcumque, cujuscumque dignitatis, statûs, gradûs, ordinis, conditionis, nobilitatis & præminentia fuerint & quacumque autoritate & excellentiâ fungantur, ne de cætero occurrentibus vacationibus Monasteriorum etiam Monialium Cisterciensis Ordinis hujusmodi aut priusquam vacent, sive aliàs præfatis Conventibus pro quibuscvis personis eligendis sive postulandis consiliarios vel alios mittere aut litteris, precibus, promissionibus vel comminationibus, sive etiam impressionibus ut personas aliquas eligant aut postulent, persuadere & aliàs Conventus præfatos quominus liberè ad electionem juxta Instituta Regularia ac Privilegia & Indulta prædicta procedere possint, impedire seu perturbare ac illos sive per eos pro tempore electos molestare seu etiam perturbare, necnon etiam sub excommunicationis latæ sententiæ à quâ non nisi per dilectos filios Diffinitores Capituli Generalis dicti Ordinis absolutionis beneficium obtinere valeant, personis quibuscvis ne hujusmodi preces & litteras, sive pro eis aut ut postmodum

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 265

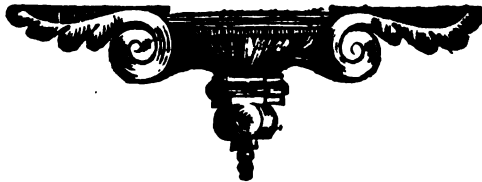
modum in aliorum favorem cedere possit, procurare ac Conventibus præfatis ne ad preces, litteras, promissiones, comminationes, impressiones & alia promissa quæcumque eligere quoquomodo directè, tacitè vel occultè præsumant Inhibemus, Decernentes electiones sive postulationes quas ad similes preces, litteras, procuraciones, comminationes & impressiones pro tempore fieri contigerit, nullas ac cassas & irritas, nulliusque roboris vel momenti fore; & sic per quoscumque causarum Palatii Apostolici Auditores & S. R. E. Cardinales ac alios Judices & Commissarios ubicumque locorum tam in Romanâ Curiâ quàm extrâ eam, in quâcumque instantiâ judicari, sententiari & definiri debere, sublatâ eis & eorum cuilibet quâvis aliter interpretandi & definiendi potestate & facultate; irritum quoque & inane si secus super his à quoquam quâvis autoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari.

Quocirca Venerabilibus Fratribus nostris Cabilonensi & Lingonensi Episcopis ac dilecto filio Abbati Monasterii Sanctæ Genovefæ Parisiensis per Apostolica scripta motu simili Mandamus, quatenus ipsi vel duo aut unus eorum per se vel alium seu alios, præsentès Litteras & in eis contenta quæcumque ubi, quando & quoties opus fuerit, ac pro tempore Diffinitorum prædictorum seu alicujus dicti Ordinis fuerint requisiti, solemniter publicantes, eisque in præmissis efficacis detentionis præsidio assistentes faciant autoritate nostrâ præsentès Litteras & in eis contenta hujusmodi per Principes ac Dominos temporales ac Conventus præfatos, necnon quoscumque alios inviolabiliter observari: Contradictores quoslibet & rebelles ac eis auxilium, consilium vel favorem quomodolibet præstantes per Ecclesiasticas sententias, censuras & poenas aliaque opportuna juris remedia appellatione postpositâ compescendo, invocato etiam ob hoc si opus fuerit, auxilio brachii secularis.

Non obstantibus foelicis recordationis Bonifacii Papæ VIII. Prædecessoris nostri, quâ cavetur ne quis extrâ suas civitatem & Dioecesim, nisi in certis exceptis casibus, & in illis ultrâ unam dietam à fine suæ Dioecesis ad judicium evocetur, seu ne Judices à Sede deputati prædictâ extrâ civitatem aut Dioecesim in quibus Deputati fuerint, contrâ quoscumque, ac alii vel aliis vices suas committere quoquomodo præsumant, & de duabus dietis in Concilio Generali edictis, dummodo ultrâ tres dietas à fine suæ

Dioecesis aliquis auctoritate præsentium non trahatur, & quibuscumque aliis constitutionibus & ordinationibus Apostolicis, Privilegiis quoque & Indultis etiam Apostolicis Principibus & locorum Dominis temporalibus ac aliis personis præfatis sub quibuscumque verborum formis, etiam per Nos & Sedem Apostolicam concessis, confirmatis & innovatis, quibus etiam si ad illorum derogationem de illis eorumque totis tenoribus specialis, specifica, expressa & individua ac de verbo ad verbum, non autem per clausulas generales idem importantes, mentio seu quævis alia expressio habenda, aut alia aliqua exquisita forma servanda esset, tenores huiusmodi præsentibus pro expressis habentes, illis aliàs in suo robore permansuris, hac vice dumtaxat specialiter & expresse Derogamus contrariis quibuscumque; aut si Principibus & locorum Dominis temporalibus ac personis præfatis vel quibuscumque aliis communiter vel divisim ab eadem sit sede indultum quod interdici, suspendi vel excommunicari aut extrà vel ultrà certa loca ad iudicium trahi non possint, per Litteras Apostolicas facientes plenam & expressam ac de verbo ad verbum de Indulto huiusmodi mentionem.

Nulli ergò omnino hominum liceat hanc paginam nostræ Inhibitionis, Decreti, Mandati & Derogationis infringere vel ei ausu temerario contraire: Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ millesimo quingentesimo vigesimo quinto, decimo Kalendas Februarii Pontificatus nostri anno octavo.



BREF DU PAPE PIE V.

de l'an 1571.

SOMMAIRE.

Ce Bref est un Jugement à peu près semblable à deux autres que nous avons cy-devant rapportez pages 138. & 200. des Papes Innocent VIII. & Clement VIII. des années 1489. & 1603. pour prouver les soins & l'attention qu'a toujours eu le Saint Siege dans les siècles passez, de maintenir l'Ordre de Cisteaux dans l'union & la subordination que les membres doivent avoir avec leur Chef sans pouvoir jamais s'en distraire ni départir. En voicy le sujet.

Le Pape en érigeant en Congregation les Monasteres du Royaume de Portugal à l'instance du Roy Sebastien en 1567. avoit à cet effet donné une Bulle des termes de laquelle les Abbez & les Religieux pretendoient se prévaloir pour se soustraire de la juridiction de l'Ordre, & n'en plus reconnoistre ni le Chef ni le Chapitre General ; De sorte que Sa Sainteté pour ne laisser aucune occasion de faire un Schisme dans l'Ordre, declare qu'il n'a jamais eu intension de comprendre dans sa Bulle d'érection de Congregation l'Abbé de Cisteaux, & que sa volonté a toujours esté & est encore qu'il demeure dans sa superiorité & juridiction pleniére sur tout ledit Ordre & notamment sur tous les Monasteres & les Abbez & Religieux qui en sont dans ledit Royaume de Portugal, & qu'il les visite & y exerce en personne & par ses Commissaires tous actes de juridiction toutes fois & quantes qu'il le jugera à propos & necessaire.

PIUS PAPA V.

AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

ROMANI Pontificis æqua & circumspecta providentia ne quæ ab eo ad foelix regimen regularium personarum aliquorum locorum salubriter instituta sunt, ab aliquibus curiosâ interpre-

tatione in sinistram partem contorqueantur, declarationibus & aliis opportunis remediis providere consuevit.

Aliàs siquidem per quasdam nostras motu proprio & ex certâ scientiâ sub plumbo sub datâ Romæ apud Sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ 1567. septimo Kalendas Novembris, Pontificatûs nostri anno secundo, emanatas Litteras unam omnium Monasteriorum etiam Consistorialium Cisterciensis Ordinis in Regno Portugalliæ consistentium Congregationem sub invocatione charissimo in Christo filio nostro Sebastiano Portugalliæ & Algarbiorum Regi Illustri bene visâ, quæ uni Abbati Generali ejusdem Congregationis qui etiam si dicto Sebastiano Regi videretur, Monasterii Beatæ Mariæ de Alcobaia ejusdem Ordinis Ulixbonensis Diœcesis Abbas Conventualis existeret, in Capitulo Generali aut aliàs eligendo tanquam Capiti subessent, cuique illa tanquam membra obedirent ad instar Congregationis Sancti Benedicti antea in eodem Regno institutæ perpetuò Erexi-mus & Institui-mus prout in dictis Litteris plenius continetur.

Cùm autem sicut accepimus, ab aliquibus in controversiam deduci contingat an Nos per Litteras prædictas & erectionem & institutionem Congregationis & Abbatis Generalis hujusmodi electionem in Capitulo Generali ejusdem Congregationis faciendam, Generali totius Ordinis Cisterciensis præjudicare aut dictam Congregationem nuper erectam, si à visitatione & correctione Generalis totius Ordinis Cisterciensis eximere aut Decretis sacri Concilii Tridentini per dictas Litteras derogare voluerimus, intentionis nostræ fuerit.

Nos quorum est pro nostrâ curâ pastoralis dubia circa obedientiam Regularium personarum in Claustris Altissimo famulantium superioribus præstandam nostræ declarationis oraculo explanare, ac pro Ordinum quorumcumque foelici regimine rationi congruum esse Censentes, nè in dicto Ordine Schisma idest duo capita (quod monstruosum esset) reperiri possint & unum tanquam primatem universo Ordini Cisterciensi præesse ac propterea hujusmodi disceptionem quæ scandalum generare posset, è medio tollere Volentes, motu proprio & ex certâ scientiâ maturâque deliberatione nostrâ, Generalem dicti Ordinis Cisterciensis sub eisdem nostris Litteris nullo modo comprehensum fuisse comprehendivè, neque per illas Decretis ipsius Concilii Tridentini prædicti ullatenus derogatum esse censi posse vel debere, & ita

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 269

firmæ atque incommutabilis intentionis, mentis ac voluntatis nostræ fuisse & esse ac in posterum fore, nec per easdem Litteras auctoritati, superioritati & jurisdictioni Generalis ipsius Ordinis Cisterciensis quoquomodo derogare aut aliàs quomodolibet præjudicare voluntatis nostræ fuisse aut esse, sed prædicta Monasteria à Generali sui Ordinis Cisterciensis non eximi neque separari, quinimò sub obedientiâ & jurisdictione ipsius perpetuò remanere, dictumque Generalem solitam & consuetam suam auctoritatem & superioritatem quam salvam & illæsam semper illi servatam esse Intendimus eamque in præfata Monasteria habuisse & habere & exercere potuisse & posse, ità ut eadem Monasteria per eundem Generalem vel ad id ab eo deputandum seu deputandos Commissarios quoties opus & illi visum fuerit opportunum, visitari & reformari tunc & de cætero in perpetuum possint & debeant; sicque per quoscumque Judices & Commissarios quâvis auctoritate fungentes etiam sacri Palatii nostri Apostolici Causarum Auditores ac Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales, quâvis causâ & instantiâ sublatâ eis & eorum cuilibet quâvis aliter judicandi & interpretandi facultate & auctoritate, judicari ac definiri debere, irritum quoque & inane quicquid secus super his à quoquam quâvis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari, auctoritate Apostolicâ tenore præsentium Decernimus & Declaramus; Non obstantibus præmissis nostris Litteris ac quæ in ipsis non obstat volumus & indè forsan contrà mentem & præsentem nostram declarationem secutis quæ quoad præsentium tenorem & executionem impediendum minime effectum sortiri posse neque debere Volumus, ac quibuscumque Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis Statutisque & Consuetudinibus ac Privilegiis, Indultis & Litteris Apostolicis in contrarium quomodolibet emanatis; Quibus omnibus eorum tenores præsentibus pro sufficienter expressis habentes, illis aliàs in suo robore permanens, hac vice dumtaxat specialiter & expressè Derogamus cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ apud Sanctum Petrum sub annulo Piscatoris die octavâ Octobris 1571. Pontificatus nostri anno secundo. C. E. G. L. O. R. I. E. R. I. U. S.

IL s'en faut bien à la verité que toutes les Bulles des Papes qui contiennent les Privileges qu'ils ont donnez à l'Ordre de Cîteaux, soient rapportées en ce Recueil ; & il y en reste encore beaucoup d'autres ou qui ne sont pas venues à nostre connoissance, ou que nous n'avons pas jugé necessaire d'y inserer, parce qu'elles sont peu susceptibles de contestations & que l'usage en est peu frequent & peu utile au temps present, & d'autres regardant uniquement le regime & gouvernement de l'Ordre, comme sont celles des Papes Clement IV. de l'an 1265. & Benoist XII. de 1335. dont la longueur auroit pu ennuyer & trop grossir ce Volume, de sorte que nous les avons laissées parmi les loix de l'Ordre dans le Nomasticon Cisterciense & d'autres Livres manuscrits & imprimez où l'on pourra les voir aussi-bien que dans le Grand Bullaire Romain où elles ont esté inserées toutes entieres, la premiere pour la troisieme & la seconde pour la deuxieme Constitution de ces Papes, ayant seulement en deux endroits donné des Extraits de la premiere pour des raisons particulieres.

Celles-cy sont comme on l'a vû, pour l'ordinaire adressées & accordées à tout l'Ordre, à l'Abbé de Cîteaux seul comme en estant le Chef & au Chapitre General, ou à eux conjointement avec tous les autres Abbez & les Communautéz de l'Ordre : & les Originaux s'en conservent dans l'Abbaye de Cîteaux qui est le lieu destiné pour luy servir d'Archives generales, afin qu'on puisse y avoir recours pour s'en aider par ceux qui en ont besoin, ou pour les défendre & soutenir contre ceux qui les impugnent & y contraviennent.

Il s'en trouve encore en divers Monasteres d'autres Originaux qui contiennent la même chose sous l'adresse des Abbez & Religieux de ces Monasteres particuliers, où même leurs dépendances, biens & domaines sont spécifiés, comme si le privilege leur estoit particulier ; mais ce sont seulement des duplicata des Bulles generales & des applications sur eux des Privileges y contenus : la grace estant accordée pour tout l'Ordre, il estoit facile à ces Monasteres de se la faire appliquer par une expedition particuliere qui specifioit ce que l'on desiroit, quand on en vouloit faire la dépense qui estoit modique alors.

Un exemple de cela fera mieux comprendre ce que nous vou-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 171

*I*ons dire & ne sera pas tout-à-fait inutile, puisqu'il sera comme un précis & un sommaire de la pluspart des Privileges dont chaque Monastere a droit de jouir, ayant esté accordez pour tout l'Ordre; il n'y en a pas même qui n'en ait autant de la maniere dont on vient de le dire, soit Monastere d'hommes ou de Religieuses. Cet exemple est tiré d'un lieu où chacun le peut voir; c'est du Livre imprimé à Douay in folio en 1625. sous le Titre de Galloflandria pages 381. & les deux suivantes, une Bulle de 1204. du Pape Innocent III. donnée en faveur de l'Abbaye de Los près de la Ville de Lille en Flandre, & dans laquelle on peut remarquer les expressions pré-isées de chaque Privilege.

INNOCENTIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Stephano Abbati Monasterii de Los ejusque Fratribus tam præsentibus quàm futuris Regularem vitam professis in perpetuum. Religiosam eligentibus vitam Apostolicum convenit adesse præsidium ne fortè cujuslibet temeritatis incurfus aut eos à proposito revocet aut robur quod absit, sacrae religionis infringat.

Eapropter dilecti in Domino filii vestris justis postulationibus elementer Annuimus & Monasterium sanctæ Dei genitricis & Virginis Mariæ de Los in quo divino mancipati estis obsequio, sub Beati Petri & nostrâ protectione suscipimus & præsentis scripti privilegio Communimus; In primis siquidem statuentes ut Ordo Monasticus qui secundum Deum & Beati Benedicti Regulam atque Institutionem Cisterciensium Fratrum in eodem loco institutus esse dignoscitur, perpetuis ibidem temporibus inviolabiliter observetur.

Præterea quascumque possessiones, quæcumque bona idem Monasterium impræsentiarum justè & Canonice possidet aut in futurum concessione Pontificum, largitione Regum vel Principum, oblatione fidelium seu aliis justis modis præstante Domino poterit adipisci, firma vobis vestrisque successoribus & illibata permaneant; In quibus hæc propriis duximus exprimenda vocabulis: Locum ipsum in quo præfatum Monasterium est, cum omnibus pertinentiis suis; Grangiam Abbatæ cum omnibus pertinentiis suis; Grangiam de Marcha cum omnibus pertinentiis suis; Grangiam de Duremort cum omnibus pertinentiis suis; Grangiam de Brebat cum omnibus pertinentiis suis; Grangiam de Esquælio cum omnibus pertinentiis suis; Grangiam de Anconio

tum omnibus pertinentiis suis ; Grangiam de Rogisart cum omnibus pertinentiis suis ; Grangiam de Templovio cum omnibus pertinentiis suis.

3. Sanè laborum vestrorum quos propriis manibus aut sumptibus colitis, tam de terris cultis quàm incultis sive de hortis & virgultis & piscationibus vestris vel de nutrimentis animalium vestrorum, nullus à vobis decimas exigere vel extorquere præsumat.
4. Liceat quoque vobis Clericos vel Laicos liberos & absolutos è sæculo fugientes, ad conversionem recipere & eos absque contradictione aliquâ retinere.
5. Prohibemus insuper ut nulli fratrum vestrorum post factam in Monasterio vestro professionem, fas sit absque Abbatis sui licentiâ de eodem loco discedere, discedentem verò absque communium litterarum vestrarum cautione nullus audeat retinere ; Quod si quis fortè retinere præsumperit, licitum vobis sit in ipsos Monachos vel Conversos regularem sententiam promulgare.
6. Illud districtiùs Inhibentes ne terras seu quodlibet beneficium Ecclesiæ vestræ collatum liceat alicui personaliter dari sive alio modo alienari absque consensu totius Capituli vel majoris aut sanioris partis ipsius. Si quæ verò donationes aut alienationes aliter quàm dictum est factæ fuerint, eas irritas esse Censemus.
7. Ad hæc etiam Prohibemus ne aliquis Monachus vel Conversus sub professione vestræ domûs adstrictus, sine consensu & licentiâ Abbatis & majoris partis Capituli vestri, pro aliquo fidejubeat vel ab aliquo pecuniam mutuò accipiat ultrà pretium Capituli vestri providentiâ constitutum, nisi propter manifestam domûs vestræ utilitatem : Quod si facere præsumperit, non teneatur Conventus pro his aliquatenus respondere.
8. Licitum præterea sit vobis in causis propriis sive Civilem sive Criminalem contineant quæstionem, fratrum vestrorum testimoniis uti, nè pro defectu testium jus vestrum in aliquo valeat deperire.
9. Insuper autoritate Apostolicâ Inhibemus ne ullus Episcopus vel alia quæcumque persona ad Synodos vel Conventus forenses vos ire vel judicio sæculari de propriâ substantiâ vel possessionibus vestris subjacere compellat, nec ad domos vestras causâ Ordines celebrandi, causas tractandi vel conventus aliquos publicos convocandi venire præsumat, nec regularem electionem vestri Abbatis impediat, aut de instituendo vel removendo eo qui pro tempore

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 273

tempore fuerit, contra Statum Cisterciensis Ordinis se aliquatenus intromittat.

Si verò Episcopus in cujus Parochiâ domus vestra fundata est, 10.
tum humilitate ac devotione qua convenit *, institutum Abbatem * requisitus *or*
benedicere & aliqua quæ ad Officium Episcopale pertinent vobis *rogatus.*
conferre renuerit; licitum sit eidem Abbati si tamen sacerdos
fuerit, proprios Monachos benedicere & alia quæ ad suum offi-
cium pertinent exercere, & vobis omnia ab alio Episcopo percipere
quæ à vestro fuerint indebitè denegata.

Illud Adjicientes ut in recipiendis Professionibus quæ à bene- 11.
dictis vel benedicendis Abbatibus exhibentur, eâ sint Episcopi
formâ & expressione contenti quæ ab origine Ordinis noscitur in-
stituta, ut scilicet Abbates ipsi *salvo Ordine suo* profiteri debeant, 12.
& contra Statum ordinis sui nullam professionem facere compel-
lantur.

Pro consecrationibus verò Altarium vel Ecclesiarum sive pro 12.
oleo sancto vel pro quolibet alio Ecclesiastico Sacramento, nul-
lus à vobis sub obtentu consuetudinis vel alio quolibet modo
quicquam audeat extorquere, sed hæc omnia gratis vobis Episco-
pus Dioecesanus impendat, alioquin liceat vobis quemcumque
malueritis Catholicum adire Antistitem gratiam & communio-
nem Apostolicæ Sedis habentem, qui nostrâ fretus autoritate vobis
quod postulatis impendat.

Quod si Sedes Dioecesani Episcopi fortè vacaverit, interim 13.
omnia Ecclesiastica sacra à vicinis Episcopis accipere liberè & abs-
que contradictione possitis, sic tamen ut ex hoc in posterum
propriis Episcopis nullum præjudicium generetur.

Quia verò interdum propriorum Episcoporum copiam non 14.
habetis, si quem Episcopum Romanæ Sedis ut diximus, com-
munionem habentem & de quo plenam notitiam habeatis, per vos
transire contigerit, ab eo benedictiones vasorum & vestium, con-
secrationes altarium, Ordinationes Monachorum autoritate Apo-
stolicæ Sedis recipere valeatis.

Porro si Episcopi vel alii Ecclesiarum Rectores in Monasteria 15.
vestra vel personas inibi constitutas suspensionis, excommunicatio-
nis vel interdicti sententiam promulgaverint, sive etiam in mer-
cenarios vestros pro eo quod decimas non solvitis, sive aliqua
occasione eorum quæ ab Apostolicâ benignitate vobis Indulta
sunt, seu benefactores vestros pro eo quod aliqua vobis beneficia

vel obsequia ex charitate præstiterunt vel ad laborandum adjuverint in illis diebus quibus vos laboratis & alii feriantur eandem sententiam protulerint, ipsam tanquam contrà Sedis Apostolicæ Indulta prolatam Duximus irritandam.

16. Nec Litteræ illæ firmitatem habeant quas tacito nomine Cisterciensis Ordinis & contrà tenorem privilegiorum constiterit impetrari.
17. Paci quoque & tranquillitati vestræ paternâ in posterum sollicitudine providere volentes, autoritate Apostolicâ Prohibemus ut intrâ clausuram locorum vel grangiarum vestrarum nullus rapinam seu furtum facere, ignem apponere, sanguinem fundere, homines capere seu violentiam audeat exercere.
18. Præterea omnes Libertates & Immunitates à prædecessoribus nostris Romanis Pontificibus Ordini vestro concessas, necnon & libertates & exemptiones sæcularium exactionum à Regibus & Principibus vel aliis fidelibus vobis rationabiliter indultas autoritate Apostolicâ Confirmamus & præsentis scripti Privilegio Communimus.
19. Decernimus igitur ut nulli omninò hominum liceat præfatum Monasterium temerè perturbare aut ejus possessiones auferre vel Abbantias retinere, minuere seu quibuslibet vexationibus fatigare, sed omnia integra conserventur eorum pro quorum gubernatione & sustentatione concessa sunt usibus omnimodis profutura, salvâ Sedis Apostolicæ autoritate. Si quis igitur in futurum &c. Datum Romæ apud Sanctum Petrum per manum Joannis Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Subdiaconi & Notarii x v. Kal. Decembris Ind. viii. Incarnationis Dominicæ anno m. cc. iv. Pontificatûs verò Domini Innocentii Papæ iii. anno vii.

*Fin de la premiere Partie des Privileges de l'Ordre de Cisteaux,
contenant les Bulles & les Brefs des Papes.*





SECONDE PARTIE

D U R E C U E I L

DES PRIVILEGES DE L'ORDRE DE CISTEAUX
Contenant les Lettres Patentes des Rois & leurs Reglemens.

A V E R T I S S E M E N T.



*N*OUS avons commencé ce Recueil dans la premiere Partie, par les Bulles des Papes que nous y avons rapportées, parce qu'elles ont esté le principe, le fondement & le veritable commencement des Privileges de l'Ordre de Cisteaux ; & nous passons presentement à la seconde Partie qui renfermera ceux que les Rois luy ont aussi accordez, par leurs Lettres Patentes qui sont aussi de veritables Privileges reconnus pour tels par les Bulles mêmes & par les anciens Statuts de l'Ordre comme nous le voyons marqué par ce que nous en avons rapporté sur la fin de nostre Preface, nos Peres les ayant regardez & qualifiez de cette maniere en ordonnant tres-exactement leur execution aussi-bien que des Bulles des Papes, au temps de la plus grande sainteté de l'Ordre, Privilegia tam à Summis Pontificibus quàm à Regibus & Principibus Ordini Concessis, Universi & singuli illius Professi & maximè Abbates invio-

*Nomasticon &
Berriense pages
291. 484. 485.
& 518. &c.*

labiliter observent & faciant observari. *Le Roy même en ses nouvelles & dernieres Lettres Patentés du mois de Decembre 1711. en a parlé de cette sorte, confirmant celles de ses Prédecesseurs & ordonnant qu'elles seront executées : il y aura de l'avantage à le faire, puisqu'elles ne tendent qu'à nous faire jouir des graces qui nous y sont accordées.*

*Nous aurions pû en rapporter aussi des Empe-
reurs & des Rois de differens Royaumes, sans même entrer dans le détail particulier d'un grand nombre de fondations de Monasteres qu'ils ont faites avec de grands éloges pour tout l'Ordre auquel ils ont donné leur protection en toutes occasions ; mais cela nous auroit conduit trop loin & seroit inutile pour la fin que nous nous sommes proposé qui regarde la France principalement ; & encore en retrancherons-nous de celles-cy, une bonne partie pour n'aller qu'au besoin & ne pas repeter ce qui se trouveroit avoir esté déjà dit, & pour ne point s'arrester à celles qui ne contiennent rien de particulier : Notre vûë n'empeschera pas neanmoins que les Monasteres des Pays étrangers ne profitent de nos recherches, puisqu'outre que les Bulles des Papes accordent à tous les mêmes Privilèges également ; l'autorisation que nos Rois y ont ajoutée par leurs Lettres de temps en temps, ne peut servir qu'à les accrediter encore davantage & à en faire voir la justice & l'estime qu'ils en ont faite.*

Nous y ajouterons deux ou trois Arrests du Con-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 277

seil d'Estat en forme de Reglemens , qui équivalent à des Lettres Patentes & font voir de plus en plus la protection du Roy sur l'Ordre de Cisteaux ; & notamment un Arrest solennel que nous pouvons à juste titre mettre entre les Privileges de l'Ordre de Cisteaux , parce qu'il confirme les Statuts qui établissent son regime & fait un Reglement autentique pour le faire observer dans toute sa pureté & suivant son esprit primitif : C'est l'Arrest rendu contradictoirement le 19. Septembre 1681. par le Roy même sur l'Avis des Commissaires qu'il avoit nommez de son Conseil , après dix ans d'une procedure tres-exacte & continuë , où tous les Titres de l'Ordre de part & d'autre furent examinez soigneusement & pesez au poids du sanctuaire.

On pourra si l'on veut , faire suivre ces Arrests par d'autres Pieces qu'il sera facile d'y ajouter , tout y sera bon & convenable pourvu qu'il soit fondé sur la verité , honorable & avantageux à l'Ordre de Cisteaux : & même il seroit à propos pour justifier de l'usage & que ces Privileges ont eu & ont encore leur execution , de faire un second Tome ou Recueil des mêmes Privileges qui ne contiendrait que les Jugemens , Arrests & décisions intervenues sur les difficultez & les contestations qui se trouveront avoir esté faites dans les temps precedens.

LETTRES PATENTES DU ROY

Philippe le Bel de l'an 1304.

S O M M A I R E.

Le Roy à la supplication & demande de l'Abbé de Cîteaux & des autres Abbez de l'Ordre, leur accorde & à tous les Monasteres qui en dépendent, plusieurs Droits & Privileges, & entre autres un amortissement general de toutes les acquisitions qui y ont esté faites jusqu'alors.

- P**HILIPPUS Dei gratiâ Francorum Rex. Notum facimus universis tam præsentibus quàm futuris, quòd dilecti & fidelis nostri Abbatìs Cisterciensis & Coabbatum suorum ipsius Ordinis Regni nostri supplicationibus Annuentes, eisdem ac Ecclesiis seu Monasteriis suis Duximus Concedendum quod ipsi Conquesta ab eis suarum Ecclesiarum nomine facta à tempore retro acto usque ad tempus Concessionis hujusmodi, in Feudis, Retrofeudis & Allodiis nostris aut subsidiorum nostrorum in quantum ad Nos spectat, tenere possint perpetuò absque coactione vendendi vel extrà suam manum ponendi vel præstandi Nobis financiam pro eisdem ; Item quod bona mobilia non capientur vel justitiabuntur in aliquo casu per justitiam sæcularem : Item quod in casu ubi licitè bona ipsorum immobilia capi contigerit, ea consumi vel destrui non liceat aut expendi ; quod si fiat, id ante omnia faciemus emendari & eos indemnes servari, & quod si ad ipsorum bonorum saisinam vel custodiam servientes deputari oporteat, unus tantummodo serviens in quolibet Monasterio & in quolibet Domo ipsorum depuretur qui dispendiis suis vivere teneatur prout in nostris continetur Statutis : Item quod recognitiones & advocaciones novæ quæ ab Ecclesiarum ipsarum subditis nobis fiunt, nullatenus admittentur & factas de novo faciemus penitus revocari : Item quòd Baillivi & alii Officiarii nostri teneantur jurare quòd mandata sibi facta & fienda per Litteras nostras pro Ecclesiis & personis dicti Ordinis, absque difficultate fideliter exequentur, .

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 279

Item quod non impediuntur aut inquietabuntur super possessionibus sive redditibus emptis per ipsos in feudis, retrofeudis aut Censivis suis, in quibus omnimodam, altam & bassam habent justitiam, quoniam possessiones & redditus taliter acquisitos perpetuò tenere valeant absque coactione vendendi vel extrà manum suam ponendi aut præstandi nobis financiam pro eisdem : Item quod tollantur gravamina eis per gentes nostras illata, ac nostra jam concessa statuta servantur & ea Baillivi nostri jurare teneantur se firmiter servaturos : Item quod ad opus garnisonum nostrarum bona eorum vel subditorum suorum (eis invitis) nullatenus capientur : Item quod pro gravaminibus sibi illatis corrigendis de quibus liquebit, Auditores non suspectos eisdem cum requisiti fuerimus, Concedemus qui vice nostrâ celeris complementum justitiæ super hoc fideliter exhibebunt : Item quod non puniantur pro delictis Monachorum seu Conversorum aut familiarium suorum nisi quatenus sunt super hoc puniendi de jure vel de consuetudine patriæ cui subsunt : Item quod non impediuntur personas sui Ordinis & earum mobilia cum armis moderate vel sine armis ac delinquentes in suis Abbatiis seu locis capere quatenus facere consueverunt. Quod ut firmum & stabile permaneat (salvo in aliis jure nostro & in omnibus alieno) præsentibus Litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisiis anno Domini millesimo trecentesimo quarto, mense Julio. (Juillet 1304.)

LETTRES PATENTES DU ROY

Louis XI. de l'an 1461.

SOMMAIRE.

Le Roy ordonne au Parlement & à tous ses Officiers quand ils seront requis par les Peres Abbez & Superieurs de l'Ordre de Cisteaux, de les appuyer & aider, & de leur donner main-forte lorsqu'ils en auront besoin pour l'exercice & les fonctions de leurs Charges, notamment dans les visitations & reformations des Monasteres qui sont de leurs dépendances & à l'égard de toutes sortes de personnes à eux sujettes ; en empeschant

l'abus des Appellations que l'on commençoit dès-lors d'interjetter des Sentences & Ordonnances desdits Supérieurs pour les porter hors de l'Ordre, ce qui pourroit, dit-il, estre l'occasion de sa ruine au spirituel & au temporel.

LOYS PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE. A nos amez & feaux les Gens tenans nostre Parlement & qui tiendront ceux à venir ; Au Prevost de Paris & à tous nos autres Justiciers & Officiers ou à leurs Lieutenans, Salut & dilection. Complainz se font à Nous nos bien amez les Religieux Abbez, Abbeſſes & Convents de l'Ordre de Cisteaux ſituez en nostre Royaume, Difans que combien que de droit écrit ſelon les Inſtitutions & Ordonnances anciennes d'icelle Religion, la viſitation des Abbayes, Abbez, Abbeſſes, Officiers & autres perſonnes regulieres appartiennent aux Prélats, & meſmement la viſitation de l'Abbaye de Cisteaux aux quatre premiers Abbez dudit Ordre, & que pour remedier aux griefs qui par iceux Prélats pourroient estre faits aux ſujets de l'Ordonnance & autorité du Saint Siege de Rome, tous les Abbez dudit Ordre ſeront tenus & doivent eux aſſembler une fois l'an audit lieu de Cisteaux, & illec celebrer leur Chapitre General pour terminer & définir ſommairement & de plain les Cauſes d'appel & autres cas reſervez audit Chapitre, ſans que des cauſes ou actions quelconques perſonnelles de ladite Religion, connoiſſance, évocation ou appellation en ſoit venuë ne doye venir en nostre Court de Parlement, ne en autre Court temporelle : Neanmoins aucunes perſonnes regulieres de ladite Religion voulans fuyr, délayer & empêcher la punition & correction de leurs meſſaiz & delitz, ont appellé & appellent de jour en jour des ſentences, punitions & corrections de leurs Peres Abbez, Viſiteurs ou de leurs Commis, à noſtre dite Cour de Parlement & autres Cours temporelles ; Pourquoy toute diſcipline & obſervance reguliere eſt en voye de perir en toute ladite Religion & auſſi l'état temporel, ſi par Nous n'y eſt pourvû de gracieux remede ſi comme ils dient, humblement requerans iceluy : Pourquoy Nous voulans obvier à la deſolation & ruine dudit Ordre & deſirans l'augmentation du divin Service en iceluy, & auſſi les perſonnes diſſolues eſtre reformées en bonnes mœurs & eſchever toutes matieres & occaſions de procès, débats & diviſions entre elles ; Vous Mandons &

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 281

& par ces Presentes Enjoignons étroitement , en Commettant se mestier est , que lesdicts Peres Abbez & leurs Commis & Deputez vous souffriez , permettiez , & laissiez proceder selon les Statuts, Institutions & Ordonnances anciennes & approuvées , à la visitation, correction, institution, destitution ou autre punition des Abbez ou Abbesses , Officiers & autres Personnes regulieres qui vous apperront deuëment & souffisamment estre leurs Sujets, en leur donnant sur ce chacun de vous en droit foy , conseil, confort & aide se mestier est , & se requis en estes : Et pour ce que de ces Presentes on pourra avoir à faire en plusieurs & divers lieux, Nous Voulons qu'au *Vidimus* d'icelles fait sous scel Royal, foy soit adjoustée comme à l'original, nonobstant quelconques oppositions ou appellations faites ou à faire & Lettres subreptices impetrées ou à impetrer à ce contraires. Donné à Tours le vij. jour de Janvier l'an de grace mil quatre cent soixante & un & de nostre Regne le premier. Ainsi signé à la marge d'icelles Lettres par le Roy à la relation du Conseil, J. Castel. (7. Janvier 1461.)

LETTRES PATENTES DU ROY

Charles VIII. de l'an 1483.

SOMMAIRE.

Le Roy connoissant le malheur & le mauvais état des Monasteres de Religieux & de Religieuses de l'Ordre de Cisteaux situez à la Campagne dans les temps & à cause des Guerres & exposez à la licence des Soldats ; & Desirant remedier aux desordres qui y arrivent , sur la plainte que luy en ont faite les Abbez dudit Ordre, S. M. les prend & met sous sa garde & protection speciale, & enjoint tres-étroitement à tous ses Officiers d'empêcher d'entrer, loger & commettre aucun desordre dans lesdits Monasteres, leur Commandant de donner aide , faveur & secours au Chapitre General & aux Superieurs & Peres Abbez dudit Ordre, pour pouvoir faire en sûreté leurs devoirs & fonctions pour parvenir à bonne & sainte reformation & y reduire lesdits Monasteres.

CHARLES PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE.
A tous ceux qui ces presentes Lettres verront , Salut : De
N n

la partie de nos chiers & bien amez les Religieux Abbez & Conuens de l'Ordre de Cisteaux estans en nostre Royaulme & pays du Daulphiné, nous a esté humblement exposé que comme jadis durant la ferveur de devotion & conscience, plusieurs Princes, Princesses, Seigneurs & Dames pour l'honneur du divin Service & salut de leurs ames, ayent fondez & dottez plusieurs Monasteres de Religieux & Religieuses sous l'Ordre de Cisteaux, en esperant que lesdits Monasteres seroient regis & gouvernez en observance reguliere & tenus en cloison ou fermeté necessaire selon leur sainte Regle & Ordonnance des saints Canons, sans ce que aucuns seculiers estrangers par force, violence ou subtilz & mauvais moyens entraissent esditz Monasteres ou aucunement les troublassent ou empêchassent en leur devote & sainte vie monastique & de vaquer en leur Service & Oraisons; Ce neanmoins plusieurs de leur auctorité & puissance ou pour leur plaisir desordonné, les autres souz ombre de ce qu'ils suyvent noz armes & autres actes de guerre, souvent entrent en plusieurs desdictz Monasteres, y logent & font plusieurs grandes violences, despens & oultraiges tant aux Abbez, Abbeſſes que aux Religieux & Religieuses de l'Ordre dudit Cisteaux, sans avoir regard à la Maison de Dieu & à l'immunité, franchises & libertés outroyés ausditz lieux de l'Ordre dudit Cisteaux par noz saintz Peres & confirmées par feu nostre tres-cher Seigneur & Pere que Dieu absoille & autres Princes; & présument plusieurs desdictz gens de guerre entrer esditz Monasteres de Religieuses tant parce qu'ils ne sont pas deuëment cloz ne fermés & que les lieux sont es champs, es bois & solitaires comme pour leurs mauvaises volentés & y commettent plusieurs maux à l'offence de Dieu le Créateur, deshonneur dudit Ordre & esclandre du peuple Chrétien, & se veullent en leurs pechiés & meffais excuser disans que de commettre pechié esditz lieux de Religieuses, n'est pas cas de mort & que punition aucune ne s'en doit ensuyr que d'autres femmes: A quoy ne peuvent obvier lesdites Abbeſſes tant pour la pouvreté & simpleſſes d'elles, que pour les faveurs desdictz gens de guerre & autres, & n'y peuvent aussi obvier lesdictz Peres Abbés dudit Ordre parce qu'ilz sont loingtains & n'y peuvent venir visiter que seulement une fois l'an; & quant iceulx Peres Abbés se travaillent d'encloire & reduire en observance reguliere lesdits Monasteres pour vivre devotement en seureté & repos de conscience & religieusement, ilz ont tant de menasses

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 283

& faveurs contre eulx, qu'ils sont contrainctz de tout laisser & abandonner jusques à ce que Dieu envoie opportunité de temps, Requerans sur ce nostre Provision.

Sçavoir faisons à tous que Nous ce que dit est considéré, & que voulons ce qui est à Dieu agréable & justice convenable & à sainte Religion profitable, soit executé selon raison, desirans aussi de tout nostre pouvoir l'augmentacion & entretenement dudit Ordre duquel nous sommes principaulx Fondateurs & Protecteurs; Et afin que les Divins Services, Prieres & Oraisons y soient journellement dictz & celebrés & que en icelles serons participans, & pour le bon vouloir que nous avons audit Ordre & aussi pour les relever des peines, molestes, oppressions, travaux & exactions, ensemble leurs maisons, manoirs, serviteurs, grangiers, Procureurs & entremetteurs de leurs faiz.

Avons prins & mis, Prenons & Mettons en & soubz nostre protection & sauvegarde especialle tous lesdictz Monasteres tant de Religieux que de Religieuses estans en nostre obéissance, en deffendant à toutes manieres de gens de quelque estat ou condition qu'ilz soient, qu'ilz n'entrent esdictz Monasteres soubz quelque couleur ou affaire que ce soit, sinon de la licence des Abbés & Abbeſſes desdictz Monasteres: Mandons, Commandons & expressement Enjoignons à tous noz Lieutenans, Connestable, Admiral, Grand Maistre, Mareſchaulx, Capitaines de gens d'Armes & de Trait & autres gens de guerre tant de noz Ordonnances, Ban, Arriereban, Bailliz, Senechaulx, Prevostz & tous autres nos Justiciers & Officiers ou à leurs Lieutenants & à chacun d'eulx si comme à luy appartiendra, qu'ilz ne logent ne souffrent logier esdictz Monasteres sur peine d'estre corrigés & punis comme infracteurs de noz Commandemens & Ordonnances, & tellement que ce soit exemple à tous autres, & avec ce par tous moyens raisonnables ils donnent ayde, port & faveur au Chapitre General dudit Ordre & ausditz Peres Abbés à debouter tous telz malfaiſteurs, reformer & reduire à bonne Religion & sainte vie lesdictz Monasteres selon les Statuts dudit Ordre de Cisteaux: Mandons en oultre à tous nos Senechaulx, Bailliz, Justiciers & Officiers ou à leurs Lieutenans & à chacun d'eulx, que es termes & limites de leurs pourpris & jurisdictions, ilz deffendent lesdictz Abbés, Abbeſſes, Religieux & Religieuses de telles oppressions & les fassent joyr & user de cette nostre presente garde & def-

fenſe : De ce faire vous donnons charge expreſſe , plain pouvoir , auctorité & mandement eſpecial , Car noſtre vouloir eſt tel. Et pour ce que leſditz Supplians porroient avoir à faire en divers lieux de ces preſentes & que eux ou par eulx en conviendrait ſouvent faire oſtenſion , Nous voulons que au *Vidimus* d'icelles fait ſoubz Scel Royal , ſoit foy adjouſtée comme à ce preſent original ; En teſmoing de ce Nous avons fait mettre noſtre Scel à ces preſentes. Donné à Tours le viii^e jour de Mars l'an de grace mil quatre cent huitante & trois , & de noſtre Regne le premier. Ainſi ſigné ſur le ploy de la Lettre , Par le Roy en ſon Conſeil, Monſieur le Duc d'Orlians , les Contes de Clermont & de Dunois , Vous les Eveſques d'Alby , de Lombez , de Perigueux , les Seigneurs de Torcy & de Blandricourt , le premier & tiers Preſidens de Chevalerie , Maïſtre Jehan Chambon , Adam Fummée & Pierre de Saſſierges & autres preſens. R O B E R T E T. (8. Mars 1483.)

LETTRES PATENTES DU ROY

François I. de l'an 1542.

S O M M A I R E.

1. *Sur la Requeſte & Supplication du Chapitre General de l'Ordre de Ciſteaux , le Roy confirme les Privileges qui luy ont eſté donnez & accordez par les Papes , & qui entre autres choſes conſiſtent au pouvoir qu'a l'Abbé de Ciſteaux Chef dudit Ordre & en ſon abſence les autres Abbez par luy ou le Chapitre General députéz , d'en viſiter tous & chacun les Monafteres & de les reſormer ſuivant ſes Regles & Conſtitutions.*
2. *Comme auſſi de faire lever les Contributions qui s'employent aux fraix des Aſſemblées du Chapitre General ; pour le payement des gages des Officiers reſidans au College de Saint Bernard de Paris , & à l'entretien de celui de Toulouſe , & pour conduire & demener les Procez & negoces touchant les affaires de l'Ordre en general.*
3. *Le Roy après avoir fait examiner en ſon Conſeil leſdits Privileges , les autorise , approuve & confirme , pour en jouir & uſer.*

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 285

par tous les Monasteres & toutes les personnes dudit Ordre.

4. *Et de plus Sa Majesté ordonne à ses Cours de Parlement & à tous ses autres Officiers, de tenir la main à l'observation & execution desdits Privileges selon leur forme & teneur.*
5. *Sur le repli desdites Lettres est écrit comment elles ont esté registrées au Greffe du Parlement de Paris audito, consentiente & requirente Procureure Regis : elles le furent ensuite de même en tous les autres Parlemens du Royaume.*

FRANCOIS PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE.
A tous ceux qui Ces presentes Lettres verront salut. Receu
avons l'humble supplication de nos amez & feaux les Abbé de
Cisteaux & autres Peres Abbez de l'Ordre dudit Cisteaux con-
stituants le Chapitre General dudit Ordre, contenant que feus
de bonne & recommandable memoire Papes Pie second, Sixte
quatriesme & Innocent huitiesme, pour aucunes bonnes grandes
& saintes considerations leur ont octroyé & concedé certains ex-
prés Privileges, autoritez, prerogatives & prééminences à plain
specifiez & declarez és Bulles & Provisions Apostoliques sur ce
expediées en forme, par la teneur desquelles ledit Abbé de
Cisteaux Chef dudit Ordre peut ou en son absence les autres
Abbez par luy ou le Chapitre General commis & deputé, visiter
tous & chacuns les Monasteres tant d'hommes que de femmes
estans d'iceluy Ordre, & en iceux introduire la sainte & devote
reformation requise & necessaire selon la Regle & les Constitu-
tions & Decrets dudit Ordre ; Semblablement estre permis de
prendre & lever tous les ans contribution, ayde & subvention
aux frais & mises qu'il convient ordinairement faire, C'est à sça-
voir pour l'assemblée & Convention du Chapitre General qui se
tient par chacun an & auquel tous les Abbez dudit Ordre doi-
vent assister & eux trouver pour pourvoir aux affaires spirituelles
& temporelles d'iceluy Ordre ; pareillement pour le payement
des gages des Proviseur, Maistre Regent, Sententier, Biblien,
Procureur & Lecteur en Humanité, Philosophie & saintes Escri-
tures qui sont demeurants & residants au College, pour instrui-
re & enseigner en telle discipline les Religieux d'iceluy Ordre
qui y affluent de toute la Chrestienté ; Aussi pour entretenir au-
tre College saint Bernard à Toulouse ; & consequemment pour
conduire & demener les procès & negoces touchant & concer-

nant les affaires dudit Ordre en general : Et combien que telles reformatiions & visitations, aydes, subventions & Contributions soient à telle fin & intention que l'on peut voir, juger & considerer, & que de là provient un bien singulier & une utile commodité generale à tout ledit Ordre, avec l'establissement, conservation, augmentation & décoration d'iceluy ; Toutesfois aucuns Abbez Commendataires pour n'avoir aucune nourriture & moins encore de zele, affection & reverence audit Ordre & à la Profession de Religion, voulant eux segreger & distraire du troupeau & de l'obéissance de leurs Superieurs, sans avoir aucun elgard aux Mandements & Decrets Apostoliques ne autres peines sur ce indites, ont refusé & denié comme ils font encor à present, de recevoir lescdites visitations & reformatiions, & aussi de satisfaire ausdites contributions & subventions prenans couleur d'excuse sur ce que lescdits Privileges n'ont esté par nous agréez, ratifiez ny approuvez : Et d'autant que si tels refus & denegation estoient permis & avoient lieu, ce seroit une consequence dont pourroit succeder la cessation dudit Chapitre General & consequemment la totale ruyne dudit Ordre ; Lescdits Suppliants qui n'ont autre recours qu'à nous qui sommes leur protecteur, nous ont tres-humblement supplié & requis sur ce leur vouloir pourvoir.

3. P O U R - C E est-il que Nous ce consideré, qui ne voulons pour le nom & lieu que nous tenons, que les choses bonnes de longue main instituées & ordonnées en l'Eglise de l'autorité des Papes & du Saint Siege Apostolique avec si justes & raisonnables causes, qu'ont esté celles-cy, estre de nostre temps violées & corrompuës, mais au contraire entretenues, gardées & observées sans enfreindre le tout à l'honneur de Dieu, exaltation de son saint nom, entretenement & conservation des Ordres de Religion : Et après que nous avons fait voir & visiter par aucuns de nostre Conseil lescdites Bulles & qu'en icelles ne s'est trouvé chose contraire ny desrogeant à nos droicts & autoritez, Privileges, Franchises & Libertez de l'Eglise Gallicane ; Ayant le contenu agreable & en iceluy loüant & approuvant, Avons ausdits Suppliants par Ces Presentes, de grace speciale, pleine puissance & autorité Royale, pour les causes dessusdites & autres à ce nous mouvans, Permis & Octroyé, Permettons & Octroyons, Baillons & nous plaist que desdites Bulles ils se puissent aider, & des autoritez, privileges, & préroga-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 287

ives dessus mentionnées à eux par iceux concedez & octroyez, jouyr & user selon leur propre forme & teneur, tout ainsi & par la forme & maniere qu'ont fait & faisoient par cy-devant leurs prédecesseurs, plainement & paisiblement sans fraude ny abus.

SI DONNONS en mandement par ces Presentes à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nos Cours de Parlement de nos Royaume, pays de Bretagne, Provence, Dauphiné, Savoye, & Piedmont, Baillifs, Seneschaux, Prevosts & à tous nos autres Justiciers & Officiers ou à leurs Lieutenants & à chacun d'eux en droit soy si comme à luy appartiendra, que nos presentes grace, agreation, permission, octroy & vouloir, ensemble de tout le contenu cy-dessus, ils fassent, souffrent & laissent lesdits Suppliants jouyr & user plainement & paisiblement, ainsi & par la forme & maniere que dit est, cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens au contraire & à ce faire souffrir & obeyr ausdites reformatations & visitations, payer les droits, ensemble les arrerages qui en sont & peuvent estre deus, contraignent & fassent contraindre tous & chacuns les Abbez tant Reguliers que Commendataires dudit Ordre de Cisteaux qui pour ce seront à contraindre par toutes voyes & manieres deues & raisonnables & en tel cas requis, nonobstant oppositions ou appellations quelconques & sans préjudice d'icelles, dont Nous avons de nostre propre mouvement, certaine science, pleine puissance & autorité Royale commis & attribué, Commettons & Attribuons par ces Presentes les connoissance, jugement & décision à nos Cours de Parlement & à chacunes d'icelles respectivement au ressort desquelles se trouveront aucuns desdits refusants ou appellants, leur mandant par Cesdites Presentes faire sur lesdites oppositions ou appellations bon & brief droict, Car tel est nostre plaisir, nonobstant comme dessus quelconques Ordonnances, restrictions, mandemens ou defences à ce contraires. Et pour ce que de ces Presentes on pourra avoir de besoin en plusieurs & divers lieux, Nous voulons qu'au *Vidimus* d'icelles fait sous seal Royal, Foy soit adjoustée comme au present Original, auxquelles en tesmoin de ce Nous avons fait mettre nostre seal. Donné à Argilly le vingt-neuviesme jour de Juillet l'an de grace mil cinq cens quarante-deux, de nostre Regne le vingt-

huitiesme. Signé sur le reply par le Roy, en son Conseil, Bayard.
Leſta, publicata & registrata audito consentiente & requirente
Procuratore Generali Regis Parisiis in Parlamento vicesimâ die
Octobris Anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo
sexto. Sic signatum, DU TILLET. Et plus bas est écrit : *Ex-*
trait des Registres des Ordonnances Royaux registrez en Parle-
ment, signé VOISIN.

LETTRES PATENTES DU ROY

Henry II. de l'an 1556.

SOMMAIRE.

Ces Lettres sont adressées à tous les Parlemens de France où elles furent en effet versées ; l'Arrest d'enregistrement en celuy de Paris est comme aux precedentes audito, consentiente & requirente Procuratore Generali Regis, daté du 20. Octobre de la même année : Le Roy ordonne après avoir expliqué une bonne partie des Privileges de l'Ordre de Cisteaux, qu'ils seront observez & executez, enjoignant à tous ses Officiers quand ils en seront requis, d'y tenir la main en contraignant de le faire les Abbez Commendataires, approuvant & confirmant de toute son autorité lesdits Privileges notamment en ce qui regarde les visites regulieres dans les Monasteres & leur estat spirituel & temporel, le tout en conformité des Lettres de son predecesseur.

HENRY PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE.
 A nos amez & feaux les Gens tenans nos Cours de Parlement de Paris, Rouën, Dijon, Bordeaux, Tholose, Grenoble, Chamberry, Bretagne, Piedmont & autres nos Cours Souveraines de nos Royaume & Pays, Baillifs, Seneschaux, Prevosts, Juges, Magistrats de nostredit Royaume & Pays. A la supplication de nos chers & bien amez Orateurs les Abbez de Cisteaux, Clairvaux & autres Peres Abbez ausquels appartient la visitation de tous les Monasteres d'hommes & filles dudit Ordre, chacun en sa jurisdiction & filiation, contenant que feu nostre tres-honoré

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 289

honoré Seigneur & Pere, que Dieu absolve, leur auroit octroyé ses Lettres Patentes données à Argilly le vingt-neuvième jour de Juillet mil cinq cens quarante-deux, cy-attachées sous nostre contrescel, desirants donner faveur & ayde ausdits suppliants, afin que par leurs visitations le Divin service & observance Reguliere fust continué en nostredit Royaume & Pays, conformément aux saints Decrets, Regles, Privileges & Constitutions dudit Ordre, comme est à plein contenu ésdites Lettres; ausquelles neantmoins aucuns tant de nos Juges que des Abbez ou Commendataires dudit Ordre, different d'obeyr pour ce que lesdites Lettres ne sont par nous confirmées ny agréées : Et combien que tant par disposition de droit que des Privileges dudit Ordre, lesdits Suppliants faisant leurs visitations doivent ordonner & faire observer ce qui concerne le Divin service, observance Reguliere, entretene-
mens des lieux & édifices Reguliers, qu'autres conservations des tiltres & biens, continuations d'aumosnes & autres œuvres pitoyables, & generalement de toutes choses concernant l'estat spirituel & temporel, circonstances & dépendances d'iceluy. Neantmoins aucuns Commendataires sous ombre qu'ils ne sont quant à leurs personnes sujets ausdits Visiteurs, & que l'administration des spirituel & temporel desdites Abbayes leur est commise à nostre nomination par le Saint Siege Apostolique, sont refusants de recevoir lesdits Visiteurs, les nourrir & alimenter durant le temps desdites visitations, ne veulent aussi en rien satisfaire aux ordonnances desdits Visiteurs, quand à l'exécution d'iceluy est requis faire despence & employer deniers : comme quand pour la correction des Religieux est nécessaire les transférer d'une maison en autre, & en leur lieu subroger Religieux d'autres maisons, & mesmes y pourvoir de Prieur de bonnes mœurs & doctrine, pour en défaut d'Abbé faire observer la regularité, & à iceux Prieurs assigner outre la pension monachalle, quelque raisonnable subvention, afin qu'ayant plus de peine que les autres, ils ayent plus de moyen de s'entretenir & subvenir à leurs necessitez. Nous remonstrants outre lesdits Suppliants qu'ils ne sont obeys quand ils ordonnent ausdites Abbayes commandées le nombre deu de Religieux, avec estat raisonnable pour le vivre & vestiaire & autres necessitez desdits Religieux, Novices & Convers, continuation d'aumosnes accoustumées audit Ordre, tant quotidiannes que generales, de l'hospitalité, reparation des lieux

& edifices tant Reguliers qu'autres, de la conservation & repetition des tiltres, droicts, Calices & joyaux & autres choses desquelles l'alienation par disposition de droit est interdite, fournir aux frais de leurs Prieurs pour aller au Chapitre General quand ils y seront appelez, de tenir un Precepteur pour l'instruction des jeunes Religieux, & entretenir quelqu'un desdits Religieux aux estudes & Colleges dudit Ordre. Et pour ce que par ce moyen ledit Ordre va du tout en ruine en l'estat spirituel & temporel, Nous auroient lesdits Suppliants humblement requis leur vouloit confirmer lesdites Lettres ainsi données par nostredit deffunt tres-honoré Seigneur & Pere : P O U R - C E est-il que Nous ce consideré & desirant de nostre pouvoir pour le nom & lieu que nous tenons, les bonnes choses venues de longue main, instituées & ordonnées en l'Eglise de l'autorité des Papes & du Saint Siege Apostolique & bienfaits de nos predecesseurs, avec si bonnes justes & raisonnables causes comme ont esté ceux-cy, n'estre de nostre temps violées & corrompues : mais au contraire entretenus, gardez & observez sans enfreindre, le tout à l'honneur de Dieu & exaltation de son saint Nom, entretenement & conservation des Ordres de nostre Religion. Avons de nostre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, Confirmé & Agreé, Confirmons & Agreons lesdites Lettres ainsi données par nostredit deffunt tres-honoré Seigneur & Pere, & Voulons qu'elles sortent leur plein & entier effet : Voulons aussi & vous Ordonnons de nostre certaine science & autorité Royale que Vous & chacun en son ressort & jurisdiction, assistiez lesdits Suppliants faisant lesdites visitations si requis en estes, leur donniez confort & aydes & secours de la Justice & bras seculier, & en cas de refus, les fassiez recevoir par lesdits Abbez & Commendataires pour faire lesdites visitations, nourrir & alimenter durant le temps d'icelles : En outre contraigniez lesdits Abbez Commendataires, & aussi les Abbesses, Religieux & Religieuses dudit Ordre & autres qu'il appartiendra, de souffrir, observer & garder, & mettre en entiere execution le contenu ausdites Lettres de nostre tres-honoré Pere & aussi ce qui sera ordonné & statué par lesdits Suppliants des choses cy-dessus contenues, & autres appartenants à leur charge, & ce par toutes voyes deues & raisonnables, mesmes par saisissement de temporel de leursdites Abbayes, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles,

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 291

pour lesquelles ne voulons l'effet & execution des Presentes & desdites Visitations estre differé & empesché ; & qu'en faisant lesdites Visitations, lesdits exposans fassent diligente inquisition du nombre des Religieux qui auroient esté esdites Abbayes puis quarante ans en ça, duquel nombre feront registre pour servir cy-après, en faisant par vous lire & registrer au Greffe de nosdites Cours ces Presentes. Et pour ce que d'icelles pourroient avoir affaire en plusieurs & divers lieux, Voulons qu'au *Vidimus* d'icelles fait sous seel Royal, soy soit ajoûtée comme à l'Original. Donné à Paris le deuxiesme jour d'Aoust, l'an de grace mil cinq cens cinquante-six, & de nostre Regne le dixiesme. Signé par le Roy, Monsieur le Cardinal de Lorraine present, BOURDIN. *Acta, publicata & registrata audito consentiente & requirente Procuratore Generali Regis, Parisiis in Parlamento vicesimâ die Octobris Anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo sexto. Sic signatum, DU TILLET.* Et plus bas est écrit : *Extrait des Registres des Ordonnances Royaux registrez en Parlemens.* Signé, VOISIN.

LETTRES PATENTES DU ROY

François II. de l'an 1559.

SOMMAIRE.

Le Roy accorde ses Lettres de confirmation des Privileges de l'Ordre de Cisteaux, en conformité de celles de ses deux Predecesseurs François I. & Henry II. & ordonne qu'elles seront enregistrées en tous ses Parlemens & en son Grand Conseil, comme elles le furent en effet.

FRANCOIS PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE.
A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme feu de bonne memoire le Roy François & depuis nostre tres-honoré Seigneur & Pere eussent donné & octroyé à l'Abbé de Cisteaux & autres Peres Abbez dudit Ordre, les Lettres Patentes cy-attachées, Nous qui considerons les bonnes & saintes choses contenues en icelles estre observées & continuées, Avons
Oo ij

icelles Lettres agréées & confirmées , Agréons & Confirmons. Voulons outre & Ordonnons ou cas que pour les visitations mentionnées ésdites Lettres ou execution d'icelles , lesdits Abbez seroient contraints faire frais nécessaires soit pour faire voir par ouvriers connoissants , les bâtimens & édifices des Abbayes où ils visiteront , ou pour appeller l'aide du bras seculier à l'occasion du refus ou desobeissance de ceux qui ont l'administration desdites Abbayes , qu'ils soient remboursés desdits frais aux dépens desdites Abbayes visitées. Si donnons en mandement aux gens tenants nos Cours de Parlement & nostre Grand Conseil & autres nos Officiers , qu'ils laissent & fassent jouir & user lesdits Abbés du contenu desdites Lettres & des Presentes , en contraignant les contredisans par les voyes qu'ils y sont tenus , & fassent icelles Lettres & les Presentes lire , publier & enregistrer , au *Vidimus* desquelles passé sous Seel Royal , voulons que foy soit ajoutée comme à l'Original d'icelles. Donné à Eclairon le quatorzième jour d'Octobre l'an de grace mil cinq cens cinquante-neuf & de nostre Regne le premier. Signé sur le reply par le Roy , Monsieur le Cardinal de Lorraine present, HURAULT ; & scellé en double queue du grand Seau de cire jaune avec contresceau. Et sur ledit reply est écrit , *Registrata audito Procuratore Generali Regis Parisiis vicesimâ sextâ die Junii , anno Domini millesimo quingentesimo sexagesimo*. Signé, DU TILLET. Ces Lettres furent aussi enregistrées dans les autres Parlemens du Royaume.

LETTRES PATENTES DU ROY

Charles IX. de l'an 1566.

S O M M A I R E.

Ces Lettres sont semblables aux précédentes du Roy François II. de pareil stile, adressées à tous les Parlemens de France & au Grand Conseil où elles furent vérifiées, & confirment celles des Rois ses prédecesseurs François I. Henry II. & François II. Il n'y a rien de particulier à remarquer.

CHARLES PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE.
A tous ceux qui ces presentes Lettres verront salut. Com-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 293

me feus de bonne memoire les Roys François Premier, Henry & François Seconds, nos tres-honorés Sieurs Ayeul, Pere & Frere, eussent donnés & octroyés à l'Abbé de Cisteaux & autres Peres Abbez dudit Ordre Les Lettres Patentes cy-attachées; Nous qui desirons les bonnes & saintes choses y contenuës estre observées & continuées, Avons icelles Lettres Loué, Approuvé & Confirmé, Louons, Approuvons & Confirmons, Voulons & nous plaist, en cas que pour les visitations mentionnées ésdites Lettres ou execution d'icelles, lesdits Abbés seroient contrains faire frais nécessaires soit pour faire voir par les ouvriers connoissants, les batiments & édifices des Abbayes qu'ils visiteront, ou pour appeler l'aide du bras seculier à l'occasion du refus ou desobéissance de ceux qui ont l'administration desdites Abbayes, qu'ils soient remboursés desdits frais aux dépens desdites Abbayes visitées. Si donnons en mandement aux Gens tenants nos Cours de Parlement & Grand Conseil, & à tous nos autres Justiciers & Officiers & à chacun d'eux en droit soy si comme à luy appartiendra, qu'ils laissent, fassent jouir & user lesdits Abbés du contenu ésdites Lettres & es Presentes, en contraignant les contredifants par les voyes qui y sont contenuës, & faisant icelles dites Lettres & cesdites Presentes lire & enregistrer où besoin sera, au *Vidimus* desquelles fait par l'un de nos amez feaux Notaires Secretaires ou soubz Seel Royal, voulons que soy soit adjoutée comme au present Original : Car tel est nostre plaisir. En témoin de ce Nous avons fait mettre nostre Seel à cesdites Presentes. Donné à Paris le vingt-quatrième jour d'Octobre l'an de grace mil cinq cent soixante-six & de nostre regne le sixième. Signé sur le reply par le Roy, THIELLEMENT. & scellé sur double queue du grand Seau de cire jaune avec Contresceau : Et sur ledit reply est écrit, *Registré &c.*



LETTRES PATENTES DU ROY Henry III. de l'an 1578.

SOMMAIRE.

Ces Lettres sont du même stile & en la même forme que les deux precedentes ; elles confirment & les Bulles des Papes & l'autorisation qu'en ont faite les Rois François I. Henry II. François II. & Charles IX. pour en jouir par tous les Monasteres de l'Ordre de Cisteaux ; & il en ordonne l'enregistrement dans ses Parlemens & au Grand Conseil, enjoignant à tous ses Officiers de tenir la main à leur execution.

HENRY PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE ET DE POLOGNE. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront salut. Comme feus de bonne memoire les Rois François Premier, Henry, François Seconds & Charles nos tres-honorés Sieurs ayeul, pere & frere, eussent donné & octroyé à l'Abbé de Cisteaux & autres Peres Abbés dudit Ordre, les Lettres Patentes cy-attachées ; Nous qui desirons les bonnes & saintes choses y contenuës estre observées & continuées, avons icelles Lettres loué, approuvé & confirmé, Louons, Approuvons & Confirmons, Vou-lons & nous plaist en cas que pour les visitations mentionnées ésdites Lettres ou execution d'icelles, lesdits Abbés seroient contraints faire frais necessaires soit pour faire voir par les ouvriers connois-sants les batiments & edifices des Abbayes qu'ils visiteront ou pour appeler l'aide du bras seculier à l'occasion du refus ou des-obéissance de ceux qui ont l'administration desdites Abbayes, qu'ils soient remboursez desdits frais aux dépens desdites Abbayes visitées. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseil-lers les Gens tenants nos Cours de Parlement & Grand Conseil, & à tous nos autres Justiciers & Officiers & à chacun d'eux en droit soy, si comme à luy appartiendra, qu'ils laissent, fassent jouir & user lesdits Abbés du contenu ésdites Lettres & ces Presen-tes, en contraignant les contredifants par les voyes qui y sont contenuës, en faisant lesdites Lettres & cesdites Presentes lire, pu-blier & enregistrer où besoin sera ; au *Vidimus* desquelles fait par

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 295

l'un de nos amez feaux Notaires & Secretaires ou soubz Seel Royal, voulons que foy soit ajoûtée comme au present Original : Car tel est nostre plaisir. En témoin de ce Nous avons fait mettre nostre Seel à ces Presentes. Donné à Paris le vingtième jour de Janvier l'an de grace mil cinq cent soixante & dix-huit & de nostre Regne le quatrième. Signé sur le reply par le Roy, R U Z I. & seellé en double queue du grand Seau de cire jaune avec Contreseau. Et sur ledit reply est écrit, Registré suivant l'Arrest de la Cour du vingt-sixième jour de Mars present mois & an mil cinq cent soixante & dix-huit, aux charges contenuës par ledit Arrest. Fait en Parlement à Rennes le jour & an susdit. Signé, GAUDIN.

LETTRE DU ROY HENRY III. de l'an 1585.

S O M M A I R E.

Cette Lettre écrite en forme de Patente par le Roy au Pape Sixte V. peu de mois après qu'il fut élevé au Souverain Pontificat, fait preuve de la protection dont il honoroit l'Ordre de Cisteaux. On en a entre les mains l'original ou au moins un duplicata signé de la main du Roy & contresigné De Neuville. Ce fut au sujet d'une Bulle que quelques Evêques d'Italie avoient surprise de son prédecesseur immediat Gregoire XIII. dès l'année 1579. qui en soustrayant les Monasteres de Religieuses de divers Ordres, mesme de celuy de Cisteaux, de la jurisdiction ordinaire de leurs Superieurs reguliers, les soumettoit en tout à celle de leurs Diocézains.

Cette Bulle datée du 15^e Fevrier 1579. est rapportée toute entiere dans la premiere édition qui fut faite à Rome en 1586. du Grand Bullaire Romain in folio page 1283. où sont entre autres ces mots pour exprimer cette soustraction, omnia & quæcumque Monasteria Monialium Ordinis Cisterciensis & quorumcumque aliorum Ordinum : ce ne fut pas pour la mauvaise conduite qui s'y tenoit, mais de peur que celle qui s'estoit glissée dans quelques Maisons d'autres Ordres de leur voisinage, n'y portast la corruption ; la Bulle le dit, Ne Cisterciensium. Ordini qui uni-

versali semper Ecclesiæ ornamento fuit & adjuncto, ex diversarum San&imonialium Gubernatione eveniat.

Il y eut des oppositions & le Roy se declara ouvertement pour l'Ordre de Cîteaux en écrivant tres-fortement au Pape plusieurs Lettres par lesquelles il insistoit fortement pour la revocation de cette Bulle, jusques à charger tres-expres&ement son Ambassadeur à Rome qui estoit M. Paul de Foix Archevêque de Toulouse, & M. le Cardinal d'Est prote&teur des affaires de France, de solliciter l'execution de cette revocation; ce qu'ils firent comme on le voit dans le Recueil des Lettres de M. l'Ambassadeur imprimées in 4° à Paris en 1628. par la 34^e qu'il écrit au Roy le 6. Mars 1582. pour luy rendre compte de ce qui s'estoit passé avec esperance de succès, où tout est détaillé avec beaucoup d'ex&actitude & de force, & même toutes ses paroles & les réponses du Pape y sont rapportées; jusques-là qu'il fit connoître à Sa Sainteté que les Superieurs reguliers ayant l'experience & la pratique de leurs Ordres, estoient plus capables d'en faire observer les regles par les Religieuses, & que depuis trois ou quatre ans que les Dioc&ezains avoient eu la conduite de leurs Monasteres, il y estoit arrivé plus de desordres qu'en cinq siècles entiers qu'ils estoient demeurez sous l'Ordre de Cîteaux.

Enfin la Bulle fut revoquée comme le porte la Lettre du Roy, mais le Pape estant mort peu de temps après sans que l'expedition en eust esté faite & delivrée, Sa Majesté recommença ses sollicitations, ainsi qu'on verra, vers son successeur. Ce qu'on peut ajoûter est que cette Bulle a esté retirée des éditions des Bullaires Romains posterieures; mais comme les années qui suivirent, furent un temps de confusion & de malheurs, on n'a pas d'autre preuve de la revocation, quelques Monasteres rentrerent dans la soumission à leurs Superieurs reguliers, & quelques autres demurerent sujets à leurs Evêques, où l'on ne voit pas qu'ils ayent fait de grands progrès dans la regularité selon la remarque qu'en fit au Pape M. de Foix & qui est contenuë dans sa Lettre.

TRES-SAINT Pere, il y a quelques mois que feu nostre Saint Pere le Pape Gregoire XIII. de heureuse memoire m'avoit accordé la revocation de la Bulle par laquelle il avoit distrait de l'ob&issance & juridiction de l'Abbé de Cîteaux, les Monasteres de Moniales qui sont en Italie dépendans dudit Cîteaux

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 297

teaux comme de leur Chef & Mere de tous ceux qui sont de cette Profession, & ne sçavons qui a retardé jusques à present l'expedition de ladite revocation : mais maintenant qu'il a plû à Dieu d'appeller Vostre Sainteté en son lieu, Nous la supplions tres-affectueusement de la nous conceder de nouveau & d'en commander l'expedition sans user d'autre remise, réunissant les membres à leur Chef qui en ont esté separez par ladite distraction, laquelle est de bien grande consequence pour l'Eglise de Dieu & tres-importante & préjudiciable à nostre Couronne, pour ce qu'elle a cet ornement de pieté & prééminence sur tout autre Royaume, d'avoir ce Chef d'Ordre & de plusieurs autres Ordres aussi desquels mes Prédecesseurs ont esté fondateurs & ont toujours eu en leur protection la jurisdiction d'iceux, par le moyen de quoy il y a près de cinq cens ans qu'ils y ont esté maintenus, & ne voudrions apporter moins de bonne intention qu'aucun de nosdits Prédecesseurs, à les y conserver ; & particulièrement celui de Cisteaux pour la particuliere devotion qu'avons audit Ordre & que l'estenduë de sa jurisdiction se trouve plus grande que de nul autre ; joint que les Superieurs d'iceluy ont toujours fait bon devoir aux visitations & autres actes de leurs charges. Par tant ce soit le bon plaisir de Vostre Sainteté de revoquer ladite Bulle de la distraction qu'en a esté faite, avec défense à toutes personnes de s'en aider ni prévaloir en aucun lieu & maniere que ce soit, ainsi que nostre tres-cher oncle le Cardinal d'Est & le Sieur de Saint Gonard nostre Ambassadeur l'en requerront de nostre part ; & prions Dieu Tres-Saint Pere, qu'icelle Vostre Sainteté il maintienne & garde longuement au bon Regime, Gouvernement & administration de nostre Mere Sainte Eglise. Ecrit à Paris le 26^e jour de May 1585. *Ainsi signé*, Vostre devot fils le Roy de France & de Pologne, HENRY. *Et contresigné plus bas*, DE NEUFVILLE.



LETTRES PATENTES DU ROY Henry IV. de l'an 1596.

SOMMAIRE.

1. Ces Lettres furent accordées par S. M. sur la demande de l'Abbé de Cisteaux, à l'exemple des Rois ses prédécesseurs pour la confirmation des Privileges donnez par les Papes à l'Ordre de Cisteaux, & pour la conservation & reconnoissance de l'autorité du Chef & General Superieur d'iceluy servant d'ornement à ce Royaume.
2. Une partie desdits Privileges y est spécifiée, notamment le droit de Visite dudit Abbé de Cisteaux dans les Monasteres dudit Ordre & celui des autres Superieurs, ensemble le pouvoir qu'ils y ont, comme d'y regler toutes choses au spirituel & au temporel, d'obliger de recouvrer les choses qui en ont esté mal alienées, de faire les reparations des bastimens &c. même de pourvoir de Superieurs & d'autres Officiers dans ceux qui sont mis en Commende, & de lever les Contributions pour les affaires de l'Ordre.
3. Le Roy confirme lesdits Privileges, Bulles des Papes & Lettres Patentes de ses prédécesseurs, après les avoir fait examiner en son Conseil, pour estre executez selon leur forme & teneur, & ordonne à ses Parlemens & à tous ses Officiers d'y tenir la main.

1. **H**ENRY PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE. A tous presens & à venir Salut. Sçavoir faisons Nous avoir receu l'humble supplication de nostre Amé & Feal devot Orateur Dom Edme de la Croix Abbé de Cisteaux General de son Ordre, contenant que feüs de bonne memoire les Rois François premier, Henry & François seconds, Charles neuvième & Henry troisième nos tres-honorez Sieurs beaux-peres & freres auroient en confirmant les Privileges donnez aux Abbez dudit Cisteaux, à ses quatre filles les Abbez de la Ferté, Pontigny, Clervaux & Morimond & autres Peres Abbez dudit Ordre, par les Papes Pie second, Sixte quatrième & Innocent huitième & leurs successeurs, fait plusieurs beaux Statuts & Ordonnances pour la conservation & ornement dudit Ordre,

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 299

par lesquels entre autres choses, auroit esté pour la conservation & reconnoissance de l'autorité du Chef & General Superieur dudit Ordre, servant d'ornement à cetuy nostre Royaume, Ordonné & statué que l'Abbé dudit Cisteaux comme Chef, General & Superieur dudit Ordre, & les autres Peres Abbez & Commis du Chapitre General ou par iceluy visiteroient toutes & quantes fois qu'il seroit besoin, tous lescdits Monasteres, en chacun d'eux introduiroient la sainte & devote Reformation à ce requise & necessaire selon la Regle & les Constitutions & Decrets dudit Ordre, Le tout aux frais & despens des Abbez ou Abbesse desdits Monasteres soit Titulaires ou Commendataires; Et que faisant lescdites visitations ils ordonneront ce qu'ils connoistront estre necessaire tant pour ce qui concerne le Service Divin, le nombre des Religieux ou Religieuses en chacun Monastere, nourriture, vestiaire & entretenement d'iceux, translation des personnes Regulieres des Monasteres en autres, continuation des aumosnes accoustumées soit quotidiennes ou generales, droit d'hospitalité, conservation ou repetition des Titres, Droicts, Calices, joyaux & autres choses desquelles l'alienation est par disposition de droit interdite, ensemble de la reparation des lieux & edifices tant Reguliers qu'autres; Et aussi de l'entretienement d'un Precepteur aux jeunes Religieux, du nombre des Religieux aux estudes & Colleges dudit Ordre, & generalement tout ce qui concerneroit l'Estat Spirituel & Temporel desdits Monasteres, circonstances & dépendances & mesme de pourvoir de Prieurs & Souprieurs & autres Officiers Claustraux és Monasteres qui sont tenus en Commende, & leur ordonner quelques honnestes gages outre leur pension Monastique, & ce qui seroit necessaire pour leurs frais d'aller au Chapitre General quand ils y seront appelez; Et en outre auroient permis audit Abbé de Cisteaux & à ses successeurs de pouvoir par chacun an lever les Contributions accoustumées pour les affaires dudit Ordre, & qu'à ce faire, souffrir & executer ce que dessus les Abbez Commendataires & tous autres Abbez & Abbesse desdits Monasteres tant d'hommes que de filles seroient contrains par toutes voyes de Justice deuës & raisonnables, nonobstant oppositions ou appellations quelconques pour lesquelles ne seroit aucunement differé, mesme par saisie & sequestre du revenu desdites Abbayes & Monasteres jusques à ce qu'il eust esté entierement satisfait à l'Ordonnance des-

Réunion des choses
aliénées.

Etablissement d'Offi-
ciers dans les Mona-
steres en Commende.

Levée des Contribu-
tions pour les besoins
de l'Ordre.

- dits Visiteurs ; & où ils seroient refusants de les recevoir & obeyr à ses Ordonnances, il pourroit implorer le bras seculier & requerrir nos Cours de Parlement, Baillifs, Seneschaux & autres nos Officiers & Magistrats pour les assister & bailler toute ayde & secours, & que main-levée ne pourroit estre faite des choses saisies sans ouyr les Ordinateurs & le Procureur General dudit Ordre, en la Province où sont assis lesdits Monasteres ainsi qu'il est plus à plein porté par lesdits Privileges & Confirmations de nosdits Prédecesseurs & Arrests donnez en consequence d'iceux, des vingt-neuvième Juillet mil cinq cens quarante-deux, sixième May mil cinq cens quarante-trois, deuxième d'Aoust mil cinq cens cinquante-six, quatorzième Octobre mil cinq cens cinquante-neuf, vingt-troisième dudit mois d'Octobre mil cinq cens soixante-six, vingtième Janvier mil cinq cens soixante & dix-huit : lesquels au moyen des guerres & troubles advenus en cetuy nostre Royaume, ont esté aucunement mal gardez & observez au préjudice du service de Dieu, décoration des Abbayes & Monasteres dudit Ordre, dont pourroit advenir plus grand desordre si à nostre advenement à la Couronne lesdits privileges, autoritez & prééminences n'estoient par nous confirmez.
2. A CES CAUSES desirant iceux Privileges, Franchises, Libertez, Autoritez & Prééminences ainsi que dit est concedez & octroyez audit Abbé de Cisteaux General dudit Ordre & confirmez par nos prédecesseurs Rois, sortir leur plein & entier effet selon leur forme & teneur : Et après avoir fait voir en nostre Conseil lesdits Privileges, Confirmations & Arrests cy-attachez sous le contre-scel de nostre Chancellerie, Iceux de l'Advis de nostredit Conseil, Avons Confirmé & Confirmons par ces Presentes, pour en jouyr & user par ledit Suppliant & ses successeurs selon leur forme & teneur & tout ainsi que tant luy que lesdits prédecesseurs en ont cy-devant bien & deuément jouy & usé, & qu'il en jouit & use encores de present.
3. SI DONNONS EN MANDEMENT par celsdites Presentes à nos amez & feaux les Gens tenant nos Cours de Parlement de Paris, Tholose, Bourdeaux, Rouen, Dijon, Aix & Rennes, & à tous autres nos Baillifs, Seneschaux & autres nos Justiciers & Officiers qu'il appartiendra ou leurs Lieutenans, que nos presentes Confirmations & celsdites Presentes ils fassent lire, publier & enregistrer, & de tout le contenu en icelles ensemble

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 301

ausdits Privileges, ils fassent, souffrent & laissent ledit Suppliant & ses successeurs jouyr & user pleinement & paisiblement sans souffrir ny permettre qu'il y soit contrevenu en aucune maniere que ce soit : Et pour ce que de Ces Presentes ledit Suppliant & ses successeurs pourront avoir affaire en plusieurs lieux, Nous Voulons qu'au *Vidimus* d'icelles fait par l'un de nos amez & feaux Conseillers Notaires & Secretaires & sous Seel Royal, Foy soit adjoustée comme au present Original : CAR tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à tousjours, Nous avons fait mettre nostre Seel à cefdites Presentes, sauf en autres choses nostre droit & l'autry en toutes. Donné à Meaux au mois de Septembre l'An de grace mil cinq cens quatre-vingt-seize, Et de nostre Regne le huitième. Signé sur le reply Par le Roy en son Conseil, BONNET ; & à costé *Visa Contentor* BERNARD, & seellées sur lacs de soye rouge & verte, en cire verte du grand Seel.

Registrées ouïy le Procureur General du Roy pour jouyr par ledit Abbé de Cisteaux & Peres Visiteurs dudit Ordre, de l'effect & contenu en icelles comme ils ont cy-devant bien & deuément jouy & usé, jouyssent & usent encores à present. A Paris en Parlement le quatrième jour de Mars l'an mil cinq cens quatre-vingt dix-sept. Signé, DU TILLET. *Extrait des Registres des Ordonnances Royaux registrez en Parlement.* Signé, VOISIN.

AUTRES LETTRES PATENTES DU ROY Henry IV. de l'an 1599.

S O M M A I R E.

Sur diverses plaintes portées au Roy de la mauuaisse conduite tenue en divers Monasteres de Filles de l'Ordre de Cisteaux par quelques Abbeses dans les temps fâcheux des guerres civiles, Sa Majesté charge par ses Lettres Patentes ceux qui en sont les Superieurs nommément l'Abbé de Clairvaux, d'y remedier par leurs Visites & autrement ; ordonnant d'y faire garder étroitement la Clôture, d'y faire rendre exactement les Comptes des revenus temporels, & en un mot d'y faire toutes sortes de

bons Reglemens requis & necessaires , corriger & reformer les abus &c. en obligeant tous ses Officiers de Justice & autres , Parlements , Baillifs , Seneschaux &c. de leur donner à cet effet aide & secours : lesdites Lettres registrées au Parlement de Paris le 18. Janvier 1599.

- H**ENRY PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE
ET DE NAVARRE : A nos amez & feaux les Gens tenans nos Cours de Parlement, Baillifs, Senéchaux, Prevosts, & à tous nos autres Justiciers & Officiers, leurs Lieutenans Generaux & Particuliers, & à chacun d'eux en droit soy, si comme il
1. appartiendra, Salut. Nous avons reçu plusieurs plaintes de ce qu'indifferemment toutes Personnes entrent & frequentent és Monasteres de Religieuses particulièrement de l'Ordre de Cîteaux, & que les Abbeßes & Religieuses sortent licencieusement de leurs Monasteres & Clôture Reguliere, contre les saints Decrets & Statuts dudit Ordre; & delaissant la simplicité de leur Profession, portent habits dissolus & mondains, employent les revenus de leurs Abbayes en vanitez & curiositez, abusent même des Pensions de leurs Religieuses, sans se soucier des aumônes ni réparations, ni même d'entretenir nombre competent de Religieuses, ni de leur pourvoir de vivre, vestures suffisans ni de secours en leurs maladies & autres necessitez; occasion qu'icelles sont incitées à familiariser avec personnes seculieres pour en tirer des commoditez, dont sont arrivez plusieurs inconveniens au grand interest de leurs Vœux & Professions & grand scandale du Peuple & singulierement de leurs parens, desquels aucuns Nous ont fait entendre les mauvais bruits qui en courent & les regrets qu'ils ont de voir leurs Filles en tels Monasteres reduites à telles depredations & desordres au préjudice de la Police spirituelle & temporelle.
 2. Et pour ce desirant à present qu'il a plu à Dieu Nous donner la Paix, que lesdites Abbeßes & Religieuses qui par leurs Professions ont renoncé au monde & se sont retirées de ses vanitez pour servir & plaire à la Divine Majesté, soient reformées & reduites à leur devoir; pour pourvoir & remedier à tels abus (comme Protecteur dudit Ordre & Conservateur des saints Decrets) AVONS ENJOINT aux Superieurs & par ces Presentes Enjoignons nommément à notre amé & feal l'Abbé de Clairvaux,

Le Roy Henry IV.
se dit Protecteur de
l'Ordre de Cîteaux,
& en cette qualité
pourvoir à ses be-
soins les plus pres-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 303

de soigneusement luy & ses Vicaires faire devoir de visiter, reformer & rétablir les Monasteres de sa Jurisdiction qui sont en cetuy nôtre Royaume, & principalement ceux des Religieuses; corriger la vanité des habits & autres curiositez & excès tant des Abbeses que des Religieuses; pourvoir qu'elles vivent selon leurs Vœux & religieuse Profession en l'observance des Commandemens de Dieu, saints Decrets & Statuts dudit Ordre & singulierement en la Clôture Reguliere; leur défendre tres-expressement de sortir de leurs Monasteres ni d'y introduire aucunes Personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, sans la permission expresse par écrit dudit Abbé de Clairvaux & autres ayans' pouvoir & ce en cas de necessité & de droit seulement; de pourvoir aussi au nombre competent de Religieuses, à leurs vestemens & nourritures & necessitez, aumônes & reparations des Lieux.

Et generalement les contraindre à tout ce qui est de leur devoir, par translation dans autres Monasteres & suspension de leurs Dignitez Abbaciales & privation d'icelles, leur assignant toutefois pension competente selon que ledit Abbé jugera raisonnable, & autres peines & Censures tant des saints Decrets que des Statuts dudit Ordre & autres de droit, comme il est porté par nos Ordonnances; & pour les contraindre à entretenir honnêtement leurs Religieuses, les lieux de leurs Monasteres & aumônes, affecter si besoin fait, telle partie du temporel qu'il sera necessaire, pour estre administrée par la Prieure & les deux plus anciennes ou telles autres Personnes que ledit Abbé & ses Vicaires jugeront propres à cet effet: Et afin que lesdites Abbeses n'y commettent plus d'abus & n'ayent excuses, rendront au Visiteur bon & fidele compte de leur entiere administration par chacun an, selon qu'il est ordonné par les Constitutions dudit Ordre.

Et pour ce qu'il pourroit avenir que lesdites Abbeses & Religieuses ne se rendront si promptement obéissantes aux Ordonnances dudit Abbé & de ses Vicaires comme elles sont tenuës: NOUS A CES CAUSES desirant qu'ils puissent dûement exercer leurs Charges sans difficulté ni empêchemens, Vous Mandons, Commettons & expressement Enjoignons faire donner tout confort & aide pour se faire obeir en execution des Presentes & observation de leursdites Ordonnances & Reglemens.

Et pour obvier aux abus qui se commettent par l'entrée &

sans à l'égard des Monasteres de Religieuses, obligeant les Superieurs de les regler & reformer.

3.

Le Pere Abbé peut obliger les Abbeses par suspension & disposition & translation dans d'autres Monasteres, de s'acquitter de leurs devoirs.

Les Abbeses sont obligées & peuvent estre contraintes de rendre compte à leurs Peres Abbez & Visiteurs de leur administration du temporel.

5.

frequentation des Gentilshommes & autres Personnes seculieres ausdits Monasteres, Défendons à tous Gentilshommes & à toutes autres Personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient tant d'hommes que de femmes, de plus entrer ni frequenter esdits Monasteres, ni de parler aux Religieuses sinon selon qu'il est permis par les Statuts de leur Ordre & en cas de nécessité & de droit qui seront déclarées par les Superieures, à peine de cinq cens écus d'amende applicable à l'Hôpital plus proche desdits Monasteres, en laquelle les Contrevenans seront condamnés par nos Juges, qui en adjugeront un tiers aux Dénonciateurs, nonobstant toutes Oppositions ou Appellations. Et pour ce que ledit Abbé aura besoin des Presentes en plusieurs lieux, Voulons que foy soit ajoutée aux Copies d'icelles collationnées, signées & scellées par ledit Abbé comme au propre Original; lesquelles seront affichées aux portes des Monasteres avec leurs Ordonnances au dessous de cesdites Presentes ou desdites Copies : *CAR* tel est nôtre plaisir. Donnée à Paris le onzième jour de Janvier, l'an de Grace mil cinq cens quatre-vingt dix-neuf, & de nôtre Regne le dixième. Signé, HENRY. *Et plus bas*, Par le Roy, P O T I E R ; & scellé sur simple queue en cire jaune du grand Seel. Registrées ouïy & consentant le Procureur General du Roy. A Paris en Parlement le 18. Janvier 1599. Signé, DU TILLET.

LETTRES PATENTES DU ROY

Louis XIII. de l'an 1620,

S O M M A I R E.

Sa Majesté confirme les Privileges de l'Ordre de Cisteaux sur la requeste & priere du Chapitre General, lesquels luy ont esté accordez par les Papes Martin V. Pie II. Sixte IV. Innocent VIII. & autres Saints Peres, concernant le droit & pouvoir qu'ont les Superieurs dudit Ordre d'en visiter & reformer les Monasteres, comme aussi l'exemption de payer aucunes dixmes sur les terres qui sont de leur fondation, dotation & domaine, tant sur celles qu'ils cultivent par leurs mains que celles qu'ils font labourer par leurs Fermiers & Colons
avec

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 305

avec plusieurs autres droits, privileges & prerogatives plus amplement declarez par lesdites Bulles & Confirmations faites d'icelles par ses predecesseurs : avec adresse desdites Lettres au Grand Conseil & injonction à tous ses Officiers de tenir la main à leur execution.

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE : A tous presens & advenir, Salut. Nous avons receu l'humble supplication de nos amez & feaux les Abbez de Cisteaux, la Ferté, Pontigny, Clairvaux, Morimond & autres Abbez dudit Ordre faisant le Chapitre General d'iceluy, contenant que par les Privileges à eux accordez par nos saints Peres les Papes Martin V. Pie II. Sixte IV. Innocent VIII. & autres saints Peres, confirmez par nos predecesseurs Roys, pour aucunes bonnes, grandes & saintes considerations leur a esté accordé & octroyé plusieurs beaux Privileges, Statuts & Ordonnances pour le bien & conservation dudit Ordre, par lesquels (entre autres choses) auroit esté Ordonné que le Chef & les Superieurs dudit Ordre & les autres Peres Abbez & Commis du Chapitre General visiteroient toutes & quantes fois qu'il seroit besoin, tous les Monasteres d'iceluy Ordre & en chacun d'eux introduiroient & restabliront la sainte & devote reformation à ce requise & necessaire selon la Reigle & les Constitutions & Decrets dudit Ordre ; comme aussi l'exemption de payer aucunes dismes des terres qui sont de la fondation, dotation & domaine des Abbayes d'iceluy Ordre tant pour celles qu'ils cultivent par leurs mains, que celles qu'ils font labourer par leurs Fermiers & Colons, avec autres droits, Privileges & prerogatives ainsi qu'il est plus amplement déclaré par les Bulles de nosdicts saints Peres & confirmations de nosdicts predecesseurs Roys, dont les coppies sont cy-attachées sous le Contrescel de nostre Chancellerie ; desquels Privileges & exemptions ils sont en jouissance tant en cestuy nostre Royaume, qu'aux pays estrangers, & y ont esté maintenus & conservez par plusieurs Arrests : & craignans qu'à l'advenir ils y fussent troublez s'ils n'avoient nos Lettres de Confirmation. A CES CAUSES desirans imiter la pieté de nos predecesseurs Roys en la speciale protection qu'ils ont tousiours eue dudit Ordre, & participer à leurs devotes prieres ; Avons de l'avis de nostre Conseil par ces Presentes

signées de nostre main , Continué , Confirmé & Approuvé , Continuons , Confirmons & Approuvons tous lesdits Privileges , franchises & exemptions de payer dismes & autres , ainsi qu'ils sont plus amplement declarez par lesdites Bulles & Confirmations & tout ainsi que s'ils estoient icy spécifiés & exprimez par le menu , pour en jouyr par lesdits Suppliants , leurs successeurs Abbez & Abbeſſes , Prieurs & Prieures & tous les Monasteres dudit Ordre selon leur forme & teneur , en la mesme forme & maniere qu'ils en ont cy-devant bien & deuëment jouy & usé , jouyſſent & usent encores de present. Si donnons en Mandement par ces Presentes à nos amez & feaux les Gens tenans nostre Grand Conseil & tous nos autres Justiciers & Officiers qu'il appartiendra , que nos presentes Lettres de Confirmation & Declaration , ils fassent lire , publier & enregistrer & de tout le contenu en icelles ensemble desdits Privileges inferrez ausdites Bulles ils fassent , souffrent & laissent jouyr lesdits Suppliants & leurs successeurs pleinement & paisiblement , sans souffrir ny permettre qu'il y soit contrevenu en aucune maniere que ce soit : Et daurant que de ces Presentes lesdits Suppliants & leurs successeurs pourront avoir affaire en plusieurs lieux , Nous voulons qu'au *Vidimus* d'icelles fait par l'un de nos amez & feaux Conseillers Notaires & Secretaires , soy soit adjoustée comme au present Original , car tel est nostre plaisir : en tesmoing de quoy nous avons fait mettre nostre Seel à césdites Presentes. Donné à Paris au mois de May l'an de grace mil six cens vingt , & de nostre Regne le dixiesme. Signé L O U I S. Et sur le reply Par le Roy , P O T I E R. & scellées du grand Sceau de cire verte sur lacs de soye rouge & verte sous le Contresceau. *Enregistrées & Registres du Grand Conseil suivant l'Arrest donné en iceluy à Paris le 16^e de May 1620.* Signé, M A R T I N E A U.



AUTRES LETTRES PATENTES DU ROY
Louis XIII. de l'an 1621.

SOMMAIRE.

Le Roy ayant écrit & demandé au Chapitre General qui se tint à Cîteaux en l'année 1618. de travailler serieusement à la reforme des Monasteres de l'Ordre & sur tous des Religieuses : Ce Chapitre fit divers Reglemens que Sa Majesté autorisa en ordonnant l'exécution, entre autres choses, pour l'éducation des Novices en des Novitiats communs, pour la translation des Religieux en d'autres Monasteres, & pour la nomination des Abbeses Professes & Religieuses de l'Ordre, d'âge competents, & qui auroient esté élevées regulierement & bien instruites : & enfin ordonna que ses Lettres Patentes du mois d'Avril de la même année 1621. seroient enregistrées au Grand Conseil, pour estre executées selon leur forme & tenir.

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE : A tous presens & à venir, Salut. Nos bien amez & feaux les Abbez & Peres Superieurs de l'Ordre de Cîteaux nous ont fait remontrer que pour satisfaire au contenu des Lettres closes par nous adressées à leur Chapitre General, tendantes afin de les exhorter & encourager à une serieuse reformation de leurs Abbayes de l'un & de l'autre sexe, & rétablir en ce faisant l'ancienne splendeur & pieté par le moyen de laquelle ledit Ordre s'est épandu de cettuy nostre Royaume où il a pris son origine, jusques aux Provinces les plus éloignées : ils auroient jugé necessaire audit Chapitre General, d'Ordonner que desormais pour éviter aux inconveniens qui pourroient arriver de la reception peu considerée des Novices & Postulans, aucuns ne fussent admis ni reçus à prendre l'habit de leurdit Ordre, qu'ils n'eussent esté auparavant examinez par lesdits Peres Superieurs ou leurs députez, sur toutes les qualitez & conditions requises audit estat de Religieux & trouvez capables de servir Dieu en iceluy, & qu'à cet effet il seroit fait choix d'un Monastere en

chacune Province, duquel on transporterait les autres Religieux qui ne seroient accoustumés à la même observance pour y retirer tous les Novices de la Province & les instruire en la Discipline Monastique jusqu'au temps de leur Profession, après laquelle ils seroient encore transportez en un autre Monastere pareillement choisi pour y demeurer deux ans entiers séparés des autres, afin d'y estre entretenus & confirmés en l'Observance & Discipline de leur Noviciat, avec Pension de six-vingt livres payables sur la Manse des Religieux des Monasteres pour lesquels ils auroient esté reçus ou desquels ils seroient envoyez.

Et pour le regard des Moniales, lesdits Peres & Abbez nous auroient aussi fait remontrer que les principaux abus estoient arrivés par l'indevotion & libertinage des Abbeſſes, la plus part desquelles avoient esté nommées avant l'âge requis pour la Profession, & sans aucune capacité de gouvernement; humblement requerant qu'il nous pluſt afin de rétablir l'ancienne Discipline ez Monasteres de l'un & de l'autre sexe, autoriser en tant que besoin seroit les Decrets dudit Chapitre General concernans la reception des Novices; Ordonner que tout ce qui seroit fait en conséquence d'iceluy, seroit executé nonobstant opposition ou appellation quelconque: & enjoindre à tous nos Officiers d'y tenir la main, & de n'accorder à l'avenir nos Brevets de nomination pour Abbayes de Moniales, à aucunes qui ne fussent d'âge competent, Novices instruites & élevées en l'Observance reguliere, & à la charge qu'auparavant que de prendre possession, elles seroient tenuës faire serment solennel entre les mains desdits Religieux Superieurs ou de leurs députez, d'observer ce qui aura esté par eux Ordonné pour la reformation entiere de leurs Monasteres, & spécialement de garder & faire garder la cloſture reguliere suivant les Constitutions Canoniques & Statuts de l'Ordre.

A CES CAUSES desirant contribuer ce qui est de nostre puissance & autorité Royale pour l'établissement d'un si bon œuvre, De nostre propre mouvement & par l'avis de nostre Conseil où estoient aucuns des principaux Prélats & Ecclesiastiques qui sont auprès de nous de ce Royaume, Avons Dit, Statué & Ordonné, Disons, Statuons & Ordonnons & Nous plaist que ce qui a esté ordonné audit Chapitre General pour la reception des Novices & Postulans audit estat de Religieux, soit executé de point en

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 309

point selon la forme & teneur, sans qu'il soit loisible aux Abbez Commendataires, Religieux ni aucune personne quelconque d'y contrevenir ; & d'autant qu'il ne suffit à ceux qui se dedient au service de Dieu, si on ne pourvoit à ce qu'à l'avenir ils ne soient changez & corrompus par le moyen des conversations suspectes, Admonestons & neanmoins Enjoignons ausdits Superieurs de faire choix selon la resolution dudit Chapitre General, d'un Monastere en chacune Province pour l'establissement des Noviciats, & d'autant d'autres Monasteres qu'il en faudra pour y recevoir non pour deux ans seulement mais pour toujours si besoin est, ceux qui auront esté nouvellement reçus à la Profession où seront reconnus de pareille dévotion à la reforme, en sorte que nostre intention pour le rétablissement de l'ancienne discipline & reformation dudit Ordre se puisse finalement accomplir en tous les Monasteres, à l'effet de quoy, Voulons & Entendons que lesdits Superieurs chacun en leur endroit, soient tenus de transporter des Monasteres à mesure que le nombre des Religieux qui embrasseront la reformation croistra, les autres Religieux qui n'y seront accoustumez, sans qu'ils soient meslez les uns avec les autres : Et pour la nourriture & entretien des uns & des autres, lesdits Superieurs les pourvoyent de six-vingt livres de pension annuelle sur les Manfes Conventuelles & par échange des uns pour les autres ; & ce qui sera sur ce par eux ordonné, sera executé nonobstant opposition ou appellation quelconque même comme d'abus.

Et pour les Monasteres des Religieuses, Declarons qu'à l'avenir nous n'entendons nommer aucune pour Abbessé ou Prieure qui ne soit d'âge competent, Professe & instruite en l'observance Religieuse, & que celles qui auront esté pourvûes à nostre nomination, ne pourront prendre possession qu'au préalable elles n'ayent fait serment entre les mains desdits Superieurs ou leurs Commis & députez, d'observer les Reglemens & Constitutions dudit Ordre, spécialement la Clôture reguliere, & tout ce qui auroit esté par eux ordonné pour l'entiere reformation d'iceluy. SI DONNONS en Mandement par ces Presentes à nos amez & feaux les Gens tenans nostre Grand Conseil & tous nos autres Officiers & Justiciers qu'il appartiendra, que nos presentes Lettres ils fassent lire, publier & enregistrer, & de tout le contenu en icelles ils fassent, souffrent & laissent lesdits Peres Abbez & Su-

perieurs & leurs successeurs, jouir & user pleinement & paisiblement sans souffrir ni permettre qu'il y soit contrevenu en aucune maniere que ce soit : Et dautant que de ces Presentes lesdits Supplians & leurs successeurs pourront avoir à faire en plusieurs lieux, Nous Voulons qu'au *Vidimus* d'icelles fait par l'un de nos amez & feaux Conseillers Notaires & Secretaires, soy soit ajoutée comme aux presentes Originales : C A R tel est nostre plaisir. En témoin de quoy nous avons fait mettre nostre Seel à celsdites Presentes. Donné à Fontainebleau au mois d'Avril, l'an de Grace mil six cens vingt-un, & de nostre Regne le onzième. Signé, LOUIS. & sur le reply, Par le Roy, POTIER, Visa, CONTENTOR. BERNARD. *Enregistrées aux Registres du Grand Conseil du Roy suivant l'Arrest donné en iceluy à Paris Ce jourd'huy seizième Decembre 1621.* Signé, MARTINEAU.

LETTRES PATENTES DU ROY de l'an 1658.

SOMMAIRE.

Le Roy ordonne que tous les Livres & Ouvrages qui ont esté & seront à l'avenir composez par les Abbez & Religieux de l'Ordre de Cisteaux, seront examinez par l'Abbé de Cisteaux & ses successeurs avant que d'estre imprimez & mis en lumiere, avec tres-expresses défenses à tous Imprimeurs & Libraires & à toutes autres personnes d'imprimer ou faire imprimer ni exposer en vente aucun desdits Ouvrages sans sa permission ou du Chapitre General dudit Ordre.

L OUIS PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE, A tous presens & à venir, Salut : Nostre amé & feal Conseiller en nos Conseils & en nostre Cour de Parlement de Dijon, Dom Claude Vaussin Docteur en Theologie Abbé Chef & Superieur General de l'Ordre de Cisteaux Nous a fait remonstrer qu'il est important au bien du public & à l'honneur & reputation dudit Ordre de Cisteaux, de ne pas souffrir que les Livres composez par les Abbez & Religieux dudit

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 311

Ordre soient imprimez & mis en lumiere sans son examen & sa permission ou celle du Chapitre General du mesme Ordre, ainsi qu'il est practiqué dans tous les Ordres & les Religions où la discipline reguliere est en vigueur : Et neantmoins il se trouve tous les jours parmy une si grande multitude de Religieux (dont ledit Ordre est composé) des esprits assez hardis pour entreprendre de mettre au jour des Ouvrages qui ne le meritent pas : ce qui n'arriveroit point s'ils passioient par la censure de l'Exposant, lequel par sa dignité est obligé de maintenir & conserver l'honneur dans son Ordre comme en estant le Chef, Nous requerant luy vouloir sur ce pourvoir par nos Lettres à ce necessaires. A CES CAUSES voulant empêcher à l'advenir ces abus qui pourroient estre de tres-pernicieuse consequence, Nous de nos grace speciale, pleine puissance & autorité Royale & par ces Presentes signées de nostre main, Voulons & Nous plaist que tous les Livres & ouvrages, qui ont esté & seront à l'advenir composez par les Abbez & Religieux dudit Ordre de Cisteaux, soient examinez par l'Exposant ou ses successeurs en ladite Abbaye, auparavant que d'estre imprimez & mis en lumiere ; Et à cet effect deffendons tres-expressement à tous Imprimeurs & Libraires & à toutes autres personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, d'imprimer ou faire imprimer ny d'exposer en vente à l'avenir dans nostre Royaume aucuns Livres ou Ouvrages composez par aucun des Abbez & Religieux dudit Ordre de Cisteaux, sans la permission de l'Exposant & de ses successeurs en ladite Abbaye, ou du Chapitre General dudit Ordre, à peine de confiscation des Exemplaires & de quinze cent livres d'amende contre chacun des contrevenans, applicables à l'Hospital General de nostre bonne Ville de Paris. SI DONNONS en mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nostre Grand Conseil, que du contenu en ces Presentes, ils fassent jouir & user l'Exposant & ses successeurs en ladite Abbaye, pleinement, paisiblement & perpetuellement, cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens, nonobstant les permissions d'imprimer qui pourroient estre obtenues de Nous, & autres choses à ce contraires auxquelles Nous avons dérogé & dérogeons par ces Presentes : Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, Nous avons fait mettre nostre Seel à ces Presentes, sauf en autre chose nostre droit & l'autrui en toutes. Donné à Lyon au mois de Decembre l'an de

grace mil six cent cinquante-huit & de nostre Regne le seizième.
Signé L O U I S. Et à costé Visa : Et plus bas, Par le Roy,
signé LE TELLIER. *Enregistré és Registres du Grand Con-*
seil du Roy suivant l'Arrest, ce jourd'huy donné à Paris le 30.
Janvier 1659. Signé H E R B I N.

ARREST DU CONSEIL D'ESTAT

du 14. Juillet 1666. pour la Reception & l'execu-
tion du Bref du Pape Alexandre VII. de 1666.

S O M M A I R E.

*Le Roy après avoir renvoyé par plusieurs Arrests de son Conseil
au Saint Siege à terminer & juger les differends qui estoient
depuis 40. ans entre la Commune & l'Etroite Observance
de l'Ordre de Cisteaux sur plusieurs points concernant sa disci-
pline & son observance, & le Pape Alexandre VII. les ayant
décidez, & fait presenter son Bref à Sa Majesté par son
Nonce, elle jugea tout ce qui estoit pendant devant elle, Ap-
pellations comme d'abus &c. & ordonna par cet Arrest l'exe-
cution dudit Bref.*

VEU par le Roy estant en son Conseil, le Bref de Nostre
Saint Pere le Pape du dix-neuf Avril dernier, presen-
té par son Nonce à Sa Majesté, Contenant le Reglement fait,
Parties ouyës par Sa Sainteté pour la Reformation generale de
l'Ordre de Cisteaux & la décision des differends qui estoient en-
tre les Abbez & Religieux dudit Ordre de la commune Obser-
vance d'une part & de l'etrote Observance d'autre part. Autre
Bref d'iceluy du 10. Novembre 1657. par lequel il déclare qu'il
approuve l'usage des viandes dont le Chapitre General de l'Or-
dre par autorité Apostolique avoit depuis long-temps dispensé les
Religieux trois jours de chaque semaine, & que le long usage
avoit reçu & établi ; même en tant que de besoin, accorde de
nouveau ledit usage des viandes, nonobstant toutes Constitutions,
Ordonnances, Statuts, Privileges & Lettres, à ce contraires.
Autre

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 313

Autre Bref du 8. Mars 1660. par lequel Sa Sainteté declare tous Contrats, Transactions & Concordats faits pour l'introduction de ceux de l'étroite es Maisons de la commune Observance, moyennant Pensions créées au profit d'aucuns Profès Religieux de ladite commune Observance & autres conditions illicites, nulles & invalides avec défenses d'en faire de semblables, sous peine d'excommunication & autres y contenuës. Autre Bref du 2. Juillet 1661. obtenu par les Suisses, par lequel Sa Sainteté annulle & circonscrit certaines Sentences émanées du Sieur Cardinal de la Rochefoucaut des 27. Juillet 1634. & 20. Aoust 1635. Arrest du Parlement de Paris du 3. Juillet 1660. par lequel lesdites Sentences dudit Sieur Cardinal de la Rochefoucaut sont confirmées pour la plupart des Chefs y contenus. Requête présentée à Sa Majesté par Dom Pierre Wiart Procureur General dudit Ordre & Dom Jean Tedenat Commissaire député par ledit Chapitre General, aux fins de cassation dudit Arrest. Ordre de Sa Majesté du 12. Novembre audit an, de mettre ladite Requête entre les mains du Sieur Poncet Conseiller en ses Conseils & Maître des Requêtes ordinaires de son Hostel, pour après en avoir communiqué à M. le Chancelier & aux Sieurs Archevêques de Toulouse, Evêques de Chartres, de Coûtances l'ancien, de Rhodés & de Montpellier, aux Sieurs d'Ormesson de la Potterie, de Machaut, d'Aligre & d'Estampes Conseillers ordinaires de fondit Conseil & Commissaires à ce députez, pour en estre fait rapport à sa Personne par ledit Sieur Poncet conjointement avec lesdits Sieurs Commissaires, & estre fait droit aux Parties ainsi que de raison. Arrest du Conseil d'Etat du 30. Decembre ensuivant, rendu sur Requête desdits Procureur General & Commissaire député par ledit Chapitre General dudit Ordre de Cisteaux, par lequel avant faire droit sur ladite Requête, Sa Majesté auroit ordonné icelle estre communiquée aux Parties adverses pour y donner leurs réponses dans trois jours, autrement & à faute de ce faire dans ledit temps & iceluy passé, seroit fait droit sur les fins & demandes d'icelle ainsi qu'il appartiendrait, & cependant suris tant à l'exécution dudit Arrest du 3. Juillet 1660. qu'à toutes poursuites audit Parlement; & où il se trouveroit aucunes saisies faites en vertu dudit Arrest, Sa Majesté leur en auroit fait mainlevée à leur caution juratoire. Autre Arrest du Conseil d'Etat du 18. Juin 1661. rendu sur Requêtes respecti-

ves des Parties , par lequel Sa Majesté leur auroit permis de se retirer , si bon leur sembloit , pardevers Sa Sainteté pour leur estre pourvû , & cependant ordonné que ledit Arrest du Parlement du 3. Juillet 1660. seroit executé selon la forme & teneur. Acte en Latin du 23. Aoust audit an 1661. passé pardevant Horry & Moussinot Notaires Apostoliques à Paris , par lequel lesdits Wiart & Tedenat auroient déclaré ausdits Abstinens qu'ils se retireroient vers Sa Sainteté , conformément audit Arrest du Conseil du 18. Juin , pour demander Reglement à Sa Sainteté sur les points contentieux entre les Parties , & l'intention d'icelle touchant l'Observance à garder dans ledit Ordre. Signification dudit Acte ausdits Abstinens le 27. dudit mois d'Aoust. Autre Acte de Signification & Sommation faite aux mêmes fins ausdits Abstinens le 21. Novembre de ladite année , contenant en outre que ledit Sieur Abbé de Cîteaux General de l'Ordre s'estoit acheminé vers Sa Sainteté. Bref délégatoire dudit jour 21. Novembre 1661. adressé par Sa Sainteté aux Sieurs Evêques d'Aleth , de Pamiers & de Xaintes ou à leurs Officiaux , pour juger sommairement lesdites appellations interjetées à Sa Sainteté par lesdits Procureur General & Commissaire député par ledit Chapitre General , circonstances & dépendances , même traiter l'affaire principale. Bref revocatoire du 5. Decembre audit an , par lequel Sa Sainteté auroit mandé ausdits Sieurs Evêques d'Aleth , de Pamiers & de Xaintes ou à leurs Officiaux , s'ils avoient pris connoissance de ladite cause , qu'ils eussent à ne plus proceder , & si elle estoit entiere , à la laisser en l'état qu'elle auroit pû estre si lesdites Lettres delegatoires n'avoient point esté émanées de Sa Sainteté. Copie de Lettres de relief d'appel comme d'abus du 4. Janvier 1662. obtenues par lesdits Religieux de l'étroite Observance dudit Ordre de Cîteaux en la petite Chancellerie dudit Parlement de Paris , aux fins d'assigner audit Parlement ledit Tedenat Commissaire General dudit Ordre , tant pour luy que pour Dom Jean Malgoirez Procureur General en Cour de Rome , & tous autres qu'il appartiendroit , pour y proceder sur l'appel qu'ils interjettoient de l'exécution dudit Bref du 5. Decembre 1661. & d'autre Bref du 2. Juillet audit an , y mentionné , & de tout ce qui avoit esté fait & pouvoit estre fait en consequence , même de tout ce qui pouvoit estre fait au préjudice dudit appel comme d'abus ; au bas de laquelle copie est autre

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 315

copie de la signification faite desdites Lettres, & de l'assignation donnée en conséquence audit Tedenat audit nom le 11. dudit mois de Janvier. Bref du 16. dudit mois de Janvier 1662. par lequel Sa Sainteté auroit évoqué à foy tous les differends des Parties concernans la reformation dudit Ordre, & ordonné à l'Abbé de Cisteaux General d'iceluy d'avertir les Personnes notables dudit Ordre, d'envoyer à la Congregation députée par Sa Sainteté les Articles & Mémoires concernans la reformation qu'elle avoit résolu de faire dudit Ordre, & cependant auroit ordonné que les Brefs d'elle émanez les 8. Mars 1660. & 2. Juillet 1661. seroient executez selon leur forme & teneur, avec commandement à toutes Personnes dudit Ordre de les observer, sous peine d'excommunication à encourir de fait par les contrevenans, & de laquelle ils ne pourroient estre absous hors le cas de mort, que par Sa Sainteté même ou ses successeurs. Arrest du Conseil d'Etat du 3. May audit an 1662. rendu sur Requête desdits Procureur General & Commissaire député par ledit Chapitre General dudit Ordre de Cisteaux, tendante à ce qu'il plût à Sa Majesté leur octroyer sa protection Royale pour l'exécution dudit Bref du seize Janvier; & en ce faisant, ordonner que nonobstant lesdites appellations comme d'abus, lesquelles ils n'estoient point Parties, ni autres oppositions ou appellations quelconques faites ou à faire, ledit Bref seroit executé selon sa forme & teneur dans les Royaumes, Etats & Pays de l'obéissance de Sa Majesté, & à cette fin faire défenses ausdits Abstinens de se pourvoir pour raison de ce que dessus audit Parlement de Paris, ni ailleurs que pardevant Sa Sainteté, & audit Parlement & à tous autres Juges d'en prendre connoissance, jusqu'à ce qu'autrement par Sa Majesté il en ait esté ordonné: Par lequel Sadite Majesté auroit ordonné que dans huitaine pour tous délais les Abstinens donneroient leurs Réponses sur ladite Requête, qui leur seroit à cette fin communiquée, & remettroient leurs Pieces pardevers les Sieurs Benard de Rezé & l'Allemant, Commissaires à ce députez par Sa Majesté, pour à leur rapport estre fait droit aux Parties, ainsi qu'il appartiendra; & cependant Sa Majesté auroit fait défenses audit Parlement & à tous autres Juges d'en prendre connoissance, ni de faire aucunes poursuites & proceder à l'instruction & jugement desdites appellations comme d'abus, & d'en recevoir aucunes à l'avenir

touchant ce qui auroit esté ordonné par Sa Sainteté sur ladite reformation generale dudit Ordre, jusqu'à ce que par Sa Majesté autrement en eût esté ordonné, à peine de nullité, cassation de Procedures & Jugemens qui pouvoient sur ce intervenir. Autre Arrest du Conseil d'Etat, Sa Majesté y estant, du 26. Avril 1664. par lequel Sa Majesté voulant terminer les Procès & differends qui estoient entre lesdites Parties, auroit ordonné que lesdits Sieurs Benard de Rezé & de Fieubet communiqueroient des Requestes, Procès & differends desdites Parties, aux Sieurs Archevêque de Paris, Evêques de Rennes l'ancien, de Chartres & de Séez; & aux Sieurs d'Ormesson, de Machaut, d'Aligre, de Seve, & Doyen de Nostre-Dame, Conseillers ordinaires es Conseils de Sadite Majesté, & au Pere Annat, Commissaires députez à cet effet en presence de M. le Chancelier, pour à leur rapport estre fait droit par Sa Majesté sur lesdites contestations & differends, ainsi qu'il appartiendroit par raison. Signification faite dudit Arrest estant au dos d'iceluy du vingt-huit dudit mois d'Avril. Imprimé d'autre Arrest du Conseil d'Etat du trois Juillet audit an 1664. Sa Majesté y estant, sur Requestes respectives des Parties, au rapport desdits Sieurs Benard de Rezé & de Fieubet qui en auroient communiqué ausdits Sieurs Commissaires, par lequel Sa Majesté auroit évoqué à soy & à sa Personne lesdites appellations comme d'abus, & fait défenses audit Parlement d'en connoître; & avant faire droit sur icelles appellations comme d'abus, ordonné que l'Abbé de Cisteaux General dudit Ordre nommeroit, si fait n'avoit esté, suivant le Bref de Sa Sainteté, des principaux Religieux de l'Ordre, tant de l'ancienne Observance que des Abstinens, pour envoyer leurs Memoires & avis à Sa Sainteté sur la reformation generale dudit Ordre de Cisteaux, pour estre pourvû ainsi que de raison; & cependant auroit sursis l'exécution dudit Arrest du Parlement du trois Juillet 1660. ensemble de l'Arrest du Conseil du 18. Juin 1661. & fait tres-expresses inhibitions & défenses à l'Abbé de Prieres & tous autres de les mettre à exécution à peine de nullité, cassation de Procedures & de tout ce qui pouvoit estre ensuivi, toutes choses demeurant en état, sans qu'il fût rien innové à ce qui avoit esté jusqu'alors exécuté en vertu dudit Arrest du Parlement, jusqu'à ce que par Sa Majesté en eût esté autrement ordonné, en suite

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 317

duquel est copie de l'Exploit de Signification faite dudit Arrest le dix-sept dudit mois de Juillet à Dom Julien Paris Abbé de Foucarmont, Dom Pierre Gaultier Abbé du Pin, Dom Michel Herman Docteur en Theologie & Professeur en icelle au College des Bernardins, & à Dom Jean Jostaud Abbé de Prieres, tant pour luy que pour les autres Religieux dudit Ordre vivans en l'abstinence de viande, à ce qu'ils'eussent à y obéir. Autre Imprimé d'autre Arrest du Conseil du 11. Decembre 1665. rendu sur Requête des Abbez, Prieurs & Religieux de ladite étroite Observance, portant conformément à celuy dudit Conseil du trois Juillet 1664. que dans les Abbayes & Monasteres dudit Ordre de Cisteaux, toutes choses demeureroient au même état qu'elles estoient lors & au temps dudit Arrest, avec défenses aux Abbez & Superieurs desdits Monasteres de la commune Observance, lesquels lors dudit Arrest du trois Juillet 1660. ne recevoient aucuns Religieux à l'habit & profession, d'en recevoir à l'avenir jusqu'à ce qu'autrement en eût esté ordonné.

Oüy ledit Abbé de Prieres pardevant M. le Chancelier & les Commissaires à ce députez par Sa Majesté, sur la communication donnée dudit Bref, & depuis oüy le rapport fait à la Personne de Sa Majesté en son Conseil par ledit Sieur Poncet Conseiller ordinaire en ses Conseils aussi Commissaire à ce député, Et tout considéré : S A M A J E S T E' E S T A N T E N S O N C O N S E I L, sans avoir égard ausdits Arrests tant dudit Parlement de Paris du trois Juillet 1660. en ce qu'il peut estre contraire audit Bref, que du Conseil du 18. Juin 1661. & 11. Decembre 1665. ni pareillement ausdites appellations comme d'abus, a Ordonné & Ordonne que le susdit Bref de Sa Sainteté du 19. Avril dernier, sera executé selon sa forme & teneur. Enjoint à tous les Abbez & Religieux presens & à venir dudit Ordre, tant de la commune que de l'étroite Observance, d'y obéir ponctuellement, leur faisant tres-expreses inhibitions & défenses d'y contrevenir, ni de se pourvoir contre iceluy en quelque sorte & maniere que ce soit, à la reserve de ce qui concerne les Concordats mentionnez audit Bref qui auront leur effet, à la charge que les Pensions stipulées par iceux pour les Religieux particuliers de ladite commune Observance, seront payées aux Celliers des Monasteres esquels lesdits Reli-

gieux de la commune Observance sont ou seront établis par leurs Supérieurs pour y vivre en Communauté, conformément audit Bref; lequel ensemble le présent Arrest, Sa Majesté Ordonne estre enregistré en son Grand Conseil à la diligence de son Procureur General, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & qu'à cet effet toutes Lettres Patentes nécessaires seront expédiées, sous le contrescel desquelles ledit Bref & le présent Arrest seront attachez, pour après ledit enregistrement, estre le tout signifié à la diligence dudit Procureur General de Sa Majesté ausdits Wiart & Tedenat és qualitez susdites, pour tous les Abbez & Religieux tant de l'une que de l'autre Observance dudit Ordre, auxquels lesdits Wiart & Tedenat le feront sçavoir incessamment; après laquelle Signification ledit Bref de Sa Sainteté, présent Arrest & Lettres Patentes seront délivrées par ledit Procureur General de Sa Majesté audit General de Cîteaux, pour estre gardéz és Archives de ladite Abbaye, & y avoir recours quand besoin sera: Et en consequence Sa Majesté A évoqué & évoque à soy & à sondit Conseil, tous & chacuns les differends qui pourroient naître cy-après concernans l'exécution dudit Bref de Sa Sainteté & contraventions à iceluy; & iceux, circonstances & dépendances a Renvoyé & Renvoye en sondit Grand Conseil auquel Sa Majesté en a attribué toute Cour, Jurisdiction & connoissance, & icelle interdite à toutes autres Cours & Juridictions. Fait au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Fontainebleau le quatorzième jour de Juillet mil six-cens soixante-six. Signé, DE LYONNE, Et plus bas est écrit: *Enregistré és Registres du Grand Conseil du Roy, suivant l'Arrest ce jourd'uy donné en iceluy à Paris le 6. Aoust 1666.* Signé, HERBIN.



LETTRES PATENTES DU ROY
de 1666. sur le Bref du Pape-Alexandre VII.

SOMMAIRE.

Le Roy ayant ordonné par son Arrest contradictoire du 14. juillet 1666. que l'on vient de rapporter, l'exécution dudit Bref, l'autorisa aussi de ses Lettres Patentes qu'il adressa à son Grand Conseil pour estre enregistré en son Greffe, avec attribution de juridiction pour le faire executer, d'autant plus, dit-il, que cet Ordre estant sous sa protection speciale, Sa Majesté se croit obligée de pourvoir aux plaintes d'une infinité de Monasteres qui sont répandus par toute l'Europe dans les Etats les plus considerables d'icelle sous la direction & dépendance du General de Cisteaux.

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE : A nos amez & feaux les Gens tenans nostre Grand Conseil, SALUT. Les Procès & differends survenus dans l'Ordre de Cisteaux ayant trouble son repos depuis quarante ans sur une involution de Procedures portées en différentes Cours & Juridictions, Nous avons crû n'y devoir pas moins nostre application & nos soins qu'aux autres grandes & importantes affaires de nostre Royaume; d'autant plus que cet Ordre estant sous nostre protection speciale & particuliere, nous sommes obligez de pourvoir aux plaintes non seulement des Monasteres situez dans nostre Royaume, mais encore d'un nombre infini de Convens qui sont répandus par toute l'Europe dans les Etats les plus considerables d'icelle, sous la direction & dépendance du General de Cisteaux. Et comme l'uniformité est un moyen necessaire pour le maintien d'icelle, & conservation de nostre autorité en iceluy, Nous avons recherché les moyens que nous avons jugez plus convenables pour empêcher la division qui commençoit d'y faire progrès, ensemble rétablir la discipline reguliere & l'obéissance due au Chef. Pour cet effet nous avons cy-devant reçu les plaintes à Nous faites par le Procureur Ge-

neral de l'Ordre & par le Commissaire du Chapitre General ; touchant certain Arrest de nostre Parlement de Paris qui confirmoit une Congregation & un Vicaire General pour la direction d'icelle ordonnée par deux Sentences du feu Cardinal de la Rochefoucault Commissaire délégué du Saint-Siege, destructives de l'autorité & jurisdiction du General ; Comme pareillement nous aurions évoqué à Nous & à nostre Conseil les appellations comme d'abus qui avoient esté portées en nostredit Parlement ; Ainsi tenant sous nostre main tout ce qui pouvoit dépendre de nostre autorité Royale en cette affaire, Nous aurions surfis d'y faire droit jusqu'à ce que par nostre Saint Pere le Pape, Juge legitime du fond desdites contestations, en eût esté ordonné. Depuis lequel temps le General dudit Ordre s'estant transporté à Rome ainsi que d'autre part aucuns Abbez de l'étrainte Observance, Sa Sainteté Parties ouyës, auroit terminé les differends & fait un Reglement tant pour l'Uniformité de tous les Convens de l'Ordre, à la reserve de trois jours d'abstinence, que pour la subordination au General, par un Bref du dix-neuf Avril dernier qu'elle nous auroit fait presenter par son Nonce residant près nostre Personne, lequel ayant fait voir en nostre Conseil, Nous aurions jugé & terminé l'Instance qui y estoit pendante en cassation dudit Arrest du Parlement de Paris du 3. Juillet 1660. & d'autres en consequence, ensemble les susdites appellations comme d'abus, par Arrest rendu ce jourd'huy en nostredit Conseil, Nous y estant ; & ensuite ordonné que ledit Bref seroit executé selon sa forme & teneur, fors en ce qui concerne les Concordats, lesquels quoique cassez & annullez par un autre Bref du 8. Mars 1661. confirmé par le dernier Bref, Nous voulons & entendons demeurer en leur force & vertu, à la charge que les Pensions conformément audit Bref seront portées és mains du Cellierier du Convent où sera le Religieux au profit duquel elles ont esté stipulées, pour y vivre en Communauté, ainsi que plus amplement il est porté par nostredit Arrest cy-attaché avec ledit Bref, sous le contrescel de nostre Chancellerie. A CES CAUSES, de l'Avis de nostre Conseil, Nous vous Mandons par ces Presentes signées de nostre main, qu'à la diligence de nostre Procureur General audit Grand Conseil, vous ayez toutes affaires cessantes, & nonobstant oppositions ou appellations quelconques ausquelles vous n'aurez aucun égard, à faire enregistrer dans vos Registres le susdit Bref du dix-neuf

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 321

neuf Avril dernier & l'Arrest de nostredit Conseil du quatorze du present mois, pour estre executez à l'avenir selon leur forme & teneur, sans souffrir qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & maniere que ce soit ; & ledit enregistrement fait, le tout sera signifié à la diligence de nostredit Procureur General, à Dom Pierre Wiart Procureur General dudit Ordre & à Dom Jean Tedenat Commissaire député par le Chapitre General pour les affaires d'iceluy, pour tous les Abbez & Religieux de l'une & de l'autre Observance, auxquels lesdits Wiart & Tedenat le feront sçavoir incessamment ; & seront ensuite lesdits Brefs, Arrest de nostre Conseil, Lettres Patentes & Arrest d'enregistrement, délivrez par nostredit Procureur General au General de Cisteaux, pour estre gardez és Archives de ladite Abbaye & y avoir recours quand besoin sera. Et en consequence, Nous avons de nostre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, Evoqué & Evoquons à Nous & à nostre Conseil, tous & un chacun les differends qui pourroient naître cy-après, concernant l'execution dudit Bref de Sa Sainteté & les contraventions à iceluy ; & iceux, circonstances & dépendances Avons Renvoyé & Renvoyons pardevant vous, vous en attribuant à cet effet toute Cour, Jurisdiction & connoissance, icelles interdites à toutes nos autres Cours & Juges. Et parce que lesdits Brefs, Arrest & Lettres seront nécessaires en plusieurs lieux, Voulons qu'aux copies qui seront collationnées par un de nos amez & feaux Conseillers & Secretaires, soy soit ajoutée comme aux Originaux. Mandons & Commandons à tous Huissiers & Sergens Royaux ; faire pour l'execution des Presentes tous Exploits de Significations, Commandemens, Sommations, Assignations, Cours & autres Actes requis & nécessaires, sans pour ce demander autre permission, nonobstant clameur de Haro, Chartre Normande, Prise à Partie & autres Lettres à ce contraires : **CAR TEL EST NOSTRE PLAISIR.** Donné à Fontainebleau le quatorzième jour de Juillet l'an de grace mil six cens soixante-six, & de nostre Regne le vingt-quatrième. Signé, LOUIS. Et plus bas : Par le Roy, DE LYONNE. Et scellé du grand Sceau de cire jaune. *Enregistrées és Registres du Grand Conseil du Roy, suivant l'Arrest ce jourd'huy donné en iceluy à Paris le 6. Aoust 1666.* Signé, HERBIN.

ARREST DU CONSEIL D'ESTAT
du 1. Avril 1680. concernant la promotion
aux Degrez de la Faculté de Theologie.

S O M M A I R E.

On ne donne cet Arrest que par Extrait parce qu'il n'est que par Provision ; comme il doit neanmoins servir de Reglement en attendant une entiere décision, on a crû devoir le rapporter icy. Il fut rendu au sujet d'un trouble qui fut fait à la possession où estoit de tout temps l'Abbé de Cisteaux de donner comme une chose necessaire à tous les Religieux de l'Ordre, sa permission de prendre les Degrez de Bachelier & de Docteur en la Faculté de Theologie de Paris ; il y eut opposition de la part des quatre premiers Abbez de l'Ordre au sujet d'un Religieux Profès de l'Abbaye de Clairvaux, qui voulut passer sans cette permission ; l'Abbé de Cisteaux porta l'affaire devant Messieurs les Commissaires que Sa Majesté avoit nommez pour juger tous les differends qui estoient dans l'Ordre concernant leur jurisdiction ; de sorte que sur leur Avis elle rendit cet Arrest provisionel qui fut signifié au Proviseur du College de Saint Bernard de Paris à la requeste desdits quatre premiers Abbez le 9. dudit mois d'Avril 1680. par Boisvoursan Huissier en la grande Chancellerie.

VEU par le Roy estant en son Conseil, les Requestes respectivement presentées eniceluy ; La premiere par l'Abbé Chef & Superieur General de l'Ordre de Cisteaux ; Et la seconde par les Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond. Celle dudit Sieur Abbé General contenant que dans l'Instance qui est pendante & preste à juger devant Sa Majesté entre le Suppliant & les Sieurs Abbez de ses quatre premieres Filles, au sujet du Gouvernement du College de Saint Bernard de cette Ville de Paris, & du droit de permettre aux Religieux dudit Ordre, la promotion aux Degrez de Theologie, lesdits Sieurs quatre premiers Abbez voyant qu'ils n'ont aucun fondement de pretendre ce droit,

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 323

cherchent par des voyes indirectes tous les moyens de l'oster au Suppliant, quoiqu'il luy soit acquis par les Bulles des Papes, les Statuts dudit Ordre, les Decrets de la Faculté, & par l'usage pratiqué de tout temps sans aucune discontinuation &c. A CES CAUSES & attendu que par les Pieces qui sont produites en ladite Instance, il paroist clairement que le droit dont est question est reservé audit Sieur Abbé de Cisteaux, par les Bulles des Papes, les Statuts dudit Ordre, & les Decrets de ladite Faculté; que lesdits Sieurs quatre premiers Abbez n'ont aucun fondement de le prétendre, & ne l'ont jamais prétendu, & que l'usage est constant en faveur de l'Abbé de Cisteaux, par les Patentes qu'il a toujours données & qu'il rapporte, par les Lettres qui luy ont esté écrites & les Requestes que luy ont présenté à cet effet les Religieux dudit Ordre indifferemment de toutes les Filiations, & par les Certificats des Officiers de ladite Faculté, Requeroit le Suppliant qu'il plût à Sa Majesté faire défense audit Sieur Abbé de Clairvaux & tous autres, de passer outre, de rien innover au préjudice de ladite Instance, & de se pourvoir pour raison de ce, ailleurs que pardevant Sa Majesté; & cependant ordonner que conformément à l'usage, aucun Religieux dudit Ordre ne se presentera à ladite Faculté pour y prendre les Degrez de Bachelier & de Docteur, qu'il n'ait préalablement par écrit la permission de l'Abbé de Cisteaux. Ladite Requête signée De Fallentin Avocat & Conseil dudit Sieur Abbé de Cisteaux &c. Celle contraire desdits Sieurs Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond contenant que ledit Sieur Abbé de Cisteaux continuant ses entreprises sur les droits qui appartiennent legitiment aux Supplians, s'est avisé de former une opposition à ce que Frere Marc-Antoine Beaurepaire Religieux Profes de l'Abbaye de Clairvaux ne fut examiné pour estre promu au Degré de Bachelier en la Faculté de Theologie de Paris, pretendant contre le droit & la possession des Supplians, que nul Religieux Profes de l'Ordre de Cisteaux ne peut sans son consentement par écrit estre reçu à prendre des Degrez dans ladite Faculté &c. A CES CAUSES, Requeroient les Supplians qu'il plût à Sa Majesté leur donner Acte de ce que pour réponse au contenu de la Requête dudit Sieur Abbé de Cisteaux, ils employent le contenu en leur dite Requête; Et en conséquence, sans préjudice du droit des Parties au principal, il

Sf ij

plû à Sa Majesté ordonner que sans avoir égard à l'opposition formée par ledit Sieur Abbé de Cisteaux, Frere Marc-Antoine Beaurepaire sera examiné par les Docteurs nommez par la Faculté de Theologie, pour estre reçu ensuite en la maniere accoutumée. Ladite Requête signée MARTEL Avocat & Conseil des Supplians &c. Vû aussi les Pieces énoncées & jointes ausdites Requestes : Ouy le Rapport dudit Sieur de Fieubet Conseiller d'Etat ordinaire & Commissaire à ce député, qui en a communiqué aux Sieurs Archevêque de Paris, Poncet, de Marillac, Voisin & Benard de Rezé, Conseillers d'Etat ordinaires & Commissaires à ce députez : Et tout considéré. **LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL A Ordonné & Ordonne** que lesdites Requestes respectives demeureront jointes à l'Instance pendante au Conseil pour raison du College des Bernardins ; & cependant par provision & sans préjudice des droits des Parties au principal, le Proviseur dudit College se pourvoira incessamment pardevers ledit Sieur Abbé de Cisteaux, pour obtenir de luy sa permission tant pour ledit Beaurepaire qu'autres Religieux capables qui se presenteront pour estre admis aux Degrez de la Faculté de Theologie ; & ce jusqu'à ce qu'autrement par Sa Majesté en ait esté ordonné. Fait au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Saint Germain en Laye le premier jour d'Avril mil six cens quatre-vingt. Ainsi signé, **C O L B E R T.**

ARREST DE REGLEMENT DU CONSEIL d'Etat du 19. Septembre 1681.

S O M M A I R E.

Cet Arrest est des plus solennels qui ait esté depuis long-temps, rendu le 19. Septembre 1681. contradictoirement par le Roy en son Conseil sur l'Avis des Commissaires nommez par Sa Majesté, après une instruction des plus exactes pendant dix ans entiers sans discontinuation, sur le rapport de Monsieur de Fieubet Conseiller d'Etat ; durans laquelle tous les Titres de l'Ordre de Cisteaux depuis le premier jusqu'au dernier, Statuts, Bulles, Accords, Transactions, Actes de possessions & autres

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 325

- furent discutez, examinez & pezez au poids du Sanctuaire.
 Par lequel Arrest ont esté reglez tous les droits & toutes les pre-
 tentions des Superieurs dudit Ordre, de l'Abbé Chef & General,
 des Peres immediats & autres, à l'exception seulement de quel-
 ques differends particuliers qui restent à décider, & qui le
 seront facilement, comme une partie l'a déjà esté depuis, soit
 par le Saint Siege soit par les anciens Statuts & par les Cha-
 pitres Generaux qui se sont tenus de fois à autre dans ledit Ordre.
 Il a réglé principalement 1. les qualitez de l'Abbé de Cisteaux, son
 droit de visite dans tous les Monasteres sans exception & d'y
 faire tous actes de jurisdiction conformément aux Statuts.
 2. Comme aussi son droit de Ressort & de juger les appellations
 dans toute l'étendue de l'Ordre, des jugemens des Peres immediats.
 3. Il a réglé de quelle autorité & par qui doit se faire l'impression
 des Livres d'Eglise servant à l'usage de l'Ordre.
 4. & 5. Pareillement les qualitez, les droits & la jurisdiction des
 Peres immediats dans les Monasteres de leurs filiations, des qua-
 tre premiers &c.
 6. Il reserve à l'Abbé de Cisteaux seul & à ses Commissaires le
 pouvoir de conferer la benediction à tous les Abbez & à toutes
 les Abbeses de l'Ordre suivant son Privilege.
 7. Il regle ce qui doit estre pratiqué dans les Monasteres selon
 les Statuts, pendant la vacance à l'égard du Spirituel & du
 Temporel.
 8. Comme aussi dans l'institution & la destitution des Visiteurs
 Provinciaux suivant le Bref du Pape Alexandre VII. & une
 Transaction passée entre les Parties en 1675.
 9. Il ordonne la tenuë des Chapitres Generaux de trois en trois
 ans & celle de l'Assemblée intermediaire entre deux Chapitres.
 10. Il met hors de Cour & de Procès sur plusieurs Demandes,
 Requestes & Conclusions des Parties que l'on pourra voir &
 distinguer dans les pages dudit Arrest qui les contiennent.
 11. Et enfin, Sa Majesté en cas de contestations sur ledit Arrest,
 s'en reserve la connoissance, icelle interdite à tous autres Juges, pour
 sur l'Avis desdits Sieurs Commissaires, y estre par elle pourvû.

VEU par le Roy estant en son Conseil, l'Arrest rendu en *Arrest de Regle-*
 iceluy le 20. Novembre 1671. par lequel Sa Majesté au- *ment de 1681*
 roit ordonné que l'Abbé & General de Cisteaux pourroit faire

*Arrest de Regle-
ment de 1681.*

ses visites quand bon luy sembleroit & qu'il le jugeroit à propos ; dans toutes les Maisons de l'Ordre de Cîteaux, de quelque Filiation qu'elles fussent tant dedans que dehors le Royaume , pour y reformer & mettre les ordres que besoin seroit, pour l'observation de la Regularité , Discipline & Institution dudit Ordre , nonobstant toutes oppositions ou appellations quelconques faites ou à faire pour lesquelles ne seroit différé ; avec défenses à l'Abbé de Morimond & autres , d'entreprendre de faire aucunes visites dans les Maisons dudit Ordre de la Congregation de la haute Allemagne , & à tous autres Abbez , Prieurs & Religieux dudit Ordre , de donner audit Abbé & General de Cîteaux , aucun trouble ni empeschement , leur enjoignant de le reconnoistre & obéir à ses ordres à peine de desobéissance : le tout jusques à ce que autrement par Sa Majesté en fust ordonné : Et pour regler les contestations & instances meües entre l'Abbé General de Cîteaux & les Abbez des quatre premieres Filles dudit Ordre , Charles Louvet , François Lépagnot , l'Abbesse de Villiers & autres , tant au Grand Conseil que par tout ailleurs , Sa Majesté les auroit évoquées à Elle & à sondit Conseil , & le tout ensemble leurs circonstances & dépendances auroit renvoyé pardevant les Sieurs de Morangis , Poncet , Voisin , Bénard de Rezé & de Fieubet , Conseillers d'Etat ordinaires que Sa Majesté auroit commis , pour par les Parties y proceder ainsi qu'il appartiendrait , & en suite à leur rapport estre par Elle ordonné ce que de raison. Autre Arrest du Conseil du 12. Avril 1672. par lequel ledit Sieur de Morangis estant decédé , Sa Majesté auroit commis & subrogé le Sieur de Marillac Conseiller en ses Conseils , pour conjointement avec lesdits Sieurs Commissaires , examiner lesdits Procès & en faire rapport à Sa Majesté , pour estre par Elle ordonné ce que de raison. Autre Arrest du Conseil du 23. Avril 1672. par lequel Sa Majesté conformément audit Arrest du 20. Novembre 1671. auroit fait iteratives défenses aux quatre premiers Abbez dudit Ordre & à tous autres , de donner aucun trouble ou empêchement à l'Abbé General de Cîteaux , dans les visites & autres fonctions de sa charge , ni de se pourvoir sur aucuns des differends que lesdits Abbez avoient ou auroient concernant leurs droits , pardevant d'autres Juges que Sa Majesté & les Commissaires qu'elle leur auroit donnez par ledit Arrest , non pas même dans le Chapitre futur : Ordonnant au surplus Sa Majesté audir

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 327

General & ausdits quatre Abbez des quatre premieres Filles, de produire pardevant lesdits Sieurs Commissaires, dans quatre mois pour tout delay, pour sur leur rapport estre par Sa Majesté ordonné ce que de raison ; le tout à peine de nullité, cassation de procedures, & de tous dépens, dommages & interests. Autre Arrest du Conseil du 19. Avril 1675. par lequel Sa Majesté auroit commis le Sieur Archevêque de Paris conjointement avec lesdits Sieurs Poncet, de Marillac, Voisin, Bénard de Rezé & de Fieubet, pour sur leur Avis estre incessamment pourvû par Sa Majesté sur lesdites contestations ; & cependant Sa Majesté auroit Ordonné que lesdits Arrests des 20. Novembre 1671. & 23. Avril 1672. seroient au surplus executez selon leur forme & teneur. Autre Arrest du Conseil du 14. Juillet 1681. par lequel Sa Majesté auroit ordonné que nonobstant le deceds dudit Sieur Poncet, lesdits Sieurs Archevêque de Paris, de Marillac, Voisin, Bénard de Rezé & de Fieubet, que Sa Majesté auroit de nouveau commis, continueroient incessamment l'instruction desdits Procès & differends, comme ils auroient pû faire avec ledit Sieur Poncet, pour sur leur avis estre par Sa Majesté pourvû ausdites Parties.

Arrest de Reglement de 1681.

Requete dudit Abbé de Cisteaux présentée au Roy & ausdits Sieurs Commissaires, pour satisfaire audit Arrest du 23. Avril 1672. A ce que faisant droit sur les differends & contestations d'entre luy & les Abbez de ses quatre premieres Filles, la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, il plust à Sa Majesté par un Arrest solennel & définitif, le maintenir & garder dans le droit, possession & jouissance de la qualité de seul Chef, Superieur General & Pere de l'Ordre de Cisteaux, ayant l'entier & plein pouvoir du Chapitre General d'iceluy : De visiter par luy & par ses Députez, toutes fois & quantes que besoin seroit & qu'il le jugeroit necessaire, tous & chacuns les Monasteres qui en dépendent, de quelques Lignes & Filiations qu'ils soient, même le College des Bernardins de Paris, privativement à tous autres : D'instituer & destituer les Officiers publics & generaux, quand le cas y étoit : Juger & connoistre de tous les Procès & differends d'entre les Abbez & les Religieux dudit Ordre : Donner les Mandemens & Privileges pour l'impression des Livres servant à l'usage des Personnes Regulières d'iceluy : Et generalement exercer tous Actes de Jurisdiction, corriger & reformer ce que

Premieres Conclusions de l'Abbé de Cisteaux & ses protestations du 28. Novembre 1672.

Arrest de Reglement de 1681.

Les Instances concernant le College des Bernardins & le Chapitre General de 1672. ont esté disjointes pour estre jugées séparément.

Premieres Conclusions des quatre premiers Abbez & leurs preterentions du 14. Janvier 1673.

besoin seroit édicts Monasteres , conformément aux Statuts dudit Ordre : Avec défenses ausdits quatre premiers Abbez & tous autres , d'y apporter aucun trouble ni empeschement ; & de prendre les qualitez de Reverendissimes , de Chefs , Primats & Peres dudit Ordre : Et qu'au surplus , il fust ordonné que les Decrets du Chapitre General tenu à Cisteaux le 16. May & jours suivans de l'année 1672. seroient executez selon leur forme & teneur , & que les Officiers établis par iceluy seroient leurs charges , avec défenses à toutes personnes de les y troubler : le tout sous telles peines qu'il plairoit à sa Majesté. Acte de produit dudit Abbé de Cisteaux devant ledit Sieur de Fieubet , aux fins des Conclusions de ladite Requête énoncées tout au long dans ledit Acte , signifié ausdits Abbez de la Ferté , Pontigny , Clairvaux & Morimond , le 28. Novembre 1672. contrôlé le même jour. Production desdits Abbez de la Ferté , Pontigny , Clairvaux & Morimond , par laquelle ils auroient Conclu à ce qu'en déboutant ledit Abbé de Cisteaux des Conclusions contenues dans sondit Acte de produit , il plust à Sa Majesté ordonner qu'ils auroient la qualité qu'ils ont toujours eüe , de premiers Peres , Chefs & Superieurs majeurs dudit Ordre , & qu'en cette qualité ils auroient droit de visiter seuls & privativement à tous autres , toutes les Maisons & Monasteres dépendans de leur Filiation , & d'y instituer & établir , comme ils ont toujours fait , tous les Officiers suivant les Constitutions de l'Ordre : Que suivant & conformément à la Bulle de Benoist XII. & autres Statuts & Définitions de l'Ordre , ils visiteroient alternativement avec ledit Abbé de Cisteaux , le College des Bernardins de cette Ville de Paris : Que ledit Abbé de Cisteaux seroit tenu de rendre compte de l'administration qu'il a entrepris de faire sans leur participation , des biens & domaines dudit College des Bernardins : Qu'à l'égard des Officiers dudit College , & autres Officiers publics qui s'établissent dans l'Ordre par l'autorité du Chapitre General , ils ne pourroient dans l'intervale qu'il n'y a point de Chapitre General , estre instituez ou destituez que conjointement avec eux & de leur consentement : Que l'impression des Livres de l'Ordre de Cisteaux se feroit de l'autorité du Chapitre General & par les soins de ceux qui seroient députez à cet effet : Que tous les Actes importants concernant la reformation ou police generale de l'Ordre de Cisteaux , ne pourroient estre faits par ledit Abbé de Cisteaux sans leur

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 329

*Arrest de Regle-
ment de 1681.*

leur consentement & sans leur participation : Que défenses fussent faites audit Abbé de Cisteaux, de les troubler dans la Jurisdiction qui leur appartient comme premiers Peres dans tous les Monasteres dépendans de leurs Filiations, sauf en cas d'appel de ce qui seroit par eux ordonné, d'y estre statué dans le Chapitre General, ou qu'il y seroit pourvû provisoirement dans les Assemblées intermediaires qui se doivent faire dans l'Ordre : Que défenses fussent aussi faites audit Abbé de Cisteaux, de prendre d'autres qualitez que celles que ses prédecesseurs ont dû avoir, ni de prendre la qualité de Chef & Superieur General des Ordres militaires d'Alcantara, Calatrave & autres Ordres étrangers : Que semblables défenses luy fussent faites de prendre aucun droit à cause des Abbez décedez ; & que toutes les qualitez respectives des Parties, & droits honorifiques qui peuvent leur appartenir, fussent réglées & limitées suivant les anciennes Constitutions de l'Ordre de Cisteaux, & la simplicité de l'état regulier : Et que pour ce qui concerne la validité ou invalidité du Chapitre General tenu en l'Assemblée de Cisteaux en 1672. attendu que les Parties estoient en Instance au Grand Conseil pour raison de ce, elles s'y pourvoyeroient pour leur estre fait droit, sans préjudice de leurs autres pretentions. Acte de produit desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, pardevant ledit Sieur de Fieubet, à ce que ledit Abbé de Cisteaux eût à en prendre communication, si bon luy sembloit, pour y répondre, signifié le 14. Janvier 1673.

Requeste d'employ de Contredits dudit Abbé de Cisteaux, contre ladite Production desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, du deuxième Mars audit an 1673. Requeste desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, à ce qu'il plût à Sa Majesté leur donner acte de ce que pour démouvoir ledit Abbé de Cisteaux, ils produisoient les Originaux de toutes les Pieces dont ils n'avoient produit que des copies, à la reserve de ceux des Chapitres Generaux déposés es mains dudit Abbé de Cisteaux, que ledit Abbé de Cisteaux seroit tenu de représenter pardevant ledit Sieur de Fieubet Rapporteur de l'Instance, pour estre compulsez, & sur iceux estre tirées des copies collationnées en la presence dudit Abbé de Cisteaux ; autrement qu'il seroit ajouté foy à celles qu'ils avoient produites ou pourroient produire, desquelles il leur seroit permis de tirer telles

*Arrest de Regle-
ment de 1681.*

inductions que bon leur sembleroit ; & au surplus, sans s'arrester à la nouvelle Requête dudit Abbé de Cisteaux, leur adjuger les fins & conclusions de leur Production ; au bas de laquelle Requête est l'Ordonnance dudit Sieur de Fieubet, d'aient acte & soit communiqué audit Abbé de Cisteaux, pour y fournir de réponse dans trois jours, du 10. Mars audit an 1673. signifiée le 14. dudit mois. Requête d'employ de Contredits dudit Abbé de Cisteaux contre la Production desdits quatre premiers Abbez, & leur dite Requête signifiée le 14. Mars 1673. en date du 17. Juin 1673. signifiée le même jour. Requête desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, à ce qu'il fût ordonné avant toutes choses, qu'il leur seroit délivré en Chancellerie un Compulsoire pour leur permettre de faire compulser tant à Cisteaux que dans les autres Monasteres dudit Ordre & par tout ailleurs, toutes les Pieces dont ils pourroient avoir besoin pour leur défense, lesquelles leur seroient représentées même par ledit Abbé de Cisteaux ; & en outre que ledit Abbé de Cisteaux seroit tenu dans tel temps qu'il plairoit à Sa Majesté, de faire sa declaration s'il entendoit se servir des Définitions par luy produites sous les cottes K. O. & S. de sa Production, comme aussi des Actes de Jurisdiction par luy pretendus faits ou par ses Predecesseurs, dans les Monasteres de leurs Filiations, par luy produits sous les cottes L. M. P. Z. & A A. & B B. de ladite Production, pour après ladite declaration, estre par eux formée inscription de faux suivant l'Ordonnance ; Sur laquelle Requête ledit Sieur de Fieubet auroit mis son Ordonnance de Soit communiqué audit Abbé de Cisteaux, pour luy ouy ou sa réponse vûe dans trois jours, estre ordonné ce que de raison, en date du 20. Juin 1673. signifiée le 21. desdits mois & an. Requête dudit Abbé de Cisteaux, à ce qu'Acte luy fût donné de sa Declaration qu'il vouloit & entendoit se servir tant desdites Définitions des Chapitres Generaux par luy produites sous les cottes K. O. & S. de ladite Production, que des autres Actes de Jurisdiction faits par luy & par ses Predecesseurs dans les Maisons des Filiations desdits Abbez de ses quatre premieres filles, produits sous les cottes L. M. P. Z. & A A. & B B. de ladite Production, & de ce que pour réponse à ladite Requête desdits Abbez à luy signifiée le 21. Juin 1673. il employoit le contenu en ladite Requête, & ce qu'il avoit dit & écrit au Procès ; Ordonnance dudit Sieur

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 331

de Fieubet au bas de ladite Requête, d'ait acte & soit signifié sans retardation, du 26. dudit mois de Juin 1673. signifiée le 27. suivant. Contredits desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, signifiez le 10. Juillet audit an 1673.

Arrest de Reglement de 1681.

Requête desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, pour faire ordonner que ledit Abbé de Cisteaux seroit tenu incessamment de rapporter tous les Registres qu'il avoit en sa possession, sur lesquels il avoit fait extraire des Définitions des Chapitres Generaux & autres Constitutions par luy produites, & de les laisser au Greffe de la Commission entre les mains du Secretaire dudit Sieur de Fieubet, pour en prendre par eux communication sans déplacer, & qu'il seroit tenu de faire sa declaration précise de ceux qu'il avoit en ses mains, & de se purger par serment que par dol, fraude ni autrement il n'en retenoit aucun, pour après ladite declaration faite, estre par eux procedé au Compulsoire des Pieces dont ils pourroient avoir connoissance. Ordonnance au bas dudit Sieur de Fieubet, de soit communiqué audit Abbé de Cisteaux, du 27. Juillet 1673. signifiée le même jour. Requête dudit Abbé de Cisteaux d'employ de plus ample réponse ausdites Requistes desdits quatre premiers Abbez à luy signifiées les 21. Juin & 27. Juillet 1673. & à ce qu'Acte luy fust donné de ce qu'il prenoit les Conclusions de ladite seconde desdites Requistes, pour un desistement formel de l'inscription de faux, dont lesdits quatre premiers Abbez l'avoient menacé dans ladite premiere Requête; & après sa declaration qu'il n'avoit en sa possession particuliere & clandestine aucun Registre de l'Ordre, & que les extraits qu'il en avoit produits, avoient esté faits à Cisteaux conformément aux originaux, il plût à Sa Majesté, sans s'arrester à ladite seconde Requête desdits quatre premiers Abbez, ordonner qu'ils se pourvoiroient si bon leur sembloit, par la voye du compulsoire ainsi qu'ils l'avoient demandé par leur dite premiere Requête, pour compulser lesdits Registres & les autres Pieces dont ils disoient avoir besoin, dans ladite Abbaye de Cisteaux, dans tel temps qu'il plairoit à Sa Majesté: Ordonnance dudit Sieur de Fieubet au bas d'icelle, d'ait acte, & au surplus la Requête communiquée ausdits Abbez, pour leur réponse vûë, estre ordonné ce que de raison, du 9. Aoust 1673. signifiée le 11. desdits mois & an. Requête desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond du 19. Aoust 1673. d'em-

P R I V I L E G E S

332

*Arrest de Regle-
ment de 1681.*

ploy de réponse à ladite Requête dudit Abbé de Cisteaux à eux signifiée ledit jour 11. Aoust 1673. & à ce qu'il fust ordonné que ledit Abbé de Cisteaux seroit tenu incessamment de remettre au Greffe de la Commission, les Registres dont il avoit produit les extraits & autres qu'il avoit en sa possession, pour en prendre par eux ensuite communication sans déplacer, aux protestations de se pourvoir & de s'inscrire en faux en cas que lesdits Registres se trouvaient falsifiez & alterez, comme ils le pre-
tendoient : Ordonnance dudit Sieur de Fieubet, au bas de la-
dite Requête, d'aient acte, au surplus en jugeant & soit signifié sans
retardation : Signification d'icelle du 21. desdits mois & an.

*Intervention de
quelques Peres im-
mediats.*

Requête des Abbez des Abbayes de Cadouin, de Foucar-
mont & de Vaucler dudit Ordre de Cisteaux, à fin d'intervention
au Procès d'entre ledit Abbé de Cisteaux & lesdits Abbez de la
Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, & à ce qu'en y fai-
sant droit, il plût à Sa Majesté les maintenir & garder en la pos-
session & jouissance de toute la Jurisdiction & Superiorité qui leur
appartenoit sur tous les Monasteres dont ils estoient Peres Imme-
diats, & particulièrement dans le droit de visiter lesdits Mona-
steres qui leur appartenoit privativement à tous autres ; & pour
pouvoir répondre pertinemment aux pretentions desdites Parties,
ordonner que leurs Pieces & Productions leur seroient commu-
niquées, & leur donner acte de ce que pour tous moyens d'in-
tervention, ils employoient le contenu en leur dite Requête,
Ordonnance dudit Sieur de Fieubet, par laquelle ils sont reçus
Parties intervenantes, acte de l'employ au surplus en jugeant, &
cependant qu'ils prendroient communication des productions des-
dites Parties par ses mains, en date dudit jour 19. Aoust 1673.
signifiée le même jour. Requête dudit Abbé de Cisteaux ser-
vant de réponse à celle desdits Abbez de Cadouin, Foucarmont
& Vaucler, aux fins de les faire debouter de leur intervention
avec dépens : Ordonnance dudit Sieur de Fieubet, d'aient acte, au
surplus en jugeant & soit signifié, du 24. Aoust 1677. & signi-
fication d'icelle du 2. Septembre audit an. Autre Requête dudit
Abbé de Cisteaux à ce qu'acte luy fust donné de la remise qu'il
faisoit de quatre Registres des Chapitres Generaux dudit Ordre,
& qu'il fust ordonné qu'à tel jour & heure qu'il plairoit à Sa
Majesté, lesdits quatre premiers Abbez seroient tenus de se trou-
ver en l'Hostel dudit Sieur de Fieubet, pour par ses mains leur

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 333

estre lesdits quatre Registres communiquez en presence du Secre-
taire dudit Sieur Abbé de Cisteaux, & sur iceux estre tirez tels
extraits ou copies collationnées que besoin seroit ; & à faute de
comparoir par lesdits quatre premiers Abbez, que foy seroit ajoû-
tée ausdits extraits comme aux originaux d'iceux ; au bas de la-
quelle Requête est l'Ordonnance dudit Sieur de Fieubet du 5.
Septembre 1673. portant ait acte de la remise desdits Registres
desdits Chapitres Generaux dont lesdits quatre premiers Abbez
seroient tenus de prendre communication par les mains dudit
Sieur de Fieubet en presence du Secretaire dudit Abbé de Cî-
steaux, au Samedi suivant deux heures de relevée : Signification
d'icelle le même jour. Procès verbal dudit Sieur de Fieubet du
9. Septembre 1673. & autres jours suivans, fait en presence de
Dom Louis Meschet Secretaire dudit Abbé de Cisteaux, assisté
de M^e Jean-Baptiste de Falentin son Avocat & conseil, de Dom
Hubert Mathieus Religieux de Clairvaux, au nom & comme
fondé de procuration des quatre premiers Peres dudit Ordre,
assisté de Maître Jacques Martel leur Avocat & conseil, & dudit
Abbé de Foucarmont, tant pour luy que pour lesdits Abbez de
Cadouin & de Vaucler reçûs Parties intervenantes, assisté de
Maître Marc-Antoine du Born leur Avocat & conseil, contenant
la communication desdits quatre Registres des Chapitres Gene-
raux dudit Ordre, remis entre les mains dudit Sieur de Fieubet
ledit jour 5. Septembre 1673. Le premier desdits Registres com-
mençant en l'année 1490. & finissant en l'année 1501. & con-
tenant les Chapitres Generaux de 1490. 91. 92. 93. 94. 95.
96. 97. 99. 1500. & 1501. & le second contenant les Cha-
pitres Generaux des années 1522. 23. 24. 26. 27. 29. 30. &
31. Le troisieme contenant le Chapitre General de 1628. & le
quatrieme contenant le Chapitre General de 1667. ledit Procès-
verbal contenant aussi les direz, contestations, observations &
réponses desdites Parties sur lesdits Registres & Chapitres Gene-
raux ; dont leur auroit esté donné Acte par ledit Sieur de Fieu-
bet, qui en même temps leur auroit délivré les Extraits desdits
Chapitres Generaux par eux respectivement requis ; & en conse-
quence de la declaration dudit Dom Meschet audit nom, que les
Chapitres Generaux intermediaires de ceux contenus ausdits qua-
tre Registres, estoient en l'Abbaye de Cisteaux, ledit Sieur de Fieu-
bet. auroit ordonné que lesdits Abbez de la Ferté, Pontigny,

*Arrest de Regle-
ment de 1681.*

Arrest de Reglement de 1681.

Clairvaux, Morimond, Cadouin, Foucarmont & Vaucier, se retireroient en l'Abbaye de Cisteaux, si bon leur sembloit, pour prendre telle communication que bon leur sembleroit, desdits Chapitres Generaux intermediaires & autres, lesquels ledit Abbé de Cisteaux seroit tenu à cet effet de leur représenter, & sur lesquels lescdites Parties pourroient tirer tels extraits dont ils auroient besoin, en presence des Parties interessées, ou elles dûement appellées. Interrogatoire dudit Sieur Abbé de Cisteaux sur faits & articles, presté devant ledit Sieur de Fienbet, le 20. Mars 1674. à la requeste desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond.

Compulsoire fait à Cisteaux des Registres des Chapitres Generaux & autres Statuts.

Arrest du Conseil du vingtième Juillet 1674. sur Requeste desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, par lequel Sa Majesté conformément aux Ordonnances desdits Sieurs Commissaires, auroit permis ausdits quatre premiers Peres, de se transporter en l'Abbaye de Cisteaux, & par tout ailleurs où besoin seroit, pour prendre communication des Originaux des Chapitres Generaux & de la Carte de Charité, en presence du Lieutenant Civil au Bailliage de Nuys, ou autre Juge audit Siege après luy, en cas de legitime empeschement, dont il dresseroit Procès verbal, & seroit par luy délivré ausdits Abbez tels extraits ou copies collationnées des Pieces dont ils auroient besoin : devant lequel Juge ledit Abbé de Cisteaux seroit tenu avant toutes choses, d'affirmer en personne ou par Procureur, qu'il ne retenoit & n'auroit diverti aucun Original desdits Chapitres Generaux & Carte de Charité, directement ni indirectement, même qu'il n'avoit connoissance qu'il y en eust ailleurs : & auroit permis ausdits quatre premiers Peres, de faire compulser tous Actes qui leur seroient necessaires, par tout où ils seroient trouvez, Parties presentes ou dûement appellées. Procès verbal de Compulsoire fait en l'Abbaye de Cisteaux en execution dudit Arrest, par ledit Lieutenant Civil audit Bailliage de Nuys, à la requeste desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, du 6. Novembre 1674. & autres jours suivans. Autre Procès verbal de Compulsoire fait en ladite Abbaye de Cisteaux, par ledit Lieutenant Civil de Nuys, à la requeste dudit Abbé de Cisteaux, aussi en execution dudit Arrest, le 29. dudit mois de Novembre 1674. & autres jours suivans. Acte signifié ausdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux, Morimond, Cadouin, Foucarmont &

Procès verbal de Compulsoire à Cisteaux.

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 335

Vaucher, à la requête dudit Abbé de Cisteaux, portant qu'il poursuivra incessamment le jugement de l'Instance, au desir dudit Arrest du 19. Avril 1675. signifié l'onzième May 1675. en suite duquel sont deux sommations de produire, faites ausdits Abbez des 13. 14. & 15. May suivant. Procès verbal de Compulsoire fait en l'Abbaye de Loz en Flandre, à la requête desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, du 21. Juillet 1676. & autres jours suivans. Autre Procès verbal de Compulsoire fait devant ledit Sieur de Fieubet à la requête desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, du 4. Mars 1677. & autres jours suivans. Autre Procès verbal de Compulsoire fait au Convent des Feuillans de la rue Saint Honoré de Paris, à la requête desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, du 5. dudit mois de Mars 1677. & autres jours suivans.

Arrest de Reglement de 1681.

Compulsoire en Flandre & aux Feuillans de Paris.

Requête de production nouvelle desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, desdits Procès verbaux de Compulsoires faits à leur requête, ensemble des extraits des Pieces compulsées qui leur ont esté délivrez, & autres Pieces énoncées en ladite Requête, à ce qu'en faisant droit sur les différends des Parties, ils fussent maintenus en la qualité qu'ils ont toujours eu, de premiers Peres, Chefs & Superieurs majeurs de l'Ordre de Cisteaux, & qu'en cette qualité ils auroient droit de visiter seuls & privativement audit Abbé de Cisteaux & à tous autres, toutes les Maisons & Monasteres dépendans de leurs Filiations, & d'y instituer comme ils ont toujours fait, tous les Officiers suivant les Constitutions de l'Ordre, avec défenses audit Abbé de Cisteaux de les y troubler : & en cas d'appel de ce qui seroit par eux ordonné, d'y estre statué dans le Chapitre General ou d'y estre pourvû provisionnellement dans les Assemblées intermediaires qui se doivent faire dans l'Ordre : Qu'à l'égard des Officiers publics qui s'établissent dans l'Ordre par l'autorité du Chapitre General, ils ne pourroient dans l'intervalle dudit Chapitre, estre instituez ou destituez par l'Abbé de Cisteaux, que conjointement avec eux & de leur consentement : Que l'impression des Livres de l'Ordre de Cisteaux se feroit de l'autorité du Chapitre General, & par les soins de ceux qui seroient députez à cet effet par ledit Chapitre General, ou par ledit Abbé de Cisteaux & les quatre premiers Peres conjointement, sans mandement ni

Secondes Conclusions requises des quatre premiers Abbez du 8. Mars 1677.

*Arrest de Regle-
ment de 1681.*

privileges particuliers des Abbez de Cisteaux; & qu'à cet effet ledit Abbé de Cisteaux seroit obligé de restituer les choses comme elles estoient auparavant, & mettre au frontispice des Breviaires & autres Livres, *Autoritate Superiorum*, ou *Capituli Generalis*: Que tous les Actes importants concernant la reformation ou police generale de l'Ordre de Cisteaux, ne pourroient estre faits par ledit Abbé de Cisteaux, sans la participation & le consentement desdits quatre premiers Abbez, conformément aux Statuts & à la pratique dudit Ordre: Que les premieres Abbayes de l'Ordre venant à vacquer, les Prieurs d'icelles préfixeroient le temps de l'élection future, & avertiroient les Vaux & ledit Abbé de Cisteaux de s'y trouver, sans qu'il fût loisible audit Abbé de Cisteaux de venir en l'Abbaye vacante que la veille de l'élection: Que pendant la vacance desdites quatre premieres Abbayes, toute l'administration & le gouvernement d'icelles & des Abbayes en dépendantes, appartiendrait au Prieur avec le Conseil du Convent: Qu'il seroit fait défense audit Abbé de Cisteaux de prendre la qualité de General de l'Ordre, ni de s'attribuer celle de Chef & Superieur General des Ordres militaires d'Alcantara, Calatrave & autres Ordres dépendans de l'Abbé de Morimond: Qu'il seroit encore fait défense audit Abbé de Cisteaux de prendre aucun droit à l'élection des Abbayes vacantes, à cause des Abbez decedez: Qu'il seroit aussi ordonné que toutes les qualitez respectives des Parties & droits honorifiques qui leur peuvent appartenir, seroient réglées & limitées suivant les anciennes Constitutions de l'Ordre de Cisteaux, & la simplicité de l'état regulier: Et que ledit Abbé de Cisteaux fût condamné en leurs dépens, dommages & interets; Au bas de laquelle Requeste est l'Ordonnance dudit Sieur de Ficubet, du 8. Mars 1677. portant reception de ladite Requeste & Pieces, pour estre communiquées par ses mains audit Abbé de Cisteaux, & y fournir contredits dans le temps de l'Ordonnance; Signification d'icelle du 26. Mars audit an 1677. Les Pieces nouvelles énoncées & jointes à ladite Requeste. Procès verbal de Compulsoire fait en l'Abbaye de Clairvaux le neuvième Avril 1677. à la requeste desdits Abbez de la Ferté, Pomigny, Clairvaux & Morimond, en execution dudit Arrest du vingt Juillet 1674.

*Secondes Conclu-
sions de l'Abbé de Cisteaux du 5. May 1677.*

Requeste dudit Abbé de Cisteaux, d'employ & de Contredits contre ladite Production nouvelle desdits quatre premiers Abbez

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 337

Abbez à luy signifiée le vingt-sixième Mars audit an 1677. & *Arrest de Règlement de 1681.* à ce que faisant droit sur les Instances pendantes devant Sa Majesté, ledit Abbé de Cisteaux fût maintenu & gardé dans le droit, possession & jouissance de la qualité de seul Chef, Supérieur General & Pere de l'Ordre de Cisteaux, avec l'entier pouvoir du Chapitre General d'iceluy : De visiter par luy & par ses Députés, toutes & quantes fois que besoin seroit & qu'il le jugeroit nécessaire, tous & chacuns les Monasteres qui en dépendent, de quelque Ligne & Filiation qu'ils soient : De juger & connoître de tous les Procès & differends d'entre tous les Abbez, Religieux & autres personnes regulieres dudit Ordre, & des appellations interjetées des Ordonnances des Peres Immediats, conformément à la disposition des Chapitres Generaux de 1605. 1623. 1628. & 1667. confirmée d'autorité Apostolique : De donner les Mandemens & Privileges pour l'impression des Livres servans à l'usage desdites personnes regulieres : & generalement d'exercer tous Actes de Jurisdiction, corriger & reformer ce que besoin seroit esdits Monasteres, suivant les Statuts dudit Ordre, avec défenses ausdits quatre premiers Abbez & à tous autres, de luy donner aucun trouble ou empeschement, ni de prendre les qualitez de Reverendissimes, Chefs, Primats & Peres dudit Ordre, & de Reformateurs de l'Abbaye de Cisteaux ; & audit Abbé de Morimond de prendre celle de Chef des Milices ou Chevaleries & Ordres Militaires de Calatrave, Alcantara & autres, à peine de nullité des Actes où lesdites qualitez auroient esté employées ; Comme aussi de conferer la Benediction Abbatiale à aucun Abbé ou Abbessé dudit Ordre, sans en avoir eu préalablement le pouvoir & la commission de l'Abbé de Cisteaux : Et quant à l'établissement des Visiteurs Provinciaux & des autres Officiers publics, il fût ordonné que l'Article 13. du Bref du Pape Alexandre VII. seroit executé, ensemble la Transaction faite en consequence le 4. Septembre 1675. Et au surplus, Que lesdits quatre premiers Abbez fussent deboutez de leurs fins & conclusions avec dépens ; dans laquelle Requête au *folio 22. recto*, sous la cote Q. Q. ledit Sieur Abbé de Cisteaux a déclaré qu'il ne pretendoit pas & n'avoit jamais pretendu, non plus que ses predecesseurs, les dépouilles des Abbez à leur mort, depuis que Saint Estienne avoit fait la declaration qui se trouve dans la Carte de Charité, qu'il ne vouloit pas profiter ni rien prendre sur le

Arrest de Reglement de 1681.

temporel des Monasteres ; & consequemment que les Conclusions prises à cet égard contre luy par lesdits quatre premiers Abbez , estoient inutiles ; au bas de laquelle Requête est l'Ordonnance dudit Sieur de Fieuber , d'ait acte , au surplus en jugeant & soit signifié , du 4. May 1677. signifiée le 5. dudit mois. Autre Requête dudit Abbé de Cisteaux de production nouvelle & de salvations contre les Contredits desdits quatre premiers Abbez , au bas de laquelle est l'Ordonnance dudit Sieur de Fieuber qui reçoit lesdites Pieces pour estre communiquées par ses mains , donne acte & au surplus en jugeant , du 19. May 1677. signifiée le 24. desdits mois & an : Lefdites Pieces nouvelles énoncées & jointes à ladite Requête. Troisième sommation de produire faite ausdits Abbez de Cadouin , Foucarmont & Vaucler à la requête dudit Abbé de Cisteaux , du 2. Septembre 1677.

Requête de production nouvelle faite par lesdits Abbez de la Ferté , Pontigny , Clairvaux & Morimond , dudit Procès verbal de compulsoire fait en ladite Abbaye de Clairvaux le 9. Avril 1677. d'une copie collationnée à leur requête en presence dudit Dom Meschet pour ledit Abbé de Cisteaux , devant le Lieutenant Civil de Nuys , en execution dudit Arrest du 20. Juillet 1674. d'un autre Procès verbal de Compulsoire du dernier Avril 1631. fait en ladite Abbaye de Cisteaux , à la requête de l'Abbé de Cisteaux , de plusieurs Registres des Chapitres Generaux dudit Ordre ; & que pour justifier de la nullité , falsification & alteration commise dans lesdits Registres des Chapitres Generaux compulsez à Paris & en ladite Abbaye de Cisteaux , & dans les Définitions que ledit Abbé de Cisteaux auroit tirées d'iceux , acte luy fût donné de l'employ du contenu en leur dite Requête ; & en consequence , qu'il fût ordonné que toutes les Définitions desdits Chapitres Generaux & les Extraits desdits Registres produits par ledit Abbé de Cisteaux , seroient declarez nuls & rejettez de l'Instance : Ordonnance dudit Sieur de Fieuber au bas de ladite Requête , portant reception desdites Pieces , & qu'elles seroient communiquées par ses mains , acte de l'employ , au surplus en jugeant , du 4. Decembre 1677. signifiée le 23. Decembre suivant : Lefdites Pieces nouvelles énoncées & jointes à ladite Requête. Autre Requête desdits Abbez de la Ferté , Pontigny , Clairvaux & Morimond , d'employ de plus amples contredits contre la Production dudit Abbé de Cisteaux ,

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 339

tant dans son premier que dernier Inventaire , signifiée le 23. Decembre 1677. Requête dudit Abbé de Cisteaux pour réponse ausdites deux dernieres Requestes, moyens de nullité, Contredits & Production nouvelle desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, du 18. Janvier 1678. signifiée le même jour. *Arrest de Règlement de 1681.*

Requête de production nouvelle dudit Abbé de Cisteaux, d'un Livre imprimé à Paris en ladite année 1678. sous le titre du Veritable Gouvernement de l'Ordre de Cisteaux, contenant les raisons & moyens dudit Abbé de Cisteaux, avec ses réponses & contredits aux Pieces & Productions desdits quatre premiers Abbez ; au bas de laquelle Requête est l'Ordonnance dudit Sieur de Fieubet de reception de ladite Piece pour estre communiquée par copie, du 20. dudit mois de Janvier 1678. signifiée le 31. dudit mois : Ledit Livre imprimé du Veritable Gouvernement de l'Ordre de Cisteaux. Requête d'employ de Salvations desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, du 19. Fevrier 1678. signifiée le 21. dudit mois de Fevrier audit an. Requête de production nouvelle dudit Abbé de Cisteaux & d'employ de Contredits, au bas de laquelle est l'Ordonnance dudit Sieur de Fieubet qui reçoit lesdites Pieces pour estre communiquées par ses mains, & donne acte de l'employ, du 8. Mars 1678. signifiée le 9. dudit mois : Les Pieces nouvelles énoncées & jointes à ladite Requête. Procès verbal de Compulsoire du 10. Octobre 1678. fait en l'Abbaye de la Mercy-Dieu à la requête desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond. Autre Procès verbal de Compulsoire du 14. Octobre audit an 1678. fait en l'Abbaye de la Colombe à leur requête. Requête de production nouvelle desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, desdits deux Compulsoires, des Extraits faits en conséquence, d'un Livre imprimé contenant la réponse desdits Abbez au Livre du Veritable Gouvernement dudit Ordre produit par ledit Abbé de Cisteaux, & autres Pieces énoncées en ladite Requête ; au bas de laquelle est l'Ordonnance dudit Sieur de Fieubet, de reception desdites Pieces pour estre communiquées par ses mains, du 28. Avril 1679. signifiée le 6. May audit an 1679. Les Pieces nouvelles énoncées & jointes à ladite Requête.

Compulsoires en l'Abbaye de la Mercy-Dieu & en celle de la Colombe.

Autre Requête desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clair-

*Arrest de Regle-
ment de 1681.*

vaux & Morimond, pour estre reçus opposans à l'exécution desdits Arrests des 20. Novembre 1671. 12. & 23. Avril 1672. 19. Avril 1675. & 16. Mars 1677. en ce que ledit Abbé de Cisteaux est qualifié dans iceux General, avec le droit de visiter tous les Monasteres de l'Ordre sans distinction, de faire l'indiction des élections des Abbez des quatre premieres Abbayes dudit Ordre, y presider & exercer autres actes de Jurisdiction ; & qu'en jugeant le chef concernant l'impression des Livres de l'Ordre, il plût à Sa Majesté de faire défenses audit Abbé de Cisteaux, de faire aucune alteration ni changement dans les Breviaires & autres Livres, à moins que cela n'ait esté réglé dans l'assemblée du Chapitre General, & ordonner que les alterations qui ont esté nouvellement faites dans les Breviaires & Processionaux, spécifiées & déclarées dans ladite Requête, seroient incessamment reformées à la poursuite & diligence dudit Abbé de Cisteaux, qui seroit tenu d'y satisfaire dans tel temps qu'il plairoit à Sa Majesté, sinon & à faute de ce faire, il leur fût permis de faire reformer lesdits Livres aux frais dudit Abbé de Cisteaux : Ordonnance dudit Sieur de Fieubet, de Soit signifié & au surplus en jugeant, du 12. May 1679. signifiée le 27. desdits mois & an.

Requête dudit Abbé de Cisteaux d'employ pour réponse aux deux Requestes desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, & de Contredits contre les Pieces produites par la premiere desdites deux Requestes, & qu'acte luy fût donné de la demande qu'il faisoit, qu'en cas que lesdits quatre premiers Abbez voulussent encore insister sur lesdites Pieces, ils eussent à représenter les originaux d'icelles, sur lesquels ils prétendoient qu'elles avoient esté compulsées ; comme aussi qu'acte luy fût donné de l'offre par luy faite & réitérée, en cas que lesdits Abbez persistassent à douter de la fidelité des Registres des Chapitres Generaux, de se rapporter aux Copies que lesdits Abbez disoient avoir autentiques desdits Registres qui leur ont esté representez & communiquez par ledit Abbé de Cisteaux, & même aux copies desdits Registres qu'ils ont fait compulser, tant audit Convent des Feuillans qu'en l'Abbaye de Loz & en celle de Clairvaux ; & en consequence, les debouter des fins & conclusions de leursdites Requestes avec dépens : Ordonnance dudit Sieur de Fieubet, d'ait acte & soit signifié, du 2. Juin 1679.

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 341

signifiée le 3. desdits mois & an. Requête dudit Abbé de Cisteaux, de production nouvelle d'un autre Imprimé intitulé, *Reflexions sur la Réponse faite au Livre du Veritable Gouvernement dudit Ordre*, ladite Piece reçüe par Ordonnance dudit Sieur de Fieubet, du 21. Juillet 1679. signifiée le 26. desdits mois & an. Lesdites Reflexions. Autre Requête dudit Abbé de Cisteaux, de production nouvelle de l'Arrest contradictoire du Conseil rendu entre luy & lesdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, & autres Parties y dénommées, le 19. Avril 1675. pour justifier qu'il n'échoit plus de prononcer sur le chef concernant la validité du Chapitre General tenu à Cisteaux en l'année 1672. attendu que par ledit Arrest, les Parties sont renvoyées sur ce chef, pardevers Sa Sainteté; laquelle Piece a esté reçüe par Ordonnance dudit Sieur de Fieubet du 15. Juillet 1681. signifiée le même jour. Ledit Arrest du Conseil du 19. Avril 1675. Et tout ce qui a esté mis & produit par lesdites Parties, pardevers ledit Sieur de Fieubet, qui en a communiqué ausdits Sieurs Archevêque de Paris, de Marillac, Voisin & Bénard de Rezé, pardevant lesquels les Parties ont esté à plusieurs & différentes fois ouyes par leurs bouches. Vû aussi l'Avis desdits Sieurs Commissaires; & tout considéré :

Arrest de Règlement de 1681.

LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL, Conformément à l'Avis desdits Sieurs Commissaires, a disjoint de la presente Instance, les Procès & Differends concernant le College des Bernardins de Paris, & faisant droit sur le surplus des Contestations des Parties, A Maintenu & Gardé, Maintient & Garde ledit Abbé de Cisteaux au droit & possession de se dire & qualifier seul Chef, Superieur General & Pere de l'Ordre de Cisteaux, avec l'entier pouvoir du Chapitre General dudit Ordre quand il ne tient pas.

Dispositif de l'Arrest.

Et en cette qualité, dans le droit & la possession de visiter par luy & par ses Députez, toutes & quantes fois que besoin sera & qu'il le jugera necessaire, tous & chacuns les Monasteres dépendans dudit Ordre, de quelque Ligne & de quelque Filiation qu'ils soient; pendant le cours desquelles visites seulement, il pourra exercer tous Actes de Jurisdiction dans les Monasteres qu'il visitera, y corriger & reformer les abus, suivant la Carte de Charité & autres Statuts dudit Ordre; le tout sans préjudice de la Jurisdiction &

Arrest de Reglement de 1681.

- de l'autorité des Peres Immediats sur les Maisons de leurs Filiations. Comme aussi a Maintenu & Gardé ledit Abbé de Cîteaux au
3. droit & possession de juger dans toute l'étendue dudit Ordre, les Appellations des Peres Immediats conformément à la disposition des Chapitres Generaux tenus en 1605. 1623. 1628. & 1667. en sorte que par degrez l'on aille premierement du Visiteur au Pere Immediat, du Pere Immediat à l'Abbé de Cîteaux, & de l'Abbé de Cîteaux au Chapitre General.
 4. Ordonne Sa Majesté, que l'impression des Breviaires & autres Livres servans à la celebration du Service Divin dans ledit Ordre, se fera de l'autorité du Chapitre General, par ceux qui seront par luy depurez, & à son defaut, de l'autorité de l'Abbé de Cîteaux que Sa Majesté Maintient au droit & possession de donner les Mandemens & Privileges pour l'impression desdits Livres.
 5. Semblablement Sa Majesté Maintient & Garde lesdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, au droit & possession de se dire & qualifier les quatre premiers Peres de l'Ordre, sans qu'ils puissent prendre d'autres qualitez, fors & excepté l'Abbé de Morimond qui pourra y ajoûter seulement celle de Supérieur Immediat des Ordres Militaires de Calatrave, Alcantara, Montheze, Avis & Christ.
 6. Maintient aussi Sa Majesté lesdits quatre premiers Abbez, ceux de Cadoüin, de Foucarmont, de Vauclet & autres ayant Filiation, au droit & possession de visiter en qualité de Peres Immediats, toutes les Maisons & Monasteres de leurs Filiations Immediates, & d'y instituer & destituer les Officiers suivant les Constitutions de l'Ordre.
 7. Ne pourront lesdits quatre premiers Peres ni aucun autre Abbé de l'Ordre, Conferer la Benediction Abbatiale à aucun Abbé. ou Abbessé dudit Ordre, sans en avoir eu préalablement le pouvoir & la Commission de l'Abbé de Cîteaux, conformément à la Bulle d'Innocent VIII. de 1489. & autres Brefs de Clement VIII. de 1595. & 1604.
 8. Et en consequence de la Bulle de Clement IV. de 1265. Ordonne Sa Majesté que pendant la vacance des quatre premieres Abbayes, toute l'administration & gouvernement d'icelles, tant à l'égard du Spirituel que du Temporel, même l'administration des Abbayes en dépendantes, à l'égard du Spirituel seu-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 343

lement, appartiendra au Prieur de l'Abbaye vacante avec le Conseil du Convent, conformément aux Institutions des Chapitres Generaux & Définitions dudit Ordre ; lequel Prieur avec ledit Convent convoquera les vocaux pour l'élection d'un autre Abbé, sans toutefois que l'Indiction puisse estre faite par autre que par l'Abbé de Cisteaux, qui ne pourra arriver en l'Abbaye vacante, que la veille de l'élection.

Arrest de Reglement de 1681.

Ordonne en outre Sa Majesté que les Visiteurs Provinciaux 9. & autres Officiers publics ne seront instituez & destituez que par le Chapitre General, ou iceluy cessant, par l'Abbé de Cisteaux, de l'avis & consentement des quatre premiers Peres, conformément à l'Article 13. du Bref d'Alexandre VII. & à la Transaction du 4. Septembre 1675. qui en ce sera executée. *

Et pour d'autant plus rétablir, maintenir & conserver la Discipline reguliere dans ledit Ordre, Conformément aux Statuts & Constitutions d'iceluy Ordonne aussi Sa Majesté que de trois en trois ans l'Abbé de Cisteaux sera tenu de convoquer & faire celebrer un Chapitre General, & dans l'intervale, une Assemblée intermediaire ainsi qu'il est porté par ledit Bref d'Alexandre VII. 10.

Et sur le surplus des autres Fins & Conclusions des Parties, Sa Majesté les met hors de Cour & de Procès, dépens compensez. 11.

Et en cas que sur l'execution du present Arrest il intervienne quelque contestation, Sa Majesté s'en est reservée la connoissance, icelle interdite à tous autres Juges, pour sur l'avis desdits Sieurs Commissaires, y estre par elle pourvû ainsi qu'il appartiendra par raison. Fait au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Fontainebleau le dix-neuvième de Septembre mil six cens quatre-vingt-un. Ainsi signé, PHELYPEAUX, avec paraphe. 12.

** La Transaction dont il est icy parlé au nombre 9. fut passée pardevant Bru Notaire au Châtelet de Paris, où il fut entre autres choses convenu que les Visiteurs Provinciaux de la Reforme seroient nommez & instituez par l'Abbé de Cisteaux ainsi que ceux de la commune Observance suivant l'Article 13. du Bref du Pape Alexandre VII.*

LETTRES PATENTES DU ROY de l'an 1685.

SOMMAIRE.

Ces Lettres Patentes furent accordées pour autoriser deux Brefs cy-devant rapportez pages 255. & 258. que le Pape Innocent XI. avoit rendus en forme de Jugemens les 5. May 1683. & 10. May 1685. pour terminer certains differends survenus dans les deux Chapitres Generaux de 1672. & 1683. touchant la validité de leurs Decrets & la maniere de tenir le Chapitre & d'y opiner. Les Lettres sont adressées & furent enregistrees au Grand Conseil.

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU, ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE : A nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nostre Grand Conseil, SALUT. Nostre cher & bien amé Dom Jean Petit Abbé, Chef & Superieur General de l'Ordre de Cisteaux, Nous a fait exposer qu'au sujet de la validité du Chapitre General dudit Ordre tenu à Cisteaux le seize May 1672. plusieurs differends s'estant mûs entre l'Exposant d'une part, & les Abbez de la Ferté, de Pontigny, de Clairvaux & de Morimond d'autre, ils furent d'abord portez en nostre Grand Conseil, & ensuite évoquez en nostre Conseil d'Etat, où ayant esté jugez par Arrest du dix-neuf Avril 1675. rendu Nous y estant, les Appellations comme d'abus y énoncées furent converties en Appel simple, & pour y faire droit, les Parties renvoyées au Saint Siege, où le Procès fut repris par ces quatre Abbez, nonobstant une Transaction du quatre Septembre audit an, qui devoit l'avoir terminé : Et par un premier Bref du cinq May 1683. il fut ordonné que la forme prescrite pour les Chapitres Generaux, par la Bulle du Pape Clement IV. qui commence *Parvus Fons*, seroit gardée. Cependant les mêmes Contestations qui s'estoient formées lors du Chapitre de 1672. furent encore renouvelées au dernier Chapitre General tenu le 17. May 1683. dont nostre tres-cher Cousin le Cardinal d'Estrées ayant pris connoissance du consentement

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 345

tement des Parties, il fit un projet de Sentence arbitrale par laquelle il les avoit terminées avec beaucoup de connoissance & de justice. Mais les quatre premiers Abbez n'ayant point voulu encore y acquiescer, elles ont enfin esté diffinitivement jugées en la Congregation des Cardinaux établie pour les affaires des Evêques & des Reguliers, si bien que par un dernier Bref de nostre Saint Pere le Pape du 10. May 1685. tous lesdits differends se trouvent termineez, & les Chapitres Generaux des années 1672. & 1683. ont esté declarez valides, & ordonné que les Decrets & Définitions y contenus seront executez selon leur forme & teneur : Pour l'exécution desquels Brefs, l'Exposant Nous a tres-humblement supplié luy accorder nos Lettres sur ce nécessaires. A CES CAUSES, de l'avis de nostre Conseil qui a vû lesdits Brefs cy-attachez sous le Contrescel de nostre Chancellerie, Nous vous Mandons & Enjoignons par ces Presentes signées de nostre main, que s'il vous appert qu'il n'y ait ausdits Brefs aucune chose contraire à nos Droits & aux Concordats d'entre Nous & le Saint Siege, Privileges & Libertez de l'Eglise Gallicane, vous ayez à proceder à l'enregistrement d'iceux pour estre executez selon leur forme & teneur sans souffrir qu'il y soit contrevenu : CAR TEL EST NOSTRE PLAISIR. Donné à Versailles le dix-huitième jour de Juillet l'an de grace mil six cens quatre-vingt-cinq, & de nostre Regne le quarante-troisième. Signé, LOUIS. Et plus bas : Par le Roy, COLBERT, avec paraphe. Et scellé du grand Sceau de cire jaune. *Enregistrées es Registres du Grand Conseil du Roy, suivant l'Arrest ce jourd'huy donné en iceluy à Paris le troisième Aoust 1685.* Signé, LE NORMAND.



DECLARATION DU ROY de l'an 1696.

SOMMAIRE.

Cette Declaration est generale pour tous les Ordres reguliers, & est rapportée icy pour la part qu'y prend celui de Cîteaux.

La Majesté ayant en l'année 1695. donné un Edit de Reglement concernant la jurisdiction Ecclesiastique où avoient esté inserez quelques Articles, notamment les 18. 19. & 20^e qui paroissent contre son intention, contraires à la liberté & exemption des Ordres reguliers de la jurisdiction de Messieurs les Evêques & aux usages & pratiques des Monasteres & des Religieux exempts ; & Desirant que le Clergé Seculier & Regulier se contiennent dans les bornes prescrites par les Saints Canons & que les Religieux jouissent sous sa protection, de leurs Exemptions legitimes ; Elle ordonne que ledit Edit & en particulier l'Article 18^e d'iceluy sera executé sans préjudice des Droits, Privileges & Exemptions des Monasteres & de ceux qui sont sous des Congregations qu'elle entend avoir lieu ainsi & en la maniere qu'ils l'ont eu & dû avoir jusqu'à present.

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE : A tous ceux qui ces Presentes veront, SALUT. L'obligation dans laquelle nous sommes d'employer l'autorité qu'il a plu à Dieu de nous donner pour maintenir l'ordre & la discipline de l'Eglise, par l'execution des Saints Canons dont nous tenons à honneur d'estre le défenseur, Nous a engagé au mois d'Avril de l'année 1695. de faire rediger dans un seul Edit les différentes Ordonnances que les Rois nos Prédecesseurs & Nous avons faites en différentes occasions en faveur & sur la requisition du Clergé de nostre Royaume. Et comme Nous avons esté avertis que quelques personnes donnoient à l'Article XVIII. de cet Edit une interpretation differente de nos intentions, & même que l'on avoit fait quelques procedures en certains Diocèses qui pouvoient y estre contraires, Nous avons estimé necessaire de declarer si expressément nostre intention au sujet dudit Article, qu'il ne reste plus aucun pretexte de difficulté

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 347

à cet égard , & que le Clergé Seculier & Regulier demeurant dans les bornes qui sont prescrites par les Saints Canons , ils concourent au service de Dieu & à l'édification de nos Sujets dans la subordination & avec le respect qui est dû au caractère & à la dignité des Archevêques & Evêques , & que les Reguliers jouissent aussi sous nostre protection , des exemptions legitimes qui ont esté accordées à plusieurs Ordres , Congregations & Monasteres particuliers. A CES CAUSES , & autres bonnes considerations à ce Nous mouvans , de nostre certaine science , pleine puissance & autorité Royale , en interpretant en tant que besoin ledit Article XVIII. de nostre Edit , Nous Avons Dit , Declaré & Ordonné , Disons , Declarons & Ordonnons par ces Presentes signées de nostre main , que nostre Edit du mois d'Avril de l'année 1695. & en particulier l'Article XVII. d'iceluy soit executé sans préjudice des droits , privileges & exemptions des Monasteres & de ceux qui sont sous des Congregations , que Nous Entendons avoir lieu , ainsi & en la maniere qu'ils l'ont eu & dû avoir jusqu'à present.

Que lorsque les Archevêques & Evêques auront eu avis de quelques desordres dedans aucuns desdits Monasteres exempts de leur Jurisdiction , Nous Voulons qu'ils avertissent paternellement les Superieurs Reguliers d'y pourvoir dans six mois , & qu'à faute d'y donner ordre dans ledit temps , ils y pourvoiront eux-mêmes ainsi qu'ils l'estimeront necessaire , suivant les Regles & Instituts de chacun desdits Ordres & Monasteres ; Et qu'en cas que le scandale soit si grand & le mal si pressant , qu'il y ait un besoin indispensable d'y apporter un remede plus prompt , lesdits Archevêques & Evêques pourront obliger lesdits Superieurs Reguliers d'y pourvoir plus promptement. Voulons pareillement que les Monasteres ou demeures des Superieurs Reguliers qui ont une Jurisdiction legitime sur d'autres Monasteres & Prieurez desdits Ordres , soient exempts de la visite desdits Archevêques & Evêques , ainsi que les Abbez & Abbeses qui sont Chefs & Generaux desdits Ordres. SI DONNONS EN MANDEMENT à Nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nostre Cour de Parlement à Paris , que ces Presentes ils ayent à enregistrer , & le contenu en icelles faire executer de point en point selon sa forme & teneur , pleinement & paisiblement , cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens contraires , nonobstant tous Edits & Declarations à ce contraires , ausquels Nous Avons dérogé & Déro-

geons par ces Presentes : C A R tel est nostre plaisir. En témoin de quoy Nous y avons fait mettre nostre Scel. Donné à Versailles le vingt-neuvième jour de Mars, l'an de grace mil six cens quatre-vingt-seize, & de nostre Regne le cinquante-troisième. Signé, LOUIS. Et sur le repli : Par le Roy, P H E L Y P E A U X. Et scellée du grand Sceau de cire jaune.

Registrées, Ouy & ce requerant le Procureur General du Roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, & copies collationnées envoyées dans les Sieges, Bailliages & Senéchaussées du Ressort, pour y estre liés, publiées & enregistrées : Enjoint aux Substituts du Procureur General d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un mois, suivant l'Arrest de ce jour. A Paris en Parlement, le 4. Avril 1696. Signé, DONGOIS. Cette même Declaration a esté pareillement enregistrée au Grand Conseil par Arrest du

LETTRES PATENTES DU ROY de l'an 1703.

S O M M A I R E.

Les difficultez que faisoit le Parlement de Bezançon en plusieurs occasions, de se conformer en jugeant des Procès concernant cette Province, à ce qui se trouve réglé par les Privileges de l'Ordre de Cisteaux pour les Monasteres qui y sont situez, obligerent M. l'Abbé de Clairvaux qui y en a plusieurs de sa dépendance qui y avoient des Procès de consequence, de se pourvoir au Roy qui eut la bonté d'accorder des Lettres Patentes qui furent adressées à ce Parlement le 16. Fevrier 1703. par lesquelles après avoir fait examiner en son Conseil lesdits Privileges, Sa Majesté les confirma & en ordonna l'Enregistrement, ce qui fut fait par Arrest du 28. Juin audit an 1703.

L O U I S PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE.
ET DE NAVARRE : A nos amez & feaux Conseillers les
Gens tenans nostre Cour de Parlement de Bezançon. S A L U T.

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 349

Nostre cher & bien amé l'Abbé de Clairvaux un des quatre premiers Peres de l'Ordre de Cîteaux, Nous a fait remontrer que la plupart des Abbayes dudit Ordre situées en nostre Comté de Bourgogne, estant de sa Filiation & sous sa Jurisdiction, il est de son devoir de veiller que le Service Divin y soit fait avec la décence requise, que la Discipline Reguliere y soit observée, & que la paix y regne non seulement entre les Religieux qui en composent les Communautéz, mais même entre les Communautéz & les Abbez Commendataires; ce qui ne se peut qu'en y executant les Bulles des Papes données en faveur dudit Ordre, & les Lettres Patentes des Rois nos Prédecesseurs confirmatives desdites Bulles, notamment celles qui prescrivent le partage des Manfes Abbatiales & Conventuelles par la division des biens en fonds & le reglement des Charges tant Claustrales qu'autres; Et qu'il est aussi de son devoir de veiller à la conservation des Droits, Privileges & Prérogatives accordez audit Ordre par les Bulles & Lettres Patentes des Rois nos Prédecesseurs; mais quoique les Bulles & Lettres Patentes qui ont esté enregistrées en nostre Grand Conseil, soient en conséquence executées dans tout nostre Royaume, neanmoins elles ne l'ont pas esté jusqu'à present dans nostre Comté de Bourgogne, à cause du Privilege dans lequel Nous avons maintenu les Peuples de nostre Comté de Bourgogne, de ne pouvoir estre traduits pardevant d'autres Juges que leurs Juges naturels, & que les Juges du Pays font difficulté de se conformer dans leurs Jugemens ausdites Bulles & Lettres Patentes, sous pretexte qu'elles n'ont point esté enregistrées au Parlement de Bezançon; ce qui causeroit beaucoup de préjudice aux Abbayes & Convens dudit Ordre situez audit Comté, s'il n'y estoit par Nous pourvû. C'est pourquoy l'Exposant Nous a tres-humblement supplié d'ordonner que lesdites Bulles, & entre autres celles de Martin V. Pie II. Sixte IV. & Innocent VIII. comme aussi le Bref d'Alexandre VII. pour la Reformation generale de l'Ordre de Cîteaux, ensemble les Lettres Patentes des Rois nos Prédecesseurs François I. Henry II. Henry IV. & Louis XIII. nostre tres-honoré Seigneur & Pere de glorieuse memoire, soient enregistrées en nostre Cour de Parlement de Bezançon, & de vouloir bien octroyer nos Lettres sur ce nécessaires. A quoy ayant égard, & desirant favorablement traiter les Abbez & Religieux dudit Ordre de Cîteaux : A CES CAUSES, Nous vous Mandons

& Ordonnons par ces Presentes signées de nostre main , qu'après qu'il vous sera appartu qu'aux Bulles desdits Papes Martin V. Pie II. Sixte IV. & Innocent VIII. & audit Bref d'Alexandre VII. dont copies collationnées sont cy-attachées sous le Contrescel de nostre Chancellerie, il n'y a rien de contraire aux Saints Decrets & Concordats d'entre le Saint Siege & Nous , ni de dérogeant aux Privileges, Franchises & Libertez de l'Eglise Gallicane , Vous ayez en ce cas à faire enregistrer lesdites Bulles & Bref, ensemble lesdites Lettres Patentes des Rois nos Prédecesseurs François I. Henry II. Henry IV. & Louis XIII. nostre tres-honoré Seigneur & Pere de glorieuse memoire , & du contenu tant esdites Bulles & Bref qu'esdites Lettres Patentes, faire jouir & user lesdits Abbez, Religieux & Convens dudit Ordre de Cisteaux sans difficulté : C A R tel est nostre plaisir. Donné à Marly le seizième jour de Fevrier l'an de grace mil sept cens trois , & de nostre Regne le soixantième. Signé, LOUIS. Et plus bas : Par le Roy, CHAMILLARD. Et scellé. *Enregistrées aux Actes importants de la Cour pour estre executées suivant leurs formes & teneurs. Fait en Parlement à Bezançon le 28. juin 1703. Signé, BONNE.*

ARREST DU CONSEIL D'ETAT DU ROY de l'an 1705.

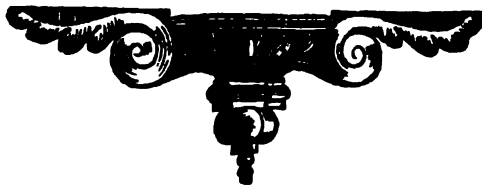
S O M M A I R E.

Cet Arrest prononcé de la bouche de Sa Majesté contradictoirement entre M. l'Evêque de Châlon-sur-Saone qui s'estoit adressé à elle & l'Abbé de Cisteaux , au sujet de l'Edit de 1695. dont on a parlé au feuillet precedent , peut tenir lieu d'une nouvelle Declaration pour l'interpretation de l'Article 20. en réglant de juges les Parties d'entre le Grand Conseil & le Parlement de Paris où ledit Sieur Evêque demandoit d'estre renvoyé & où il pretendoit avoir ses Causes commises : Sa Majesté confirme l'évocation au Grand Conseil qu'elle avoit donnée à l'Ordre de Cisteaux & qu'elle vient encore de luy renouveler.

VEU par le Roy estant en son Conseil les Requestes respectivement presentées à Sa Majesté, l'une par le Sieur Evêque

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 351

de Châlon-sur-Saone, & l'autre par le Sieur Abbé General de Cisteaux ; Celle dudit Sieur Evêque de Châlon tendante à ce que sur l'appel comme d'abus interjetté au Grand Conseil par ledit Sieur Abbé de Cisteaux , de l'Ordonnance dudit Sieur Evêque du dix Mars dernier , il plust à Sa Majesté conformément à l'Article XX. de l'Edit de l'année 1695. concernant la Jurisdiction Ecclesiastique, & en conséquence de l'Arrest du Conseil d'Etat du sept Avril 1681. qui évoque ses Procès, & en attribué la connoissance au Parlement de Paris , ordonner que le Sieur Abbé de Cisteaux sera tenu de proceder au Parlement de Paris sur ledit appel comme d'abus. Et Celle dudit Sieur Abbé de Cisteaux tendante à ce que sans avoir égard à la Requête dudit Sieur Evêque de Châlon , il plust à Sa Majesté conformément aux Privileges dudit Ordre de Cisteaux & à l'Evocation generale qu'il a au Grand Conseil, & à la Declaration de Sa Majesté du 29. Mars 1696. donnée en interpretation de l'Edit de 1695. renvoyer les Parties au Grand Conseil pour y proceder sur ledit appel comme d'abus. Tout considéré : **LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL**, sans avoir égard à la Requête dudit Sieur Evêque de Châlon, a Renvoyé & Renvoye les Parties au Grand Conseil, pour y proceder sur ledit appel comme d'abus ainsi qu'il appartiendra. Fait au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y estant , tenu à Versailles le dixième jour d'Aoust mil sept cens cinq. Signé, **PHELYPEAUX**.



LETTRES PATENTES DU ROY du mois de Decembre 1711.

SOMMAIRE.

Ces Lettres Patentes ont esté transcrites & rapportées en leur entier au commencement de ce Recueil és pages 9. 10. 11. 12. & 13. avec l'Arrest d'Enregistrement au Grand Conseil du 3. Mars 1712. pour estre executées selon leur forme & teneur, & jouir de l'effet & contenu en icelles par tous les Monasteres & toutes les personnes de l'Ordre de Cîteaux, dont elles renferment les Privileges de telle maniere qu'on peut dire qu'il y a tres-peu d'affaires qui ne soient de la competence de ce Tribunal & où elles ne puissent estre portées & jugées.

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE : A tous presens & à venir, SALUT. Nôtre cher & bien amé Dom Louis Meschet Abbé de la Charité, Religieux Profès & Procureur General de l'Ordre de Cîteaux, Nous a tres-humblement fait représenter que les Privileges de cet Ordre qui luy ont esté accordez ou confirmez par différentes Bulles des Papes Innocent IV. Alexandre IV. Martin V. Pie II. Sixte IV. Innocent VIII. Alexandre VII. & de plusieurs autres, tant pour le spirituel que pour le temporel, & notamment les Privileges concernant l'exemption de la Jurisdiction des Ordinaires, la conduite & le gouvernement des Monasteres d'hommes & de filles qui le composent, le droit de les visiter & celui de pouvoir y administrer les Sacremens aux personnes qui en sont les Fermiers & les Domestiques, l'exemption de payer toutes sortes de Dixmes sur les Terres qui sont de ses Domaines, & la faculté de percevoir les Noales sur celles où les anciennes Dixmes luy appartiennent ; enfin la reformation de l'Ordre & la partition Canonique des Biens de ses Monasteres entre les Abbez Commendataires & les Communautéz, ont esté de tout temps regardez comme quelque chose non seulement de tres-considerable & de tres-précieux pour ledit Ordre de Cîteaux en general, mais

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 353

mais encore de tres-important pour la France ; sur tout en ce que cet Ordre dont le Chef & les principales & plus anciennes Abbayes ainsi que plusieurs autres de ses Monasteres, sont situez dans le Royaume, se trouvant d'ailleurs répandu dans une infinité d'endroits de l'Europe Chrétienne, la communication qui se fait de ces mêmes Privileges à toutes les Maisons de l'un & de l'autre sexe qui en dépendent, quoique dans des Etats de Domination étrangere, sert à entretenir une liaison & une relation qui s'est souvent trouvée tres-utile & tres-avantageuse ; de maniere que plusieurs Rois nos prédecesseurs, entre autres François Premier, Henry & François Seconds, Charles IX. Henry III. Henry IV. & Louis XIII. ont crû devoir par ces considerations, favoriser ledit Ordre d'une protection singuliere, & ont toujours témoigné avoir à cœur de le conserver dans la possession & jouissance de ses Privileges, luy en ayant même accordé des Lettres de Confirmation toutes les fois qu'ils en ont esté requis, jusques-là que le Roy Louis XIII. portant son attention plus loin, auroit estimé à propos que dans celles qu'il octroya au mois de May 1620. l'Adresse fust faite au Grand Conseil, privativement à tous autres Juges, afin d'empescher la difference & la varieté des Jugemens qui seroient rendus sur les contestations qui pourroient arriver dans la suite : Et en effet, ledit Ordre a depuis lescdites Lettres Patentes toujours jouy de ses Privileges sous l'autorité du Grand Conseil, auquel Sa Majesté a le plus souvent par differends Arrests de ses Conseils d'Etat & Privé, renvoyé les contestations qui y ont esté portées sur les confits de Jurisdictions survenus à ce sujet. Mais dautant que ces mêmes Lettres Patentes confirmatives desdites Bulles & des Privileges qu'elles contiennent, ne sont point censées avoir esté renouvelées de nostre Regne, quoique nous les ayons approuvées dans différentes occasions qui se sont présentées, & particulierement par Arrest de nostre Conseil & nos Lettres Patentes sur iceluy confirmatives dudit Bref d'Alexandre VII. & autres, portant attribution au Grand Conseil, en sorte que ce pre-tendu défaut de confirmation de nostre part, qui a souvent servi de pretexte à des personnes mal intentionnées, de troubler ledit Ordre dans la jouissance de ses Privileges, pourroit encore donner lieu dans la suite à d'autres troubles & à de nouvelles difficultez ; ledit Expofant pour prévenir tous inconveniens à cet égard, a esté conseillé d'avoir recours à Nous pour y estre pourvû par nos Let-

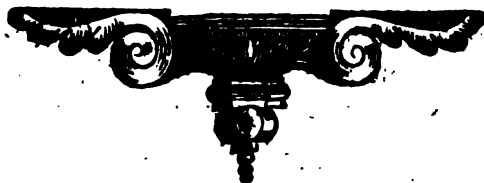
tres Patentes sur ce nécessaires, qu'il Nous a fait tres-humblement supplier de vouloir luy accorder. A CES CAUSES & autres à ce Nous mouvans, desirant à l'exemple des Rois nos predecesseurs dont nous honorons la memoire, donner audit Ordre de Cisteaux des marques particulieres de nostre protection speciale, & contribuer autant qu'il est en nous, non seulement à le maintenir dans sa splendeur, & à luy conserver l'honneur de ses Prerogatives & tous ses autres avantages, mais encore à entretenir dans les Maisons qui en dépendent, une discipline exacte & reguliere par l'uniformité de son gouvernement : De l'avis de nostre Conseil qui a vû les susdites Bulles d'Innocent IV. Alexandre IV. Martin V. Pie II. Sixte IV. & Innocent VIII. des années 1249. 1257. 1423. 1459. 1475. 1486. 1487. & 1489. avec les Lettres des Rois Henry IV. & Louis XIII. des mois de Mars 1596. & May 1620. qui confirment lesdites Bulles, & où il est fait mention de celles des autres Rois qui les avoient aussi précédemment confirmées, ensemble ledit Bref d'Alexandre VII. du 19. Avril 1666. l'Arrest de nostre Conseil d'Etat qui l'autorise du 14. Juillet suivant, & nos Lettres Patentes sur iceluy de la même année, avec plusieurs Arrests de nosdits Conseils d'Etat & Privé, concernant l'attribution ou le renvoy à nostre Grand Conseil, de la connoissance desdits Privileges & autres Lettres Patentes ; les Copies collationnées ou imprimées de tout ce que dessus estant cy-attachées sous le Conscel de nostre Chancellerie : De nostre grace speciale, pleine puissance & autorité Royale, NOUS AVONS Approuvé, Autorisé & Confirmé, & par ces Presentes signées de nostre main, Approuvons, Autorisons & Confirmons lesdites Bulles & Lettres Patentes ; Voulons qu'elles soient executées selon leur forme & teneur, & qu'en consequence ledit Ordre de Cisteaux, les Abbayes, Prieurez & autres Monasteres tant de l'un que de l'autre sexe, & même les personnes qui en dépendent, jouissent en general & en particulier des Privileges qui y sont plus amplement mentionnez, en la maniere & tout ainsi qu'ils en ont bien & dûement jouy ou dû jouir jusqu'à present. SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nostre Grand Conseil, que ces Presentes ils ayent à enregistrer, & de leur contenu faire jouir & user ledit Ordre de Cisteaux pleinement, paisiblement & perpetuellement, fai-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 355

fant cesser tous troubles, difficultez, oppositions ou empeschemens, dont si aucuns interviennent, Nous luy avons Renvoyé & Attribué, Renvoyons & Attribuons par ces mêmes Presentes la connoissance, icelle interdite à toutes nos Cours & autres Juges, à peine de nullité de tout ce qui pourra estre fait au contraire : Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, Nous avons fait mettre nostre Scel à cesdites Presentes. Donné à Versailles au mois de Decembre l'an de grace mil sept cens onze, & de nostre Regne le soixante-neuvième. Signé, LOUIS. Et sur le repli : Par le Roy, PHELYPEAUX. Et scellé du grand Sceau de cire verte sur lacs de soye rouge & verte, & contrescellé. Et sur le même repli est écrit : Visa, signé, PHELYPEAUX, pour Confirmation des Privileges de Cistiaux. Signé, PHELYPEAUX. Sur le même repli est l'Enregistrement :

Enregistrées és Registres du Grand Conseil du Roy, pour estre executées, gardées & observées, & jouir par ledit Ordre de l'effect & contenu en icelles selon leur forme & teneur, suivant l'Arrest dudit Conseil de ce jourd'huy troisième Mars mil sept cens douze. Signé, DEHODENCQ. avec paraphe.

Fin de la seconde Partie des Privileges de l'Ordre de Cistiaux, contenant les Lettres Patentes des Rois & leurs Reglemens.



DE LA CHARGE ET OFFICE de Procureur General de l'Ordre de Cisteaux.

Les Privileges de l'Ordre de Cisteaux ayant dans tous les temps esté regardez comme choses essentielles & absolument necessaires pour le maintenir & faire subsister, & la Charge de Procureur General estant principalement instituée pour les défendre & tenir la main à les faire executer, soit qu'ils soient attaquez ou que l'on y contrevienne, il n'y a pas de doute qu'elle n'ait toujours esté tres-considerable ; & c'est pour cette raison que Nous avons crû devoir en dire icy un mot après avoir expliqué en quoy consistent ces Privileges qui sont l'objet principal de cette Charge, afin qu'on la connoisse & de la rendre ainsi ce qu'elle doit estre, c'est-à-dire utile à toutes les personnes de l'Ordre en general & en particulier.

Institution de la Charge de Procureur General de l'Ordre de Cisteaux & son employ.

Son institution ne scauroit guere estre plus ancienne qu'elle est, puisqu'elle touche au premier siecle de l'Ordre & qu'on la trouve établie par les premiers Reglemens qui furent faits pour l'affermissement de son Regime, lorsque le Chapitre General ordonna de toute son autorité, qu'il y auroit toujours deux Religieux qui seroient chargez du poids & du soin des affaires communes & y vaqueroient sans relâche ; en voicy les termes, *Precipitur auctoritate Ordinis ut duo Clerici provideantur assidui in Curia pro negotiis Ordinis ad impetrandum & contradicendum* ; & le même Chapitre députa deux Abbez pour regler sur quoy & comment il seroit pourvû à leur subsistance, *ut taxent de salario quod eis competet* : S'ils estoient destinez & employez au service de l'Ordre, il estoit juste que ce fust sur luy que s'en prist la dépense. *Quis enim militat suis stipendiis unquam ?* Ces deux mots, *ad impetrandum & contradicendum*, marquent en abrégé leur employ assez clairement pour n'avoir pas besoin d'une plus grande explication presentement, on leur donnera dans la suite plus d'étendue.

2. Constit. cap. 9.

L'établissement de ces Officiers se faisoit comme il se fait encore aujourd'huy dans le Chapitre General, & le Decret qu'on a rapporté, fut mis comme un Statut stable & permanent & un Reglement perpetuel dans l'une des premieres & plus ancien-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX 357

nes Compilations de l'Ordre après avoir esté diverses fois confirmé & renouvelé par plusieurs Chapitres Generaux successivement, comme il paroist par un Decret de l'un d'eux du commencement du second siecle de l'Ordre qui s'explique en ces termes : *De duabus personis habendis in Curia in communibus expensis Ordinis, antiqua sententia teneatur sicut in distinctione 15^a continetur* : Ce qui fut encore réitéré trois ans après, *Duo Procuratores in Curia pro toto Ordine annis singulis habeantur* : Le Chapitre General s'assemblant en ce temps-là tous les ans sans jamais y manquer, il luy estoit facile de changer à chaque fois ses Procureurs ou de les continuer suivant qu'il estoit satisfait ou mécontent de leur capacité & de leur conduite.

L'un estoit pour la Cour de Rome où il faisoit sa residence, & l'autre pour la France où se tient le Chapitre General & s'assemble tout l'Ordre & où sont aussi les principaux Monasteres avec lesquels tous les autres ont relation, & c'est de ce dernier qu'il s'agit icy principalement à l'occasion de ce nouveau Recueil des Privileges, & ainsi c'est de luy & de sa Charge qu'il sera parlé plus particulièrement.

Le Chapitre General de l'année 1460. ne croyant pas qu'un seul homme pût suffire à l'exercer en ce Royaume à cause de la multiplicité des Tribunaux & des affaires qui commençoient dès lors à estre portées au dehors de l'Ordre, ordonna que l'Abbé de Cîteaux usant de son plein pouvoir, pourroit y suppléer en substituant à son Procureur General encore d'autres personnes pour l'aider en chaque Province, & y établissant un Abbé en qualité de Procureur pour y défendre & soutenir les Droits & Privileges de l'Ordre & des Monasteres particuliers qui seroient attaquez, & cela aux frais & dépens de ceux pour lesquels ils agiroient ; en voycy le Decret tout entier.

Capitulum Generale Statuit & Ordinavit Dominus Cisterciensis in plenaria Ordinis potestate possit in qualibet Provinciâ instituere unum Abbatem Procuratorem cum potestate substituendi unum vel plures loco sui, ad defendendum jura libertates, franchisias, privilegia & exemptiones Ordinis, communibus expensis locorum & domorum Ordinis in ipsis Provinciis sitorum.

Ce Règlement fut executé, & depuis encore confirmé par les Chapitres Generaux tenus dans les années suivantes jusqu'à celui de l'an 1605. où l'on donna à ce Procureur Provincial le nom

Droits & fonctions
de la Charge de Procureur General de l'Ordre de Cîteaux.

de Promoteur ou Syndic, comme il paroît par cette Définition qui commence par ces mots, *In supremis Regni Galliarum Curis Promotor unus capax & idoneus deputetur qui Ordinis jura & immunitates defendat.*

Ce même Chapitre General de 1605. s'appliqua particulièrement à regler ce qui regarde la Charge de Procureur General, ses droits, son pouvoir & ses fonctions. Il ordonna

1°. Que tous les quatre ans (qui estoit le temps auquel estoit remise l'Assemblée du Chapitre General) le Procureur General pourroit visiter les Promoteurs ou Syndics Provinciaux, pour estre informé par eux de l'état des Monasteres de leurs Provinces, de leurs affaires & de la maniere dont ils s'y comportoient, en leur faisant rendre un compte exacte, afin qu'ensuite il en pût faire son rapport au Chapitre General : Voicy encore les termes du Decret.

Procurator autem Generalis quolibet triennio semel illos Promotores si fieri potest, visitet ut videat quid egerint & quo pacto se in exercitio suorum Officiorum gesserint, cuncta Capitulo Generali relaturus : ad quod quidem Capitulum Arresta omnia quæ in favorem quorumcunque Ordinum in supremis vel etiam in inferioribus Curis lata & pronuntiata reperiet, deferat ut in Archivio Cistercii reponantur.

Les deux derniers Chapitres Generaux tenus és années 1686. & 1699. reconnoissant l'inutilité de ces Promoteurs ou Syndics Provinciaux, depuis sur tout qu'il a plu au Roy. de renvoyer à un seul & même Tribunal, c'est-à-dire au Grand Conseil toutes les affaires concernant les Privileges de l'Ordre, afin d'éviter la diversité des jugemens & pour d'autres raisons, leurs fonctions pouvant estre faites & suppléées par les Visiteurs des Provinces, les supprimerent, se contentant du seul Procureur General & luy donnant le pouvoir de substituer en sa place où le besoin le requerroit.

Le même Chapitre de 1605. dont nous avons parlé, avoit 2°. encore Ordonné que l'année que se tiendroit le Chapitre General, six mois auparavant ces Promoteurs ou Syndics visiteroient tous les Monasteres de leurs Provinces pour en sçavoir le veritable estar, afin d'en informer le Procureur General dont le devoir seroit d'en faire le rapport au Chapitre General:

Et à son égard il fut aussi 3°. Ordonné que trois mois avant

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 359

cette Assemblée, il seroit obligé de se rendre en personne à Paris pour recevoir les instructions & memoires que chacun luy voudroit adresser, pour remettre le tout en l'Assemblée du Chapitre General & y en faire son rapport.

Procurator autem Generalis Gallie tribus mensibus ante dictorum Capitulum Generalium Convocationem, Lutetiam adeat ibidem expectaturus cunctas rerum informationes, memorialia & instructiones negotiorum ab eodem in dicto Capitulo proponendorum quæ ad illum commodius hoc pacto diriguntur.

4°. Le surplus des autres Reglemens de ce Chapitre General à ce sujet, regarde en commun l'Office de l'un & de l'autre Procureur General, c'est-à-dire, de celui en Cour de Rome & de celui de France, leurs devoirs & l'obligation qu'ils ont de veiller & de prendre soin que les Statuts de l'Ordre & les Reglemens faits par les Visiteurs & les autres Superieurs dans leurs visites soient observez & executez ponctuellement, en contraignant de le faire par toutes les voyes dûes & raisonnables & sous les peines portées par les Statuts : c'est de cette sorte qu'il s'expliqua.

Devoirs de la Charge du Procureur General.

Curent autem dicti Procuratores Generales Ordinis Definitiones & Statuta, nec non Cartas visitationum & Vicariorum Ordinationes accuratè & exactè observari, & ad cunctorum in eisdem contentorum observationem quoscunque per pœnas in ipsis definitionibus Statutas & Ordinatas compellant.

Enfin 5°. Ce même Chapitre obligea tous les Religieux qui sont envoyez soit à Rome ou à Paris pour les affaires de leurs Monasteres, de se presenter au Procureur General ou en son absence à son Substitut deux jours après leur arrivée, sous peine de punition, pour l'informer du sujet de leur voyage.

Monachi verò ad easdem Curias pro negotiis suorum Monasteriorum gerendis missi, se eidem Procuratori Generali vel eo absente, Promotori infra duos dies ab eodem adventu computandos representent, rationem agendorum daturi, aliàs per dictum Procuratorem Generalem vel eo absente, per Promotorem puniantur.

Ce sont-là les loix sous lesquelles on a depuis si long-temps vécu, sans qu'il y ait eu ni Brefs ni Bulles des Papes ni Arrests ni Decrets des Chapitres Generaux qui y aient derogé, n'ayant esté faits que pour le bien & en vûe du bon ordre, on en a tou-

jours suivi l'esprit, & si les malheurs des temps & les guerres en ont quelquefois suspendu & empêché l'exécution, comme de tant d'autres bons Reglemens, ils ne les ont pas pour cela abolies & elles n'en sont pas moins obligatoires; il ne faut pour en estre persuadé, que voir la maniere dont les deux derniers Chapitres Generaux qui se sont tenus en 1686. & 1699. s'en sont expliquez (& c'est la même chose des autres qui les ont precedez) dans les Patentes & Institutions qu'ils ont données en Nous établissant en la Charge & l'Office de Procureur General de l'Ordre, c'est un stile ordinaire & qui n'a point changé.

Pouvoirs donnez
par le Chapitre Gene-
ral au Procureur Ge-
neral de l'Ordre en
l'établissant en cet
Office.

*Quia diversa in dies emergunt in Ordine nostro (c'est le Cha-
pitre General qui parle) coram diversis Gallie Curis tractanda ,
R. D. Ludovicum Monasterii Beatae Mariae de Charitate Lin-
gonensi Abbatem in totâ Galliâ Procuratorem Generalem Crea-
mus , Nominamus & Instituimus , DANTES ei potestatem
& auctoritatem omnes & singulas causas in universis litibus ,
querelis , controversiis motis & movendis , CONTRA quas-
cunque personas Ecclesiasticas vel seculares , coram quibuscunque
Judicibus prosequendi ac defendendi , sistendi in judicio , agendi ,
petendi , opponendi , appellandi , Ordinis nostri Privilegia , immuni-
tatesque ac jura tuendi , fugitivos , apostatas , aliasve personas
Ordinis nostri in Regno Gallie vagantes per omnes juris & ju-
stitiae vias puniendi & coercendi ; unumque vel plures Procura-
tores cum pari auctoritate seu potestate substituendi : omniaque &
singula agendi & praestandi quae Procurator Generalis agere potest
& tenetur , excepto tamen mutuo contractu .*

*Mandamus propterea in plenariâ Ordinis potestate Omnibus &
singulis nostri Cisterciensis Ordinis utriusque sexus regularibus per-
sonis Nobis subditis sub paenis & Censuris in eodem Ordine con-
suetis , ut dictum R. D. L. Abbatem de Charitate tanquam ve-
rum & legitimum indubitatumque Procuratorem Generalem in
Galliâ agnoscant & revereantur . Datum Cistercii in Definitorio
Capituli Generalis &c. an. 1686. & 1699 .*

C'est par là que l'on peut juger de ce que peut & ne peut pas le Procureur General de l'Ordre de Cîteaux , & de l'obligation qu'il a de soutenir & défendre les Privileges de l'Ordre dont il est l'un des principaux Officiers ; ayant ainsi le pouvoir de citer & de tirer en Justice toutes sortes de personnes pour les faire exécuter & empêcher qu'il n'y soit contrevenu. Il est à propos
de

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 361

de dire icy un mot de la maniere qu'on doit le faire, soit que ce soit luy qui le fasse en commençant une Instance, soit qu'il intervienne seulement dans une qui sera commencée & où il connoistra que l'Ordre en general ou un Monastere particulier sera interessé.

La maniere dont doivent estre défendus les Privileges dans l'Ordre de Cisteaux.

ON ne parle icy que de la défense qui se fait des Privileges de l'Ordre de Cisteaux en consequence des Bulles des Papes & des Lettres Patentés des Rois qui les ont confirmées, & cela regarde principalement la France, sans préjudice de ce qu'on peut & doit faire soit à Rome soit par tout ailleurs où ils sont attaquez, suivant les besoins particuliers, puisque toutes les personnes de l'Ordre y sont obligées par leur Profession, comme on l'a dit & montré au commencement de ce Recueil dans la Préface page 7^e. en y rapportant quelques-uns des plus anciens Statuts qui le marquent & ordonnent expressément, sur tout à l'égard des Abbez & Superieurs des Monasteres, *Universi & singuli Ordinis Professi & maximè Abbates contra impetentes & impedièntes libertates ejusdem, secundum formam præscriptam efficacis defensionis præsidio procedere teneantur.*

C'est au Livre intitulé Des Anciennes Définitions Compilées en 1289. & 1316. que cette forme prescrite se trouve, au 2^e Chapitre de la seconde Distinction, *De modo seu formâ defendendi prædictas Immunitates*; & il y est dit que si quelques personnes qui ne soient pas de l'Ordre, entreprennent d'attaquer & enfreindre ses Privileges, *infringere moliantur*, Les trois plus anciens Abbez de la Province où cela sera arrivé, s'estant assemblez avec quelques autres à la priere & requisition des Monasteres qui seront attaquez, après avoir examiné l'affaire, s'ils sont bien fondez à se plaindre, ils convoqueront encore quelques autres Abbez des plus notables & cottizeront tous les autres situez dans la même Province pour aider à défendre ceux qui auroient peine à le faire sans ce secours.

Le Statut ajoute que ce sera de l'autorité du Chapitre Gene-

*Monast. Cister.
P. 484. & 485.
Si qui Episcopi vel
alii Ecclesiarum Pra-
lati seu quacunq-
ue alia persona qua non
sit de Ordine nostro
communis dicti Ordi-
nis Privilegia infringere
moliantur; in sin-
gulis Provinciis ubi
aliquid tale exoritur
fuerit, tres primi Ab-
bates cujuslibet Pro-
vinciae adjunctis suis
&c.*

ral qu'agiront ces Abbez, & que s'ils se portent negligemment à le faire, ils seront severement punis par le Chapitre General par suspension de leurs Charges & à *divinis, gradum altaris non ascendunt usque ad Jequens Capitulum Generale in quo super prædictâ negligentia veniam petere teneantur & graviter puniantur.*

Le moyen que le Roy a trouvé de reprimer & empêcher ces infractions & contraventions ausdits Privileges, est aujourd'huy plus court & plus facile, en obligeant ses Officiers de le faire comme on a vû par les Lettres Patentes que l'on a cy - devant rapportées, leur enjoignant de tenir la main à les faire executer ponctuellement.

Si la Cause est commune à tout l'Ordre, c'est au Procureur General à la soutenir & défendre en son nom ; & si elle est particuliere à un seul Monastere, c'est à la Communauté de ce Monastere à fournir à la dépense : Elle peut estre de telle consequence que l'intervention du Procureur General y soit utile & même necessaire, ce qui dépend pour le sçavoir, de la bien examiner. Soit donc que l'on se pourvoye d'abord contre une contravention ou un trouble ou une entreprise, il faut par le ministère d'un Procureur au Grand Conseil, y presenter Requeste expositive du fait, & demander si c'est pour commencer une Instance, qu'il luy plaise ordonner que Commission sera délivrée pour y assigner les Parties à delais competens avec défense de proceder ailleurs, & en assignant coter le nom du Procureur qui occupera : Et si c'est pour intervenir dans une affaire commencée & qui se plaide, où l'assistance du Procureur General soit necessaire, il faudra qu'en son nom il presente la Requeste, & après y avoir déduit quelques moyens d'y intervenir, il conclue à estre reçu Partie intervenante & aux autres fins qu'il voudra prendre dans l'Instance.

Que si l'on estoit prévenu par une Assignation devant un autre Juge que le Grand Conseil & par quelques procedures, il faudra demander que la Cause y soit évoquée avec défense de les continuer : mais si les delais de cette Assignation estoient si brieves qu'il ne fust pas possible avant l'écheance, d'obtenir la Commission & de la faire signifier ; il faudra en ce cas se presenter lors de l'écheance devant le Juge pour seulement decliner sa jurisdiction & demander le renvoy de la Cause au Grand Conseil, avec pro-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 363

testation (en cas de déni de renvoy) de nullité & de cassation si l'on passe outre, de tout ce qui sera fait & entrepris au préjudice de la juridiction du Grand Conseil & des Privileges de l'Ordre de Cisteaux, dépens, dommages & interets. Après quoy il faudra s'y pourvoir & luy en porter sa plainte.

Pour empescher que dans l'Ordre l'on ne contrevienne à ces Privileges & que l'on n'en puisse pretendre cause d'ignorance, les Statuts ont pourvû à ce qu'ils se trouvassent en chaque Monastere, en obligeant toutes les personnes de l'Ordre de les avoir, de les inserer avec les autres Reglemens, & d'en faire tous les ans la lecture. En voicy le Statut. *Ne forte aliqua persona Ordinis contra prædictas Libertates prætextu ignorantie aliquid attentare præsumant vel illis in aliquo præjudicari permittant, Generale Capitulum Præcipit omnibus Abbatibus ut omnium Privilegiorum ab Apostolicâ Sede & à dictis Principibus eidem Ordini generaliter indultorum, in singulis Monasteriis transcripta habeantur & cum Libello definitionum legere anno quolibet ex integro teneantur.*

Monast. Cister.
p. 484.

Quels sont les Juges dans l'Ordre de Cisteaux pour en terminer les Differends qui surviennent entre les Religieux.

LA question que l'on propose icy, ne regarde que l'interieur de l'Ordre & les differends que peuvent avoir entre eux les Religieux & Religieuses qui en sont, puisque l'on a vû dans ce Recueil par les Lettres Patentes qui y sont rapportées, qu'ils ont des Juges au dehors devant lesquels ils peuvent appeller ceux à qui ils demandent quelque chose ou qui leur refusent ce qui leur appartient justement.

C'est une erreur grossiere & toute évidente qu'ont eu jusqu'à présent quelques personnes qui ont crû que dans les Ordres reguliers même en celuy de Cisteaux, il n'y avoit pas de veritable Tribunal où se pûst exercer la juridiction contentieuse, & qu'ils n'en ont qu'une simple & imparfaite qu'ils appellent Correctionnelle, qui ne leur donne le pouvoir que de corriger les fautes &

L'Ordre de Cisteaux a constamment la juridiction contentieuse sur les personnes qui luy sont sujettes & juridiques, & en est en possession depuis son origine, confirmée par l'autorité Ecclesiastique & Seculière.

contraventions faites contre leurs Regles & Constitutions : Le contraire paroist si clairement & si bien établi, qu'on ne croit pas qu'il y ait nulle necessité d'en rapporter des preuves ; car outre qu'ils manqueroient du principal moyen de se maintenir, l'on voit dans cet Ordre par exemple, que par son Statut primordial qui fut fait dans le temps de sa fondation au commencement du douzième siecle de l'Eglise, & qui a esté confirmé une infinité de fois par le Saint Siege & d'autorité Royale, & par les autres anciens Statuts, que l'on y estoit déjà dans ce droit & cette possession de juger de toutes sortes d'affaires & de punir les coupables des plus grands crimes, par des peines Canoniques les plus rigoureuses ; par la déposition des Abbez, les prisons perpetuelles & autres chastimens, sur des informations & par des Jugemens & des Sentences qui ne sortoient pas de l'Ordre, n'estant pas permis d'en appeller au dehors & de se pourvoir contre, qu'au seul Chapitre General en dernier Ressort.

Ces Jugemens & l'exécution qui les ont suivis, ont esté approuvez beaucoup de fois par des Bulles des Papes, des Lettres Patentes & des Arrests des Cours Superieures qui même comme on a vû en ce Recueil, ont dispensé des formalitez mentionnées dans leurs Reglemens & Ordonnances à l'égard de la procedure, ces Arrests qui l'ont examinée ayant souvent condamné aux dépens & à l'amende ceux qui l'avoient voulu contester ; de maniere qu'on peut assûrer que la verité que nous supposons, est constante & qu'il n'y a pas la moindre raison d'en douter, ni même aucune necessité d'en entrer dans le détail.

Causa inter regulares inter personas dicti Ordinis emergentes, intra Ordinem terminetur juxta antiquas illius Constitutiones ; nec liceat alienis extra Ordinem appellare sub penis in ipsis contentis. Brev. Alex. VII. Bulla 38.

Les differends donc qui surviennent entre les personnes de l'Ordre de l'un & de l'autre sexe, s'y devant terminer suivant ses Privileges contenus en ce Recueil, notamment le Bref du Pape Alexandre VII. de 1666. autorisé par le Roy & enregistré au Grand Conseil, il est tres à propos d'ajouter icy une petite instruction qui fasse connoître quels sont les Juges auxquels on doit s'adresser & qui ayent droit de les juger ; & en un mot, quels sont les degrez de jurisdiction qui s'y exercent.

Autrefois c'estoit le Superieur local du Monastere qui appai-
soit par son autorité ordinaire, les mouvemens & les troubles qui s'y élevoient entre les Religieux, c'est-à-dire l'Abbé ou le Prieur & Souprieur en son absence ; autrement la décision s'en reservoit au Visiteur, & la difficulté se terminoit au temps de sa visite : Ce Visiteur estoit le plus communément le Pere immediat ou *Major*

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 365

Abbas ou celui qu'il commettoit pour la faire en sa place ; & s'il manquoit de rendre justice, & qu'il donnast lieu par son jugement à quelque plainte, elle estoit portée au Chapitre General qui se tenoit à lors tous les ans, & on y punissoit le Juge & les Parties qui se trouvoient en faute.

Si la contestation estoit entre quelques Monasteres ou quelques Communautéz de Maisons différentes, on s'en rapportoit au jugement des Abbez voisins dont on convenoit ; & s'ils ne la terminoient pas, on recouroit au Chapitre General à l'autorité duquel on estoit obligé de se soumettre, comme Nous le voyons par un Reglement fait du temps de Saint Estienne & qui fut mis dans la premiere & plus ancienne Compilation de l'Ordre faite après la Carte de Charité sous le Titre d'*Instituts du Chapitre General* en 1134. deux ans après sa mort, au Chapitre 68. conçu en ces termes : *Si forte aliqua controversia inter Abbates Ordinis nostri orta fuerit, convocent vicinos Abbates Ordinis nostri & eorum consilio pacem ineant ; si verò sic sedari non potuerit, reservetur causa eorum ad annuum Capitulum Cistercii, & ibi ad arbitrium & nutum Cistercii Capituli terminetur, neque modò ad aliam audientiam appellare liceat.*

*Monast. Cisterciensis
p. 167.*

Depuis que le Chapitre General ne se tient plus si regulierement & si souvent, & qu'il seroit fâcheux de laisser traîner si longtemps une affaire, on a pris d'autres mesures, & on a établi certains degrez de juridiction qu'on doit garder dans les appellations, sans néanmoins déroger au pouvoir & à l'autorité des Abbez & des autres Superieurs locaux suivant qu'elle leur est donnée par la Regle de Saint Benoist & conservée par la Carte de Charité : Et ce fut le Chapitre General de l'an 1605. qui le premier ordonna sans rien dire du Superieur local, que du Visiteur on pourroit appeller au Pere immediat, de celui-cy à l'Abbé de Cisteaux, & de l'Abbé de Cisteaux au Chapitre General ; ce qui a esté confirmé depuis par d'autres Chapitres & même par l'Arrest du Conseil d'Etat du 19. Septembre 1681. qui l'a donné pour regle, lequel Arrest comme Nous avons dit en le rapportant pages 325. & suivantes de nostre Recueil des Privileges, doit servir de Reglement pour tout l'Ordre.

Si donc l'Abbé regulier de quelque Monastere ou à son défaut & en son absence le Prieur ou même le Soupprieur avoit fait & rendu quelque Ordonnance ou Jugement en matiere qui demande &

merite quelque discussion & dont quelque particulier pretende estre grevé, il a la voye ouverte pour s'en plaindre au Visiteur dans le temps de la visite, lequel après avoir examiné le fait, peut y remedier *de plano* par un simple Procès verbal qu'il fera lire en presence du Superieur & de la Communauté ; Et si la chose estoit importante, il en pourroit informer & ainsi proceder dans les formes jusqu'à Sentence définitive *inclusivement*, de laquelle on pourra appeller au Pere immediat de ce même Monastere qui en connoistra & jugera l'appel, qui n'est jamais suspensif en matiere de simple regularité mais seulement dévolutif.

Mais de peur que l'on ne fasse icy une équivoque sur le nom de Visiteur & pour sçavoir qui l'on y doit entendre, il est bon en un mot, de dire que c'est celuy qui fait actuellement la visite au Monastere où il y a quelque contestation ; Car quoiqu'il paroisse avec assez d'évidence que par le Visiteur marqué dans l'Arrest, on ait entendu le Visiteur de la Province, on ne peut pas raisonnablement disconvenir que si c'estoit le Pere immediat qui visitoit ou par son ordre un Commissaire extraordinairement, l'on pourroit tres-bien se pourvoir à luy, & ensuite de cette sorte à l'Abbé de Cîteaux & à son Commissaire, ou à celuy du Chapitre General, supposé qu'il fust dans le Monastere, pour juger la plainte & l'appel, & ainsi arrester le scandale & remedier au désordre s'il y en avoit ; celuy qui fait la visite tel qu'il soit, estant obligé de corriger tout ce qu'il trouve de mal dans un Monastere, & s'y mettre la paix & rétablir le bien : Car dira-t-on qu'un Officier subalterne qui même tient son pouvoir des Peres immediats, du Chef de l'Ordre & du Chapitre General, se trouvant dans un Monastere, suspendra tout leur pouvoir & les empêchera d'exercer leur autorité & jurisdiction sous pretexte qu'il a un degré de jurisdiction : On ne pense pas déroger en rien par cette interpretation ni aux Statuts ni à l'Arrest de 1681. mais on en prend & suit l'esprit ; tellement que cela n'empesche pas que les Visiteurs Provinciaux n'ayent toujours les mêmes droits dont ils pourront user en toutes autres occasions, ce sera pour cette fois un degré perdu à la verité, mais la perte en est bien recompensée par la prompte justice & la diligence qu'on aura apportée à appaiser bientost un trouble & une division dans une Communauté dans un cas extraordinaire.

On peut confirmer cela par ce qui se pratique dans les Cours

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 367

Seculieres & dans les Tribunaux qui sont subordonnez les uns aux autres par des degrez distincts. Une cause particuliere dont la connoissance appartient au Juge inferieur, se trouve engagée dans le Tribunal superieur par des circonstances singulieres, il la retient & la juge : ainsi arrive-t-il souvent du Juge des lieux, du Bailliage & Presidial, du Parlement & du Conseil du Roy, & c'est enfin là où toutes choses se terminent.

En reduisant de cette sorte les choses à la maniere ordinaire & conservant au Visiteur Provincial son degre de jurisdiction pour connoistre d'une affaire en premiere Instance lorsqu'arrivant dans un Monastere on luy fait des plaintes, qu'il en prend connoissance & qu'il a commencé à proceder ; on ne fait tort à personne ; mais s'il y avoit contre luy des soupçons, il doit s'en abstenir s'il les connoist bien fondez ; & s'il y a du doute, le Pere immediat en doit juger : Que si les moyens sont pertinens, ce même Pere immediat doit pourvoir d'un autre Visiteur ou visiter luy-même : Sans quoy s'il avoit dessein de commettre un autre soit pour la visite ou pour quelque autre fonction, il ne le pourroit pas le faire suivant le Reglement du Chapitre General de 1667. confirmé par Bref Apostolique, qu'en cas d'absence de la Province de ce même Visiteur, de maladie ou de soupçon bien averé.

Ce sont-là les Regles que l'on doit suivre à cet égard. Le supreme degre dans l'Ordre est le Chapitre General qui n'en a pas d'autre au dessus de luy que celui du Pape : Nous l'avons vû dans plusieurs Bulles de ce Recueil, & entre autres dans une de 1574. de Gregoire XIII. page 183. nombre 13. qui défend aux Legats du Saint Siege & à tous les Nonces Apostoliques, de prendre aucune connoissance des contestations qui surviennent dans les Monasteres de l'Ordre, & d'entreprendre de les visiter, ni de recevoir & juger les appellations qui seroient interjetées & portées devant eux des Sentences & Ordonnances de leurs Superieurs ; jusques-là qu'ils défendent aussi aux Officiers de la Chambre Apostolique, d'admettre les appellations qui pourroient estre directement portées à Sa Sainteté : il n'y a que l'abus qui puisse donner lieu à en tirer la connoissance hors de l'Ordre.

Ces Superieurs c'est-à-dire le Chapitre General, l'Abbé de Cisteaux Chef de l'Ordre, le Pere immediat de chaque Monastere, & celui qui en est le Superieur local sous le nom d'Abbé ou Prieur, ont la jurisdiction ordinaire sur tous leurs sujets & juridi-

ques, & peuvent députer pour agir en leur lieu & place dans le besoin & lorsqu'ils le jugent à propos, soit pour visiter soit pour faire toutes autres fonctions qui leur competent & appartiennent; & ils ont ce pouvoir par leurs Charges & établissemens suivant la Regle & les Statuts de l'Ordre : ce que n'ont pas & ne peuvent faire les simples Vicaires & Visiteurs des Provinces de la commune & de l'étroite Observance qui sont choisis & instituez en vûe & considération de leur capacité personnelle & de leur zele pour la Regularité, non plus que tous les autres Commissaires & députez, n'estant tous que simples subdeleguez pour un temps fixe & limité & ne pouvant outrepasser le pouvoir qui leur est donné par leurs Institutions & Commissions.

Et ils peuvent tous soit Ordinaires ou Délégués connoître & juger de tous les cas qui arrivent dans les Monasteres, & plus la matiere est grave, plus on doit estre circonspect, parce que si elle estoit peu importante & legere, une simple inquisition suffiroit pour en apprendre la verité, & on pourroit y pourvoir sur un Procès verbal sans autre formalité : mais s'il y avoit du crime & en un mot, qu'elle fust importante & eust des suites, il n'y auroit rien à negliger pour en avoir une connoissance exacte : il est facile de juger que ç'a toujours esté là l'esprit de l'Ordre & l'intention qu'on y a eu dans tous les temps par la vûe de ses anciens Statuts, en voicy les principales dispositions.

Monast. Cisterc.
p. 476. & 479.

In Causis Ordinis strepitu secularis judicii relegato, simplicitas Ordinis solita observetur, nisi fortè judex ad informationem sui & ad causæ meritum declarandum allegationes juris sive consilia duxerit requirenda, sed secundum conscientie puritates & rationes hinc & inde propositas bonâ fide & providè procedatur.

Ibidem. 312. & 314.

Ipsium Visitatorem talem fore convenit ut non credat omni spiritui, sed causam quam nesciverit diligenter inquirat, cognitam rationabiliter corrigat zelo Ordinis & paternæ Charitatis affectu.

Ibid. p. 67. 321. & 495.

C'est toujours la Charité qui doit estre le motif & la fin des visites, des corrections & des punitions; & les procedures qui se font, doivent estre autant qu'il est possible dans le cours d'une visite, la juridiction de l'Ordre s'y exerçant & devant s'y exercer suivant les Statuts avec plus d'exactitude & de facilité.

En un mot, un Juge dans l'Ordre de Cîteaux doit éviter autant qu'il peut les embarras des procedures, & n'est obligé de s'y attacher

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 369

tacher qu'autant que la necessité le requert pour la qualité des faits & pour en sçavoir la verité, & encore n'est-il pas absolument tenu d'y observer à la rigueur toutes les formalitez, luy suffisant de garder les plus essentielles, comme dans le besoin d'informer & d'entendre des témoins, de leur faire prester serment, de les recoller & confronter, d'interroger l'accusé; il nomme d'office un Promoteur & un Greffier ou Secretaire, & celui-cy doit prester serment; & suivant les anciens Statuts, la Sentence doit estre prononcée en Chapitre ou dans un lieu où soit au moins une bonne partie de la Communauté.

L'une des raisons qui prouvent qu'on n'est pas obligé de suivre toutes les formalitez d'une procedure exacte, & qu'outre qu'on en est dispensé par les Bulles des Papes qu'on a rapportées & par les Lettres Patentes qui les ont confirmées, on ne voit pas qu'aucune des Ordonnances qui les prescrivent, y ait jamais déclaré vouloir y comprendre les Cloistres, que les Cours Superieures qui les ont verifiées, n'en ont point parlé, Et même que lorsqu'on a porté devant elles des appellations comme d'abus interjettées des Sentences renduës sans observer ces formalitez à la rigueur, elles les ont confirmées en ordonnant l'exécution & condamnant les appellans qui les contestoient sur le pretexte de ce défaut, en l'amende & aux dépens: il y en a entre plusieurs exemples deux Arrests contradictoires du Grand Conseil assez récents sur les Conclusions de M. l'Avocat General, l'un du 18. Octobre 1685. pour l'Abbaye de Champagne, & l'autre du 14. May 1695. pour l'Abbaye de Faize.

Il y a aussi une preuve plus étendue de cette verité, tirée d'un autre Arrest du Parlement de Toulouse où la question fust discutée & même jugée au sujet d'une affaire qui y avoit esté portée en 1663. sur des differends arrivez entre les Religieux de l'Abbaye de l'Echelle-Dieu du même Ordre de Cisteaux, où il y avoit eu une involution de Procès & des faits tres-considerables, le Cas privilégié y avoit esté meslé: D'abord les plaintes avoient esté adressées à l'Abbé de Morimond leur Pere immediat, & ensuite l'appel interjetté de la Sentence renduë par son Commissaire, portée devant celui de l'Abbé de Cisteaux, les informations faites, le Prieur déposé, & tout cela suivi d'un appel comme d'abus, où l'on convenoit qu'il y avoit de tres-grands défauts dans la procedure & que les formalitez prescrites par les Ordon-

nances n'y avoient pas esté observées : les avis furent d'abord par-
tagés à la Grand'-Chambre, & enfin le jugement rendu en la
premiere des Enquestes par lequel il fut arrêté que bien que la
procedure parust tres-irreguliere, en cas même important, elle ne
devoit point estre la matiere d'un appel comme d'abus par plu-
sieurs raisons qui y sont rapportées, dont l'une outre ce que nous
avons déjà dit, est le mauvais exemple & la dangereuse conse-
quence qui suivroient cette sorte d'appellations, qui une fois re-
çûë, troubleroit en tout l'ordre de la discipline Monastique, rem-
pliroit les Tribunaux Seculiers & Laïcs de Moines inquiets, plai-
dants, vagabonds & obligeant les Superieurs à estre trop tendus
& gesnez dans les procedures de Correction qu'ils auroient à fai-
re, pourroient les déterminer ou à laisser les fautes impunies, ou
à les punir sans procedures : Que leur jurisdiction n'estant pas
publique comme celle des Officiaux laquelle s'étend même en
certains cas sur les personnes laïques, mais estant renfermée
dans le secret de leurs Cloistres, il y avoit lieu de les distinguer
des Officiaux dans l'obligation de suivre les formalitez prescrites
par les Ordonnances ; & qu'enfin le Juge Seculier devoit renvoyer
des Religieux morts au siecle & au monde, à se plaindre en de
pareils cas à leurs Superieurs, & ainsi abandonner les morts aux
morts mêmes suivant les paroles de l'Evangile.

Par ces raisons & plusieurs autres plus étenduës & qu'on peut
voir dans les Plaidoyers qui furent faits & qui sont rapportez tout
au long dans un Livre imprimé in 4° à Toulouse en 1700. Tome
premier sous ce Titre *Arrests remarquables du Parlement de Tou-
louse recueillis par Messire Jean de Catellan. Chapitre 19. De
l'appel comme d'abus d'une procedure faite pour Correction des
mœurs par un Superieur regulier.* pages 64. 65. & suivantes. Le
Parlement mit les Parties sur les Appellations comme d'abus,
hors de Cour & de Procès, en renvoyant ainsi ces Religieux à
leurs Superieurs.

C'est ainsi que se terminent & doivent se terminer les affaires
de l'Ordre de Cisteaux dans l'Ordre même, & l'on voit que c'est
l'esprit de l'Eglise & des Papes aussi bien que des anciens Statuts
& même l'intention des Rois qui s'en sont expliquez par leurs
Lettres Patentes : Il faut autant qu'il est possible garder les
formalitez pour venir à la découverte de la verité, mais il
ne faut pas sous pretexte de quelques defauts, troubler &

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 371

ruiner la Discipline & la regularité des Cloistres; c'est aux Supérieurs à veiller qu'elle soit maintenue & à faire observer les Regles & empêcher l'impunité qui sous pretexte de douceur & de moderation & d'une fausse charité, est la ruine de la Regularité & la source de tous les maux qui arrivent dans les Monasteres & les perdent. On peut voir comment en a parlé dans les Privileges le Pape Gregoire XIII. par la Bulle de 1574. qu'on a rapportée, elle commence en la page 174. au nombre 13. en ces mots : *Quia nihil æquè dissolutè & indisciplinatè vivendi licentiam affert quàm impunitatis spes* & le reste : il y fonde la défense qu'il fait à ses Nonces & aux Legats du Saint Siege, d'arrestier l'exécution des Sentences & Ordonnances des Supérieurs de l'Ordre de Cisteaux sur les appellations qui pourroient en estre interjettées pardevant eux ; c'est encore une fois à ces Supérieurs reguliers d'y faire reflexion pour n'en avoir pas la conscience chargée & de toutes les suites de l'impunité, en ne faisant pas la justice qu'ils sont obligez de faire du mal passé, *ne peccetur & ut ceteri metum habeant.*



PROCEDURE FAITE DANS L'INSTANCE

instruite & preste à juger devant le Roy & les Commissaires qu'il a nommez de son Conseil, poursuivie és années 1701. & suivantes, sous le nom Collectif de MM. les Evêques par MM. les Agens Generaux du Clergé, sur la pretention qu'ils ont du droit de permettre les sorties des Religieuses exemptes, de leur Clôture & d'examiner leurs Novices avant que de faire Profession, au préjudice des Superieurs reguliers.

AVERTISSEMENT.



A Procedure que l'on va joindre icy au Recueil des Privileges de l'Ordre de Cisteaux, n'en fait partie qu'autant qu'elle explique le fondement & le premier de tous ces Privileges qui est son Exemption totale de la jurisdiction de MM. les Evêques Diocézains, & qu'elle fait connoistre par un exemple celebre combien il faut estre exact & veiller à les maintenir dans leur vigueur & à les défendre quand ils sont attaquez.

La bonté qu'a eu le Roy de permettre & même d'ordonner que cette instruction seroit faite devant elle, & de vouloir la juger par l'avis des Commissaires qu'elle a nommez de son Conseil, prouve

Et montre une suite de protection infatigable & l'attention qu'elle a pour procurer la paix à cet Ordre dans toutes les occasions qui se présentent : Et le respect infini qu'on y a pour le Corps illustre de MM. les Evêques & que l'on veut conserver & garder en toutes choses & notamment en cette Procédure, convainc que rien ne doit empêcher d'avoir de la fermeté & du zèle quand il est question de se défendre contre les entreprises qui sont faites sur des droits sacrez & au préjudice des Privileges sur lesquels la Regularité & la bonne conduite des Monasteres sont fondées & dont elles dépendent comme en cette occasion. Il faut avouer que ceux qui l'ont fait icy, doivent avoir eu de l'affection & de l'attachement pour les devoirs de leur Profession & qu'ils meritent d'estre imitez.

Deux raisons ont fait prendre le dessein de rapporter icy cette Procédure ; la premiere, qu'elle est instructive sur le fait de l'exemption par les recherches qu'on a faites de ses Causes & des motifs qu'on a eu de la procurer & de l'accorder : la seconde, afin de conserver le souvenir de ce qui s'y est passé qu'il seroit tres-dangereux d'oublier ; & l'on en peut juger par cela même ; Car MM. les Evêques ont grand soin de mettre dans leurs Archives & de faire inserer dans les Actes & Memoires du Clergé qu'ils font imprimer de temps en temps, jusqu'aux moindres choses qu'ils croient leur pouvoir estre avantageuses contre les Regulariers, comme des Or-

donnances qu'ils rendent & qui n'ont point d'exécution, des permissions qu'ils donnent qui n'en ont pas davantage, & quelques Arrests donnez par défaut ou sur de simples Requestes ; Tellement que si l'on ne fait paroître quelque Monument qui y réponde & montre la vérité des choses, on sera en danger de ne jamais la sçavoir.*

* Peut-estre même y feront-ils mettre leur Placet & leurs Mémoires.

La Contestation avoit commencé au regard de quelques Monasteres particuliers de Religieuses touchant leur sortie de la Clôture & l'examen pour leur Profession. MM. leurs Diocésains pretendirent qu'on devoit pour cela s'adresser à eux ; elles s'en défendirent comme d'une nouveauté & entreprise, & portèrent leurs plaintes par un appel comme d'abus au Tribunal seculier où leurs Superieurs reguliers intervinrent & prirent le fait & cause, & où ils furent écoulez & obtinrent des Arrests contradictoires qui condamnerent la pretention de MM. les Evêques même avec amende & dépens.

Ce furent ces Arrests qui leur firent prendre la résolution de se pourvoir au Roy pour les faire casser & pour avoir une Declaration qui les maintînt sans plaider en leur pretendu droit ; mais Monsieur l'Abbé de Cisteaux ayant esté averti du Placet qu'ils avoient présenté à cet effet, en donna aussi un, & le Roy les remit tous deux à Monseigneur le Chancelier qui les communiqua par son ordre pour y pouvoir répondre ; Sa Majesté nomma des Commissaires de son Conseil, qui furent

Messieurs de Pommereu, d'Aguesseau, de la Reynie & de Ribaire qui s'assemblerent plusieurs fois.

Cela commença sur la fin de l'année 1701. & dura pendant 1702. 1703. 1704. & jusques à 1705. les Parties se communiquant leurs Reponses & Repliques par des Memoires imprimez, même Madame l'Abbesse de Fontevrault y fut reçüe Partie intervenante pour raison de l'intérêt que les Maisons de son Ordre se trouvoient y avoir.

Mais enfin MM. les Evêques connurent bien que n'ayant ni Titre valable ni possession, ils ne pourroient pas réussir, ils retirerent leurs productions, & on n'a pû quelque diligence qu'on ait fait depuis, les obliger de les remettre: au lieu de quoy se servant de l'occasion de leur Assemblée de 1705. ils insererent dans leurs Cahiers un huitième article par lequel ils demandoient cette Declaration tant desirée: mais le Roy s'estant souvenu de ce qui s'estoit passé, les renvoya à se pourvoir pardevant les Juges qu'elle leur avoit donnez: l'on fit du costé de Monsieur l'Abbé de Cisteaux des diligences, mais sans jamais pouvoir obliger MM. les Evêques d'y répondre de leur part, & tout demoura dans le silence jusqu'en 1710. qu'à la fin de leur Assemblée ils glisserent encore dans leurs Cahiers un deuxième article tendant aux mêmes fins, auquel le Roy ne répondit que par de nouveaux ordres qu'il donna d'avertir les Parties de remettre leurs Productions & qu'il vouloit juger, nommant
même

même de nouveaux Commissaires en la place de ceux qui estoient décedez depuis 1705. & Monsieur d'Ormesson Maistre des Requestes pour Rapporteur ; Monseigneur le Chancelier en écrivit à Monsieur l'Abbé de Cisteaux & à Madame l'Abbesse de Fontevrault pour les avertir & les presser ; ils firent encore tout ce qu'ils purent pour obliger MM. les Evêques d'en faire autant mais inutilement : de sorte qu'il est évident que leur dessein n'est que d'attendre un temps propre & favorable pour venir à leur but par une voye indirecte, sans forme de justice & sans rien examiner ; ce qu'il sera tres-difficile à faire réussir tant que la memoire du passé ne sera point éteinte, & elle ne peut guere mieux se conserver que par un monument tel qu'est le Recueil des Privileges de l'Ordre de Cisteaux où l'on va l'insérer.

A U R O Y.

SIRE,

L'ABBE' Chef & General de Cisteaux a si souvent ressenti les effets de la protection & de la justice de Vostre Majesté, qu'il croiroit manquer de reconnoissance & en même temps, de confiance en sa bonté, s'il n'ayoit pas recours à Elle dans les occasions pressantes où il s'agit du salut de son Ordre.

Depuis cinq à six siècles que la plupart des Monasteres de Filles qui en dépendent, ont esté fondez, le Suppliant, ses Predecesseurs &

Bbb

les autres Superieurs Reguliers en ont toujours eu tout le soin & toute la conduite, sans le concours de Messieurs les Evêques Diocesains, de la Jurisdiction desquels ils sont exempts dès leur origine, soit au regard de la Clôture qui y a esté gardée de tout temps, soit pour toutes autres choses; & leur possession a esté paisible & reconnuë legitime & approuvée par les Conciles Generaux & par les Bulles de plusieurs Papes, & pareillement autorisée par les Ordonnances & les Lettres Patentes des Rois & par les Arrests des Cours Superieures.

Cependant SIRE, depuis tres-peu d'années, quelques-uns de Messieurs les Evêques ont entrepris de troubler cette Economie si constante & si bien établie, & ont commencé par pretendre que le droit & le pouvoir de permettre aux Religieuses de ces Monasteres de sortir de leur Clôture dans les cas de necessité, devoit leur appartenir.

Une nouveauté si inouïe n'auroit pas manqué de causer de l'alteration dans la discipline & d'avoir de fâcheuses suites, si elle n'avoit pas esté arrestée dans son commencement.

Ce fut feu Monsieur de Gaillard Evêque d'Apt qui en l'année 1678. eut le premier cette pretention : Les Religieuses de Sainte-Croix qui sont dans cette Ville & qui servent d'exemple de Regularité à toute la Province, s'y opposerent & se crurent obligées de se pourvoir contre au Grand Conseil que V. M. a donné à l'Ordre de Cîteaux pour Juge & Conservateur de ses Privileges.

Mais toutes les Parties s'en étant rapportées au sentiment de feu Monsieur de Harlay Archevêque de Paris, ce Prelat si éclairé & si instruit des Droits Ecclesiastiques & de ceux du Royaume, condamna la pretention de Monsieur l'Evêque d'Apt, & l'obligea de revoquer ses Ordonnances, & même de faire publier au Prône cette revocation dans son Eglise Cathedrale.

En 1695. feu Monsieur l'Evêque de Noyon pretendit la même chose à l'égard des Religieuses de Biache; & le Grand Conseil où l'affaire fut portée, après avoir examiné & pesé au poids du Sanctuaire, pendant douze Audiences, les saints Decrets & Constitutions Canoniques & les Ordonnances qui servent de Loix dans vostre Royaume, declara qu'il y avoit abus dans le Decret de Monsieur de Noyon, & maintint le Suppliant dans le droit & la possession de donner seul les permissions aux Religieuses de Biache, de sortir de leur Clôture.

Ce Jugement arbitral du 11. Janv. 1678. a esté imprimé & l'original déposé chez M. Vattry Notaire à Paris le 9. Dec. 1699.

L'Arrest du Grand Conseil est aussi imprimé, rendu le 11. Mars 1695.

Enfin, en 1699. Monsieur de Foresta Evêque moderne d'Apt, renouvella la pretention de son Predecesseur sur la même Abbaye de Sainte-Croix; mais le Parlement d'Aix qu'il avoit luy-même choisi pour Juge, la condamna, & rendit son Arrest tout conforme à celui de vostre Grand Conseil, après huit Audiences de plaidoirie. Et s'étant depuis pourvû en vostre Conseil Privé en cassation de cet Arrest, vostre Conseil qui en a examiné avec exactitude & le fond & la forme, a debouté ledit Sieur Evêque de sa demande en cassation, & l'a condamné en l'amende & aux dépens, par un Arrest solennel du cinquième du present mois de Septembre 1701.

L'Arrest du Parlement d'Aix du 9. Avril 1699. avec celui du Conseil du Roy qui l'a confirmé, a esté pareillement imprimé.

Tous ces Jugemens SIRE, ainsi rendus en tant de differens Tribunaux, établissent une forte presumption pour le droit des Superieurs de l'Ordre de Cisteaux; cependant le Suppliant a appris avec bien du chagrin, qu'à l'occasion de ce dernier Arrest, quelques-uns de Messieurs les Evêques s'étoient mis en mouvement, & avoient formé le dessein de s'adresser à Vostre Majesté pour s'en plaindre, comme s'il leur avoit causé un grand préjudice; & c'est ce qui oblige le Suppliant de recourir à Elle & de la supplier tres-humblement de luy permettre de l'informer du fait & des raisons qui en font voir la justice.

Il y a eu aussi depuis ce temps-là plusieurs autres Arrests qui ont jugé de même, comme un du G. C. contre M. l'Evêque de Vabres du 3. Avril 1701. & plusieurs autres. Voyez aussi ceux pour S. Barthelemy d'Aix, du Conseil du Roy & du Parlement de Paris des 17. May 1706. & 26. Janvier 1707.

Quand il n'y auroit que la possession continuë & uniforme où sont les Superieurs de l'Ordre de Cisteaux depuis cinq à six siècles, d'user de ce droit dans les Monasteres de Filles de leur dépendance, elle suffiroit seule pour opposer à la nouveauté de la pretention de Messieurs les Evêques, qui pendant des temps si reculez, avant & depuis le Concile de Trente, ne s'étoient pas apperçû ni avisé qu'ils la pouvoient avoir, & qui ont souffert les Superieurs Regulièrs paisibles dans leurs usages.

Ce droit est de plus fondé, outre les Regles & les Statuts de l'Ordre, sur les saints Decrets & les Constitutions Canoniques, sur la fameuse Decretale du Pape Boniface VIII. qui commence par le mot *Periculoso*, & qui est confirmée par le Concile de Bâle & renouvelée encore par celui de Trente, sur l'Ordonnance de Blois qui regit vostre Royaume, & sur plusieurs autres autoritez qu'il seroit ennuyeux de rapporter.

Vostre Majesté permettra s'il luy plaist au Suppliant d'y ajouter celle de la volonté de Vostre Majesté, & de dire comment après son Edit du mois d'Avril de 1695. concernant la Jurisdiction

Ecclesiastique, pour prevenir les explications défavorables qu'on auroit pû luy donner contre les exemptions des Reguliers, afin de les faire jouir sous sa protection, de celles qui leur ont esté legitiment accordées, Elle a eu la bonté de donner une Declaration le vingt-neuvième Mars de l'année suivante, pour servir à l'Edit d'interpretation, par laquelle *Elle veut & ordonne que son Edit sera executé sans préjudice des droits, privileges & exemptions des Monasteres qui sont sous des Congregations, que Vostre Majesté entend avoir lieu ainsi & en la maniere qu'ils l'ont eu & dû avoir jusqu'à present.*

Il est difficile d'avoir une confirmation de l'exemption des Reguliers, plus claire, plus generale & plus authentique que celle qui est contenuë en cette Declaration, par rapport au sujet qui fait la Contestation; puisqu'il est constant que le droit des Supérieurs Reguliers de l'Ordre de Cisteaux à l'égard de la Clôture des Monasteres de Religieuses de leur dépendance, est un Point essentiel de l'exemption de cet Ordre, & qu'ils sont en possession d'en user depuis cinq à six siècles.

Il faut dire encore, que la pretention de Messieurs les Evêques est formellement condamnée par cette Declaration, parce qu'ils n'ont ni usage ni possession pour eux, ni rien sur quoi ils puissent se fonder.

Car enfin SIRE, tout ce qu'ils citent n'est qu'équivoque : leur Caractere Episcopal, le Concile de Trente, le 19^e article de l'Edit de 1695. quelques Bulles des Papes, & l'exemple des Monasteres d'Italie.

A l'égard du Caractere Episcopal pour lequel le Suppliant a beaucoup de respect, il ne peut pas plus préjudicier pour raison de la Clôture des Religieuses, que pour les autres parties de l'exemption generale qu'à l'Ordre de Cisteaux de la jurisdiction de Messieurs les Evêques : & tant s'en faut que ce soit leur Caractere qui leur donne aucun droit sur la Clôture, qu'ils n'en ont pas même que comme déleguez du Pape, sur les Religieuses qui ne sont pas en Congregations mais seulement sujettes immédiatement au Saint Siege.

Quant au Concile de Trente qui n'est pas reçu en France, il ne leur donne que le simple pouvoir d'approuver les causes des forties des Religieuses & non pas de les permettre ; & encore ce pouvoir ne s'étend que sur celles de leur dépendance & celles

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 381

Placet au Roy.

qui ne sont pas en Congregations : Ce qui est si veritable, que le Concile en cet endroit qui est le 5^e Chapitre de la Session 25^e, renouvelle & confirme sans aucune derogation, la Constitution du Pape Boniface VIII. qui n'accorde à Messieurs les Evêques nulle inspection sur la Clôture des Filles qui ont des Superieurs Regulièrs, & qui veut que les permissions d'en sortir ne soient données que par ceux dont elles dépendent.

De plus, au Chapitre 9^e de la même Session, le Concile declare en termes exprès, que s'il soumet à Messieurs les Evêques les Monasteres de Filles qui relevent immediatement du Saint-Siege; il veut & entend que ceux qui sont en Corps d'Ordres & ont des Superieurs Regulièrs, demeurent & soient entierement laissez sous leur conduite.

Pour l'Article 19. de l'Edit de 1695. (outre que Vôte Majesté n'a pas eu intention de faire un Reglement nouveau que conformément aux saints Decrets & aux Constitutions Canoniques reçues en vostre Royaume, lesquelles servent de fondement au droit du Suppliant); que peut-on opposer à la Declaration de Vôte Majesté du 29. Mars 1696. par laquelle elle veut & entend que son Edit soit executé, *sans préjudice des droits, privileges & exemptions des Monasteres qui sont sous des Congregations, qu'elle entend avoir lieu ainsi & en la maniere qu'ils l'ont eu & dû avoir jusqu'à present.*

Quelques-uns ont voulu dire que Vôte Majesté n'avoit fait tomber la Declaration que sur le 18^e Article de l'Edit, & non pas sur le 19^e; mais outre que le contraire est evident, il est encore certain que le 19^e Article n'estant que l'extension & l'explication du 18^e auquel il a un entier rapport, Vôte Majesté n'a pas voulu préjudicier aux exemptions des Ordres Regulièrs plutost par le 19^e Article que par le 18^e, son intention ayant esté de conserver en leur entier celles auxquelles un usage contraire n'auroit pas derogé.

Il est vray SIRE, qu'il y a eu des Bulles de quelques Papes qui paroissent favoriser la pretention de Messieurs les Evêques, mais elles n'ont jamais esté reçues en France ni regardées comme Constitutions Canoniques; Messieurs les Evêques ne les executent pas même à l'égard des Monasteres de Filles où ils ont jurisdiction, & il seroit impossible de le faire à cause de la rigueur de leurs restrictions.

On y defere en Italie, parce que le gouvernement dépend des

Bulles qui le reglent : & c'est la raison pour laquelle elles se gardent en partie dans les Monasteres de Filles, même dans ceux qui originairement estoient de l'Ordre de Cisteaux & qui n'en sont plus, les Superieurs Reguliens en ayant abandonné la conduite, depuis qu'il a plu aux Papes d'y vouloir donner inspection à Messieurs les Evêques, parce que n'estant pas possible de servir à deux Maistres, deux Superieurs qui ne sont pas subordonnez ne scauroient gouverner les mêmes Monasteres sans y causer du trouble & une grande division.

C'est cet exemple SIRE, qui doit augmenter la crainte du Suppliant, & qui le met dans la necessité de redoubler ses instances auprès de Vôte Majesté pour éviter un pareil mal, & pour luy demander en cette conjoncture, l'honneur de sa protection qu'elle a déjà eu la bonté de donner en tant d'autres occasions, afin d'empescher la ruine de son Ordre; estant indubitable que si peu que l'autorité des Superieurs Reguliens soit diminuée par le concours de Messieurs les Evêques, sur tout à l'égard des Monasteres de Filles dans lesquels la division est plus à craindre, on ne peut attendre que la perte entiere d'un grand Ordre pour lequel les Rois predecesseurs de V. M. ont toujours eu de grands égards, l'ayant regardé, pour user de leurs expressions, comme *servant d'ornement au Royaume de France, & se faisant un devoir très-étroit de maintenir ses Privileges & la Jurisdiction de l'Abbé de Cisteaux leur Sujet, sans jamais pouvoir souffrir qu'il y fût fait aucune diminution.*

Et ce ne seroit pas seulement en France, que les Monasteres en porteroient le préjudice, ceux d'Espagne où ils sont en grand nombre, de Flandre, d'Allemagne, de Pologne, en un mot, de toute la Chrétienté, se ressentiroient du contrecoup, parce que l'Abbé de Cisteaux qui est leur Chef & leur Superieur General, n'ayant pu soutenir ses prerogatives dans le lieu où est le siege de son autorité, auquel ils demeurent principalement attachez par le moyen de l'uniformité qui est comme l'ame de l'Ordre; quelle apparence qu'ils puissent eux-mêmes se maintenir & se défendre contre les Puissances qui voudront les attaquer?

Ces considerations SIRE, que le Suppliant prend la liberté d'exposer avec une parfaite soumission à Vôte Majesté, luy font esperer qu'Elle aura la bonté d'y faire attention, & qu'au lieu de vouloir rien changer dans des dispositions si justes & si canoniques,

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 383

& dans un usage si ancien & si conforme à tout ce qu'il y a de plus inviolable dans l'Eglise, elle les maintiendra avec d'autant plus de raison, que l'Ordonnance de Blois & vostre Edit de 1695. interprété par la Declaration de 1696. les autorisent; n'y ayant d'ailleurs ni nécessité d'y apporter du changement, ni apparence d'utilité, puisque, d'un côté, cet usage subsiste sans cela depuis cinq à six siècles, & que d'autre part, la moindre alteration qui pourroit y estre faite, n'auroit certainement que des suites pernicieuses.

Rép. aux deux premiers Mémoires de MM. les Evêques sur les Exemptions.

Le Suppliant continuera ses vœux & ses prières pour la santé & la prospérité de Vôte Majesté.

REPONSE DE M. L'ABBE' CHEF ET GENERAL DE L'ORDRE DE CISTEAUX

*Aux deux Memoires de Messieurs les Evêques,
concernant le pouvoir qu'ils pretendent sur les
Religieuses exemptes, touchant la sortie de la
Clôture & l'examen des Novices.*

IL y a lieu de s'étonner qu'après quatre Jugemens solennels rendus contradictoirement avec trois de MM. les Evêques, une Sentence Arbitrale de feu Monsieur de Harlay Archevêque de Paris, & trois Arrests, du Grand Conseil, du Parlement de Provence & du Conseil d'Etat Privé du Roy, qui ont maintenu & gardé M. l'Abbé General de l'Ordre de Cisteaux, dans le droit & la possession d'exercer seul ce pouvoir dans les Monasteres de sa dépendance; on ait voulu surprendre la religion de Sa Majesté, sous le nom collectif *des Evêques*; & sur de simples Memoires par une voye extraordinaire, revenir contre des décisions si authentiques, qui d'ailleurs sont fondées sur tout ce qu'il y a de plus solide & de plus inviolable dans l'Eglise & dans l'Etat; c'est-à-dire, sur les saints Decrets & les Constitutions Canoniques, sur les Ordonnances & les Lettres Patentes des Rois verifiées en toutes les Cours Superieures du Royaume, & sur un usage uniforme & constant qui les a suivis & qui se pratique depuis cinq à six

siècles : Sans que l'on dise rien par ces Memoires qui n'ait esté dit & repeté plusieurs fois devant les Juges qui ont rendu ces Jugemens , & qui n'ait esté pesé au poids du Sanctuaire & examiné avec toute l'exactitude possible.

L'on auroit pû en demeurer là, & s'en tenir à ces décisions si positives ; mais dans la crainte que le silence sur ces Memoires ne laisse prendre quelque impression défavorable , & ne préjudicie à la justice & à la verité, on veut bien encore faire voir icy qu'ils n'ont aucun fondement legitime.

Et comme celui que croient avoir MM. les Evêques , ne vient que de la prévention qu'ils ont que l'exemption dont jouissent les Reguliers même ceux qui sont en Corps d'Ordres & sous des Congregations , est une nouveauté introduite dans l'Eglise contre le Droit commun , la Discipline & la disposition des anciens Conciles , en un mot , une entreprise sur leur Jurisdiction ; il ne sera pas hors de propos de toucher icy un mot de ce qui regarde cette Exemption , pour faire voir l'idée que l'on en doit avoir. On commencera donc par là la Réponse que l'on a dessein de faire aux deux Memoires & on la divisera en six parties.

La premiere traitera de l'origine de l'Exemption des Reguliers , de ses causes & de son progrès , & fera voir en quoy consiste celle de l'Ordre de Cisteaux.

Dans la seconde on examinera à qui appartient le droit de permettre aux Religieuses de sortir de leur Clôture dans les cas de necessité ; ce qui fait le sujet du premier Memoire.

La troisieme répondra aux prétendûes preuves & raisons de ce premier Memoire touchant la sortie des Religieuses.

La quatrième montrera à qui appartient le droit d'examiner les Novices avant la Profession , dans les Monasteres de Religieuses ; ce qui fait le sujet du second Memoire.

La cinquieme répondra aux prétendûes preuves & raisons de ce second Memoire , touchant l'Examen des Novices.

Et dans la sixieme & dernière , on conclura par maniere de recapitulation , & l'on fera voir les inconveniens qui suivroient des prétentions de MM. les Evêques,

PREMIERE PARTIE.

Première Partie
touchant l'exemption
des Religieux.

*De l'Exemption des Reguliers de la Jurisdiction des Evêques
Diocezains.*

IL est surprenant que MM. les Evêques ayent une si grande délicatesse sur l'inexécution des anciens Reglemens au sujet de l'Exemption des Reguliers, & qu'ils ne fassent pas attention que c'est la même autorité qui l'a donnée, dont ils tiennent pareillement celle qui les a tirez de la dépendance des Archevêques leurs Metropolitains, & dispensez de plusieurs autres choses auxquelles ils estoient obligez suivant les saints Canons & les anciens Conciles.

Quoy qu'il en soit, il est certain que l'on doit avoir de l'Exemption des Reguliers, une idée toute autre que celle que la prévention donne à ceux qui n'ont pas recherché de quelle maniere & sur quel fondement elle a esté établie.

Les premiers Monasteres estoient sans difficulté dépendans des Evêques Diocezains, lesquels aussi pour la plupart estoient Religieux tirez de ces mêmes Monasteres : ils subsisterent ainsi pendant quelque temps, jusques à ce que l'on s'apperçût que cette dépendance n'estoit pas avantageuse à leur Regularité ; car outre les plaintes frequentes qui estoient portées aux Papes & aux Conciles contre la conduite de plusieurs de ces Evêques, (comme on en peut voir une infinité d'exemples dans la Compilation des Conciles du Pere Labbe) il fut aisé de reconnoître que ces Monasteres ne pouvoient pas long-temps subsister dans une exacte observance de leurs Regles, s'ils estoient gouvernez par des Superieurs qui n'y auroient pas esté élevez & instruits & qui ne les pratiqueroient pas.

Ce furent là les principaux motifs des Exemptions que l'on regarda comme un plus grand bien, & comme un moyen nécessaire pour maintenir la discipline & l'ordre dans les Monasteres, dans des temps même où l'on peut dire que l'Eglise estoit encore en un état tres-florissant. *An ignoras* disoit en l'année 1070. le Pape Gregoire VII. à un Archevêque de Turin pour l'obliger à laisser en paix une Abbaye de son Diocese, *An ignoras quod sancti Patres plerumque religiosa Monasteria de subjectione*

I.
Causes & motifs
des Exemptions.

Conciles du Pere
Labbe, Tome 10. Liv. 4.
3. Epist. 67. pag. 120.

Première Partie
touchant l'exemption
des Religieux.

Episcoporum & Episcopatus de Parochiâ Metropolitana Sedis, propter infestationem Præsidentium diviserunt & perpetuâ libertate donantes, Apostolica Sedi velut principalia Capiti suo membra adherere sanxerunt ? Percurre sanctorum Patrum privilegia, & invenies ipsis etiam Archiepiscopis officium, nisi fortè ab Abbate vocatis, in plerisque Cœnobis facere prohibitum esse : ne fortè monastica quies secularium personarum frequentia & conversatione turbaretur.

2. Le Pere Labbe parle de plusieurs de ces Exemptions en divers endroits de sa Compilation des Conciles, & entre autres de celles de Lerins, de Saint-Denis, de Corbie &c. & il rapporte la Constitution que fit en 601. Saint Gregoire le Grand dans un Concile qu'il tint à Rome pour empêcher les Evêques de troubler le repos des Monasteres, elle commence par ces mots : *Quàm sit necessarium Monasteriorum quieti conspiciere & de eorum perpetuâ securitate tractare &c.*

Ibidem Tome 5.
page 1607.

Ibidem Tome 4.
page 1629.

On peut encore en
voir des preuves dans
le 38. Chap. de celles
des Libertez de l'E-
glise Gallicane.

Il rapporte aussi sur l'année 525. ce que dit l'Auteur de la Vie du Fondateur de l'Abbaye de Saint-Maur des Fossez, comment & pourquoy l'Evêque de Paris l'exempta de sa Jurisdiction : *Contulit idem Præsul Audebertus Sancto Baboleno Abbati Fossatensi privilegium suæ autoritatis, ut tam ipse quàm successores liberi & securi ab omni inquietudine tam Ecclesiasticorum quàm laicorum ibidem manere possent : Si quis verò contrà Patrum Statuta eum fecisse causatur, legas Canones à Sancto Bonifacio Carthaginensi Episcopo & aliis Episcopis factos, necnon ejusdem Sacerdotis Epistolas ad Liberatum Episcopum missas, & inveniet quòd Monasteria in quibus regulariter vivitur, libera esse debent ab omni infestatione Episcoporum & Clericorum.*

3. On peut faire en cet endroit une reflexion qui ne paroît pas estre hors de propos ; c'est que les privileges d'Exemption ont esté procurez aux Monasteres de ces premiers temps, par les Fondateurs qui estoient des Saints de même que les Evêques qui les accordoient, & que ce sont les plus grands Papes qui en ont donné & confirmé la plus grande partie, à la priere des Princes les plus pieux : jusques-là que c'estoit un droit que pretendoient avoir les Rois & les Souverains, de ne point faire de Fondation sans luy procurer l'Exemption.

Les Saints ont fa-
vorisé les Exem-
ptions.

4. Ces Monasteres estoient particuliers dans les commencemens,
Droit commun des
Ordres Reguliers.

& ne dépendoient pas les uns des autres : mais il faut tomber

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 387

d'accord que si l'Exemption leur estoit en cet estat de quelque utilité, elle devint dans la suite absolument nécessaire pour ceux qui furent mis en Corps d'Ordres & sous des Congregations : aussi voit-on que du moment que cette union s'est faite, & qu'il a commencé d'y avoir des Ordres Reguliers, il a fallu aussitost les exempter de la Jurisdiction des Evêques Diocesains, en sorte qu'on peut dire qu'à cet égard l'Exemption leur est devenue de droit commun.

*Premiere Partie
touchant l'exemption
des Religieux.*

Outre que cela s'est ainsi pratiqué dans l'institution de tous les Ordres, comme de Cluny, de Cîteaux, des Chartreux, de Prémontré & des autres; le Concile de Trente en fournit encore une preuve évidente au 8^e Chapitre de la 25^e Session, lorsque desirant que les Monasteres exempts & qui sont immédiatement soumis au Saint-Siege, eussent des Superieurs qui veillassent sur les lieux à leur conduite, il leur a laissé la liberté de se mettre en Congregations pour pouvoir jouir de leur privilege, sinon & à faute de le faire dans un certain temps, il seront gouvernez par les Evêques Diocesains.

Cette disposition se trouve aussi autorisée par les Loix du Royaume, par l'Article 30^e des Cahiers presentez au Roy Charles IX. en 1573. & confirmez par ses Lettres Patentes du 22. Janvier 1574. par l'Article 27^e de l'Ordonnance de Blois, & par le 7^e de l'Edit de 1596. du Roy Henry IV. qui s'explique en ces termes : *Attendant que les Abbez & Religieux qui sont exempts de la Jurisdiction & Visitation des Archevêques & Evêques, se réduisent en Congrégations de leurs Ordres, nomment & élisent des Visiteurs.... les Archevêques & Evêques chacun en son Diocese, visiteront lesdits Monasteres &c.* Ce n'est qu'en attendant que ces Monasteres soient unis sous des Congregations, qu'ils seront soumis aux Evêques, dont ils ne dépendront plus du moment qu'ils seront en Corps d'Ordres.

Comment pourroit-on autrement établir dans ces Ordres l'observance, & y maintenir l'uniformité qui est l'ame de la Regularité, soit pour le regime, soit pour les mœurs, l'Office divin, les habits, les Ceremonies, & toutes les autres choses qui ne pourroient estre que très-differentes, si ces mêmes Monasteres dépendoient de plusieurs Evêques dont les Dioceses sont gouvernez si differemment, comme on le peut juger par la diversité de leurs Rituels qui changent si souvent, de leurs Breviaires & en

6.

*Necessité d'Exemption
dans les Ordres
Reguliers.*

Premiere Partie
touchant l'exemption
des Religieux.

7.

un mot, de tant de Reglemens & d'Ordonnances Synodales? Le privilege d'Exemption ainsi donné une fois aux Ordres Reguliars, a esté souvent confirmé & renouvelé par des Bulles des Papes & par des Conciles Generaux, comme par le quatrième de Latran, par ceux de Vienne, de Constance, de Basle & de Trente.

Ce n'est pas que quelques Personnes peu instruites de l'intention de ce dernier, ont crû & voulu dire qu'il avoit esté contraire aux Exemptions, & même qu'il les a revoquées : mais bien loin de là, on doit dire qu'il n'y a guere de confirmation qui soit plus formelle & qui ait esté mieux expliquée que celle de ce Concile, comme il resulte principalement de quatre de ses dispositions contenues en la Session 25^e.

Le Concile de Trente
a confirmé les
Exemptions.

La premiere est du Chapitre 8^e dont on vient de parler, lequel même en cas de refus par les Monasteres immediatement soumis au Saint-Siege, de se mettre en Congregations, ne revoque pas leur exemption, mais la suspend seulement, en soumettant ces Monasteres à la conduite des Evêques Diocesains en qualité de Commissaires & Delegates du Saint-Siege : *Quod si prædicta exequi non curaverint, Episcopis in quorum Diocesis loca prædicta sita sunt, tanquam Sedis Apostolicæ Delegatis subdantur.*

La seconde disposition du Concile pour la confirmation de l'Exemption des Ordres Reguliars, est au Chapitre 20^e, où il ordonne que les Abbez Chefs d'Ordres & les autres Superieurs qui y ont jurisdiction, l'exerceront & feront leurs visites dans les Monasteres de leur dépendance, son intention dit-il, n'ayant point esté de les comprendre dans les Reglemens faits aux precedentes Sessions en faveur des Evêques, parce qu'ils sont en Congregation : *Quæ cum Ordinum suorum Capitibus subsint, declarat Sancta Synodus in iis quæ aliàs de Visitatione Monasteriorum Commendatarum definita sunt, non esse comprehensa.*

La troisième disposition sur le même sujet, est encore dans le même Chapitre 20^e, où derogant à l'égard de l'institution des Prieurs & Suprieurs Conventuels des Monasteres qui sont en Commande, au droit des Titulaires particuliers, pour le transférer aux Chapitres Generaux & aux Visiteurs de ces Ordres, il declare qu'il veut & entend que leurs privileges soient & demeurent en leur entier, sans qu'il y soit préjudicié en aucune maniere : *In cæteris omnibus præfatorum Ordinum Privilegia & facultates*

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 389

quæ ipsorum personas, loca & jura concernunt, firma sint & illæsa.

*Première Partie
touchant l'exemption
des Religieux.*

Enfin, la quatrième disposition de ce Concile est au 9^e Chapitre de la même Session, où soumettant aux Evêques Diocésains en qualité de Delegates du Saint-Siège, les Monastères qui en dépendent immédiatement, il déclare que pour ceux qui sont sous des Chapitres Generaux & qui ont des Superieurs Reguliers, son intention est qu'ils demeurent & soient laissez sous leur conduite : *Quæ verò à Deputatis in Capitulis Generalibus vel ab aliis Regularibus reguntur, sub eorum curâ & custodiâ relinquuntur.*

C'est-là sans doute que l'on doit prendre & connoître l'esprit du Concile de Trente touchant les privileges des Reguliers ; & l'on ne dira pas que ses dispositions soient contraires à la Police du Royaume, puisqu'on a déjà vû que les Ordonnances qui le regissent & les Edits y sont très-conformes : le dernier donné par le Roy au mois d'Avril 1695. concernant la Jurisdiction Ecclesiastique, interpreté par la Declaration de S. M. du 29. Mars 1696. en feroit une conviction si l'on en vouloit douter, puisqu'étant informé comme elle le dit elle-même, que l'on donnoit à cet Edit des explications desavantageuses aux Privileges des Reguliers, *Et voulant les faire jouir sous sa protection, des exemptions legitimes qui ont esté accordées à plusieurs Ordres, Congregations & Monasteres* ; Elle déclare que son intention est & qu'elle entend que son Edit soit executé sans préjudice des Droits, Privileges & Exemptions des Monasteres & de ceux qui sont sous des Congregations, qu'elle veut avoir lieu ainsi & en la maniere qu'ils l'ont eu & dû avoir jusqu'à present. Peut-on voir une approbation plus formelle & plus autentique des Privileges de tous les Ordres Reguliers ?

Il faut tomber d'accord que celui de Cisteaux est & a toujours esté considéré comme l'un des premiers & principaux de toute l'Eglise, & il y a lieu de s'étonner que ce soit celui-là que MM. les Evêques ayent voulu attaquer, & entreprendre de disputer son Exemption, vû qu'elle est des plus canoniques, des plus anciennes & des plus generales.

Elle a commencé sur la fin du onzième siècle avec le premier Monastere qui luy donna le nom, les fondemens en ayant esté jettés d'autorité Apostolique & du consentement de l'Evêque Diocésain & du Metropolitain : & il y eut deslors un Decret par

*L'Ordre de Cisteaux
fondé exempt en
1098.*

Première Partie
touchant l'exemption
des Religieux.

lequel il fut arrêté qu'il ne s'établirait aucune Abbaye de cet Ordre en aucun Diocèse, que de même manière l'Evêque du lieu n'y eût donné son consentement, & n'eût agréé & ratifié sa dépendance & l'union qu'elle devoit avoir avec l'Abbaye de Cîteaux, qui dès ce temps-là estoit considérée comme la Mere & le Chef de toutes les autres; afin dit-il, d'éviter par là pour toujours, les différends qu'on auroit pu avoir avec MM. les Evêques: *Ut nullo modo Abbatie in alicujus Antistitis Diœcesi fundarentur, ane- quam ipse Antistes Decretum inter Cisterciense Cœnobium & cetera ex eo nata exaratum & confirmatum, ratum haberet, propter scandalum inter Pontificem & Monachos devitandum.*

Monast. Cister.
pag. 75. & dans le
grand Bullaire Ro-
main en la Bulle
d'Eugene III.

10. L'on voit par là que l'Ordre de Cîteaux est né libre, que cette liberté luy est acquise par la loy de la fondation, & que jamais MM. les Evêques n'y ont exercé de Jurisdiction: & partant que l'on ne peut pas se plaindre que ce soit une exemption surprise & extorquée contre leur volonté, puisqu'eux-mêmes l'ont approuvée & consentie; & de plus, qu'ils se joignirent à ces saints Fondateurs, pour en demander & en avoir la confirmation du Saint-Siege.

11. On ne peut pas dire aussi, comme quelques-uns prétendent, qu'elle a esté désapprouvée & condamnée par S. Bernard, puisque tant s'en faut que ce grand Saint qui a esté l'un des premiers Religieux & des plus illustres Abbez de cet Ordre, y ait esté contraire, que luy-même en a joui pendant toute sa vie, & qu'il a concouru & beaucoup contribué à l'obtenir & à la procurer à un grand nombre de Monasteres qu'il a fondez; en auroit-il ainsi agy contre ses propres lumieres & contre sa conscience?

Il a blâmé à la verité certains Abbez particuliers de l'Ordre de Saint Benoist (qu'il appelle son Ordre *nostri Ordinis Abba-tes*, parce qu'ils professoient la même Regle que luy) (lesquels pour secouer le joug de l'obéissance de leurs propres Evêques auxquels ils estoient naturellement soumis, & pour n'avoir point de Superieurs sur les lieux qui prissent garde à leur conduite, surprenoient à Rome à prix d'argent, des privileges qui les exemptoient de leur jurisdiction: mais, comme dit fort bien le même Saint Bernard, on doit faire grande difference de l'Exemption accordée à des Monasteres lors de leur fondation, par un motif de pieté & de regularité, d'avec celle que l'on obtient pour vivre dans l'indépendance; *Nonnulla tamen Monasteria sicut in*

Saint Bernard fa-
vorable aux Exemp-
tions.

Lib. 3. de Confid.
ad Eug. Cap. 4.

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 391

diversis Episcopatibus, quòd specialius pertinuerint ab ipsâ suâ fundatione ad Sedem Apostolicam pro voluntate fundatorum quis nesciat ? sed aliud est quod largitur devotio, aliud quod molitur ambitio impatiens subjectionis.

Première partie
touchant l'exemption
des Religieux.

Ces Abbez-là particuliers fuyoient la vûë & la proximité des Superieurs, en un mot ils ne vouloient point en avoir : & tout au contraire dans l'Ordre de Cisteaux, au lieu de l'Evêque Diocesain dont on estoit exempt, on se soumettoit à plusieurs autres Superieurs, au Visiteur, au Pere immediat, au Chef de l'Ordre & au Chapitre General.

C'est donc ainsi qu'a commencé l'Ordre de Cisteaux, & que tous les Monasteres dont il est composé, ont esté fondez dans une pleine liberté, d'une maniere toute canonique, sans bruit, sans contradiction, de l'aveu & du consentement des Evêques Diocesains, & sans qu'ils se soient rien réservé ni retenu ; d'où vient que cette Exemption a esté confirmée par presque autant de Papes qu'il y en a eu depuis, que les Rois l'ont autorisée par leurs Lettres Patentes, & qu'elle a esté suivie d'une execution & jouissance paisible & sans trouble, ayant toujours esté considérée comme une Loy fixe, certaine & tres-constante.

Pour sçavoir en quoy elle consiste, il n'y a qu'à rapporter les termes de la Bulle du Pape Innocent VIII. de l'année 1487. que l'on pourra voir si l'on veut, toute entiere dans le grand Bullaire Romain imprimé à Rome & à Lyon pour la 9^e Constitution de ce Pape, par laquelle il confirme cette Exemption, & même en cas de besoin, la donne tout de nouveau, commençant par ces mots, *Ad Romani Pontificis spectat Officium* : & ensuite sont entre autres ceux-cy immédiatement après la Confirmation.

Et nihilominus pro potioris cautelæ suffragio, Monasteria & loca, Abbates & Abbatissas, Monachos & Moniales nunc & pro tempore existentes, ab omni jurisdictione, superioritate, correctione, visitatione, dominio & potestate Archiepiscoporum, Episcoporum & aliorum Judicum Ordinariorum, eorumque Vicariorum & Officialium quoruncunque... perpetuò prorsus Eximimus & TOTALITER Liberamus.. Ità quòd Archiepiscopi, Episcopi, Ordinarii, Vicarii, Judices & Officiales prædicti, etiam ratione delicti aut contractûs vel rei de quâ ageretur, nullam in eos & eorum aliquem, aut Monasteria, membra & loca prædicta tan-

Exemption de l'Ordre
de Cisteaux

Première Partie
touchant l'exemption
des Religieux.

quam prorsus exemptos & exempta, jurisdictionem, correctionem, superioritatem, dominium vel potestatem exercere, aut excommunicationis, suspensionis vel interdicti, aut quasvis alias sententias, censuras & pœnas Ecclesiasticas promulgare præsumant seu possint aut debeant QUOQUO MODO.

Cette Bulle a esté reçüe en France avec toutes les solemnitez, autorisée de Lettres Patentes de plusieurs Rois, & registrée dans toutes les Cours Superieures du Royaume, sans nulle restriction, pour en jouir & user dans l'Ordre de Cisteaux, comme on en a toujours jouy & usé : de maniere qu'il y a lieu de conclure qu'il est impossible de voir un Privilege plus étendu & mieux établi que celui de cet Ordre, de quelque costé que l'on veuille le considerer.

4. Voilà l'idée qu'on doit avoir de l'Exemption des Ordres Reguliers : c'est un droit commun qui s'est établi dans l'Eglise aussitôt qu'il a commencé d'y avoir de la dépendance & de l'union entre les Monasteres, par la necessité qu'il y a eu qu'ils se conformassent les uns aux autres, & que l'uniformité y fust gardée, & pour y conserver & maintenir l'observance reguliere : cela s'est fait à l'instance & par les soins des saints Fondateurs de ces Ordres, de l'autorité des Papes & des Conciles, même du consentement des Evêques & avec l'approbation des Rois & de tous les Souverains, en sorte que l'on peut dire que le concours de toutes les Puissances l'a renduë incontestable.

Il faut à present examiner ce qui avoit donné lieu en particulier aux Procès qui ont esté terminez par les Jugemens dont on a parlé au commencement de cette Réponse, afin de voir ensuite s'il y a du solide dans les Memoires de MM. les Evêques, & du fondement à leur pretention.

S E C O N D E P A R T I E.

A qui appartient le droit de veiller sur la Clôture des Religieuses de l'Ordre de Cisteaux, & de leur en permettre la sortie en cas de necessité.

- I. Clôture des Religieuses. APRES avoir vû en quoy consiste l'Exemption de l'Ordre de Cisteaux & qu'elle est generale & sans exception, il ne peut pas y avoir de doute que MM. les Evêques Diocésains n'ont pas raison

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 393

raison de rien pretendre sur la Clôture des Religieuses qui en dépendent, parce qu'il leur est défendu expressément par une autorité supérieure, d'exercer sur leurs Monasteres aucun acte de juridiction, *ita quod nullam in eas & earum Monasteria & loca tanquam prorsus exemptas & exempta, jurisdictionem, correctionem, superioritatem &c. exercere præsumant seu possint aut debeant quoquo modo* : ce droit est réservé à leurs Supérieurs.

Seconde Partie.
Clôture des Religieuses.

En effet, l'on en a toujours ainsi usé dans les Monasteres de Filles de cet Ordre, & l'on voit par les plus anciennes Constitutions compilées en 1256. sous le Titre d'Institutions du Chapitre General, & en 1289. sous celui d'anciennes Définitions, que la Clôture y a esté tres-étroitement gardée de tout temps, & qu'il n'estoit pas permis aux Religieuses d'en sortir qu'avec la permission de leur Pere Abbé & Visiteur & pour de fortes considerations : *De Monialibus quæ jam sunt Ordini sociatæ ab anno 1221. & infra, statuitur ut penitus includantur, & quæ includi noluerint, à custodia Ordinis se noverint sequestratas : ac nihilominus quæ antè terminum præscriptum includebantur, incluse permanent...* Monialibus Ordinis universi egressus interdicitur, nisi Abbatissa tantum cum duabus Monialibus & Celleraria, quibus exire conceditur ad procuranda Ordinis negotia & propter alias inevitabiles causas, *De licentiâ tamen Abbatis Visitoris sui, & hoc ipsum honestè & rarissimè fiat.*

2.
Statuts de l'Ordre de Cîteaux.

Monast. Cisterc.
Imprimé à Paris en 1664. pages 365. 378. & 379.

Cet usage s'est continué toujours depuis, & l'Ordre a fait des Reglemens conformes dans les occasions qui se sont présentées jusqu'en 1683. que le Chapitre General tenu en cette année, les renouvella par un Decret qui porte une obligation tres-étroite aux Visiteurs des Provinces, de faire garder la Clôture dans tous les Monasteres qui leur sont soumis, & des défenses expresses aux Religieuses d'en sortir sans la permission de leurs Supérieurs, *nisi de Superiorum Ordinis licentiâ in scriptis habitâ, & in casibus tantum à jure permissis.* Les Decrets de ce Chapitre furent autorisez par des Lettres Patentes du Roy verifiées au Grand Conseil en 1685. & ils sont executez tres-regulièrement.

3.

Ceux qu'a fait l'Eglise en divers temps pour l'observation de la Clôture en general, n'y ont point dérogé, au contraire on peut dire qu'ils les ont confirmez.

Seconde Partie.
Clôture des Reli-
gieuses.

4.

Ce fut sur la fin du 13^e siecle & vers l'an 1300. que parut la fameuse Constitution du Pape Boniface VIII. qui commence par le mot *Periculoso*. Comme c'est le plus autentique des Reglemens que le Saint Siege ait fait sur cette matiere, & que MM. les Evêques y fondent principalement leur pretention, il est à propos de luy donner icy tout son jour, & de faire voir que bien loin de les favoriser, c'est le titre le plus positif que les Reguliers puissent avoir.

La Decretale Peri-
culoso du Pape Boni-
face VIII.

Elle se trouve parmi les Decretales de *Statu Regularium in Sexto*, sous ce Titre particulier qui en fait le précis & marque nettement que le droit de donner aux Religieuses les permissions de sortir de la Clôture, appartient à leurs Superieurs. *Moniales tacite vel expresse professæ clausuras Monasterii exire non possunt, nec alii illas intrare, nisi causa legitima & Superioris licentia interveniat.*

5. Le corps de la Decretale dit en effet la même chose, & renferme deux dispositions principales.

Par la premiere le Pape ordonne d'une maniere tres-forte, que la Clôture sera établie dans tous les Monasteres de Religieuses sans exception, & qu'aucune n'en pourra sortir, ni les personnes de dehors y entrer, qu'avec la permission de celui dont dépend le Monastere, & pour des causes pertinentes, *nisi rationabilis & manifesta causa existat, ac de illius ad quem pertinuerit, speciali licentiâ*. Il n'est là parlé ni de l'Evêque Diocesain ni du Supérieur Regulier, parce que le Reglement est general, & qu'il comprend également les Monasteres qui dépendent de l'Ordinaire & ceux qui sont soumis à des Religieux; mais enfin c'est aux Superieurs de ces Monasteres à donner les permissions.

La seconde disposition pourvoit à l'exécution du Reglement, pour que la Clôture soit effectivement établie : *Quoniam parum esset condere jura, nisi essent qui ea executioni debita demandarent &c.* Et le Pape enjoint tres-expressement à tous les Evêques de procurer cet établissement dans tous les Monasteres de leurs Dioceses, sçavoir de leur autorité ordinaire dans les Monasteres qui leur sont sujets, & de celle du Pape dans ceux qui sont soumis immédiatement au Saint Siege, sans préjudice ajoute-t-il, de leurs Privileges en autres choses : & à l'égard des autres qui ont des Superieurs Reguliers, il oblige ces Superieurs d'y faire la même chose. *Districtè Mandamus universis Episcopis quate-*

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 395

nus eorum quilibet in Civitate ac Diœcesi propriâ, in Monasteriis Monialium sibi ordinario jure subjeçtis, suâ ; in his verò quæ ad Romanam immediatè spectant Ecclesiam, Sedis Apostolicæ autoritate : Abbates verò & alii tam exempti quàm non exempti Prælati Ecclesiarum, Monasteriorum & Ordinum quarumcunque, in Monasteriis hujusmodi sibi subjeçtis, de Clausurâ convenienti ubi non est, ipsorum Monasteriorum expensis & fidelium eleemosynis quas ad hoc procurent, diligentius faciendâ & de ipsis Monialibus includendis, quamprimum commodè poterunt providere procurent : per hoc autem in Monasteriis exemptis Ordinarii locorum quoad alia nullam sibi credant jurisdictionem vel potestatem aliquatenus attributam.

*Seconde Partie.
Clôture des Religieuses.*

L'on voit par cette disposition, que le Pape oblige également & dans les mêmes termes les Evêques & les Supérieurs Réguliers, chacun à son égard, d'établir la Clôture dans les Monastères de Moniales de leur dépendance, aux frais de ces Monastères & avec l'aide des aumônes qu'ils pourront leur procurer : c'est la même clause pour les uns & les autres, le même engagement & la même application. D'où l'on doit nécessairement conclure que ce n'a point été l'intention du Pape de confondre les Monastères, & de rien donner à MM. les Evêques Diocésains sur la Clôture des Religieuses qui dépendent des Supérieurs Réguliers.

Une conviction évidente que l'on ne peut pas l'entendre autrement, c'est que le Pape n'y donne aux Evêques l'inspection sur la Clôture, qu'à l'égard des Religieuses ou qui leur sont sujettes, ou qui dépendent immédiatement du Saint Siège. De quelle autorité donc pourroient-ils l'avoir sur celles qui ont des Supérieurs Réguliers ? Ce ne sera pas comme Ordinaires, puisqu'elles sont exemptes, ni comme Délégués du Saint Siège, le Pape ne leur donnant cette délégation que sur les Monastères qui lui sont immédiatement soumis.

Le Pape n'a ainsi délégué les Evêques, qu'afin que les Monastères eussent sur les lieux des Supérieurs qui pourvussent à leurs besoins après que la Clôture y seroit établie, ne pouvant le faire lui-même, sur tout à cause du grand éloignement ; mais à l'égard des Monastères qui ont leurs Supérieurs proches & dans la même Province, il n'y avoit nulle nécessité d'y en commettre d'autre qu'eux.

Seconde Partie.
Clôture des Reli-
gieuses.

La Constitution si judicieusement faite a eu l'approbation de tout le monde en general & en particulier ; le Concile de Basse en ordonna l'exécution d'une maniere tres-précise en la 15^e Session, *ut Constitutio Bonifacii Octavi quæ incipit Periculoso, edita super Clausurâ Monialium, omninò juxta ipsius tenorem executioni demandetur.*

Statuts de l'Ordre
de Cîteaux.
Monasticon Cister.
pag. 664.

9. Elle fut inserée dans les Statuts de l'Ordre de Cîteaux, & il y en eut un qui obligea les Visiteurs de la faire observer ponctuellement, *Cum adjæctione quòd Visitatores juxta Bonifacianam quæ incipit Periculoso, aliæque Ordinis Statuta, Moniales in communi vivere & laborare faciant, Monasteria ipsa claudendo, ut neque deinceps exeant, neque viri aliqui, exceptis casibus à jure permisis, Clausuram earum ingrediantur.*

10. La maniere dont elle a esté executée dans cet Ordre depuis ce temps-là jusqu'à present, marque assez celle dont on l'a entendue, & on peut dire que son luy a donné par tout le même sens.

Concile de Colo-
gne.
P. Labbe, Concil. xj.
Tom. pag. 232.

11. Les Conciles qui l'ont suivie de plus près en sont foy. Le Canon 28^e de celui de Cologne en 1310. est conçu en ces termes : *Statuimus ut Moniales ipsæ sub perpetuâ in suis Monasteriis Clausurâ maneant, ac nulli nisi illius ad quem pertineret, speciali licentiâ, ingressus vel accessus pateat ad easdem, juxta Constitutionem Domini Bonifacii Papæ Octavi quæ incipit Periculoso.*

Concile d'Espagne.

12. Le Chapitre 12. du Concile tenu à Valladolid en Espagne en 1322, s'explique encore plus clairement sous le titre de *Statu Monachorum*, en ce qu'il ordonne que les Evêques & les Superieurs des Ordres qui ont dit-il, de droit ou par privilege, Jurisdiction dans les Monasteres de Religieuses, députeront des Personnes de leur Ordre qui soient capables, pour en prendre soin & empêcher qu'elles n'en sortent & que les personnes de dehors n'y entrent ; & néanmoins s'il survient quelque nécessité de le faire, que ce soit du consentement de ce Député & avec la permission du Superieur du Monastere : *Si verò ex aliquâ rationabili causâ aliqua bonæ & non suspectæ personæ ad eas intrare debuerint vel ipsæ exire ad eas, hoc fiat de voluntate expressâ illius qui ut præmissum est, ad custodiam earum fuerit deputatus, de licentiâ illius qui Monasterio illi præest.*

Ibidem pag. 1694.

Ibidem]

Il s'assembla en Allemagne deux Conciles en l'année 1549, l'un à Mayence & l'autre à Treves.

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 397

Parmi les Reglemens du premier, l'Article 79. fait défenses à toutes les Religieuses de sortir de leurs Monasteres & d'y laisser entrer des personnes de dehors, que pour des raisons de nécessité & du consentement de celui qui en est le Superieur, *nisi ex necessariâ causâ & de manifesto consensu Superioris ad quem pertinet Monasterium*. Ce sont les termes de la Decretale *Periculofo*.

Seconde Partie
Clôture des Religieuses.

13.

Concile de Cologne.

Tom. 14. pag. 696.

Et l'Article 11. du Concile de Treves après avoir déclaré qu'il reconnoist & veut executer les privileges d'Exemption accordez aux Reguliers par le Saint Siege, défend tres-expressement aux Religieuses de sortir de leur Clôture, qu'elles n'en ayent la permission de leur Superieur, soit que ce soit l'Evêque, l'Abbé ou le Visiteur, ou quelqu'autre que ceux-là auront député : *Nullâ ratione vel causâ Monasteria sua egrediendi facultatem habeant, nisi de expressâ licentiâ Episcopi, Abbatis, Visitoris aut ab eis potestatem habentis*.

14.

Concile de Treves.

Ibidem pag. 799.

Enfin en 1550. il y eut en Flandre un Synode assemblé à Cambray, où se firent plusieurs Reglemens & entre autres un sous le Titre de *Statu Monachorum & Monialium*, par lequel il fut ordonné à tous les Curez qui scauroient dans leurs Paroisses, des Religieux & des Religieuses hors de leurs Monasteres, de faire toutes sortes de diligences pour les obliger de s'y retirer, à moins qu'ils n'ayent une permission de leurs Superieurs, *absque speciali Superioris sui licentiâ* : avec défenses aux Religieuses qui ont fait voeu de Clôture, d'en sortir sans nécessité reconnue pour telle par leurs Superieurs & Visiteurs, *nisi inevitabilis necessitas nobis, Vicariis nostris, aut Superiori Visitori constiterit*, ajoutant la peine d'excommunication portée par la Constitution du Pape contre celles qui le feront autrement.

15.

Synode de Cambray.

Ces derniers Conciles se tenoient & faisoient ces Reglemens en suivant & interpretant de la sorte la Decretale *Periculofo*, dans le temps même que le Concile de Trente commençoit ses séances : il ne faut pas douter qu'estant en partie composé des Prélats qui les avoient faits dans leurs Assemblées, il n'ait eu le même esprit, ou du moins s'il avoit esté d'un sentiment contraire, qu'il ne l'eust fait connoître nettement lorsqu'il a traité la même matière.

16.

Cependant l'on voit que ce Concile au 5^e Chapitre de la Session 25^e, confirme & renouvelle purement & simplement sans

17.

Concile de Trente.

Seconde Partie.
Clôture des Reli-
gieuses.

aucune dérogation, la Constitution du Pape Boniface VIII. qui comme on a montré, contient deux dispositions, dont la première regarde les permissions de sortir de la Clôture & d'y entrer, qu'il déferé à celui qui est le Supérieur du Monastere, *de illius ad quem pertinuerit speciali licentiâ* ; & la seconde regarde l'établissement de la Clôture, dont il charge les Evêques pour les Monasteres qui leur sont soumis, ou qui dépendent immédiatement du Saint Siege, & les Supérieurs Reguliers pour ceux qui leur sont sujets.

Le Concile en ce Chapitre qui commence par ces mots, *Bonifacii Octavi Constitutionem quæ incipit Periculoso, renovans Sancta Synodus &c.* renouvelle l'obligation qu'avoient déjà les Evêques suivant cette Constitution, & ne veut pas que les Religieuses sortent de leur Clôture, qu'ils n'en aient approuvé la cause.

18. Et pour celles qui ont des Supérieurs Reguliers & sont sous des Congregations, il ordonne qu'elles demeureront & seront laissées sous la garde & la conduite de leurs Supérieurs, par le Chapitre 9^e de la même Session conçu en ces termes ; *Monasteria Sanctimonialium sanctæ Sedi Apostolicæ immediate subiecta, etiam sub nomine Capitulorum sancti Petri vel sancti Joannis vel aliâs quomodocunque nuncupentur, ab Episcopis tanquam dictæ Sedis Delegatis gubernentur : Quæ verò à Deputatis in Capitulis Generalibus vel ab aliis Regularibus reguntur, sub eorum curâ & custodiâ relinquantur.*

19. Il faut tomber d'accord que les dispositions de ce Concile s'accordent ainsi parfaitement avec celles de la Decretale *Periculoso*, & que ç'a esté véritablement son esprit, comme on l'a montré en la première partie de cette Réponse, de conserver en leur entier les Privileges & l'Exemption des Reguliers, soit à l'égard de la Clôture, soit pour toutes autres choses.

20. Et l'on peut d'autant moins dire que le Concile de Trente a voulu comprendre & confondre dans les Monasteres soumis immédiatement au Pape, ceux qui sont sous des Congregations, que non seulement il ne l'a point dit, mais aussi que si cela estoit, il seroit contraire à la Decretale *Periculoso*, contre son intention, puisqu'il la renouvelle & confirme sans y déroger ; & que d'ailleurs il a toujours distingué ces Monasteres, & même déclaré qu'il n'entendoit pas les confondre, comme on le voit aux Cha-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 399

pitres 8. 9. & 20^e de la même Session : outre que jamais les droits particuliers ne sont compris dans les regles generales, si elles n'y derogent par des clauses speciales : de maniere qu'on doit estre persuadé que son esprit a esté de laisser tout le soin & toute la conduite des Monasteres qui sont en Congregations, à leurs Superieurs : *sub eorum curâ & custodiâ relinquuntur.*

Seconde partie.
Clôture des Religieuses.

C'est ainsi que le Clergé de France assemblé aux Etats de Blois, a expliqué le Concile de Trente où avoient assisté la plupart de ses Prelats, dans les Remonstrances qu'il fit au Roy Henry III. & sur lesquelles intervint l'Ordonnance de 1579. car bien qu'elle ne reçût pas dans les formes ce Concile en ce qui regarde la police & la discipline extérieure, elle ne laissa pas d'en tirer plusieurs Reglemens qu'elle copia mot à mot & entre autres celui-cy qui est du 28^e touchant la Clôture des Religieuses : *Admonestons les Archevêques, Evêques & autres Superieurs des Monasteres de Religieuses, de vaquer soigneusement de remettre & entretenir la Clôture des Religieuses... Et ne pourra aucune après avoir fait profession, sortir de son Monastere pour quelque temps & sous quelque couleur que ce soit, si ce n'est pour cause legitime qui soit approuvée de l'Evêque ou Superieur.*

21.
Ordonnance de Blois.

L'alternative de l'Evêque ou Superieur, a esté ajoutée pour faire voir que le Reglement étant general, on a voulu conserver à chacun ses droits & sa jurisdiction ; aux Evêques, sur les Monasteres qui dépendent d'eux ; & aux Superieurs Reguliers, sur ceux qui leur sont soumis.

En la même année 1579. se tint aussi à Melun l'Assemblée de la plupart des mêmes Prelats, qui marquerent estre encore dans le même sentiment, par le Reglement qu'ils firent sur le même sujet, obligeant seulement les Religieuses qui seroient dans la necessité de sortir de leur Clôture, de s'adresser à leurs Superieurs, & d'en prendre d'eux la permission : *Nulli liceat exire à Monasterio, nisi ex aliquâ urgente & legitimâ causâ, idque de sui Superioris licentiâ in scriptis obtentâ.*

Assemblée de Melun.

Il n'y avoit pas pour lors d'autre sentiment sur l'explication du Concile de Trente, dans des temps qui en estoient si proches ; & l'on vivoit paisiblement sans que l'on s'avisast de rien entreprendre pour cela sur les Reguliers : ce qui a continué jusqu'aux dernieres années du siecle passé.

L'on voit encore qu'en 1666. le Pape Alexandre VII. ayant

Bref du Pape Alexandre VII.

Seconde partie.
Clôture des Reli-
gieuses.

donné un Bref en forme de Reglement pour la Reformation generale de l'Ordre de Cîteaux, lequel a esté autorisé de Lettres Patentes du Roy & enregistré au Grand Conseil, il y eut un Article pour les Religieuses qui est le 39. où le Pape suivant l'esprit & l'intention de la Decretale *Periculofo* & du Concile de Trente, ne s'adresse point aux Evêques pour le fait de la Clôture, mais aux Superieurs de l'Ordre : *Præcipiendo Abbati Generali & quatuor primis & aliis Patribus Abbatibus, ut omnes sibi subditas Moniales ad Clausuram à Bonifacio Papa Octavo & à Concilio Tridentino ordinatam, utique reducant & cogant.*

Le trouble que quelques-uns de MM. les Evêques voulurent apporter à un usage si constant & si bien autorisé, n'eut pas pour eux tout le succès qu'ils avoient esperé, & on le doit au contraire regarder comme une preuve certaine, que le droit qui l'a ébly, est incontestable.

Sentence arbitrale
de feu M. l'Archevê-
que de Paris.

Ce fut feu M. de Gaillard Evêque d'Apt qui commença le premier en 1678. par une Ordonnance qu'il fit publier où il défendoit sous peine d'excommunication à toutes les Religieuses de son Diocèse exemptes & non exemptes, de sortir de leurs Monasteres sans la permission par écrit : les Religieuses de Sainte-Croix de l'Ordre de Cîteaux dans la même Ville d'Apt, en appellerent comme d'abus & releverent leur appel au Grand Conseil ; mais les Parties s'en estant rapportées au jugement de feu M. de Harlay Archevêque de Paris, ce Prelat si éclairé & qui comme Archevêque auroit pû paroître intercessé & suspect en cette cause, obligea M. l'Evêque d'Apt de revoquer son Ordonnance, & d'en faire publier la revocation au Prône de son Eglise Cathedrale, & luy-même en dressa & signa les Actes qui ont esté deposez chez M. Varry Notaire à Paris le 9. Decembre 1699.

Arrest du Grand
Conseil.

En 1693. feu M. l'Evêque de Noyon fit une pareille Ordonnance contre l'Abbesse & les Religieuses de Biache, qui en appellerent aussi comme d'abus, & le Grand Conseil après douze Audiencies, la declara abusive & maintint M. l'Abbé de Cîteaux dans le droit & la possession de donner seul ausdites Religieuses les permissions de sortir de leur Clôture dans les cas de droit, par un Arrest solennel du 11^e de Mars 1695.

M. de Foresta Colongue moderne Evêque d'Apt en 1697, renouvella la pretention de son predecesseur contre les mêmes Religieuses

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 401

Religieuses de Sainte-Croix, par des Ordonnances qu'il leur fit signifier ; & le Parlement d'Aix qu'il avoit affecté & demandé pour Juge, les declara pareillement abusives par un Arrest du 9. Avril 1699. tout semblable à celui du Grand Conseil & le condamna aux dépens, après huit Audiencies de plaidoirie.

*Seconde Partie
Clôture des Reli-
gieuses.
Arrest du Parle-
ment de Provence.*

Et s'estant pourvû en cassation de cet Arrest au Conseil d'Etat Privé du Roy, le Conseil après en avoir examiné avec exactitude & le fond & la forme, a debouté ledit Sieur Evêque de sa demande en cassation, & l'a condamné en l'amende de 450. livres & en tous les dépens par un autre Arrest solennel du 5^e Septembre de cette année 1701. Il y a eu encore depuis plusieurs autres Arrests semblables.

*Arrest du Conseil
d'Etat Privé du Roy.*

On ne peut donc rien imaginer de mieux fondé & de plus fortement appuyé, que le droit de M. l'Abbé de Cisteaux sur la Clôture des Religieuses de sa dépendance. Il faut voir à present si les moyens contenus au premier Memoire de MM. les Evêques, peuvent y donner quelque atteinte.

TROISIEME PARTIE

*Qui répond au premier Memoire de MM. les Evêques,
touchant la sortie de la Clôture.*

Il faudroit avoir de bien grandes & de bien fortes raisons pour affoiblir celles que l'on vient d'expliquer, & pour établir un droit contraire à celui de M. l'Abbé de Cisteaux en faveur de MM. les Evêques : Leur premier Memoire en contient plusieurs à la verité, mais par l'examen qu'on en va faire, on connoistra qu'elles ne sont qu'équivoques, & qu'il n'y en a pas une de solide & qui doive faire la moindre impression : & afin que cela paroisse avec plus d'évidence, on mettra icy ce Memoire en son entier dans une colonne, & on y répondra dans une autre qui luy sera opposée, pour en faire voir les inutilitez.

MEMOIRE

RE'PONSE

Concernant le pouvoir des Evêques de juger des causes legitimes de la sortie des Religieuses de leurs Monasteres.

De M. l'Abbé de Cîteaux.

L'*Eglise a estimé dans tous les temps que pour éviter les desordres qui pourroient arriver de la Clôture violée dans les Monasteres des Religieuses, il convient au bien de l'Eglise & à l'édification des fideles, qu'elles ne puissent sortir sans causes qui seront jugées legitimes par les Evêques des lieux.*

Les Princes les plus religieux persuadez de l'utilité de cette discipline, pour le bon ordre même de leurs Etats, en ont fait des Loix; & l'on peut assurer que les anciennes Ordonnances du Royaume en contiennent des dispositions qui ne sont pas moins expressees que celles des saints Decrets.

S*I l'on juge comme on doit, de la Discipline de l'Eglise, par la conduite qu'elle a tenuë à l'établir, on ne croira jamais qu'elle ait estimé convenable de soumettre aux Evêques Diocésains, les Ordres Reguliers & les Monasteres de filles qui en dépendent, soit pour raison de la Clôture ou pour toutes autres choses, plutôt que de les laisser sous la conduite des Superieurs de ces Ordres: puisque du moment qu'il a commencé d'y avoir des unions de Monasteres sous des Congregations, on voit par ce qui est arrivé, que l'Eglise a regardé comme une necessité absolue, de les exempter entierement de la jurisdiction des Ordinai-*

res; & les Princes ont approuvé & autorisé cette conduite, sans que l'on puisse montrer un seul Reglement positif qui y soit contraire.

Cela s'est fait par les raisons & pour les motifs qu'on a expliqué dans la premiere Partie de cette Réponse page 385. nombre 1. ces Superieurs Reguliers paroissant bien plus propres à entretenir & diriger les Religieuses dans les exercices de Regularité à cause de l'experience qu'ils en ont pratiquant les mêmes choses, que les Evêques qui n'y ont pas esté élevez & qui en sont peu instruits.

RE'PONSE.

MEMOIRE.

Troisième Partie.
Raisons de MM.
les Evêques avec
les Réponses.

1. Ce qui s'est fait au Concile 5^e de Paris en l'an 615. & du temps du Roy Clotaire II. aussi-bien qu'en 813. du temps de Charlemagne, precede celui auquel ont commencé les Ordres Reguliers; & ainsi comme en ce temps-là les Monasteres de Religieuses n'avoient pas d'autres Superieurs que les Evêques, l'on ne doit pas s'étonner si les Reglemens que faisoient les Conciles & les Rois, les supposoient sous leur conduite.

Le 12^e Canon du 5^e Concile de Paris, & l'Ordonnance de Clotaire II. ne parlent pas précisément de la Clôture des Religieuses, mais de l'apostasie où elles & les Religieux pouvoient tomber en abandonnant leur Monastere & voulant retourner au siècle après leur profession, ce que l'Evêque étoit chargé d'empêcher: *Si quis Monachus vel Monacha in Congregatione positi, religiosam vitam elegerint, & postea aut ad parentes aut ad propriam quamcumque substantiam se de Congregatione ipsâ subtraxerint, ab Episcopo &c.*

Comme le dessein de celui qui a dressé le Memoire, n'a été que de surprendre par des

Il paroît par le 12^e Canon du 5^e Concile de Paris tenu en 615. que dès ce temps-là cette discipline étoit observée dans l'Eglise de France: ce Concile prononce la peine de l'excommunication contre les Religieuses qui feroient refus de se retirer dans leurs Monasteres aussitôt qu'elles en seroient averties par leur Evêque.

Le Concile de Reims tenu dix ans après, & les autres du même siècle, en ont considéré les Decrets comme d'un Concile general, ce qui justifie qu'ils estoient d'une grande autorité: Le Roy Clotaire II. qui l'a convoqué, les a confirmés par une celebre Ordonnance; ce qui fait voir l'importance de celui-ci: nos Rois en ont fait un article de leurs Capitulaires.

La même discipline fut confirmée sous le regne de Charlemagne dans un autre Concile convoqué par ce Prince à Châlon sur Saone en 813. Ce Concile défend absolument aux Abbesses de sortir de leurs Monasteres sans la permission de leur Evêque ou de son Grand Vicair, à moins qu'elles n'y fussent obligées par les ordres du Prince. On voit de semblables Reglemens dans un Concile de

Eccij

Tom. 5. Concil.
pag. 1612.

Ibid. pag. 1619.

Lib. 7. Capitul.
Cap. 256. fol. 216
v. 2. Edit. Pith.

Can. 57. tom. 7.
Conc. p. 1284.

Troisième Partie. Rouen en 1072. & dans plusieurs autres.
Raisons de MM. les Evêques avec les Réponses.

apparences & des suppositions ; il ne s'est pas mis en peine que l'application de ces citations & de ses preuves fust bien exacte.

MEMOIRE.

RÉPONSE.

Dans les siècles suivans, les Monasteres qui se disoient exempts, prétendirent avoir esté soustraits à la juridiction des Evêques, même en ce point : Cette pretention quoique mal-fondée fit surseoir l'exécution de ses sages Decrets à l'égard de ces Monasteres ; mais peu de temps après, leur Clôture fréquemment violée causa dans l'Eglise des desordres si grands, que pour les arrester le Pape Boniface VIII. fut obligé sur la fin du 13^e siècle d'ordonner aux Evêques d'y veiller chacun dans son Diocese, & de faire de rigoureuses défenses à toutes Religieuses de quelque Ordre qu'elles fussent, même à celles qui se disoient soumises immédiatement au Saint-Siege, de sortir de leurs Monasteres sans causes legitimes approuvées de l'Evêque du lieu.

Le mécontentement que la France pouvoit avoir de ce Pape qui y a fait rejeter la plupart de ses Decrets, n'a pas empêché que celui-cy n'y ait esté reçu : nous avons même plusieurs Conciles qui en parlent avec élo-

2. MM. les Evêques conviennent en cet endroit, que depuis l'an 813. ou peu après, on commença à prétendre que les Monasteres de filles ne devoient pas d'eux pour la Clôture, & que les anciens Reglemens n'eurent plus d'exécution à leur égard ; ils appellent cette inexecution une surseance : mais c'estoit en effet le changement de discipline, & l'établissement du nouveau droit commun, suivant lequel l'Eglise forma le regime des Ordres Reguliers, dans une exemption entiere & absolue de la Jurisdiction des Ordinaires.

Et ce n'étoit pas seulement une pretention, mais un droit certain & constant qu'avoient les Monasteres de Religieuses, de vivre sous la conduite de leurs Superieurs sans autre dépendance, même pour la Clôture ; lequel bien loin d'avoir esté changé par le Pape Boniface VIII. & par le Concile de Trente, fut au contraire confirmé & renouvelé par l'un & par l'autre, comme on l'a justifié cy-devant, page 393, &c.

Ex. 1298. Cap. Peric. de Statu Regul. n. 6.

Le Conc. de Bourges en 1528. Can. 21. Celuy de Sens tenu la même année, Can. 28. tom. 14. p. 418. & 476.

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 405

n. 4. 5. & 6. & page 398. &c.
n. 17. 18. 19. & 20.

La Decretale de ce Pape porte expressement que l'établissement de la Clôture se fera par les Superieurs Regulariers dans les Monasteres qui leur sont sujets, *Abbates verò in Monasteriis sibi subjectis* ; & que la permission d'en fortir sera donnée par eux, *de illius ad quem pertinuerit speciali licentiâ*.

Et le Concile de Trente veut & entend que ces Monasteres soient laissez & demeurent sous le soin & la garde de ces mêmes Superieurs : *Quæ verò à Deputatis in Generalibus Capitulis vel ab aliis Regularibus reguntur, sub eorum curâ & custodiâ relinquuntur*.

Les Papes ont toujours depuis ordonné l'exécution de ces Reglemens, & on les a reçus par tout, comme on l'a fait voir page 395. & suiv. parce qu'ils maintiennent chacun dans ses droits & dans sa juridiction, les Evêques sur les Monasteres qui leur sont soumis, & les Superieurs Regulariers sur ceux qui dépendent d'eux.

R E P O N S E.

3. Il faut le dire pour ne pas s'éloigner de la verité, parce qu'en effet ces Reglemens le portent ainsi & qu'ils distinguent

ge, & qui ordonnent de le faire observer exactement.

Le Concile de Trente a renouvelé en des termes forts la disposition de cette Decretale ; il ne l'a pas regardée seulement comme un pouvoir qui est donné aux Evêques sur ce qui concerne la Clôture de ces Monasteres, mais comme un devoir qu'il leur prescrit avec une étroite obligation d'y satisfaire : Sub obtestatione divini judicii & interminatione maledictionis æternæ præcipit. Ce Concile dans le même Decret exhorte les Souverains de donner aux Evêques les secours dont ils pourroient avoir besoin en ces occasions : toutes ces circonstances sont à remarquer pour prendre l'esprit de ce Concile sur l'obligation de faire observer cette discipline.

Les Papes Pie IV. Pie V. Gregoire XIII. Gregoire XV. & les autres, confirment cette observation ; entre tous les Decrets du Concile de Trente, ces Papes ordonnent particulièrement l'exécution de celui-cy.

*Troisième Partie.
Raisons de MM.
les Evêques avec
les Réponses.
Sess. 25. Cap. de
Reg. & Decr.
c.*

M E M O I R E.

On dira peut-estre que tous ces Reglemens ne soumettent aux Evêques que les Monasteres qui se disoient immediats

Ecc ii

Troisième Partie.
Raisons de MM.
les Evêques avec
les Réponses.

au Saint Siege, & qu'à l'égard des Monasteres de l'Ordre de Cisteaux & des autres qui sont sous la conduite des Religieux, les Conciles & les Papes ont approuvé que les Superieurs Reguliers soient préposés au lieu des Evêques pour l'approbation des causes legitimes de la sortie des Religieuses, comme pour l'observation des autres points de la discipline Monastique.

Cette pretension est évidemment détruite par ces Reglemens. Même on voit dans le Chapitre Periculoso, que Boniface VIII. a compris en termes exprés dans son Decret toutes les Religieuses generalement en quelque Pais & de quelque Ordre & Religion qu'elles soient, omnes & singulares Moniales cujuscunque Religionis sint vel Ordinis, in quibuscumque mundi partibus existentes; & que ce Pape a chargé les Evêques de l'exécution de ce Decret chacun dans son Diocese: Eorum quilibet in civitate ac Dioecesi propria,

les Religieuses qui dépendent des Reguliers, de celles qui sont soumises à l'Ordinaire & immédiatement au Saint Siege. Car enfin le Pape Boniface VIII. ne charge les Evêques d'établir la Clôture, que dans les Monasteres qui leur sont sujets, de leur autorité ordinaire, *sua*; & comme ses Délégués, dans ceux qui dépendent immédiatement du Saint Siege, *Sedis Apostolicæ autoritate*. De quelle autorité donc & en quelle qualité s'ingéreroient-ils de le faire dans les Monasteres qui ont des Superieurs Reguliers? Ce ne sera pas comme Ordinaires, parce que ces Monasteres-là sont exempts; ce ne sera pas aussi comme Délégués du Saint Siege, ne pouvant pas montrer qu'ils en aient jamais eu aucune délégation, celle qu'ils ont ne leur ayant esté donnée qu'à l'égard des Monasteres particuliers qui dépendent immédiatement du Pape.

M E M O I R E.

Il est uray que par le même Decret il est ordonné aux Abbez & aux autres Superieurs de pourvoir à la Clôture des Monasteres qui leur sont soumis; & s'il n'y en a point, d'y en faire établir soit aux fraix de

R E P O N S E.

4. C'est un paradoxe de dire que l'obligation dont le Pape charge les Superieurs Reguliers d'établir la Clôture dans les Monasteres qui leur sont sujets, ne regarde que le soin de les faire clore, & de leur procurer des

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 467

amônes à cet effet ; puisque c'est la même obligation qui charge les Evêques & les Supérieurs Reguliers, conçue dans les mêmes termes & la même expression, en sorte que les mêmes mots sont pour les uns & pour les autres sans nulle distinction : *De convenienti Clausurâ & de ipsis Monialibus includendis, quamprimum procurare poterunt, Episcopi & Abbates providere procurent.*

ces Monasteres ou par les amônes qu'ils pourront leur procurer : mais cette Ordonnance ne regarde que les soins de faire clore ces Monasteres ; elle n'établit pas ceux qui en sont les Supérieurs, les Juges des causes legitimes pour lesquelles on pourroit permettre aux Religieuses de sortir de cette Clôture.

Troisième Partie.
Raisons de M.
les Evêques avec
les Réponses.

RÉPONSE.

MÉMOIRE.

5. Cette observation est tout-à-fait inutile, parce que l'intention du Pape Boniface VIII. n'ayant été que de donner des Supérieurs aux Monasteres qui n'en avoient point sur les lieux pour veiller au maintien de la Clôture, il n'a rien voulu changer dans ceux qui dépendoient des Supérieurs Reguliers, quoique d'ailleurs ces Supérieurs-là fussent sujets aux Ordinaires. C'est la disposition de la Decretale *Periculoso* : *Abbates & alii tam exempti quam non exempti Prælati Monasteriorum quorumcunque, in Monasteriis hujusmodi sibi subjectis* : & c'est aussi l'intention du Concile de Trente & sa disposition au 9^e

Il faut observer que cet ordre de faire établir la Clôture dans les Monasteres qui n'en ont point, est également donné aux Supérieurs exempts & non exempts, Abbates & alii tam exempti, quam non exempti Prælati. Les Abbez de Cîteaux & les autres Reguliers ne peuvent donc pretendre en execution de ce Decret, que le pouvoir qui est accordé aux Supérieurs des Monasteres soumis à la jurisdiction des Evêques à l'égard desquels on ne peut douter que l'examen des causes qui peuvent excuser la sortie des Religieuses, ne soit donné aux Evêques.

Chapitre de la 25^e Session, où soumettant au gouvernement des Evêques comme Délégués du Saint Siege, les Monasteres qui en dépendent immédiatement, il declare & ordonne que ceux qui

Troisième Partie.
Raisons de M. M.
les Evêques avec
les Réponses.

sont en Corps d'Ordres où qui ont des Superieurs Regulariers, seront laissez & demeureront sous leur conduite : *Quæ verò à Deputatis in Capitulis Generalibus vel ab aliis Regularibus reguntur, sub eorum curâ & custodiâ relinquuntur.*

Un Superieur Regularier peut estre d'ailleurs sujet à l'Ordinaire à l'égard de son Monastere, & ne pas dépendre de luy pour raison d'autres Monasteres qui sont soumis au sien : & cela se voit clairement dans ceux qui sont de differens Dioceses : Par exemple, l'Abbaye de Moustier-Saint-Jean estoit sujette à l'Evêque de Langres, & avoit sous soy des Abbayes de filles situées dans le Diocese d'Autun qui ne dépendoient ni de l'Evêque de Langres ni de celuy d'Autun : la Commende a rendu cette discipline peu connue.

M E M O I R E.

R E P O N S E.

Il est certain que le Concile de Trente a étendu sur tous les Monasteres sans exception de ceux de l'Ordre de Cisteaux & des autres Ordres, l'inspection des Evêques expliquée dans ce Decret, & qu'il la confirme en ce sens in omnibus Monasteriis. Ce Concile après avoir expliqué par quelle autorité les Evêques exerceront ce ministère, ordonne qu'il n'y a ni concession ni privilege qui puisse en excepter aucun Monastere, Indultis quibuscunque & Privilegiis nonobstantibus.

privileges fussent conservez & demeurassent en leur entier, Chap. 20. Sess. 25. *Præfatorum Ordinum privilegia & facultates quæ ipsorum personas, jura & loca concernunt, firma sint & illæsa.* Et quand il a dit Chap. 5. in omnibus Monasteriis, il n'a entendu parler que de tous les Monasteres sujets au Saint Siege, comme avoit fait la Decretale *Periculofo*.

6. Le Concile de Trente doit estre expliqué comme on a fait la Decretale *Periculofo* ; d'autant que l'un & l'autre ayant voulu déroger pour ce qui regarde la Clôture, aux Exemptions des Monasteres qui dépendent immédiatement du Saint Siege ; il a esté necessaire de specifier que cela se faisoit nonobstant leurs Privileges ; mais cette clause ou dérogation ne regarde que ces Monasteres-là, & nullement ceux qui sont sous des Congregations dont le Concile principalement a déclaré qu'il vouloit que les Pri-

RÉPONSE

7. Les Papes qui ont ordonné l'exécution de la Constitution *Periculoso*, & des Decrets du Concile de Trente, ont parlé en faveur des Reguliers, puisqu'ils ont ces Reglemens les maintiennent, & confirment dans leurs Privileges.

Pour ce qui est des deux Bulles du Pape Pie V. de 1566. & 1570. comme elles n'ont jamais été reçues ni exécutées en France, elles n'y sont pas aussi regardées comme Loix & Constitutions Canoniques. D'ailleurs elles ne sont pas si avantageuses à MM. les Evêques qu'ils se le sont imaginé.

La première fait divers Reglemens pour certaines Religieuses qu'elle nomme *Mulieræ quæ Tertianæ seu de pœnitentiâ dicuntur, cujuscunque fuerint Ordinis, in Congregatione viventes*, dont la profession estoit de sortir pour aller à la quête; & elle ordonne que la Clôture sera exactement gardée dans tous les Monasteres de Religieuses de quelque Ordre que ce soit, conformément à la Constitution du Pape Boniface VIII. approuvée & renouvelée dans le Concile de Trente, *juxta formam Constitutionis Bonifacii Octavi quæ incipit Periculoso, in sacro Concilio Tridentino approbatam & innovatam.*

S'il restoit quelque doute sur cette matiere, il seroit entièrement levé par les Bulles des Papes qui ont ordonné l'exécution de ces Decrets. Pie V. dans la Bulle du 28. May 1566. ordonne dans le même sens, l'exécution du Decret du Concile de Trente & de la Decretale *Periculoso*, & declare que les Religieuses de quelque Ordre & Religion qu'elles soient, sont tenues de s'y conformer, même celles de l'Ordre de Jerusalem. Ce Pape explique dans la même Bulle que cette inspection des Evêques établie par ces Decrets sur la Clôture des Monasteres exempts & sur la sortie des Religieuses, ne peut être tirée à conséquence en autres choses dans ce qui concerne leur exemption: ce qui confirme que ces Decrets ne regardent pas seulement les Monasteres qui se disoient immediats au Saint Siege, parce que ces Monasteres ont été remis par ce Concile même sous l'entière jurisdiction des Evêques, s'ils negligeoient de se mettre en Congregation.

Troisième Partie.
Raisons de MM.
les Evêques avec
les Réponses.

Elle veut encore que s'il se rencontre quelques Religieuses qui refusent d'observer ce Reglement, les Ordinaires des lieux se joignent aux Superieurs de ces Religieuses-là pour les y contraindre, *Ordinarii unâ cum Superioribus earum compellant rebelles.*

Et enfin elle ordonne aux Evêques de faire publier par tout, son Reglement & de procurer avec les Superieurs des Monasteres, qu'il soit exactement observé ; pourquoy le Pape prie aussi les Princes & tous les Magistrats de leur donner leur assistance.

Ce Pape ne dit pas un mot du droit de permettre les sorties de la Clôture ni d'en examiner les causes ni à qui il appartient : les Reguliers sçavent bien que s'ils avoient des Religieuses qui refusassent d'accepter la Clôture, ils pourroient s'adresser aux Ordinaires pour leur aider à les y contraindre, & pareillement au bras seculier sans déroger à leurs Privileges.

MEMOIRE.

R E' P O N S E.

Ce même Pape pour ne laisser aucune apparence de difficulté, fit publier une autre Bulle en 1570. dans laquelle il declare en termes formels que cette discipline est aussi pour les Monasteres de l'Ordre de Cîteaux, des Chartreux & les autres les plus privilegiez, & que les Religieuses de ces Monasteres quoiqu'ils soient exempts de la Jurisdiction des Evêques, ne peuvent en sortir sans causes qui soient jugées legitimes non seulement par les Superieurs de l'Ordre, mais encore par l'Ordinaire des lieux qui en donnera sa permission par écrit.

8. La seconde Bulle du même Pape Pie V. dit encore moins que la premiere en faveur de MM. les Evêques, c'est une pure prevention qu'ils ont qu'elle leur est avantageuse.

Elle veut uniquement ôter aux Religieuses les pretextes de sortir de leurs Monasteres, en reduisant à trois cas seulement ceux dans lesquels on leur pourra permettre cette sortie, sçavoir l'incendie entier du Monastere, la lepre & la peste ; outre lesquels le Pape ne veut pas qu'en quelque autre occasion & sous quelque pretexte que ce soit, quand même elles seroient Princeesses du Sang, el-

les puissent sortir sous peine d'excommunication, de privation de dignitez & de tous Benefices. & d'inhabilité à en avoir à l'ave-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 411

sur, encouruë de fait tant par elles que par les Superieurs qui leur auront donné la permission, & par les Personnes qui les accompagneront & qui les logeront.

*Troisième Partie.
Raisons de MM.
les Evêques avec
les Réponses.*

Et pour faire encore que l'un des deux cas de maladie ainsi déterminez soit valable & legitime, le Pape ordonne qu'il sera certifié par l'Evêque ou Ordinaire du lieu, outre l'attestation qu'en aura donné le Supérieur.

C'est donc là tout l'avantage que peuvent tirer MM. les Evêques de cette Bulle, de certifier à une Religieuse qui voudra sortir de son Monastere, qu'elle a ou la lepre ou la peste; mais ils n'ont pas le pouvoir d'en donner la permission, si elle n'est de leur dépendance, le Pape supposant que c'est le Supérieur qui la donne.

9. Les termes de cette Bulle sont trop remarquables pour n'être pas inserez icy. *Volumus, sancimus & Ordinamus nulli Abbatisarum, Priorissarum aliarumve Monialium quorumcumque Ordinum, Statuum, conditionum ac præeminentiarum existentium, etiam à regiâ vel illustri prosapia ortarum, de cætero etiam infirmitatis seu aliorum Monasteriorum etiam eis subjeutorum, aut domorum, parentum aliorumve consanguineorum visitandorum, aliave occasione & prætextu, nisi ex causâ magni incendii vel infirmitatis lepræ aut epidimie, quæ tamen infirmitas præter alios Superiores quibus cura Monasteriorum incumberet, etiam per Episcopum seu alium loci Ordinarium cognita & expressè in scriptis approbata sit, à Monasteriis præfatis exire, sed nec in prædictis casibus extrâ illa nisi ad necessarium tempus stare licere: Aliter autem quàm ut præfertur egredientes seu licentiam exeundi quomodocumque concedentes, necnon comitantes ac illarum receptorices personas excommunicationis majoris lætæ sententiæ vinculo statim eo ipso absque aliâ declaratione subiacere, à quo præterquàm à Romano Pontifice nisi in mortis articulo absolvi nequeant: & insuper tam egressas quàm præidentes & alios Superiores prædictos eis licentiam hujusmodi concedentes, dignitatibus, officiis & administrationibus per eas & eos tunc obtentis Privamus, & illas & illos ad obtenta & alia in posterum obtinenda inhabiles, & ità per quoscumque judices &c. Il oblige ensuite les Evêques de faire publier & observer par tout ce Règlement.*

On s'est beaucoup étendu sur cette Bulle, parce qu'il est im-

*Troisième Partie.
Raisons de MM.
les Evêques avec
les Réponses.*

portant d'en sçavoir le contenu & ce à quoy elle oblige : C'est d'ailleurs le principal fondement de la pretention de MM. les Evêques, quoique dans le fond comme on a déjà dit, elle ne leur donne que le simple pouvoir de certifier la verité de l'une des deux maladies qui permettent à une Religieuse de sortir de son Monastere, *causâ infirmitatis lepræ vel epidimie* : car pour le droit d'en donner la permission, le Pape suppose & même dit assez clairement qu'il appartient à celui qui en est le Superieur, *alios Superiores eis licentiam hujusmodi concedentes*.

Les peines dont la Bulle menace, meritent bien que ceux qui soutiennent qu'elle est reçûe en France & qu'elle y doit estre executée, y fassent une serieuse reflexion : Cependant quoy que disent MM. les Evêques, on est persuadé qu'ils ne le croient pas eux-mêmes, & qu'ils ne font cette objection aux Reguliers, que parce qu'ils n'ont pas de bonnes preuves & d'autre fondement de leur pretention : car enfin, verroit-on si souvent tant de Religieuses sortir sur leurs permissions, que l'on sçait fort bien n'avoir ni la lepre ni la peste, & que leurs Monasteres n'ont pas esté brûlez ; ils craindroient sans doute si la Bulle avoit son execution, de tomber dans l'excommunication, dans la privation de leurs dignitez & dans l'incapacité à posseder des Benefices.

M E M O I R E.

R E P O N S E.

*Barbosa de Offic.
& pontif. Episc. alleg.
101. n. 28. pag. 344.
Zerola in Praxi Epi-
sc. 4. in verbo Me-
niales, p. 324.*

Sur ces fondemens la Congregation établie pour l'interpretation des Decrets de ce Concile, a décidé en faveur des Evêques, autant de fois que la question s'est présentée, que ce Decret comprend generalement tous les Monasteres exempts & non exempts sans aucune exception.

& décident en ces Pais-là, suivant les Reglemens contenus dans les Bulles, comme on le fait en France par les Ordonnances & selon les Coutumes : mais cela suppose la reception des Bulles qui reglent leur Police.

10. Il est vray que sur ces fondemens, c'est-à-dire que supposant la Bulle que l'on vient d'expliquer du Pape Pie V. non seulement les Congregations de Rome, mais aussi la pluspart des Docteurs Ultramontains ont décidé que pour la sortie des Religieuses, il faut que la cause en soit approuvée par l'Evêque ; parce qu'ils jugent

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 413

Pour convaincre de cette verité, il n'y a qu'à rapporter icy l'endroit que citent MM. les Evêques, de Barbosa en son *Traité de Officio & potestate Episcopi*, alleg. 102. num. 28. où il se propose la question de sçavoir qui doit donner aux Religieuses la permission de sortir de leur Clôture ; voicy sa réponse. *Respondet Concil. D. Cap. 5. ab Episcopo approbandam esse causam ; cujus Decreti verba intelligenda esse inquit Navar. ut approbatio requiratur Episcopalis, quando exire volunt à Monasteriis Episcopo subjectis, vel ità exemptis quòd soli Papæ immediatè subsint ; NON AUTEM de aliis exemptis & Regularibus suppositis, in quibus satisficit scientia Superioris Ordinis.* C'est ce que nous avons dit en faveur des Reguliers.

Troisième Partie.
Raisons de MM.
les Evêques avec
les Réponses.

Il cite un grand nombre d'Auteurs qui sont de ce même sentiment, que la permission du Superieur Regulier est seule suffisante, Bonacina, Suarez, Miranda, Lezana, Tamburinius & plusieurs autres, ajoutant que suivant le dire de quelques-uns, c'est l'usage d'Espagne ; & enfin il conclut ainsi, *Verum ab illorum opinione discedere cogor propter expressa verba prædictæ Constit. Pii V. de anno 1570. sic disponentis, quæ tamen infirmitas &c.* il rapporte là les termes de la Bulle : de sorte qu'il n'y a précisément que cette Bulle qui le fasse pencher pour l'opinion contraire.

Voicy encore comment Bonacina s'explique dans son *Traité de Clausurâ quæst. 1. num. 8.* après avoir parlé de la Bulle du Pape Pie V. *Hoc tamen intelligendum est ubi prædictus Pii V. motus usu receptus est ; alicubi enim usu receptus non est : & consequenter in Monasteriis exemptis non est necessaria in iis locis Episcopi licentia, sed sufficit facultas Generalis aut Provincialis aut Superioris Monasterii jurisdictionem quasi Episcopalem habentis.* Tamburinius dit à peu près la même chose, *Disp. 20. quæst. 5. num. 11.*

Ainsi donc suivant le sentiment de tous ces Docteurs, par la Decretale *Periculofo*, le Concile de Trente & les autres Reglemens, la permission de sortir des Monasteres ne doit estre donnée aux Religieuses que par leurs Superieurs Reguliers, quoique dans les Pais où la Bulle de Pie V. est en usage, il faille que l'Evêque en approuve les causes : mais cela ne regarde pas la France où cette Bulle n'est & ne peut estre executée.

Troisième Partie.
Raisons de MM.
les Evêques avec
les Réponses.

MEMOIRE.

Les Reguliers diront que les Decrets du Concile de Trente qui concernent la discipline, & les Bulles des Papes qui en ordonnent l'exécution, ne sont pas reçus en France : c'est leur réponse ordinaire aux Decrets de ce Concile & aux Bulles des Papes qui ont réformé les abus de leurs exemptions prétendues.

Il y a lieu de s'étonner que ceux qui font une profession particulière d'obéir au Saint-Siège & à ses Decrets, osent contester ce qu'il a jugé absolument nécessaire pour la police de l'Eglise & le maintien de la discipline dans les Monastères : mais d'ailleurs les Decrets du Concile de Trente sont & ont toujours été très-respectez en France dans les matieres de la nature de celle-cy qui ne font aucun préjudice à l'autorité du Roy, & qui ne blessent pas les libertez de l'Eglise Gallicane. Ce Decret n'est que le rétablissement du Droit commun dans un Point où les Reguliers ont d'autant moins de raison de s'y opposer, qu'ils ne peuvent justifier que par aucun Privilege reçu & approuvé dans le Royaume, ils aient été soustraits à cet égard à la juridiction des Ordinaires.

RÉPONSE.

11. Les Reguliers ont beaucoup de respect & de soumission pour tout ce qui vient du Saint-Siège, mais en France ils ne peuvent pas se dispenser d'obéir au Roy & de se conformer aux Loix & à la Police du Royaume qui ne permettent pas d'exécuter les Bulles & ce qui vient de Rome, qu'elles n'aient été examinées & autorisées. Le Concile de Trente étant aussi favorable qu'on a montré qu'il l'est pour leurs Privileges, pourquoy voudroient-ils contester ce qu'il a réglé pour la Discipline de l'Eglise, qui se trouve conforme aux Usages & aux Ordonnances du Royaume?

Il est surprenant qu'après toutes les preuves qu'on a données de l'exemption parfaite & entière des Ordres Reguliers, & sur tout de celui de Cîteaux, dans la première & la seconde Partie de cette Réponse, on suppose encore dans le Memoire que les Reguliers ne peuvent justifier par aucun Privilege reçu & approuvé dans le Royaume, qu'ils aient été soustraits à cet égard, à la juridiction des Ordinaires.

L'Exemption originale & générale du consentement même des Evêques sans aucune réserve, la Constitution Pericu-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 415

loso si bien autorisée, le Concile de Trente si souvent rebatu, la Bulle d'Innocent VIII. revêtuë de Lettres Patentes, l'Ordonnance de Blois, l'Edit de 1695. interpreté par la Declaration de 1696. & tant d'autres, avec un usage constant & uniforme pendant cinq à six siècles, ne sont-ce pas autant de Titres incontestables? & MM. les Evêques n'en ont pas un seul qui puisse y estre appliqué.

*Troisième Partie.
Raisons de MM.
les Evêques avec
les Réponses.*

R E P O N S E.

12. Les Cahiers presentez au Roy Charles IX. n'avoient fait que copier mot à mot le Concile de Trente sur le fait de la Clôture pour ce qui regarde les Monasteres de Religieuses qui sont soumis aux Evêques comme Ordinaires ou Délégués du Saint-Siege, sans parler de ceux qui sont exempts & sous des Congregations : on demandoit l'exécution de la Decretale *Periculoso*, & cela fut accordé : mais sans toucher aux Privileges des Ordres Regulièrs : & quand il y auroit eu quelque chose de contraire, il en faudroit toujours venir à la dernière Loy qui est l'Ordonnance de Blois si favorable aux Regulièrs.

presidé à cette Assemblée avec le Cardinal de Bourbon ; Ce Cahier a esté confirmé par Lettres Patentes du 22. Janvier 1574. qui expliquent le sujet de cette Assemblée & l'approbation des articles qu'elle a dressez.

M E M O I R E.

Quoiqu'il n'y ait point en dans les Tribunaux du Royaume, de publication solennelle du Concile de Trente, on peut dire que la disposition de ce Decret y est devenue une loy par des dispositions semblables des Conciles & des Ordonnances : il n'y a point de matiere sur laquelle l'Eglise de France se soit expliquée plus de fois & en termes plus exprés. L'article 28. du Cahier presenté au Roy Charles IX. par les Cardinaux, Archevêques, Evêques & autres Ecclesiastiques convoquez par ce Prince en 1573. pour aviser aux moyens de rétablir la discipline de l'Eglise, y est précis : Le Cardinal de Lorraine qui a assisté au Concile de Trente, a

*Mem. du Clergé
tom. 5. p. 301.*

R E P O N S E.

13. Ces Decrets de Conciles par-

M E M O I R E.

Il y a des Decrets sembla-

*Troisième Partie.
Raisons de MM.
les Evêques avec
les Réponses.*

bles dans la plupart des Conciles qui ont esté tenus dans le Royaume depuis le Concile de Trente ; celui de Bordeaux en 1583. revû & approuvé de la Congregation du Concile & confirmé par le Pape Sixte V. Titre de Monialibus, particulièrement dans le S. Curent Episcopi : celui de Narbonne en 1609. C. 33. de Abbatibus Reg. & Monial. particulièrement dans le S. Quæcunque & le S. Hortatur, & plusieurs autres. Le fameux Reglement des Regulariers dressé par l'Assemblée generale du Clergé tenuë en 1625. & confirmé par celles de 1635. & de 1645. y est conforme.

effet : n'étant fameux que par le grand nombre des efforts qu'on a fait si souvent & toujours inutilement, pour les faire autoriser par les Papes & par les Rois, toutes les Puissances ayant refusé de le faire, ne trouvant ni juste ni raisonnable de laisser Juge dans sa propre cause cette Assemblée qui n'est composée que de MM. les Evêques qu'on sçait ne pouvoir pas estre favorables aux Exempts, par la prevention qu'ils ont contre eux & par leur propre interest.

ticuliers n'ont fait aussi que copier le Reglement du Concile de Trente & d'en ordonner l'exécution & de la Decretale *Periculoso* ; & par conséquent ils doivent avoir la même explication. Que s'ils avoient fait quelque chose de contraire, ce seroit un attentat qui n'auroit pas de force, l'inférieur n'ayant nul pouvoir contre la loy du Supérieur ; & de plus, la Police du Royaume établie par l'Ordonnance de Blois & par l'usage, étant toute différente, on ne pourroit pas les executer.

Il faut dire la même chose des Actes de l'Assemblée du Clergé, faits en 1625. & tant de fois renouvellez sans aucun

M É M O I R E.

Cette discipline a esté confirmée par plusieurs Ordonnances & par un grand nombre d'Arrests.

Avant ce Decret du Concile de Trente, l'Ordonnance d'Orleans Art. 11. avoit soumis aux Evêques tous ces Mona-

R É P O N S E.

14. Il n'y a eu ni Ordonnance ni Arrest valable & qui puisse faire Reglement, qui ait confirmé cette Discipline, de la maniere que MM. les Evêques l'expliquent en ce Memoire.

L'Ordonnance d'Orleans donnée en 1560. dans des temps très

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 417

tres-facheux , avoit à la verité soumis tous les Monasteres à la visite des Evêques ; mais elle n'a point eu d'exécution , & n'est point observée pour les Reglemens qui regardent l'Eglise ; elle privoit le Roy de ses Nominations aux Evêchez & aux autres Benefices ; encore ne faisoit-elle aucune mention de la Clôture des Religieuses. Si ce Point faisoit partie de la visite , il ne peut plus appartenir aux Ordinaires , leur pretention sur la visite leur ayant esté ostée.

L'Ordonnance de Blois qui est venue depuis en 1579. & qui s'est conformée au Decret du Concile de Trente , l'a expliqué d'une maniere à ne laisser aucun doute. On en a rapporté en la seconde Partie de cette Réponse la disposition toute entiere de l'Article 31. qui y distingue les droits des Evêques & des Superieurs sur la Clôture , en conservant à chacun celui qui luy appartient.

L'explication que l'on donne icy à cette disposition pour en détourner le veritable sens , est tout-à-fait violente , puisque le nom du *Superieur* ne peut convenir qu'au *Superieur Regulier* & de l'Ordre dont est le Monastere.

15. Car de dire comme on fait , que l'Ordonnance a entendu sous ce nom , l'Ordinaire du

steres pour la visite & correction , ce qui comprend sans doute la Clôture & les causes legitimes de la sortie. Celle de Blois est plus expliquée : Cette Ordonnance Art. 31. contient une disposition précise sur la Clôture , & des défenses expresses aux Religieuses de sortir de leurs Monasteres , sous quelque couleur que ce soit , si ce n'est pour cause legitime qui soit approuvée de l'Evêque ou Superieur , & ce nonobstant toutes dispenses ou privileges au contraire.

Il est vray que les Reguliers ont pretendu que suivant cette Ordonnance , l'inspection sur la sortie des Monasteres dont ils ont la direction , est donnée aux Superieurs de l'Ordre , parce qu'il y a dans cet Article , qui soit approuvé de l'Evêque ou Superieur.

Mais si l'on fait attention aux circonstances dans lesquelles cette Ordonnance a esté dressée , & aux motifs qui ont obligé de la publier , on sera persuadé que ce Superieur qui doit approuver les causes de la sortie des Religieuses , n'est pas le Superieur Regulier qui a la conduite du Monastere , mais les Superieurs qui jouissent des droits Episcopaux dans le territoire où le Monastere est situé.

Deux considerations confirment cette explication. 1. On

Ggg

Memoire de M. M. les Evêques touchant la Clôture des Religieuses , avec les Réponses.

*Memoire de MM.
les Evêques tou-
chant la Clôture
des Religieuses,
avec les Réponses.*

sçait que par cet Article de l'Ordonnance on a voulu se conformer à la discipline du Concile de Trente qui ne donne pas ce pouvoir aux Reguliers. 2. La Bulle de Pie V. sur cette matiere publiée dix ans avant cette Ordonnance, contient une disposition semblable à laquelle il paroist que l'on a voulu se conformer : Per Episcopum seu alium loci Ordinarium dans cette Bulle, ne signifie pas les Superieurs des Ordres qui ont la direction de ces Monasteres.

Territoire où est situé le Monastere & qui n'est pas Evêque, cela repugne au commencement de l'article même qui est adressé aux Archevêques, Evêques & autres Superieurs des Monasteres de Religieuses.

D'ailleurs, cet Ordinaire du Territoire ne peut estre dit en aucune maniere Superieur de ces Monasteres qui sont exempts; & quoiqu'on suppose qu'il jouit des droits Episcopaux, n'étant pas Evêque, il n'a pas même la juridiction deleguée du Saint Siege, que le Concile n'a com-

mise qu'à ceux qui sont veritablement Evêques, pour le regard de la Clôture des Monasteres dépendans immédiatement du Pape, & non pas à ceux qui n'ont que les droits Episcopaux.

16. Les termes de la Bulle du Pape Pie V. *per Episcopum vel alium loci Ordinarium*, ne confirment en rien la pensée de MM. les Evêques, parce que l'Ordinaire du lieu en cet endroit, n'est député que pour certifier la verité d'une maladie & pour en dresser procès verbal comme pourroit faire un Juge laïc, mais ce n'est pas en qualité de Superieur du Monastere; au contraire il est dit que cette certification se fera outre celle que pourront faire les Superieurs des Monasteres, *præter alios Superiores.*

MEMOIRE.

REPONSE.

17. *L'Arrest du Conseil Privé du 26. Aoust 1653. contre les Religieuses de Sainte-Claire de la Reformation de Sainte-Colette établies en la Ville du Puy, qui faisoient refus de reconnoître la juridiction de M. l'Evêque du Puy dans ce qui peut concerner la Clôture de ce Mo-*

Les deux Arrêts qu'on cite ne sont pas d'une grande consideration & ne peuvent estre tirez à consequence, l'un & l'autre n'étant rendus que contre des Religieuses de l'Ordre de Sainte-Claire dont les Privileges ne sont pas de la même force & de la même étendue.

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 419

que ceux de l'Ordre de Cîteaux; encore supposent-ils que les Evêques qui les ont obtenus, estoient en possession même de visiter ces deux Monasteres, rapportant les Procès verbaux de visite qui sont spécifiés dans le Vû des Pieces de ces deux Arrêts, dont le second n'est rendu que sur Requête.

Peut-on opposer des Arrêts de cette qualité rendus sans défense suffisante, aux trois qu'on a cy-devant expliqués du Conseil d'Etat Privé, du Grand Conseil & du Parlement de Provence, contradictoirement rendus & après une si exacte connoissance de cause pendant plusieurs Audiences?

R E P O N S E.

18. Un Arrêt tel qu'est celui du Grand Conseil rendu après douze Audiences, ne peut guere estre dit *surpris*, ce Tribunal s'estant conformé par cet Arrêt, à l'Ordonnance de Blois qui regit tout le Royaume, aux saints Decrets & Constitutions Canoniques & à l'Usage. Si l'Article 19. de l'Edit de 1695. sembloit luy estre contraire, la Declaration du Roy de 1696. qui l'a interpreté, doit convaincre que le Grand Conseil avoit bien jugé, & les Arrêts du Parlement de Provence en 1699. & du Conseil d'Etat Privé de Sa Majesté en 1701. confirment en ce sentiment.

Mais MM. les Evêques pre-

nastere : Celuy du 16. Septembre 1670. rendu sur pareille contestation en faveur de M. l'Evêque de Sisteron, & plusieurs autres tant des Conseils du Roy que de differens Parlemens, prouvent que c'est la Jurisprudence ordinaire du Royaume.

Memoire de MM. les Evêques touchant la Clôture des Religieuses, avec les Réponses.

M E M O I R E.

Les Reguliers ayant surpris quelques Arrêts contraires dans les Tribunaux où ces Ordonnances n'estoient pas également observées, le Roy pour en rendre l'exécution uniforme dans toutes les Cours, a bien voulu en renouveler la disposition dans l'Article 19. de l'Edit du mois d'Avril 1695. concernant la Jurisdiction Ecclesiastique, en des termes si précis, qu'ils ne laissent aucun pretexte de contestation : mais les Reguliers ont entrepris d'en éluder l'exécution sous le pretexte d'une clause qui se trouve dans la Declaration du 29. Mars 1696. par laquelle pour terminer les differends que l'interpretation

*Memoire de MM.
les Evêques tou-
chant la Clôture
des Religieuses,
avec les Réponses.*

donnée par quelques personnes à l'Art. 18. du même Edit, avoit fait naître en certains Diocèses, Sa Majesté veut & ordonne que cet Edit & en particulier l'Art. 18. soit executé sans préjudice des Droits, Privileges & Exemptions des Monasteres & de ceux qui sont sous des Congregations, que Sa Majesté entend avoir lieu ainsi qu'ils l'ont eu & dû avoir jusqu'à present.

Les Reguliers pretendent que par cette clause Sa Majesté a derogé à l'Art. 19. de cet Edit, & qu'à l'égard de l'approbation des causes legitimes de la sortie des Religieuses, ils ont esté remis en l'état où ils estoient à la faveur des Arrests qu'ils avoient surpris avant le mois d'Avril 1695. Si contraires que puissent estre ces pretentions des Reguliers aux intentions du Roy expliquées dans sa Declaration même du 29. Mars, il y a des Cours qui leur sont favorables.

L'interpretation de l'Art. 18. de l'Edit de 1695. condamnée par cette Declaration, portoit la jurisdiction des Evêques sur les exempts beaucoup au-delà de ce qui en a esté réglé par le Concile de Trente : la Cour de Rome parut s'interessier dans cette lezion apparente des exempts. Le Roy ayant esté averti que

tendent que l'interpretation si claire & si décisive n'est pas tombée sur cet Article, & qu'elle l'a laissé en toute sa force.

19. Quatre Considerations convainquent du contraire.

La premiere, parce que la Declaration porte expressément que l'Edit c'est-à-dire tous les Articles qui le composent, & en particulier le 18^e sera executé sans préjudice des Droits, Privileges & Exemptions des Monasteres qui sont en Congregations, que Sa Majesté entend avoir lieu en la maniere qu'ils l'ont eu jusqu'à present. Or l'Article 19. est compris dans l'Edit & en fait partie, & il n'est pas à croire ni à présumer que Sa Majesté ait voulu maintenir les Reguliers dans leurs Privileges nonobstant son Edit, & que par le 19^e Art. de ce même Edit, elle ait voulu y déroger & préjudicier.

La seconde consideration est que l'Art. 18^e sur lequel on convient qu'est principalement tombée l'interpretation, comprenoit en substance l'Article 19. parce qu'il donnoit à MM. les Evêques la Visite des Monasteres de Religieuses qui selon eux enferme l'inspection sur la Clôture, & même expressément il leur donnoit cette inspection de sorte que l'Article 19. ne faisoit qu'en marquer

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 421.

l'usage & l'exercice : & par conséquent si l'Article 18^e est osté, le 19^e ne peut plus subsister.

La troisième considération est que par l'Article 19. Sa Majesté n'entend rien disposer sur ce qui y est contenu, que conformément & en execution des saints Decrets & des Constitutions Canoniques : On a vû ce qu'elles prescrivent & qu'elles sont le fondement du droit qu'ont les Reguliers sur la Clôture des Monasteres de leur dépendance : c'est-à-dire leur Exemption donnée & confirmée d'autorité Apostolique & autorisée par les Loix du Royaume, la Decretale *Periculoso* approuvée par le Concile de Basle, & renouvelée par celui de Trente, & tant d'autres.

Enfin, il y auroit une contradiction manifeste dans la disposition que Sa Majesté a faite, en ce que d'un costé elle auroit osté à MM. les Evêques l'inspection qu'elle leur avoit donnée par l'Article 18^e de son Edit sur la Clôture des Religieuses qui sont exemptes de leur juridiction ; & que par la même disposition elle leur auroit laissé dans l'Article 19^e cette même inspection.

Ils n'ont pas sujet de se prévaloir de l'usage & de la pratique d'Italie, puisque ce sont les Superieurs Reguliers qui prennent tout le soin de la Clôture dans les Monasteres qui sont demeurés dans leur dépendance, & que les Evêques ne se mêlent que de ceux qui leur sont soumis : Et quand cela se feroit autrement, ce ne seroit qu'en vertu des Bulles particulieres qui reglent le Gouvernement, & qui ne sont pas reçues en France.

ces divisions n'avoient d'autre fondement que l'interpretation contraire à ses intentions, estimant nécessaire de déclarer que sa volonté estoit que le Clergé Seculier & Regulier demeurast dans les bornes qui sont prescrites par les saints Canons. Voilà le motif & l'occasion de la Declaration du 29. Mars 1696. qui semblent persuader que Sa Majesté n'a pas voulu déroger au Reglement contenu dans l'Article 19. de l'Edit de 1675. sur l'approbation des causes legitimes de la sortie des Religieuses de leurs Monasteres, d'autant plus que ce Reglement est conforme aux Decrets du Concile de Trente, aux Bulles des Papes qui en ont ordonné l'execution & à la pratique même des Eglises d'Italie.

Memoire de MM. les Evêques touchant la Clôture des Religieuses, avec les Réponses.

*Memoire de MM.
les Evêques tou-
chant la Clôture
des Religieuses,
avec les Réponses.*

MEMOIRE.

Ce Reglement est une suite de l'inspection sur la Clôture de ces Monasteres qui est donnée aux Evêques en France comme à Rome. Un sçavant Jurisconsulte chargé par un grand Ministre de faire un Recueil des Maximes du Droit Ecclesiastique de France, rapporte avec fondement, comme une des principales maximes, que les Monasteres des Moniales soumis aux Chefs d'Ordres, sont sujets à la visite des Evêques quant à la Clôture, ce sont ces termes. Un Evêque veillera

inutilement à ce que les murs du Monastere soient bons & que les portes en ferment bien ; Si l'on permet aux Religieuses sans causes legitimes d'en sortir, & si les Loix Civiles & Canoniques ne s'en rapportent pas entierement aux Superieurs Regulièrs pour ce qui regarde la Clôture du Monastere, les mêmes raisons persuadent que c'est leur esprit d'apporter les mêmes précautions sur l'approbation des causes legitimes de la sortie des Religieuses.

MEMOIRE.

On ajoutera que la conduite de ces Monasteres est entierement confiée aux Regulièrs pour ce qui ne concerne que la discipline interieure & Monastique, mais dans les choses qui regardent la Police exterieure, & qui peuvent interesser la discipline & le bon Ordre du Diocese, comme sont la disposi-

RÉPONSE.

20. Le Jurisconsulte que l'on cite & qui estoit autrefois le Conseil & l'Avocat du Clergé & de MM. les Evêques, sçavoit leur pretention, & il en jugeoit par les Reglemens qu'ils avoient faits en leur Assemblée de 1625. mais il n'avoit pas examiné les saints Decrets & les Constitutions Canoniques : & s'il n'a entendu parler que de l'Usage, il en estoit mal informé, le contraire de ce qu'il dit, estant de notorieté publique.

RÉPONSE.

21. C'est une supposition & non pas un principe general, que la Clôture exterieure est du droit de MM. les Evêques, cela n'estant vray qu'au regard des Monasteres qui dépendent d'eux ou du Saint Siege immédiatement, sur lesquels l'autorité Apostolique leur est déléguée : car à quel titre l'au-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 423

roient-ils sur les autres, vû que cette Clôture extérieure est une partie du Monastere qui est entièrement exempt de leur juridiction ? Ils ne peuvent pas le nier après estre convenus que tout ce qui regarde la Clôture, est renfermé dans le pouvoir de visiter qui constamment appartient aux Superieurs Reguliars. Et on le peut encore confirmer parce que pour le donner aux Ordinaires sur les Monasteres immediatement soumis au Saint Siege, il a fallu en faire une derogation telle qu'on l'a vûe dans la Constitution *Periculoso* & dans le Concile de Trente : *Nonobstantibus Privilegiis & Indultis quibuscunque : Per hoc autem in Monasteriis exemptis &c.*

Ainsi les Parloirs, les Grilles, les murs & les portes sont des appartenances du Monastere ; s'il y avoit quelque chose à reprendre & qui parût au dehors contre la bienséance, l'Evêque en pourroit avertir le Superieur pour y apporter le remede necessaire.

Enfin, tout ce qui regarde la Clôture & le Monastere, est de la Discipline Regularie & Monastique, même la sortie des Religieuses qui n'interesse pas plus MM. les Evêques, que la sortie & l'entrée des Religieux, même des Personnes seculieres qui viennent dans leurs Dioceses & qui en sortent ; tellement que les Religieuses exemptes qui y sont, demeurent toujours sujettes à leurs Superieurs Reguliars, auxquels en quelque lieu qu'elles se trouvent, elles doivent obéissance.

Voilà à quoy se termine le premier Memoire de MM. les Evêques, il suppose tout, il ne donne aucune raison solide, passe sur les difficultez, & toutes les preuves qu'il rapporte, ou sont équivoques, ou ne prouvent rien, sinon que jusqu'au temps de Charles-Magne & avant qu'il y eût des Ordres Reguliars & des Monasteres unis en Congregation, une partie de ceux de Religieuses dépendoit des Evêques Diocesains & n'avoit pas d'autres Superieurs.

tion des Parloirs & des Grilles, l'état des portes & des murs de Clôture, on a toujours estimé que l'Evêque doit y estre appelé. Les Reguliars diront-ils que la Police du Diocese n'est point interessée dans la sortie des Religieuses ? C'est donc contre toutes les regles qu'ils demandent que l'examen des causes de leur sortie, soit interdit aux Evêques.

Memoire de MM. les Evêques touchant la Clôture des Religieuses, avec les Réponses.

QUATRIEME PARTIE.

A qui appartient le droit d'examiner les Novices avant la Profession dans les Monasteres de Religieuses.

1. Il est certain que l'exemption d'un Ordre Regulier seroit fort défectueuse & imparfaite, si les Superieurs n'avoient pas le pouvoir de choisir & de recevoir eux-mêmes les sujets qui doivent former les Communautés soit de Religieux ou de Religieuses dans les Monasteres, & que cela dépendist de la volonté de MM. les Evêques Diocesains après l'examen qu'ils en auroient fait : il n'est pas difficile de juger des mauvaises suites & des conséquences qu'auroit ce défaut dans le gouvernement des Monasteres.
2. Autrefois MM. les Evêques ont fait pour cela dans les Assemblées des Etats, des tentatives & tout leur possible pour qu'eux, leurs Grands Vicaires & leurs Officiaux eussent entrée & juridiction dans les Monasteres tant d'hommes que de filles afin d'examiner leur vocation ; mais jamais ils n'ont pû y réussir à l'égard des Monasteres exempts, parce que l'on a toujours reconnu que l'exemption si nécessaire pour le bien de la Regularité, ne pouvoit pas subsister avec une telle sujétion.
3. En effet, l'on a vû page 391. dans le Privilege de l'Ordre de Cîteaux si bien autorisé, que toutes les Personnes & les Monasteres qui en sont, doivent jouir d'une liberté generale & entiere sans aucune exception, en sorte que MM. les Evêques ne peuvent y faire aucun Acte de juridiction & aucune fonction de Superieur : *Ità quòd Archiepiscopi, Episcopi, Ordinarii &c. nullam in eos & eorum aliquem aut Monasteria tanquam prorsus exemptos & exempta, jurisdictionem, correctionem, superioritatem, dominium vel potestatem exercere possint aut debeant quomodo.*
4. C'est ainsi qu'on en a usé dans cet Ordre depuis sa premiere institution, sans que jamais MM. les Evêques l'aient pretendu autrement : & même il estoit par ses plus anciennes Constitutions expressément défendu de permettre qu'ils s'ingerassent en aucune maniere dans ce qui regarde les Novices des Monasteres d'hommes & de filles & leur Profession ; l'on en voit principalement deux Reglemens.

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 425

Le premier est au Chapitre 7. de la seconde Distinction du Livre des Institutions du Chapitre General compilé dès l'an 1214. en ces termes : *Nullus Episcopus etsi de Ordine nostro sit, Novitium benedicere vel visitationem facere in domibus nostris permittatur.* Quatrième Partie.
Examen des Novices avant la Profession.
Monast. Cister.
page 281.

Le second est du 3^e Chapitre de la 15^e Distinction des anciennes Définitions, où il est porté que tout le soin de la Reception des filles & de leur Profession, appartient uniquement au Pere Abbé, sans qu'aucun autre puisse s'en mesler : *De Receptione puellarum & de his quæ ipsarum intuitu data fuerint Monasterio vel oblata qualiter expendantur, & de Consecrationibus Monialium; nulla Abbatissa seu Monialis se intromittat, sed Patrum Abbatum dispositioni totaliter committitur autoritate Capituli Generalis.*

Ibidem, page 282.

Depuis ces Reglemens ainsi faits & dont l'usage s'est toujours continué jusqu'à present, il n'y en a pas eu d'autre qui y ait dérogé : tellement que ce sont les Superieurs de l'Ordre de Cisteaux qui dans les Monasteres de Religieuses de leur dépendance, avant que de recevoir les Novices à Profession, en ont toujours examiné la vocation & les qualitez, pour sçavoir si elles sont propres & capables de s'engager dans les devoirs de la Profession Religieuse. 5.

Et cette conduite a esté approuvée & renouvelée par le Bref du Pape Alexandre VII. de l'an 1666. dont on a déjà parlé cy-devant page 239. rendu en forme de Reglement pour la reformation generale de l'Ordre de Cisteaux, & enregistré au Grand Conseil en vertu de Lettres Patentes : car en l'Article 32. parlant du Noviciat & de la Profession, le Pape ordonne que les Novices seront reçus dans les Monasteres & examinez par les Superieurs, le Visiteur & le Pere Maître : Cet Article regarde à la verité les Monasteres d'hommes, mais par le 39^e il declare formellement qu'il entend que le Reglement soit également pour les Religieux & les Religieuses : *Omnia supradicta respectivè ad Moniales pertinere volumus.* 6.

Qui peut mieux s'acquitter de cette fonction que le Superieur d'un Monastere qui en connoist l'état, l'esprit & les dispositions qu'il faut avoir pour y entrer, par ses visites & par la pratique qu'il fait luy-même des Regles qui doivent s'y observer ? au lieu que MM. les Evêques, leurs Grands Vicaires & les autres Ecclesiastiques qu'ils employent en leurs places, ne connoissant point 7.

H h h

Quatrième Partie.
Examen des No-
vices avant la Pro-
fession.

ces Monasteres, leur esprit & ce qui s'y pratique, ne sçauroient pas juger si les filles qu'ils examinent & qu'ils verront une fois pendant une heure ou deux, ont une veritable vocation pour ces lieux-là ; si elles y sont propres, & si elles pourront porter & soutenir le poids de la vie religieuse qui consiste en une infinité de choses qui ne s'apprennent que par l'exercice qui s'en fait : Leurs actions durant toute une année & leur conduite expliquent mieux leur intention & ce dont elles sont capables, que ne font de simples paroles & de les voir une fois seulement.

8. Car il ne s'agit pas dans cet Examen de sçavoir seulement si la Novice n'est pas contrainte dans ce qu'elle entreprend, mais aussi comme le dit le Concile de Trente au 17^e Chapitre de la 25^e Session, de sçavoir si le Monastere qu'elle a choisi, luy est propre, & si elle a les qualitez, les dispositions & les forces proportionnées à la Regle qu'elle veut embrasser : *Si habuerit condiciones requisitas juxta Monasterii illius & Ordinis Regulam, necnon Monasterium fuerit idoneum.* Or il est certain que MM. les Evêques n'ayant pas toutes ces connoissances-là qu'ont les Superieurs Regulariers des Monasteres, ils ne peuvent pas satisfaire à cette obligation.

9. L'on peut encore ajoûter que ç'a esté l'intention du Concile de Trente que ces Superieurs continuassent cet usage, puisque non seulement il ne l'a point condamné & qu'il a confirmé les Privileges des Ordres Regulariers, ainsi qu'on l'a montré cy-devant en la premiere Partie page 388. mais aussi parce qu'il a déclaré qu'il entendoit que la conduite & tout le soin des Monasteres des Religieuses qui en dépendent, leur en fût entierement laissé : *Sanctimonialium Monasteria quæ à Deputatis in Capitulis Generalibus vel ab aliis Regularibus reguntur, sub eorum curâ & custodiâ relinquuntur.*

10. C'est aussi la disposition de l'Ordonnance de Blois qui regit le Royaume, au 28^e Article concernant l'Eglise, s'exprimant en ces termes : *Voulons que les Abbeses ou Prieures auparavant que de faire bailler aux filles les habits de Professes pour les recevoir à Profession, soient tenues un mois devant, avertir l'Evêque, son Vicaire ou Superieur de l'Ordre, pour s'enquerir par eux & informer de la volonté desdites filles, & s'il y a eu contrainte ou induction, & leur faire entendre la qualité du vœu auquel elles s'obligent.*

Rien n'est plus positif que ce Reglement qui conserve à chacun

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 427

la juridiction, à MM. les Evêques sur les Monasteres qui dépendent d'eux, & aux Superieurs Regulièrs sur ceux qui leur sont soumis.

*Quatrième Partie.
Examen des Novices avant la Profession.*

Aussi a-t-il toujours esté ainsi observé, & on ne peut pas douter que ce ne soit la volonté du Roy que ces sortes d'usages qui ont pour fondement les Loix Canoniques & pour autorisation les Ordonnances, ne soient continuez après la Declaration que Sa Majesté a donnée en 1696. pour servir d'interpretation à l'Edit de 1695. par laquelle elle veut & entend que les Regulièrs jouissent sous sa protection, des Exemptions legitimes qui leur ont esté accordées, & qu'elles aient lieu en la maniere & tout ainsi qu'elles l'ont eu jusqu'à present. 11.

Monsieur l'Evêque moderne d'Apt avoit voulu contester ce Point par une Ordonnance qu'il avoit fait afficher aux portes de l'Abbaye de Sainte-Croix, & par laquelle il défendoit aux Religieuses de cette Abbaye qui est de l'Ordre de Cisteaux, de recevoir à Profession aucune Novice, que préalablement il ne l'eust examinée & jugée capable; mais ces Religieuses ayant regardé cette signification comme une infraction & une entreprise sur leur Privilege d'Exemption, en appellerent comme d'abus; & l'appel étant porté au Parlement de Provence, il y eut Arrest le 9. Avril 1699. qui declara qu'il y avoit abus dans ce Point aussi-bien que dans les autres de ladite Ordonnance, maintint Monsieur l'Abbé de Cisteaux dans ses droits sur ladite Abbaye de Sainte-Croix, & condamna ledit Sieur Evêque d'Apt en tous les dépens. 12.

Et depuis, ayant voulu le pourvoir en cassation contre cet Arrest au Conseil d'Etat Privé, il est intervenu un autre Arrest contradictoire & solennel le 5. Septembre dernier 1701. dont on a déjà parlé, & par lequel il a esté debouté de sa demande en cassation & condamné en l'amende de 450. livres & en tous les dépens. De maniere que c'est chose jugée & constante que ce Point concernant l'examen des Novices dans les Monasteres de Religieuses avant la Profession, fait une partie essentielle du Privilege d'Exemption des Ordres Regulièrs, & appartient aux Superieurs de ces Ordres. Il faut voir à present si le Memoire de MM. les Evêques sur cette matiere, contient quelques raisons considerables que l'on puisse opposer à ces convictions. 13.

*Mem. de MM.
les Evêques tou-
chant l'Examen des
Novices avant la
Profession.*

CINQUIEME PARTIE.

*Réponse au second Memoire de MM. les Evêques , concernant
l'examen des Novices avant la Profession.*

MEMOIRE

RÉPONSE.

Concernant les devoirs des Evêques d'examiner la vocation des Novices qui se presentent dans les Monasteres des Moniales.

Les Decrets des Conciles & les Ordonnances des Souverains établissent évidemment que l'obligation des Evêques d'examiner la vocation des Novices qui se presentent dans les Monasteres des Moniales, a esté considérée dans toute l'Eglise comme un de leurs principaux devoirs, & que les Maximes de l'ancienne & de la nouvelle Discipline Ecclesiastique, sont en cela tres-conformes.

On voit dans le 43^e Canon du 6^e Concile de Paris convoqué par Louis le Debonnaire en 829. avec quelle severité l'on y condamne certaines Abbeses qui avoient osé contrevenir à cet usage : Ce Concile regarde ce devoir des Evêques comme une suite de l'autorité Episcopale, & l'entreprise de ces Abbeses comme une contravention à l'ordre que Dieu même a établi dans

1. **L**es deux principales raisons que l'on a employées dans la Réponse qu'on a faite au premier Memoire, ont leur application sur celui-cy, & font voir l'inutilité de tout ce qu'il contient.

La premiere est qu'il faut distinguer les temps, & que comme avant qu'il y eût dans l'Eglise des Ordres Reguliers & des Monasteres de filles qui en dépendissent, la plupart des Religieuses étoient soumises à MM. les Evêques & n'avoient pas d'autres Superieurs qu'eux ; il n'y a donc pas lieu de s'étonner s'ils en avoient toute la conduite, & si les Reglemens que faisoient les Conciles & les Souverains, les chargeoient du soin d'examiner la vocation des filles qui se presentent pour y estre reçues, n'y ayant qu'eux qui pussent estre chargez de ce devoir.

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 429

C'est ce que l'on peut conclure de ce qu'ils citent du 6^e Concile de Paris en 829. des Capitulaires de Louis-Le-Debonnaire & du Decret de Gratien, près de cent ans avant la fondation du premier Ordre Regularier : mais depuis que ces Corps d'Ordres avec la dépendance des Monasteres les uns des autres ont esté établis, les Conciles, les Papes & les Evêques même les ayant exemptés pour un plus grand bien & une plus grande Regularité, de la juridiction des Ordinaires, ils leur ont laissé l'entiere disposition de ces Monasteres & les Souverains l'ont autorisée.

La seconde raison est qu'il faut aussi distinguer les Monasteres de filles & les distribuer en trois Classes, comme on a vû que l'a fait le Pape Boniface VIII. dans la Constitution *Periculoso*, & le Concile de Trente en plusieurs de ses dispositions. Les Monasteres qui dépendent de l'Ordinaire sont dans la premiere, ceux qui sont immédiatement soumis au Pape & n'ont pas d'autre Supérieur, dans la seconde ; & les autres qui sont en Corps d'Ordres & sous des Supérieurs Regulariers, dans la troisième.

Les Monasteres de la premiere & de la seconde Classe étant sujets à MM. les Evêques, soit comme Ordinaires ou comme Delegates du Saint-Siege, sont obligés de s'adresser à eux pour la reception & l'examen de leurs Novices ; à quel autre le pourroient-ils faire ? & c'est ce qui est marqué par tout ce qui est rapporté dans le Memoire. Mais à l'égard des Monasteres de la troisième Classe, ils ont leurs Supérieurs qui peuvent tres-bien s'acquitter de ce devoir, sans qu'il soit nécessaire de recourir pour cela aux Ordinaires.

l'Eglise : Nulli dubium est quin hoc factum ex toto à divinâ abhorreat autoritate. Ces Decrets ont esté observez exactement ; & pour en rendre l'exécution plus inviolable, nos Rois ont bien voulu y joindre leur autorité, & les mettre dans les Capitulaires.

Gratien rapporte un Decree qui est encore plus ancien, pour l'examen de la vocation des enfans que les parens avoient vouez dans les Monasteres.

*Cinquième Partie.
Mem. de MM.
les Evêques touchant l'examen des Novices avant la Profession.*

*Capitul. addit. 2.
Cap. 13. 14. &c.*

RE'PONSE.

MEMOIRE.

2. Le Reglement qu'a fait le Concile de Trente, ne peut estre dit general qu'à l'égard

Le Concile de Trente a confirmé cette discipline, Scilicet 25. Cap. 17. de Reform. Regul. &

H h h iij

*Cinquième Partie.
Mém. de MM.
les Evêques tou-
chant l'examen des
Novices.*

Monial. Il ordonne aux Evêques d'examiner eux-mêmes avec soin ou par leurs grands Vicaires, s'ils ont des empêchemens légitimes, la disposition des Novices ; s'il n'y a ni séduction ni contrainte, & si elles sont bien informées des devoirs & des obligations de la vie religieuse qu'elles veulent embrasser, pour conserver une entière liberté dans ces engagements. Le Concile veut que les Evêques fassent deux fois cet examen, sçavoir avant la prise d'habit, & avant la Profession.

Son Decret est general sans aucune exception des Monasteres exempts ou qui sont sous la conduite des Reguliers ; & lorsque ces Monasteres ont pretendu n'y estre pas compris, la Congregation établie pour l'interpretation des Decrets de ce Concile, a déclaré que ce Reglement est pour eux comme pour ceux qui reconnoissent la jurisdiction des Evêques.

encore suffi, à cause de la distinction qu'il a toujours faite des simples exempts soumis immédiatement au Saint-Siege, & de ceux qui sont en Congregations & sous des Superieurs Reguliers ; ayant de plus expressement déclaré au Chapitre 20^e qu'il n'avoit pas entendu comprendre dans les precedens, ceux-cy dont il confirme l'entiere exemption par ces mots : *Præfatorum Ordinum Privilegia & facultates, quæ ipsorum personas, loca & jura concernunt, firma sint & illæsa.*

Les Decrets des Congregations de Rome sont rendus ordinairement sans défense & sans entendre qu'une partie, & ne sont

des Monasteres qui sont soumis à MM. les Evêques : la preuve en est tres-évidente, puisqu'outre qu'il a déclaré, comme on a vû au Chapitre 9. de la même Session, que son intention est que les Monasteres qui sont regis par des Superieurs Reguliers, demeurent & soient laissez sous leur direction & leur conduite ; on voit encore que par le 17^e Chapitre où est le Reglement qu'on objecte, il n'est point parlé des exempts : ce que le Concile n'auroit pas marqué de faire s'il avoit eu intention de les comprendre tous sans exception, comme il a fait en tous les autres endroits où il a toujours ajoûté pour eux la délégation Apostolique : étant d'ailleurs certain qu'une disposition generale ne déroge jamais à un droit particulier, s'il n'en est fait mention speciale. Et quand même il auroit spécifié simplement les Monasteres exempts, ce qu'il n'a pas fait néanmoins, cela n'auroit pas

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 431

pas de Reglement pour la France, sur tout quand ils sont contraires aux Loix & aux Ordonnances, aux Exemptions & aux Usages autorisez par le Prince.

*Cinquième Partie.
Mem. de MM.
les Evêques touchant l'examen des Novices.*

RE'PONSE.

MEMOIRE.

3. Le Concile de Cambray n'a pû donner valablement au Concile de Trente un sens contraire à celui qu'il a naturellement, & qu'il a luy-même expliqué, & encore il ne regarderoit au plus que cette Province particuliere & les Monasteres des deux premieres Classes : mais a-t-il pû rien décider au préjudice des Monasteres qui ne dépendoient nullement de luy & contre leurs Privileges accordez par une autorité superieure à la sienne, par les Papes & par des Conciles generaux ?

Pour Zypæus & Van-Espen ils ont écrit leur sentiment aussi bien que les autres que l'on cite, se copiant les uns les autres, sans faire la distinction des Monasteres exempts qui sont sujets immédiatement au Saint-Siege, d'avec ceux qui sont en Congregations ; & leur erreur paroît d'autant plus évidente, qu'ils supposent & pretendent que l'usage est conforme à leur opinion ; ce qui n'est pas ni en Espagne, ni en Flandres, ni en Italie, ni même à Rome, où les Superieurs des Ordres examinent la vocation des Novices dans les Monasteres qui leur sont soumis.

Le Concile de Cambray tenu en 1586. Tit. 20. Art. 20. a décidé la même chose, etiam si Monasterium sit exemptum. Philippe II. Roy d'Espagne a confirmé les Decrets de ce Concile par son Ordonnance du premier jour de Juin 1587. Le Concile de Malines en 1607. a suivi le même esprit, Tit. 24 Art. 7. il explique en termes précis, que le Concile de Trente en a fait un devoir des Evêques, sacro Tridentino Concilio ita jubente, diligenter explorent.

Zypæus Official d'Anvers & Van-Espen Professeur en Droit Canonique à Louvain, assurent que c'est l'usage constant des Eglises de Flandres, à l'égard de tous les Monasteres. Piascius dans sa Pratique, Barbosa, de Franchis & plusieurs autres ont écrit la même chose de la pratique des Eglises d'Italie & d'Espagne, avec cette difference qu'en Espagne ils sont dans l'usage de ne faire qu'un examen, & que dans plusieurs autres Eglises ils en font deux conformément au Concile de Trente.

*Placcart, pag. 79.
& 80.
Placcart, pag. 82.
&c.*

*Zypæus dans ses
Conseils q. 1. §. 7.
Van-Espen Part. 2.
Tit. 25. de adm. ad
Relig. Cap. 5. de
exam. puel.*

Cinquième Partie.
Mem. de MM.
les Evêques tou-
chant l'examen des
Novices.

MEMOIRE.

Pour ce qui regarde l'Eglise de France, le Cahier dressé par les Cardinaux, Archevêques & Evêques convoquez par le Roy Charles IX. en 1573. pour aviser aux moyens de rétablir la discipline de l'Eglise, contient la même disposition du Concile de Trente, Art. 38. le Cardinal de Lorraine qui a assisté au Concile de Trente, estoit un des Présidens de cette Assemblée : Charles IX. en a confirmé les Articles par ses Lettres Patentes du 22. Janvier 1574.

On s'est aussi conformé au Concile de Trente pour la disposition generale dans l'Article 8. de l'Ordonnance de 1629. mais sans expliquer distinctement les deux examens.

MEMOIRE.

Dans la pratique, la plupart des Superieurs des Monasteres qui se pretendent exempts, averaissent les Evêques Diocesains conformément à ces Reglemens: C'est l'usage des Monasteres des Carmelites, de ceux des Capucines & d'un grand nombre d'autres les plus privilegiez.

donner des exemples dont la preuve soit facile à faire, il y a dans Paris trois Monasteres

RE'PONSE.

4. Outre que les Cahiers presentez au Roy Charles IX. ne font que copier mot à mot le Concile de Trente, & par consequent qu'ils doivent s'entendre dans le même sens, ne faisant nulle mention des Monasteres exempts; s'il y avoit eu quelque chose de contraire, l'Ordonnance de Blois qui leur est postérieure, l'auroit rectifié.

C'est encore à cela près la même chose de l'Ordonnance de 1629. en l'Article 8. qui de plus parle également de l'examen des Religieux & des Religieuses; & l'on sçait qu'elle n'a pas d'exécution & n'a jamais été vérifiée.

RE'PONSE.

Quelque chose que l'on veuille dire des Religieuses Carmelites & Capucines qui ont leurs Regles & leurs Constitutions particulieres, on peut assurer que la pratique des Monasteres de l'Ordre de Cisteaux en France & dans toute la Chrétienté est toute contraire à la pretention de MM. les Evêques: & afin d'en donner des exemples dont la preuve soit facile à faire, il y a de Religieuses de cet Ordre, S. Antoine,

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 433

S. Antoine, l'Abbaye aux Bois & Panthemont ; l'on met en fait que jamais aucun Archevêque ni Evêque depuis leur fondation & translation, n'y a fait cet examen, la conduite en cela & en toutes autres choses en ayant toujours esté laissée à leurs Superieurs Reguliers : il en est de même de tous les autres Monasteres.

*Cinquième Partie.
Mem. de MM.
les Evêques touchant l'examen des Novices.*

R E P O N S E.

Ce n'a point esté seulement sous pretexte de l'Ordonnance de Blois, que les Monasteres de l'Ordre de Cisteaux ne se sont pas adressez à MM. les Evêques, mais en vertu de leur Exemption autorisée, comme on l'a vû dès leur premier établissement, par des Bulles des Papes, par des Conciles Generaux, par des Ordonnances & des Lettres Patentes des Rois, par des Arrests des Cours Superieures, & par leur possession de plusieurs siecles longtemps avant l'Ordonnance de Blois : ils se sont maintenus dans leur droit & dans leurs usages depuis cette Ordonnance comme ils estoient auparavant. Quelque pratique donc que puissent avoir au contraire les Carmelites & les Capucines, dont les établissemens se sont faits dans ces derniers temps aux conditions qu'il a plu aux

Ordinaires, & avec plusieurs restrictions dans leurs Privileges ; elle ne peut nuire ni préjudicier à ceux de l'Ordre de Cisteaux dont les Monasteres se sont conservez dans une entiere indépendance : les Superieurs & Visiteurs des Carmelites n'estant pas Reguliers & de leur Ordre mais simples Commissaires en vertu de Commissions qui ne contiennent pas d'autre pouvoir que ces

MEMOIRE.

Il y a cependant des Monasteres qui ont negligé cette sage précaution, & qui prétendent en estre exempts sous ce pretexte, que l'Art. 28. de l'Ordonnance de Blois semble demander seulement qu'en ce cas ils appellent le Superieur de l'Ordre.

Mais ces Monasteres ne sont ni plus exempts ni plus privilegiez que les Capucines & les Carmelites & plusieurs autres : les Carmelites ont leurs Superieurs & leurs Visiteurs commis par le Saint Siege : Le Roy veut bien que le Nonce du Pape à qui l'on ne permet aucun autre exercice de jurisdiction dans le Royaume, les établisse au nom du Pape ; & néanmoins toutes ces distinctions & le caractère de ces Visiteurs n'ont pas tiré ces Monasteres de la Regle generale sur l'examen de la vocation des Novices.

*Cinquième Parité.
Mém. de MM.
les Evêques tou-
chant l'examen des
Religieuses.*

luy qu'on veut bien leur donner, ne peuvent & ne doivent pas par leur exemple, faire des Loix pour les autres.

M E M O I R E.

R E P O N S E.

Cet examen est un Point de Police generale qui ne concerne pas seulement l'observation de la Regle & de la Discipline interieure de ces Monasteres ; cette Police regarde l'état d'une personne qui est encore Diocesaine de l'Evêque & la conduite de ses parens à son égard, qui pourroient ne luy laisser pas toute la liberté requise dans une action de cette importance, & même les Superieurs Reguliers qui souvent sont trop attachez à multiplier les sujets de leur Ordre, pourroient n'estre pas toujours sans interest dans cette occasion.

7. Il n'y a pas de Point plus essentiel à la Discipline Reguliere & Monastique, que celui qui regarde le choix & la reception des Novices & l'examen de leur vocation : les Superieurs ont plus d'interest d'y veiller qu'aucun autre & de ne pas permettre qu'il soit reçu des Religieuses qui ne soient bien appelées & qui n'ayent toutes les autres qualitez necessaires pour bien s'acquitter des devoirs de leur Profession, parce qu'ils en répondent devant Dieu, qu'ils en demeurent chargez ; & que si elles ne sont pas telles qu'elles doivent estre, ce sont ces Superieurs qui en souffrent le plus.

Si on les soupçonne d'estre portez à multiplier les sujets de leurs Ordres ; on peut craindre aussi que la prévention que MM. les Evêques ont contre eux parce qu'ils n'en dépendent pas, ne soit pas favorable à cette multiplication : les Religieux qui conseillent d'embrasser leur état, imitent l'exemple de Saint Paul & son Vêre, en préférant comme luy l'état des Vierges à celui des personnes engagées dans le monde : *Bonum est illis si sic permaneant sicut & ego.*

Au reste, une fille qui a pris l'habit & qui est Novice dans un Monastere exempt, se gouverne par les mêmes Loix & sous les mêmes Superieurs que les Religieuses Professes, jouit de leurs Privilèges & n'est pas plus sujette à l'Evêque du Diocèse où ce Monastere est situé, qu'elle le seroit si elle estoit passée & demouroit dans un autre Diocèse : ainsi pourquoy seroit-elle sujette à son examen ?

Qui contient la Recapitulation & la Conclusion de cette Réponse, & fait voir les inconveniens qui suivroient de la pretension de MM. les Evêques.

Pour peu que l'on ait fait reflexion sur les deux Memoires. 1.
de MM. les Evêques touchant la sortie des Religieuses & l'examen des Novices avant la profession dans les Monasteres de filles, on doit estre surpris qu'avec si peu de fondement ils ayent eu la pensée de faire une tentative pour revenir sans autre formalité contre des Arrests formels & décisifs rendus en tant de differens Tribunaux : car enfin, qu'est-ce que contiennent ces Memoires autre chose qu'une continuelle supposition que toutes les Regles Civiles & Canoniques sont pour eux ? & cependant quand on a examiné ces Regles, on n'en trouve pas une seule qui y ait une juste & veritable application & qui puisse favoriser leur pretension ; puisque tout ce qu'on peut leur accorder, c'est que dans les temps des Rois Clotaire II. & Charlemagne où il n'y avoit pas encore d'Ordres Reguliers & de Monasteres unis en Congregations, ils avoient la conduite de la plupart des Religieuses, soit pour leur faire garder la Clôture, soit pour veiller à ce qu'il ne fust reçu que des Sujets qui eussent de la vocation.

Prétentions de MM.
les Evêques sans fon-
dement.

Mais il faut qu'ils tombent d'accord que depuis l'établissement 2.
de ces Ordres & qu'il y a des Religieuses qui en ont dépendu, elles ont esté soumises à des Superieurs Reguliers & entierement exemptes de la jurisdiction des Ordinaires ; & cette exemption est devenue dans l'Eglise un droit commun, autorisé par une infinité de Bulles des Papes, par des Conciles Generaux, par les Loix & les Ordonnances, par les Lettres Patentes des Rois & par les Arrests : de sorte que l'on peut dire avec certitude & en un mot, que la pretension de MM. les Evêques n'a pas de fondement & que c'est à tort qu'ils voudroient aujourd'huy renverser ceux de ces Ordres qui ont esté si solidement & si canoniquement établis, même du consentement & de l'aveu de leurs predecesseurs.

L'Exemption est de
droit commun.

MM. les Evêques diront sans doute qu'ils n'en veulent point à l'exemption des Ordres Reguliers, & que leur intention n'est pas d'y donner la moindre atteinte,

Sixième Partie.
Recapitulation &
inconveniens.

3. Si c'est là leur dessein, pourquoy vouloir aujourd'huy introduire une telle nouveauté dans le gouvernement des Monasteres de Religieuses, en changer la conduite & y avoir une inspection que leurs predecesseurs n'ont pas eue, à laquelle ils n'ont point pensé dans les siècles passez & qui est contre la disposition de tant de Reglemens & contre l'intention de l'Eglise expliquée principalement par le 9. Chapitre de la 25^e Session du Concile de Trente, pour lequel ils temoignent un si grand attachement, & qui declare en termes exprés, qu'à l'égard des Monasteres de Religieuses qui sont sous des Congregations & gouvernez par des Superieurs Reguliers, la volonté est qu'ils demeurent sous la conduite & la garde de ces Superieurs : *Monasteria Sanctimonialium quæ à Deputatis in Capitulis Generalibus vel ab aliis Regularibus reguntur, sub eorum curâ & custodiâ relinquuntur.*

Est-ce pas toucher à l'exemption des Ordres Reguliers, que de vouloir changer le gouvernement des Religieuses qui en dépendent, de vouloir dépouiller les Superieurs des principales fonctions qui leur appartiennent, & leur ôter l'inspection qu'ils doivent avoir sur la Clôture des Monasteres & sur la reception des sujets qui doivent en composer les Communautés ?

4. Si MM. les Evêques sont chargez du soin d'examiner & d'approuver les filles qui ont dessein d'entrer & de se faire Religieuses dans les Monasteres ; & quand elles y seront reçues, de juger des causes de leur sortie, & de leur en donner les permissions : que restera-t-il à ceux qui en sont les Superieurs, & auxquels le Concile & toutes les Regles en attribuent tout le soin & toute la conduite ?

La sortie des Religieuses & l'examen de leurs Novices sont des Points essentiels.

L'entrée des Religieuses dans les Monasteres pour y faire Profession, & leur sortie de la Clôture dans les besoins particuliers, sont sans difficulté des parties essentielles de leur gouvernement, & par conséquent du privilege qui ôte ce gouvernement à MM. les Evêques Diocésains, & qui en charge les Superieurs des Ordres Reguliers : de sorte que si l'on venoit à retrancher de leur exemption des fonctions aussi importantes que celles-là, on peut dire que l'exemption de ces Ordres ne subsisteroit plus qu'à moitié, & qu'estant une fois partagée, elle ne seroit plus désormais qu'une partie de ce qu'elle doit estre : ce qui causeroit une infinité d'inconveniens qu'il est difficile de prévoir, & dont on doit juger par les soins que l'Eglise a apportez dans les occasions pa-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 437

reilles, pour empêcher ces sortes de démembrements de l'exemption des Reguliers.

Sixième Partie.
Récapitulation &
inconveniens.

Le Pere Labbe dans le Recueil de ses Conciles, en rapporte un exemple de l'année 1063. du temps du Pape Alexandre II. au sujet de l'entreprise que l'Evêque de Mâcon nommé Drogon, voulut faire sur l'exemption de l'Abbaye de Cluny ; il en est aussi parlé dans la Biblioteque de Cluny & dans les Oeuvres du Cardinal Pierre Damien. Cet Evêque incité par les Ecclesiastiques qui l'obsedoient, *eis jugiter insufficientibus*, prit dessein non pas de renverser tout-à-fait le Privilege d'exemption de Cluny, mais d'en retrancher au moins quelque petite partie, *quantulumcunque* ; afin qu'estant une fois entamé, il pût dans la suite venir à bout du reste, & peu à peu donner lieu à de nouvelles prétentions : *Sicque postmodum ex occasione quodammodo superductæ litigaret consuetudinis.*

5.
Tom. 9. pag. 1177.

Pag. 109. & 110.

L'Abbé de Cluny qui estoit alors Saint Hugue, (car comme on a remarqué les Auteurs & les principaux défenseurs des Exemptions des Reguliers ont esté des Saints & des Saints Canonisez) connoissant de quelle consequence estoit ce commencement d'entreprise, fut en porter sa plainte au Pape qui présidoit alors à un Concile qu'il tenoit à Rome, lequel députa le saint Cardinal Pierre Damien qui estoit pour lors Legat en France, pour en juger.

Le Legat assembla un Concile des Evêques de plusieurs Provinces à Châlon-sur-Saone, où celui de Mâcon ayant esté cité, il y fut repris severement, & obligé de cesser son entreprise & de laisser Cluny dans l'entiere jouissance de son Privilege : *Omnes Privilegia quæ audierant, uno ore concorditer laudaverunt, atque ut perpetuò servanda atque illibata permaneant, communi judicio Deceverunt. Postea sacro residente Concilio Matisconensis Episcopus pavimento prostratus veniam petiit, seseque peccasse confessus, penitentiam in pane & aquâ jejunaturus accepit.*

6.
Entreprise sur l'exemption reprise par un Concile en 1063.

On n'estimoit pas dans ces temps-là, qu'il fût de petite consequence de laisser entreprendre sur le Privilege d'exemption.

Si l'on vouloit avoir encore des exemples d'une telle conduite dans des temps plus reculez, il n'y auroit qu'à voir la Constitution que fit le Pape Saint Gregoire le Grand, dans le Concile qu'il tint à Rome en l'an 601. où pour affermir le repos des Mo-

7.
P. l'abbé Concil.
Tom. 9. p. 2608.

Sixième Partie.
Récapitulation &
inconveniens.

Reglement de saint
Gregoire pour main-
tenir les Exemptios.

nafteres & retenir les Religieux dans leur devoir & dans la dépendance qu'ils doivent avoir de leurs Superieurs, il fut défendu aux Evêques d'y exercer aucun pouvoir, quelque petit qu'il fût : *Neque audeat Episcopus in Cœnobio Cathedram collocare, vel quamlibet potestatem habere imperandi, nec aliquam Ordinationem quamvis levissimam faciendi, nisi ab Abbate loci fuerit rogatus, quatenus Monachi semper maneat in Abbatum suorum potestate* ; Ce qui fut approuvé d'un grand nombre d'Evêques qui composoient le Concile : c'estoit à la verité pour des Religieux, mais le Reglement ne regarde pas moins les Religieuses qu'il est encore plus dangereux de diviser & de détourner de la soumission qu'elles sont obligées de rendre à ceux dont elles dépendent.

C'est donc ainsi que l'on estoit exact à maintenir les Privileges d'exemption dans leur entier, & que l'Eglise s'y est toujours intéressée, parce que l'on ne peut pas douter que la moindre infraction qui y est faite, ne scauroit estre que de tres-grande consequence.

- B. Quand il n'y auroit que la nouveauté & le changement qu'on apporteroit à un Usage pratiqué de tout temps, dans des choses aussi considerables que sont celles que prétendent MM. les Evêques, l'exemple ne pourroit estre que tres-pernicieux & auroit sans doute encore bien d'autres suites, parce qu'il n'y auroit plus rien d'assuré, & que s'accoutumant peu à peu à manquer de respect pour ceux qui nous ont devancez, & à condamner par ce moyen la conduite des saints Fondateurs des Ordres, des Papes, des Conciles & des Rois ; ce seroit exposer à tout moment ce qu'ils ont arrêté, à des révolutions continuelles, comme l'ont fort bien remarqué les Peres d'un ancien Concile de Carthage pour empêcher ces sortes de changemens ; *Si admiserimus ea que antea constituta sunt in retractationem vocari, nihil in divinis humanisque actibus, nihil in sacris publicisque rebus ullam poteris obtinere firmitatem, dum post annorum spatia, tanquam in emendationem Patrum velut instructior nostra videatur mutare posteritas.*

Exemple pernicieux
d'entreprises souffertes.

- A. Une possession si constante comme est celle de l'Ordre de Cîteaux, si uniforme, si venerable par son antiquité de cinq à six siècles, qui pourroit prescrire s'il en estoit besoin toute sorte de droits, tel qu'est l'exercice de la juridiction, & d'ailleurs si bien

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 439

Établie & si autorisée, est un titre incontestable & d'une considération d'autant plus grande, que ce ne seroit pas seulement en France que le changement causeroit du trouble, mais aussi dans tous les Monasteres de Religieuses de cet Ordre qui sont répandus par toutes les Provinces de la Chrétienté, d'Espagne, de Flandre, de Pologne, d'Allemagne & de toutes les autres où les Superieurs sont dans le même usage & la même possession, & obligez de se conformer pour l'exercice de leur juridiction, à ce qui se pratique dans le Royaume par l'Abbé de Cisteaux & les autres Superieurs, auxquels ils sont attachez par le lien de l'uniformité avec une entière dépendance.

*Sixième Partie.
Récapitulation &
inconveniens.*

On sçait ce que la nouveauté peut produire d'inconveniens, quoique l'on ne puisse pas les prévoir tous, & ce seroit tout hasarder que de s'y exposer, principalement n'y ayant nulle nécessité de rien changer dans des anciens usages suivant lesquels les Superieurs Reguliers font & ont toujours fait ce que pretendent leur oster MM. les Evêques, soit pour l'examen des Novices avant la Profession, soit pour la sortie des Religieuses de leur Clôture ; & même on peut dire qu'ils sont en état de le mieux faire, à cause des connoissances plus particulieres qu'ils ont & que ne peuvent pas avoir MM. les Evêques de l'état des Monasteres, des dispositions des Communautés, de la Regle & de tout ce qui s'y pratique, de la conduite de chaque Religieuse, & de celle qu'a tenue la Novice qui veut faire Profession.

*Nouveauté & in-
utilité.*

Il n'y a pas non plus d'utilité à esperer d'un tel changement ; & quand il y en auroit quelque apparence, la suite ne laisseroit pas d'estre toujours à craindre & devroit l'empescher suivant cette parole de S. Augustin, *Mutatio consuetudinis etsi utilitate adjuvat, tamen novitate perturbat.*

10.

Il est difficile de s'imaginer qu'un Evêque qui ne sçait rien d'un Monastere & qui ne connoist pas la disposition, l'esprit & la capacité des sujets qui en composent la Communauté, puisse avec raison & apparence de justice, faire sortir sur sa permission une Religieuse qui l'aura surpris sous differens pretextes, contre le gré de ses Superieurs dont la charité & la prudence auront empesché de luy découvrir & à son Grand Vicaire, les raisons qui devroient la retenir dans la Clôture : ce seroit renverser la conduite du Monastere & donner lieu à de grands desordres.

De même encore, si l'examen de la vocation d'une Novice estoit

11.

Sixième Partie.
Récapitulation &
inconveniens.

déferé à l'Evêque, pourroit-il la juger incapable de faire Profession, sans sçavoir la Regle & ce qui doit estre observé dans le Monastere, & pour l'avoir vû une seule fois dans quelque legereté, pendant qu'elle aura l'approbation des Superieurs & de toute la Communauté, & qu'elle aura durant une année entiere de Noviciat donné des preuves qu'elle est bien appelée & qu'elle a toutes les qualitez requises & necessaires pour la Religion.

12. Faudroit-il que les Superieurs sur tels jugemens rendus avec si peu de connoissance, laissassent sortir une Religieuse contre leurs propres lumieres, & renvoyassent la Novice & luy fissent ainsi perdre sa vocation ? S'il faut contester & plaider, l'on sçait que les inconveniens sont infinis ; & à qui s'adresser pour cela, au Metropolitan, au Primat, au Pape, au Juge seculier ?

13. La charge que souffriroient les Monasteres, est encore considerable par la dépense qu'il leur faudroit supporter toutes les fois qu'il y auroit des Novices à recevoir à Profession ; parce que la plupart de ceux de l'Ordre de Cisteaux qui sont à la Campagne, n'estant pas d'un grand revenu, ils seroient obligez de faire de grands frais pour recevoir tout l'équipage d'un Evêque, outre ceux de la ceremonie de la Profession qui se feroient encore par le Superieur.

14. La dissipation de la Regularité doit estre aussi comptée pour quelque chose, puisqu'elle a esté le premier motif des Exemptions, comme on l'a vû : *Ne forte monastita quies secularium personarum frequentia & conversatione turbaretur.*

- On peut ajouter à ce qui regarde la sortie des Religieuses, que MM. les Evêques doivent estre contens des Reglemens que le Grand Conseil en 1695. & le Parlement de Provence en 1699. ont faits pour leur en donner toute la connoissance qu'ils peuvent raisonnablement pretendre, ayant ordonné que les Religieuses seront tenuës quand elles en seront requises, de faire apparoir lorsqu'elles seront hors de leurs Monasteres, de la permission par écrit de leurs Superieurs, aux Evêques Diocesains des lieux dans lesquels elles seront.

16. Enfin, en suivant les Usages pratiqués de tout temps, on évite les suites fâcheuses & les inconveniens des nouveautez, & l'on se conforme aux Regles, aux saints Decrets & aux Constitutions Canoniques, aux Bulles des Papes, aux Dispositions des Conciles Generaux, aux Ordonnances & aux Lettres Patentes des Rois

&

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 441

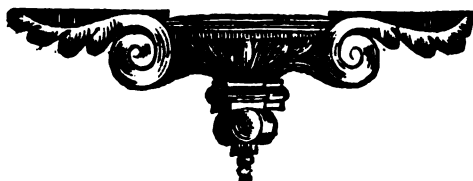
& aux Arrests des Cours Superieures. On ne peut pas aussi douter que ce ne soit l'intention de l'Eglise, après la declaration que le Concile de Trente en a faite au Chapitre 9. de la 25^e Session, & pareillement l'intention du Roy marquée dans l'interpretation qu'il a donnée en 1696. à son Edit de 1695. *afin qu'il ne reste plus aucun pretexte de difficulté, que le Clergé Seculier & Regulier demeurent dans les bornes qui sont prescrites par les saints Canons, & que les Reguliers jouissent sous sa protection, des Exemptions legitimes qui ont esté accordées à plusieurs Ordres, Congregations & Monasteres ; Sa Majesté declarant qu'elle veut que son Edit soit executé sans préjudice des Droits, Privilèges & Exemptions des Monasteres & de ceux qui sont sous des Congregations, qu'elle entend avoir lieu ainsi & en la maniere qu'ils ont eu & dû avoir jusqu'à present.*

C'est l'exécution de tant de Reglemens & l'accomplissement de ces intentions que l'on a demandé & que l'on demande, en adressant à MM. les Evêques ces paroles de l'un des plus grands Prélats qu'ait eu l'Eglise Gallicane & des plus zelez pour sa Discipline, dans une occasion à peu près pareille en parlant à un Evêque de Beauvais en faveur de l'Abbaye de Saint-Quentin : *Hoc est quod postulavimus & adhuc postulamus, ut Privilegia quæ Ordo Cisterciensis ab Antecessoribus vestris obtinuit, & Apostolica manus roboravit, Regia quoque Majestas prædicta Sanctione firmavit, intemerata servetis.*

*Sixième Partie.
Récapitulation &
inconveniens.*

*Monasteria Sanctimonialium quæ à Deputatis in Capitulis Generalibus vel ab aliis Regularibus reguntur, sub eorum curâ & cultu à re-
linquantur.*

*Tous Evêque de
Chartres en son Epi-
tre 192. pag. 345. de
l'édition de 1610.*



LES Réponses qui ont esté faites de la part de MM. les Evêques à cet Ecrit ou petit Traité, depuis leurs deux premiers Memoires qui y sont rapportez, mot pour mot, n'ont esté que des Redites de raisons & des autoritez, qui leur y servent de fondement pour leurs pretentions & de preuves ; ils leur donnent à la verité un peu plus d'étendue, mais ils n'en augmentent pas la force que par des suppositions : c'est pourquoy il seroit inutile de les transcrire icy comme on a fait les deux premiers Memoires, d'autant plus que la Replique & les Réponses qui y furent faites dans leurs temps, expliquent ces citations & les rapportent au moins succinctement dans les endroits les plus essentiels ; ce qui est cause qu'on y repete bien des choses qui avoient esté déjà dites, mais on n'a pas pû se dispenser de le faire.

S O M M A I R E

POUR l'Abbé General de l'Ordre de Cîteaux.
CONTRE la pretention de Messieurs les Evêques.

PAR les deux Memoires que MM. les Evêques ont presentez au Roy au mois de Septembre 1701. ils avoient preterdu & demandé deux choses sur les Monasteres de filles qui sont en Corps d'Ordres & gouvernez par des Superieurs Reguliers : La premiere, le droit de permettre aux Religieuses de sortir de

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 443

leur Clôture dans les cas de neceffité : & la feconde, celuy d'examiner leurs Novices avant la Profeflion.

Ce font deux nouveutez en matiere importante , qu'ils avoient deffein d'introduire par une voye extraordinaire , contre des ufages pratiquez de tout temps , & au préjudice de ce qui eft réglé par les Loix Civiles & Canoniques , & décidé même tout nouvellement par des Jugemens contradictoires.

Dépuis qu'il a plû à Sa Majefté de faire donner en communication ces deux Memoires , & qu'elle a eu la bonté de nommer des Commiffaires de fon Confeil pour les examiner avec les Réponfes qu'on y a faites, ils ont retiré ce qui regarde l'examen des Novices , faifant par là entendre qu'ils ne veulent pas y infifter , & qu'ils fe départent de la feconde de leurs pretentions : ils n'en ont plus parlé.

S'il eft permis de juger de leur intention, l'on doit croire qu'ils l'ont fait par un motif de juftice , perfuadez qu'ils y eftoient mal fondez , parce qu'au fond c'eftoit une innovation exorbitante contre une poffeffion de plusieurs ficles , établie fur ce qu'il y a de plus venerable dans l'Eglife & de plus folide dans l'Etat , c'eft-à-dire fur les faints Decrets & les Ordonnances ; & en un mot , parce que c'eft chofe jugée , qui d'ailleurs auroit eu de grands inconveniens & ne manqueroit pas de caufier beaucoup de troubles & une extrême confufion.

Ce n'eft pas encore affez , il faut tomber d'accord que pour rendre la juftice complete , MM. les Evêques auroient auffi bien fait de fe départir de même de leur pretention concernant la Clôture , puifqu'elle a les mêmes inconveniens que celle d'examiner les Novices avant la Profeflion , & qu'elle n'a pas plus de fondement , l'une & l'autre leur eftant également interdites par les Privileges qui exemptent les Ordres Reguliers de leur jurifdiâtion , comme on l'a vû dans celuy de l'Ordre de Cifteaux , *ab omni jurifdiâtionē , ſuperioritate , correctione , dominio & poteſtate totaliter quoquomodo.*

Voyez la Réponſe
aux 1. Memoires de
MM. les Evêques ,
pag. 391. n. 13.
Ibidem.

Les Conſtitutions Canoniques & les Ordonnances qui ont parlé de ces deux chofes , les ont auffi également attribuées aux Supérieurs Reguliers , comme on a vû dans la Decretale *Periculoſo* confirmée par le Concile de Baſle & renouvelée par celuy de Trente , & pareillement dans l'Ordonnance de Blois : & la poſſeſſion ſ'en eſt enſuivie toujours depuis , en ſorte que ſi quelques-uns de MM. les Evêques ont voulu entreprendre quelque chofe

de contraire, on l'a aussitôt réparé par des Jugemens contradictoires qui sont intervenus en divers Tribunaux & qui ont maintenu les Supérieurs Réguliers dans leurs droits, & condamné les prétentions de MM. les Evêques.

3. C'est ce que l'on a vu par la Sentence arbitrale de feu Monsieur de Harlay en 1678. contre feu M. de Gaillard Evêque d'Apt, par l'Arrest rendu au Grand Conseil en 1695. contre feu M. l'Evêque de Noyon après douze Audiences de Plaidoirie, par l'Arrest du Parlement de Provence en 1699. contre M. de Foresta Colongue à présent Evêque d'Apt, & par l'Arrest du Conseil d'Etat Privé du Roy contre le même en 1701. Tellement qu'on peut dire que la chose est encore également jugée pour les deux Points, & que MM. les Evêques sont aussi-bien pour l'un que pour l'autre non-recevables.

4. Il y a même à l'égard de celui sur lequel ils insistent concernant les permissions de sortir de la Clôture, encore certains inconveniens particuliers plus sensibles & qui en rendent l'exécution plus difficile & même impossible ; de sorte que quand MM. les Evêques ne demanderoient que de concourir dans ces permissions avec les Supérieurs Réguliers comme ils semblent le faire, cela ne serviroit qu'à causer de la division dans les Monasteres & de l'embarras pour les Supérieurs sans nulle utilité ; car enfin, une Religieuse qu'il sera à propos de changer de Maison pour le bien de la paix & de la Régularité, ou par charité pour le sien propre, ou à laquelle il faudra permettre de sortir par nécessité ; comment se pourvoir à l'Evêque du Diocèse d'où elle sortira & de celui où elle entrera ? faudra-t-il faire des procédures pour justifier des causes & des raisons de sa sortie ? & à quoy cette procédure n'engagera-t-elle pas ? S'il n'en faut point, & que l'Evêque soit obligé d'en croire les Supérieurs, ce ne sera plus qu'une cérémonie embarrassante & purement inutile : & d'ailleurs, pour justifier encore des causes de cette sortie, il y auroit souvent plusieurs choses à dire que la prudence & la charité veulent estre cachées, & même quelquefois qu'il est difficile de faire entendre aux autres parce qu'elles dépendent de plusieurs circonstances qui ne se remarquent que par une longue suite de reflexions que les seuls Supérieurs sont en état de faire, & qui toutes ensemble les font consentir à la sortie. Faudra-t-il qu'ils aient le soin & la peine d'en instruire l'Evêque ou son grand Vicaire ? Les Arrests du Grand Conseil & du Parlement de Pro-

vence qu'on a cité, ont pourvû à tout ce qui peut estre de la necessité & de la bienfiance, en ordonnant *que les Religieuses seront tenuës quand elles en seront requises, de faire apparoir lorsqu'elles seront hors de leurs Monasteres, de la permission par écrit de leurs Superieurs, aux Evêques Diocesains des lieux dans lesquels elles seront* : MM. les Evêques n'ayant aucun droit sur leurs personnes ni sur leurs Monasteres, ils ne peuvent tant qu'elles y sont ni leur donner des permissions, ni pretendre exercer sur elles aucun acte de jurisdiction.

Il est surprenant que le Concile de Trente estant aussi clair qu'il est au Chapitre 5^e de la Session 25^e où il renouvelle la Decretale *Periculoso*, MM. les Evêques insistent toujours à y fonder leur pretention : parce qu'outre que ce Concile n'a pas de lieu en France pour la Police extérieure qu'autant qu'il est conforme aux Loix & aux Usages qui y sont autorisez, s'il y avoit quelque doute ou quelque obscurité resultant des termes de ce Chapitre, il faudroit l'éclaircir par les autres endroits du même Concile & de la même Session où son esprit & son intention paroissent encore plus nettement, comme par le Chapitre 9. où il declare que les Monasteres de Religieuses qui sont en Congregations & sous des Superieurs Reguliers, doivent absolument demeurer & estre laissez sous leur soin & à leur garde, *sub eorum curâ & custodia* ; & par le Chapitre 20. où il declare encore qu'à l'exception de l'établissement de quelques Officiers qu'il change à l'occasion des Commendes, il n'entend pas toucher en aucune façon aux Droits, Privileges & Exemptions des Ordres Reguliers qu'il confirme & veut demeurer en leur entier : *In cæteris omnibus præfatorum Ordinum Privilegia & facultates quæ ipsorum personas, loca & jura concernunt, firma sint & illæsa.*

Et si tous ces endroits ne suffisoient pas encore pour lever l'obscurité pretendue, il faudroit recourir aux termes qui sont si clairs & si décisifs de la Constitution *Periculoso*, puisque c'est elle que le Concile renouvelle & dont il ordonne l'exécution sans y déroger en aucune maniere.

Il faudroit encore recourir à la décision de l'Assemblée des Prélats de France tenuë en la Ville de Melun peu après le Concile où la plupart avoient assisté, suivant laquelle ils n'obligerent les Religieuses qui seroient en necessité de sortir de leur Clôture, que

d'en prendre la permission de leur Supérieur, *de sui Superioris licentia in scriptis obtenta.*

Il faudroit aussi recourir à l'Article 31. de l'Ordonnance de Blois dressé par l'avis des Etats Generaux du Royaume, où avoient encore assisté les mêmes Prélats, laquelle voulant conserver à chacun sa juridiction, & transcrivant les termes du Règlement fait par le Concile, ordonna que les Evêques donneroient les permissions de sortir aux Religieuses qui leur sont soumises, & les Supérieurs Reguliers à celles qui sont sous leur conduite.

Enfin, il faudroit recourir à l'usage & à la possession qui a toujours suivi depuis d'une maniere constante & uniforme, & à l'Article 39. du Bref du Pape Alexandre VII. rendu avec connoissance de cause après l'examen d'une Congregation de plusieurs Cardinaux, Evêques & Prélats en l'année 1686. pour la reformation generale de l'Ordre de Cîteaux, en consequence du renvoy fait par Arrest du Conseil d'Etat, & de plus revêtu de Lettres Patentes & enregistré au Grand Conseil.

Par cet Article, conformément à la Decretale *Periculoso* & au Concile de Trente, il est ordonné non aux Evêques Diocesains, mais à l'Abbé General de Cîteaux & aux autres Supérieurs qui ont des Monasteres de Religieuses de leur dépendance, d'y établir & d'y faire exactement garder la Clôture : *Præcipiendo Abbatibus Generali & quatuor primis & aliis Patribus Abbatibus, ut omnes sibi subditas Moniales ad Clausuram à Bonifacio Octavo & à Concilio Tridentino ordinatam, utique reducant & cogant.*

6. Que si le Concile de Trente doit être ainsi expliqué, on ne peut pas donner un autre sens à l'Article 19. de l'Edit du Roy de 1695. que MM. les Evêques objectent, puisque cet Article n'est autre chose qu'une traduction littérale du Decret du Concile, & que d'ailleurs il n'a été fait que *suivant & en execution des saints Decrets & des Constitutions Canoniques*, comme il le porte expressément : ne comprenant ainsi que les Monasteres qui dépendent des Ordinaires ou qui sont immédiatement soumis au Saint-Siege, & non pas ceux qui sont en Congregations sous des Chapitres Generaux & des Supérieurs Reguliers.

Et quand même ceux qui l'ont dressé, auroient eu intention de les y comprendre, la Declaration de 1696. qui est survenuë

& qui a esté donnée pour luy servir d'interpretation, les en auroit tirez, *le Roy voulant que son Edit, c'est-à-dire tous les Articles dont il est composé, soit executé sans préjudice des droits, privileges & exemptions des Monasteres qui sont en Congregations, que Sa Majesté veut & entend avoir lieu en la maniere qu'ils l'ont eu jusqu'à present.*

Quelqu'autre sens qu'on veuille donner à cet Article, il ne luy convient pas assurément; puisqu'il y auroit de la contradiction, & pour les autres raisons qu'on a déduites dans la Réponse faite aux Memoires de MM. les Evêques, pages 420 & 421.

MM. les Evêques connoissant bien que toutes les Regles, 7. Constitutions Canoniques, Ordonnances, Arrests & Usages sont contre leur pretention, ont voulu se servir de l'exemple des autres Monasteres, notamment de ceux qui sont en Italie même de l'Ordre de Cisteaux, où ils disent que ce sont les Evêques Diocesains qui sont chargez du soin de la Clôture.

Mais que pourroient des exemples contre des loix & des décisions si formelles? Si quelques Monasteres particuliers n'ont pas eu le soin & la force de se maintenir dans leurs droits, peut-on en tirer des conséquences contre les autres & contre des Ordres entiers? On a répondu que les Monasteres de Religieuses qui sont en France sous des Congregations & qui se gouvernent par les loix reçues dans le Royaume, ne prennent leurs permissions que de leurs Superieurs Reguliers; & que comme en Italie c'est un gouvernement Bullaire, c'est-à-dire qui se regle suivant les Bulles qu'il plaît aux Papes de donner, on n'en peut rien conclure contre ce qui se pratique en France où l'on suit les Ordonnances & les Edits du Prince.

A l'égard des Monasteres de l'Ordre de Cisteaux, on peut dire avec certitude, que ceux qui sont en Espagne, en Pologne, en Allemagne, en Flandre & en quelque autre Province que ce soit de la Chrétienté, ont tous un usage uniforme, & qu'ils ne s'adressent qu'à leurs Superieurs pour avoir leurs permissions, jouissant pleinement de leurs Privileges qui les exemptent de tout autre concours.

Il est vray qu'il y en avoit aussi quelques-uns en Italie qui en ussoient 8. de même, mais ils ont esté distraits de l'Ordre & soumis entierement aux Ordinaires dès l'an 1579. par une Bulle du Pape Gregoire XIII. d'une maniere dont MM. les Evêques peuvent d'autant

moins tirer avantage , qu'au-contraire leur exemple doit servir de raison à maintenir ceux de France principalement dans l'entiere jouissance de leurs Privileges.

La preuve qu'on en peut donner, ne scauroit estre suspecte étant tirée du Recueil imprimé à Paris en 1628. des Lettres écrites en 1581. & 1582. au Roy Henry III. par M^{re} Paul de Foix Archevêque de Toulouse & son Ambassadeur à Rome.

Page 321.

C'est dans la 34^e écrite le 6. Mars 1582. où cet Archevêque Ambassadeur rend compte au Roy de ce qu'il a fait en consequence de ses ordres , & de qui s'est passé dans une Audience qu'il avoit eu du Pape avec le Cardinal d'Est Protecteur des affaires de France , le premier jour du même mois.

Il fait un long recit des raisons qu'il dit à Sa Sainteté en luy presentant une Lettre du Roy sur le même sujet , pour luy faire connoistre l'interest qu'avoit Sa Majesté de s'opposer à cette distraction des Monasteres de Religieuses en Italie, de l'obéissance & de la sujétion de l'Abbé de Cisteaux, la faisant souvenir que Sa Majesté luy en avoit déjà écrit plusieurs fois & fait parler du temps que M. d'Albin estoit Ambassadeur , pour la prier de revoquer cette Bulle , & de remettre les choses en l'état qu'elles estoient , comme une chose qu'elle avoit eu & avoit encore extrêmement à cœur,

Page 324. & 328.

Ils représenterent que ç'avoit esté une surprise qui luy avoit esté faite à la sollicitation & par l'importunité & l'ambition de personnes mal intentionnées pour la France , ce qui portoit grand préjudice à Sa Majesté & étoit d'une grande consequence pour l'Ordre de Cisteaux qui ne pouvoit en attendre que tout mal & desolation au spirituel & au temporel.

Page 329.

Cet Archevêque Ambassadeur s'étendit principalement sur le spirituel , representant que les Evêques qui ont leur Diocese chacun à part , & ne sont versez en cette discipline & façon monastique & reguliere , ne peuvent entretenir l'union & la conformité qui doit estre en tous les Monasteres d'un même Ordre pour le regard de la Regle , Statuts , Police , Discipline , Vie , Mœurs & toutes autres choses appartenant à la Religion &c.

Enfin ils conclurent & prierent le Pape de revoquer sa Bulle , & de ne rien innover à cause des mauvaises suites & consequences ; & comme Sa Sainteté leur répondit que ce qui l'avoit incité

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 449

à faire cette distraction, estoit qu'il y avoit eu de la malversation de la part de quelques Religieux, & que les Visiteurs qui estoient envoyez de France, n'entendoient pas la Langue Italienne & n'estoient pas entendus des Religieuses, ils repliquerent sur l'un & l'autre de ces deux motifs, notamment sur le premier, qu'assurément les Supérieurs n'avoient commis aucune malversation; *mais que depuis que les Evêques avoient entrepris l'office des Reguliers, il se trouvoit qu'en si peu de temps, (c'est-à-dire de trois à quatre ans) il y avoit eu plus de scandales aux Monasteres de Religieuses, qu'en cinq cens ans qu'il y avoit que cet Ordre fut institué.*

Page 449

C'est un Cardinal & un Archevêque revêtu du caractère d'Ambassadeur, qui parlent ainsi & de la part du Roy : le Pape en fut touché, & leur laissa l'esperance de voir sa Bulle revoquée; Après sa mort, Sa Majesté continua ses instances auprès de son Successeur; mais les malheurs & les troubles qui arriverent ensuite à la France, en empêcherent l'effet; de manière que les Monasteres de Religieuses qui sont en Italie, n'estant plus en Congregations ni dépendans de l'Ordre de Cisteaux, sont demeurez sous la conduite & le gouvernement des Ordinaires; & ainsi l'exemple qu'on a voulu en tirer, ne peut servir de rien, si ce n'est pour montrer que les changemens & les innovations sont extrêmement à craindre dans les anciens Ordres, & qu'il est de l'intérêt du Roy & de l'Etat de ne pas souffrir qu'il en soit fait principalement dans celui de Cisteaux, dont la Jurisdiction s'étendant dans toutes les Provinces de la Chrétienté, il seroit à craindre que la moindre diminution qui s'en feroit en France, ne donnast lieu & occasion à d'autres démembremens plus considerables.



RÉPONSE

DE M. L'ABBÉ DE CISTEAUX
au troisiéme & nouveau Memoire de MM. les
Evêques, qui a pour Titre :

*Réponse aux deux Memoires de Monsieur l'Abbé
de Cisteaux & de Madame l'Abbesse de Fontevraud,
concernant l'obligation des Evêques de
veiller sur la Clôture des Monasteres de Re-
ligieuses, & leur pouvoir de juger des causes
legitimes de permettre aux Religieuses d'en
sortir.*

Ce troisiéme & nouveau Memoire auroit dû estre une replique à celui que M. l'Abbé General de l'Ordre de Cisteaux a donné pour répondre aux deux premiers de MM. les Evêques & faire voir le peu de fondement qu'a leur pretention sur la Clôture des Religieuses dans les Monasteres exempts qui sont gouvernez par des Superieurs Reguliérs ; cependant il n'est rien moins que cela & n'y répond point du tout, ne faisant que repeter ce qu'ils ont déjà dit dans le premier des deux Memoires qu'ils presenterent au Roy au mois de Septembre dernier 1701. sans rien repliquer sur les raisons & les autoritez qu'on a apportées & qui montrent l'inutilité & la foiblesse de celles dont ils se sont servi : de maniere que l'on peut dire que leur premier Memoire & celui-cy ne font qu'une même chose, sans presque d'autre changement que de l'ordre & de deux ou trois citations.

On pourroit donc se dispenser d'y faire une nouvelle Réponse, puisque la premiere subsiste & demeure ainsi sans replique ; mais parce que l'on espere tirer encore avantage de ce qu'ils y disent, par les éclaircissmens que l'on y donnera, l'on veut bien

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 451

l'examiner tout de nouveau, succinctement néanmoins en suivant l'ordre qu'ils y tiennent.

Ils commencent par trois Observations qu'ils font pour expliquer quel est l'esprit de l'Eglise sur ce qui fait le sujet de la contestation.

Réponse au troisième & nouveau Mémoire de MM. les Evêques.
Trois Observations.
Page 1.

La première, qu'il est certain de l'aveu même disent-ils des Réguliers, que suivant l'ancienne discipline, les Evêques estoient seuls les Juges des causes légitimes de la sortie des Religieuses; mais qu'il ne s'agit présentement que de la discipline approuvée dans les derniers siècles, particulièrement depuis le Concile de Trente.

La discipline a été dans tous les temps avant & depuis le Concile de Trente, que les Supérieurs des Monastères, Patriarches, Primats, Archevêques, Evêques ou Abbés, ont été les Juges des sorties des Religieuses, & que ce sont eux qui les ont permises dans les cas de nécessité, chacun à l'égard des Monastères de sa dépendance; & c'est ce dont peuvent & doivent demeurer d'accord les Réguliers & pareillement MM. les Evêques.

Réponse à la première Observation.

Que si dans les premiers siècles il n'étoit parlé que des Evêques, c'est qu'il n'y avoit pas alors d'autres Supérieurs qu'eux, n'y ayant pas encore de Monastères Exempts, ni d'Ordres Réguliers & de Congrégations dans lesquelles les Monastères fussent unis & dépendans les uns des autres.

Par la seconde Observation, MM. les Evêques conviennent que les Supérieurs Réguliers qui ont la direction des Monastères de Religieuses, *sont chargés de veiller à ce qu'elles n'en puissent sortir sans causes légitimes*, mais ils demandent si l'Eglise s'en repose entièrement sur leur soin & leur discernement, ou si elle veut y ajouter l'inspection & l'examen des Evêques des lieux.

Deuxième Observation du nouveau Mémoire, pag. 1.

Le Concile de Trente par avance a répondu à cette demande, lorsqu'au Chapitre 9. de la 25^e Session, voulant que les Monastères de Religieuses qui sont immédiatement soumis au Saint Siège, soient à l'avenir gouvernez par les Evêques Diocésains en qualité de Délégués du Pape, il a déclaré qu'à l'égard de ceux qui sont en Corps d'Ordres & sous des Supérieurs Réguliers, son intention est qu'ils demeurent & soient laissés sous la conduite & la garde de ces Supérieurs : *Quæ verò Monasteria Monialium à Deputatis in Capitulis Generalibus vel ab alijs*

Réponse.

Réponse au troi-
sième & nouveau
Mémoire de MM.
les Evêques.

Regularibus reguntur, sub eorum curâ & custodia relinquantur.

Ces Monasteres-là estoient sans difficulté avant le Concile de Trente, sous l'entier gouvernement des Superieurs Regulariers pour la Clôture & pour toutes autres choses sans le concours des Evêques, & la Constitution du Pape Boniface VIII. les y avoit maintenus ; le Concile qui renouvelle & confirme cette Constitution sans aucune marque de dérogation ; ordonne qu'on les y laisse, *relinquantur* : peut-on douter que l'Eglise ne s'en repose ainsi entierement sur ces Superieurs ? ils n'ont rien qui les en rende indignes & incapables, & le mot *custodia* désigne particulièrement la Clôture.

Troisième Obser-
vation du nouveau
Mémoire, p. 12 & 13.

La troisième Observation de MM. les Evêques, est qu'ils disent que la pratique est constante dans les Eglises d'Italie & en plusieurs autres, de demander l'examen & l'approbation des Evêques outre celle des Superieurs Regulariers ; & cela disent-ils, est prouvé par des Declarations de la Congregation du Concile & par plusieurs Auteurs qu'ils citent, s'étonnant que M. l'Abbé de Cîteaux ait voulu le revoker en doute.

Réponse.

On a aussi déjà répondu dans divers endroits du premier Mémoire de M. l'Abbé de Cîteaux & dans un petit Sommaire qu'il y a ajouté, que ces exemples ne regardent pas l'Ordre de Cîteaux, & qu'il n'a presque plus aucun Monastere de filles de sa dépendance en Italie, depuis qu'ils y ont esté distraits de son obéissance par une Bulle surprise du Pape Gregoire XIII. que le Roy Henry III. tâcha par toutes sortes de moyens, de faire revoker comme une chose qui luy estoit tres-préjudiciable.

Mais au fond, que pourroient ces exemples contre des loix positives & si précises comme sont celles qu'on a apportées pour appuyer le droit des Superieurs Regulariers des exemples d'un gouvernement si different de celui de France qui se regle par les anciens Canons & par les Ordonnances & les Edits du Prince ; au lieu que celui d'Italie est réglé par des Bulles qui font un nouveau droit ; des exemples enfin, de Monasteres particuliers qui ne se sont pas conservez dans l'usage de leurs Privileges, contre des Ordres entiers qui en sont en possession constante, uniforme & autorisée depuis plusieurs siècles sans nulle interruption ?

Il est vray qu'il y a quelques Bulles des Papes, quelques Decrets de la Congregation établie pour interpreter le Concile, &

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 453

quelques Auteurs qui semblent favoriser la pretention de MM. les Evêques ; mais ces Bulles ne sont pas reçues ni executées en France & ne peuvent l'estre , comme on l'a remarqué dans la Réponse qui a esté faite au premier Memoire ; & de plus elles sont contraires à l'ancien Droit & aux Ordonnances qui regissent le Royaume ; de même que les Decrets de la Congregation qui n'ont esté rendus que posterieurement & en execution de ces Bulles , & pareillement les témoignages des Auteurs qu'on a citez ; de maniere qu'ils les ont plutôt expliquées que le Concile , comme il resuke de leurs citations où l'on voit que leur sentiment a esté qu'en vertu du Concile de Trente , les Religieuses qui ont des Superieurs Reguliers , ne doivent s'adresser qu'à eux pour avoir permission de sortir de leur Clôture dans les cas de necessité ; & que si on les oblige en certains lieux de recourir pour cela aux Evêques Diocesains , ce n'est qu'à cause de la Bulle du Pape Pie V. C'est ainsi que se font expliquer Barbosa , Tamburinius , Zerola , Piascius &c. Voicy les termes dans lesquels Bonacina exprime son sentiment en son *Traité de Clausura* , *quest. 1. n. 8.* *Hoc tamen intelligendum est ubi prædictus Pii V. motus usu receptus est ; alicubi enim usu receptus non est , & consequenter in Monasteriis exemptis non est necessaria in iis locis Episcopi licentia , sed sufficit facultas Generalis aut Provincialis aut Superioris Monasterii jurisdictionem quasi Episcopalem habentis.*

Réponse au troisième & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

Tous les autres Auteurs qui se sont fondez sur la Decretale *Periculofo* & sur le Concile de Trente , & qui sont en grand nombre rapportez par Barbosa en son *Traité de officio & potestate Episcopi* , *alleg. 102. num. 28.* n'hésitent pas à dire qu'il suffit aux Religieuses qui ont des Superieurs Reguliers , d'avoir leur permission d'eux sans avoir besoin de recourir aux Evêques Diocesains ; & Barbosa luy-même avouë qu'il n'est de sentiment contraire qu'à cause de la Bulle du Pape Pie V. *Verum ab illorum opinione discedere cogor propter expressa verba prædictæ Constitutionis Pii V. de anno 1570.*

On en use donc ainsi en Espagne , en Allemagne , en Pologne , Silesie , Boheme , Hongrie , Suisse , Flandre , Lorraine & dans tout le Royaume : & bien loin que l'on puisse s'en plaindre & dire comme font MM. les Evêques , que c'est un desordre , au contraire on peut assurer que c'en seroit un tres-grand , si l'on

PRIVILEGES.

454

Réponse au troi-
sième & nouveau
Mémoire de MM.
les Evêques.

quittait l'ancien usage & que l'on en agist autrement, parce qu'il est impossible qu'un Monastere ait deux Superieurs indépendans l'un de l'autre, sans y causer une grande division.

pag. 4.

Quelque claire & solide que soit la Réponse qu'on a faite au premier Memoire de MM. les Evêques, pour faire voir que le 5^e Chapitre de la 25^e Session du Concile de Trente n'est pas contraire au droit des Reguliers, ils ne laissent pas d'y insister encore, & même ils veulent que le sens qu'ils luy donnent, soit confirmé par le 22^e Chapitre de la même Session, où le Concile ordonne l'exécution de ses Reglemens dans tous les Monasteres de Religieux & de Religieuses.

Réponse.

Mais cette Ordonnance ne fait autre chose que d'obliger ceux pour lesquels les Reglemens sont faits, à les observer exactement & respectivement aussi-bien les Evêques que les Superieurs Reguliers, les Religieux & les Religieuses, les Exempts & les non Exempts sans rien déterminer, de maniere qu'il confirme ce qui y est réglé en faveur des Reguliers.

Que s'il estoit necessaire de donner de l'éclaircissement à ce 5^e Chapitre par quelques autres de la même Session, puisque tous ont esté apparemment faits dans une même seance, & qu'ils doivent avoir le même esprit, il est sans doute qu'on le devroit prendre des 9^e & 20^e Chapitres, pour convaincre que ce n'a point esté l'intention du Concile de soumettre aux Evêques Diocesains par le 5^e pour ce qui regarde la Clôture, les Religieuses exemptes qui sont gouvernées par des Reguliers & sont en Corps d'Ordre ; pourquoy le Concile ne l'auroit-il pas exprimé en dérogeant comme il auroit dû faire par une clause expresse, à leur Exemption ? S'il l'avoit voulu faire, comment auroit-il pû dire dans le Chapitre 9^e que les Monasteres de Religieuses immédiatement soumises au Saint-Siege, seront à l'avenir gouvernez par les Evêques Diocesains comme Délégués du Pape ; mais que ceux qui sont sous la conduite des Reguliers, y demeureront & seront laissez sous leur soin & sous leur garde, *sub eorum curâ & custodiâ relinquantur* : & dans le 20^e, qu'à la reserve de l'institutio de quelques Officiers pour les Monasteres d'hommes qui sont en Commende, son intention n'est point de déroger ni toucher en quelque maniere que ce soit, à leurs Privileges & à leur Exemption, ni de leur donner aucune atteinte ? *In ceteris omnibus Præfatorum Ordinum privilegia & facultates quæ ipso-*

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 455

tum personas, loca & jura concernunt, firma sint & illaesa : quand même il y auroit eu quelque chose de contraire dans ce 5^e Chapitre, les 9^e & 20^e qui luy sont posterieurs, l'auroient corrigé & rétabli.

*Réponse au troi-
sième & nouveau
Mémoire de M. M.
les Evêques.*

Il y auroit autrement en ces dispositions une contradiction manifeste, en ce qu'en même temps que le Concile auroit dérogé à l'Exemption de ces Monasteres exempts, comme on le suppose, pour les soumettre à l'inspection des Evêques Diocesains au regard de la Clôture, il auroit aussi déclaré qu'il entendoit confirmer en tout *in omnibus* cette Exemption, & que les Evêques Diocesains n'auroient aucune inspection dans ces Monasteres qui seroient laissez sous l'entiere direction de leurs Superieurs Reguliers.

Mais il n'est pas necessaire de sortir du Chapitre 5^e pour en penetrer le sens, il contient trois dispositions principales qui le marquent tres-clairement, & qui font voir que ce n'a point esté son intention de rien oster aux Superieurs Reguliers dans les Monasteres de Religieuses qui dépendent d'eux, touchant la Clôture, pour le donner aux Evêques Diocesains.

Par la premiere, outre qu'il n'y est fait aucune mention de ces Monasteres-là, le Concile renouvelle seulement la Constitution *Periculoso*, & en la renouvelant ordonne aux Evêques auxquels elle estoit principalement adressée, de l'excuter : & comme le Pape Boniface VIII. qui l'avoit faite, ne leur avoit commandé d'établir la Clôture de leur propre autorité que dans les Monasteres qui leur estoient sujets, & en qualité de Delegez du Saint-Siege dans ceux qui dépendoient immédiatement du Pape, le Concile fait la même chose : *In omnibus Monasteriis sibi sub-jectis, ordinariâ* ; & pour les autres en abrégé, *in aliis verò, Sedis Apostolicæ autoritate* ; & pour cela il se sert des mêmes termes, de la même menace & de la même expression, sans dire pas un mot qui puisse s'appliquer aux Monasteres soumis aux Reguliers, soit à cause qu'ils observoient déjà la Constitution, & que par les Statuts de leurs Ordres ils y estoient encore astreints, au lieu que les Evêques n'avoient pas d'autre Regle, soit que le Concile se reservât d'en parler dans un autre endroit comme il le fit dans le 9^e Chapitre que l'on vient d'expliquer.

Par la seconde disposition du Chapitre 5^e, le Concile regle en general les entrées dans la Clôture, & ne veut pas qu'elles se fassent qu'avec la permission de l'Evêque ou Superieur, *sine Epi-*

Réponse au troi-
sième & nouveau
Mémoire de MM.
les Evêques.

scopi vel Superioris licentiâ in scriptis obtentâ ; ce qu'il repete une seconde fois pour persuader que son dessein n'estoit pas de rien faire en faveur de l'un au préjudice de l'autre : *Dare autem tantum Episcopus vel Superior licentiam debet in casibus necessariis.*

Par la 3^e & dernière disposition de ce même Chapitre, le Concile desirant qu'autant qu'il seroit possible, les Monasteres de Religieuses qui estoient à la Campagne, fussent pour plus grande seureté transferez dans les Villes, il ordonne encore que cela se fera par les Evêques & les Supérieurs de ces Monasteres : tant il prend soin que leur juridiction ne soit pas confondue & qu'elle soit conservée à qui elle appartient : *Curent Episcopi & alii Superiores, si ita videbitur expedire, ut Sanctimonialium Monasteria intra urbes vel oppida frequentia reducantur.*

Quand toutes ces preuves ne seroient pas aussi convaincantes qu'elles sont, étant tirées du Concile même, de ses termes & de son esprit, il suffiroit pour ne pouvoir point douter du sens qu'on luy donne, de voir ce qui l'a précédé & ce qui l'a suivi, c'est-à-dire la Constitution *Periculofo*, qui en est le fondement puisqu'elle y est renouvellee & confirmée, & pareillement le sentiment de ceux qui ont approché de plus près le temps du Concile, & l'usage qui s'en est ensuivi.

A l'égard de la Constitution *Periculofo* que le Concile a renouvellee & a eu intention de faire executer, rien n'est plus clair qu'elle n'a pas confondu les Monasteres sujets aux Reguliers avec les autres ; elle les a au contraire distinguez d'une maniere à ne laisser aucun doute, & cela se voit par le Titre même & par toutes les dispositions qu'elle enferme, comme on l'a montré dans les pages de la Réponse au premier Mémoire.

Nouveau Mémoire.
Pag. 3.

MM. les Evêques prétendent néanmoins que cette Constitution ne charge les Reguliers de contribuer à l'établissement de la Clôture dans les Monasteres de leur juridiction, qu'en leur procurant des aumônes & des charitez pour en pouvoir bastir les murailles & satisfaire aux dépenses nécessaires ; & la preuve qu'ils en donnent, est que le Pape declare expressément qu'il n'entend pas que le pouvoir qu'il attribue sur ces Monasteres aux Evêques en faveur de la Clôture, puisse estre tiré à conséquence & s'étendre sur aucune autre partie de leur Exemption ; ce que le Concile a pareillement insinué par cette clause derogatoire, *Indultis quibuscunque & Privilegiis non obstantibus* ; d'où ils voudroient inferer

que

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 457

que la Constitution & le Decret du Concile ont compris les Monasteres fujets aux Reguliers pour les soumettre aux Evêques sur le fait de la Clôture.

Réponse au troisième & nouveau Memoire de M. M. les Evêques.

Mais on a déjà répondu à l'endroit que l'on vient de citer , à l'une & à l'autre de ces deux objections ; premierement que la charge que le Pape Boniface VIII. a imposée de procurer aux Monasteres de quoy fournir à la dépense de la Clôture , regarde également les Evêques & les Superieurs Reguliers ; ce sont les mêmes termes , la même expression , la même phrase pour les uns & les autres sans nulle distinction. Et quant à la reserve ou clause derogatoire , elle ne tombe que sur les Monasteres exempts qui par leurs Privileges estoient immediatement soumis au Saint-Siege , de sorte que le Pape & le Concile ensuite , voulant assujettir aux Evêques ces Monasteres-là pour le regard de la Clôture , ils ont dû selon les Regles , déroger en cela à leur Exemption.

Pour ce qui est des autres preuves exterieures & qui se tirent hors du Concile , soit du sentiment de ceux qui en étoient fort proche ou de l'usage , il n'y a qu'à voir la maniere dont s'en sont expliquez les Prelats qui y avoient assisté , & qui depuis s'étant trouvez en 1578. & 1579. soit dans l'Assemblée generale des Etats de Blois , soit dans celle du Clergé de France en la Ville de Melun , ont contribué aux Reglemens qui y furent faits concernant la Clôture : on les a rapportez dans la Réponse faite au premier Memoire.

Celui qui compose l'Article 31. de l'Ordonnance de Blois sur la Remontrance des Etats , est entierement conforme à la Constitution *Periculoso* & au Decret du Concile de Trente , d'où l'on a tiré les termes dans lesquels il est conçu : *Et ne pourra aucune Religieuse après avoir fait profession sortir de son Monastere pour quelque temps & sous quelque couleur que ce soit , si ce n'est pour cause legitime qui soit approuvée de l'Evêque ou du Superieur* : L'alternative d'Evêque ou Superieur conserve à chacun son droit & sa jurisdiction.

L'Assemblée de Melun au lieu de l'alternative , s'est servi d'un mot generique qui comprend l'Evêque & le Superieur Regulier sans neanmoins les confondre : *Nulli Sanctimonialium liceat exire à Monasterio , nisi ex aliquâ urgente & legitimâ causâ , adque de sui Superioris licentiâ in scriptis obtentâ.*

M m m

Réponse au troi-
sième & nouveau
Mémoire de MM.
les Evêques.

Quant à l'usage qui a suivi & la Decretale *Periculofo* & le Decret du Concile de Trente dans les Monasteres fujets aux Reguli-
liers, il a toujours esté tel qu'il estoit auparavant, suivant les
Statuts de leurs Ordres & tres-conforme à ces deux Reglemens;
Usage au reste constant, uniforme & sans interruption, suivant le-
quel on ne s'est point adressé pour les permissions de sortir de la
Clôture qu'aux seuls Superieurs de ces Monasteres, sans que ja-
mais on ait esté tenu de recourir pour cela aux Evêques Dioce-
sains : & cet usage a esté confirmé par tout ce qui peut le ren-
dre inviolable & legitime, par des Bulles des Papes, par des
Lettres Patentes des Rois, & par des Arrests des Cours Super-
rieures ; jusques-là qu'encore en 1666. dans l'Article 39. du
Bref du Pape Alexandre VII. donné en forme de Reglement
pour la Reformation generale de l'Ordre de Cisteaux, par l'avis
d'une Congregation particuliere établie à cet effet, de plusieurs
Cardinaux, Evêques & Prelats de Cour de Rome, il fut expres-
sément arresté que ce seroit l'Abbé General & les autres Supe-
rieurs de cet Ordre, qui demeureroient chargez de tout le soin
de la Clôture, pour l'établir & la faire garder dans les Monaste-
res de leur dépendance, & cela en conformité de ce qui est re-
glé par la Bulle du Pape Boniface VIII. & par le Concile de
Trente : *Præcipiendo Abbati Generali & quatuor primis & aliis
Patribus Abbatibus, ut omnes sibi subditas Moniales ad Clau-
suram à Bonifacio Papa Octavo & à Concilio Tridentino ordi-
natam, utique reducant & cogant.* L'exécution de ce Bref fut
ordonnée par Arrest du Conseil d'Etat du Roy, & il fut en ver-
tu de Lettres Patentes de Sa Majesté enregistré au Grand Conseil,
& toujours depuis executé.

Il faut tomber d'accord qu'il est impossible de rien mieux prou-
ver que l'est le Decret du Concile de Trente touchant la Clô-
ture des Religieuses, en faveur de leurs Superieurs Reguli-
ers, car il l'est par luy-même, c'est-à-dire par les termes dans lesquels
il est conçu, par son esprit & par ses autres dispositions ; par le
Reglement qu'il a eu intention de renouveler & confirmer, par
le sentiment de ceux qui y estoient presens & qui ont contribué
à le former, par l'usage & la possession, par des Bulles & des
Brefs, par l'Ordonnance de Blois qui régit le Royaume, par des
Lettres Patentes, & enfin par des Arrests qui l'ont ainsi jugé
contradictoirement avec quelques-uns de MM. les Evêques, &

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 459

que l'on a produits & expliquez dans la page de la Réponse à leur premier Memoire.

*Réponse au troi-
sième & neuve au
Memoire de MM.
les Evêques.
Pag. 2. du nouveau
Memoire.*

Ils croient que pour détourner le vray sens du Concile, c'est assez de dire comme ils font, qu'il sert de fondement à une Bulle du Pape Pie V. de l'an 1566. qui ordonne aux Evêques de se joindre aux Superieurs pour obliger les Religieuses rebelles & qui refuseront de garder la Clôture, de s'y soumettre sans que pour cela ils puissent s'arroger aucun pouvoir en autre chose.

Il est vray que le Concile de Trente a donné lieu & occasion à cette Bulle, mais elle ne fait rien en faveur des Evêques, que l'on sçait bien d'ailleurs estre obligez d'assister les Superieurs en cas qu'ils ne pussent se faire obéir & qu'ils s'adressassent à eux : & bien loin qu'ils doivent tirer avantage de cette obligation que la Bulle leur impose, au contraire elle leur défend de rien faire autre chose que de prester cette assistance aux Superieurs Regulariers quand ils la leur demanderont.

Réponse.

Il est vray aussi que le même Pape donna une autre Bulle en 1570. par laquelle il reduisit les cas de sortie des Religieuses à trois seulement, *magni incendii vel infirmitatis lepræ aut epidemiæ* ; & voulut qu'outre les permissions qu'elles auroient de leurs Superieurs, l'Evêque du Diocèse certifiât la verité de l'une & l'autre de ces deux maladies, de lepre ou de peste : ce que d'autres Papes ont confirmé depuis par d'autres Bulles, comme Gregoire XIII. & Gregoire XV. & là-dessus les Congregations du Concile & quelques Canonistes ont formé leurs décisions & fait leurs notes & déclaré que les Religieuses sujettes aux Regulariers doivent outre les permissions de leurs Superieurs, avoir encore le consentement de l'Evêque pour pouvoir sortir de leur Clôture.

*Ibidem pag. 3. du
nouveau Memoire.*

On s'est beaucoup étendu dans les pages de la Réponse au premier Memoire de MM. les Evêques, à expliquer cette Bulle du Pape Pie V. de 1572. & à montrer qu'elle ne fait rien au fond pour leur pretention, ne leur donnant que le pouvoir d'attester qu'une Religieuse qui veut sortir, a la lepre ou la peste, comme pourroit faire un simple Medecin.

Réponse.

Et d'ailleurs, on a fait voir au même endroit, que cette Bulle n'est point executée & ne le peut estre en France, même à l'égard des Religieuses qui dépendent des Evêques : qu'ils seroient fort à plaindre s'ils estoient obligez à l'exécuter, parce qu'ils ne pourroient

Réponse au troi-
sième & nouveau
Mémoire de MM.
les Evêques.

leur permettre la sortie qu'en ces trois cas seulement, à moins que d'estre excommunié d'excommunication majeure, privé de leurs dignitez & déclaré inhabile à posséder des Benefices : qu'enfin, on ne peut pas objecter cette Bulle en France, parce qu'elle n'y a pas esté reçüe ni autorisée, & qu'elle est contraire à l'ancien droit du Royaume, aux Usages, à l'Ordonnance de Blois qui le regit, aux Lettres Patentes des Rois qui ont confirmé l'exemption des Ordres Reguliers, & aux Arrêts des Cours Supérieures qui les yont maintenus.

Ibidem, p. 4.

Les Decrets des Congrégations & les décisions des Canonistes qui ont ces Bulles pour fondement, doivent avoir le même contredit, aussi-bien que ce qu'on rapporte de quelques Conciles Provinciaux & des Resolutions de MM. les Evêques dans leurs Assemblées du Clergé de 1625. 1635. & 1645. parce que n'estant pas autorisées du Prince, ni conformes aux Loix & aux Usages du Royaume, elles ne peuvent pas y servir de Reglement, d'autant moins que les Evêques s'y sont rendus Juges en leur propre cause, & qu'ils ont condamné ainsi les Reguliers qui n'estoient pas leurs Juridiques, sans les entendre, *dicenti jus extra territorium, impune non paretur illi*.

Ibidem, p. 5. du
nouveau Mémoire.

Ils supposent comme chose constante, que ces Bulles des Papes & ces Decrets des Conciles Provinciaux n'ordonnent autre chose que le rétablissement du droit commun dont l'observation avoit esté négligée, & ils disent que les Reguliers sans exception de l'Ordre de Cîteaux, ont d'autant moins de raison de s'y opposer, qu'ils ne peuvent justifier par aucun privilege reçu & approuvé, qu'ils ayent esté soustraits à cet égard à la juridiction des Ordinaires.

Réponse.

Le droit commun qui peut estre au regard de la Clôture, n'est autre chose que l'usage qui s'est introduit par les privileges & les exemptions qui ont esté accordées aux Reguliers, & qui ayant esté autorisées par la Decretale *Perculofo*, par les Conciles de Basle & de Trente, par les Loix du Royaume, & par les Lettres Patentes des Rois, fait partie des privileges & des libertez de l'Eglise Gallicane. Peut-on pretendre que ce que demandent aujourd'huy MM. les Evêques, est une reduction au droit commun, sous pretexte qu'ils se fondent sur quelques Bulles & quelques Decrets si contraires à cet usage & à l'ancienne discipline, & qui n'ont jamais eu aucune autorisation dans le

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 461

Royaume ? ne doit-on pas plutôt dire que c'en est le renversement & qu'il ne peut pas subsister avec leur prétention ?

Réponse au troisième & nouveau Mémoire de MM. les Evêques.
Nouveau Mémoire de MM. les Evêques.
Ibidem.

Ils insistent à soutenir que c'est l'usage du Royaume de se conformer aux Decrets des Conciles & aux Bulles des Papes qui rétablissent l'ancien droit des Evêques sans interesser l'autorité du Souverain, ni faire de préjudice aux libertez de l'Eglise Gallicane.

L'usage du Royaume est de n'y recevoir aucun Reglement general, ni Bulles de Papes, ni Decrets de Conciles concernant la Police extérieure, que le Souverain ne les ait reçus & autorisés : bien moins encore quand ils sont contraires à ses Loix & à ses anciens Usages. Dira-t-on que ce n'est pas interesser ni le Prince ni les libertez de l'Eglise Gallicane, d'en établir d'autres, & de compter pour rien ceux qui sont pratiqués de tout temps, & qui sont approuvés par les Ordonnances, les Lettres Patentes & les Arrests ?

Réponse.

Quant à ce que MM. les Evêques ont ajouté que les Regulars n'avoient pu justifier jusqu'à présent par aucun privilege, qu'ils aient été soustraits à la juridiction des Ordinaires au regard de la Clôture ; il est surprenant qu'ils n'en aient pas été convaincus par toutes les preuves qu'on en a données, par l'usage établi, approuvé & pratiqué généralement dans le Royaume depuis qu'il y a des Ordres Regulars, & qui en fait le droit commun : par la Decretale *Periculofo* : par le Concile de Trente qui laisse l'entier gouvernement des Monasteres de Religieuses qui dépendent de ces Ordres, à ceux qui en sont les Superieurs, & qui a pris tant de soin en parlant des entrées dans la Clôture, de marquer par une alternative, qu'eux seuls les peuvent permettre dans les Monasteres qui leur sont sujets, car c'est à cet égard la même raison pour les entrées & pour les sorties : par l'exemption de ces Ordres qui comme on a vu dans celle de Cisteaux, les soustrait entièrement & sans reserve, *ab omni jurisdictione, superioritate, correctione, dominio & potestate Episcoporum & aliorum Ordinariorum, totaliter & quoquo modo.*

Nouveau Mémoire.
Ibidem.

Réponse.

Peut-on douter que cette soustraction ne fasse partie de l'exemption, après avoir vu que pour donner aux Evêques Diocesains, l'inspection sur la Clôture des Religieuses soumises au Pape immédiatement, il a fallu y déroger par une clause expresse dans la Constitution *Periculofo*, dans le Concile de Trente, & dans les

Réponse au troi-
sième & nouveau
Mémoire de MM.
les Evêques.

Bulles postérieures sur lesquelles ils se fondent ; de manière qu'ils n'y ont aucun pouvoir pour cela, qu'en vertu de cette dérogation & en qualité de Délégués du Saint Siegé ?

Eux-mêmes en ont donné encore une autre preuve, quand en parlant de l'Ordonnance d'Orléans en la 16^e page de leur premier Mémoire, ils ont dit que *par l'Article 11^e elle avoit soumis aux Evêques tous les Monasteres pour la visite & correction; ce qui, ajoutent-ils, comprend sans doute la Clôture & les causes legitimes de la sortie* : tellement que l'on en doit conclure que si l'on a rendu aux Supérieurs Réguliers ce droit de visite & de correction & qu'on l'ait ôté aux Evêques, on ne peut pas douter que ces Supérieurs n'aient toute l'inspection sur la Clôture.

Idem. Nouveau
Mémoire.

MM. les Evêques croient aussi avoir bien justifié le contraire par une troisième Bulle qu'ils citent du Pape Pie V. de 1567. & qu'ils disent avoir trouvée dans le Recueil des Privileges de l'Ordre de Cîteaux, en ce que le Pape ayant esté consulté pour sçavoir le vray sens du Decret du Concile de Trente touchant l'entrée dans les Monasteres de Religieuses sujets aux Réguliers & ceux qui la peuvent permettre, il n'est fait nulle mention de la sortie des Religieuses ; d'où ils concluent qu'ils reconnoissent par ce silence, qu'ils n'avoient aucune concession pour ce regard ; & ils se confirment en cette opinion par le témoignage qu'a rendu M. Dubois dans son Livre des Maximes du Droit Canonique, où il dit que les Monasteres de Moniales soumis aux Chefs-d'Ordres, sont sujets à la visite des Evêques Diocésains quant à la Clôture.

Idem.

Réponse.

Cette Bulle qui est imprimée dans le Grand Bullaire Romain pour la 41^e Constitution du Pape Pie V. n'a point esté obtenue par l'Ordre de Cîteaux, mais par les Religieux Mendians : & quand on pourroit en inferer quelque chose, ce ne seroit au plus qu'une preuve négative qui n'apporteroit pas un grand avantage à MM. les Evêques ; mais on espere qu'il ne sera pas inutile puis qu'eux-mêmes la rapportent, d'en toucher un mot.

Il est vray que les Religieux Mendians se plaignirent au Pape, de ce que sous pretexte de l'alternative dont s'est servi le Concile de Trente pour exprimer celui qui a le droit de permettre l'entrée dans la Clôture, *Episcopus aut Superior*, les Evêques Diocésains entreprenoient de le faire dans les Monasteres sujets aux

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 463

Reguliers. Voicy l'interpretation & la décision qu'en fit le Pape, les termes en sont tres-remarquables.

Réponse au troi-
sième & nouveau
Memoire de MM.
les Evêques.

Cum inhonestum sit quemlibet in alienam messem falcem injicere, Monialiumque Monasteria nonnisi de Episcopi vel Superioris licentiâ, & in casibus necessariis aliquis ingredi præsumat, in Sessione 25. Can. 5. prohibeatur : hoc tantum in illis Monasteriis locum habere volumus quæ Ordinariis ipsis pleno jure subsunt, in quibus in casibus necessariis ipsi dare licentiam possint, & non in aliis Monasteriis ; ita ut in præfatis Monasteriis quæ Ordinariis ipsis pleno jure non subsunt, ipsi Ordinarii illa ingredi non possint, prout in Regulis earum seu de jure statuitur, & eis aliquos processus adversus Moniales ipsas seu Fratres hujusmodi propterea seu aliâs ipsorum Ordinum Superioribus irrequisitis, quoquo modo formare aut facere posse Prohibemus, ita ut aliquam jurisdictionem seu aliud quodcunque dominium in Moniales & Fratres hujusmodi respectivè habere, exercere aut exequi nullatenus possint aut debeant, imò illas & illos omnes ab eorum superioritate, dominio, jurisdictione & potestate Eximimus & Liberamus, prout eis concessum est per sua privilegia.

MM. les Evêques ne peuvent pas permettre d'entrer dans les Monasteres sujets aux Reguliers ni y entrer eux-mêmes, ni y faire aucun acte de Jurisdiction.

Cette disposition est assez considerable pour meriter qu'on y fasse quelques reflexions.

1°. Ce sont MM. les Evêques qui citent & qui objectent cette Bulle, qui est d'un Pape aux sentimens duquel ils ont témoigné en plusieurs endroits de leurs Memoires, avoir une entiere déference.

2°. Elle est donnée trois ans seulement après le Concile de Trente & pour l'expliquer, dans un temps qui en estoit fort proche, & par un Pape qui en avoit une parfaite intelligence, étant pendant qu'il se tenoit, déjà Cardinal & employé dans les affaires.

3°. Ce Pape regarde la pretention des Evêques concernant la Clôture des Religieuses sujettes aux Reguliers, comme une entreprise exorbitante sur leurs droits, c'est ce que signifient ces mots, *Cum inhonestum sit quemlibet in alienam messem falcem injicere.*

4°. Il declare que le pouvoir des Evêques même à l'égard de la Clôture, est restraint, borné & limité aux seuls Monasteres dont la conduite leur appartient, & qu'ils ne peuvent rien sur les autres, non pas même y entrer, *ita ut illa ingredi non possint.*

Réponse au troi-
sième & nouveau
Mémoire de M. M.
les Evêques.

5°. C'est de droit que la défense leur est faite d'entrer dans ces Monasteres, aussi-bien que par les Regles & les Constitutions des Reguliers, *prout in earum Regulis seu de jure statutur.*

6°. Il leur est défendu de dresser ni faire aucune procedure qui regarde les Religieux & les Religieuses sous quelque pre-texte que ce soit, sans avoir préalablement requis & averti les Superieurs.

7°. Ils ne peuvent exercer sur ces Monasteres aucun acte de juridiction ni aucune superiorité, étant entierement & absolu-ment soustraits à leur conduite par les privileges qui leur ont esté accordez.

8°. Il n'est pas à la verité parlé expressément de la sortie des Religieuses de la Clôture, parce qu'il n'en estoit pas question, le Decret du Concile de Trente que le Pape explique, ne faisant alors aucune difficulté là-dessus : mais il est certain qu'il a parlé dans sa Bulle d'une maniere qui ne peut faire douter que toute inspection sur la Clôture des Religieuses sujettes aux Reguliers, est interdite aux Evêques Diocesains, de même que de toutes les autres choses qui composent leur exemption : car enfin comment accorder ce qu'ils pretendent & que tout ce qui regarde la Clôture de toutes les Religieuses sans exception leur soit réservé, s'ils ne peuvent pas seulement entrer dans les Monasteres qui ne dépendent pas d'eux, ni y dresser un Procès verbal, ni y faire aucun acte de juridiction ?

Après cela, que peut produire le témoignage de M. Daboïs, autrefois leur Avocat & entierement dévoué à leur interest, si contraire aux Loix canoniques & civiles & aux Usages pratiqués de tout temps ?

Nouveau Memoire.
ibid.

MM. les Evêques distinguent entre la discipline interieure & exterieure, & veulent bien que la premiere soit laissée aux Reguliers dans les Monasteres de leur dépendance ; mais ils soutiennent que l'exterieure interessant leur Diocese, la sortie des Religieuses les regarde & leur doit appartenir.

Réponse.

Mais cette distinction est fort inutile, puisque la conduite interieure & exterieure des Religieuses, c'est-à-dire, dans le Cloître & hors du Monastere, regarde toujours leurs Superieurs Reguliers, auxquelles elles sont également soumises en quelque état qu'elles se trouvent, parce qu'elles leur ont promis obéissance par tout, & que leurs personnes aussi-bien que leurs Monasteres jouissent

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 465

jouissent du Privilege de l'Exemption, que le Concile de Trente leur a encore confirmé tout de nouveau dans le 20^e Chapitre de la Session 25^e : *Privilegia & facultates quæ ipsorum Ordinum personas, loca & jura concernunt, firma sint & illæsa* : & ainsi la sortie d'une Religieuse de son Monastere, n'interesse pas plus la police d'un Diocese, que la sortie d'un Religieux ; de maniere, que si elle venoit à tomber en quelque faute considerable, l'Evêque ne pourroit pas la juger, mais seulement avertir son Supérieur qui seroit tenu de la punir dans les six mois reglez par le Concile.

Réponse au troisième & nouveau Mémoire de MM. les Evêques.

Ils passent aux Arrests, & prétendent qu'il y en a plusieurs qui ont jugé la question en leur faveur, & cependant ils n'en cotent que quatre qu'ils tirent du Recueil des Actes & Memoires du Clergé. Le premier, du Parlement de Toulouse rendu en 1634. pour M. l'Evêque de Cominges contre les Religieuses du Priouiré de Saint-Laurens de l'Ordre de Fontevraud : Le second, du Conseil Privé en 1635. au sujet du premier, entre les mêmes Parties & Madame l'Abbesse de Fontevraud : & les deux autres en 1653. & 1670. contre deux Convens de Religieuses de l'Ordre de Sainte-Claire, au profit de MM. les Evêques du Puy & de Sisteron.

Memoire, p. 6. Quatre Arrests produits par MM. les Evêques.

De bonne foy quelle application peuvent avoir ces quatre Arrests sur la Jurisdiction & l'Exemption de l'Ordre de Cisteaux, qui a des Privileges particuliers si précis & si generaux, & une possession de cinq à six siècles ? Ces quatre Monasteres peuvent avoir donné lieu dans des circonstances particulieres à ces Arrests, où ils ne se sont pas suffisamment défendus, où ils n'avoient pas eu soin de se conserver dans l'usage de leurs Privileges. Il y a lieu de s'étonner qu'avec tout le soin qu'on a eu de recueillir dans les Actes & Memoires du Clergé depuis si long-temps, toutes les pieces qu'on s'est imaginé pouvoir favoriser les pretentions de MM. les Evêques sur les Reguliers, sans y rien jamais mettre de ce qui fait pour eux & qui pourroit servir à défendre leurs droits, on n'y ait pu trouver que ces quatre Arrests, dont encore le plus ancien est de 1634. il faut les examiner.

Réponse

Celui du Parlement de Toulouse n'est rapporté que dans le vii^e des Pieces de celui de l'année suivante 1635. & l'on voit qu'il n'avoit fait autre chose que d'autoriser une Ordonnance de M. l'Evêque de Cominges pour les reparations d'une Eglise Paroissiale

Nnn

*Réponse au troi-
sième & nouveau
Mémoire de MM.
les Evêques.*

qui dépendoit du Prieuré de Saint-Laurens, & pour celles de la Clôture de ce Prieuré qui n'étoit ni établie ni observée ; & cet Arrest avoit esté rendu sur Requête : & ainsi par toutes ces circonstances il ne peut estre tiré à nulle consequence.

Encore moins celuy du Conseil Privé de 1635. sur la demande de Madame de Fontevraud en cassation du premier Arrest, & sur un appel comme d'abus interjetté par elle de l'Ordonnance de M. de Cominges comme rendu au préjudice d'un autre Arrest du Conseil & de l'évocation generale de toutes les Causes au Grand Conseil ; l'Arrest sur l'appel comme d'abus met les Parties hors de Cour, sauf à se pourvoir pardevant le Metropolitain : il est assez difficile de sçavoir de quoy peut servir cet Arrest si meslé à MM. les Evêques.

Le troisième de 1653. est aussi du Conseil : M. l'Evêque du Puy visitoit actuellement le Monastere de Sainte-Claire & estoit en possession de le faire, comme il paroist par les Procès verbaux qu'il rapportoit des années 1648. & 1650. L'Arrest le maintient en sa possession, & pareillement les Religieuses en celle de jouir de tous leurs Privileges, Immunitéz & Exemptions dans lesquelles elles s'estoient maintenues.

Le quatrième & dernier Arrest de 1670. a esté donné sans entendre les Religieuses de Sainte-Claire de la Ville de Sisteron, sur une simple Requête où M. l'Evêque a exposé tout ce qu'il a voulu & a fait ordonner qu'il continuera sa visite dans leur Monastere.

Il n'est pas aisé de faire, comme on a déjà dit, une juste application de ces Arrests sur la pretention qu'ont aujourd'huy MM. les Evêques : car en un mot, ils demandent que le droit de juger des causes de sortie des Religieuses & de les permettre, leur soit attribué, & il n'est pas seulement parlé dans ces Arrests ni de permission de sortir, ni des raisons que l'on doit avoir pour le faire. Si quelques Arrests peuvent & doivent jamais servir de préjugé à la contestation presente, ce sont sans doute ceux qui ont esté rendus contradictoirement & solennellement en faveur de M. l'Abbé de Cisteaux en 1695. contre M. l'Evêque de Noyon pour l'Abbaye de Biache, & contre M. l'Evêque d'Apé pour l'Abbaye de Sainte-Croix, au Parlement de Provence en 1699. & au Conseil d'Etat Privé du Roy en 1701. où il s'agissoit précisément de ce qui fait aujourd'huy le Procès : à quoy l'on peut encore ajoû-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 467

ter la Sentence arbitrale de feu M. l'Archevêque de Paris contre feu M. l'Evêque d'Apt en 1678. mais on est assuré qu'on ne les mettra pas dans les Actes & les Memoires du Clergé.

*Réponse au troi-
sième & nouveau
Memoire de MM.
les Evêques.
Memoire, page 6*

Ce sont ces Arrests-là que MM. les Evêques qualifient & appellent surpris, quoiqu'ils soient contradictoires, & que le premier n'ait esté rendu qu'après douze Audiences de plaidoirie, & le second après huit : cela n'est rien pour eux, non plus que les raisons & les réponses pertinentes qu'on a données sur leur premier Memoire sur la fin de la 3^e Partie, pour montrer qu'ils n'ont pas un meilleur fondement sur l'Edit du Roy de 1695. concernant la juridiction Ecclesiastique, recommençant à en parler tout de nouveau & comme si on n'y avoit pû rien répondre.

Ibidem, p. 6.

Mais on a fait voir en cet endroit cité, que l'Edit de 1695. interpreté par la Declaration de 1696. leur est encore bien moins avantageux, puisqu'il y paroît que l'intention de Sa Majesté n'est & n'a jamais esté que de se conformer aux saints Decrets & Constitutions Canoniques reçues dans le Royaume & aux Ordonnances de ses Prédécesseurs, & pareillement de faire jouir sous sa protection les Reguliers, des Exemptions legitimes qui leur ont esté accordées, comme ils en ont usé jusqu'à present. Quelque chose que puissent dire au contraire MM. les Evêques, on ne croira jamais que Sa Majesté ait voulu se contredire, & qu'au préjudice de tant de Regles Civiles & Canoniques & d'une possession de tant de siècles, autorisée par un si grand nombre de Lettres Patentes & d'Arrests, elle ait eu intention de renverser ce qu'elle assure elle-même avoir dessein de maintenir.

Réponse.

Ils disent que le Parlement de Paris depuis cette Declaration, a encore jugé par un Arrest de 1697. contre Madame l'Abbesse de Fontevraud, que l'Article XIX. de l'Edit doit estre executé dans le sens qu'ils luy donnent ; mais cet Article d'ailleurs ne comprenoit pas les Monasteres qui sont en Congregations ; & l'Arrest qu'on objecte, a esté rendu par défaut. Peut-on le tirer à consequence contre M. l'Abbé de Cisteaux ? il declare abusive une permission de sortir qu'avoit donnée Madame de Fontevraud à une de ses Religieuses, & cependant MM. les Evêques conviennent aujourd'huy qu'une Religieuse de quelque maniere que les choses se fassent, ne peut sortir de son Monastere sans le consentement & la permission de ses Superieurs.

Memoire, Ibidem.

Réponse

Ils font en cet endroit un dénombrement des pretentions des

Memoire, Ibidem.

Réponse au troi-
sième & nouveau
Mémoire de M.M.
les Evêques.

Reguliers qu'ils fondent disent-ils , 1°. sur leur Exemption ; 2°. sur ce qu'ils sont chargez de veiller sur la Clôture des Religieuses ; 3°. sur la Constitution du Pape Boniface VIII. & sur les Conciles de Basle & de Trente ; & ils ajoutent qu'il ne s'agit pas icy d'examiner leurs Privileges autrement que par rapport à la Clôture : qu'au fond ces Reglemens ne leur donnent la conduite des Monasteres que pour la discipline interieure & non pas pour la police exterieure. Après quoy ils recommencent à expliquer tout de nouveau , toujours néanmoins dans leur sens , la Decretale *Periculofo* , s'étonnant au surplus , de ce que M. l'Abbé de Cîteaux qui dit avoir beaucoup de respect pour le Saint Siege , veut contester les Reglemens que les Papes ont faits par les Bulles qui ont esté citées , pour la police de l'Eglise & le maintien de la discipline dans tous les Monasteres.

Réponse.

On n'a déjà que trop répondu cy-devant à ces Objections qui regardent les Privileges des Reguliers , la Decretale *Periculofo* , le Concile de Trente & la distinction de la police interieure & exterieure ; ce seroit chose ennuyeuse de repeter ce que l'on en a dit & les raisons qui ne permettent pas d'introduire des nouveautés dans le Royaume , & d'en changer les anciens usages sous le pretexte vain du rétablissement de la discipline.

On dira seulement comme en abrégé , que l'intention du Pape Boniface VIII. du Concile de Trente , des Papes & en un mot , de toutes les Puissances spirituelles & même temporelles , a esté que la Clôture fût établie dans tous les Monasteres de Religieuses de quelque dépendance que ce soit , & qu'il ne fût permis à aucune d'en sortir que dans les cas de necessité : A l'effet de quoy ils ont voulu pourvoir à ce qu'il y eût quelqu'un qui tint la main à l'exécution de ce Reglement , ainsi que le porte expressément la Constitution *Periculofo* : *Quoniam parum esset condere jura , nisi essent qui ea executioni debitè demandarent* ; leur estant d'ailleurs indifferent qui ce fust , pourvu que le Reglement fust exécuté , sans vouloir pour cela troubler & confondre les Jurisdictions déjà établies ; ne considerant que ce qui leur paroissoit le plus convenable à leur dessein , & même le plus facile & le plus commode pour les Monasteres. De sorte que ne trouvant pas de meilleur moyen , que de donner ce soin & cette charge à ceux qui en sont les Superieurs naturels soit Evêques soit Reguliers chacun à son égard , il n'y a eu de changement que pour les

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 469

Monasteres fujets immédiatement au Saint Siege , ausquels il estoit impossible que les Papes qui en estoient chargez & qui en sont si éloignez , pourvüssent exactement ni par eux-mêmes ni par des Commissaires qu'il auroit fallu députer à tout moment : c'est pourquoy ils ont jugé à propos de commettre une fois pour toutes à l'égard de ces Monasteres , les Evêques Diocesains , lesquels estans sur les lieux , pourroient comme Délégués du Saint Siege , s'acquitter plus facilement de ce devoir : & cette intention si judicieuse & si conforme à la raison & fondée en justice , a esté accomplie de la maniere la plus douce & sans confondre l'ordre des Jurisdiccions , comme le prouve l'usage qui l'a suivie jusqu'à present : car au surplus , que leur importoit-il que ce fussent plutôt les Evêques qui en eussent le soin que les Reguliers ?

Réponse au troisième & nouveau Memoire de M. les Evêques.

MM. les Evêques ne contestent cet usage , ou plutôt la possession dans laquelle sont les Superieurs Reguliers au regard des Monasteres de leur dépendance , qu'en disant qu'elle n'est ni si ancienne , nisi constante qu'ils la pretendent : mais peut-on la demander & la concevoir plus ancienne , qu'en la commençant comme on fait dans l'Ordre de Cistaux , depuis le premier établissement de ses Monasteres ? & peut-elle estre plus constante qu'elle est , ayant esté depuis des temps si reculez de cinq à six siècles , uniforme dans toutes les Provinces de la Chrétienté , au vû & scû de tout le monde , paisible & sans aucun trouble , & confirmée par des Conciles , par des Bulles des Papes , par des Ordonnances , des Lettres Patentes & des Arrests ?

Memoire , p. 9.

Réponse.

Ils ont peine à tomber d'accord que l'Article XXXI. de l'Ordonnance de Blois ait favorisé cette possession , & ils luy donnent un sens si violent en voulant que sous le nom de Superieur , elle n'ait pas entendu le Superieur Regulier mais l'Ordinaire du Territoire quand même il ne seroit pas Evêque , qu'il n'y a qu'à en rapporter encore une fois les termes pour convaincre que l'on ne peut pas l'entendre d'autre façon : *Admonestons les Archevêques, Evêques & autres Superieurs des Monasteres de Religieuses, de vaquer soigneusement à remettre & à entretenir la Clôture des Religieuses.. Et ne pourra aucune après avoir fait profession, sortir de son Monastere si ce n'est pour cause legitime qui soit approuvée de l'Evêque ou Superieur.*

Memoire, ibidem.

Ni l'Evêque ni tout autre Ordinaire du Territoire , ne peut

*Réponse au troi-
sième & nouveau
Memoire de MM.
les Evêques.*

estre appelé & réputé Superieur des Monasteres dont il s'agit, parce qu'estant supposez exempts, ils ne reconnoissent que le Pape & les Reguliers pour leurs Superieurs : on avoit déjà fait voir l'incongruité de ce sens dans la 3^e Partie de la Réponse au premier Memoire de MM. les Evêques, & que l'usage qui a suivi l'Ordonnance, l'a déterminé tout au contraire.

*Page 10. du Me-
moire.*

L'on ne voit pas que MM. les Evêques ayent rien répondu sur les inconveniens qu'on a montré en grand nombre qui suivroient infailliblement de leur pretention, outre plusieurs autres qu'on ne peut pas prévoir d'une nouveauté aussi exorbitante qu'est celle qu'ils voudroient introduire, qu'en disant qu'ils ne seroient pas plus grands dans l'Eglise de France, qu'ils le sont en Italie.

Réponse.

Mais cette réponse n'est pas un remede qui guerisse le mal : un changement d'usage cause toujours du trouble, & les mœurs sont différentes en Italie de celles France : il y a même là plus de facilité à executer les Bulles des Papes qu'on a objectées & qui défendent aux Religieuses de sortir qu'en cas de lepre ou de peste, parce que le Pape estant sur les lieux, peut plus commodément accorder les dispenses pour les autres cas, n'y ayant que luy qui le puisse faire ; que s'il falloit à chaque occasion y recourir des Provinces de France, cela n'accommoderoit ni MM. les Evêques, ni les Sujets du Roy.

*Memoire, ibidem.
Réponse.*

Dans le reste de la dixième page & dans la dernière, MM. les Evêques contredisent les Pièces qu'a produites Madame de Fontevraud ; mais ils le font d'une manière si legere, qu'il luy sera facile d'y répondre ; ils pretendent qu'elles ne font rien au sujet de la presente contestation, & c'est assez pour conclure que l'on n'en peut pas tirer de consequence contre l'Ordre de Cîteaux. On a déjà satisfait aux quatre Arrests qu'ils repètent encore en cet endroit, & on en a fait voir l'inutilité : On finira cette Réponse par deux Observations.

La première, que dans la verité MM. les Evêques n'ont aucun fondement valable, pas même un titre coloré de leur pretention, & que pour s'en faire un, ils sont obligez de supposer que le Concile de Trente a réduit absolument au droit commun tous les Monasteres qui estoient immédiatement sujets au Saint Siege, & les a remis sous leur Jurisdiction ordinaire, de la même manière que sont les autres Monasteres qui dépendent d'eux na-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 471

tuellement : & cela pour avoir lieu de dire que quand au Chapitre 5^e de la 25^e Session, le Concile a commandé aux Evêques d'établir la Clôture dans tous les Monasteres de leurs Diocèses qui dépendent d'eux, de leur autorité ordinaire, & dans les autres, *in aliis verbò*, de celle du Saint Siege, il a entendu *par ces autres*, ceux qui sont en Congregations & sous des Superieurs Reguliers, n'y ayant plus que ceux-là qui ayent besoin de cette délégation.

*Réponse au troisième & nouveau
Mémoire de MM.
les Evêques.*

Mais on a montré cy-devant tres-clairement que le Concile de Trente en l'endroit qui est cité, a suivi quasi mot à mot la disposition de la Decretale *Periculofo*, sans y rien changer, par laquelle le Pape Boniface VIII. a si nettement distingué l'autorité de laquelle se serviroient les Evêques pour l'établissement de la Clôture dans les Monasteres de leur dépendance, de celle dont ils useroient dans ceux qui sont soumis au Saint Siege immédiatement.

Il est si peu vray que le Concile ait eu intention de les remettre sous leur Jurisdiction ordinaire, qu'outre qu'il n'en est parlé nulle part, il faudroit qu'il l'eust fait ou avant ou par le Chapitre 5^e de la 25^e Session, & cela ne se trouve pas ; au contraire on voit que dans les Chapitres posterieurs, c'est-à-dire au 8^e & au 9^e, il les regarde encore comme dépendans du Pape immédiatement, & n'en donne le gouvernement aux Evêques Diocesains, qu'en qualité de Délégués du Saint Siege, comme font aussi les Papes dans leurs Bulles qui sont venues après, même dans celle du Pape Gregoire XV. de 1623. De maniere que leur privilege d'exemption n'est pas éteint & subsiste encore, l'usage en estant seulement suspendu jusqu'à ce que ces Monasteres s'unissent & se mettent en Congregations sous des Superieurs Reguliers, comme le porte expressément le 8^e Chapitre du Concile, ou que l'Eglise révoque sa délégation, en vertu de laquelle seulement MM. les Evêques y exercent leur Jurisdiction ; & pour lors en l'un & l'autre cas, ils n'auront pas besoin d'un nouveau privilege.

Il est cependant bien surprenant que MM. les Evêques qui n'ont pas d'autre titre que cette délégation, pour pretendre l'autorité qu'ils exercent sur ces Monasteres, & qui voudroient l'étendre aujourd'huy sur ceux qui sont en Congregations & sous des Reguliers, en ayent une si grande aversion, & ne veulent pas la

Réponse au troi-
sième & nouveau
Memoire de MM.
les Evêques.

reconnoître ni la marquer dans leurs Actes : tant ils ont de peine à sçavoir sur quoy ils doivent établir leur pretention.

La seconde Observation est qu'il faut qu'en effet elle ait bien peu de solidité & beaucoup d'incertitude, vû qu'ayant d'abord présenté deux Memoires au Roy, l'un pour le regard de la Clôture & l'autre pour l'Examen des Novices avant la Profession dans les Monasteres de Religieuses, ils n'ont pas plûtoût eu communication de la Réponse que M. l'Abbé de Cîteaux y a faite, qu'ils ont retiré le Memoire concernant l'Examen des Novices, ne voulant plus y insister, comme de fait ils n'en font pas de mention dans leur Réponse, se désistant ainsi tacitement de la demande qu'ils en avoient faite.

Et quoique par tout ce qui a paru d'eux jusqu'à cette Réponse, ils ayent donné à entendre que leur but estoit d'avoir une declaration qui leur attribuaît le pouvoir de permettre aux Religieuses de quelque dépendance que ce soit, de sortir de leurs Monasteres dans les cas de necessité, au préjudice de leurs Supérieurs legitimes qui en sont en possession, en leur ôstant ainsi toute inspection sur la Clôture, & pretendant que c'est à eux seuls qu'elle est reservée : on voit par leur Réponse à laquelle on re-
plique presentement, qu'ils reconnoissent *que les Superieurs Regulars sont veritablement chargez d'y veiller, & de ne pas permettre que les Religieuses en sortent sans cause legitime* ; n'insistant que pour le droit de juger de ces causes & de les approuver,

Memoire, p. 7. 2.
§. 7. & 8.

En effet, si la seule apparence toute éloignée qu'elle fust, suffisoit pour établir un fondement de pretendre quelque chose, ce seroit au plus ce pouvoir : car pour celuy de donner les permissions, il ne s'en trouve nul vestige ni dans la Decretale *Periculoso*, ni dans le Concile de Trente, ni même dans les Bulles sur lesquelles MM. les Evêques s'appuyent, ne pouvant montrer aucun endroit où il soit dit qu'ils pourront permettre la sortie de la Clôture, à d'autres Religieuses qu'à celles de la conduite desquelles ils sont chargez : au lieu qu'ils auroient un pretexte quoique tres-foible, de croire que le droit d'en approuver les causes, & par consequent d'en juger, leur a esté donné à l'égard de toutes sortes de Monasteres, parce qu'ils estimeroient que le Concile a dit confusément au Chapitre 5^e de la 25^e Session, que les Religieuses ne sortiroient point de leur Clôture, que pour cause legitime

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 473

legitime approuvée de l'Evêque, *nisi ex aliquâ legitimâ causâ ab Episcopo approbandâ* : & que le Pape Pie V. a ordonné par sa Bulle de 1570. que les deux cas de maladie auxquels il a réduit les causes de sortie, seront approuvez par l'Ordinaire, outre les permissions que donneront les Superieurs ; *quæ tamen infirmitas lepræ vel epidimie, præter alios Superiores quibus cura Monasteriorum incumberet, etiam per Episcopum seu alium loci Ordinarium cognita & expresse in scriptis approbata sit.*

Réponse au troisième & nouveau Mémoire de MM. les Evêques.

Mais on a fait voir qu'il n'est parlé en cet endroit du Concile, que des Monasteres qui sont gouvernez par les Evêques comme Ordinaires ou comme Délégués du Saint Siege, & que la Bulle du Pape Pie V. ne regarde que ces deux cas-là seulement ; qu'elle n'est point reçûe ni autorisée dans le Royaume, & que jamais il n'y en a eu ni pu avoir le moindre usage.

EXAMEN

DU QUATRIEME MEMOIRE
de Messieurs les Evêques, qui a pour Titre :

*Observations sur le Memoire de M. l'Abbé
de Cisteaux &c.*

QUOIQUE les Observations que font icy MM. les Evêques, ne soient qu'une redite superficielle de ce que contiennent leurs deux premiers Memoires concernant la pretention qu'ils ont de devoir donner la permission de sortir de la Clôture, aux Religieuses exemptes qui sont gouvernées par des Superieurs Reguliers ; & qu'elles ne nuisent en rien aux preuves dont M. l'Abbé General de Cisteaux s'est servi pour justifier du contraire ; néanmoins comme leur principal but est de rendre suspectes les citations, en les accusant d'estre infideles, il a crû estre obligé pour empescher la mauvaise impression que pourroit donner une telle accusation, de faire icy quelques petites reflexions qui seront

Réponse aux Observations du quatrième Memoire de MM. les Evêques.

Réponse aux Observations du quatrième M.moire de MM. les Evêques.
Première Observation.

voir le peu de fondement qu'ont ces Observations & que leur force ne consiste que dans des suppositions.

Par la première, ils soutiennent que M. l'Abbé de Cîteaux n'a point prouvé que l'Exemption de son Ordre soit une exclusion du pouvoir & du droit des Evêques Diocésains, de juger des causes de sortie des Religieuses; parce que disent-ils, le Privilege d'Exemption en general, ne regarde que la discipline interieure des Monasteres & non pas la police exterieure qui interesse le bon ordre des Dioceses; de maniere qu'il faudroit qu'il eust rapporté des concessions particulieres pour pouvoir exclure les Evêques, & les décharger de ce devoir; ce que ne faisant point, c'est une preuve que les Papes ont voulu que ces Monasteres demeurassent à l'égard de la Clôture, sous la jurisdiction des Ordinaires des lieux.

Réponse.

Comment peuvent-ils dissimuler les preuves si souvent repetées par M. l'Abbé de Cîteaux, du droit des Reguliers sur la discipline interieure & exterieure des Monasteres? le Privilege general & sans exception, *ab omni jurisdictione, superioritate, dominio & potestate Episcoporum, totaliter & quoquo modo*; la Constitution *Periculoso* qui parle expressément de la Clôture; le Concile de Trente qui veut que ces Monasteres soient laissez sous leur garde & leur conduite, en même temps qu'il charge les Evêques comme déleguez du Saint Siege, du soin des autres Religieuses exemptes; l'Ordonnance de Blois qui le dit aussi en termes formels; les Arrests qui l'ont ainsi décidé; le droit commun, l'usage & la possession de tant de siècles. L'on peut voir toutes ces preuves dans la seconde Partie du premier Memoire de M. l'Abbé de Cîteaux, depuis la 393^e page jusqu'à la 401. inclusivement, & en plusieurs autres endroits de sa Réponse au nouveau Memoire de MM. les Evêques.

Le principal motif des Exemptions, qui a esté de procurer aux Monasteres, l'union, la paix & le repos, *ne monastica quies secularium personarum frequentia & conversatione turbaretur*, ne regarde pas plus les hommes que les Religieuses; quelle necessité de décharger en particulier les Evêques Diocésains, d'un devoir & d'un soin dont ils n'ont jamais esté chargez, n'y ayant eu dans tous les temps, que les seuls Superieurs des Monasteres de filles qui l'ayent esté, d'y établir & faire garder la Clôture?

Seconde Observation.

La seconde Observation est un tissu de suppositions divisé en plusieurs Paragraphes. 1^o, On avance que M. l'Abbé de Cîteaux

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 475

pretend que par ces termes du Decret du Concile de Trente au Chapitre 5. de la 25^e Session, *in aliis verò*, les Monasteres sujets aux Reguliers ne sont pas compris, parce qu'il y a dans le Decret que les Evêques pourront y agir par l'autorité du Saint Siege : & l'on combat cette pretendue Réponse en prouvant que la délégation Apostolique est compatible & peut estre avec le pouvoir ordinaire.

Réponse aux Observations du quatrième Mémoire de MM. les Evêques.

Sans entrer dans la question de sçavoir si la délégation du Pape est compatible ou non avec le pouvoir ordinaire des Evêques, il est certain que M. l'Abbé de Cisteaux n'a point dit ce que l'on luy fait dire, & qu'il a seulement soutenu que par ces termes, *in aliis verò*, le Concile de Trente n'a entendu que les Monasteres exempts qui sont immédiatement dépendans du Saint Siege, lesquels la Constitution *Periculoso* avoit soumis aux Evêques Diocésains pour le regard de la Clôture ; ce qui est une verité si constante que l'on ne peut pas en douter, puisque le Concile renouvelle cette Constitution & en ordonne l'exécution dans les mêmes termes dont elle s'est servi, & que d'ailleurs il le fait encore entendre par plusieurs autres dispositions du même Chapitre & des 9. & 20^e de la même séance, comme on l'a remarqué dans la Réponse au nouveau Memoire pages 451. & 453. Les Monasteres immédiatement sujets au Saint Siege estant exempts, avoient besoin de cette délégation Apostolique sans laquelle les Evêques Diocésains ne pourroient y faire aucun Acte de superiorité.

Réponse.

3^o, On reproche à M. l'Abbé de Cisteaux d'avoir allegué sans preuve que depuis le Privilege de son Ordre, les Monasteres ont esté sous l'entier gouvernement des Superieurs Reguliers pour ce qui concerne la Clôture, & on ajoute que la présomption est contraire.

Troisième Observation.

M. l'Abbé de Cisteaux qui a nié que jamais aucun de MM. les Evêques ni leurs Prédecesseurs, se soient ingerez dans la conduite des Monasteres de son Ordre, même pour la Clôture, & qui a donné pour exemple, l'usage du Diocese de Paris & Paris même où il y en a jusqu'à trois, & les autres Dioceses qui luy sont limitrophes ; a-t-il pû ou dû faire autre chose que d'établir son droit sur les saints Decrets & les Constitutions Canoniques, sur les Ordonnances, les Lettres Patentes des Rois & les Arrests des Cours Superieures, sur le droit commun, les Statuts de l'Ordre, l'usage reçu dans le Royaume & la possession constante & uniforme en

Réponse.

Réponse aux Ob-
servations du qua-
trième Mémoire de
MM. les Evêques.

laquelle sont les Superieurs Reguliers depuis plusieurs siècles ? Si y avoit des preuves à donner du contraire, ce seroit à MM. les Evêques à les rapporter ; mais ils ne seront pas en cette peine, n'en ayant aucune.

Quatrième Obser-
vation.

Ils expliquent la Decretale *Periculofo*, soutenant sans en rien alleguer, qu'elle détruit absolument la pretention des Reguliers ;
» & toute la preuve qu'ils en donnent, c'est disent-ils, qu'il y pa-
» roît par les desordres qu'elle explique de la Cloture violée, qu'il
» y avoit des Evêques qui s'en estoient trop reposez sur les soins
» des Reguliers.

Réponse.

La Decretale *Periculofo* parle à la verité des desordres du vio-
lement de la Cloture & de sa necessité ; mais elle ne dit pas un
mot d'où l'on puisse inferer que le Pape Boniface VIII. qui l'a
faite, aieut la pensée d'en imputer la faute aux Superieurs Reguliers ;
au contraire, toutes les circonstances marquent que c'estoit uni-
quement celle des Evêques, les Reguliers tenant deslors la main
à l'observation de la Cloture comme ils y estoient obligez par
leurs Regles & les Statuts de leurs Ordres qui s'exécutoient, &
les Evêques n'agissoient que selon leurs mouvemens particuliers :
d'où vient que le Pape pour les exciter à revenir de l'assoupisse-
ment où ils estoient, le leur commande sous la menace d'encou-
rir la malediction éternelle, & sur d'autres peines terribles : *In*
virtute sanctæ Obedientiæ, sub obtestatione divini judicii & in-
terminatione maledictionis æternæ: præcipiendo Mandamus Epi-
scopis &c. au lieu qu'en parlant aux Reguliers, il dit simplement :
Abbates verò & alii Prælati in Monasteriis hujusmodi sibi sub-
jectis, de Clausurâ convenienti & de ipsis Monialibus includen-
dis providere procurent. Le Concile de Trente a agi de la même
façon dans son Decrèt, menaçant les Evêques sous les mêmes
peines, & declarant seulement que les Monasteres qui dépendent
des Superieurs Reguliers, seront laissez sous leur direction *sub eo-*
rum curâ & custodiâ relinquantur ; ce qui fait présumer qu'on
estoit satisfait de leur conduite.

Cinquième Obser-
vation.

MM. les Evêques se vantent d'avoir justifié que l'interpretation
que donne M. l'Abbé de Cîteaux à ce Concile, est contraire aux
Bulles des Papes & aux Declarations des Congregations, & ils
mettent en fait qu'il ne sçauroit en rapporter aucune pour luy ;
reconnoissant néanmoins qu'il y a des Auteurs qui sont de son
sentiment : & enfin ils ajoutent qu'il devoit faire attention à ce

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 477

qu'ils ont rapporté du Cardinal de Luca qui rend ce témoignage, que les mauvaises interpretations que les Reguliers ont osé donner à ce Decret du Concile & aux Bulles des Papes pour se les rendre favorables, sont la source des frequentes contestations sur cette matiere entre les Evêques & les Reguliers.

Réponse aux Observations du quatrième Memoire de M. les Evêques.

Il est vray que M. l'Abbé de Cisteaux fait une grande difference du Decret du Concile de Trente dont il est question & de tout ce qu'on appelle en France, Saints Decrets & Constitutions Canoniques, d'avec les Bulles de quelques Papes & les Declarations de la Congregation de Rome ; & il a expliqué en divers endroits de ses Memoires, en quoy consiste cette distinction, n'estant pas le seul qui la fasse puisque l'on reconnoist que c'est le sentiment de plusieurs Auteurs ; il peut même dire que c'est celuy de tout le Royaume & qu'il n'est pas permis d'en avoir de contraire.

Réponse.

Il a fait toute l'attention qu'il devoit sur le témoignage que rend le Cardinal de Luca, & il a examiné en cet endroit ce que MM. les Evêques en disent & aussi ce qu'ils en rapportent dans leur Réponse à son Memoire ; & de plus, il l'a vû dans le Livre même de ce Cardinal en l'endroit qu'ils ont cité ; & il a trouvé qu'il n'y a rien de ce qu'ils y supposent : cela merite bien un petit éclaircissement.

Ils ont donc dit page 3. de leur Réponse que le Cardinal de Luca dans ses Annotations sur le Concile de Trente, *Discurs. 36. num. 12. & 13.* après avoir établi la necessité & l'utilité du Reglement qu'ils pretendent estre dans le Concile en leur faveur, rapporte que l'Archevêque de Naples ayant fait proceder contre un Religieux exempt, pour la contravention qu'il avoit faite à ce Decret du Concile, on pretendit qu'il avoit excédé son pouvoir, & que l'affaire ayant esté portée à la Congregation, elle donna son Decret en forme de Reglement general en faveur de l'Archevêque le premier Octobre 1672. & regarda les pretentions contraires comme des subtilitez & des idées sans fondement, *cum eorum subtilitatibus & idealibus argumentis.* Ce sçavant Auteur ajoutent-ils, fait observer dans le même lieu, que les mauvaises interpretations que les Reguliers ont osé donner aux Decrets du Concile & aux Bulles des Papes pour se les rendre favorables, sont la source de ces frequentes contestations.

C'est ainsi qu'ils s'en sont expliqués : & cependant l'on trouve

Réponse aux Observations du quatrième Mémoire de MM. les Evêques.

que le Cardinal de Luca n'a rien dit de tout cela, qu'aux endroits citez il n'est pas seulement question de la sortie de la Clôture, & que le differend qu'eut l'Archevêque de Naples & qui fut jugé dit-on, en sa faveur par la Congregation du Concile, n'estoit qu'au sujet de ce qu'un Religieux avoit parlé sans la permission à une Religieuse, *gratiâ simplicis allocutionis*; & il n'y est point dit que c'estoit les Reguliers qui donnoient de *mauvaises interpretations* aux Decrets du Concile & qui par leurs subtilitez & des idées sans fondement, donnoient lieu à ces sortes de contestations, mais simplement num. 12. quelques Casuistes; *Scriptores morales ob affectatas glossas & interpretationes*; & au nombre 13. *aliqui verò morales cum eorum subtilitatibus & idealibus argumentis prætendunt &c.* Pourquoi donc imputer aux Reguliers une chose de cette consequence, que le Cardinal de Luca n'a point dite? Et encore, que pretendoient ces Casuistes? qu'il n'y avoit pas de peché mortel d'avoir parlé à une Religieuse sans la permission de l'Archevêque, ainsi que l'avoit jugé la Congregation.

sixième Observation.

Le cinquième Paragraphe de cette Observation porte qu'on a remarqué que les citations de M. l'Abbé de Cîteaux ne sont pas fideles, & qu'il veut s'autoriser du témoignage de plusieurs Auteurs qui ont soutenu le contraire de ce qu'il leur fait dire, particulièrement de celui de Tamburinius qu'on luy a fait voir qui établit par le Concile de Trente même, que l'approbation des Evêques est nécessaire outre celle des Superieurs Reguliers pour la sortie des Religieuses exemptes; & cela ne l'a pas empêché disent-ils, de le citer encore comme s'il luy estoit favorable; ce que l'on pourroit observer de la plupart des autres Auteurs qu'il citez, pour faire voir qu'il a travaillé sur des Memoires qui ne sont pas fideles.

Réponse.

Il est vray qu'après que M. l'Abbé de Cîteaux dans sa Réponse aux premiers Memoires de MM. les Evêques page 413. a rapporté le témoignage de Bonacina qui dit expressément que les Auteurs qui demandent la permission de l'Evêque outre celle des Superieurs, se fondent plutôt sur la Bulle du Pape Pie V. que ni sur la Decretale *Periculo* ni sur le Decret du Concile de Trente, s'expliquant en ces termes: *Hoc est intelligendum ubi prædictus Pii V. motus usu receptus est, alicubi enim usu receptus non est, & consequenter in Monasteriis exemptis, non est necessaria in iis locis Episcopi licentia.* Monsieur l'Abbé de

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 479

Cîteaux a ajouté que Tamburinius dit à-peu-près la même chose.

Réponse aux Observations du quatrième Mémoire de MM. les Evêques.

Il faut donc voir pour juger s'il a cité à faux, si Tamburinius dans son Traité de *jure abbatissarum*, Disput. 20. *Quæsito 5.* établit la nécessité de la permission de l'Evêque par le Concile même, comme le soutiennent encore icy MM. les Evêques, ou s'il croit que c'est la Bulle du Pape Pie V. qui exige cette permission ; voicy ses termes qui le décident num. 6. *In Monasteriis verò exemptis quæ Regularibus subduntur, facultas excoꝛdæ concedenda est à Superiore Ordinis, & præterea ab Episcopo vel illius Vicario, ut habetur in Concilio Tridentino Sess. 25. Cap. 5. & in Bullâ Pii V. quæ incipit Decorî & honestati, quæ tamen præter alios Superiores etiam per Episcopum &c.* Ce sont les termes de la Bulle de Pie V. qu'il rapporte.

Et immédiatement après, Tamburinius ajoute que ce sentiment-là est contre plusieurs Auteurs qu'il cite, *quidquid dicant in contrarium Navar. &c. dicentes quod in Hispaniâ dicta Constitutio Pii V. neque recepta fuit neque ad usum redacta : contra quos disputat Suares dicens Legem Ecclesiasticam non pendere ex acceptance, neque suâ vi destitui nisi post legitimam præscriptionem ; ideòque nostram sententiam Constitutioni Pii V. conformem sequuntur Suares, Bonacina &c.*

Ce n'est donc que sur cette Bulle du Pape Pie V. que Tamburinius fonde & conforme son opinion ; & il s'accorde en cela avec Bonacina, comme il le dit luy-même. *Ita Suares, Bonacina &c.* Par conséquent M. l'Abbé de Cîteaux a eu raison d'avancer que ces deux Auteurs disent à-peu-près la même chose, & sa citation est tres-fidèle & toutes les autres pareillement.

Le reste de l'observation ne tend qu'à faire voir que les termes du Concile, *in aliis verò Sedis Apostolicæ autoritate*, ne limitent point l'autorité ordinaire des Evêques, ni ne restreignent pas son Decret aux Monasteres qui ne sont pas en Congregation ; & pour cela MM. les Evêques citent plusieurs témoignages qui justifient disent-ils, que le Concile de Trente établit les Evêques délégués du Saint Siege en beaucoup de choses qui de droit commun leur appartenoient, concluant que quand le Concile ne leur donneroît l'inspection sur la Clôture qu'en qualité de Délégués du Saint Siege, ce ne seroit pas une suite que cette délégation ne s'étendît que sur les Monasteres immédiatement soumis au

Septième Observation.

Réponse aux Observations du quatrième Memoire de MM. les Evêques.
Réponse.

Pape, parce que le Decret les oblige d'établir la Cloture *in omnibus Monasteriis*.

La raison qui convainc que par ces termes *in aliis verò Monasteriis*, les Monasteres sujets aux Reguliers ne sont pas compris, est parce que le Concile en cet endroit renouvelle & commande d'exécuter sans aucune dérogation la Constitution *Periculoso*, qui n'a pas compris dans son Reglement ces Monasteres-là, & qui au contraire les a distingués de tous les autres; outre que le Concile luy-même l'a aussi marqué par ses autres dispositions, & pareillement l'Ordonnance de Blois, l'usage & tant d'autres preuves qui sont les meilleurs Interpretes, & qu'il seroit ennuyeux de repeter. *In omnibus Monasteriis* ne signifie donc que tous les Monasteres qui dépendent des Evêques & du Pape immédiatement; c'est à quoy les saints Decrets & les Loix Civiles ont borné leur pouvoir. L'on ne dit rien sur leurs citations à cet égard, parce que comme on l'a déjà remarqué, ce seroit chose tout-à-fait inutile, il y en a plusieurs qui ne se trouvent pas aux lieux qu'ils ont citez.

Huitième Observation.

La huitième observation n'est que pour faire voir par MM. les Evêques, que l'usage est conforme à leur intention dans toutes les Eglises d'Espagne, de Pologne, de Bohême, d'Allemagne, de Hongrie, & de plusieurs autres lieux, & que cet usage est prouvé par les témoignages de plusieurs Auteurs qu'ils ont déjà rapportez en partie dans leurs precedens Memoires, & qu'ils citent de nouveau dans celuy-cy, ajoutant que M. l'Abbé de Cîteaux a esté forcé d'en convenir au regard de l'Italie: & que l'on peut assurer qu'il n'est pas bien informé de ce qui se pratique dans l'Allemagne, la Bohême, la Flandre & les autres Païs.

Réponse.

Il est difficile de mieux sçavoir l'usage qui se pratique dans les Monasteres de l'Ordre de Cîteaux, que le sçait M. l'Abbé de Cîteaux qui en est le Supérieur en quelque Province que ce soit de la Chrétienté, & qui est principalement chargé de tenir la main à la conservation de leurs Privileges: il a dit qu'il n'y en avoit presque plus en Italie & qu'il ne falloit pas s'étonner si la Bulle du Pape Pie V. y estoit exécutée, parce que c'est un Païs où la Police se regle par les Bulles des Papes; c'est de cela seulement qu'il est tombé d'accord.

Quant aux Auteurs que MM. les Evêques ont citez dans leurs precedens Memoires, comme Barbosa, Zerola, Tamburinius, Zypeus,

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 481

Zypeus & Piafcius, il n'y en a pas un qui favorise leur prétention & l'établisse comme ils disent, par le Concile de Trente même & par la Decretale *Periculoso*, faisant tous également entendre que si l'on oblige les Religieuses sujettes aux Reguliers, de prendre pour sortir de leur Cloture, la permission de l'Evêque Diocesain outre celle de leurs Superieurs, ce n'est qu'en vertu de la Bulle du Pape Pie V. Pour ce qui est de l'usage, pas un seul aussi n'en dit mot : il faut examiner ces Auteurs chacun en particulier.

Réponse aux Observations du quatrième Memoire de MM. les Evêques,

L'on a vû de quelle maniere s'explique Barbosa dans la citation qu'on a rapportée de luy p. 413. de la premiere Réponse de M. l'Abbé de Cisteaux aux Memoires de MM. les Evêques, où il dit en termes exprés, que s'il ne se conforme pas aux autres Auteurs qui ne demandent pas la permission de l'Evêque, c'est à cause de cette Bulle uniquement : *verum ab illorum opinione discedere cogor propter expressa verba prædictæ Constitutionis Pii V. de anno 1570.*

On a vû aussi au même endroit & encore cy-devant dans la Réponse à la seconde Observation, que Tamburinius & Bonacina s'accordent parfaitement dans le même sentiment, *ubi prædictus Pii V. motus usu receptus est* : & bien loin qu'ils attestent rien de l'usage en quelque Province déterminée, au contraire Tamburinius dit après plusieurs autres Auteurs, qu'il n'est pas en Espagne, & la plainte qu'en fait Suares, le confirme.

Zerola dans la seconde Partie de son Livre intitulé *Praxis Episcopalis* sous le Titre *Moniales*, p. 106. s'estant proposé la question dont il s'agit, y répond de cette sorte : *Primo quod sacrum Concilium Tridentinum Sess. 25. Cap. Bonifacii, videtur etiam requirere auctoritatem Episcopi. Respondetur 2º quod sufficiat licentia Generalis Ordinis ; nec obstat sacrum Concilium, quia loquitur de Exemptis subjectis immediatè Summo Pontifici, non de aliis Exemptis.* A quel dessein MM. les Evêques citent-ils pour eux ce Canoniste qui leur est formellement contraire ? Zerola estoit Italien & Evêque luy-même, & son Livre ayant que d'estre imprimé, fut examiné & approuvé à Rome,

Le témoignage de Piafcius ne leur est guere plus avantageux ; *Utrà* dit-il, *licentiam suorum Superiorum Regularium Moniales etiam ab Episcopo licentiam egrediendi obtinere tenentur ex Ordinatione Pii V.* & il rapporte la Bulle toute entiere ; ce fut la

Réponse aux Observations du quatrième Memoire de MM. les Evêques.

Congregation interprete du Concile & celle préposée pour les affaires des Evêques & des Reguliers, qui examinerent son Livre & l'obligerent de le faire imprimer.

Enfin, Zypeus Vicaire General de M. l'Evêque d'Anvers conclut la même chose : *Itaque quavis Moniales alius Superioribus subsint, egrediendi tamen licentiam ab Ordinario nihilominus etiam petere tenentur, ut habet Constitutio Pii V. de anno 1570.* Et ce qui est bien remarquable, c'est qu'il ajoute au même endroit que MM. les Evêques ont cité, qu'il est de ce sentiment quoique dans les Etats qui sont sujets au Roy d'Espagne, cela ne soit pas pratiqué, *nihilominus in Hispaniis in his etiam locis non solent petere Exempta egrediendi licentiam ab Episcopo.*

Ce sont-là les Auteurs favoris de MM. les Evêques, qu'ils ont citez dans leurs premier & nouveau Memoires; y en a-t-il un seul qui dise ce qu'on leur fait dire, que leurs témoignages établissent leur pretention par le Concile de Trente même, & prouvent que l'usage y est conforme ? ne doit-on pas plutôt conclure que la condamnation de cette pretention y est formelle ? Il faut voir à present quel est le sentiment des autres Auteurs qu'ils ont citez de nouveau dans leur dernier Memoire sous le Titre d'Observations.

Ces Auteurs sont au nombre de cinq, Sannig de l'Ordre de Saint François, Engel Religieux Benedictin en la basse Autriche, Chokier Chanoine de Liege, Pasqualig sur les Controverses de Franchis, & Alzedo Canoniste Castillan : après quoy ils rapportent un Decret de la Congregation de 1640. en faveur de l'Evêque de Coimbra en Portugal qui condamna disent-ils, un Religieux avec le Superieur du College de l'Ordre de Cisteaux de cette Ville, comme desobéissans, pour avoir empesché cet Evêque de faire sa visite dans la Clôture du Monastere de Cellas.

Ces nouveaux Auteurs ne sont pas assurément contraires aux autres, quoiqu'en rapportant les citations de quelques-uns d'eux, on ait affecté d'en supprimer les termes qui l'auroient fait connoître.

Sannig ne dit autre chose sinon que par le Concile de Trente & la Constitution *Periculoso*, les Religieuses sont obligées de droit commun de garder la Clôture ; mais il remarque en second lieu, qu'il y a certaines occasions où elles en sont dispensées, & ce sont celles mentionnées dans la Bulle du Pape Pie V. les cas d'incen-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 483

die, de lepre ou de peste ; pourquoy il conclut par une 3^e Note, que pour ces causes-là *ob dictas causas*, les Religieuses même celles qui sont sujettes aux Reguliers, doivent avoir la permission aussi bien de l'Evêque que de leurs Superieurs, *cum Episcopus tum Superior Regularis in dandâ facultate unicuique concurrunt, uti constat ex citatâ Bullâ Pii V.* Ces derniers mots *uti constat &c.* sont suppléés par quatre ou cinq points dans le dernier Memoire de MM. les Evêques, quoiqu'ils soient essentiels pour lever la difficulté.

Réponse aux Observations du quatrième Memoire de MM. les Evêques.

Ils ne rapportent rien de l'Auteur Benedictin, se contentant de dire qu'il rend le même témoignage : en effet il ne dit autre chose sinon que le Pape Boniface VIII. & le Concile de Trente ont fait un tres-bon Reglement, en ordonnant que les Evêques établissent la Clôture dans les Monasteres de Religieuses, & il se sert de leurs propres termes ; c'est tout le témoignage qu'il rend,

Celuy de Chokier Grand Vicaire de M. l'Evêque d'Anvers, n'est pas plus étendu : *Cogunt* dit-il *num. 15. Ordinarii Monasteria exempta ut servant clausuram, ad hoc enim Episcopi in conscientia obligantur Cap. Periculoso in 6.* ce qu'il repete encore à peu près dans les mêmes termes *num. 81.* citant pour cela le Concile de Trente, en parlant simplement des Exempts ; & c'est par cette raison que MM. les Evêques qui l'ont cité, ont crû qu'il estoit inutile de rapporter son témoignage ; mais ces Exempts ne sont autres que ceux immédiatement soumis au Saint Siege.

Pasqualig dit bien que les Ordinaires peuvent visiter la Clôture dans tous les Monasteres exempts ; mais il est évident par l'endroit même qui est cité, qu'il se fonde sur les décisions de la Congregation du Concile, & principalement sur les Bulles du Pape Pie V. rapportant les trois cas où les Religieuses peuvent sortir, & doivent avoir la permission de l'Evêque, *nempe* dit-il, *grave incendium, lepram & epidemiam* : & c'est de ce lieu-là même que MM. les Evêques ont tiré le Decret qu'ils rapportent de la Congregation de 1649. en faveur de l'Evêque de Coimbra contre ce Religieux & ce Superieur qui avoient empêché sa Visite dans le Monastere de Cellas, duquel on doit conclure tout le contraire de ce qu'ils en inferent, & que c'est une preuve qu'en Portugal comme dans l'Espagne & les autres Provinces dont on a parlé, l'usage à l'égard de la Clôture des Monasteres de l'Ordre de Cistaux,

Réponse aux Ob-
servations du qua-
trième Memoire de
MM. les Evêques.

est de ne pas dépendre des Evêques Diocésains ; que les Congrégations à Rome jugent que cela doit estre en conformité des Bulles qui reglent leur jurisprudence , & qu'en ce Royaume-là de même qu'en France , on ne déferé pas à leurs décisions.

Enfin, Alzedo qui a écrit dans le Royaume de Castille , ne parle en aucune façon de l'usage qui y est observé , disant seulement que les Evêques ne peuvent dispenser suivant la Bulle du Pape Pie V. que dans les trois cas qui sont exprimez dans la Bulle , *incendium* , *infirmitas lepræ* & *impidimie* , & que la cause de la sortie doit estre approuvée par le Supérieur & par l'Ordinaire du lieu ; & il donne pour garand Barbosa que l'on a vû n'estre pas favorable à la pretention de MM. les Evêques , & qu'il dit formellement ne pouvoir estre de leur sentiment que sur le fondement de la Bulle du Pape Pie V. *propter expressa verba Constitutionis Pii V.*

Voilà à quoy aboutissent les témoignages de tous ces Auteurs ; c'est bien inutilement que MM. les Evêques les ont rapportez , puisque l'on agit icy au fond la question , & que l'opinion de tous ces Particuliers qui se sont copiez les uns sur les autres , quand elle seroit telle que l'ont pretendu MM. les Evêques , dépend toujours de sçavoir s'ils ont bien rencontré & s'ils ont eu raison : M. l'Abbé de Cisteaux auroit pû en citer pour luy un grand nombre , même des plus considerables , comme Navare & plusieurs autres , mail il s'en est abstenu , le croyant tout-à-fait inutile.

Neuvième Obser-
vation.

Dans la dernière observation de MM. les Evêques , ils pretendent qu'il n'estoit pas nécessaire d'expliquer une autre Bulle du même Pape de 1567. comme M. l'Abbé de Cisteaux l'a fait dans sa Réponse à leur nouveau Memoire ; d'autant moins disent-ils , que ce Pape en avoit donné une autre l'année précédente , par laquelle suivant les Decrets du Concile de Trente , *inherentes Decretis &c.* il ordonne aux Evêques de veiller avec les Supérieurs à ce que les Religieuses gardent exactement la Clôture.

Réponse

M. l'Abbé de Cisteaux a répondu en ses precedens Memoires , à ce que l'on repere icy de la Bulle de 1566. qu'elle ne préjudicie pas à son droit , & que l'obligation de veiller à la Clôture est respectivement imposée aux Evêques & aux Reguliers , chacun à l'égard des Monasteres qui dépendent d'eux , en sorte neanmoins que si quelques Religieuses estoient rebelles & refusoient de s'y soumettre , les Evêques Diocésains seroient tenus de se join-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 485

dire aux Superieurs Reguliars pour les aider à les y contraindre.

Quant à la Bulle de 1567. ce sont MM. les Evêques qui l'ont objectée, prétendant qu'à cause qu'elle ne parloit point de la sortie des Religieuses, c'estoit une preuve qu'il ne dépendoit pas des Superieurs Reguliars de la permettre : c'est la raison qui a obligé de l'expliquer & de montrer que non seulement le silence du Pape pour ce regard, ne prouvoit pas ce que l'on pretendoit ; mais que les termes dans lesquels cette Bulle est conçue, marquent avec évidence que conformément au Concile de Trente, le Pape ne vouloit pas que les Evêques Diocesains eussent aucune inspection sur la Clôture des Religieuses sujettes aux Reguliars ; & qu'il regardoit leur pretention à cet égard, comme une entreprise exorbitante, *cum inhonestum sit quemlibet in alienam messem falcem immittere*, & comme une chose qui ne pouvoit & ne devoit pas estre de leur competence, jusqu'à declarer qu'eux-mêmes n'avoient pas le pouvoir d'y entrer, *ita ut illa Monasteria ingredi non possint*, ni d'y faire aucune fonction de superiorité, *ut aliquam jurisdictionem seu aliud QUODCUNQUE dominium in Moniales habere, exercere aut exequi nullatenus possint aut debeant* : & tout cela est dit en parlant de la Clôture.

Réponse aux Observations du quatrième Memoire de MM. les Evêques.

Si donc dans le sentiment de ce Pape & dans celui du Concile de Trente qu'il a ainsi expliqué, c'est mettre par les Evêques Diocesains, la faucille en la moisson d'autrui, que de pretendre inspection sur la Clôture des Monasteres sujets aux Reguliars, pour en permettre l'entrée aux personnes de dehors, & pour y entrer eux-mêmes & y faire quelque Acte que ce soit de superiorité ; ne doit-on pas dire que c'est la même chose quand ils veulent visiter cette Clôture & donner les permissions d'en sortir ? le Pape n'en a rien dit, parce que la question n'estoit pas de cela, que le Concile n'en donnoit pas l'occasion, & que les Evêques ne le pretendoient pas encore en ce temps-là.

Au reste, MM. les Evêques finissent leur Memoire, en établissant ce principe, que c'est l'usage du Royaume de se conformer aux Decrets du Concile de Trente & aux Bulles des Papes qui conservent ou rétablissent l'ancien droit commun sur le pouvoir des Evêques, sans interesser le Souverain, ni faire de préjudice aux libertez de l'Eglise Gallicane.

Quand on conviendrait du principe, la difficulté seroit toujours de sçavoir si ce qu'on suppose pour en tirer la consequence, est

Réponse aux Ob-
servations du qua-
trième Mémoire de
MM. les Evêques.

fondé sur la vérité, si le Concile favorise la pretention de MM. les Evêques, si elle est conforme au droit commun, & si les Bulles dont ils l'appuyent, n'interessent pas le Souverain & ne préjudicient pas aux libertez de l'Eglise Gallicane.

On a justifié même plusieurs fois que le Concile de Trente est absolument pour les Reguliers, que le droit commun, l'usage du Royaume & la possession de plusieurs siècles leur sont entièrement favorables, & qu'on ne peut admettre les Bulles qui ont ajouté de nouvelles dispositions au Concile, sans renverser les Loix & les Maximes de France, les Ordonnances, les Lettres Patentes, les Arrêts, en un mot les Privileges & les libertez de l'Eglise Gallicane, auxquelles ce principe dont a parlé Suarez chez Tamburinius, est si contraire, que l'exécution des Loix Ecclesiastiques ne dépend pas de l'acceptation : *Legem Ecclesiasticam non pendere ex acceptance &c.*

- » MM. les Evêques ajoutent enfin qu'un Religieux de quelque
- » Ordre que ce soit, qui fait scandale hors de son Cloître, est sui-
- » vant la Jurisprudence du Royaume, soumis à la juridiction de
- » l'Ordinaire, comme les autres Clercs du Diocèse.

Mais quand cela seroit, dont on ne convient pas, s'ensuivroit-il que les Religieux non plus que les Religieuses ne pourroient sortir de leurs Monasteres sans sa permission ?

Il faut ajouter aux quatre Jugemens qu'on a produit & qui ont condamné la pretention de MM. les Evêques, un nouvel Arrest contradictoire du Grand Conseil du 3^e d'Avril 1702. qui vient encore de declarer abusive une Ordonnance de M. l'Evêque de Vabres, par laquelle il avoit défendu aux Abbessé & Religieuses de Nonenque qui sont de l'Ordre de Cîteaux, de sortir de leur Clôture sans sa permission,



ECLAIRCISSEMENT

SUR LE CINQUIEME MEMOIRE

de Messieurs les Evêques, qui a pour Titre :

Observations sur les Contredits fournis par Monsieur l'Abbé de Cisteaux, à l'Arrest du Parlement de Paris du 13. Juin 1698.

ON avoit negligé de faire imprimer ces Contredits dans la perspective que ce qui en faisoit le sujet, n'en meritoit pas la peine : c'estoit une production nouvelle que Messieurs les Evêques ont faite au commencement du mois de Janvier 1703. de trois Arrests qu'avoit autrefois obtenus feu M. de Clermont Evêque de Noyon contre deux Religieuses de l'Abbaye de Fervacques qui avoient refusé de faire voir la permission qu'elles avoient eu de sortir de leur Clôture, & qui s'estoient trouvées ne l'avoir que de leur Superieur Regulier.

Contredits & Observations servant de Réponse aux Pièces de MM. les Evêques.

Le premier de ces Arrests du 27. Mars 1697. est du Conseil Privé rendu sur une simple Requête, qui renvoyoit les Parties au Parlement de Paris pour y proceder sur l'appel comme d'abus interjetté par ces Religieuses, de la procedure faite contre elles par l'Official de Noyon, avec défenses de poursuivre au Grand Conseil où elles avoient fait assigner ledit feu Sieur Evêque.

Le second du 12. Mars 1698. est encore du Conseil Privé qui deboute lesdites Religieuses, de l'opposition qu'elles avoient formée au premier Arrest.

Et le troisième du 13. Juin suivant, est un Arrest du Parlement de Paris rendu à l'Audience par défaut & sans Parties ouïes, par lequel la Cour a donné congé & pour le profit, dit qu'il n'y avoit pas d'abus dans la procedure dudit Official.

La qualité de ces trois Arrests fait assez juger qu'on n'a pas eu bien de la peine à les contredire, & à faire voir la nullité des inductions que MM. les Evêques en avoient voulu tirer pour le

Contredits & Salvations servant de Réponse aux Pièces de MM. les Evêques.

fond de leur pretention sur la Clôture des Religieuses exemptes qui sont en Corps d'Ordre & gouvernées par des Superieurs Reguliers.

Un Arrest sur Requête qui renvoye au Parlement, un second qui confirme le premier en deboutant de l'opposition qu'on y avoit formée, & un troisième qui juge à l'Audience par défaut sans entendre les Parties & sans voir aucunes Pièces.

A quoy il faut ajoûter que ces trois Arrests avoient déjà esté produits au Parlement de Provence & au Conseil d'Etat Privé du Roy en faveur de M. l'Evêque d'Apt qui y faisoit grand fond, sans que ni l'un ni l'autre de ces deux Tribunaux ayent crû devoir s'y arrester, ayant jugé tout le contraire par deux Arrests solennels des 9. Avril 1699. & 5. Septembre 1701.

Voilà un petit Sommaire des Contredits sur lesquels MM. les Evêques font aujourd'huy leurs Observations : on pourra encore dans la suite leur donner un peu plus d'étendue en répondant à ces Observations pour les éclaircir.

„ Ils supposent en premier lieu, qu'il s'agit de la jurisprudence
 „ du Parlement de Paris sur le pouvoir des Evêques de juger des
 „ causes legitimes de permettre aux Religieuses, particulièrement à
 „ celles de l'Ordre de Cisteaux & de Fontevrault, de sortir de leurs
 „ Monasteres, & de sçavoir si cette Cour considere la Declaration
 „ du Roy de 1696. comme une dérogation à l'Article XIX. de
 „ l'Edit de 1695. & c'est disent-ils, un fait tres-important.

Cependant, on n'a pas vû jusqu'à present que ce fût-là la contestation qui est pendante devant le Roy, & ceux qui ont lû les Memoires qui ont esté donnez de part & d'autre, ne se persuaderont pas que ce soit là le fait le plus important, ni même qu'il s'en agisse. La question qui est à juger, est de sçavoir si MM. les Evêques ont le pouvoir qu'ils pretendent à l'égard des Monasteres exempts & qui sont sous des Congregations & gouvernez par des Superieurs Reguliers, s'ils l'ont dis-je, en vertu des saints Decrets & des Constitutions Canoniques, de la Decretale *Periculoso*, des Decrets des Conciles de Basse & de Trente, des Ordonnances Royaux qui regissent le Royaume, comme est celle de Blois, de l'usage qui y est reçu & pratiqué depuis plus de six siecles & autorisé par plusieurs Arrests contradictoires ; c'est de cela dont il s'agit, & l'on voit même que ce que les Rois en ont ordonné par leurs Edits & leurs Declarations, n'a jamais esté qu'en confor-

mité

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 489

mité de ces Regles Canoniques qu'ils ont toujours regardées comme en estant la base & le fondement.

*Contredits & Salvations
servant de
Réponse aux Pièces
de MM. les Evêques.*

Il est donc de peu d'utilité d'examiner de si près la jurisprudence du Parlement de Paris, parce que si elle y estoit contraire, la Cour elle-même la reformeroit : mais voyons sur quoy MM. les Evêques l'établissent.

Sur deux Arrests disent-ils, prononcez en ce Parlement depuis que la Declaration de 1696. y a esté enregistrée, qui justifient qu'on y est persuadé que cette Declaration ne contient aucune dérogation à l'Article XIX. de l'Edit de 1695. Il faut donc voir quels sont ces deux Arrests qui établissent si invinciblement la jurisprudence du Parlement.

Le premier du 18. Fevrier 1697. declare qu'il y a abus dans la permission que Madame l'Abbesse de Fontevault avoit donnée à une de ses Religieuses du Prieuré de Longueau, & fait défenses aux Religieuses de ce Monastere d'en plus sortir sans la permission de M. l'Archevêque de Reims.

On ne dit pas que cet Arrest fut rendu par défaut & faute de comparoir par les Parties adverses ; & cependant on ajoute que c'est une chose jugée pour le Diocèse de Reims.

L'on veut bien supposer ce qu'on dit ensuite, que l'Arrest fut signifié à la Religieuse & à Madame l'Abbesse de Fontevault, & qu'elles n'y ont formé aucune opposition.

Peut-on tirer de-là une conséquence contre un tiers, contre tout l'Ordre de Cisteaux, & en un mot, contre toutes les Congregations Regulieres ? non sans doute, & tout l'avantage qui en peut revenir, c'est de le faire executer par cette Religieuse contre laquelle il a esté rendu.

Le second Arrest de la même Cour du 13. Juin 1698. est celui dont on a déjà parlé, obtenu par feu M. l'Evêque de Noyon contre deux Religieuses de l'Abbaye de Fervacques.

Arrest encore rendu par défaut à l'Audience du Parlement sans ouïr les Parties ni rien examiner.

Mais dit-on, Messieurs les Gens du Roy qui estoient la principale Partie en cette cause, furent ouïs & ne consentirent au congé qui fut donné à M. de Noyon, que parce qu'ils trouverent sa demande juste & bien établie.

Voilà une cause bien mal défendue pour ces pauvres Religieuses, puisque la justice n'en est établie & soutenue que par la Partie

adverse, qui selon toutes les apparences ne se sera pas mise beaucoup en peine d'expliquer en leur faveur les saints Decrets & Constitutions Canoniques, la Decretale *Periculoso*, les Conciles de Basle & de Trente, l'Ordonnance de Blois & tant d'autres Pieces, & de leur donner le sens & la signification qu'elles doivent avoir.

Aura-t-il par exemple expliqué à l'Audience, les Privileges de l'Ordre de Cîteaux, & fait voir la possession dans laquelle sont les Religieuses depuis près de six siècles, de ne prendre la permission de sortir de leur Clôture dans leurs pressantes necessitez, que de leurs Superieurs Reguliers ? Possession constante, continuë & uniforme dans tous les Monasteres de cet Ordre répandus dans toutes les Provinces de la Chrétienté, & qui est autorisée par les Loix du Royaume & par des Arrests solennels & contradictoires des Cours Superieures & même du Conseil du Roy. On ne croira jamais que feu M. de Noyon si ardent pour les interets de sa dignité, les ait voulu abandonner pour un moment seulement en cette occasion, pour relever les droits des Religieuses qui l'avoient attaqué.

MM. les Evêques trouvent mauvais que de la part de M. l'Abbé de Cîteaux on ait rapporté un Arrest du Parlement de Provence pour justifier dit-il, quelle est la jurisprudence de celui de Paris. En effet, cela ne paroît pas de bon sens, aussi ne l'a-t-on pas fait dans cette vûë, mais on l'a produit avec deux autres du Grand Conseil & sur tout encore avec un autre du Conseil d'Etat Privé du Roy du 5. Septembre 1701. pour montrer que quand on a pris le temps d'examiner à fond les preuves & les raisons de part & d'autre en quelque Tribunal que ce soit, on n'a jamais hésité à prononcer en faveur des Superieurs Reguliers, & à condamner la pretention jusqu'à présent inouïe de MM. les Evêques ; & si l'on veut présumer quelque chose à l'égard du Parlement de Paris, c'est qu'assurément cette Cour si sage & si judicieuse n'auroit pas manqué de faire la même chose, si on luy avoit fait faire attention sur un si grand nombre d'autoritez & de raisons qui parlent pour les Ordres Reguliers.

Mais le Parlement de Paris a jugé sur ce qu'on a produit par-devant luy, c'est-à-dire sur les Pieces & les raisons d'une seule Partie, sans ouïr l'autre & par défaut : il ne pouvoit pas autrement prononcer sur une demande qui luy paroissoit colorée

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 491

& appuyée de quelques titres dont on déguisoit le véritable sens.

Contredits & Salvations servant de Réponse aux Pièces de MM. les Evêques.

Si de pareils Arrests ainsi rendus sans connoissance, peuvent établir une jurisprudence, il faut tomber d'accord que ce n'est pas chose sûre de la suivre, que les fondemens n'en sont pas bien solides, & qu'il seroit tres-difficile de la faire recevoir par tout dans les questions de droit public & qui concernent la police du Royaume, sur tout quand on la verroit contraire à toutes sortes de Regles.

Après cela MM. les Evêques persuaderont-ils que c'est une erreur comme ils disent, de croire que les Arrests par défaut sont rendus sans connoissance de cause ? L'on sçait qu'il y a de la différence à faire entre ces Arrests ; mais quoy que l'on puisse dire, on demeurera toujours convaincu par la raison & le bon sens, que des Arrests par défaut où a parlé une seule Partie, ne doivent pas prévaloir à des Arrests contradictoires qui n'ont prononcé qu'après avoir examiné à fond les Pièces & les raisons de toutes les Parties ; *hoc est justius & conforme juri*. Le devoir du Juge est à la vérité d'examiner avec plus de soin le droit du défaillant, mais nonobstant ce soin qui ne va jamais au point de la dernière exactitude, s'il n'entend la Partie, *parte inauditâ alterâ*, elle a toujours au moins un pretexte de se plaindre qu'on luy a fait injustice, *equum licet statuerit, haud æquus est*.

L'Objection que font MM. les Evêques à M. l'Abbé de Cisteaux, en luy reprochant que s'il avoit eu des moyens solides pour établir que sa pretention est conforme à la Declaration de 1696. il n'auroit pas negligé de se pourvoir en cassation contre cet Arrest du Parlement de Paris, est si peu de chose qu'elle ne merite pas d'estre relevée. Il a toujours regardé cet Arrest comme une Piece de nulle conséquence : & quand on le luy a opposé au Parlement de Provence & au Conseil d'Etat Privé, il s'est contenté d'en faire voir l'inutilité, & les Juges n'ont pas crû y devoir faire aucune attention ; on le peut voir cet Arrest, visé dans le Vû de celui du Conseil du 5. Septembre 1701. page 8^e de l'Imprimé,

Doit-on luy reprocher qu'il n'a pas prouvé que sa pretention est conforme à la Declaration de 1696. puisqu'il l'a fait tant de fois dans chacun de ses quatre ou cinq Memoires presentez en cette Instance & si solidement, qu'il peut dire qu'il l'a autant de fois

Contredits & Salvations servant de Réponse aux Pièces de MM. les Evêques.

démontré, sans que jamais MM. les Evêques ayent pû y répondre, n'ayant rien fait que repeter la même chose qu'ils disent encore aujourd'huy dans leur nouvel Imprimé sous le titre d'Observations, en general seulement & sans vouloir entrer dans le détail.

Ils ne veulent pas que l'Arrest contradictoire du Conseil du Roy de 1701. ait préjugé que la Declaration de 1696. déroge au XIX. Article de l'Edit de 1695. parce que l'on ne doit
 „ pas disent-ils, présumer la dérogation à une Loy generale, à
 „ moins qu'il n'y eust des clauses précises, principalement pour la
 „ conservation du droit des Evêques qui a esté de droit commun
 „ dans tous les siècles de l'Eglise, d'autant plus que l'exemption
 „ prétendue par les Reguliers, ne peut estre fondée que sur un Pri-
 „ vilege odieux dont l'usage a esté abrogé par les Conciles.

Il est surprenant que celui qui écrit pour MM. les Evêques ne se souvienne pas que ce qu'il avance icy, est une pure repetition des principes erronez sur lesquels il avoit fondé ses premiers Memoires, & qu'on luy a montré tant de fois que les exemptions des Ordres Reguliers estoient depuis plus de huit à neuf siècles nécessaires à leur conservation & tres utiles à l'Eglise, & un droit commun ferme & stable, approuvé par les Conciles, par les Loix & par un usage constant & universel : comme aussi que leurs Privileges n'ont point esté revokez mais au contraire toujours confirmez, sans qu'il ait pû faire la moindre réponse pour tâcher d'infirmier ces veritez. Il repete la même chose encore aujourd'huy, c'est une prévention dont il ne peut se défaire ; ce seroit chose inutile de vouloir encore essayer à l'en tirer parce qu'il la veut avoir, on en a pitié.

L'Arrest du Conseil de 1701. a confirmé celui du Parlement de Provence, que l'on accusoit de contravention aux Saints Decrets, aux Ordonnances, à l'Edit de 1695. & à la Declaration de 1696. donc il a préjugé que cette Declaration dérogeoit à l'Article XIX. de l'Edit.

En effet, peut-on la lire sans en estre convaincu ? elle tombe à la verité principalement sur l'Article XVIII. mais elle ne peut y déroger, que par un contre-coup elle ne déroge aussi au XIX. puisqu'il en estoit la base & le fondement.

L'Article XVIII. donnoit à MM. les Evêques le pouvoir de regler ce qui regarde la Clôture des Religieuses, & le XIX.

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 493

regloit la maniere dont ils useroient de ce pouvoir pour les sorties de cette même Clôture. L'Article XVIII. estant sappé par la Declaration de 1696. en faveur des Reguliers exempts qui ont des Superieurs Reguliers, scauroit-on concevoir que le XIX. qui y est fondé, puisse encore subsister à leur égard ?

Contredits & Salvations servant de Réponse aux Pièces de MM. les Evêques.

On a montré de plus, que cet Article XIX. ne concernoit pas les Monasteres unis en Corps d'Ordre, & que ce qui y estoit ordonné devoit sur toutes choses estre conforme aux saints Decrets & Constitutions Canoniques, suivant lesquelles on a fait voir que le pouvoir pretendu par MM. les Evêques leur est interdit & défendu tres-expressément.

Si d'ailleurs la dérogation à une Loy generale ne doit pas se présumer sans des clauses précises, où trouveront-ils ces clauses précises en l'Article XIX. pour déroger à ce qui est prescrit d'une maniere si nette & si formelle par l'Ordonnance de Blois & par les autres Loix du Royaume en faveur des Reguliers ?

Enfin, MM. les Evêques font une dernière Observation, que les pretentions de M. l'Abbé de Cisteaux tendent à mettre une étrange confusion dans l'Eglise de France, n'y ayant pas plus de fondement de pretendre que par la Declaration de 1696. le Roy a voulu déroger à l'Article XIX. qu'à tous les autres Articles, & notamment au X. & XI. qui reglent la maniere dont en doivent user les Reguliers pour la Prédication & la Confession.

Comme on a dit que la Declaration de 1696. déroge à l'Article XIX. principalement parce que le dix-huitième en est la base & le fondement, on ne peut pas tirer de consequence pour les dixième & onzième & les autres qui n'y ont aucun rapport & peuvent subsister d'eux-mêmes, s'y agissant d'ailleurs de choses qui sont réglées dont MM. les Evêques sont en possession & sur lesquelles il y a long-temps qu'il n'y a plus de contestation.

Quant aux pretentions de M. l'Abbé de Cisteaux, il ne demande rien que ce dont ont joui tous ses Prédecesseurs à l'égard de la Clôture des Religieuses & qui est établi par les saints Decrets, les Conciles, les Ordonnances & les Statuts de son Ordre. S'il est maintenu comme il espere, dans cette possession si ancienne & si autentique, quels inconveniens & quelle confusion en doit-on craindre ? il y a au contraire tout lieu de croire & de dire qu'il y en arriveroit inévitablement une tres-grande,

*Centredits & Sal-
vations servant de
Réponse aux Pièces
de MM. les Evê-
ques.*

si MM. les Evêques venoient à bout de leur dessein, par la nouveauté du changement, par la diversité des esprits qui voudroient gouverner, & par la division qui ne manqueroit jamais de se mettre entre des Superieurs qui ne seroient pas subordonnez sur tout en des Maisons de filles, au préjudice de la Discipline & de la Regularité.

*Recueil des Lettres
de Messire Paul de
Foix Archevêque de
Toulouse & Ambas-
sadeur à Rome en
1581. & 1582. impri-
mées à Paris en 1614.
Lettre 34. p. 323.*

MM. les Evêques qui ont leur Diocese chacun à part, disoit autrefois un grand Archevêque au Pape Gregoire XIII. par ordre exprès du Roy Henry III. dont il estoit Ambassadeur à Rome, & qui ne sont versez en cette Discipline & façon Monastique & Regularie, ne peuvent entretenir l'union & la conformité qui doivent estre dans tous les Monasteres d'un même Ordre, pour le regard de la Regle, Statuts, Police, Discipline, vie, mœurs & toutes autres choses appartenant à la Religion.

Cet Archevêque Ambassadeur parloit ainsi au Saint Pere, de la part du Roy & en presence du Cardinal d'Est Protecteur des affaires de France, & confirma ce qu'il disoit, par des exemples & par l'experience funeste qu'on avoit eu en Italie depuis trois à quatre ans que l'on avoit donné à MM. les Evêques inspection sur les Monasteres de Filles. On ne rapportera pas icy les termes de la Lettre de Messire Paul de Foix qui en rend compte au Roy, parce qu'ils pourroient paroistre un peu trop forts, qu'on les a déjà rapportez & qu'on peut encore les voir dans la 34^e Lettre à l'en- droit qui est coté en marge.



DERNIER MEMOIRE
POUR MONSIEUR L'ABBE' GENERAL
de l'Ordre de Cistcaux,

*servant d'abregé de tous les precedens
Memoires.*

LA maniere dont Messieurs les Evêques demandent que le droit leur soit donné de permettre aux Religieuses exemptes & qui sont en Corps d'Ordres, de sortir de leur Clôture & d'examiner leurs Novices avant la Profession, est une preuve qu'en effet il ne leur appartient pas, qu'ils n'en sont point en possession, & qu'ils n'ont rien sur quoy ils puissent se fonder pour le pretendre; il leur est mesme défendu d'en user. *Abregé de tous les Memoires.*

En un mot, c'est une nouveauté en matiere importante, contraire à toutes les Loix qui ont à cet égard jusques à present servi de regles dans l'Eglise & dans l'Etat.

Pour en estre entierement persuadé, il n'y a qu'à les parcourir en commençant par le premier Point qui regarde la Clôture des Religieuses qui a toujours appartenu aux Superieurs Reguliars privativement à tous autres, c'est-à-dire, sans le concours de MM. les Evêques Diocesains.

La Decretale ou Constitution du Pape Boniface VIII. qui commence par le mot *Periculoso*, confirmée par le Concile de Basle & renouvelée par celui de Trente sans nulle dérogation, charge MM. les Evêques de procurer l'établissement & le maintien de la Clôture, dans les Monasteres de Filles de leurs Diocèses qui sont dépendans d'eux, de leur autorité ordinaire, & comme délégués du Pape dans ceux qui sont immédiatement sujets au Saint Siege; mais elle veut & ordonne que ce soient les Abbez & les autres Superieurs des Ordres Reguliars qui fassent la même chose dans les Monasteres de Religieuses de leurs Ordres. *Quatenus eorum Episcoporum quilibet in Civitate ac Diœcesi propriâ, in Monasteriis Monialium sibi ordinario jure subjectis, suâ, in*

Abregé de tous
les Memoires.

his verò quæ ad Romanam spectant Ecclesiam, Sedis Apostolicae auctoritate : Abbates verò & alii tam exempti quàm non exempti Prælati Ecclesiarum, Monasteriorum & Ordinum quorumcumque in Monasteriis hujusmodi sibi subiectis, de Clausurâ convenienti & de ipsis Monialibus includendis quamprimum commodè poterunt, providere procurent.

Cette même Constitution parlant des permissions de sortir de la Clôture dans les cas de nécessité, veut encore que ce soit le Supérieur à qui appartient le Monastere, qui les donne : *Nulli sit quacumque ratione Monasteria ipsa deinceps egrediendi facultas, nisi rationabilis & manifesta causa existat, ac de illius ad quem pertinuerit, speciali licentiâ.*

La confirmation qui fut faite de cette Constitution par le Concile de Balle, porte ces termes dans la Session 15^e : *Ut Constitutio Bonifacii Papæ VIII. quæ incipit Periculoso, edita super Clausurâ Monialium ; omnino juxta ipsius tenorem executioni demandetur.*

Et le Concile de Trente en la renouvelant commence le Chapitre 5. de la 25^e Session par ces mots, *Bonifacii Octavi Constitutionem quæ incipit Periculoso, renovans Sancta Synodus &c.* Il ordonne ensuite aux Evêques d'établir la Clôture en qualité d'Ordinaires, dans les Monasteres qui leur sont sujets, & dans les autres c'est-à-dire par rapport à ladite Constitution, dans ceux qui sont immédiatement soumis au Saint Siege, comme délégués du Pape : & ne veut pas qu'aucune Religieuse en sorte, s'il n'y a cause legitime qui doit estre approuvée de l'Evêque, *nisi ex aliquâ legitimâ causâ ab Episcopo approbandâ.*

Et au Chapitre 9. de la même Session, il declare formellement qu'encore qu'il soumette ainsi à MM. les Evêques Diocésains les Monasteres de Religieuses qui sont immédiatement sujets au Saint Siege, pour estre gouvernez par eux comme délégués du Pape, son intention est que ceux qui sont en Congrégations & sous des Chapitres Generaux, soient laissez & demeurent sous la conduite & direction de leurs Supérieurs Reguliers. En voicy les termes, *Monasteria Sanctimonialium Sanctæ Sedis Apostolica immediatè subiecta, etiam sub nomine Capitulorum Sancti Petri vel Sancti Joannis vel aliàs quomodocumque nuncupentur, ab Episcopis tanquam dictæ Sedis delegatis gubernentur : Quæ verò à deputatis in Capitulis Generalibus vel ab aliis Regularibus*

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 497

Regularibus reguntur, sub eorum Curâ & CUSTODIA relinquantur.

*Abregé de tous
les Memoires.*

Comme les Papes par des Privileges particuliers s'estoient retenu la Jurisdiction sur ces Monasteres & ne pouvoient pas se charger du soin de la Clôture qui doit s'y garder & de donner les permissions d'en sortir dans les cas de necessité, à cause principalement du grand éloignement, ils ne pouvoient pas mieux faire que de députer & commettre à cet effet MM. les Evêques Diocesains : Mais à l'égard des Monasteres qui ont des Supérieurs Reguliers, n'y ayant pas de besoin ni de raison de les priver de leurs Juridictions, ni de les changer pour en mettre d'autres en leurs places, ils ont jugé qu'il estoit de la justice & du bon ordre, de laisser à ces Supérieurs Reguliers la charge & le soin des Monasteres qui dépendent d'eux, & les Conciles ont approuvé cette disposition.

L'Assemblée de l'Eglise de France dans la Ville de Melun en 1579. peu après la tenuë du Concile de Trente où la plupart des Prelats qui la composoient avoient assisté, la suivit pareillement dans les Reglemens qu'elle fit pour la reformation des Monasteres, obligeant seulement les Religieuses qui auroient besoin de sortir de leur Clôture, de s'adresser à leurs Superieurs & d'en prendre d'eux la permission : *Nulli sanctimonialium liceat post Professionem exire à Monasterio etiam ad breve tempus quocunque pretextu, nisi ex aliquâ urgente & legitimâ causâ, idque de sui Superioris licentiâ in scriptis obtentâ.*

Ce fut aussi à cela que se conforma l'Ordonnance de Blois intervenüe en la même année, sur les remontrances des Etats Generaux du Royaume ; car bien qu'elle ne reçût pas dans les formes le Concile de Trente en ce qui regarde la police & la discipline exterieure, elle ne laissa pas d'en tirer plusieurs Reglemens qu'elle copia mot à mot & entraînâtes celuy qui regarde la Clôture des Religieuses qu'elle exprima en ces termes par un article exprès qui est le 31. *Admonestons les Archevêques, Evêques & autres Superieurs des Monasteres de Religieuses, de veiller soigneusement à remettre & entretenir la Clôture des Religieuses... Et ne pourra aucune après avoir fait Profession, sortir de son Monastere pour quelque temps & sous quelque couleur que ce soit, si ce n'est pour cause legitime qui soit approuvée de l'Evêque ou Superieur.*

*Abregé de tous
les Mémoires.*

L'alternative de l'Evêque ou Supérieur dont on s'est servi en cet endroit, n'a esté que pour faire voir que le Règlement estant general, on avoit voulu conserver à chacun ses droits & sa juridiction, à MM. les Evêques sur les Monastères qui dépendent d'eux, & aux Supérieurs Reguliers sur ceux qui leur sont soumis.

On pourroit encore pour entrer dans le particulier, rapporter plusieurs autres preuves de la même vérité ; les Bulles des Papes qui ont confirmé l'exemption qu'a eu l'Ordre de Cîteaux dès son commencement, de la Jurisdiction de MM. les Evêques Diocésains, & les Lettres Patentes des Rois dûment vérifiées qui l'ont autorisée & fait recevoir comme une Loy inviolable dans le Royaume.

Mais il suffit de dire que la possession est constante & continuë dans cet Ordre depuis cinq à six siècles, sans que jamais MM. les Evêques se soient avisez d'y rien pretendre au préjudice de cette exemption, soit pour la Clôture des Religieuses soit pour toutes autres choses.

Et cette possession à l'égard sur tout de la Clôture, se trouve soutenue par plusieurs Jugemens rendus en divers Tribunaux, autant de fois qu'elle a esté attaquée & qu'on en a pris une exacte connoissance.

En 1678. feu M. de Gaillard Evêque d'Apt fit une Ordonnance qu'il voulut faire executer par les Religieuses de Sainte-Croix qui sont de l'Ordre de Cîteaux & qui en appellerent comme d'abus au Grand Conseil : l'appel y fut relevé ; mais les Parties s'en estant rapportées au sentiment de feu M. de Harlay Archevêque de Paris, ce Prélat si éclairé & qui sçavoit si bien la Discipline Ecclesiastique, condamna la pretention de M. l'Evêque d'Apt & l'obligea de revoker son Ordonnance, & cette revocation fut publiée au Prône de son Eglise Cathédrale.

Feu M. l'Evêque de Noyon eut la même pretention sur l'Abbaye de Biache, & le Grand Conseil déclara abusive l'Ordonnance qu'il avoit rendue & maintint M. l'Abbé de Cîteaux dans le droit & la possession de donner seul aux Religieuses les permissions de sortir de leur Clôtre dans les cas de droit, par un Arrest solennel du 11. Mars 1695. après douze Audiences de plaidoirie.

En 1699. M. de Foresta Evêque moderne d'Apt renouvela la pretention de son Prédecesseur sur la même Abbaye de Sainte-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 499

Croix ; & le Parlement d'Aix qu'il avoit affecté pour Juge , la condanna par un autre Arrest pareil à celui du Grand Conseil, du 9. Avril de cette année.

*Abregé de tous
les Memoires.*

Enfin, ledit Sieur Evêque d'Apt s'est pourvû au Conseil d'Etat Privé du Roy en cassation contre cet Arrest, & Sa Majesté après en avoir examiné avec exactitude & le fond & la forme, a débouté ledit Sieur Evêque de sa demande en cassation, & l'a condamné en l'amende & aux dépens, par un troisième Arrest du 5. Septembre 1701.

On ne peut pas donc avoir un droit mieux fondé & plus fortement soutenu, qu'est celui de M. l'Abbé de Cisteaux & des autres Superieurs de son Ordre, pour le regard de la Clôture des Monasteres de Religieuses qui en dépendent, sans le concours de MM. les Evêques Diocésains.

CELUY d'examiner les Novices de ces mêmes Monasteres, avant la Profession, n'est pas moins bien établi puisqu'il a pour fondement le même Privilege d'exemption & la même possession uniforme & continuë depuis tant de siècles, sans que jamais MM. les Evêques aient témoigné de le vouloir pretendre.

*Examen des Novices
avant la Profession.*

L'on convient qu'il est du bon ordre que la vocation des Filles soit examinée, & de sçavoir si elles ont les qualitez requises pour la Religion ; mais qui peut mieux s'acquitter de ce devoir, que les Superieurs des Monasteres pour lesquels ces Novices font Profession, qui en connoissent les dispositions & qui sçavent par experience & par la pratique des Regles qui s'y observent, juger de la capacité des sujets qui y sont propres ? au lieu que MM. les Evêques Diocésains ou ceux qu'ils voudroient employer en leur place, n'ayant aucune connoissance de ces Monasteres & de ce qui s'y pratique, ne sçauroient distinguer dans une fois qu'ils verront une Novice pendant une heure, si elle est veritablement appelée & si elle peut soutenir le poids de la vie reguliere qui consiste en une infinité de choses qui ne s'apprennent que par l'exercice qui s'en fait.

Quoy qu'il en soit, cette pretention est encore une nouveauté inouïe jusqu'à present, qui vient tout récemment d'estre condamnée par l'Arrest du Parlement d'Aix contre M. l'Evêque d'Apt, qui peut avoir des suites tres-fâcheuses, & qui ne sçauroit estre que tres-onereuse aux Monasteres & même tres-dangereuse pour ne rien dire davantage ; outre qu'elle est contraire au vingt-huit

Abregé de tous
les Mémoires.

tième Article de l'Ordonnance de Blois qui regit le Royaume & qui s'explique ainsi : *Voulons que les Abbeſſes ou Prieures , auparavant que de faire bailler aux Filles les Habits de Profefſes pour les recevoir à Profeſſion , ſoient tenuës un mois devant , avertir l'Evêque , ſon Vicaire ou Superieur de l'Ordre , pour ſ'enquerir par eux & informer de la volonté deſdites Filles & ſ'il y a eu contrainte ou induction , & leur faire entendre la qualité du Vœu auquel elles ſ'obligent.*

Il faut tomber d'accord que ce Reglement-là comprend tous les Monafteres de Religieuſes , auffi-bien ceux qui dépendent de MM. les Evêques que les autres qui ſont en Corps d'Ordres & ſous des Superieurs Reguliars ; & c'eſt pour cette raiſon que l'alternative de l'Evêque ou Superieur de l'Ordre n'y a pas été oubliée , afin comme on a déjà dit , de maintenir chacun dans ſes droits & ſa poſſeſſion ; & il fut fait pour ſe conformer à celui du Chapitre 17. de la Seſſion vingt-cinquième du Concile de Trente pour les Monafteres ſujets à MM. les Evêques , où l'on voit manifeſtement que l'information qu'il exige , ne peut être faite que par le Superieur du Monaftere , c'eſt-à-dire par celui qui en a une pleine & entière connoiſſance : *Exploret virginis voluntatem diligenter , an coacta an ſeduc̃ta ſit , an ſciat quid agat & ſi voluntas ejus pia ac libera cognita fuerit , habueritque conditiones requiſitas juxta Monafterii illius & Ordinis Regulam necnon Monafterium fuerit idoneum.*

Que ſi l'on vouloit faire application des termes de ce Concile ſur les Monafteres exempts & qui ſont en Corps d'Ordre outre qu'il eſt évident qu'ils n'y ſont pas compris , on voit aſſez d'ailleurs que ſon intention y eſt entièrement contraire , ayant déclaré dans le neuvième Chapitre de la même Seſſion qu'on a rapporté cy-devant tout entier , qu'il vouloit & entendoit que ces Monafteres-là fuſſent laiſſez & demeuraffent ſous le ſoin , la garde & la conduite de leurs Superieurs Reguliars : *Sub eorum curâ & cuſtodiâ relinquantur.*

Mefſieurs les Evêques ne ſçauroient rien oppoſer de valable contre des droits ſi bien établis & contre une poſſeſſion ſi conſtante.

L'on peut encore l'appuyer de l'Édit du mois d'Avril 1695. concernant la Jurisdiction Eccleſiaſtique , interprété par la Déclaration du Roy du 29. Mars 1696. Car bien que par quel-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 501

ques Articles de cet Edit, il y eust lieu de croire qu'on avoit dérogé aux Privileges & Exemptions des Ordres Reguliers & à leur possession, néanmoins il ne peut plus y avoir aucun doute après la Declaration qui l'a interpreté & par laquelle Sa Majesté a ordonné *que l'Edit seroit executé, sans préjudice des droits, privileges & exemptions des Monasteres qui sont sous des Congregations, qu'Elle entend avoir lieu ainsi & en la maniere qu'ils l'ont eu & dâ avoir jusqu'à present.*

*Abregé de tous
les Memoires*

Trois considerations font connoistre avec évidence que l'intention du Roy n'a point esté de déroger à ces Privileges & à cette possession, par aucun des Articles de l'Edit.

La premiere, que Sa Majesté y ordonne dès le premier Article, *que les Ordonnances, Edits & Declarations faites par Elle & les Rois ses predecesseurs, seront executées* ; & par consequent, l'Ordonnance de Blois dans les Articles 28. & 31. qui maintiennent les Superieurs Reguliers comme on l'a vû, dans leurs droits & dans leurs juridictions.

La seconde, que par plusieurs autres Articles de l'Edit, notamment par le 18. & le 19^e, Sa Majesté declare qu'Elle ne fait les Reglemens qui y sont contenus, *que suivant & en execution des saints Decrets & des Constitutions Canoniques*, que l'on a vû aussi cy-devant si favorables aux Monasteres qui sont sous des Congregations.

La troisieme consideration est que Sa Majesté a déclaré elle-même son intention d'une maniere si évidente qu'on n'en peut pas douter, par l'interpretation qu'elle en a faite dans le préambule & dans le corps de la Declaration de 1696.

Au préambule, Elle marque que son motif est d'expliquer si clairement l'Article 18^e de l'Edit *qu'il n'y reste plus aucun pretexte de difficulté, afin que le Clergé Seculier & Regulier demeurent dans les bornes qui sont prescrites par les saints Canons, & que les Reguliers jouissent sous sa protection, des exemptions legitimes qui ont esté accordées à plusieurs Ordres, Congregations & Monasteres.*

Pour le corps de la Declaration, il est tout exprés pour le maintien & la conservation des droits & de la possession où sont les Monasteres qui sont en Congregations, Sa Majesté ordonnant *que son Edit & en particulier l'Article 18. d'iceluy soit executé, sans préjudice des droits, privileges & exemptions des*

*Abregé de tous
les Memoires.*

Monasteres, & de ceux qui font sous des Congregations qu'elle entend avoir lieu ainsi & en la maniere qu'ils l'ont eu & dû avoir jusqu'à present.

Il est vray qu'il n'est pas fait là mention specifique de l'Article 19. mais outre qu'il est compris dans l'Edit qui doit estre executé *sans préjudice des droits &c.* il est évident qu'il est contenu en substance dans le 18^e, qui donnoit inspection à MM. les Evêques Diocesains sur la Clôture des Religieuses, & dont il n'est que l'extension & l'explication. Croira-t-on que le Roy n'ait pas voulu que son Edit & en particulier l'Article 18. préjudiciaissent aux Privileges & aux Exemptions des Ordres Regulars, & que son intention ait esté en même temps, qu'il y fût préjudicié par l'Article 19. qui fait partie de l'Edit & qui est renfermé dans l'Article 18^e ?

Toutes ces raisons font esperer à l'Abbé General de Cisteaux, que le Roy aura la bonté de continuer à son Ordre l'honneur de sa protection qu'elle luy a déjà accordée en tant d'occasions ; elle est d'autant plus necessaire en celle qui se presente, que la demande que font MM. les Evêques, est une nouveauté inouye dans des Points essentiels d'un Privilege si venerable par son ancienneté, si bien établie par ce qu'il y a de plus inviolable dans l'Eglise & dans l'Etat, du consentement même de MM. les Evêques & sur la renonciation qu'ils ont faite de leur Jurisdiction, lors de la fondation de l'Ordre de Cisteaux & des Monasteres qui le composent ; Privilege tant de fois canonisé par les Papes & par les Conciles Generaux, & si bien autorisé par les Lettres Patentés des Rois, par les Ordonnances & par les Arrests des Cours Superieures.

Les inconveniens qui font à craindre d'une telle nouveauté sont extrêmes, la division dans les Monasteres, le retranchement d'autorité dans les Superieurs pour y maintenir le bon ordre, la dissipation de la regularité, & en un mot un bouleversement general & le mauvais exemple qu'elle causeroit dans les Provinces étrangères de toute la Chrétienté, dont les Monasteres sont demeurez attachez jusqu'à present aux Superieurs François, par le lien de l'uniformité avec une entiere dépendance,

Nulle necessité de faire un tel changement, & tant s'en faut que MM. les Evêques ayent sujet de se plaindre, soit de la sortie des Religieuses, soit de l'examen des Novices ayant la Pro-

DE L'ORDRE DE CISTEAUX. 503

cession, qu'il a esté pourvû sur le premier Point par les Arrests du Grand Conseil de 1695. & du Parlement de Provence de 1699. à ce que les Religieuses seront tenuës quand elles en seront requises, de faire apparoir lorsqu'elles seront hors de leurs Monasteres, de la permission par écrit de leurs Superieurs, aux Evêques Diocesains des lieux dans lesquels elles seront. Elles n'ont pas moins de droit d'y entrer & ne sont pas plus leurs juridiques, que toutes autres personnes qui y viennent d'un autre Diocèse.

*Abregé de tous
les Memoires.*

A l'égard du second Point pour l'examen des Novices, les Superieurs Reguliers y satisfont avec d'autant plus de succès, qu'ils ont plus de connoissance des Monasteres & de ce qui s'y pratique.

On voit aussi assez que ce changement ne peut avoir aucune utilité, car on peut dire que les Superieurs Reguliers ne sont pas moins circonspects que Messieurs les Evêques & les Ecclesiastiques qu'ils commettent, soit pour permettre les sorties des Religieuses, soit pour examiner les Novices : & quand il y auroit quelque apparence d'utilité, il faudroit encore craindre les inconveniens qu'on ne peut pas prévoir & qui ne manqueroient pas d'arriver, quand ce ne seroit que le trouble qui suit necessairement la nouveauté, suivant cette belle parole de saint Augustin : *Mutatio consuetudinis etsi utilitate adjuvat, tamen novitate perturbat.*

C'est par cette derniere Piece que la Procedure s'est terminée, MM. les Evêques ayant retiré leurs Pieces en 1705. pour empêcher un Jugement qu'ils prévoyoiient ne pouvoir pas leur estre avantageux, afin de tenter une autre voye par le moyen des Cahiers qu'ils ont coutume de présenter au Roy à la fin de chaque Assemblée du Clergé, comme on a marqué qu'ils ont fait en 1705. & 1710. sans y avoir réussi, Sa Majesté ayant à chaque fois répondu qu'y ayant une Instance pendante & toute instruite

504 PRIVILEGES DE L'ORD. DE CIST.

là-dessus, ils devoient la faire juger & s'adresser aux Juges & Commissaires qu'elle leur a nommez.

Au contraire, de la part de M. l'Abbé de Cîteaux & de Madame l'Abbesse de Fontevraud, pour suivre les ordres de Sa Majesté, on a insisté & poursuivi le Jugement & présenté des Requestes tendantes à cette fin ; mais rien n'a pû leur faire rompre leur silence, & tout en est demeuré-là ; ils sont dans la possession & jouissance de leurs droits où ils ont esté maintenus par les Arrests qui ont esté cy-devant expliquez ; le tout soit pour la plus grande gloire de Dieu,

Fin du nouveau Recueil des Privileges
de l'Ordre de Cîteaux. 1713,



TABLÉ



TABLE CHRONOLOGIQUE

DES PRINCIPALES CHOSES
contenuës dans le nouveau Recueil des Privileges
de l'Ordre de Cisteaux, & premierement dans
la premiere Partie où sont les Bulles & les Brefs
des Papes.

L'AVERTISSEMENT qui est à la teste de cette premiere
Partie, fait voir 1°. En quel temps & de quelle maniere
l'Ordre de Cisteaux s'est établi en 1098. à la fin du onzié-
me siecle de l'Eglise, de l'autorité du Saint Siege & avec le con-
sentement des Evêques Diocesains, libre & exempt de leur juris-
diction, par des preuves incontestables.

2°. Que la maternité est la source & l'origine de la juridiction
sur les Monasteres qui le composent, des Paternitez & des Filia-
tions dont il y a de deux sortes, une generale attribuée uniquement
au Chef & qui luy donne cette qualité ; & un grand nombre de
particulieres, autant qu'il y a de Monasteres qui en ont fondé
d'autres.

3°. La difference de ces mots qui y sont tres-usitez, Lignes,
Generations & Filiations qui tous ensemble font un Corps d'Ordre :
outre quoy il y a encore deux voyes qui ont contribué à le peupler,
celle d'association des Monasteres qui estoient déjà fondez & y ont
esté incorporez, & celle des Commissions du Chapitre General ou
de l'Abbé de Cisteaux qui ont nommé des Peres immediats ; l'oc-
casion des Commendes a aussi établi une espece de dévolut pour la
jurisdiction.

Preface historique contenant les causes & les motifs de la con-
cession de ces Privileges, & l'obligation de les avoir en chaque
Monastere de l'Ordre, de les observer, soutenir & défendre : avec
un précis de ce qui y est arrivé de plus considerable. Depuis la
premiere page jusqu'à la 8^e inclusivement.

506 TABLE CHRONOLOGIQUE

Lettres Patentes du Roy du mois de Decembre 1711. confirmatives desdits Privileges qui y sont énoncez, avec attribution de jurisdiction au Grand Conseil, & l'Arrest d'enregistrement. Depuis la 9^e page jusqu'à la 13^e.

1107. *Carte de Charité ou Statut primordial & fondamental de l'Ordre de Cisteaux divisé en trente articles que l'on peut aussi voir au Grand Bullaire Romain dans la Bulle du Pape Eugene III. de 1152. & qui renferment tous les Reglemens necessaires pour le bon gouvernement d'un Ordre regulier.*

Ces trente articles sont reduits à cinq Chapitres dont le premier par les 1. 2. 3. 4. & 5^e établit l'Abbaye de Cisteaux comme l'Eglise matrice, Chef de l'Ordre auquel elle donne son nom, en luy assujettissant tous les Monasteres pour y prendre le sens de la Regle de Saint Benoist, les mœurs & les pratiques, & y retenant la jurisdiction spirituelle sans rien profiter de leur temporel.

Le second aux articles 6. 7. & jusqu'au 14^e regle le droit & la maniere de faire les visites, premierement celuy de l'Abbé de Cisteaux & ensuite celuy des autres Abbez, en établissant les Peres immediats & les filiations, & commettant la visite de l'Abbaye de Cisteaux aux quatre plus anciens Abbez, de la maniere qui y est prescrite ; & de plus il regle aussi le rang que les Abbez doivent tenir entre eux.

Le troisieme Chapitre par les articles 15. 16. 17. 18. 19. & 20^e établit l'Assemblée du Chapitre General à Cisteaux & regle son autorité & ce qu'il peut & doit faire.

Le quatrieme fait la même chose pour les Elections des Abbez, premierement pour celle de l'Abbé de Cisteaux differemment de tous les autres & avec plus de solemnité ; par les articles 21. 22. 23. & 24.

Et enfin, le cinquieme regle leurs dépositions par les 25. 26. & jusqu'au 30^e encore d'une maniere differente des autres & avec beaucoup plus de solemnité. Depuis la page 14. jusqu'à la 20^e.

1119. *Bulle du Pape Calixte II. de 1119. adressée à Saint Estienne troisieme Abbé de Cisteaux & à ses Religieux qu'il reconnoist auteurs de la Carte de Charité, laquelle il confirme d'autorité Apostolique avec les usages & pratiques de leur Monastere, après avoir marqué la maniere dont a esté établi l'Ordre, du consentement des Evêques Diocézains.*

page 21.

DES BULLES DES PAPES. 507

Il est fait mention ensuite de cette Bulle, de plusieurs autres Confirmations Apostoliques de la Carte de Charité, & nommément de celles d'Eugene III. de 1152. où elle est rapportée toute entière, & d'Alexandre III. de 1159. où il a expliqué la manière dont on en doit user dans la visite de Cîteaux. p. 22

Bulle du Pape Innocent II. encore adressée à Saint Estienne Abbé de Cîteaux & à ses successeurs, qui marque l'exemption de l'Ordre en l'exemptant de se trouver aux Synodes des Ordinaires, & relève le privilège qu'a la Maison de Cîteaux comme Mere & Chef de l'Ordre, de se choisir un Abbé entre tous les autres, au lieu que les autres Maisons n'ont la liberté de le prendre qu'entre ceux qui dépendent d'eux, & au surplus exempt tous les Monasteres de payer sur leurs Terres, aucunes Dixmes ni grosses ni menues ni novales. p. 23

Bulle du Pape Alexandre III. encore adressée à l'Abbé de Cîteaux & à sa Communauté, qui prend sous sa protection spéciale l'Abbaye de Cîteaux & plusieurs autres Monasteres comme en estans dépendans, entre lesquels sont les quatre premiers. p. 26

Seconde Bulle du même Pape adressée à tous les Abbez de l'Ordre, auxquels il donne le pouvoir d'absoudre leurs Religieux de toutes les Censures qu'ils pourroient avoir encouruës. p. 27

Bulle du Pape Luce III. adressée à l'Abbé de Cîteaux & à tous ses Coabbez, par laquelle il défend à tous Prélats de prononcer aucunes Censures sous peine de nullité, contre aucunes personnes de l'Ordre de Cîteaux, & à aucun Evêque d'exiger dans les benedictions abbatiales d'autre serment des Abbez, que celui qui est accoutumé dans l'Ordre depuis son origine, y ajoutant ces mots, Salvo ordine nostro. p. 29

Bulle du Pape Innocent III. icy rapportée (pour servir d'exemple de ce qu'on a dit que chaque Monastere prenoit autrefois à Rome une Expedition originale sous son nom, de tous les Privileges que le Saint Siege avoit accordez à l'Ordre de Cîteaux.) La Bulle est adressée à l'Abbé de Loz en Flandre & à sa Communauté, où l'on voit un précis de presque tous les Privileges que le Pape confirme en sa faveur & luy donne de nouveau, même en general par une clause expresse & particuliere, Prætereà omnes libertates & immunitates à præd. nostris Romanis Pontif. Ordini vestro Concessas Confirmamus. p. 271

Bulle du Pape Honoré III. adressée à l'Abbé de Cîteaux &

508 TABLE CHRONOLOGIQUE

à tous ses Coabbz, par laquelle Sa Sainteté défend à ses Légats de prononcer aucunes Censures contre eux & leurs Monasteres, sans un ordre particulier.

p. 29

1224. Seconde Bulle du même Pape adressée à tous Prélats, qui leur enjoit expressément de faire jouir tous les Monasteres de l'Ordre de Cîteaux, de l'exemption qui leur a esté accordée de ne payer sur leurs Terres aucunes Dixmes.

p. 30

1225. 3^e Bulle du même Pape Honoré III. adressée à tous les Abbez & Religieux de l'Ordre, par laquelle il les exempt de payer la Dixme sur leurs Domaines qui estant sortis de leurs mains, leur reviennent & sont réunis à leurs Monasteres.

p. 32

1228. Bulle du Pape Gregoire IX. adressée à l'Abbé de Cîteaux & à tous ses Coabbz, par laquelle il declare nulles les rescrits de Rome qui pourroient estre décernez contre eux sans y faire une mention expresse de l'Ordre de Cîteaux.

p. 33

1234. Seconde Bulle du même Pape adressée comme la précédente, par laquelle il défend de prendre ni exiger aucun droit sur leurs Monasteres sous pretexte de Patronage, Advocatie, Gardegar-dienne &c.

p. 33

1234. Troisième Bulle encore du même Pape Gregoire IX. aussi adressée comme les deux précédentes à l'Abbé de Cîteaux & à tous ses Coabbz, par laquelle il défend sous peine de nullité aux Evêques Diocésains & à leurs Chapitres & aux Archidiaques de sembler des Elections, punitions & dépositions & installations des Abbez & Abbeses de l'Ordre de Cîteaux, & laisse à l'Evêque du Diocèse, de conferer la benediction abbatiale.

p. 35

1234. Quatrième Bulle encore du même Pape aussi adressée à l'Abbé de Cîteaux & à ses Coabbz, par laquelle il leur donne pouvoir de commettre leurs Prieurs en leur absence, pour absoudre leurs Religieux & Convertes des Censures qu'ils peuvent avoir encourus.

p. 36

1245. Bulle du Pape Innocent IV. adressée à l'Abbé de Cîteaux, à ses Coabbz & à leurs Communautés, par laquelle il défend aux Ordinaires sous peine de nullité, d'appeler devant eux ni à leurs Synodes les Abbez & Religieux de l'Ordre de Cîteaux, si ce n'est pour raison de la foy.

p. 37

1245. Seconde Bulle du même Pape sous la même adresse, qui declare que les Monasteres de l'Ordre de Cîteaux ne peuvent estre visitez que par des Abbez & Religieux de l'Ordre, declarant nul tout ce

DES BULLES DES PAPES. 509

qui sera fait au contraire.

p. 38

Troisième Bulle encore du même Pape adressée comme les précédentes, par laquelle il accorde aux Monasteres de l'Ordre de Cîteaux de jouir des Dixmes Nouv'es à proportion de ce qu'ils perçoivent des anciennes, pag. 40°. Plusieurs autres Papes ont encore confirmé ce même Privilège. 1249.

Quatrième Bulle du Pape Innocent IV. encore adressée à l'Abbé de Cîteaux, à ses Coabbez & à leurs Communantez, par laquelle il declare que la Constitution qu'il a faite contre l'exemption de quelques Monasteres, ne regarde pas l'Ordre de Cîteaux. 1251.

p. 41

Cinquième Bulle encore du même Pape adressée comme les précédentes, par laquelle il ordonne de retrancher de l'Ordre de Cîteaux les Monasteres de Religieuses qui refuseront de se soumettre à ses Reg'emens. 1252.

p. 42

Bulle du Pape Alexandre IV. adressée encore de même à l'Abbé de Cîteaux & à tous ses Coabbez, qui leur donne le pouvoir d'absoudre leurs Religieux de toutes les Censures qu'ils auroient encouruës. 1254.

p. 43

Seconde Bulle du même Pape avec la même adresse, qui declare que les Monasteres de l'Ordre de Cîteaux ne pouvant estre visitez que par des Abbez & Religieux de l'Ordre, ils sont exempts de payer à aucun autre des droits de visites &c. 1254.

p. 44

Troisième Bulle encore du même Pape sous la même adresse, qui donne pouvoir à tous les Abbez de commettre de leurs Religieux pour absoudre des Censures les Religieux & Religieuses de leur dépendance qui peuvent en avoir encouruës. 1255.

p. 45

Quatrième Bulle du même Pape encore sous la même adresse, qui donne pouvoir d'ériger des Autels & des Chapelles dans leurs Granges & Métairies à la Campagne pour y faire le service. 1255.

p. 46

Cinquième Bulle encore du même Pape Alexandre IV. sous la même adresse, qui exempte les Monasteres de l'Ordre de Cîteaux de payer ni subside ni aucune taxe quand même l'imposition en seroit faite de l'autorité du Saint Siege. 1255.

p. 47

Sixième Bulle encore du même Pape adressée à l'Abbé de Cîteaux, à tous ses Coabbez & à tous les Monasteres de l'Ordre, par laquelle il défend de prononcer contre eux aucunes Censures, & leur donne pouvoir d'administrer dans leurs Eglises & Cha-

310 TABLE CHRONOLOGIQUE

nelles les Sacremens convenables à leurs Domestiques, Fermiers &c. p. 48

1258. Septième Bulle encore du même Pape sous la même adresse, qui exempté tous les Monasteres de l'Ordre de Cisteaux de payer aucuns droits de Procuration & autres aux Légats & Nonces du Saint Siege, Archevêques &c. p. 49

1259. Huitième Bulle du même Pape Alexandre IV. sous la même adresse, par laquelle il declare que toutes les Contestations qui surviennent dans l'Ordre de Cisteaux, doivent s'y terminer par les Superieurs, avec défenses de les porter pardevant d'autres Tribunaux. p. 51

1262. Bulle du Pape Urbain IV. adressée à tous les Archevêques, Evêques, Abbez & autres auxquels il enjoint de tenir la main à faire executer les Privileges de l'Ordre de Cisteaux. p. 52

1262. Seconde Bulle du même Pape adressée à toutes les Abbeses & Monasteres de Religieuses de l'Ordre de Cisteaux, auxquelles il accorde d'user & de jouir de tous les Privileges de l'Ordre qui leur competent & conviennent. p. 53

1262. Troisième Bulle encore du même Pape Urbain IV. adressée à l'Abbé de Cisteaux, à ses Coabbez & à leurs Communautés, qui renouvelle & confirme le Privilege accordé à l'Ordre dès son origine, de pouvoir celebrer & faire le Service Divin dans leurs Eglises au temps d'un interdit general. p. 54

1262. Quatrième Bulle encore du même Pape sous la même adresse, qui exempté les Monasteres de l'Ordre de payer les Dixmes ni grosses ni menuës sur leurs Terres. p. 55

1265. Extrait de la Bulle du Pape Clement IV. de 1265. qui confirme entre plusieurs autres choses qu'il regle, & donne de nouveau à l'Abbé de Cisteaux nouvellement élu, si son éléction s'est faite en concorde & qu'il n'y ait pas d'opposition à juger, le pouvoir d'agir pleinement, comme en pareils cas il a toujours fait, estant censé confirmé de fait par le Saint Siege : il regle encore diverses choses sur le sujet des Elections, & dispense des formalitez requises par le droit. p. 56

1265. Seconde Bulle du même Pape Clement IV. adressée à l'Abbé de Cisteaux & à sa Communauté, qui declare nuls tous les Privileges qui ont esté & seront donnez à l'avenir même par le Saint Siege, ses Légats &c. au préjudice & contre la Commune Institution de l'Ordre. p. 58

DES BULLES DES PAPES. 511

Bulle du Pape Nicolas IV. de 1290. adressée à l'Abbé de Cîteaux & aux autres Abbez, qui leur donne pouvoir de députer des Religieux de leurs Monasteres pour absoudre les pauvres & malades qui pourront s'y rencontrer, & leur administrer les Sacremens. p. 59

Seconde Bulle du même Pape Nicolas IV. adressée à l'Abbé de Cîteaux & à tous ses Coabbéz, par laquelle il prend sous sa protection speciale l'Ordre de Cîteaux & tous ses Monasteres, confirme les biens qui leur appartiennent, & defend à ceux qui en font, de le quitter pour entrer en un autre Ordre ni d'y faire aucun changement. p. 60

Bulle du Pape Boniface VIII. adressée comme la precedente, qui declare que ce qui est offert dans les Eglises de l'Ordre pendant que quelques Prélats que ce soient y officient, appartient aux Religieux de ces Monasteres. p. 61

Seconde Bulle du même Pape adressée encore comme la precedente, qui dispense les Superieurs & Religieux de l'Ordre dans les procedures qu'ils font pour la correction des fautes contre les Religieux, de suivre à la rigueur toutes les regles du droit, & les oblige seulement à bien faire observer les Statuts de l'Ordre. p. 63

Troisième Bulle encore du même Pape adressée à toutes les Abbeses de l'Ordre & à leurs Communantez, qui donne la même dispense que dans la precedente, touchant les procedures qui se font contre les Religieuses dans les mêmes termes. p. 64

Quatrième Bulle encore du même Pape Boniface VIII. qui exempté les Terres de l'Ordre de Cîteaux que les Religieux cultiveront ou feront cultiver par d'autres, de payer aucunes Dixmes ni novales ni autres. p. 65

Bulle du Pape Jean XXII. de 1319. adressée à l'Abbé de Cîteaux, par laquelle il declare qu'encore que les Abbez de l'Ordre soient pourvus par le Saint Siege, ils ne laissent pas d'estre dans la dépendance de l'Abbé de Cîteaux & du Chapitre General, & d'estre obligez de leur rendre obéissance. p. 66

Bulle du Pape Benoist XII. de l'an 1334. qui defend de recevoir à Profession dans l'Ordre de Cîteaux, des Religieux de quelque Ordre Mendiant que ce soit sans une permission expresse du Saint Siege. p. 67

Bulle du Pape Urbain V. de 1363 adressée à l'Abbé de Cîteaux & à tous les autres Abbez & Monasteres, qui leur permet

512 TABLE CHRONOLOGIQUE

- d'avoir des Autels & des Chapelles dans les lieux forts où ils se retireront pendant les Guerres & d'y célébrer l'Office. p. 68
1415. Bulle du Pape Jean XXIII. de 1415. qui declare que tous les Religieux de l'Ordre de Cîteaux quelque office & charge qu'ils ayent auprès du Pape & des Cardinaux, ne laissent pas d'estre soumis & sujets à l'obéissance de leurs Superieurs reguliers. p. 69
1415. Seconde Bulle du même Pape adressée à l'Abbé de Cîteaux & à tous ses Coabbez, par laquelle il donne le pouvoir à l'Abbé de Cîteaux & au Chapitre General de supprimer les Monasteres d'hommes & de filles qui ne peuvent pas y entretenir le nombre de Religieux & de Religieuses ordonné par les Statuts, & d'en unir les biens à d'autres Monasteres du même Ordre. p. 71
1417. Bulle du Pape Martin V. de 1417. qui défend à tous les Religieux de l'Ordre de Cîteaux d'en sortir pour entrer en quelque autre Ordre que ce soit sinon en celui des Chartreux, sans la permission & le consentement du Chapitre General & de l'Abbé de Cîteaux, quand même le Saint Siege le leur auroit permis. p. 73
1417. Seconde Bulle du Pape Martin V. de 1417. adressée à l'Abbé de Cîteaux & à tous les autres Abbez & Convens de l'Ordre, qui défend à tous ceux qui possèdent quelque Office ou Benefice dans l'Ordre de Cîteaux, de s'en démettre que de l'aveu & du consentement du Chapitre General. p. 75
1423. Troisième Bulle du même Pape Martin V. qui sur la priere & requisition de plusieurs Rois & Princes, ordonne aux Archevêques, Evêques & autres à qui la Bulle est adressée, de faire jouir les Monasteres de l'Ordre de Cîteaux, de l'exemption de payer Dixmes sur leurs Terres. p. 76
1435. Bulle du Concile de Basle de 1435. qui confirme à tout l'Ordre de Cîteaux les Privileges qui luy ont esté accordez par les Papes, Empereurs, Rois, Princes & autres, & même il les luy donne de nouveau. p. 78
1438. Bulle du Pape Eugene IV. de 1438. qui declare tous les Abbez de l'Ordre presens & à venir promûs & confirmez de quelque autorité que ce soit, même par le Saint Siege, estre soumis à l'obéissance de l'Abbé General & des autres Superieurs de l'Ordre. p. 80
1439. Seconde Bulle du même Pape, qui défend à tous les Religieux de l'Ordre de le changer sans la permission de l'Abbé de Cîteaux, & declare que ceux qui le font sans cela, encourrent l'excommunication

DES BULLES DES PAPES. 513

nication & ne laissent pas de luy estre soumis. p. 82

Bulle du Pape Nicolas V. qui en rapportant une autre de Jean XXIII. qu'il confirme, declare qu'à moins d'estre Religieux Profes de l'Ordre de Cisteaux, aucun ne peut y avoir ni présidence ni administration ni prééminence. p. 84 1454.

Bulle du Pape Pie II. de 1459. qui en confirme & rapporte deux autres concernant l'exemption de Dixmes & le pouvoir accordé aux Prieurs des Monasteres de l'Ordre de Cisteaux d'en absoudre les Abbez des excommunications qu'ils auroient encouruës en contrevenant aux Reglemens faits par le Pape Benoit XXIII. p. 86 1459.

Seconde Bulle du même Pape adressée à l'Abbé de Cisteaux & aux quatre premiers Abbez, qui ordonne que les Abbesses de l'Ordre de Cisteaux sont obligées de payer les Contributions auxquelles elles sont taxées pour les besoins communs. p. 89 1459.

Troisième Bulle du même Pape adressée comme la precedente, qui donne le pouvoir à l'Abbé de Cisteaux & aux quatre premiers Abbez de reconcilier les Eglises qui auroient esté polluës. p. 90 1459.

Quatrième Bulle encore du même Pape Pie II. qui confirme tous les Privileges accordez à l'Ordre de Cisteaux par les Papes, les Empereurs, les Rois & autres Princes. p. 91 1459.

Cinquième Bulle encore du même Pape, qui fait plusieurs Reglemens contre les Abbez Commendataires, avec défense à eux de se mesler des visites des Monasteres &c. & ordonne à l'Abbé de Cisteaux & aux autres Superieurs Regulièrs, de les obliger & leurs Officiers aussi, de faire ce qu'ils sont obligez de faire. p. 94 1459.

Sixième Bulle du même Pape Pie II. adressée à l'Abbé de Cisteaux & aux quatre premiers Abbez, qui fait plusieurs Reglemens pour obliger les Abbez d'assister au Chapitre General & d'envoyer aux Etudes leurs jeunes Religieux, & les Abbesses de payer les Contributions. p. 97 1459.

Septième Bulle encore du même Pape qui fait divers Reglemens au sujet des Abbez Commendataires, & ordonne que les Peres Abbez & les Superieurs Regulièrs, exerceront dans leurs Monasteres toute la jurisdiction, & leveront les Contributions. p. 99 1461.

Bulle du Pape Sixte IV. de 1475. qui en rapportant & confirmant deux autres de Pie II. & de Jean XXIII. declare in-

514 TABLE CHRONOLOGIQUE

habiles à posséder & exercer aucune présidence & supériorité dans l'Ordre de Cîteaux, toutes personnes qui n'en sont pas professes & n'en portent pas l'habit, & révoque les grâces qui avoient esté cy-devant données en faveur de quelques Commendataires au préjudice dudit Ordre.

p. 102. jusqu'à la 110^e

1475. Seconde Bulle du même Pape qui fait plusieurs Reglemens contre les Commendes, reconnoist le malheur qu'elles causent à l'Eglise, obligent ceux qui en ont, d'obéir aux ordres des Supérieurs réguliers, & marquent une bonne partie de ce qu'ils doivent faire, & enfin declare qu'ils n'ont aucune juridiction dans les Monasteres.

p. 112. jusqu'à la 120^e

1475. Troisième Bulle encore du même Pape Sixte IV. qui regle la couleur dont doivent estre les habits des Abbez & Religieux de l'Ordre de Cîteaux, qui est de noir & de blanc avec défense d'en porter d'autres sous peine de Censures.

p. 121

1475. Quatrième Bulle encore du même Pape qui accorde à toutes les personnes de l'Ordre auxquelles elle est adressée, Abbez, Abbeses, Religieux, Novices, Donneurs, Economes, Domestiques, Commençaux &c. le Jubilé à l'article de la mort, avec diverses circonstances qui sont à remarquer.

p. 123

1482. Cinquième Bulle encore du même Pape Sixte IV. qui explique & confirme deux autres Bulles de ses Prédécesseurs Honoré III. & Martin V. pour l'exemption de payer aucunes Dixmes grosses, menues & novales sur les Terres de l'Ordre de Cîteaux.

p. 125.

1487. Bulle du Pape Innocent VIII. qui en confirmant une autre de Jean XXIII. donne pouvoir au Chapitre General de supprimer les petits Monasteres d'hommes & de filles dont les revenus ne sont pas suffisans pour y entretenir le nombre de personnes déterminé par les Statuts, & de les unir à d'autres Monasteres & au défaut du Chapitre General, il donne le même pouvoir à l'Abbé de Cîteaux comme en ayant toute l'autorité.

p. 128

1487. Seconde Bulle du même Pape qui declare que toutes les personnes de l'Ordre de Cîteaux sont depuis son origine immédiatement soumises au Saint Siege & exemptes de la juridiction des Ordinaires, il confirme cette exemption & la donne de nouveau bien expliquée.

p. 131

1489. Troisième Bulle du même Pape Innocent VIII. adressée à l'Abbé de Cîteaux, par laquelle il confirme divers usages anciens

DES BULLES DES PAPES. 515

où estoient dès lors l'Abbé de Cîteaux & les Abbez de ses quatre premières Filles, & leur donne encore de nouveaux pouvoirs, même de conferer à leurs Religieux le Soudiaconat & Diaconat, & à l'Abbé de Cîteaux celui de conferer la Benediction Abbaticale à tous les Abbez & Abbeses de l'Ordre.

p. 135

Quatrième Bulle encore du même Pape qui ordonne à tous les Abbez, Abbeses & Religieuses de l'Ordre auxquelles elle est adressée, de recevoir en leurs Monasteres les visites qu'y fera l'Abbé de Cîteaux, & de luy obéir en tout comme à leur Pere & Supérieur General, & aussi de recevoir ses Commissaires & Députés sous peine d'encourir l'excommunication & les Censures de l'Ordre.

p. 138

Cinquième Bulle du même Pape qui décrit la maniere dont se tient à Cîteaux le Chapitre General & ce qui s'y fait : & de plus il déplore le malheur des Commendes, & défend de se pourvoir hors de l'Ordre & même d'appeller au Saint Siege.

p. 141

Sixième Bulle du même Pape Innocent VIII. adressée à l'Abbé de Cîteaux & à tous les autres Abbez & Religieux de l'Ordre, auxquels il ordonne de porter toujours sans jamais quitter l'habit de l'Ordre dedans & dehors les Monasteres, sous peine de desobéissance & d'encourir de fait l'excommunication.

p. 146

Septième Bulle encore du même Pape qui declare nuls tous les pouvoirs accordez par le Saint Siege à quelques Evêques & Prélats que ce soient pour visiter aucun Monastere de l'Ordre de Cîteaux, les revoquant & commettant à l'Evêque de Chalon &c. l'exécution de sa Bulle.

p. 147

Bref du Pape Leon X. de 1517. adressé à l'Abbé de Cîteaux & aux Définites du Chapitre General, ensuite du Concordat d'entre luy & le Roy François I. auxquels & sur leur requisition il declare que les Monasteres de l'Ordre de Cîteaux ont un Privilege du Saint Siege d'en élire librement les Abbez, & ne sont pas ainsi compris audit Concordat.

p. 261

Second Bref du même Pape qui maintient cette liberté contre diverses personnes qui l'impugnoient par de mauvaises voyes, en usant pour cela des Censures Ecclesiastiques.

p. 263

Bulle du Pape Pie IV. de l'an 1563. qui déplore les malheurs arrivés à l'Ordre de Cîteaux par l'introduction des Commendes, & fait plusieurs Reglemens contre les entreprises des Commendataires, renouvelle & confirme les Privileges & les Statuts de

516 TABLE CHRONOLOGIQUE

l'Ordre, & défend tres-expresément de supprimer ni unir aucun de ses Monasteres à que'qu'autre Ordre que ce soit, & de recevoir pour Abbessse aucune Religieuse dans l'Ordre qui n'en soit pas Professe. p. 151

1567. Bulle du saint Pape Pie V. de 1567. qui contient un jugement par luy rendu au sujet des Cottes-mortes délaissées par les Abbez & Religieux de l'Ordre de Cisteaux & prétendues par les Abbez Commendataires & par les Officiers de la Chambre Apostolique. Par lequel jugement ce saint Pape se conformant aux Reglemens faits par le passé & à l'usage, décide que cela appartient aux Communautéz. p. 161

1570. Seconde Bulle du même saint Pape qui à l'exemple de son prédecesseur déplore les malheurs que les Commendes ont causez & causent aux Monasteres de l'Ordre de Cisteaux, & fait plusieurs Reglemens pour en arrester le cours & y remedier, & ordonne aux Superieurs & aux Légats & Nonces du Saint Siege de les faire executer. p. 164. jusqu'à la 172

1571. Troisième Bulle ou Bref encore du même Pape par laquelle ce saint Pape faisant attention qu'en 1567. érigeant en Congregation les Monasteres de Portugal à la priere du Roy, sa Bulle pouvoit leur donner lieu de pretendre qu'ils estoient en quelque maniere soustraits à la jurisdiction des Superieurs de l'Ordre, declare qu'ils demeurent toujours sujets à l'Abbé de Cisteaux qui en est General & peut les visiter en personne & par ses Commissaires. p. 267

1574. Bulle du Pape Gregoire XIII. de 1574. par laquelle ce Pape faisant attention sur la misere & les malheurs qu'a causé à l'Ordre de Cisteaux l'introduction des Commendes dans ses Monasteres, fait à l'exemple de ses prédecesseurs divers Reglemens pour y remedier & qu'il veut estre observez; il y établit une Men-
se separée pour la Communauté, pourvoit aux reparations, à l'éducation des Novices & à ce que les Abbez Commendataires en acquittent les frais & executent les Ordonnances des Visiteurs: défend l'entrée des femmes sous peine d'excommunication, & défend à ses Nonces & aux Legats du Saint Siege d'entrer en connoissance des affaires de l'Ordre, & leur enjoint de donner aide aux Superieurs. p. 174. jusqu'à la 187

1586. Bulle du Pape Sixte V. qui confirme les Privileges & les Statuts de l'Ordre de Cisteaux, & fait encore plusieurs Reglemens contre les Abbez Commendataires & leur défend de se mêler du

DES BULLES DES PAPES. 517

gouvernement des Monasteres ni d'en occuper aucun des lieux reguliers. Et enfin confirme les Bulles notamment de ses predecesseurs Gregoire IX. Sixte IV. Innocent VIII. Pie IV. Pie V. & Gregoire XIII. & ordonne aux Legats, Nonces & Officiers du Saint Siege de donner aide & secours aux Superieurs. p. 188. jusqu'à la 192

Bref du Pape Clement VIII. qui en confirmant un Decret du Concile de Trente, declare que les Abbez benits peuvent conferer la Tonsure & les quatre Moindres & donner des Dimissoires à leurs Religieux. p. 193. Ensuite est l'Extrait du Decret du Concile. p. 195

Second Bref du même Pape, lequel consulté sur le pouvoir que ce Concile donne aux Evêques Diocesains pour la visite des Monasteres, pour sçavoir si ceux de l'Ordre de Cisteaux y sont compris, declare que non. p. 196. Ensuite est le Decret du Concile confirmatif des Privileges de l'Ordre de Cisteaux. p. 197

Troisième Bref du même Pape adressé à l'Abbé General de l'Ordre de Cisteaux, en faveur duquel il ajoute au pouvoir qu'il avoit déjà de donner à tous les Abbez & Abbeses de l'Ordre la benediction Abbaticale, celui de subdeleguer ses principaux Vicaires au même effet. p. 198

Quatrième Bref encore du même Pape Clement VIII. en forme de Jugement contradictoire contre les Abbez des Monasteres des Royaumes de Castille & de Leon &c. par lequel il décide & declare qu'ils sont soumis & doivent obéissance à l'Abbé de Cisteaux comme à leur Superieur General, & qu'il peut visiter leurs Monasteres & y exercer tous actes de jurisdiction: & le Pape renouvelle & confirme ce pouvoir & le luy donne encore de nouveau. p. 200

Cinquième Bref encore du même Pape qui ajoute encore aux pouvoirs déjà cy-devant donnez à l'Abbé de Cisteaux pour conferer aux Abbez & Abbeses de son Ordre la benediction Abbaticale, celui de le commettre aux Presidens des Congregations qui sont en Espagne, Portugal, Italie & Allemagne, comme estant veritablement ses Vicaires. p. 205

Bref du Pape Paul V. en forme de Jugement contre la pretention de l'Evêque de Tournay en Flandre, par lequel il declare que l'Abbé de Loz de l'Ordre de Cisteaux estant Prestre & beni, avoit pu conferer à ses Religieux la Tonsure & les quatre Moindres, & que l'Evêque de Tournay n'avoit pas eu raison de refu-

518 TABLE CHRONOLOGIQUE

- ser d'admettre aux Ordres sacrez ces Religieux-là.* p. 208
1622. *Bref du Pape Gregoire XV. de 1622. adressé au Cardinal de la Rochefoucault. qu'il commit pour visiter & reformer les Monasteres des Ordres de Saint Benoist, de Saint Augustin, de Cisteaux & de Cluny: mais ce Pape estant mort l'année suivante sans execution de ce Bref, son successeur Urbain VIII. en donna un autre pareil en 1632. dans lequel il est rapporté mot à mot.*
1632. *Bref du Pape Urbain VIII. qui commit de nouveau le Cardinal de la Rochefoucault au sujet de ce qu'on vient d'expliquer, pour visiter & reformer les Monasteres de ces quatre Ordres.* p. 210. jusqu'à la 214.
1635. *Second Bref du même Pape donné sur les plaintes qui luy avoient esté faites des procédures faites & jugemens rendus par le Cardinal de la Rochefoucault en vertu de son Bref qui l'avoit député; par lequel le Pape veut nonobstant lesdits jugemens, que les Officiers que l'Abbé de Cisteaux General de l'Ordre avoit établis au College des Bernardins de Paris y restent & y soient reconnus & que tous y obéissent à l'Abbé de Cisteaux comme à leur General, ainsi que tous les autres Religieux de l'Ordre. Les deux Decrets du Chapitre General de 1631. y sont joints qui en ont ordonné la reception & l'execution.* p. 215
1647. *Bref du Pape Innocent X. qui après avoir reçu l'appel interjeté des jugemens du Cardinal de la Rochefoucault & fait examiner toute l'affaire, ordonne que les choses se continuèrent comme elles se pratiquoient avant lesdits jugemens.* p. 218
1653. *Second Bref du même Pape confirmatif des Privileges de l'Ordre de Cisteaux, & nommément de la Bulle de son prédecesseur Gregoire XIII.* p. 220
1654. *Troisième Bref du même Pape Innocent X sur la plainte des entreprises faites par les Abbez Commendataires nommément du Royaume de Pologne sur le gouvernement des Monasteres, par laquelle Pape declare qu'ils ne doivent y avoir aucune part, ni pour la correction des mœurs ni pour l'établissement des Officiers, sous pretexte des termes mentionnez en leurs Bulles; & ordonne à ses Nonces & aux Ordinaires des lieux de tenir la main à l'execution de son Bref.* p. 222
1655. *Bref du Pape Alexandre VII. qui confirme mot à mot & renouvelle toutes les dispositions du precedent Bref qui y est inseré tout entier contre les pretentions des Abbez Commendataires.* p. 226

DES BULLES DES PAPES. 519

Second Bref du même Pape qui pour la tranquillité des consciences au sujet de la dispense accordée à l'Ordre d'user de viande trois jours la semaine par les Papes, és années 1475. & 1498. confirme cette dispense & la donne encore de nouveau. p. 228 1657.

Troisième Bref du même Pape donné à la requisition des Abbez des Cantons Suisses, par lequel il declare que nonobstant les Sentences du Cardinal de la Rochefoucault qu'il casse, on peut & doit continuer les mêmes usages qui se pratiquoient avant lesdites Sentences. p. 230 1661.

Quatrième Bref encore du même Pape Alexandre VII. qui en consequence du renvoy à luy fait par le Roy des differends d'entre les Religieux de la commune Observance de l'Ordre de Cisteaux & ceux de la Reforme, au sujet desdites Sentences, fait un Reglement general pour la reformation de tout l'Ordre, consistant en plusieurs articles dont on ne rapporte icy qu'une partie, c'est-à-dire ceux qui peuvent avoir quelque rapport aux Privileges & qui sont susceptibles de quelques difficultez & peuvent causer des contestations & des procès. depuis la p. 234. jusqu'à la 241^e 1666.

Bref du Pape Clement IX. qui défend de faire aucune élection d'Abbé dans les Monasteres de l'Ordre, que d'un Religieux qui en soit Profès, en conformité de ce qui est ordonné par le 36^e article du precedent Bref pour l'élection de l'Abbé de Cisteaux. 1668.

p. 242

Second Bref du même Pape qui confirme les actes du Chapitre General tenu en l'année 1667. & juge diverses protestations faites par quelques Abbez. p. 245. jusqu'à 250 1669.

Bref du Pape Clement X. qui declare que l'article 45. du Bref d'Alexandre VII. touchant la désignation des Novitiats & Professeurs communs en chaque Province, ne doit pas s'entendre à l'égard des Monasteres qui sont gouvernez par des Abbez Regulariers, où l'on fait vœu de stabilité & où la Communauté est assez grande pour que les Observances & les Regularitez y soient bien observées. p. 250 1670.

Second Bref du même Pape qui juge encore une autre difficulté survenue au sujet de l'article 44^e du Bref d'Alexandre VII. sur la pretention qu'avoient les Abbez de la Reforme d'avoir dans toutes les Assemblées du Chapitre General dix Définites de leur Observance, declarant que cet article n'avoit esté fait que pour le Chapitre de 1667. & qu'il y avoit esté consommé. p. 253 1672.

520 TABLE CHRONOLOGIQUE.

1683. *Bref du Pape Innocent XI. qui sur le recours qu'on eut à luy au sujet de certains differends survenus dans le Chapitre General de 1672. touchant la maniere d'en choisir & nommer les Definiteurs & les autres Officiers du Chapitre, decida que ce que le Pape Clement IV. en avoit reglé par une Bulle de 1265. devoit estre observé. p. 255. Ensuite est un Extrait de ce Reglement.*
1685. *Second Bref du même Pape qui sur de semblables differends renouvellez au Chapitre de 1683. & quelques autres encore survenus depuis touchant la maniere d'opiner au Chapitre General, celle de le convoquer, le nombre requis au Definatoire & quelques autres ; decide & juge tous ces Points & ordonne l'exécution des Actes & Reglemens faits dans les deux Chapitres de 1672. & 1683, p. 258*

FIN de la Table Chronologique de la premiere Partie du Nouveau
Recueil des Privileges de l'Ordre de Cisteaux, contenant
les Bulles & les Brefs des Papes.





SECONDE TABLE

CHRONOLOGIQUE DES PRINCIPALES
choses contenuës en la seconde Partie du nouveau
Recueil des Privileges de l'Ordre de Cisteaux, où
sont rapportées les Lettres Patentes des Rois &
leurs Reglemens.

L'AVERTISSEMENT qui précède ces Lettres Patentes, donne à connoître que comme toutes les Bulles des Papes n'ont pas esté rapportées dans la premiere Partie, on mettra aussi plusieurs de ces Lettres & l'on ne rapportera que celles qui autorisent les Privileges & sont communes à tout l'Ordre, sans parler des Lettres obtenues pour des Monasteres particuliers; l'on pourra y ajouter quand on voudra d'autres Pieces que l'on croira estre à l'Ordre de quelque utilité, comme on a déjà fait icy pour en montrer l'exemple: ce n'estoit pas autrefois l'usage d'en prendre. p. 275

Lettres Patentes du Roy Philippe le Bel qui à la requisition & priere de l'Abbé de Cisteaux & de plusieurs de ses Coabbez, donne & accorde à leurs Monasteres beaucoup de droits qui y sont expliquez, entre autres un amortissement general de tous leurs biens & plusieurs autres qui y sont specifiez. page 278 1304.

Le Roy Louis XI. par les siennes ordonne au Parlement & à tous ses Officiers sur la plaine qui luy avoit esté portée par les Abbez, Abbeses, Religieux & Religieuses de l'Ordre de Cisteaux, de donner aide & secours aux Superieurs & Peres Abbez des Monasteres pour l'exercice & les fonctions de leurs Charges dans leurs visites & reformations, Notamment en empeschant l'abus qui commençoit dès lors de s'introduire par les appellations que l'on portoit hors de l'Ordre en d'autres Tribunaux. p. 280 1461.

Le Roy Charles VIII. par ses Lettres sur la priere des Abbez & Religieux de l'Ordre de Cisteaux, pour empescher les desordres que les Guerres causoient principalement aux Monasteres de la

Campagne, les prend sous sa garde & protection speciale & enjoint à tous ses Officiers de Guerre & de Justice, de donner aide & secours pour l'exécution des ordres du Chapitre General & des Reglemens faits par les Peres Abbez & Superieurs des Monasteres, avec des défenses aux gens de Guerre & à tous autres de rien faire ni attenter à l'encontre desdits Monasteres. p. 281

1542. *Lettres Patentes du Roy François I. qui sur la Requête du Chapitre General de l'Ordre de Cisteaux, confirme ses Privileges à luy accordez par les Papes Pie II. Sixte IV. & Innocent VIII. par lesquels dit-il, l'Abbé de Cisteaux Chef dudit Ordre peut ou en son absence, les autres Abbez par luy & le Chapitre General députez, visiter tous & chacun les Monasteres dudit Ordre : comme aussi lever les Contributions pour les besoins communs &c. le Roy ordonnant à ses Cours & Officiers de tenir la main à leur execution, nommément contre les Abbez Commendataires : lesdites Lettres verifiées en Parlement.* p. 285

1556. *Le Roy Henry II. adresse de pareilles Lettres Patentes à tous les Parlemens de France, où elles furent enregistrées, enjoignant tres-expressement à tous ses Officiers de les faire executer & de contraindre tant les Religieux que les Abbez Commendataires à y obéir & à ce qui sera ordonné par les Superieurs dudit Ordre.* p. 288

1559. *Lettres Patentes du Roy François II. aussi confirmatives desdits Privileges en conformité de celles des Rois François I. & Henry II. ordonnant qu'elles seront executées & enregistrées comme elles le furent en tous ses Parlemens & en son Grand Conseil.* p. 291

1566. *Lettres du Roy Charles IX. toutes semblables aux précédentes, adressées & enregistrées en tous les Parlemens du Royaume & au Grand Conseil, confirmatives desdits Privileges.* p. 292

1574. *Lettres Patentes du Roy Henry III. en la même forme que les deux précédentes & avec les mêmes clauses, portant injonction à tous les Parlemens de France & au Grand Conseil de les enregistrer & faire executer.* p. 294

1585. *Lettre du Roy Henry III. écrite au Pape Sixte V. pour faire revoquer une Bulle de son prédecesseur d'année au préjudice des Monasteres de filles de l'Ordre en Italie : avec l'explication de cette Bulle & de ce qui en arriva.* p. 296

1596. *Lettres Patentes du Roy Henry IV. sur la demande de l'abbé*

CHRONOLOGIQUE. 523

de Cîteaux, qui confirment les Privileges de l'Ordre de Cîteaux à l'exemple de ses prédecesseurs ; lesdits Privileges y sont specifiez la plupart, pour la conservation dit-il & reconnoissance du Chef & General Superieur dudit Ordre, ses visites & de ses Commissaires & de ceux du Chapitre General, le pouvoir de lever les Contributions sur tous les Monasteres, de les regler & reformer, d'y établir des Prieurs, & d'obliger les Abbez Commendataires & tous autres, d'executer leurs Ordonnances ; avec injonction à tous les Parlemens & autres Juges & Magistrats d'y tenir la main. Lesdites Lettres enregistrées dans toutes les Cours. p. 298

Autres Lettres Patentes du même Roy Henry IV. adressées 1599. ausdites Cours, par lesquelles sur les plaintes du mauvais gouvernement de quelques Abbeses, Sa Majesté charge les Superieurs des Monasteres & nommément l'Abbé de Clairvaux, d'arrester le cours de leur mauvaise conduite, y faisant garder exactement la Clôture, rendre les comptes du temporel par les Abbeses, & les suspendre & transferer en d'autres Monasteres avec pension, & en un mot, d'y faire toutes sortes de bons Reglemens pour le maintien de la Regularité. Lesdites Lettres enregistrées comme les precedentes. p. 302

Lettres Patentes du Roy Louis XIII. données sur la Requête 1620. du Chapitre General de l'Ordre de Cîteaux, qui confirment les Privileges accordez par les Papes Martin V. Pie II. Sixte IV. Innocent VIII. & autres saints Peres, dont une partie est spécifiée, comme le droit de visiter, regler & reformer les Monasteres, l'exemption de payer aucunes Dixmes sur leurs Terres qui sont de leurs fondations, dotation & domaines qu'ils cultiveront par leurs mains ou par leurs Fermiers & Colons &c. avec injonction à tous Juges & Officiers de les faire executer & au Grand Conseil d'y tenir la main & de les enregistrer. p. 304

Autres Lettres Patentes du même Roy Louis XIII. qui au- 1621. torisent les Reglemens faits par le Chapitre General, nommément celui de n'avoir pour Abbeses dans les Monasteres de Filles, que des Religieuses du même Ordre, d'âge competent, & qui auroient esté élevée dans l'observance reguliere. Lesdites Lettres adressées & enregistrées au Grand Conseil. p. 307

Lettres Patentes du Roy Louis XIV. qui ordonne que tous les 1658. Livres & Ouvrages qui ont esté & seront à l'avenir composez

par des Abbez & Religieux de l'Ordre de Cisteaux, ne pourront estre imprimez ni debitez que préalablement ils n'ayent esté examinez par l'Abbé de Cisteaux & qu'avec sa permission ou du Chapitre General.

p. 310

1666. Arrest contradictoire du Conseil d'Etat du Roy qui reçoit le Bref du Pape Alexandre VII. de la même année, & en ordonne l'exécution pour la reformation generale de tout l'Ordre. p. 312. & suivantes.

1666. Lettres Patentes du Roy qui autorisent ledit Bref & en ordonnent l'exécution & qu'il sera enregistré au Grand Conseil, ce qui fut fait.

p. 319

1680. Arrest contradictoire du Conseil d'Etat du Roy, portant par provision que tous les Religieux de l'Ordre de Cisteaux qui voudront prendre des degrez de Bacheliers & de Docteurs en la Faculté de Theologie de Paris, seront tenus d'en avoir & prendre la permission de l'Abbé de Cisteaux.

p. 322

1681. Arrest contradictoire du Conseil d'Etat du Roy portant reglement sur plusieurs Points concernant la jurisdiction d'entre l'Abbé de Cisteaux & les quatre premiers Abbez & autres touchant le Regime de l'Ordre.

depuis la 325^e page jusqu'à la 343^e

1685. Lettres Patentes du Roy qui autorisent deux Brefs du Pape Innocent XI. qui ont jugé certains differends survenus dans les Chapitres Generaux des années 1672. & 1683. au sujet de la maniere de tenir le Chapitre General, d'y opiner & d'en choisir les Officiers; comme aussi touchant la validité des actes desdits deux Chapitres Generaux. Lesdites Lettres furent adressées & registrées au Grand Conseil.

p. 344

1696. Lettres ou Declaration du Roy qui pour maintenir en paix sous la protection de Sa Majesté, les Ordinaires des lieux avec les Ordres reguliers & les Monasteres exemptis de leur jurisdiction, au sujet de l'Edit du Roy de l'année précédente 1695. Ordonne par maniere d'interpretation, qu'il sera executé sans préjudice des Droits, Privileges & Exemptions des Monasteres & de ceux qui sont sous des Congregations, que Sa Majesté entend avoir lieu ainsi & en la maniere qu'ils l'ont eu & dû avoir jusqu'à present.

p. 346

1703. Lettres Patentes du Roy adressées au Parlement de Bezançon, accordées sur la Requeste de Monsieur l'Abbé de Clairvaux, par lesquelles pour éviter les differends & conflits que les Monasteres de

CHRONOLOGIQUE. 523

ce Ressort avoient avec les Abbez Commendataires pour la Jurisdiction au sujet de l'exécution des Privileges de l'Ordre de Cîteaux, Sa Majesté Confirme lesdits Privileges & en Ordonne l'enregistrement audit Parlement, ce qui fut fait le 28. Juin 1703. p. 348

Autres Lettres Patentes du Roy sur la Requête du Procureur General de l'Ordre de Cîteaux, qui confirment de nouveau lesdits Privileges & en ordonnent l'exécution avec attribution de Jurisdiction au Grand Conseil. Elles ont esté déjà cy-devant rapportées au Commencement de ce Recueil après la Préface. page 9. avec l'Arrest d'enregistrement audit Grand Conseil. page 352. & les trois suivantes. Et elles marquent les noms des Papes qui ont donné ces Privileges & sommairement en quoy ils consistent. 1711

F I N de la seconde Table Chronologique du nouveau Recueil des Privileges de l'Ordre de Cîteaux, contenant les Lettres Patentes des Rois & leurs Reglemens.





TROISIÈME TABLE

DES PRINCIPALES CHOSSES

contenuës dans ce qui a esté ajoûté au Nouveau
Recueil des Privileges de l'Orde de Cisteaux.

De la Charge de Procureur General de l'Orde.

L'INSTITUTION de cette Charge tant vers le Saint Sie-
ge qu'en Cour de France, est aussi ancienne que l'Orde
Et a esté dès son commencement pour avoir soin de ses af-
faires aux frais de tout l'Orde, quand elles le regardent en ge-
neral, Et à ceux des Communautés qui y sont intéressées en par-
ticulier.

Ses fonctions sont exprimées par ces deux mots, ad impetran-
dum & contradicendum; Et son objet principal est la défense Et
le soutien de ses Privileges. p. 356

C'est de l'autorité du Chapitre General que ces deux Procu-
reurs, Abbez ou autres y sont établis; il n'est icy question que de
celuy de France. En 1460. le Chapitre luy donna des Substi-
tuts en chaque Province à cause de la diversité des Tribunaux du
Royaume où la nécessité obligeoit de recourir; Et celui de 1605.
les érigea en Promoteurs ou Syndics, Et regla leurs emplois, le
devoir du Procureur General Et de quelle maniere l'on devoit se
comporter avec luy. ibidem.

On ajoute les termes de l'Institution qui l'établit, où sont marquez
ses devoirs Et le pouvoir que luy donne le Chapitre General. p. 357.
& suivantes. pages 356. 357. 358. & 359

La maniere dont les Privileges de l'Orde de Cisteaux
doivent estre défendus.

L'obligation de défendre les Privileges de l'Orde est commune
à toutes les personnes qui en sont, nommément à tous les Abbez
Et Superieurs des Monasteres suivant les anciens Statuts qui

TROISIEME TABLE. 527

reglent la maniere dont ils le doivent faire : & soit que ce soit une affaire generale ou particuliere qui soit portée au dehors, c'est au Grand Conseil qu'il faut s'adresser ou en y intervenant par Requête ou en y obtenant une Commission pour y faire assigner les Parties. p. 361. & suivantes.

C'est par cette raison que les Statuts obligent encore tous les Monasteres d'avoir pardevers eux une copie desdits Privileges, pour leur ôter le pretexte de cause d'ignorance, & leur donner lieu de les connoître & de les observer. p. 363

Quels sont les Juges dans l'Ordre de Cisteaux pour
en terminer les differends qui surviennent entre
les Religieux & Religieuses.

Cecy ne regarde que l'interieur de l'Ordre. C'est une erreur de croire que l'Ordre de Cisteaux n'a pas la jurisdiction contentieuse pour juger les contestations qui arrivent entre les personnes regulieres, telles qu'elles puissent estre : l'usage & la possession où l'on en est depuis le commencement de l'Ordre, convainquent du contraire, outre les preuves qui en resultent des Bulles des Papes, des Lettres Patentes des Rois, & des Arrests tant du Conseil que des Cours Superieures. p. 363

Le Supérieur Local, Abbé ou Prieur du Monastere fait le premier degré, le Pere immediat le second, le troisième l'Abbé de Cisteaux & le Chapitre General le quatrième : tous lesquels peuvent députer en leurs places : & comme les Visiteurs des Provinces sont établis pour suppléer au défaut & à la negligence des Peres Abbez, ils ont aussi le droit pendant leurs visites dans les Monasteres, de prendre connoissance des contestations qui y surviennent & de les juger & terminer. p. 364. jusqu'à la 367°

Il ne faut entrer dans la procedure que par nécessité & lorsque les cas l'exigent & sont graves & de consequence, & terminer les petites affaires de plano & au plus sur un simple Procès verbal. p. 639

Les degrez d'appellations des jugemens rendus sont marquez par les Statuts & dans l'Arrest de Reglement de 1681. du Supérieur Local ou Visiteur de Province au Pere immediat, de luy à l'Abbé de Cisteaux & de l'Abbé de Cisteaux au Chapitre General, qui est le suprême & dernier Tribunal de l'Ordre.

328 TROISIÈME TABLE.

Ces Juges peuvent connoître & juger de toutes sortes de cas & ne sont pas astringés à garder & suivre toutes les formalitez du droit à la rigueur, mais ils sont obligez d'employer tous leurs soins & toute leur industrie pour venir en connoissance de la verité, comme il est porté par les anciens Statuts confirmés par les Bulles des Papes, par les Lettres Patentes des Rois, & par un grand nombre d'Arrests, notamment par un du Parlement de Toulouse qui en rapporte & explique les raisons. pages 367. 368. 369. 370. & 371.

Procédure faite dans l'Instance instruite & prestée à juger devant le Roy & les Commissaires que Sa Majesté a nommez, & poursuivie sous le nom collectif de Messieurs les Evêques, és années 1701. & jusqu'en 1705. sur la pretention qu'ils ont eu au préjudice des Privileges de l'Ordre de Cîteaux, du droit de juger des Causes de sorties de la Clôture des Religieuses exemptes, & de les permettre, & d'examiner leurs Novices avant que de faire Profession.

L'avertissement qui précède cette procédure, fait connoître qu'on n'y est entré que par nécessité & pour défendre le Privilege d'Exemption qu'a l'Ordre de Cîteaux qui estoit notablement attaqué, & que le Roy eut la bonté d'en vouloir prendre connoissance & d'ordonner qu'elle seroit instruite pardevant luy, & même de nommer à cet effet des Commissaires pour la juger luy-même sur leur Avis.

p. 373

Deux raisons ont obligé de joindre cette Procédure au Recueil des Privileges, la premiere qu'elle les regarde & les explique, & la seconde, afin de conserver le souvenir de l'état où l'on en est sur cette matiere qui se perdrait indubitablement & donneroit lieu à Messieurs les Evêques de s'en prévaloir contre l'Ordre, assuré qu'on est qu'ils ne la mettront pas dans les Recueils qu'ils font imprimer de temps en temps, de toutes les Pieces qu'ils croient pouvoir leur estre avantageuses contre les Reguliers.

Ibidem.

On

TROISIÈME TABLE. 529

On marque aussi dans cet Avertissement comment la contestation avoit commencé & ce qui y avoit donné lieu, pour (au préjudice de plusieurs Arrêts contradictoires même du Conseil du Roy qui l'avoient jugée en faveur dudit Ordre) parvenir à avoir de Sa Majesté une declaration qui leur accordast ce qu'ils demandoient.

Ce même Avertissement marque aussi comment cette procedure a esté discontinuée, en retirant par Messieurs les Evêques leur production pour tenter une autre voye indirecte & sans plaider; ce qu'ils ont fait jusqu'à deux fois à la fin de leurs Assemblées de 1705. & 1710. par le moyen des Cahiers qu'ils ont presentez à Sa Majesté: mais cela n'a pas réussi, Sadite Majesté les ayant renvoyez à se pourvoir pardevant les Juges qu'elle leur a donnez, depuis la page 373. jusqu'à la 377^e.

Placet présenté au Roy sur lequel & sur celui de Messieurs les Evêques Sa Majesté nomma des Commissaires & ordonna que les Parties mettroient leurs Memoires & leurs Pieces par-devers eux, Madame l'Abbesse de Fontevrauld y fut reçue Partie intervenante.

Par ce Placet Monsieur l'Abbé de Cisteaux remontoit la surprise que l'on avoit voulu faire à Sa Majesté au préjudice du droit & des Privileges de l'Ordre, des Arrêts qui avoient jugé & condamné leur pretention, & de l'usage & possession où l'on avoit toujours esté au contraire, depuis l'origine de l'Ordre c'est-à-dire depuis cinq à six siècles sans interruption, conforme à toutes les Loix de l'Eglise. p. 377. & jusqu'à la 383^e.

Réponse de Monsieur l'Abbé de Cisteaux aux deux Memoires que Messieurs les Evêques presenterent au Roy ensuite de l'ordre qu'ils eurent de Sa Majesté, de proceder pardevant les Commissaires qu'elle nomma au mois de Septembre 1701. contenant leur pretention & les moyens sur lesquels ils les appuyent, tant pour la sortie des Religieuses de leur Clôture, que pour l'examen de leurs Novices avant la Profession. pages 383. & suivantes.

Division de cette Réponse en six Parties, dont la premiere examine en general l'Exemption des Regulars de la jurisdiction des Evêques Diocesains, depuis la page 385. jusqu'à la 392^e. & l'on marque l'ancienneté des Exemptions des Monasteres, les motifs qu'ont eu les Rois de les demander & l'Eglise de les accorder, comme un moyen absolument necessaire d'y maintenir le bon ordre.

530 TROISIEME TABLE

Et la regularité ; que c'est la même autorité qui les a données , qui a exempté les Archevêques & les Evêques de l'observation de plusieurs Canons ; & que beaucoup de Conciles Generaux nommément celui de Trente , les ont confirmées par plusieurs dispositions , & pareillement les Rois par leurs Lettres Patentes , leurs Ordonnances & leurs Declarations suivies d'une infinité d'Arrests de toutes les Cours du Royaume. pages 385. 386. & jusqu'à 389. L'Exemption de l'Ordre de Cisteaux y est aussi expliquée en particulier. pages 390. 391. & 392

La seconde Partie du Traité montre à qui appartient le droit de veiller sur la Clôture des Religieuses de l'Ordre de Cisteaux & de leur en permettre la sortie , & explique en sa faveur la Decretale ou Constitution du Pape Boniface VIII. qui commence par le mot Periculoso. pages 394. 395. 396. & 397. Et pareillement les Reglemens du Concile de Trente. pages 397. & 398. Et l'Ordonnance de Blois & l'Assemblée de Melun. p. 399. Tout cela suivi de plusieurs Arrests contradictoires & tout récents.

La troisième Partie répond au premier Memoire de Messieurs les Evêques qui y est rapporté tout entier touchant la Clôture des Religieuses , & en fait voir le peu de fondement. depuis la page 401. jusqu'à la 423^e où l'on n'a pas oublié de marquer que les principales preuves & raisons de ce Memoire sont tirées d'un temps bien antérieur à celui auquel ont esté établis les Ordres reguliers : Que quelques Bulles qu'on objecte des Papes des derniers temps comme favorables à Messieurs les Evêques , ne sont pas reçues en France & qu'eux-mêmes ne les executent pas ; que les Auteurs & Canonistes qu'ils avoient citez , sont contraires à leur pretention & la condamnent : & enfin que la Declaration du Roy de 1696. donnée en interpretation de l'Edit de 1695. qu'ils croyoient leur estre favorable , l'est au contraire à l'exemption des Reguliers.

La quatrième Partie du Traité prouve avec évidence que le droit d'examiner les Novices des Monasteres de Religieuses avant leur Profession , appartient à leurs Superieurs Reguliers & que Messieurs les Evêques n'y ont & ne peuvent y avoir aucun droit , par l'exemption entiere de leur jurisdiction , par les anciens Statuts de l'Ordre , par l'Ordonnance de Blois , par l'usage & la possession où l'on a toujours esté , & par plusieurs Arrests qui l'ont

TROISIEME TABLE 535

ainsi jugé contradictoirement ; étant d'ailleurs constant que le Decret du Concile de Trente au Chapitre 17. de la 25^e Session qui est l'unique fondement de Messieurs les Evêques, n'a point compris ni voulu comprendre dans son Règlement sur ce sujet, les Monasteres exempts, l'ayant déclaré ainsi par des Decrets postérieurs.

pages 424. 425. 426. & 427

La cinquième Partie répond au Second Memoire de Messieurs les Evêques qui est au sujet de cet Examen par eux prétendu avec si peu de fondement ; qu'ayant vu cette Réponse & les preuves dont on l'a appuyée, ils n'ont pu y rien expliquer & n'ont plus parlé de ce Point dans tout le reste de la Procédure, s'en départant ainsi tacitement : Ce Memoire est mot à mot dans cette cinquième Partie par Colonnes comme l'autre, & la Réponse à costé & vis-à-vis dans une autre : Une raison générale & peremptoire, c'est qu'assurément Messieurs les Evêques, n'étant pas informez comme il faut l'être, ni de l'état du Monastere ni des regularitez qui s'y pratiquent, ni de la conduite qu'a tenue la Novice pendant tout le temps de sa probation, pour l'avoir vue durant une heure seulement, ne sont pas assez instruits pour bien faire cet examen comme le sont les Superieurs des Monasteres qui ont une parfaite connoissance de tout ce qui s'y passe, & qui pratiquent les mêmes regles & observances, qui en connoissent le poids & la force qui y est nécessaire. depuis la 428^e page jusqu'à la 435^e.

La sixième & dernière Partie est une recapitulation de tout ce qu'on a dit sur l'un & l'autre Point, que l'on confirme par des exemples, par les inconveniens qui en arriveroient, & par le danger d'un grand desordre que ne manqueroit pas de causer un tel changement dans des choses essentielles de la Religion. On y fait voir aussi en abrégé que c'est l'intention de l'Eglise & du Roy qu'elles subsistent comme elles ont toujours fait, par les Decrets des Conciles & des Papes, & par les Lettres Patentes, les Ordonnances, les Déclarations & les Arrests des Cours Superieures. depuis la page 435. jusqu'à la 441^e.

Sommaire de toute la Procédure faite jusqu'en l'année 1703. pour la disposer à un prompt Jugement.

Cet abrégé fut donné de la part de Monsieur l'Abbé de Cîteaux pour presser le jugement de cette affaire qu'il esperoit incessamment ; il y est fait mention du silence de Messieurs les Evêques touchant l'examen des Novices avant leur Profession, & on ne laisse pas d'y rapporter succinctement les principales preuves qui établissent invinciblement le droit en faveur des Religiers & aussi le Point de la Clôture qu'on appuye sur la possession en répondant aux exemples que Messieurs les Evêques avoient citez des Religieuses d'Italie, d'une maniere qui ne leur est pas avantageuse, en rapportant ce que Messire Paul de Foix Archevêque de Toulouie & Ambassadeur à Rome en avoit dit au Pape Gregoire XIII. conjointement avec Monsieur le Cardinal d'Est Protecteur des affaires de France, par ordre exprès du Roy Henry III. en l'année 1582. depuis la page 442. jusqu'à la 449^e

Réponse de Monsieur l'Abbé de Cîteaux à un troisième & nouveau Memoire de Messieurs les Evêques touchant la sortie des Religieuses de leur Clôture.

Dans ce troisième & nouveau Memoire Messieurs les Evêques n'ont rien du ni répliqué sur ce qu'on avoit répondu à leurs deux premiers, ils n'y disent que les mêmes choses qu'ils avoient déjà dites & se servent des mêmes preuves dont ils avoient appuyé leur pretention dans les deux premiers ; ils y ajoutent seulement plusieurs Citations d'Auteurs & Canonistes Ultramontains qu'ils soutenoient la favoriser : mais on a montré dans cette dernière Réponse-cy, que toutes ces Citations avoient esté tronquées & mal entendues, & que l'on peut s'en servir en faveur de l'Exemption des Religiers, parce que la question estant de sçavoir si la nécessité que ces Auteurs & Canonistes sembloient établir d'une permission de l'Evêque Diocesain pour sortir de la Clôture des Monasteres exempts, venoit du Reglement de la Decretale Peri-

TROISIEME TABLE. 533

culoso & du Concile de Trente ; ils font connoître que non mais de la disposition de certaines Bulles postérieures , qui ne sont pas & ne peuvent estre reçues en France , & concluent qu'en vertu de cette Decretale & du Reglement du Concile , il suffit aux Religieuses des Monasteres exempts pour en sortir , d'avoir la permission de leurs Superieurs Regulars sans estre obligées de demander celle de l'Evêque Diocesain. On y a repeté diverses choses qu'on avoit déjà dites , parce qu'on n'a pas pu faire autrement. depuis la page 450. jusqu'à la 462^e

Ces Messieurs avoient voulu se servir d'une Bulle du Saint Pape Pie V. de l'an 1567. renduë pour juger une Question qui luy avoit esté proposée par des Religieux qui se plaignoient de quelques entreprises de Messieurs les Evêques au préjudice du Concile de Trente , pour sçavoir le veritable sens du Concile , mais en rapportant les termes de cette Bulle , on a fait voir qu'elle leur est tres-desavantageuse , en ce qui regarde l'inspection qu'ils pretendoient avoir sur la Clôture & les Monasteres des Religieuses exemptes , puisque ce Saint Pape blâme & condamne cette inspection comme une entreprise sur le droit d'autrui , Cum inhonestum sit quemlibet in alienam messem falcem injicere ; il regarde la demande qu'ils faisoient au sujet des entrées si mal fondée , qu'il declare qu'ils n'ont pas même le droit d'y entrer , survant ajoutait-il , que le droit le leur défend & les Regles de ces Monasteres ; & enfin , il conclut en declarant qu'ils ne pourront y exercer aucune jurisdiction , Prohibemus ne aliquam jurisdictionem seu aliud quodcunque dominium in Moniales & fratres hujusmodi habere , exercere aut exequi nullatenus possint aut debeant ; imò illas & illos omnes ab eorum superioritate , dominio , jurisdictione & potestate Eximimus & Liberamus prout eis concessum est per sua Privilegia. depuis la page 462. jusqu'à la 473^e. On peut voir cette Bulle dans le Grand Bullaire Romain commençant par ces mots , Et si mendicantium Ordines , au Paragraphe 5^e.

Examen du quatrième Memoire de Messieurs les Evêques sous le Titre d'Observations.

C'est Monsieur l'Abbé de Cisteaux qui fait cet Examen , & il remarque que les Observations que font Messieurs les Evêques , sont encore de pures repetitions & qu'elles dissimulent ce qu'il y

534 TROISIEME TABLE.

avoit déjà répondu qui en détruisoit tout le fondement : ils l'avoient accusé d'avoir cité à faux, il s'en justifie pleinement, & il fait faire reflexion sur une Citation de leur part, du sçavant Cardinal de Luca dans ses Annotations sur le Concile de Trente, qui fait bien voir que celuy qui a écrit pour eux, n'a pas esté fidele ni exacte en ses recherches : Monsieur l'Abbé de Cisteaux tire même avantage de ce qu'a dit ce Cardinal ; & il conclut par la Réponse qu'il fait sans replique aux Auteurs & Canonistes qu'on luy avoit objecté. depuis la page 463. jusqu'à la 487^e

Eclaircissement sur le cinquième Memoire de Messieurs les Evêques.

Cet Eclaircissement est encore de Monsieur l'Abbé de Cisteaux pour servir de Contredits, de Salvations & de Réponse au cinquième & dernier Memoire de Messieurs les Evêques, dont le but estoit en refutant ses Contredits, de prouver que c'estoit une jurisprudence établie au Parlement de Paris d'appuyer leur pretention sur la Clôture des Religieuses exemptes, par ses Arrêts : ils y traitent ceux du Grand Conseil, du Parlement de Provence & même du Conseil du Roy tout contradictoires qu'ils sont, & la Sentence arbitrale de feu Monsieur de Harlay Archevêque de Paris, de Jugemens surpris par les Reguliers ; c'est tout le contredit qu'ils y donnent.

Mais ils employent toute leur force & veulent qu'un seul rendu par le Parlement de Paris le 13. Juin 1698. à l'Audience & par défaut sans ouïr les Parties, prévale sur tous les autres & établisse cette jurisprudence si contraire aux autres Tribunaux : Monsieur l'Abbé de Cisteaux fait voir l'injustice de cette pretention, & qu'un Arrêt même quatre ou cinq & davantage rendus sans ouïr les Parties & faute de comparoir, ne sont pas suffisans pour établir la jurisprudence d'un Parlement, contre toutes les Regles : soutenant au surplus que celuy du Conseil du Roy de 1701. qui avoit débüté avec amende & dépens Monsieur l'Evêque d'Apt de sa Requête en cassation d'un autre obtenu contre luy, n'a rien préjugé contre le sens qu'il donnoit à la Declaration du Roy de 1696. sur le 19^e article de l'Edit de 1695. estant certain que cet Arrêt est un véritable Reglement qui explique cette Declaration. depuis la page 487. jusqu'à la 495^e

TROISIÈME TABLE. 535

Dernier Memoire de Monsieur l'Abbé General de
Cîteaux, servant d'Abregé à tous les précédens
Memoires.

*Enfin, l'Abregé que fait Monsieur l'Abbé de Cîteaux par un
dernier & sixième Memoire, répond en general & sommairement
à tous ceux de Messieurs les Evêques, & établit & prouve le droit
des Reguliers : il seroit inutile d'en rien repeter, il y a déjà assez de
redites. depuis la 495^e page jusqu'à la 503^e. On y a ajouté à
la fin la maniere dont cette procedure a esté discontinuée & com-
ment l'Instance reste encore pendante & indécise.*

FIN de la troisième Table touchant la Procedure faite sur la
sortie des Religieuses de leur Clôture & l'Examen de leurs
Novices avant la Profession.



2485

46

5.16



